



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité
parlementaire
p. 03-05

Organes, commissions
et délégations
p. 06-09

Nouvelles
lois
p. 10-11

Séances
publiques
p. 12-91

Questions
au Gouvernement
p. 91-99

2021-2022

N°12

CHAMBRE
DÉPUTÉS



Sommaire

Actualité parlementaire	p. 03-05
Composition des organes, commissions parlementaires et délégations internationales	p. 06-09
Nouvelles lois	p. 10-11
Séances	p. 12-91
35 ^e séance du vendredi 11 février 2022	p. 12-28
36 ^e séance du jeudi 24 février 2022	p. 28-60
37 ^e séance du mardi 1 ^{er} mars 2022	p. 60-91
Questions au Gouvernement	p. 91-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
07/11/2022

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg



Les Présidents de Parlement ukrainien et luxembourgeois se sont entretenus par visioconférence

La solidarité au cœur de l'échange

« Ce matin, la ville de Kyiv a été attaquée par des missiles de fabrication iranienne qui ont visé aussi bien des infrastructures que des populations civiles. » C'est avec ces mots que le Président du Parlement ukrainien, M. Ruslan Stefanchuk, s'est adressé au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, depuis les abris du Parlement ukrainien lors d'un entretien par visioconférence le 17 octobre 2022.



Entrevue par visioconférence entre les Présidents de Parlement ukrainien et luxembourgeois, M. Ruslan Stefanchuk et M. Fernand Etgen, en présence du Secrétaire général de la Chambre, M. Laurent Scheeck (à droite)

M. Stefanchuk a qualifié les activités russes de terroristes et a vivement critiqué les menaces nucléaires. Il a remercié le Grand-Duché de Luxembourg pour son soutien à la candidature de son pays à l'adhésion européenne, ainsi que pour l'aide en matériel militaire qui représentait, jusqu'au mois d'octobre, 16 % des dépenses du budget de la défense luxembourgeoise. Le Président de la Rada d'Ukraine espère trouver également le soutien nécessaire pour la candidature de l'Ukraine à l'OTAN et a souligné que les initiatives internationales en matière d'aide à l'Ukraine devraient encore augmenter.

Face à son homologue, M. Etgen a assuré que « le Grand-Duché est complètement solidaire avec l'Ukraine » et ajouté que le combat contre l'agresseur russe est « un combat pour nos valeurs européennes que sont la paix, la démocratie, la liberté, la dignité humaine et la solidarité ». Il a signalé que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a voté une résolution qualifiant le régime russe actuel de terroriste tout en demandant une réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies dont la Russie fait partie.

Le Président de la Chambre des Députés s'est réjoui du rapprochement de l'Ukraine vers l'Union européenne et a promis de transférer les messages de son homologue ukrainien aux députés du Parlement luxembourgeois.

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance de l'Union européenne

Hausse des prix de l'énergie et renforcement de la résilience européenne

Les représentants des parlements nationaux et du Parlement européen se sont réunis les 10 et 11 octobre 2022 à Prague dans le cadre de la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance de l'Union européenne (IPC-SCEG). La Chambre des Députés était représentée par M. Charles Margue, membre de la Commission des Finances et du Budget.

Dans son intervention lors de la session dédiée à la mise en œuvre et aux nouveaux défis des plans nationaux de relance et résilience, M. Margue a informé ses homologues européens que le plan pour la reprise et la résilience du Grand-Duché de Luxembourg prévoit d'investir dans la transition verte et dans la transition numérique. Il a également fait un appel à la solidarité au niveau européen, particulièrement dans la lutte contre l'inflation, au moyen de fonds publics, sans toutefois remettre en cause la transition

énergétique. Dans ce contexte, il a énuméré les mesures prises par le Gouvernement luxembourgeois pour freiner la hausse des prix de l'énergie et lutter contre l'inflation.

Les coûts de l'indépendance énergétique, notamment le financement des mesures énergétiques et climatiques, ainsi que le renforcement de la résilience économique de l'Europe pour faire face à de futures crises étaient d'autres thématiques discutées au cours de la conférence interparlementaire.

Les représentants des parlements nationaux ont souligné qu'en restant unis et solidaires, les pays de l'Union européenne sont capables de sortir des crises, la lutte contre la pandémie de la COVID-19 en étant la preuve. Face à la crise énergétique actuelle, les parlementaires ont encore souligné l'importance d'investir dans des secteurs économiques innovants.



M. Charles Margue lors de son intervention au sein de l'IPC-SCEG à Prague

Qu'est-ce que l'IPC-SCEG ?

La Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance dans l'Union européenne (IPC-SCEG) sert d'espace d'échange de vues et de positions sur les priorités et les stratégies dans les domaines budgétaire, économique et social au niveau européen. Ce forum se réunit deux fois par an et, au cours du premier semestre de l'année, la réunion s'inscrit dans le cadre de la « Semaine parlementaire européenne » organisée par le Parlement européen à Bruxelles.

Visite du Ministre des Affaires étrangères de Moldavie

« La Moldavie appartient déjà à la famille européenne »

« Le Grand-Duché de Luxembourg soutient la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Moldavie ainsi que ses aspirations à rejoindre l'Union européenne. » Voilà les messages clés du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, à l'adresse du Ministre des Affaires étrangères de la République de Moldavie, M. Nicu Popescu, en visite à la Chambre le 13 octobre 2022. Le Président de la Chambre a par ailleurs salué les efforts exceptionnels que la Moldavie déploie pour accueillir les réfugiés en provenance de son pays voisin, l'Ukraine.



Les députés luxembourgeois en compagnie de M. Nicu Popescu, Ministre des Affaires étrangères de la République de Moldavie (au milieu)

Pendant l'entretien avec le Président de la Chambre, les membres du Bureau et les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, le Ministre moldave a souligné que son pays vise à rejoindre l'Union européenne en tant que pays stable et fort afin d'apporter son soutien à cette dernière. Si à l'heure actuelle, les efforts de la Moldavie pour renforcer ses relations économiques européennes et internationales se retrouvent freinés par la guerre en Ukraine, elle continue à accroître ses exportations et à attirer de nouveaux investisseurs. Par ailleurs, le pays se concentre plus particulièrement sur de multiples questions sensibles auxquelles il fait face dans les domaines de la sécurité et de l'énergie. M. Popescu est revenu dans ce contexte sur les risques liés aux projets potentiels de la Russie en matière d'énergie nucléaire.

Face à leur interlocuteur, les députés luxembourgeois ont assuré que la Moldavie appartient déjà à la famille européenne. Ils se sont intéressés à sa position à l'égard de la Communauté politique européenne (EPC), aux relations avec la région de Transnistrie et aux attitudes pro-russes en Moldavie.

Le Ministre des Affaires étrangères moldave a salué le travail au sein du nouveau forum d'États européens que constitue la Communauté politique européenne. Il a aussi expliqué que la Moldavie entretient de bonnes relations avec la Roumanie, ce qui donne un confort stratégique à son pays en matière d'approvisionnement énergétique.

Présentation du rapport d'Amnesty International sur la situation en Afghanistan

« Au lieu d'être protégées, les femmes se retrouvent en prison »

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten, ont rencontré le 18 octobre 2022 Mme Marie Forestier, chercheuse pour le compte d'Amnesty International, et M. Martin Lagneau, responsable plaidoyer auprès d'Amnesty International Luxembourg, pour discuter de la situation des réfugiés afghans et des femmes en Afghanistan.

Depuis la prise du pouvoir par les talibans, le taux des mariages forcés est en train « d'exploser », alerte Mme Forestier, qui a vécu dans le pays pendant deux ans et rédigé un rapport sur la situation des femmes en Afghanistan sur base de témoignages récoltés sur place.

Selon elle, plusieurs causes expliquent cette augmentation : d'un côté, les familles afghanes y voient un moyen d'assurer l'avenir de leurs filles, et de l'autre, elles veulent éviter que leurs filles soient obligées à se marier à un taliban et organisent des mariages forcés le plus tôt possible. « Les situations décrites sont tragiques et doivent alarmer », estime le Président de la Chambre des Députés.

Les femmes afghanes qui ont manifesté contre la prise de pouvoir des talibans et la privation de leurs droits fondamentaux ont été harcelées lors des démonstrations, placées en détention et torturées, a expliqué Mme Forestier. Elles n'ont plus accès aux réseaux de protection, qui ont été abolis aussitôt que les talibans eurent pris le pouvoir. « Au lieu d'être protégées, elles se retrouvent en prison », a-t-elle alerté.

Le rapport d'Amnesty International met également en lumière la situation des Afghans voulant fuir leur pays. Ils vivent un vrai calvaire, selon l'auteur du rapport au sein duquel sont recueillis des témoignages de personnes arrivant à la frontière iranienne ou turque et se faisant tirer dessus par les autorités des pays en question. Les réfugiés qui réussissent à franchir la frontière sont maltraités, torturés et expulsés.

Mme Forestier plaide pour une évacuation des Afghans vulnérables et leur réinstallation en Europe. Elle demande également aux autorités politiques de sommer la Turquie et l'Iran de mettre fin aux expulsions massives de réfugiés. En outre, elle incrimine les centres de rétention qui sont construits en Turquie avec l'aide financière de l'Union européenne et qui n'étaient initialement pas destinés à accueillir des réfugiés afghans.



de gauche à droite : M. Martin Lagneau, responsable plaidoyer auprès d'Amnesty International Luxembourg, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, Mme Marie Forestier, chercheuse pour le compte d'Amnesty International, et M. Yves Cruchten, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Session plénière d'automne de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Le régime russe actuel déclaré « État terroriste »

Les sessions ordinaires de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) sont usuellement divisées en quatre parties et se déroulent sur toute une semaine de séances plénières. La quatrième et donc dernière partie de la session 2022 a été ouverte le 10 octobre 2022 au Palais de l'Europe à Strasbourg, à un moment où plusieurs villes ukrainiennes - dont la capitale Kiev - étaient prises pour cibles par des frappes de missiles russes.

Nouvel appel au soutien par le Président ukrainien

Le Président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky, s'est adressé aux parlementaires de l'assemblée en misant sur le pouvoir du dialogue en Europe qui devrait, selon lui, se concrétiser par la création de nouveaux mécanismes juridiques. Le message clé de son intervention consiste en un appel au soutien pour l'instauration d'un tribunal spécial pour juger la Fédération de Russie et ses dirigeants. Suite à la tenue d'un débat d'urgence consacré aux « conséquences politiques de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine », une résolution a été adoptée à 99 voix partisans, contre une abstention d'un élu turc.

Dans ce texte, l'APCE appelle les États membres à déclarer le régime russe actuel en tant que régime terroriste. Le Prix des droits de l'homme Václav Havel, décerné annuellement à des personnes de la société civile œuvrant par des actions extraordinaires en faveur des droits humains, revient cette année à un des leaders de l'opposition russe, M. Vladimir Kara-Murza, actuellement emprisonné pour trahison.

Une vocation paneuropéenne

Quelques jours seulement après la première rencontre de la Communauté politique européenne à Prague, la nécessité de réaffirmer la place et le rôle du Conseil de l'Europe sur le continent européen a figuré dans plusieurs discours. Pour ce faire, les parlementaires ont revendiqué la tenue d'un quatrième sommet des chefs d'État et de gouvernement, tout en soulignant l'importance d'agir pour plus de synergies et de cohérence entre l'UE et le Conseil de l'Europe. Le Secrétaire d'État des Affaires étrangères irlandais, M. Thomas Byrne, a ajouté qu'il fallait saisir l'occasion en organisant ce sommet au plus vite, de préférence sous la présidence irlandaise du Comité des Ministres à Reykjavik.

Récompenser les progrès dans les Balkans occidentaux

Les parlementaires ont également décidé, lors d'un débat ayant trait à la perspective européenne pour les Balkans occidentaux, de donner un nouvel élan au processus d'élargissement en récompensant les progrès que ceux-ci ont réalisés. L'APCE met ainsi son expertise au profit de ceux souhaitant satisfaire les conditions d'entrée à l'Union européenne. Un exemple de récompense se retrouve dans le statut de la délégation kosovare. Celle-ci bénéficie désormais d'un nouveau statut au sein de l'APCE par le biais d'un droit de parole. Cependant, en demandant à l'Assem-

blée un rapport de suivi concernant l'enquête sur les allégations de traitement inhumain de personnes et de trafic illicite d'organes humains au Kosovo, le Premier Ministre albanais, M. Edi Rama, a considérablement freiné l'adhésion du Kosovo à l'Union européenne.

En marge de la session, les députés luxembourgeois ont eu un échange de vues avec leurs homologues kosovars. Pendant cette bilatérale, Mme Saranda Bogujevci, elle-même survivante du régime Milošević, a remercié le Luxembourg pour son soutien. Les discussions ont essentiellement porté sur l'inclusion des minorités nationales serbes dans le processus législatif.



de gauche à droite : Mme Cécile Hemmen, membre suppléante, M. Gusty Graas, Président, et Mme Octavie Modert, membre effective de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE

L'Administration parlementaire recrute :

- un huissier/chauffeur (m/f) pour les besoins du Service logistique et technique dans le groupe de traitement D2 poste à pourvoir par un changement d'administration (réf. M00022363)

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant :

<https://govjobs.public.lu/fr/postuler/mobilite-interne/changement-administration/2022/D2/Octobre/20221020-huissierchauffeurmfmrfrfm000223-164024.html>



Composition des organes de la Chambre des Députés et des commissions parlementaires (12 octobre 2022)

Organes de la Chambre des Députés

Bureau

Président	DP	Etgen Fernand
Vice-Présidents	LSAP	Di Bartolomeo Mars
	CSV	Spautz Marc
	déi gréng	Bernard Djuna
Membres	LSAP	Cruchten Yves
	déi gréng	Lorsché Josée
	CSV	Mosar Laurent
	LSAP	Mutsch Lydia
	DP	Polfer Lydie
	CSV	Wiseler Claude
	DP	Beissel Simone
	ADR	Kartheiser Fernand
	CSV	Hansen Martine
Membres suppléants permanents	DP	Baum Gilles
	CSV	Gloden Léon
	LSAP	Closener Francine
	déi gréng	Benoy François
	Piraten	Clement Sven
	déi Lénk	Cecchetti Myriam
Secrétaire général		Scheeck Laurent

Conférence des Présidents

Président	DP	Etgen Fernand
Membres	CSV	Roth Gilles
	DP	Baum Gilles
	LSAP	Yves Cruchten
	déi gréng	Lorsché Josée
Observateurs	ADR	Kartheiser Fernand
	déi Lénk	Cecchetti Myriam
	Piraten	Clement Sven

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Président	CSV	Lies Marc
Vice-Présidente	LSAP	Burton Tess
Membres	DP	Arendt Guy, Bauler André, Graas Gusty
	déi gréng	Gary Chantal, Margue Charles, Thill Jessie
	LSAP	Mutsch Lydia
	CSV	Adehm Diane, Eicher Emile, Galles Paul, Kaes Aly
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Engelen Jeff

Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État

Présidente	CSV	Hansen Martine
Membres	DP	Baum Gilles
	déi gréng	Lorsché Josée
	LSAP	Cruchten Yves

Commission des Pétitions

Présidente	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy
Vice-Présidents	déi gréng	Hansen Marc
	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Membres	DP	Bauler André, Colabianchi Frank, Graas Gusty
	déi gréng	Gary Chantal
	LSAP	Asselborn-Bintz Simone, Mutsch Lydia
	CSV	Galles Paul, Halsdorf Jean-Marie, Hengel Max, Schaaf Jean-Paul
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission du Règlement

Président	ADR	Reding Roy
Vice-Présidente	DP	Beissel Simone
Membres	DP	Bauler André, Baum Gilles
	déi gréng	Empain Stéphanie, Lorsché Josée, Thill Jessie
	LSAP	Cruchten Yves, Di Bartolomeo Mars

CSV	Adehm Diane, Gloden Léon, Hansen Martine, Modert Octavie, Spautz Marc
Piraten	Clement Sven

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Président	LSAP	Cruchten Yves
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Wiseler Claude
Membres	DP	Graas Gusty, Polfer Lydie
	déi gréng	Bernard Djuna, Empain Stéphanie
	LSAP	Di Bartolomeo Mars, Mutsch Lydia
	CSV	Eicher Emile, Galles Paul (<i>pour les volets Coopération, Immigration et Asile</i>), Halsdorf Jean-Marie (<i>pour le volet Affaires étrangères et européennes</i>), Mosar Laurent, Spautz Marc
	déi Lénk	Oberweis Nathalie
	ADR	Kartheiser Fernand (<i>sauf pour le volet Coopération</i>), Keup Fred (<i>pour le volet Coopération</i>)

Commission de vérification des pouvoirs

Président	Piraten	Clement Sven
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	LSAP	Cruchten Yves
Membres	DP	Arendt Guy, Lamberty Claude
	déi gréng	Bernard Djuna, Margue Charles
	LSAP	Biancalana Dan, Closener Francine
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy, Eicher Emile, Gloden Léon, Lies Marc, Margue Elisabeth
	ADR	Reding Roy

Sous-Commission « Avenir de l'Europe » de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Président	LSAP	Cruchten Yves
Membres	DP	Beissel Simone
	déi gréng	Empain Stéphanie
	CSV	Wiseler Claude
	déi Lénk	Oberweis Nathalie
	ADR	Kartheiser Fernand

Sous-Commission « Télétravail » de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Président	LSAP	Kersch Dan
Membres	DP	Hartmann Carole
	déi gréng	Margue Charles
	CSV	Spautz Marc
	déi Lénk	Cecchetti Myriam
	ADR	Engelen Jeff

Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Président	LSAP	Biancalana Dan
Vice-Présidents	DP	Polfer Lydie (<i>pour le volet Affaires intérieures</i>)
	CSV	Wolter Michel
Membres	DP	Baum Gilles (<i>pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes</i>), Hahn Max, Lamberty Claude
	déi gréng	Gary Chantal (<i>pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes</i>), Hansen Marc (<i>pour le volet Affaires intérieures</i>), Thill Jessie
	LSAP	Asselborn-Bintz Simone, Weber Carlo
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy (<i>pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes</i>), Eicher Emile (<i>pour le volet Affaires intérieures</i>), Hengel Max (<i>pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes</i>), Kaes Aly, Margue Elisabeth (<i>pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes</i>), Mischo Georges (<i>pour le volet Affaires intérieures</i>), Roth Gilles (<i>sauf pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes</i>)

déi Lénk	Cecchetti Myriam (<i>pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes</i>)
Piraten	Goergen Marc (<i>pour le volet Affaires intérieures</i>)
ADR	Engelen Jeff

Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Président	LSAP	Cloeser Francine
Vice-Présidents	DP	Arendt Guy
	CSV	Gloden Léon
Membres	DP	Bauler André, Beissel Simone, Graas Gusty (<i>pour le volet Protection des consommateurs</i>)
déi gréng	Ahmedova Semiray, Margue Charles (<i>sauf pour le volet Espace</i>), Thill Jessie (<i>pour le volet Espace</i>)	
LSAP	Burton Tess (<i>pour le volet Protection des consommateurs</i>), Mutsch Lydia (<i>sauf pour le volet Protection des consommateurs</i>), Weber Carlo	
CSV	Adehm Diane, Mosar Laurent, Spautz Marc, Wilmes Serge	
Piraten	Clement Sven	
ADR	Reding Roy	

Commission de la Santé et des Sports

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Vice-Présidents	déi gréng	Lorsché Josée
	CSV	Halsdorf Jean-Marie
Membres	DP	Baum Gilles, Graas Gusty (<i>pour le volet Santé</i>), Hartmann Carole, Lamberty Claude (<i>pour le volet Sports</i>)
déi gréng	Gary Chantal (<i>pour le volet Sports</i>), Hansen Marc (<i>pour le volet Santé</i>)	
LSAP	Cloeser Francine, Hemmen Cécile	
CSV	Arendt épouse Kemp Nancy (<i>pour le volet Sports</i>), Hansen Martine (<i>pour le volet Sports</i>), Hengel Max, Mischo Georges, Spautz Marc (<i>pour le volet Santé</i>), Wiseler Claude (<i>pour le volet Santé</i>)	
déi Lénk	Oberweis Nathalie (<i>pour le volet Santé</i>)	
Piraten	Clement Sven (<i>pour le volet Sports</i>)	
ADR	Engelen Jeff	

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Présidente	LSAP	Burton Tess
Vice-Présidents	déi gréng	Benoy François
	CSV	Hansen Martine
Membres	DP	Bauler André, Baum Gilles, Graas Gusty
déi gréng	Gary Chantal	
LSAP	Hemmen Cécile, Weber Carlo	
CSV	Eicher Emile, Eischen Félix, Kaes Aly, Modert Octavie	
déi Lénk	Cecchetti Myriam (<i>sauf pour le volet Protection des animaux</i>)	
Piraten	Goergen Marc (<i>pour le volet Protection des animaux</i>)	
ADR	Engelen Jeff	

Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Présidente	DP	Beissel Simone
Vice-Présidents	déi gréng	Gary Chantal
	CSV	Eischen Félix
Membres	DP	Arendt Guy, Hartmann Carole
déi gréng	Ahmedova Semiray, Empain Stéphanie	
LSAP	Burton Tess, Cloeser Francine	
CSV	Arendt épouse Kemp Nancy, Eicher Emile (<i>pour le volet Classes moyennes</i>), Hengel Max (<i>pour le volet Tourisme</i>), Roth Gilles, Spautz Marc	
Piraten	Clement Sven (<i>pour le volet Classes moyennes</i>), Goergen Marc (<i>pour le volet Tourisme</i>)	
ADR	Reding Roy	

Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Président	DP	Baum Gilles
Vice-Présidentes	déi gréng	Bernard Djuna
	CSV	Hansen Martine
Membres	DP	Bauler André (<i>pour les volets Enseignement supérieur et Recherche</i>), Hartmann Carole (<i>pour</i>

les volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse), Lamberty Claude

déi gréng	Hansen Marc (<i>pour les volets Enseignement supérieur et Recherche</i>), Lorsché Josée (<i>pour les volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse</i>)
LSAP	Asselborn-Bintz Simone, Burton Tess, Cloeser Francine
CSV	Adehm Diane, Galles Paul (<i>sauf pour la proposition de loi 7921</i>), Hengel Max, Mischo Georges (<i>pour les volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse</i>), Modert Octavie (<i>pour les volets Enseignement supérieur et Recherche</i>), Wilmes Serge (<i>pour la proposition de loi 7921</i>)
déi Lénk	Cecchetti Myriam
ADR	Keup Fred

Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

Président	DP	Arendt Guy
Vice-Présidente	LSAP	Mutsch Lydia
Membres	DP	Hartmann Carole, Knaff Pim
déi gréng	Bernard Djuna, Hansen Marc, Thill Jessie	
LSAP	Cloeser Francine	
CSV	Adehm Diane, Lies Marc, Margue Elisabeth, Modert Octavie, Wilmes Serge	
Piraten	Clement Sven	
ADR	Reding Roy	

Commission de la Fonction publique

Président	DP	Graas Gusty
Vice-Présidentes	déi gréng	Empain Stéphanie
	CSV	Adehm Diane
Membres	DP	Colabianchi Frank, Lamberty Claude
déi gréng	Gary Chantal, Lorsché Josée	
LSAP	Biancalana Dan, Cruchten Yves	
CSV	Kaes Aly, Modert Octavie, Roth Gilles, Spautz Marc	
Piraten	Goergen Marc	
ADR	Keup Fred	

Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Présidente	déi gréng	Gary Chantal
Vice-Présidents	DP	Hahn Max
	CSV	Wilmes Serge
Membres	DP	Colabianchi Frank, Lamberty Claude
déi gréng	Ahmedova Semiray (<i>pour le volet Travaux publics</i>), Hansen Marc, Thill Jessie (<i>pour le volet Mobilité</i>)	
LSAP	Hemmen Cécile, Weber Carlo	
CSV	Eischen Félix, Kaes Aly, Lies Marc, Spautz Marc	
Piraten	Goergen Marc	
ADR	Engelen Jeff	

Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

Président	déi gréng	Benoy François
Vice-Présidents	DP	Hahn Max
	CSV	Kaes Aly
Membres	DP	Bauler André, Graas Gusty
déi gréng	Ahmedova Semiray (<i>pour les volets Énergie et Aménagement du territoire</i>), Empain Stéphanie (<i>pour les volets Environnement et Climat</i>), Thill Jessie	
LSAP	Hemmen Cécile, Weber Carlo	
CSV	Eischen Félix (<i>pour les volets Énergie et Aménagement du territoire</i>), Galles Paul (<i>pour les volets Environnement et Climat</i>), Hansen Martine, Roth Gilles, Schaaf Jean-Paul	
déi Lénk	Cecchetti Myriam	
ADR	Keup Fred	

Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Présidente	déi gréng	Empain Stéphanie
Vice-Présidents	LSAP	Biancalana Dan
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy
Membres	DP	Bauler André (<i>sauf pour le volet Sécurité intérieure</i>), Graas Gusty, Hahn Max, Lamberty Claude (<i>pour le volet Sécurité intérieure</i>)
déi gréng	Ahmedova Semiray, Benoy François	

LSAP	Mutsch Lydia
CSV	Adehm Diane, Gloden Léon, Halsdorf Jean-Marie, Mischo Georges
Piraten	Goergen Marc
ADR	Kartheiser Fernand

Commission de la Justice

Président	déi gréng	Margue Charles
Vice-Présidents	LSAP	Biancalana Dan
	CSV	Roth Gilles
Membres	DP	Arendt Guy, Hartmann Carole, Knaff Pim
	déi gréng	Benoy François, Empain Stéphanie
	LSAP	Hemmen Cécile
	CSV	Adehm Diane (<i>pour les dossiers nationaux</i>), Gloden Léon, Margue Elisabeth (<i>pour les dossiers européens</i>), Modert Octavie, Mosar Laurent
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Reding Roy

Sous-commission « Préservation des entreprises et Modernisation du droit de la faillite » de la Commission de la Justice

Membres	DP	Arendt Guy
	déi gréng	Margue Charles
	LSAP	Hemmen Cécile
	CSV	Gloden Léon
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Reding Roy

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Présidente	CSV	Adehm Diane
Vice-Présidents	déi gréng	Thill Jessie
	LSAP	Kersch Dan
Membres	DP	Arendt Guy, Bauler André, Colabianchi Frank
	déi gréng	Ahmedova Semiray
	LSAP	Di Bartolomeo Mars, Weber Carlo
	CSV	Halsdorf Jean-Marie, Hansen Martine, Modert Octavie, Roth Gilles
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission de la Culture

Présidente	déi gréng	Bernard Djuna
Vice-Présidentes	LSAP	Asselborn-Bintz Simone
	CSV	Modert Octavie
Membres	DP	Bauler André, Knaff Pim, Polfer Lydie
	déi gréng	Ahmedova Semiray, Benoy François (<i>pour le volet Patrimoine</i>), Lorsché Josée (<i>sauf pour le volet Patrimoine</i>)
	LSAP	Mutsch Lydia
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy, Eicher Emile, Margue Elisabeth, Mischo Georges
	déi Lénk	Oberweis Nathalie
	ADR	Keup Fred

Commission de la Famille et de l'Intégration

Président	DP	Hahn Max
Vice-Présidents	LSAP	Asselborn-Bintz Simone
	CSV	Spautz Marc
Membres	DP	Baum Gilles, Hartmann Carole
	déi gréng	Bernard Djuna, Gary Chantal, Margue Charles
	LSAP	Burton Tess
	CSV	Galles Paul, Mischo Georges, Schaaf Jean-Paul, Wilmes Serge
	déi Lénk	Cecchetti Myriam
	ADR	Keup Fred

Commission des Finances et du Budget

Président	DP	Bauler André
Vice-Présidents	LSAP	Cruchten Yves
	CSV	Mosar Laurent
Membres	DP	Arendt Guy, Hahn Max
	déi gréng	Benoy François, Lorsché Josée
	LSAP	Biancalana Dan, Kersch Dan
	CSV	Hansen Martine, Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel

Piraten	Clement Sven
ADR	Kartheiser Fernand (<i>sauf pour le volet Place financière</i>), Reding Roy (<i>pour le volet Place financière</i>)

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Gloden Léon
Membres	DP	Arendt Guy, Bauler André
	déi gréng	Lorsché Josée, Margue Charles
	LSAP	Biancalana Dan, Hemmen Cécile
	CSV	Hansen Martine, Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel
	déi Lénk	Oberweis Nathalie
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission du Logement

Présidente	déi gréng	Ahmedova Semiray
Vice-Présidents	DP	Hahn Max
	CSV	Lies Marc
Membres	DP	Bauler André, Colabianchi Frank
	déi gréng	Benoy François, Thill Jessie
	LSAP	Cruchten Yves, Di Bartolomeo Mars
	CSV	Eischen Félix, Hengel Max, Margue Elisabeth, Wilmes Serge
	déi Lénk	Oberweis Nathalie
	ADR	Reding Roy

Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Président	LSAP	Kersch Dan
Vice-Présidents	déi gréng	Margue Charles
	CSV	Spautz Marc
Membres	DP	Colabianchi Frank, Hartmann Carole, Knaff Pim
	déi gréng	Bernard Djuna (<i>sauf pour le volet Sécurité sociale</i>), Hansen Marc (<i>pour le volet Sécurité sociale</i>)
	LSAP	Closener Francine (<i>sauf pour le volet Sécurité sociale</i>), Di Bartolomeo Mars (<i>pour le volet Sécurité sociale</i>), Weber Carlo
	CSV	Galles Paul, Halsdorf Jean-Marie, Kaes Aly, Roth Gilles
	déi Lénk	Cecchetti Myriam
	ADR	Engelen Jeff

Groupe de travail « Conférence des Présidents des Commissions permanentes »

Président	DP	Etgen Fernand
Membres	DP	Arendt Guy, Bauler André, Baum Gilles, Beissel Simone, Graas Gusty, Hahn Max
	déi gréng	Ahmedova Semiray, Benoy François, Bernard Djuna, Empain Stéphanie, Margue Charles
	LSAP	Biancalana Dan, Burton Tess, Cruchten Yves, Di Bartolomeo Mars
	CSV	Adehm Diane, Arendt épouse Kemp Nancy, Hansen Martine, Lies Marc
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Reding Roy

Commissions spéciales**Commission spéciale « Tripartite »**

Président	DP	Baum Gilles
Vice-Présidents	déi gréng	Lorsché Josée
	CSV	Roth Gilles
Membres	DP	Arendt Guy, Bauler André
	déi gréng	Benoy François
	LSAP	Cruchten Yves, Di Bartolomeo Mars, Kersch Dan
	CSV	Hansen Martine, Mosar Laurent, Spautz Marc, Wiseler Claude
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Kartheiser Fernand

Délégations luxembourgeoises auprès des Assemblées parlementaires internationales (11 octobre 2022)

Conférence sur l'avenir de l'Europe

Membres effectifs :

Beissel Simone (DP)
Cruchten Yves (LSAP)
Oberweis Nathalie (déi Lénk)
Wiseler Claude (CSV)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Membres effectifs :

Graas Gusty (DP), Président de la délégation
Lorsché Josée (déi gréng)
Modert Octavie (CSV)

Membres suppléants :

Galles Paul (CSV)
Hemmen Cécile (LSAP)
Hengel Max (CSV)

Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (APOSCE)

Membres effectifs :

Graas Gusty (DP), Président de la délégation
Halsdorf Jean-Marie, Vice-Président (CSV)
Baum Gilles (DP)
Biancalana Dan (LSAP)
Lorsché Josée (déi gréng)

Membres suppléants :

Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Eicher Emile (CSV)
Margue Charles (déi gréng)
Mutsch Lydia (LSAP)
Reding Roy (ADR)

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)

Membres effectifs :

Mutsch Lydia (LSAP), Présidente de la délégation
Beissel Simone (DP)
Modert Octavie (CSV)

Membres suppléants :

Gloden Léon (CSV)
Margue Charles (déi gréng)

Assemblée parlementaire de l'OTAN (APOTAN)

Membres effectifs :

Mutsch Lydia (LSAP), Présidente de la délégation
Arendt épouse Kemp Nancy (CSV)
Graas Gusty (DP)

Membres suppléants :

Ahmedova Semiray (déi gréng)
Clement Sven (Piraten)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)

Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC)

Membres effectifs :

Cruchten Yves (LSAP), Président de la délégation
Baum Gilles (DP)
Gary Chantal (déi gréng)
Kartheiser Fernand (ADR)
Lamberty Claude (DP)
Wiseler Claude (CSV)

Assemblée interparlementaire Benelux

Membres effectifs :

Hemmen Cécile (LSAP), Présidente de la délégation
Adehm Diane (CSV)

Engelen Jeff (ADR)

Graas Gusty (DP)
Lorsché Josée (déi gréng)
Mutsch Lydia (LSAP)
Roth Gilles (CSV)

Membres suppléants :

Arendt Guy (DP)
Bernard Djuna (déi gréng)
Eicher Emile (CSV)
Kaes Aly (CSV)
Kersch Dan (LSAP)
Keup Fred (ADR)
Weber Carlo (LSAP)

Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Membres effectifs :

Etgen Fernand, Président (DP), Président de la Chambre des Députés, membre d'office
Adehm Diane (CSV)
Eicher Emile (CSV)
Hartmann Carole (DP)
Hemmen Cécile (LSAP)
Lamberty Claude (DP)
Margue Charles (déi gréng)
Oberweis Nathalie (déi Lénk)
Roth Gilles (CSV)
Weber Carlo (LSAP)

Membres suppléants :

Arendt Guy (DP)
Baum Gilles (DP)
Cruchten Yves (LSAP)
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Galles Paul (CSV)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Keup Fred (ADR)
Mischo Georges (CSV)
Thill Jessie (déi gréng)

Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Membres effectifs :

Empain Stéphanie (déi gréng), Présidente de la délégation
Baum Gilles (DP)
Gloden Léon (CSV)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Kartheiser Fernand (ADR)
Mutsch Lydia (LSAP)

Assemblée parlementaire de la francophonie (APF)

Membres effectifs :

Graas Gusty (DP), Président de la délégation
Adehm Diane (CSV)
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Knaff Pim (DP)
Lorsché Josée (déi gréng)
Mosar Laurent (CSV)

Union interparlementaire (UIP)

Membres effectifs :

Beissel Simone (DP)
Bernard Djuna (déi gréng)
Cruchten Yves (LSAP)
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Etgen Fernand (DP)
Hansen Martine (CSV)

Lorsché Josée (déi gréng)

Mosar Laurent (CSV)
Mutsch Lydia (LSAP)
Polfer Lydie (DP)
Spautz Marc (CSV)
Wiseler Claude (CSV)

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la gouvernance économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG)

Membres effectifs :

Bauler André (DP)
Clement Sven (Piraten)
Margue Charles (déi gréng)
Mosar Laurent (CSV)
Mutsch Lydia (LSAP)
Wolter Michel (CSV)

Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (Europol « JPSG » - joint parliamentary scrutiny group)

Membres effectifs :

Empain Stéphanie (déi gréng), Présidente de la délégation
Biancalana Dan (LSAP)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Oberweis Nathalie (déi Lénk)

Membres suppléants :

Goergen Marc (Piraten)
Hartmann Carole (DP)
Thill Jessie (déi gréng)

Interopérabilité des systèmes de télépéage routier

7874 - Projet de loi concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier et facilitant l'échange transfrontière d'informations relatives au défaut de paiement des redevances routières dans l'Union européenne

Le projet de loi a comme objet la transposition de la directive (UE) 2019/520 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier et facilitant l'échange transfrontière d'informations relatives au défaut de paiement des redevances routières dans l'Union, ci-après la « directive (UE) 2019/520 ». Elle abroge la directive 2004/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier dans la Communauté, ci-après la « directive de 2004 ».

La directive (UE) 2019/520 a pour objectifs d'assurer l'interopérabilité des systèmes de télépéage sur l'ensemble du réseau routier de l'Union européenne et de faciliter l'échange transfrontière de données d'immatriculation concernant les véhicules et les propriétaires ou détenteurs de véhicules pour lesquels il y a eu défaut de paiement de tout type de redevance routière dans l'Union. L'objectif d'interopérabilité est notamment poursuivi au moyen d'un système européen de télépéage, ci-après « SET », complémentaire par rapport aux services de télépéage nationaux.

Même s'il n'est pas prévu actuellement d'instaurer un péage sur le réseau routier national, le Luxembourg reste de toute façon obligé à transposer la directive (UE) 2019/520, qui met par ailleurs en place des règles européennes d'échange de données d'immatriculation concernant les véhicules et les propriétaires ou détenteurs dans le but de réagir face au défaut de paiement.

La nouvelle directive (UE) 2019/520 prévoit une procédure d'échange d'informations sur le défaut de paiement de redevances routières et permettra ainsi aux différents acteurs auxquels un paiement d'une redevance routière est dû de réclamer ces montants aux usagers de route dont les voitures sont immatriculées dans d'autres États membres. En ce qui concerne le Luxembourg, cet échange d'informations permettra ainsi à l'Administration des douanes et accises d'identifier les contrevenants non-résidents en cas de non-paiement de l'Eurovignette. En effet, bien que le Luxembourg n'ait pas introduit de système de péage général, nous percevons néanmoins - en tant qu'État signataire de l'Accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, dit « Eurovignette » - une redevance pour les véhicules utilitaires d'une masse maximale autorisée de 12 tonnes ou plus circulant sur les voies nationales faisant partie du réseau transeuropéen.

- répondre à un avis motivé, au titre de l'article 258 TFUE, pour absence de communication des mesures de transposition en droit interne de la directive (UE) 2016/2370 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 modifiant la directive 2012/34/UE prémentionnée en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire, ci-après la « directive (UE) 2016/2370 ».

Le Grand-Duché se voit reprocher plus précisément la transposition incorrecte ou l'absence de transposition des articles 31 (paragraphe 6), 33, 35, 37 et de l'annexe VI de la directive 2012/34/UE et l'absence de transposition de l'article 1^{er}, point 8) de la directive (UE) 2016/2370, qui introduisait un article 13bis dans la directive 2012/34/UE. Ces deux directives étant transposées par la loi du 6 juin 2019 précitée, la loi en projet entend assurer leur transposition correcte et complète en modifiant cette même loi.

Précisons que les procédures d'infractions lancées en décembre 2020 visaient initialement un nombre de dispositions et d'articles bien plus élevé (15 articles et une annexe), mais qui ont pu être réduites, suite aux échanges avec la Commission européenne, à 4 articles ainsi que l'annexe.

Il était initialement prévu d'intégrer ces dispositions dans les travaux de fusion déjà en cours, des piliers politique et technique du quatrième paquet ferroviaire, transposés par la loi du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire (pilier politique), respectivement par la loi du 5 février 2021 relative à l'interopérabilité ferroviaire, à la sécurité ferroviaire et à la certification des conducteurs de train (pilier technique). Vu l'urgence due aux procédures d'infraction, il a toutefois semblé préférable de modifier de manière ponctuelle et prioritaire la loi du 6 juin 2019 afin d'y intégrer toutes les dispositions n'ayant pas satisfaites la Commission européenne. La fusion des piliers politique et technique interviendra ultérieurement.

Les modifications proposées par le présent projet de loi concernent l'insertion en droit national de dispositions relatives aux plans d'urgence en cas de perturbation majeure des services dans le cadre des services de transport de voyageurs. En matière de tarification est par ailleurs intégré un système de redevances basé sur des procédures appropriées en vue d'une meilleure compétitivité du système ferroviaire au sein de l'Union et d'une utilisation efficace des réseaux ferroviaires concernés. Les modalités de calcul et l'application de certaines modulations et réductions de redevances sont dorénavant prévues sur base de prescriptions et critères prédéfinis dans le texte légal ainsi que dans l'annexe de référence.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 25/08/2021

Rapporteuse : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Chantal Gary) :

09/12/2021 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

03/02/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

10/02/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 24/02/2022

Loi du 1^{er} avril 2022

Mémorial A : 2022, n° 171, page 1

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 21/10/2021

Rapporteuse : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Chantal Gary) :

02/12/2021 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

03/02/2022 Désignation d'un nouveau rapporteur

Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

10/02/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 24/02/2022

Loi du 18 mars 2022

Mémorial A : 2022, n° 140, page 1

Infrastructure ferroviaire

7903 - Projet de loi modifiant la loi du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire

Le projet de loi vise à compléter la loi du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire, afin de :

- se conformer aux deux procédures d'infraction n° 2020/2303 et n° 2020/2311, lancées par la Commission européenne à l'encontre du Grand-Duché de Luxembourg pour non-transposition intégrale de la directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen, ci-après la « directive 2012/34/UE », ou la non-conformité du droit national au droit européen, et de

Nouvelle loi Covid-19

7964 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Le présent projet de loi se propose d'apporter des adaptations à la version actuelle de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, dite « loi Covid ».

1) Changement concernant le régime CovidCheck

Le régime 2G+ est remplacé par le régime 3G. L'accès aux manifestations, événements, rassemblements et établissements est dès lors réservé aux personnes ayant :

- un certificat de vaccination datant de moins de 270 jours (neuf mois) ;
- un certificat relatif à la vaccination de rappel (dans ce cas, il n'y a pas de limite de validité) ;

- un certificat de test négatif TAAN (PCR) ou un test antigénique rapide Sars-CoV-2 certifié en cours de validité ;
- un certificat de rétablissement (dont la date de validité n'excède pas 180 jours, soit six mois).

Trois exceptions sont prévues :

- une première exception concerne les personnes titulaires d'un certificat de contre-indication à la vaccination. Dans ce cas, l'accès aux événements, établissements etc. est soumis à la présentation d'un résultat de test autodiagnostique négatif réalisé sur place. À noter que la présentation d'un certificat en cours de validité d'un test PCR ou d'un test antigénique rapide Sars-CoV-2 certifié et dont le résultat est négatif est également acceptée ;
- une deuxième exception vaut pour les enfants âgés de moins de douze ans et deux mois ;
- enfin, une troisième exception vaut pour les rassemblements et événements qui se déroulent au domicile privé. Ces derniers ne sont soumis à aucune condition.

À noter que la durée de validité du certificat de vaccination dans le cadre du régime CovidCheck (désormais 3G) est alignée sur celle pour les voyages, prévue par la réglementation européenne, soit neuf mois (contre six mois jusqu'à présent dans le cadre du régime CovidCheck 2G+).

2) Changements concernant le monde du travail

- Suite à un accord tripartite entre partenaires sociaux et le Gouvernement, le régime 3G, actuellement applicable de manière obligatoire sur le lieu de travail, redevient facultatif. Il s'agit d'un retour à la logique du dispositif qui a été en vigueur jusqu'au 14 janvier 2022.

- L'horaire normal de fermeture du secteur Horeca est rétabli par le présent projet de loi. Selon la loi actuellement en vigueur, l'horaire de fermeture des restaurants, cafés et bars est fixé à 23.00 heures.

3) Changements concernant les rassemblements

Les rassemblements et événements qui se déroulent au domicile ne sont plus soumis à aucune condition.

Les seuils en matière de rassemblements sont modifiés par le présent projet de loi :

- pour des rassemblements mettant en présence entre 11 et 50 personnes, si le rassemblement n'est pas organisé sous le régime CovidCheck, la double condition du port du masque et d'une distance minimale de deux mètres est imposée ;
- pour des rassemblements mettant en présence entre 51 et 200 personnes, si le rassemblement n'est pas organisé sous le régime CovidCheck, la triple condition du port du masque, d'être installé à une place assise et d'une distance minimale de deux mètres est imposée ;
- des rassemblements mettant en présence entre 201 et 2.000 personnes sont en principe soumis au régime CovidCheck, sinon la triple condition du port du masque, d'être installé à une place assise et d'une distance minimale de deux mètres est imposée ;
- au-delà de 2.000 personnes, les rassemblements sont autorisés sous condition de faire l'objet d'un protocole sanitaire à accepter préalablement par la Direction de la santé. À noter que passé le délai de dix jours ouvrables dès réception du protocole, le silence de la part de la Direction de la santé vaut désormais acceptation du protocole.

Les dispositions concernant les activités sportives et culturelles ont été adaptées afin de tenir compte de la réintroduction du régime 3G. Ce régime vaut à partir du moment où le nombre du groupe dépasse dix personnes. Cela vaut également pour les activités péri- et parascolaires, à partir du moment où le nombre du groupe dépasse les dix personnes.

4) Changements concernant la vaccination

Pour tous les enfants mineurs jusqu'à l'âge de 15 ans, l'autorisation parentale à la vaccination d'un seul titulaire (de l'autorité parentale) est suffisante. Il est maintenu qu'à partir de 16 ans, les mineurs n'ont pas besoin de l'accord parental pour se faire vacciner contre la Covid-19.

5) Changements concernant la quarantaine et l'isolement

- La mise en quarantaine en cas de contact de personnes à haut risque d'être infectées est supprimée.

- En matière d'isolement, le délai (en règle générale dix jours) peut être raccourci, si la personne infectée réalise deux tests antigéniques rapides Sars-CoV-2 à vingt-quatre heures d'écart et dont les résultats sont négatifs. Les règles relatives à l'isolement dans le cadre des établissements pénitentiaires et du Centre de rétention sont également adaptées en conséquence.

Ces nouvelles mesures resteront applicables jusqu'au 30 avril 2022 inclus.

La loi future entrera en vigueur le jour de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 07/02/2022

Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports

(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

07/02/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

10/02/2022 Présentation d'une série d'amendements gouvernementaux

Examen de l'avis du Conseil d'État

11/02/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/02/2022

Loi du 11 février 2022

Mémorial A : 2022, n° 53, page 1

Covid-19 : Disposition dérogatoire au Code du travail

7969 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail

Le présent projet de loi vise à prolonger les dispositions introduites par la loi du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail en ce qui concerne les articles 4 à 7 de la même loi jusqu'au 30 avril 2022 inclus. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} mars 2022.

Cette nouvelle prolongation de la disposition dérogatoire contenue dans la loi prémentionnée du 22 janvier 2021 vise à tenir compte de l'évolution de la situation épidémiologique et des dernières données scientifiques relatives au variant Omicron. Il est ainsi assuré la possibilité d'un droit au congé pour raisons familiales pour les parents dont les enfants ne peuvent pas être pris en charge dans l'école, dans un service d'accueil ou d'éducation pour enfants ou dans une autre structure d'accueil, parce que ceux-ci ont été partiellement ou totalement fermés ou encore parce qu'il a été décidé de mettre en place un système d'enseignement à distance partiel.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 17/02/2022

Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Dan Kersch) :

21/02/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

24/02/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 24/02/2022

Loi du 28 février 2022

Mémorial A : 2022, n° 70, page 1

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 12
M. Fernand Etgen, Président	
2. Communications	p. 12
M. Fernand Etgen, Président	
3. Ordre du jour	p. 12
M. Fernand Etgen, Président	
4. 7964 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19	p. 12
Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo	
Discussion générale : M. Claude Wiseler (dépôt d'une demande de vote séparé sur l'article 3) (interventions de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire) M. Gilles Baum (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) M. Yves Cruchten Mme Josée Lorsché M. Jeff Engelen (intervention de M. Gilles Baum) (dépôt des motions 1 et 2) Mme Nathalie Oberweis M. Sven Clement (interventions de M. Mars Di Bartolomeo)	
Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) M. le Premier Ministre Xavier Bettel M. Fernand Kartheiser	

(parole pour fait personnel) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) (rappel à l'ordre par M. le Président) | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | M. Claude Wiseler (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Georges Engel) | M. le Ministre Georges Engel (interventions de M. Claude Wiseler) | Mme Lydie Polfer (parole après ministre) | M. Marc Hansen Ministre de la Fonction publique | Mme Simone Asselborn-Bintz (parole après ministre) | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

Vote séparé sur l'article 3 (adopté)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. Yves Cruchten | M. Sven Clement | Mme Nathalie Oberweis | M. Claude Wiseler

Vote sur la motion 1 (rejetée)

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Motion 2 : M. Yves Cruchten | M. Sven Clement | Mme Nathalie Oberweis | M. Claude Wiseler

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert, Vice-Premier Ministre ; M. Marc Hansen et M. Georges Engel, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 13.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Nee, Här President, dat ass net de Fall.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 11 février 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé à l'Administration parlementaire :

7965 - *Projet de loi portant approbation de l'Avenant, fait à Luxembourg, le 31 août 2021, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002, du 16 juillet 2009 et du 5 décembre 2017*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/02/2022

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2227 - *Demande de pétition publique : Les cantines doivent arrêter de vendre du matériel en plastique.*

Dépôt : Marco Pinto Cerqueira, le 08/02/2022

2228 - *Demande de pétition publique : Résoudre le problème des logements hors de prix*

Dépôt : Léo Benkel, le 08/02/2022

2229 - *Demande de pétition publique : Baisser le prix sur la pompe / Den Preis an den Tankstellen wieder senken / De Präis un den Tankstellen rëm erofsetzen*

Dépôt : Kevin Raach, le 08/02/2022

2230 - *Demande de pétition ordinaire : Abolition de l'impôt fortune pour les sociétés à responsabilité limitée simplifiées*

Dépôt : Aleks Panzone, le 09/02/2022

2231 - *Demande de pétition publique : Friddensfest statt Militärparade fir Nationalfeierdag / Friedensfest statt Militärparade zum Nationalfeierdag / Une fête de la paix au lieu d'un défilé militaire pour la fête nationale*

Dépôt : Alfred Groff, le 10/02/2022

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. 7964 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Op eisem Ordre du jour vun de Mëtteg steet de Projet de loi 7964, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Afféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Claude Wiseler, den Här Gilles Baum, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Reporter vum Projet de loi an dat ass ...: den

honorablen Här Mars Di Bartolomeo! Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha et hilarité)

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, ech war elo schonn erfieert, well ech gefaart hat, de President géif en aneren Numm nennen.

M. Fernand Etgen, Président | Dat ass mir nach ni geschitt.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Et ass fir d'27., wou ech virun Iech sti mat engem Covid-gesetz oder engem Gesetz, dat direkt eppes mat der Bekämpfung vum Virus ze dinn huet.

Viru genee engem Mount hunn ech am Numm vun eiser Gesondheetskommisssioun e weidert Gesetz an eise Kampf géint de Covidvirus misse virstellen. Ech ënnersträichen: „misse“ virstellen, well ech dat net gär gemaach hunn, gradesou wéineg wéi all déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi dat Gesetz ausgeschafft haten, hei diskutéiert a gestëmmt oder och net gestëmmt hunn.

Mee dat Gesetz war néideg, well mer zu deem Zäitpunkt hu missen dovun ausgoen, datt déi nei Variant vun där ustiechender Krankheet, déi wéi en Tsunami iwwer eis gerullt ass, net nëmmen Zéngdausende Leit kéint ustiechen, mee eise Gesondheetssystem zum Kollaps kéint bréngen, jo, ganz Secteure vun eise Wirtschafts-, Sécherheits- a Sozialsystem kéint gefäerden. Mir hunn duerfir eng Rei vu méi restriktive Moosname misse beschléissen, déi eis all wéigedoer hunn an no bal zwee Joer Op an Of, Hoffnungen, Ängshten an Enttäuschunge bis un eis Limitte bruecht hunn.

Haut trieden ech also mat engem weidere Gesetz virun Iech, dat net weider Restriktiounen, mee eng Rei vun Öffnunge bréngt an dat méiglech gouf, well munches sech besser entwéckelt huet, wéi een dat konnt fäerten.

Mat dësem Projet de loi kréie mer haut - an ech ënnersträichen „haut“, well et soll den Owend a Kraaft trieden - eng Rei Fräiheeten erëm. Mee déi Fräiheeten,

dat ass kee Kaddo, déi hu mer eis selwer erschafft, well mer eis net ënnerkréie gelooss hunn an de Virus doduerch u Kraaft verluer huet.

Säit Januar an eisem leschte Covidgesetz sinn d'Zuele vun den Neiinfektiounen immens geklomme bis virun e puer Deeg. D'Zuele vun de Patienten an de Spideeler, virun allem op den Intensivstationen, sinn awer op engem relativ déiwen Niveau stabil bliwwen.

Den Omikron huet sech wuel als héich ustiechend erweisen, mee duerfir verleeft d'Krankheet awer manner schlëmm wéi beim Virgänger, well mer awer och déi Géigemëttel, déi mer géint dee Krankmécher hunn, genotzt hunn an notzen. Den Impftaux ass weider an d'Luucht gaangen an déi méi strikt Moossname vum Januar hu Wierkung gewisen. Déi meescht vun eis sinn och virsiichteg bliwwen an hunn déi einfach, awer wierksam Schutzmoossname Masken, Ofstand, Testen agehalen.

Mëttlerweil ass eng grouss Majoritéit vu Leit zu Lëtzebuerg geimpft, Dir kënnt dat an deem leschte Wochenrückblick nokucken. Och wann et hei sécherlech nach Loft no uewe gëtt, weist dat, datt d'Efforten, déi am Kader vun der Impfcampagne gemaach gi sinn, hir Friichten droen.

An dat weist natierlech och, datt déi méi streng Mesurë wéi den 2G+ am Fräizäitberäich an den 3G op der Aarbecht en Impakt haten. Et hätt ee sech sécher nach méi kënne wënschen, mee si haten en Impakt. Déi aktuell Situatioun, an dat muss ee gradesou offe soen, ass awer och dem Asaz vum Fleegepersonal ze verdanken, dat sech net klengkréie gelooss huet, wéi dës aktuell Well iwwer et eragebrach ass.

Aktuell ginn d'Infektiounszuelen net méi signifikativ an d'Luucht. Am Géigendeel: Si schénge souguer erëm erfrozegeen, wat drop hiweise géif - ech paken Holz un -, datt mir den Héichpunkt vun der Omikron-Well erreicht hunn an d'Zuele vun Neiinfektiounen an deenen nächste Woche warscheinlech weider wäerten erfrozegeen.

Dese Constat gëtt net just zu Lëtzebuerg, mee och an anere Länner gemaach, wou plazeweis esouguer decidéiert gëtt, d'Mesurë ganz opzehiewen. Dee Schratt gi mir hei net, engersäits, well eisen Impftaux duerfir dann awer net héich genuch ass, an anerersäits, well mir weider mat eiser Politik vun der Virsicht weiderfueren. Wéi gesot, mir liewen net nom Prinzip Hoffnung, mee versichen, e Gläichgewicht tëschent noutwendige Restriktiounen am Interêt vun der öffentlecher Gesondheet an eise Fräiheeten ze halen.

Jo, et kann een elo soen: „Virun engem Mount zitt Der d'Schrauf zou, an elo maacht Der dee Schratt zrëck!“ Mee ass dat net dat eenzeg Richtegt bei engem Géigner, deen esou onberechenbar ass? Ech mengen, datt dat, wat Verschiddener als Schwächt duerstellen, a Wierklechkeet eis Stärkt ass a mir mat där Reaktivitéit géint de Virus richteg leien.

Jo, ech gesinn, et ass net jiddereen 100%eg mat mer d'accord. Mee bon, a mengem Alter dierf e Rapportier sech heiansdo eng eege Meenung erlaben, wat vläicht virun 20 Joer net esou de Fall war. Duerfir soen ech de Kolleegen och express Merci.

Elo zu de Moossnamen am Gesetz: Mir gi mat deem Gesetz vum 2G+ an den 3G zrëck, allerdéngs ouni d'Méiglechkeet, Schnelltester op der Plaz anzusetzen, esou wéi dat nach d'lescht Joer am Summer de Fall war.

Fir an ee Restaurant oder op een Event ze goen, muss ee geimpft, geheelt oder getest sinn, getest mat engem PCR-Test oder engem zertifizéierte Schnelltest, déi jo bekanntlech 48 respektiv 24 Stonne gültig sinn. Dat ass wuel eng Öffnung par rapport zum 2G+,

mee et bleift awer zimmlech contraignant fir Persounen, déi net geimpft sinn.

Eng Ausnam gëtt et awer, wat de Schnelltest op der Plaz ubelaangt, an zwar fir Leit, déi sech aus medezinesche Grënn net impfe kënne loossen an dat och kënne noweisen.

Eng weider Ausnam zum generellen 3G gëllt fir Kanner vun enner zwoelf Joer an zwee Méint. Nei ass och, datt bei Treffen a Feieren doheem elo keng Restriktiounen méi wäerte bestoen. Selbstverständlech ass et awer jidderengem weider ze roden, sech un d'Gestes barrières ze halen.

Eng Neiegkeet betrëfft den Impfzertifikat. Am Kader vum 2G+ war dee sechs Méint gültig. Mat deem Gesetz geet seng Dauer am 3G op néng Méint erop, dëst fir seng Gültigkeet mat der europäescher Reglementatioun ze harmoniséieren. Wann een en Impfzertifikat huet, dee méi al ass wéi néng Méint, muss ee sech boostere loossen oder sech geboostert hunn, fir erëm 3G-konform ze sinn.

An der Aarbechtswelt - an do war et e bësse méi komplizéiert ginn - gëtt et gréisser Ännerunge betreffend den 3G. Do ass et och elo esou, datt den 3G-Regimm, dee säit dem 15. Januar obligatoresch ass, elo erëm fakultativ gëtt.

An enger éischer Version vum Text war virgesinn, datt d'Personaldelegatiounen an de private Betriber d'Entscheidung, fir mam 3G-Regimm weiderzufueren, misste guttheeschen. Dat war esou vun der Regierung mat de Sozialpartner ausgemaach ginn. Mee well d'Gesetzesvirlog awer net op d'Situatioun vun de Leit am öffentleche Secteur agaangen ass, huet de Staatsrot do e Risiko gesinn, datt et zu enger Ongläicheit tëschent Leit aus dem privaten an dem öffentleche Secteur kéint kommen.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Dat hätt also d'Dispens vum zweete Vott a Fro gestallt.

Fir deem Rechnung ze droen, ass decidéiert ginn, op dee System zrëckzekommen, dee schonns virum 15. Januar a Kraaft war. Deemools ass d'Personaldelegatioun am Gesetzestext net ernimmt ginn. Fir den Accord mat de Sozialpartner awer anzehalen, ass elo en Tripartite-Accord - wann ech gutt informéiert sinn, ech mengen, dat kann de Premier bestätegten - ausgehandelt an ënnerschriwwen ginn, dee festhält, datt d'Personaldelegatioun muss hiren Accord ginn, fir datt e Betriber kann den 3G-Regimm en place setzen. Dat gëllt wuelverstane just fir Betriber, déi esou grouss sinn, datt se eng Personaldelegatioun hunn. Bei méi klengen Betriber, wou et keng Personaldelegatioun gëtt, kann de Patron d'Decisioun aleng huelen.

Wat den öffentlechen Déngscht ubelaangt, huet den zoustännege Minister, dee während de ganzen Diskussiounen bei eis war, eis gesot, datt d'Regierung am Accord mat der CGFP den 3G-Regimm an den Administratiounen wëllt bäibehalen, wéi en elo funktionéiert.

An de Gemengen ass et esou, datt de Buergermeeschter mat sengem Schäfferot no Consultatioun vun der Personaldelegatioun dës Decisioun ze treffen huet. Dat baséiert um 85er-Gesetz a souwäit wéi ech dat kontrolléiere konnt, si kloer Direktiven, kloer Informatiounen un all déi Betreffen ënnerwee, entweeder vun der Regierung oder vun de Sozialpartner. Ech konnt en éischen Text vun engem vun de Sozialpartner liesen, soudatt dat awer elo kloer ze si schéngt.

Eng weider Ännerung an der Aarbechtswelt betrëfft méi spezifesch den Horeca-Secteur, wou d'Spärstonn vu bis elo 23.00 Auer säit dem 15. Januar ofgeschafft

gëtt an elo Caféen, Restauranten an esou weider erëm kënne wéi gewinnt bis 1.00 Auer schaffen, also net méi 23.00 Auer, mee 1.00 Auer, a bei fräier Nuecht - nujee, fräi Nuecht soll net heeschen d'Fräiheet, fir egal wat ze maachen - eventuell och méi laang.

Op d'Reegele betreffend d'Rassemblementer ginn ech just kuerz an. Ech hat virdu schonn drop higewisen, datt am Privaten d'Restriktiounen falen. Fir aner Eventer gëllen Aschränkungen. Wann ee sech zu méi wéi zéng Leit trëfft, da muss een den Event entweeder enner CovidCheck ofhalen oder e Mask droen an zwee Meter Distanz anhalen. Fir Rassemblementer mat méi wéi 51 Leit kënnt als drëtt Konditioun d'Setzplaz derbäi, virausgesat natierlech, d'Evenement leeft ënnert dem CovidCheck-Regimm.

Et kann een erëm Eventer mat maximal 2.000 Persounen organiséieren. Manifestatiounen mat méi Leit sinn och méiglech, allerdéngs muss een do e sanitäert Konzept bei der Santé areechechen an autoriséiert kréien.

Am Sport an am Kulturberäich ass et esou, datt generell d'3G-Reegele gëllen, wann een zu méi wéi zéng Persounen trainéiert oder musizéiert oder sportlech aktiv ass. Dat selwecht gëllt dann och fir d'Aktivitéiten am Beräich vum Peri- a Parascolaire.

Bei der Vaccinatioun gëtt et eng Neierung an do geet et drëm, datt bei de Kanner, déi manner wéi 15 Joer hunn, just nach een Elterendeel säin Averstännis gi muss, fir datt d'Kand ka geimpft ginn. An et bleift dobäi, datt Kanner ab 16 Joer selwer kënne entscheeden, ob si sech géint Covid-19 impfe wëlle loossen oder net.

D'Quarantän an den Isolement si weider wichteg Elementer am Gesetz. Eng grouss Neierung besteet doran, datt d'Mesure vun der Quarantän elo ganz ewechfällt. Bis elo war dat just fir déi geimpft Leit de Fall.

Dobäi kënnt, datt d'Mesurë betreffend den Isolement erliichtert ginn. Leit, déi eng Infektioun hunn, hunn d'Méiglechkeet, hiren Isolement éischer ofgeschléisen, wa si sech zwee Deeg hannerenee mat engem Schnelltest testen an zweemol en negatiivt Resultat hunn. Do ass elo net méi virgeschriwwen, datt dës zwee Tester mussen während bestëmmten Deeg gemaach ginn, an dat gëllt souwuel fir geimpft Leit wéi fir ongeimpft Leit.

Ech kommen dann zu den Aarbechten an der Kommissioun. Och dës Kéier huet den Text d'Kommissioun aneschtens verlooss, wéi en erakomm ass. Dozou ass ze soen, datt déi ganz Kommissioun - an ech betounen „déi ganz Kommissioun“ - extreem konstruktiv um Projet matgeschafft huet, an och all eis Gäscht aus deene verschiddene Ministären, vun de Ministere bis bei hir engste Mataarbechter. Duerfir soen ech hinnen alleguer Merci.

Sou ass et zum Beispill op Virschlag vum Kolleeg Marc Spautz hin zu engem Amendement betreffend d'Plans d'organisation du travail (POT) komm. Normalerweis muss e Betriber, deen e Plan d'organisation du travail opstellt, dese fënneg Deeg virun der Referenzperiod opstellen. Wéinst der kuerzfristeger Suppressioun vun der Spärstonn um 23.00 Auer wär dat awer fir vill Betriber net méiglech gewiescht. Duerfir hu mer hei eng Derogatioun decidéiert.

Dann ass op Virschlag vum Kolleeg Sven Clement hin de sougenannte Formulaire de localisation de passager, dee Fliegerpassagéier hu missen ausfüllen, aus dem Text gestrach ginn, dat well dee Formulaire eigentlech kee Sënn méi mécht.

Dës Beispiller weisen, wéi an der Santékommissioun och enner Zäitdrock konstruktiv geschafft gëtt - ob Oppositioun oder Majoritéit -, an duerfir un déi ganz Kommissioun en härerleche Merci.

Dann zur Prozedur: Den Text ass e Méinden, de 7. Februar deponéiert ginn. Den 8. Februar sinn Amendementer nogerecht ginn. Den 9. Februar, also virgëschter, ass den Avis vum Staatsrot komm. An haut de Moien ass de schréffleche Rapport majoritär uegholl ginn.

Dir fannt an dësem Rapport och e Resümee vum den Avise vum der Chambre des Métiers, vum der Chambre de Commerce, vum Collège médical a vun der konsultativer Mënscherechtskommissioun, net ze vergiessen dem Conseil d'État, déi u sech duerchweegs positiv zu de Mesuren ausgefall sinn, mee deels kritesch zu der Motivatioun an zu deene schnell wiesselenden Texter.

Zum Schluss just e puer Bemierkungen: Och wa mir eis mat dësem Text eng Rei vun eise Fräiheeten erëmhuelen a verschidde Lockerungen decidéieren, ass de Virus domat net ofgeschaaft. An och wann d'Fuesent elo virun der Dier steet, gëtt et kee Grond fir den Halligalli oder den Helau an Alaaf, mee éischer, fir d'Mask do ze droen, wou se néideg ass. Dësen Text gëtt eis erëm méi Eegeverantwortung a Responsabilitéit fir déi aner. Duerfir virsiichteg bleiwen, bei der Impfcampagne matmaachen an déi elementar Schutzmoosname respektéieren!

Ofschlëssend nach e grouse Merci un all déi, déi un den Aarbechte bedeelegt waren, alle viraus och eise Leit hei an der Chamber, déi erëm eng Kéier gewisen hunn, datt mer e ganz performante Staff hunn. Ech wëll d'Patricia Pommerell do speziell ervirsträiche mam Chef de service, dem Laurent Besch. Dat gesot, Här President, wënschen ech Iech all: Bleift gesond a passt op Iech op! Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapportier Mars Di Bartolomeo.

An als éischte Riedner ass den honorablen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Villmools merci, Här President. Ech fänken u mat deem übleche Merci un eise Rapportier an un d'ganz Ekipp aus der Chamber, déi et méiglech gemaach huet, an deenen Delaien alt erëm en Text fäerdegzebréngen. Et ass schon eng Leeschtung, fir d'27. a fir et an deene kuerzen Delaien ze maachen.

Ech fänken un, andeem ech soen, datt dat hei da véiert Gesetz ass, dat mer innerhalb vun zwee Méint maachen. Mir hunn am Dezember drastesch zougemaach an zwou Etappen a mir hunn de 24. Dezember Hals iwwer Kapp, en toute urgence - well dee Moment d'Regierung gesot huet, datt dat huet missen en toute urgence sinn - nach eng Kéier e gudde Koup beim Zoumaachen zougeluecht.

Déizäit hate mer op eng Millioun Awunner héichgerechent 646 Infektiounen den Dag. Den 11. Januar, wéi mer den drëtten Text gemaach hunn, ware mer bei 2.400 Infektiounen a mir hunn do lues a lues erëm opgemaach. An haut, den 11. Februar, si mer nach ongeféier bei där selwechter Zuel vun Infektiounen a mir maachen nach e Schrëtt méi op, wéi dat am Dezember mat vill manner héijen Zuelen de Fall war, wéi mer sengerzäit zougemaach hunn.

Elo gëtt rasonéiert, datt et net d'Infektiounszuele sinn, déi zielen, mee d'Hospitalisationszuelen, an déi wäeren, déi si stabil ginn. Bon, mir kënnen dat akzeptéieren als Rasonement, mee mir soen awer nach hannendrun, datt d'Gefor bei deene villen Infektiounen, déi mer nach kennen, haut awer och nach grouss ass.

D'Leit dobausse si selbsterständlech frou, wa méi opgeet. Mee trotzdem, och wann d'Leit frou sinn, wa méi opgeet, stelle sech awer nach eng ganz Rei seriö Froen: iwwert de Firwat vun deem Opmaachen haut an esou schnell, iwwert d'Hannergrënn dovun, iwwert de Sënn vun deenen eenzele Moosnamen, déi mer opmaachen.

Den Exposé des motifs seet selwer, datt mer momentan - an ech zitieren d'Wierder vun der Regierung - nach net „suffisamment de recul“ hätten, fir eis kënnen eng Meenung ze maachen. De Conseil d'État seet, datt iwwerhaupt keng Referenz op Donnée-scientifique géif gemaach ginn an deem ganzen Exposé, an deene ganze Kommentare vun dëser Gesetzgebung. An e seet och en anert Argument, wat ech 100%eg novollzéie kann: Am Dezember hu mer gesot, datt mer relativ schnell missten zoumaachen, well mer déi vill Kontakter, déi op den Neijoerschdagsfester géifen entstoen, sollte vermeiden. Haut elo huele mer eng konträr Decisioun an et stinn änlech Fester virun der Dier, notamment all déi Fuesfester, déi elo kommen. D'Logik an d'Rationalitéit vun där enger an där anerer Diskussioun hannerloossen, ouni datt eng Beweisféierung am Exposé des motifs ass, awer eng Rei Problemer, fir et nozevollzéien.

An déi Novollzéibarkeet vun deene Moosnamen, firwat se geholl ginn, wann een dat net versteet, dann decrochéiert een an da gëtt dat net eescht geholl. An et ass dat, wat an eisen Aen och momentan amgang ass ze geschéien: datt d'Leit net verstinn, firwat wellech Mesurë geholl ginn, an dee Moment dat och net kënnen novollzéien an och net befollegen.

D'Commission consultative des droits de l'homme, déi seet ganz kloer an hirem Avis fir dëse Gesetzestext, datt se der Meenung ass: « est d'avis que les changements fréquents et précipités », net meng Wieder, der Commission des droits de l'homme hir Wieder, « rendent la législation Covid-19 inaccessible non seulement pour les acteurs professionnels, mais aussi pour la population en général. » Ech mengen, dat ass e grouse Problem, well d'Novollzéibarkeet momentan net méi déi ass, déi se misst sinn, fir datt déi Texter och uerdentlech kënnen applizéiert ginn.

Mir hunn als CSV eng Evaluatioun vun deene Moosname gefrot, déi elo an deene leschte Wochen en cours waren. Mir hunn d'lescht Woch e Brëf geschéckt, an deem mer dat an aller Däitlechkeet froen, well mer un enger Rei vu Moosnamen, déi en place waren, gezweifelt hunn a well et ëmmer erëm Sënn mécht ze wëssen, wat eppes bréngt, wat een en place gesat huet, haauptsächlech wann dat esou contraignant a restriktiv Moosname sinn.

D'Majoritéit ass net drop agaangen. D'Ministes huet eis an enger Kommissioun geäntwert, datt d'Regierung net an der Logik vun der Evaluatioun wär. Si sinn net an der Logik vun der Evaluatioun, ech muss mer dann awer d'Fro stellen, a wat fir enger Logik mer dann eis hei befannen, a wat fir enger Logik mer dann en fin de compte all déi Moosnamen huelen. Ass dat just d'Logik vum Bauchgefill, an där hei Decisiounen geholl ginn?

Mir hätte gär gewosst, wat esou Spärstonnen, wéi mer se ageféiert hunn um 23.00 Auer da schlussendlech bruecht hunn. Wat bréngt et, wann een e Café um 23.00 Auer zoomécht? Ech versti ganz gutt, wann ee seet: Mir maachen d'Café um 18.00, 19.00, um 20.00 Auer zou, well mer dann e ganze Service manner hunn. Mee fir se um 23.00 Auer zougemaachen, do stellen ech mer och wierklech d'Fro: Wat bréngt et? Mir soen net, datt et näischt bréngt. Mir hätten awer gär gewosst, wat d'Effikassitéit vun esou enger Moosnam wär.

Déi selwecht Fro vun der Limitatioun doheem, déi mer op zéng Leit gesat hunn, nodeem mer se fréier schonn op véier Leit haben. Wat bréngt et? A wat huet déi Notifikatioun bruecht? Ech kommen duerno nach eng Kéier drop zrëck.

Mir hunn déi grouss Meetingen - „iwwer 200“ hate mer an dësem Gesetz stoen - ënnerschiddlech behandelt, jee nodeem ob se dobaussen oder dobanne waren. Och do ass d'Fro: Wat huet dat da bruecht, datt mer et sengerzäit op 200 limitéiert hunn? Wat sinn d'Infektiounen, déi op esou Evenementer geschitt sinn? Wat hu mer domat net kritt? Dat selwecht: d'Ustiechung op deenen Evenementer iwwer 2.000. Hate mer Problemer? Hate mer keng Problemer domat? Wéi ass d'Evaluatioun vun där Moosnam gewiescht?

Dat selwecht iwwert d'Effikassitéit an d'Effektivitéit vun de sanitäre Pläng, déi mussen eragerecht ginn. Hu se eppes bruecht? Ass dat eng Moosnam, déi sënnavoll ass? Déi kascht vill un Energie an un Organisatioun. Wann dat sënnavoll ass, ass et och verständlech, mee mir hu keng Evaluatioun dovunner. Mir wëssen net, ob et eppes bruecht huet oder net.

Dat selwecht: den 3G op der Aarbechtsplaz. Wéi ass dann do den Ustiechungstaux op den Aarbechtsplaze gewiescht? Sinn do vill Infektiounen geschitt? Oder si keng geschitt? Huet deen 3G op der Aarbechtsplaz eis eppes gehollef oder net? Déi selwecht Fro bei de Moosnamen, déi iwwert den 2G an 2G+ agefouert goufen. Wat hu se da bruecht schlussendlech? Mir ware jo net dergéint, mee iergendwou géife mer awer gär wëssen: War et effikass oder war et net effikass?

Déi selwecht Fro d'ailleurs beim Test obligatoire, deen agefouert ginn ass an den Altersheimer, an de Kliniken. Sinn do nach vill Ustiechungen? Wéi ass d'Situatioun an den Altersheimer? War déi Moosnam effikass? War se net effikass? Fir eis ass et einfach wichtig, datt déi Evaluatioun geschéien, well ouni déi Evaluatioun kann ee seng Politik net steieren. Da weess een net, wat d'Moosname bruecht hunn oder net bruecht hunn. An et kann een haauptsächlech och keng Zilsetzungen definéieren bei den nächste Moosnamen, déi ee wëll huelen. A wa mer net evaluéieren, wat mer maachen, da si mer just an engem Hin an Hier vu Moosnamen, vun approximativen Decisiounen, déi net verstanen an net akzeptéiert ginn.

Dir wëllt als Regierung kee Stufepiang. Dat hutt Der scho méi wéi eng Kéier gesot. Dir wëllt keng Zilsetzungen. Dir wëllt keng Evaluatioun. Dir sot, Dir wëllt Flexibilitéit, mee haauptsächlech wëllt Der keng Konklusiounen zéien, kee Bilan zouloossen an dee Moment och keng Rechenschaft ofleeë vun deene Moosnamen, déi Der agefouert hutt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | An dat ass e Problem fir eis!

Mee komme mer zu dem Gesetz, dat haut virläit. Mir stelle fest, datt eng Entkoppelung vun den Zuele vun Neiinfektiounen op där enger Säit, déi nach ëmmer ganz héich sinn, an der Beleeung vun de Spidolsbetter op där anerer Säit, déi sech stabiliséiert huet, d'Realitéit ass. Dat huet sécherlech zwou Ursachen: déi manner grouss Virulenz vun dem Omikron op där enger Säit an zweetens méi en héijen Impftaux, deen awer e groussen Deel vun der Populatioun schützt. Deen erlaabt och sécherlech eng Rei Oplockerungen.

D'Regierung huet der eng Rei virgeschloen. An ech soen hei, verschidder fanne mer „intuitiv“ richtig, mee awer „just intuitiv“ richtig, well mer net evaluéiert hunn, wat d'Situatioun war a well een et och net ka beweisen.

Déi éischt dovunner, dat ass, datt déi Spärstonn vun 23.00 Auer fortkennt. Déi ass och gutt fort. Mir hunn eis ëmmer nom Sënn gefrot vun esou enger Spärstonn um 23.00 Auer, well mer net empfonnt hunn, datt just 23.00 Auer effikass wär. Mir hätten aner Saachen effikass fonnt, mee déi um 23.00 Auer hu mer net effikass fonnt. A mir hunn och gesinn, datt sech eng ganz Rei Beweegungen an der Populatioun gemaach hunn, datt no 23.00 Auer op private Sitten a Lieue Fester weidergefouert gi sinn, wou mer eis gefrot hunn, ob dat net méi problematesch war, wéi wann d'Situatioun eng aner gewiescht wär.

Dat war natierlech och fir d'Restaurantsbetriber e Riseproblem. Dofir ass se gutt fort an eisen Aen. Si huet souwisou net vill Sënn gemaach a mir mengen, mir denken - mee mir hätte gär nogewisen -, datt eng Evaluatioun dat och esou bewisen hätt, wa se da gemaach gi wär.

Elo fuert Der awer direkt vun deem contraignant Regimm vun um 23.00 Auer zoumaachen op e ganz normale Regimm eriwwer. Net nëmme bis 1.00 Auer kann opgemaach ginn, mee et kënnen och, well déi aktuell Gesetzgebung elo erëm total applizéiert gëtt, fräi Nuechte gefrot ginn an och stattfannen, notamment iwwert all déi Fuesdeeg. An do gëtt vun där Decisioun d'Responsabilitéit op d'Gemenge verschoben: Si mussen decidéieren - an dat ass effektiv déi aktuell Gesetzgebung, mee mir hunn awer nach eng sanitär Kris, wat eng national Kris ass -, d'Gemenge mussen dann elo decidéieren, ob oder ob net déi fräi Nuechte fir déi Fester sinn.

Si fille sech - souvill meng Echoe vu verschiddene Gemengen - awer e wéineg eleng gelooss, well hei gëtt hinnen ofverlaangt, datt se eng sanitär Decisioun huelen, wou an eisen Aen awer eng national Decisioun muss sinn.

Elo gëtt an der Kommissioun an op anere Plaze gesot: „Mee e seriöse Buergermeeschter, dee weess schonn, wellech Decisioun er dann elo soll am Kader vun deem Text huelen, wann e seng Leit wëll schützen.“ Wär dat esou, da wär dat jo nach gutt. Mee ech stellen awer fest, datt an enger Rei Gemenge souwisou eng Rei fräi Nuechten d'office schonn do sinn. Dat heescht, déi Gemenge kënnen iwwerhaapt keng Decisioun huelen. An op där anerer Säit, wann et keng national Decisioun ass ... Stellt Iech d'Situatioun vir, wou an där enger Gemeng déi eng Decisioun geholl gëtt an an der Nopeschgemeng déi aner Decisioun. Wéi soll e Buergermeeschter dat da senge Restauranten erklären, wann hien decidéiert, keng fräi Nuechten ze ginn, an all déi aner Gemenge ronderëm decidéieren, de Contraire ze maachen?

Hei gëtt d'Responsabilitéit an eisen Aen op d'Gemenge verschoben. Eng sanitär Decisioun ass eng national Decisioun an eisen Aen an do hätt d'Regierung scho misse kloer an d'äitlech soen, wat se da wëllt.

Den zweete Punkt, dee mer vum Prinzip aus positiv fannen, ass, datt déi Limitatioun vun zéng Leit doheem an déi Notifikatioun, déi mer bis elo haten, ewechfalen. Dat huet an eisen Aen kee Sënn gemaach an dat ass gutt fort. Mir soe säit zwee oder dräi Gesetzer - ech ka mech net méi drun erënneren -, datt déi do Dispositioun kee Sënn mécht, well se éischtens net duerchsetzbar war, well se net kontrollabel war a well se och net sanktionéiert konnt ginn.

An ausserdeem, déi Notifikatioun, do hu mer schonn e puermol driwwer geschwat, mat där elektronischer Äntwert, déi e Privatmann da kritt huet, wann en esou eng Notifikatioun gemaach huet ... Ech weess net, wéi vill Dir der krut, warscheinlech 30.000, 40.000, 50.000. Mee déi krut Der eran als Ministère an et ass a mengen Aen - wann ech dat richteg novollzéien - strictement

guer, guer näischt domadder ugefaange ginn! Dir krut just eng automatesch Äntwert, déi huet Iech net ganz vill gehollef. An ech mengen, déi do Aarbecht, déi war an eisen Aen absolutt an total sënnoos.

An Är Argumentatioun, fir dat elo ofzeschaffen, ass awer erstaunlech. Dir sot, well et elo méiglech wär duerch déi epidemiologesch Situatioun, mee haapt-sächlech ass dann d'Äntwert, an ech zitieren déi gär am Text: « alors qu'il est de toute façon impossible de contrôler le respect des mesures dans pareille situation. »

Gutt, dat soe mer Iech säit dräi Gesetzer, datt et net nokuckbar ass, datt et net kontrollabel ass, datt et net sanktionabel ass. Dat ass awer allkéiers, wa mer et gesot hunn, total ignoréiert ginn. Dir sidd driwwer ewechgefuer an Dir hutt et am Fong als „quantité négligeable“ consideréiert, wat hei als Argumenter koum. An da bréngt Der elo dat Argument, wéi wann dat total nei wär an elo absolutt allichtend wär, datt et elo muss sinn.

Eis Fro ass: Firwat hutt Der se iwwerhaapt agefouert, déi Moosnam, an elo huet Der se ewech? Wann Der et sengerzäit als Recommendation geholl hätt, esou wéi et elo am Fong gesot gëtt ... De Rapportier huet nach gesot, et sollt jiddwereen awer doheem oppassen, wat e mécht a vläicht net an Exzesser verfallen. Wann Der dat sengerzäit als Recommendation geholl hätt, da kéint Der déi Recommendation jo och elo stoe loossen. Mee elo, duerch de Fait, datt Der aus dem Gesetz eppes ewechhuet, wat eng legal Basis hat, kritt een d'Impressioun, d'psychologesch Impressioun, datt am Fong hei jiddweree sech elo kéint erlaben, wat e wëllt. Dat ass e psychologesch schlecht Zeechen, wat hei geschitt. Wann Der et vun Ufank an esou gemaach hätt, wéi d'Oppositioun Iech et proposéiert huet, wär et an deem Moment weesentlech méi sënnvoll gewiescht.

Dat zu deene Punkten, déi mer am Fong positiv am Gesetz fannen. Da ginn et awer och eng Rei anerer, vun deene mer net wëssen, wéi se dann an deenen nächsten Deeg richteg an d'Realitéit sollen emgesat ginn.

Éischtens ass et d'Ofschafe vun der obligatorescher 3G-Regel op der Aarbechtsplaz. Dës Regel ass de 17. Dezember gestëmmt ginn, de 15. Januar a Kraaft getrueden an elo gëtt se erëm dräi Wochen duerno ofgeschaaft, dräi Wochen duerno, ouni datt iergendeng Explikatioun, iergendeng Argumentatioun dofir kënn. An dat wär awer de Minimum, wann een esou eng aschränkend Moosnam aféiert a se dräi Wochen duerno erëm ofschaaft, datt een zumindest argumentéiert, firwat ee se elo ofschaaft. Dat wär awer dat Mindest, wat mer erwaart hätten!

An de Conseil d'État seet a sech genau dat selwecht. Et ass net just eng Remark vun der Oppositioun hei. De Conseil d'État, dee seet: « Le projet de loi sous avis opère [...] un revirement de l'approche de la protection contre la Covid-19 au travail, sans pour autant donner les raisons qui motivent ce changement, pourtant fondamental. »

Ass et, well se net ëmsetzbar war an d'Realitéit? Da froe mer eis: Firwat ass se dann ageféiert ginn? A besonnesch, wa se net ëmsetzbar war, firwat gëtt se elo nach an der Fonction publique tel quel bäibehalen? Oder ass et, well se näischt bruecht huet, weeder als Protektiounsmoosnam nach als Incitatif zur Impfung? Wann dat de Fall ass, da froe mer eis, firwat se dann an der Fonction publique elo bäibehale gëtt.

De Conseil d'État seet nach eng Kéier dozou: « Ni l'exposé des motifs, ni le commentaire de la disposition sous examen ne contiennent d'ailleurs d'éléments permettant d'évaluer l'impact (ou l'absence d'impact)

qu'a eu cette mesure sur la situation épidémiologique au sein des entreprises et administrations, ou sur les chiffres des vaccinations effectuées en raison de ce régime spécifique. » Kloer Wieder vum Conseil d'État, hannert deene mer honnertprozenteg stinn. Dat hei ass e Fluch am Niwwel ouni Radar!

Also wann et war, fir se ofzeschaffen, dann hätt déi Reegel - dat ass eis Meenung - virun dräi Wochen net sollen agefouert ginn. An ech liesen Iech och do - well et esou kloer ass - den Avis vun der Commission des droits de l'homme vir, fir Iech wierklech ze weisen, datt dat do net just d'Meenung vun der Oppositioun eleng ass.

D'Commission consultative des droits de l'homme seet: « De plus, l'introduction obligatoire du 3G à partir du 15 janvier 2022 a mis les responsables dans une situation difficile. Si cette mesure intrusive et contraignante, justifiée par le gouvernement et le parlement par une prétendue urgence, devient maintenant facultative au bout de trois semaines, les responsables et les salariés doivent se questionner sur l'opportunité d'exercer tant de pression. Cela porte atteinte non seulement à la crédibilité des autorités politiques », also vun der Regierung hei an deem Fall, « mais fragilise aussi celle des responsables des employeurs qui ont dû relayer cette mesure, l'expliquer, la justifier et l'imposer. »

Dat sinn och kloer Wieder vun der Commission consultative des droits de l'homme fir ze soen: Déi hei Politik, an deem Rhythmus, wéi se hei geschitt, an där Onerklärtheet, wéi se eriwwerkennt, ass ëmmer an ëmmer méi schwéier dobaussen ze akzeptéieren a bréngt net nëmme d'Regierung a Verleeënheet, mee och déi Leit, déi der Regierung wëllen hëllefen, hir Politik ëmzesetzen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Zousätzlech wëll ech soen, datt elo déi classesch Rassemblementsregelen da gëllen, wann een net d'Decisioun hält, fir en 3G stoen ze loossen. Och do gëtt dann d'Responsabilitéit erëm zréck op d'Betriber geschoben, wat ech normalerweise jo richteg fannen, wann d'Betriber esou vill wéi méiglech Responsabilitéit hunn. Mee hei, wéi gesot, ass et eng sanitär Fro, wou eng staatlech Responsabilitéit ass a wou et net un deenen Einzelnen ass, fir ze decidéieren, wat dann elo sanitär richteg a wat falsch ass.

Schlussendlech ass et d'Solutioun vun der Regierung, fir d'Opposition formelle ze ëmgoen, déi de Conseil d'État gemaach huet - obwuel an der Press stoung, et wär keng Opposition formelle zum initialen Text gewiescht. Et war schonn eng Opposition formelle zum initialen Text an d'Regierung huet hiren Text jo aus deem Grond vun där Opposition formelle ëmgeännert, andeem se einfach erausgeholl huet, datt elo missten Diskussiounen mat de Sozialpartner sinn. Si huet dat aus dem Text erausgeholl, soudatt den Text elo keng Opposition méi wäert dorobber kréien, mee an der Réalitéit ass déi Egalitéit awer net do, well jo mat de Sozialpartner aus dem Privatsecteur ofgemaach ginn ass, datt awer nach iwwerall missten Negociatiounen sinn. Mee loosse mer dat emol esou stoen.

Déi Fro, déi mir eis och stellen, dat ass: Wéi soll dat Ganzt elo op der Zäitschinn oflafen? Elo trëtt dee Gesetzestext den Owend a Kraaft an da misst jo theoretisch alles dat, wat mer elo soen, notamment déi 3G-Regel an de Betriber, ofgeschaaft sinn, wa se dann net erëm iwwert d'Decisioun bäibehale gëtt. Déi Decisioun muss awer geschéien op Basis vu Consultatiounen mat den einzelne Gewerkschafte respektiv Personalvertrieder. Elo muss ech awer soen: Wéi soll dat da fir de Méindeg goen?!

Dat gëtt haut geschaf, da mussen also d'Diskussionen - dat gëllt da par ailleurs och fir d'Gemengen - mat de Personaldelegatiounen elo den Owend oder muer iwwert de Weekend geschéien an de Schännerot muss dann de Sonnden den Owend oder de Méinden de Moien eng Decisioun huelen, eng Deliberatioun huelen, fir den 3G wëlle weiderzeféieren. Ansonste si se de Méinden de Moien an deem anere Regimm, nodeem dass vill Organisatiounsfroe sech gestallt hunn, fir den 3G anzeféieren. Bei de Privatbetriber, wéi soll dat da bei verschiddene Betriber iwwerhaapt do goen, fir dat de Méinden a Kraaft ze setzen?

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Also ech muss éierlech soen: Och wann een da mat där Moosnam d'accord wär, wäert awer d'Aart a Weis, wéi se hei ëmgesat gëtt, vill Diskussiounen mat sech bréngen. Mir fannen et eng iwwerstierzten Aart a Weis, dat unzgoen, an domat an eisen Aen absolutt an total onverständlech!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Deen zweete Punkt, dat ass dat komplett Ophiewe vun der Kontaktquarantän. Wann ech de Kommentar liesen, dann ass dat Ophiewen net, well déi Kontaktquarantän net méi sënnavoll oder net méi wichteg wär, mee d'Argument, wat ugi gëtt am Exposé des motifs, dat ass, well d'Servicé vum Ministère de la Santé iwwerfuert sinn, well d'Servicen déi Zuel vun de Leit, déi se missten traitéieren, net méi packen.

Ech kann dat och nach verstoen. Ech soen awer: Dat ass scho laang de Fall, schon eng Rei Wochen de Fall. Déi Fäll, déi ech kennen, do huet déi Quarantän an den Traçage vun der Quarantän souwisou net méi geklappt. Ech maachen och do kengem e Reproche. Ech stellen awer just dat selwecht fest, wat de Conseil d'État u sech an aller Däitlechkeet seet: Dat hei ass e „Renoncement“ vun der Regierung op d'Gestioun vun dem Covid. D'Regierung gëtt et op, fir den Traçage, de Suivi an déi Kontaktquarantänen ze maachen.

Mee wat mech dann awer gesetzlech trotzdem erstaunt, dat ass, dass den Text, dee mer haut virleien hunn, nach eng ganz Rei Moosname vum Traçage beinhalt, déi awer nach tel quel drastinn. Notamment am Artikel 5 Paragraf 1 Punkt 2 steet nach déi ganz Lëscht dran, wat dann deejéinegen, deen an eng Traçageprozedur komm wier an duerno eng Quarantän kritt hätt, wat deen dann alles u perséinlechen Donnéeë misst ofginn: Identifikatioun, Coordonnées de contact, Sécurité sociale, Médecin traitant ou médecin désigné. Fir awer duerno just eng SMS vun der Santé geschéckt ze kréien, dass e soll e wéineg oppassen, wat e mécht, well en e Kontakt wier fir déi, wou den Traçage dann nach fonctionéiert, fannen ech dat relativ intrusiv. An ech fannen, wann een dat do da scho mécht, dann hätt een zumindest déi do Moosnamen awer och missen an deem Text ewechhuelen, well an eisen Ae maache se hei net méi vill Sënn.

An esou wéi d'Gesetz elo ausgesäit, stellt sech souwisou d'Fro, firwat dann nach iergendeen, deen infizéiert ass, sech nach soll op der Santé mellen, wa souwisou keen Traçage méi hannendru gemaach gëtt. À moins dass en e Certificat de maladie brauch, fir net brauche schaffen ze goen, gëtt et jo am Fong kee Grond méi, sech op der Santé ze mellen. An dofir soen ech, dass d'Santé an deenen nächste Wochen d'Kontroll an d'Iwwersiicht iwwert d'Evolutioun vun der Krankheet verléiere wäert, well duerch dee Fait de Suivi vun der Krankheet net méi uerdentlech ka gemaach ginn. An dat heescht en conclusion, dass d'Steuerung an Zukunft extrem schwéierg wäert ginn.

An à partir vun der nächster Woch ass et och eiser Meenung no sécher, dass zumindest déi statistesch

Zuele wäerten erofgoen, well d'Reckmeldung bei der Santé vill méi kleng wäert sinn. Dat heescht awer absolutt net, dass et an der Realitéit esou wäert sinn, well déi Zuele vun nächster Woch u wäerten net méi dat selwecht heesche wéi déi vun dëser Woch, sinn net méi vergläichbar a sinn och net méi fiabel an deem Sënn a kënnen net méi d'selwecht fir d'Steuerung vun der Gesondheetspolitik gebraucht ginn, wéi dat bis elo de Fall war. An dat ass fir eis och e grouse Problem, fir en uerdentleche sanitaire Suivi ze maachen.

An dann hunn ech eng Fro hannendru, fir déi Leit, déi virsiichter sinn an déi zum Beispill laang mat enger infizierter Persoun a Kontakt waren, déi zum Beispill véier Stonnen am Auto mat enger infizierter Persoun gefuer sinn. Déi konnte bis elo eng Autoquarantän maachen, well se gesot hunn: „Mir waren effektiv laang exposéiert, mir sinn en risque.“ Do ass d'Fro ... Dat geet jo elo net méi. Dat ass jo elo eriwuer, déi Autoquarantänen, wann een da wierklech laang a Kontakt mat enger Persoun war. An do kann ee jo warscheinlech kee Certificat - wann ech den Text richteg gelies hunn, mee à vérifier - fir d'Aarbecht méi kréien, och wann ee laang exposéiert war a wann ee wierklech e grouse Risk dréit, fir d'Infektioun ze hunn.

Den drëtten Punkt, dat ass deen: Dir sidd vum 2G op den 3G zréckgaange fir de Fräizäitberäich, och do ouni iergendwellech Ugab, wat dann den 2G bruecht huet, dee mer elo eng Rei Wochen haten, oder wat en net bruecht huet. Elo gëtt op eemol ganz opgemaach oder vill opgemaach, ganz schnell, wa méiglech virun de Fuesdeeg. Duerfir muss mer dat jo haut schonn a Kraaft triede loossen. Ech verstinn och, dass dat den Horeca-Secteur sécherlech arrangéiert, an dofir ass et positiv, mee trotzdem hätte mer awer gär iergendeen Unhaltspunkt gehat, firwat een dat elo an deemem Moment esou mécht, wéi et hei decidéiert gëtt.

Mee wat haaptsächlech eise Problem ass, dat ass d'Konsequenz vun deem Ganzen. Den Drock, dee vum 2G ausgaangen ass op déi Leit, fir sech impfen ze loossen, dee gëtt mat där heiter Decisioun ewechgeholl, an dat ass an eisen Aen nun awer net onproblematisch. An haaptsächlech déi Leit, déi sech impfe gelooss hunn ënnert deem Drock an de leschte Wochen - an dat waren der jo awer eng Rei -, déi sinn elo rosen, well se sech awer e wéineg verschaukelt spiere vun der Regierung.

Ech fannen, dass dat hei eng Kakophonie vun der Regierung ass an deenen Decisiounen, en Hin an Hier, wat geholl gëtt. Wär déi Moosnam elo nach geholl gi mat enger klorer an däitlecher Ausso oder mat engem Text vun der Impfflicht, dee schonn hei géif virleien, dann hätt een op där anerer Säit den Drock kënnen bäibehalen. Dat ass awer elo net de Fall.

Op där anerer Säit, wann ech der Regierung nolauschteren, dann héieren ech och do extrem verschidden Aussoen. Ech héieren de Premier op der Pressekonferenz, dee sech nach ganz, ganz kloer an däitlech fir eng Impfflicht ausschwaetzt, an ech begréissen och, dass en dat an där Däitlechkeet gemaach huet. Ech gesinn awer d'Gesondheetsministesch op där anerer Säit, déi an Äntwerten, déi se eis an der Kommissioun an op Froe gëtt, alles ofhängeg mécht vun Etüden, déi elo gemaach ginn, vun nach anerem, vu Bedenken, vun Nuancen, a wou eng Decisionsverschibung awer gemaach gëtt, déi fir eis problematesch ass, d'autant plus, dass mat deemem Gesetz den Drock fir sech ze impfe massiv ewechgeholl gëtt.

Zwuou Remarken hunn ech nach ze maachen, déi e wéineg iwwert dëst Gesetz erausginn. Dat Éischt, dass ass déi Diskussioun iwwert de véierte Vaccin. Ech weess elo net, wou déi Diskussioun hierkënn, op Basis vu welleche Recommendatiounen, op Basis vu

wellechen Iwwerleeungen elo iwwert de véierte Vaccin geschwat gëtt, just nodeems d'Leit geboostert gi sinn. Dat mag jo och medezinesch richteg sinn, ech kann dat net soen, mee ech soe just, dass déi Kommunikatioun, déi elo an deene leschten Deeg iwwert dee véierte Vaccin gelaf ass, d'Leit awer relativ duerjerneegemaach huet.

Dat war déi Diskussioun, iwwer 65 Joer misst een oder sollt een, wat awer elo vun der Santé offiziell zréckgeholl ginn ass. Mee d'Leit froe sech awer: Wie soll dann elo? Wou soll ee sech mellen? Wéi geet dat? An a wat fir engem Rhythmus muss mer eis wéini no der Boosterimpfung mellen? Alles dat ass onkloer an ech soen Iech, dass féiert zu ganz, ganz villen Diskussiounen an Opregungen dobaussen iwwer eng Kommunikatiounspolitik, déi momentan net klappt.

A mäi leschte Punkt, dass ass deen iwwert d'Pandemiegesez. Elo froe mer dass säit iwwer engem Joer. D'Pandemie ass zwee Joer amgang. Mir hätte wierklech all Interêt drun, esou schnell wéi méiglech en uerdentlech Pandemiegesez ze kréien, fir d'Gestioun weesentlech méi einfach a besser ze maachen, wéi mer se elo hunn.

Et hätt een an deene leschten zwee Joer sécherlech schonn dorunner kënnen schaffen. Mir hunn awer bis elo nach näischt dovunner gesinn. Mir sinn och net eleng mat där Meenung. Wann Der d'Konklusioun vun der Commission consultative des droits de l'homme liest, da gesitt Der, dass hire leschte Saz eng grouss an däitlech repetitiv Ufro ass, fir esou e Pandemiegesez esou schnell wéi méiglech ze kréien.

Dat Ganz ass also an eisen Aen en Hin an Hier an ass schiedlech fir d'Kohärenz vun der Regierung respektiv schiedlech fir déi wéineg Autoritéit an déi wéineg Kredibilitéit, déi d'Regierung an deemem Kontext huet. D'Regierung hëlt hei eng Rei Moosnamen ouni Evaluatioun, ouni fundéierten Hannergrond, ouni dass mer d'Zilsetzung kennen an d'Konsequenzen eis eng kéier ugekuckt hunn.

Mir hätte gär bei verschiddenen Artikelen mat Jo gestëmmt, notament bei zwee Artikelen: deem vun der Spärstonn um 23.00 Auer an deem vum Ofschafe vun der Limitatioun vun de Persounen doheem an der Notifikatioun, déi Privatleit mussen maachen, wa se eppes à domicile organiséieren.

Ech ginn hei eng Demande eran, fir den Artikel iwwert d'Ofschafe vun der Spärstonn kënnen separat ofzestëmmen. Mir géife gär fir deen Artikel kënnen stëmme an dat kloer weisen.

(M. Claude Wiseler dépose une demande de vote séparé sur l'article 3 du projet de loi 7964.)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Dass wollte mer och maache fir d'Limitatioun an d'Notifikatioun. Do ass et eis awer net méiglech, well an deem Artikel - dass ass awer just eng technesch Fro, déi hei ass - esou vill aner Punkten nach drastinn an eist Reglement eis et net erlaabt, en eenzelne Punkt aus engem Artikel zum separate Vott ze ginn, soudatt mer dat net kënnen maachen. Dass hätte mer am léifsten awer och gemaach. Mir sinn der Meenung, dass dës Artikelen souwisou an där Form ni richteg Sënn gemaach hunn an dofir net hätte brauchen agefuert ze ginn.

Fir de Rescht ass deen Text an eisen Aen eng Etapp méi an engem Zickzackkurs, en Hin an Hier ouni Explikatioun, ouni Evaluatioun, ouni Argumenter, Resultat vun enger Politik, wou d'Regierungspartner sech net méi eens sinn an an all Richtungen zéien. Mir wäerten dergéint stëmme.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Wiseler. Den Här Premierminister freet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech hu just eng Fro un den Här Wiseler. Wéi eng wëssenschaftlech Basis erlaabt Iech dann, esou en Amendement kënnen ze presentéieren?

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech hunn hei, souwäit ech weess, keen Amendement presentéiert.

Plusieurs voix | E Vote séparé.

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech hunn e Vote séparé op Ären Text gefrot. Wann Dir mer nogelauschert hätt bei deem, wat ech virdu gesot hunn, da soen ech, datt deen heiten Artikel eis intuitiv als richtig erschénge, obwuel mer ...

(Interruptions)

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech wollt just déi Bestätegung kréien: „intuitiv“, ok, très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, Här Bettel. Mee dommerweis hunn ech Iech ... Dräimol hu mir Iech schréftlech gefrot, fir d'Evaluatioun vun Ären Artikelen ze kréien. Dommerweis hunn ech dat och nach an der Ried nach eng Kéier däitlech, notamment bei deem doten Artikel, gefrot, datt mer am Fong nu wierklech gär hätten, datt d'Regierung eis d'Evaluatioun vun den eenzelen Artikelen mécht. Mee Dir hutt awer bei kengem Artikel eng Evaluatioun gemaach!

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | An duerfir stëmmt Der se mat.

M. Claude Wiseler (CSV) | Dir hutt bei kengem Artikel eng Analys gemaach. Dofir bleibt eis näischt anescht iwwreg, wéi op verschiddene Punkten esou ze reagéieren. Mir maachen dat ongär, mee well mer awer gär eng Positioun hätten, maache mer et trotzdeem. Mir regretéieren, datt mer et mussen intuitiv maachen, ouni et op enger wëssenschaftlecher Basis, déi Dir net bruecht hutt, kënnen ze maachen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Gilles Baum.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Gilles, géff alles!

M. Fernand Etgen, Président | Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Erlaabt mer, fir d'éischt dem Kollege Rapporteur Mars Di Bartolomeo Merci ze soe fir säi 27. Rapport. An ech hunn em et schon eng Kéier gesot: Här Di Bartolomeo, ech hoffen, dass mer Iech nach ganz oft hei uewen op der Tribün gesinn, awer hoffentlech net méi ganz vill zu Covidgesetz, soudass mer dat dote kënnen geschwënn hannerun eis loossen.

D'Mesurë si vum Här Di Bartolomeo in extenso virgestallt ginn. An dat erlaabt mir natierlech dann, dat méi kuerz ze maachen. Ech wëll den Text haut e bësse méi a Besuch setzen zu deem, wat am Ausland geschitt. Ech wëll awer eppes hei zrëckweisen an dat ass dat, wat vum Riedner vun der CSV, vum Här Wiseler, elo just gesot ginn ass, et wär en Zickzackkurs, et wär en Hin an Hier.

Mir hunn eis während deenen awer elo bal zwee Joer, déi déi Pandemie hei dauert, ëmmer Flexibilitéit gelooss. An ech mengen, et wäert kee Parlament an Europa sinn, dat an deenen zwee Joer 27-mol zesumme komm ass, fir

d'Mesurë matzedeedéieren, matzestëmmen. Ob dat Oppositioun oder Majoritéit war, mir hunn nach ëmmer versicht, e Gläichgewicht ze fannen tëschent der Fräiheet an de Restriktiounen. An ech mengen ganz am Géigendeel zu deem, wat den Här Wiseler gesot huet, dass d'Leit dobausse kee Vertraue méi an d'Regierung hätten: Mir gesinn dat ganz anescht! Mir hunn och hei déi néideg Flexibilitéit un den Dag geluecht. D'Gesetz wäert zwee Méint, also bis den 30. Abrëll, Bestand hunn a wa mer virdrun eng Kéier gesinn, dass mer mussen eppes drun ännere goen, da wäerte mer dat och maachen!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Erlaabt mer, Iech dann elo matzehuelen op en Tour an d'Ausland. Ech géif an Dänemark ufänken. An Dänemark ass am September 2021 de „Freedom Day“ deklariéiert ginn, dee se awer nom Opdauche vun der Omikron-Variant erëm ganz, ganz séier hu misse réckgäנגeg maachen. Aner Länner hunn zu deem Moment neidesch op Dänemark gekuckt, well déi scho konnte méi Fräiheeten oder alleguerten d'Fräiheete gewarleschten an aner Länner net. Elo hu se fir d'zweete Kéier praktesch alleguerten d'Mesuren opgehuewen. Am Restaurant, am Café brauch ee keng Mask méi ze droen an et brauch een och säin Impfzertifikat net mat sech ronderëmzedroen.

Dänemark geet op dese Wee, obwuel se ganz héich Inzidenzuelen hunn. Mee wéi och bei eis halen d'Hospitalisatiounen sech a Grenzen. A fir déi dänesch Regierung gëtt et duerfir eng gutt Erklärung, an dat ass d'Impfung. A well dat skandinawesch Land ee vun den héchsten, wann net souguer den héchsten Taux weltwäit huet, besonnesch an der Alterskategorie iwwer 60 Joer, ... Dat muss ee sech virstellen: An Dänemark ass an der Alterskategorie iwwer 60 Joer den Impftaux bei 99,6%! Opgrond vun deem Impftaux si si der Meenung, dass se déi sanitär Mesurë kënnen ophiewen an dass déi zum Deel iwwerflësseg gi sinn.

Jo, mir stëmmen och haut en neit Covidgesetz, dat 27., wéi ech et gesot hunn. D'Mesurë gi manner restriktiv, mee un de Freedom Day ass awer trotzdeem bei eis nach net ze denken. Hei am Land sinn d'Hospitalisatiounen stabill, obwuel d'Infektiounszuelen héich bleiwen. Mir bleiwe virsiichteg a fueren d'Mesurë lues zrëck. Dat läit och dorunner, dass eisen Impftaux, obschonns en an de leschte Woche geklommen ass, nach wäit ewech ass vun deem Impftaux an Dänemark.

Bei eis si mer aktuell bei 75,2% vun der Gesamtbevölkerung, déi geimpft sinn. Länner wéi Portugal, Spuenien an eeben och Dänemark, déi sinn natierlech vill méi héich. Do kënnen mir fir de Moment net mathahlen. Wat d'Boosteren ugeet, leie mer bei 55% vun der Gesamtbevölkerung. An ech mengen, dass dat awer trotzdeem e gudden Taux ass. Dat ännert awer näischt drun, dass mer nach ëmmer eng ganz grouss Zuel vu Leit an en héijen Taux vu Leit hunn, déi net geimpft sinn.

9% vun de Leit iwwer 60 Joer si bei eis am Land nach guer net geimpft an an der Alterskategorie 50 bis 59 sinn et 13%. Dat sinn awer alles Persounen, déi opgrond vun hirem méi héijen Alter och méi en héije Risiko lafen, fir vum Coronavirus schwéier krank ze ginn. Och vun der Omikron-Variant ginn d'Leit krank, an dass d'Hospitalisatiounen net esou staark klammen, dat läit grad dorunner, dass eng grouss Majoritéit vun de Leit hei am Land sech impfe gelooss huet.

D'Neiinfektiounen an d'Hospitalisatiounen stinn a kengem Verhältnis zueneen. An den Drock op d'Spideeler huet sech, anescht wéi dat bei der Delta-Variant de Fall war, reduzéiert. An dowéinst, grad dowéinst hu mer eis missen d'Fro stellen, ob déi aktuell streng

Mesuren zu deem Moment nach gerechtfertegt wäeren. Schliisslech war et jo ëmmer d'Haaptuleies vun der Politik a vun de Mesuren, eng Iwwerlaaschtung vun eise Gesondheetswiesen ze verhënnere.

D'virescht Woch ass de Reproduktiounstaux erëm ënner eent gefall, wat eng positiv Tendenz ass, an ënner Ëmstänn hu mer de Peak vun der Omikron-Well hei zu Lëtzebuerg hannert eis. Dat soen ech net, mee dat seet op d'mannst de Covidtracker vu Reuters.

A Länner wéi Frankräich, Schweden, Italien a bei eis ginn d'Neiinfektiounen lues a lues erof. Aner Länner, wéi Däitschland an och Holland, schéngen de Peak nach net erreecht ze hunn. An duerfir denkt an Däitschland op Bundesebene kaum een oder nach guer keen iwwer Lackerungen am grouss Stil no.

Kolleginnen a Kollegen, wann d'Spideeler kenger akuter Iwwerlaaschtung ausgesat sinn, da muss een analyséieren, ob déi aktuell Mesuren nach hiren Notzen hunn oder ob se net vill méi Kollateralschied provozéieren.

D'mental Gesondheet an awer och verpasst Diagnosen, well d'Spideeler hir Aktivitéite während der Pandemie hu missen upassen, hu missen zrëckfueren, sinn dobäi nëmme zwee Beispiller. An och den Impact op d'Aarbechtswelt ass grouss. Déi héich Infektiounszuele féieren duerch d'Isolatioun an d'Quarantänmesuren zu Personalausfäll a ville Secteuren. A vill Secteuren hu Krämpes, hir Aktivitéiten oprechtzeerhalen.

D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei begréisst ausdrécklech, dass d'Mesuren ugepasst ginn, fir der aktueller sanitärer Situatioun Rechnung ze droen an och den Aarbechtssektor ze entlaaschten. D'Ophiewe vun der Spärstonn an d'Applikatioun vum 3G amplaz vum 2G komme virun allem dem Horeca-Sektor zegutt, deen am Verlaf vun der Pandemie oft déi gréisst Sacrificen huet misse bréngen.

D'Quarantän gëtt mat deem Gesetz komplett ofgeschafft an d'Isolatiounszäit gëtt verkierzt. Gëtt eng Persoun positiv op de Coronavirus getest, ass awer ouni Symptomer, da ka se sech an den nächsten zwee Deeg am Ofstand vu 24 Stonne mat zwee negative Schnelltester fräitesten.

D'Omikron-Variant provozéiert manner oft schwéier Verleef, virun allem dann, wann ee geimpft ass. Vill Leit sinn awer aktuell an Isolatioun oder Quarantän, obwuel se keng Symptomer opweisen an net krank sinn. D'Upasse vun de Reegelen un déi nei Realitéit wäert den Aarbechtssektor an och d'Schoulen entlaaschten. Weider Lackerunge bezéie sech op d'Reegele bei de Rassemblementer an op de fakultativen Asaz vum 3G op der Aarbecht.

Wéi virdu mussen d'Droe vun der Mask an d'Anhale vun der Distanz respektéiert ginn, wa keen 3G op der Aarbechtsplaz applizéiert gëtt. Fir dat eegent Doheem gëllen an Zukunft keng Restriktiounen méi. Et kann een esou vill Leit invitéieren, wéi ee wëll, och wann ee keng Scheier huet, an dat, ouni dass Masken, Distanzen oder Sëtzplazen eng Obligatioun solle sinn.

(Interruption)

Trotzdeem wëll ech d'Leit opruffen, och an Zukunft verstänneg ze bleiwen. D'Infektiounszuele sinn nach ëmmer héich an et muss ee sech elo keng siche goen, andeems een all Weekend grouss Partyen doheem organiséiert.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, den Omikron schéngt eis eng Chance ze bidden, lues a lues de Wee aus der Pandemie eraus ze fannen. Mee dat ass alles just méiglech, well d'Wëssenschaft a Rekordzäit

wierksam Impfstoff entwickelt huet an eng Majoritéit vun der Populatioun sech och impfe gelooss huet.

D'Inzidenz sinn an der Alterskategorie 0 bis 14 am héchsten, der Alterskategorie, an där proportional gesinn déi mannst Leit geimpft sinn, wat sech och doduerjer erkläert, dass et nach keen Impfstoff gëtt fir Kanner vun 0 bis 5 Joer.

Mee vill méi wichteg, wéi dass d'Kanner sech sollen impfe loosse, ass, dass eis eeler Matbierger an eis vulnerabel Matbierger sech impfe loosse. An dowéinst ass d'Impfflicht ab 50 a fir de Gesondheitssecteur nach net vum Dësch, mat Sécherheet net, och wann nei Lockerungen am Raum stinn, well och wann déi sanitär Situatioun aktuell méi positiv ausgesäit, sou däerfe mer net vergiessen, dass mer elo nach net wëssen, wéi d'Situatioun am Hierscht oder am Wanter wäert sinn, well do kann et erëm ganz anescht ausgesinn.

A wann ech mir och als Liberale géif wënschen, dass et anescht wär, sou bleift d'Impfflicht awer e Moyer, fir eis dorobber virzubereeden an esou ze evitéieren, dass mer nees mussen zu neie Restriktiounen gräifen.

En Enn vun der Pandemie ass do, wann eng dauerhaft Entlastung vun de Spideeler erreicht ass. Nach si mer net op dësem Punkt. Mee mir hunn et an der Hand, esou séier wéi méiglech dohinner ze kommen. Dowéinst iwwersterze mer elo näischt. Mir bleiwe virsichteg a mir lackeren do, wou et sénnvoll ass.

Ech bréngen domadder den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gilles Baum. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, merci. Ech wéilt haut, ee Mount no eiser leschter Adaptatioun vum Covidgesetz, vun der Geleeënheet profitéieren, fir e puer Merci lasszeginn:

Deen éischte Merci géllt selbstverständlech dem Personal, dat am Gesondheits- an am Flegesecteur schafft. Merci fir all déi Efforten, déi si elo schonn zwee Joer all Dag maachen, fir esou gutt wéi méiglech an a schwierige Konditiounen sech ëm déi sëleg Krank ze këmmere. Ouni si an ouni déi Sacrificen, déi si all Dag op sech huelen, géife mer haut net do stoen, wou mer sinn.

Haut wollt ech dann awer speziell vun der Geleeënheet profitéieren, fir deenen iwwer 400.000 Leit Merci ze soen, déi sech impfe gelooss hunn. Et ass dësen Effort, dësen individuellen Effort vu jiddwer Einzelner, deen et erméiglecht, dass mir haut kënnen verschidde Restriktiounen ophiewen. Et sinn dës 400.000 Leit, deene mir et kënnen verdanken, dass mer elo nees e Stéck méi no a Richtung Normalitéit ginn.

Et ass eendeiteg: D'Lackerunge vun de Mesurë sinn eng Victoire vun deene Geimpften. Merci duerfir!

Dir Dammen an Dir Hären, dës Pandemie huet de Leit viles ofverlaangt. Vill Mesurë goufen déi lescht zwee Joer geholl, déi vill vun eise Fräiheeten ageschränkt un. Mir hunn d'Land an e Lockdown geschéckt. Mir hunn eng Maskepflicht agefouert. Spärstonne si komm, Diskothéike goufen zougemaach, Evenementer goufen annulléiert. D'Kulturzeen huet dorënner gelidden, d'Sportsclubb souwisou, d'Veräinsliewe louch brooch. An der Schoul hunn d'Coursë missen iwwer Visio organiséiert ginn. Besonnesch déi lescht Woche waren net

einfach fir d'Léierpersonal, fir d'Kanner, awer och fir hir Elteren.

Alles ass gemaach ginn, fir d'Kontakter op e Minimum ze reduzéieren, mat der Iddi, dem Virus esou mann wéi méiglech Plaz ze bidden. Distanz hale war an ass nach ëmmer de Mot d'ordre. Dobäi ass grad d'Zesummeliewen e grousst Stéck vun deem, wat Lëtzebuerg eigentlech ausmécht. An dat Zesummeliewe spiere mer am Sport, an der Kultur oder nach an deene sëllege Veräiner, déi mer hunn.

Ëmmer erëm gouf et d'Hoffnung, dass mer geschwënn aus deem ganze Misär erauskéimen an ëmmer nees huet awer de Virus eis eng ausgewésch. Bei allem Schlëmme huet dës Kris och positiv Aspekter ervirbruecht. Mir si kollektiv méi no zesummegeréckelt. Mir sinn als Gesellschaft zesummen un dëser Erausforderung, jo, un dësem historieschen Challenge e Stéckelche gewuess. An ech wëll dat hei ënnersträichen, besonnesch well ee beim Noriichteliesen oder wann een d'Demonstratiounen dobause kuckt, kéint mengen, dass de Contraire de Fall wär.

Fakt ass, dass d'Solidaritéit ënnert der Populatioun nach ni esou grouss war wéi haut. Wa mer haut eng Mask undoen, ass dat och, fir deen aneren ze schützen. Nach ni war deen einfache Saz: „Wéi geet et Dir?“ esou eescht gemengt wéi haut. Mee dat besch. Beispill, wat dat neit Zesummen ënnersträicht, ass déi exemplaresch Haltung vun deene Jonken. Déi Jonk: Si sinn déi, déi am mannste vun Virus ze fäerten hunn. Mir wësse vun Ufank un, dass déi Jonk manner ufällig fir dës Virus sinn. Or, et si si, déi Jonk, déi déi meeschte Fräiheeten opginn hunn, an dat, fir hir Elteren, fir hir Grousselteren ze schützen, mee och, an dat ass ervirzesträichen, Leit, déi se vläicht iwwerhaapt net kennen. Ech fannen dat bemierkenswäert. An duerfir och deene Jonken e grouse Merci!

Léif Kolleginnen a léif Kollegeen, déi Lackerungen, déi mer elo decidéieren, wäerten e gutt Stéck méi Fräiheet an eist Liewen zrëckbréngen. Dat heescht awer net, dass mer elo scho ganz iwwert de Bierg wieren. Duerfir ass et elo nach net de Moment, fir zu Lëtzebuerg e Freedom Day auszeruffen. Mir hiewen d'Restriktiounen duerfir och net komplett op. Mir bleiwen also virsichteg. De Virus ass nach ëmmer ënnert eis an et ass och net ausgeschloss, dass nei Variante kommen oder am Hierscht eng nächst Well virun der Dier steet.

An ech wollt och duerfir hei kloer betounen, dass, wann d'Situatioun an de Spideeler nees méi kritesch gëtt, mer da gezwonge sinn, verschidde Mesuren a Restriktiounen nees anzeféieren. „Firwat also Restriktiounen ophiewen, wann de Virus an d'Pandemie am Allgemengen nach net eriwuer sinn?“, kéint ee jo froen oder wéi d'Oppositioun soen, d'Regierung géif hei e Richtungswiessel aschloen, deen inkohärent an onlogesch ass.

Neen! D'Ophiewe vu verschiddene Mesuren ass net onlogesch an och net inkohärent. Et ass au contraire d'Resultat vun enger kohärenter Politik, déi dës Regierung zanter dem Ufank vun dëser Kris fiert.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Erënnere mer drun, dass mir zu Lëtzebuerg ëmmer de Krittär vun der Belaaschtung vun eisem Gesondheitssystem als Haaptkrittär geholl hunn, fir d'Situatioun anzuschätzen an, falls néideg, eventuell Restriktiounen anzeféieren! An do gesi mer nun emol, dass den Omikron net déi gefaart Explosioun vu schwéiere Gesondheitsverleef (veuillez lire: vu schwéiere Krankheitsverleef) mat sech bruecht huet, wéi ee Moment gefaart gouf, wat och domadder ze dinn huet, dass vill Leit geimpft sinn. Och

wann den Omikron héich ustiechend ass, esou ass d'Situatioun an de Klinicken awer ënner Kontroll.

(Interruption)

Dës Krittär seet eis also, dass mer kënnen d'Schrauf e bësse méi labber dréinen. Speziell d'Restaurateuren dierft dës Nouvelle freeën. Si hu während dëser Kris besonnesch gelidden. Och wann d'Regierung vill Efforte gemaach huet, fir hinne finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen, esou wëllen déi Leit mat Houfert hirem Beruff nogoen an net mussen vu staatlechen Hëllef liewen.

Här President, dat neit Covidgesetz, dat mer haut de Mëtteg stëmmen, bedeit och eng Vereinfachung vun de Reegelen. An ech mengen, dat hei kënnen ze soen: Et war net ëmmer einfach während deene leschte Méint, ëmmer ganz genee ze wëssen, wat dann elo wéi a wou erlaabt respektiv verbuede war. Mee déi méi komplizéiert Approche hat natierlech och e Grund. Anescht wéi am Ausland, wou stänneg op- an zougemaach ginn ass, hu mir zu Lëtzebuerg et mat eiser zwar komplizierter, mee differenzierter Approche fäerdegbruecht, d'Land relativ gutt duerch dës Pandemie ze navigéieren. Am Verglach: Éisträich huet net manner wéi véier komplett Lockdownen hannert sech.

Op alle Fall kënt et mam neie Gesetz ze enger méi klorer Situatioun. Den 3G gëtt zur Reegel fir alles, wat d'Fräizäitaktivitéiten ugeet, an dat kann een natierlech nëmme begrëissen!

Erlaabt mer, Här President, nach e lescht Wuert iwwert d'Impfflicht ze soen. Mir als LSAP gesinn d'Impfflicht als Ultima ratio, wéi d'Gesondheitsministesch dat trefend formuléiert huet, als lescht Kugel, déi mer hunn, fir dem Virus Meeschter ze ginn. D'Oplackere vun de Mesurë gëtt net deene Leit Recht, déi sech nach net geimpft hunn. Am Contraire! An ech widderhuelen et: D'Lackerunge gi ganz eleng op de Kont vun deene ville Leit, déi solidaresch sinn a bereet waren, sech ze impfen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech ruffen duerfir jidder een op, dee sech nach net geimpft huet, dat nach ze maachen. D'Impfe wierkt an d'Impfe bereet och op aner Mutatiounen vum Virus vir. Et verhënnert, dass mer eventuell eng nächst Well am Hierscht kréien. An haaptsächlech verhënnert et, dass mer nees kuerzfristeg verschidde Restriktiounen mussen aféieren.

Mir kréien elo nei Vaccinen, méi traditionell Vaccinen. Dat ass eng gutt Noriicht fir all déi, déi vläicht nach veronséichert sinn den Ament vis-à-vis vun den mRNA-Impfstoffen. Duerfir profitéiert vun dëser Offer! Gitt Deel vun deem formidablem gesamtgesellschaftlechen Effort, dee mir zesummen als Natioun leeschten.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Well nëmme zesummen, an engem kollektiven Denken an Handeln, fanne mer aus dëser Pandemie eraus!

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, ech hat mat engem Merci ugefaangen an ech géif och gäre mat engem Merci ophalen, well ech muss jo awer bal op dës Plaz och nach dem Rapportier Mars Di Bartolomeo e grouse Merci soe fir säin detailléierte Rapport. Mir hunn et e puermol héieren: Et war scho säi 27. Rapport. An ech fannen, hie mécht dat nach ëmmer mat deem selwechten Äifer an Engagement wéi bei sengem éischten.

Ech soen Iech Merci a ginn d'Zoustëmmung vun der LSAP.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Cruchten. Da wier et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, beim Vott vun de leschten zwee Covidgesetzer - dem 25. an dem 26., méi waren et der jo net - ware mer scho virgewart. D'Erfarungen, déi aner Länner mat der Omikron-Well gemaach hunn, sinn duergaange fir ze wëssen, datt dës Well och Lëtzebuerg net géif verschounen, a mir hunn eis mat méi strenge Moosnamen drop virbereet, méi oder manner „intuitiv“, jo, mee ëmmerhin op eng demokratesch Manéier hei an der Chamber.

Wat mir awer net konnte wëssen, war, wéi staark, oder besser gesot wéi schwaach dës Well sech op eise Gesondheits- a Spidolssecteur géif auswirken. Obwuel d'Infektiounszuele fërmlech explodéiert sinn, ass d'Situatioun an de Spideeler stabil bliwwen. An dat ass, wéi gesot, positiv, mee et war net virauszege-sinn.

Wéi et ausgesäit, ass de Peak vun der Omikron-Well méttlerweil iwwerschritt, an och dat ass positiv. An dat gëtt zousätzlech Grond zu Optimismus an ass souwuel vum sanitäre wéi och vum juristesche Standpunkt hier Grond genuch, fir déi streng Oplagen e Krack zréckzeschrauwen.

An deem Sënn begrësse mir, Dir Dammen an Dir Hären, d'Lackerungen, déi mat deem Projet de loi virgeholl ginn. De Rapportier Mars Di Bartolomeo huet se am Detail erkläert, duerfir kommen ech net drop zréck, wéilt him als - wéi nennt een Iech elo? - „permanentem Rapportier“ awer e grouse Merci ausdrécke fir déi Prezisiounen.

Dës Diskussioun ass net nei. Mir schwätzen ëmmer iwwer Aschränkungen, Lackerungen an Erëmopmaachen. Jiddwerfalls ass et dës Kéier esou, datt d'Decisiounen, déi mer haut huelen, net nëmme zu méi perséinleche Fräiheete féieren. Si hunn och als positiven Nieweneffekt, datt d'Ekonomie nees méi dynamesch kann dréien, virun allem och, well manner Leit wéinst Quarantänen ausfalen, ouni datt se iwwerhaapt krank sinn.

Net anescht gesäit et och déi berodend Mänschrechtskommissioun, déi d'Lackerungen u sech begrësst a bei der Erëmhierstellung vu wichtege Fräiheeten a Rechter am Léifsten nach méi wäit géif goen, wann déi néideg wëssenschaftlech Begrënnung dofir zur Verfügung géif stoen. Dat féiert dann natierlech och direkt zu der Fro, firwat mer net esou wäit gi wéi Dänemark. De Gilles Baum huet och d'Beispill vun Dänemark virdrun ernimmt.

Dänemark huet d'Coronarestriktiounen op den 1. Februar komplett opgehewen, mat Ausnam vun e puer Aschränkungen beim Areese vun Ongeimpften. Dat éischt Argument, fir dës Decisioun an Dänemark ze treffen, war natierlech dat, datt dee mëlle Verlaf vun der Omikron-Infektioun d'Spideeler generell manner belaaucht. Dat zweet a fir eis och ganz wichtegt Argument fir de komplette Retour zur Normalitéit war den héijen Impftaux, deen Dänemark auszeechent. An der dänischer Gesamtbevölkerung läit deen Taux bei 81,2%. Bei deene méi vulnerabele Persounen vun iwwer 60 Joer ass an Dänemark méttlerweil bal all Mänsch geimpft. An dowéinst ass et och kee Wonner, datt déi dänesch Premierministesch Mette Frederiksen kierzlech behaupt huet, d'Impfungen wieren d'Wonnerwaff vun Dänemark.

Här President, leider ass Lëtzebuerg net Dänemark. Zu Lëtzebuerg huet d'Impfcampagne vun der Regierung leider manner Friichte gedroe bis haut an d'Populatioun ass awer och vläicht par rapport zu der Impfung méi reservéiert wéi d'Dänen. Dat ass vläicht och eng

Saach vu Mentalitéit. Fakt ass jiddwerfalls, datt den Impftaux zu Lëtzebuerg bei eppes iwwer 72% vun der Gesamtbevölkerung stagnéiert oder och liicht klëmmt, wat positiv ass. An dat ass och de Grond, firwat mir zu deem Moment nach méi virsiichteg mussen bleiwe wéi Dänemark, wuel wëssend, datt d'Experten och bei der Omikron-Variant en Impftaux vun iwwer 80% vun der Gesamtbevölkerung preconiséiert hunn.

Besuergerregerend ass fir eis virun allem, datt zu Lëtzebuerg nach ëmmer gréisser Impflücken an der Populatioun vun iwwer 50 Joer festzestellen sinn. Och wann den Impftaux vu 86% an der Altersklass gutt kléngt, sou kann een awer net ignoréieren, datt 14% vun dese Mänschen net geimpft sinn. An et ass och dat, wat ëmmer op en Neits vun den Experten ënnerstrach gëtt.

An Zuelen ausgedréckt heescht dat, datt ëmmerhi bal 31.000 Mänschen ab 50 Joer nach guer keng Impfung kritt hunn, woubäi ee jo muss wëssen, datt d'Impfung méi eng dauerhaft Immunitéit opbaut wéi eng Infektioun. Ab 60 Joer sinn iwwer 18.000 Mänschen nach guer net geimpft, woubäi méi wéi 114.000 Mänschen zu Lëtzebuerg ab 60 Joer nach net geboostert sinn. Dat geet aus den Tabellen ervir, déi mer kierzlech zougestallt kritt hunn.

Et si virun allem dës Mänschen, déi nach ëmmer riskéieren, schwéier krank ze ginn an op der Intensivstatioun ze landen, virun allem, wa se ënner gewësene Virerkrankunge leiden. Dohier meng Suerg a gläichzäiteg och meng Fro, Madamm Minister, ob a wat och ugeduecht ass, fir déi eeler, méi vulnerabel Gruppen nach méi cibléiert ze errechen, ze sensibiliséieren an hoffentlech och vun der Noutwendegkeet ze iwwerzeegen, sech esou séier wéi méiglech impfen ze loossen.

D'Entscheidung, fir d'Moosnamen also net direkt wéi Dänemark vun engem Dag op deen aneren opzehiewen, mee Schrëtt fir Schrëtt virzegoen, ass jiddwerfalls aus Grënn vu sanitärer Virsiicht ze begrëssen.

An der aktueller Situatioun mussen mer eis jiddwerfalls nach ëmmer mat der Fro vun der Impfpflicht auserneeetzen, an deem Sënn, datt d'Impfpflicht och als Schutzschëld fir déi potenziell nächst Welle muss opgebaut ginn. Soulaang een net weiss, wéi geféierlech dës Welle mat all hire Variante sinn, huet de Staat nämlech net nëmme d'Recht, mee en huet och d'Flicht, de Principe de précaution, de Virsuergeprinzip, unzewenden.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dese Prinzip ass an eiser Verfassung verankert a gëtt dem Staat den Optrag, all méiglech Schied op déi mënschlech Gesondheet esou wäit wéi méiglech an esou fréi wéi méiglech ofzewieren.

An deem Sënn begrësse mir als Gréng, datt d'Regierung amgang ass, en entsprechenden Text auszeschaffen. A fir der Necessitéit an der Verhältnisméissegkeet och um juristesche Plang Rechnung ze droen, gëtt e geziilt op de Schutz vun der vulnerabelster Bevëlkerungsgrupp an op de Schutz vum Spidols- a Flegesecteur als essenziellem Secteur ausgeriicht.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Sollt den Impftaux a kuerzer Zäit awer rasant klammen, wat mer jo alleguer hoffen, an déi bis haut Ongeimpft huele sech selwer an d'Flicht - dat wär jo schéin -, stellt d'Fro vun der Necessitéit vun enger gesetzlecher Impfpflicht sech natierlech nei an da muss och déi diskutéiert ginn.

Här President, en zweeten essenzielle Secteur, deen nieft dem Spidolssecteur an der Pandemie ellen op d'Prouf gestallt gëtt, ass natierlech dee vun der Educatioun, deen zanter Woche mat negativer Schlagzeilen am Fokus steet. A well dee Secteur mer wirklech um Häerz läit, wéilt ech e puer Wierder doriwwer verléieren.

Fir déi jonk Generatioun ass et extreem schued an traureg, datt d'Situatioun an de Schoule sech an der Lescht zougespëtz huet mat ëm 7.500 Infektiounen an enger Woch. „D'Infektioun klammen an onbekannt Héichten.“ „Den Educatiounsminister schléisst den Homeschooling punktuell net méi aus.“ „D'Energie vum Personal hält of. Et versicht een, sech all Woch duerchzekämpfen.“ „Als Schoulpersonal hu mir eis zu enger reeglecher Covid-Taskforce entwéckelt.“ Dës an aner Sätz waren an de leschte Wochen an der Press ze liesen a beschreiwen d'Situatioun eigentlech ganz gutt.

Wéi gesot ass dës Entwécklung alles anescht wéi en Idealzoustand, deen et géif erlaben, a gudde Konditiounen ze léieren an ze enseignéieren oder einfach emol zesummen opzewuessen als Jonker an als Kanner. Dës Entwécklung ass awer och erkläerbar: engersäits doduerch, datt déi jonk Schoulpopulatioun tëscht dräi an eelef Joer verständlecherweis nach net vill geimpft ass an de Virus séier erwëscht. Anersäits awer och, well et sech beim Schoulpersonal ëm eng Beruffsgroupp handelt, déi méi wéi anerer vun Infektiounen betrafft ass, well se méi wéi anerer all Dag an enem Kontakt mam Virus steet, vu datt d'Kanner de Virus oft a sech droen.

D'Resultat dovun si masseweis Ännerungen an der Organisatioun vum Schoulalltag, d'Aschränkung vu ville wichtege Aktivitéiten, mee och Isoléierungen, an der Lescht och vill Quarantänen an den Ausfall vun ëm déi 15% vum Personal.

An awer ass et an deser schwieriger Situatioun ze einfach, just mam béise Fanger op d'Regierung respektiv op den Educatiounsminister ze weisen, wéi wann dat him egal wier. Hei kann ee just soen: « La critique est aisée, mais l'art est difficile. » Dësen Ausdrock staamt aus dem 18. Joerhonnert a passt ganz gutt an d'Diskussioun ronderëm d'Gestioun vun der Pandemie.

Jo, Dir Dammen an Dir Hären, kritiséieren ass einfach, mee eng Pandemie geréieren ass schwéier, ...

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | ... och a virun allem an de Schoulen a Betreiuungsstrukturen, wou de Schutz vun de Kanner virum Virus an de Schutz vun hirem Grondrecht op Bildung an op fräi Entfaltung op ee gemeinsamen Nenner mussen bruecht ginn. An dowéinst wéilt ech deene villen engagéierte Berufstätigen aus dem edukative Secteur - eleng am Schoulsecteur sinn et der 11.000 - am Numm vun der grénger Fraktioun einfach emol Merci soen!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Si hunn e Merci verdéngt, grad ewéi d'Santéspersonal an de Spideeler, mee si gi méi oft vergiess.

Quitte datt d'Reegele vun der Regierung definéiert ginn, esou ass et nach ëmmer d'Personal um Terrain, dat d'Reegele muss ëmsetzen a gläichzäiteg derfir muss suergen, datt de Kanner hiert Recht op Bildung net ze kuerz kënn. An där Hisiicht ass sécherlech net alles perfekt; dat wéll ech guer net soen. Wichteg ass mer awer ze betounen, datt zoue Schoulen an de leschte Wochen a Méint zu Lëtzebuerg tabu waren, obwuel de Presenzunterrecht mat Rekordinfektiounszuelen ze kämpfen hat. An anere Länner kouw et zu Schoulschléissunge respektiv zu Streiker, wéi elo a Frankräich an an der Belsch.

Fir d'Schoulen zu Lëtzebuerg opzehalen, gëtt weiderhin op d'Maskepflicht an d'Distanzreegele gehalen, mee och op alternativ Léiermethoden an Homeschooling am Fall vu Quarantänen an Isolatiounen zréckgegraff, an donieft och op Ersatzpersonal, wat ëfters kritiséiert gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, och wann dës Ersatzpersounen net ëmmer héichqualifizéiert sinn, sou droe se awer e groussen Deel derzou bäi, datt d'Schoule bei eis net wéi an anere Länner am totale Chaos ënnerginn. Méi Suerge wéi deen éischter krisebédénge Réckgrëff op manner qualifizéiert Ersatzpersonal mécht eis als Gréng jiddwerfalls, datt ëmmer méi Kanner weinst enger Covidinfektioun am Spidolanden, hospitaliséiert musse ginn.

Am Januar sinn 30 Kanner weinst enger Infektioun an d'Kannerklinik ageliwwert ginn, ouni datt dës jonk Patienten a Patientinnen duerch aner Krankheete virbelaascht waren. Ganzer 15 Kanner hu grav Komplikatiounen entwéckelt an hunn zum Deel op der Intensivstatioun musse behandelt ginn. Derbäi kënnen neien Erkenntnisser no de Risiko vum Long-Covid bei Kanner, dee sech zwee bis dräi Méint no der Infektioun ëmmer méi bemierkbar mécht. Wann een dat da weess, da kann een nëmme begréissen, datt d'Impfung fir Kanner ab fénnef Joer och zu Lëtzebuerg accessibel ginn ass, an da kann een nëmme hoffen, Dir Dammen an Dir Hären, datt impfesistent Eltere sech der Gefor bewosst sinn, déi hir ongeimpft Kanner lafen.

Dës éischter beonrouegend Entwécklung a puncto schwéiere Verlaf bei Kanner liwwert jiddwerfalls de Beweis, datt och Omikron nach ëmmer seng Tücken huet an datt de Virus nach ëmmer mat Iwwerraschung verbonne ka sinn. An awer ginn d'Experten dovun aus, datt d'Omikron-Well am Laf vun den nächste Méint méi oder manner iwwerstane wäert sinn. D'Entwécklung, wéi se an anere Länner ze beobachten ass, bestätegt dës Aschätzung. A soulaang wéi keng nei Variant optaucht, déi den Immunsystem op en Neits massiv op d'Prouf stellt an eng héich Virulenz opweist, kann ee jiddwerfalls dovun ausgoen, datt den Omikron sech bis zum Summer ausgetoobt huet.

Domat verbonnen ass dann déi grouss Hoffnung, datt d'Pandemie sech an eng Endemie entwéckelt an datt mir den nächsten Hierscht an engem endemeschen Zoustand sinn - ech schwätze vun der Hoffnung. Bekanntlech ass en endemeschen Zoustand en Zoustand, an deem d'Gesellschaft wéi bei all normaler Gripp léiert, mam Virus eens ze ginn, mam Virus ze liewen, ouni Fräiheeten a Rechter opzeginn. En endemeschen Zoustand bedeit awer och, datt de Virus eis Gesellschaft net méi reegelméisseg mat geféierleche Wellen a Varianten iwwerrascht, mee vun der Geféierlechkeet hier zur Rou kënn.

D'Fro, ob et den nächsten Hierscht schon esouwäit ass a weini mir d'Final géint dës Pandemie definitiv gewannen, ka bis haut kee beäntweren. Fest steet awer, datt d'Impfung de Wee an d'Fräiheet beschleunegt an datt d'Gesellschaft net nach éiweg agespaart ka ginn, fir déijéineg ze schützen, déi d'Impfung ouni medezinnesche Grond verweigeren. Villméi musse mer deene ville Mënschen hir Fräiheeten a Rechter zréckginn, déi hir Verantwortung längst iwwerholl hunn. Dat ass déi grouss Majoritéit vun eiser Gesellschaft.

An et ass och deser grouss Majoritéit ze verdanken, datt mir den Angscht- a Panikmodus mat dësem Projet de loi verloosse kënnen an de Wee an d'Fräiheet schonn zum Deel kënnen untrieden, an der Hoffnung op nach vill méi Fräiheet.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a wënschen Iech all eng schéi Vakanz.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, et war bis elo e grousst Geheimnis, firwat d'Regierung all puer Wochen en neit Covidgesetz proposéiert, speziell déi lescht dräi Wochen, dëst nach ier dat aktuell Gesetz, dat mer de 17. Dezember (veuillez lire: den 11. Januar) gestëmmt haten, ofleef. Ech mengen, mir wäeren der Ursach elo esou lues op d'Spuer komm: D'Regierung huet och, wéi d'Leit dobaussen, deels den Duerchbléck verluer, speziell och, wat d'Konsequenzen ubelaangt. Einzel Mesurë ginn elo erëm annulléiert, déi nach viru ganz kuerzer Zäit ënner Drock agefuert goufen.

Déi aktuell Situatioun gouf ons vum Här Mars Di Bartolomeo tipptopp erkläert. Dat versti mer, well dee mécht dat wéi ëmmer ganz gutt. An duerfir soe mer him fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport en hærzleche Merci. An ech wëll dann hei bei dese Mercien och dem Staff, deen hannert all deene Gesetzer steet, e Merci soen, souwéi och dem Fleegepersonal an alle Beräicher. Ech mengen, si hu méi wéi e Meritt, datt mer dës Kris esou gutt iwwerstanen hunn.

Als ADR begréisse mer, datt vill Reegelen am neie Covidgesetz manner streng gehale ginn. D'Quarantänreegele gehéieren dozou. A virun allem si mer frou, datt d'Regierung all d'Restriktiounen am private Beräich wëll ophiewen. Domadder verschwennt endlech eng Reegelung, déi et eiser Meenung no ni hätt däreffe ginn! Mee déi Moosname kommen elo ze spët a si ginn eis nach deels net wäit genuch, dohier wäerte mer och géint dëst Gesetz nach stëmmen.

Et ass elo un der Zäit, fir bal all d'Covidmoosnamen zréckzezéien. Als ADR verlaange mer, datt den 1. Mäerz soll den Dag vun der Fräiheet ginn, andeem mer d'Liewen nees esou wäit wéi et nëmme geet ënner dem Respekt virum Virus sollen normaliséieren. An do géife mer an Europa wierklech net eleng dosto: England, Irland, Dänemark, Schweden oder och nach d'Schwäiz, d'Lëscht vun deene Länner, déi d'Covidaschränkung ganz ophiewen oder schonn opgehewen hunn, gëtt ëmmer méi laang a Lëtzebuerg dierf do onser Meenung no keng Ausnam sinn.

Mir verlaangen een Deel vun eise Fräiheeten zréck, mee mir verlaangen awer och eis verfassungsméisseg garantiéiert Grundrechter zréck an och d'Enn vum Covidpass op ville Punkten, vun de Kontrollen. Mir fuerdere Fräiheet an Egeverantwortung, dat heescht awer net Verantwortungslosegkeet. Wou mer vulnèrabel Leit besonnesch musse beschützen, musse mer dat weider maachen. Wann nei sanitär Problemer sollte kommen, musse mer eis dorop ariichten. Awer d'Situatioun, wéi se elo ass, rechtfertegt eiser Meenung no keng Restriktioun méi.

Duerch hir eege Propositione gëtt d'Regierung jo och zou, datt sech d'Situatioun gebessert huet. Mir gesi keng Iwwerbelaaschtung de Moment vun de Spideeler an déi aktuell dominant Infektiounen duerch d'Omikron-Variant sinn net harmlos, mee se si méi harmlos wéi gefaart, wa se dann iwwerhaapt zu Symptomer féieren. Et gëtt leider och eenzel Ausnamen, an dat ass schlëmm gënuh.

An alle kriteschen Alterskategorie läit den Impftaux bei wäit iwwer 80 %, dacks bal bei 90 % a méi, an all d'Bierger behale jo och d'Méiglechkeet, fir sech impfen oder noimpfen ze loosse. Mer hunn déi sougenannt Härdenimmunitéit mat Sécherheet erreecht. Do

derbäi sinn och elo effikass Medikamenter géint de Covid disponibel.

Et gëtt also eng kloer Entspannung, wat déi sanitär Moosnamen ugeet. Duerfir ass awer déi gesellschaftlech Situatioun weider ugespaant: D'Gesellschaft ass duerch d'Moosname vun der Regierung, den 2G an den 3G an/oder d'Perspektiv vun enger Impfpflicht déif gespléckt. D'Regierung huet an deene leschte Wochen ëmmer méi repressiv Reflexer entwéckelt.

Eigentlech hu mir bei der ADR eis doriwwer gefreet, datt den Här Kox op eemol konnt Honnerte vu Polizisten bei Demonstratiounen mobiliséieren. Komescherweis fënnt hien déi awer net, fir géint Messerpickerten an Drogenhändler virzegoen. Mir wëlle bei der ADR, datt eis Police nees kann hir Aarbecht géint d'Kriminalitéit maachen, woubäi mir se natierlech zu méi wéi 100 % ënnerstëtzen. Als ADR wëlle mer d'Gesellschaft nees zesummeféieren.

(Interruption)

Mir wëllen net nëmme de Leit hir individuell Fräiheet zréckginn, mee och eise Betriber. Déi Restriktiounen, ënner deenen eis Ekonomie leit, stinn a kenger Relatioun zu de reelle Geforen. Op der Aarbechtsplaz muss den 3G komplett ofgeschafft ginn an et mussen nees normal Schaffbedingunge gëllen. Dat gëllt natierlech selbstverständlech ouni Kontroll vun engem Impfpass. Mir haten dat elo virun dräi Wochen agefuert an elo gëtt et schonn erëm gelackert - ech mengen, dat seet jo genuch -, ouni datt evaluéiert gëtt, wat dat bruecht huet oder net bruecht huet.

Och d'Berufskummer gesäit an hirem Avis e fakultativen 3G op der Schaff ganz kritesch. Den obligatoreschen 3G war iwwerengs eng Katastroph fir d'Entreprise. Déi ware mat ville Krankeschäiner vun hire Salarié konfrontéiert an och mat zousätzlech administrativem Opwand. Dat hat och enorm negativ Repercussiounen op déi ganz Schaffwelt a ville Beräicher.

Och den Horeca-Secteur huet ënner de Covidmesurë gelidden. Déi staatlech Hëllef si bei Wäitem net duergaangen, fir d'Lächer an de Keesen ze stoppen. No emol net engem Mount, dräi Wochen, ass elo Schluss mat deem Spuk. D'Regierung hätt wierklech besser gehat, direkt op d'ADR ze lauschten an esou eppes iwwerhaapt net anzeféieren.

(Brouhaha)

M. Gilles Baum (DP) | Et ass besser, si mécht dat net! Et ass besser, si mécht dat net.

M. Jeff Engelen (ADR) | D'Leit dobausse verstinn de Sënn net méi vun deem Ganzen. Si hunn den Iwwerbléck verluer an domat och d'Vertrauen an d'Moosname vun der Politik.

De Staatsrot wonnert sech a sengem Avis doriwwer, datt d'Covidbestëmmungen no knapp engem Mount schonn nees hifälleg ginn. Mee wann een d'Konsequenze vun esou Moosname gesäit, da ka sech wierklech doriwwer kee méi wonneren.

Vill Betriber hu schrecklech Abousse gehat. D'ADR fuerdert dowéinst vill méi grousszügig Hëllef fir eng ganz Rei vu Betriber, natierlech och am Horeca-Secteur, déi och retroaktiv musse gëllen. Ech mengen, den Här Fernand Kartheiser hat dat och gëschter schonn hei virbruecht. De Staat, besonnesch d'Organisme vun der sozialer Sécherheet, sollen elo keng Sommations de paiement maachen an eng d'Betriber erauschécken, well si hunn elo nach keng Suen. Den CCSS an aner sollen domadder waarden, bis d'Betriber nees normal kënnen schaffen an och nees Sue verdéngen.

Här President, den Här Staatsminister kënnegt d'Lackierung vun de Moosnamen un, hält awer gläichzäitig enger Impfflicht fest. Dat mécht natierlech iwwerhaapt kee Sënn. Dat soen net nëmme mir, mee och déi Konsultativ Mënscherechtskommissioun. D'Impfflicht ass a villen europäesche Länner ewell vum Dësch. Hei am Land ass virun allem nach d'CSV dovu beugegertert an déi dräi Regierungsparteie sinn alt nees emol oneens an deem Punkt.

Ech verweisen dann op en Interview vun der Madamm Justizministeresch de 7. Februar am „Wort“. Hei seet d'Madamm Tanson, dass eng Impfflicht kee Wonnermëttel an och kee Selbstzweck ass. Si ruddert also dynamesch zréck a gëtt an engems och zou, dass eng Pflichtimpfung eeben en Agrëff an déi perséinlech Fräiheet ass.

Une voix | Hutt Der der Madamm Lorsché virdrun nogelasschert?

M. Jeff Engelen (ADR) | Wat fir en Ënnerscheid zu den Erklärungen vun der grénger Fraktioun hei an der Chamber, déi d'Impfflicht nach an der leschter Zäit zu engem hellege Gral hei erkläert huet!

(Brouhaha)

Wann elo schonn déi Ministeresch, déi um Gesetzestext fir eng Impfflicht schafft, esou Aussoen an der Öffentlechkeet mécht, da muss ee sech awer wierklech Froe stellen. Duerfir verlaange mir, dass d'Regierung de Projet vun enger Impfflicht direkt soll fale loossen. Mir sinn a bleiwen als ADR fir fräiwëlleg Impfungen a kloer géint eng Impfflicht!

Elo gëtt op eemol scho vun enger véierter Impfung geschwat. Dat werft eng ganz Rei nei Froen op iwwert d'Wierksamkeet vun deenen Impfungen. Wéi laang soll dat dann nach esou viruoen? Musse mer geschwënn all dräi Méint untrieden, fir därferen an de Kino ze goen? Fir eis ass d'Fräiwëllegkeet primordial wiczig, grad och well sech ëmmer méi erausstellt, dass och d'Covidimpfstoffe eng Infizéierung mam Virus net verhënneren, wuel kënnen d'Krankheet andämmen oder lindere, awer net verhënneren. An et gëtt och e Risiko vun Niewewierkungen, dee wahrscheinlech méi héich ass wéi bei all deenen aneren Impfungen virdrun.

D'Regierung schéngt esou wéineg wéi méiglech iwwert déi potenziell Geforen an Niewewierkungen vun de Covidimpfstoffe kommunizéieren ze wëllen. Dat weist och hir Kritik un der rezenter Initiativ vun der Patientevertriidung, déi déi hei lancéiert hat. Déi hat op der Internetsäit en Onlineformulaire agefouert, wou betrafte Leit Niewewierkungen vun enger Coronaimpfung androe kënnen. An der Tëscht huet awer d'Gesondheitsministeresch d'Patientevertriidung opgefuerdert, fir dee Formulaire zréckzézéien, well en net mat der Santé ofgeschwat war.

Esou Virgänger weisen eiser Meenung no, dass d'Vertrauen an d'Coronapolitik vun der Regierung noléisst. D'Leit froe sech, ob si iwwert d'Risiko vun den Impfungen korrekt opgekläert goufen an ob eventuell Niewewierkungen och wierklech ëmmer gemellt a publizéiert goufen. An deem Sënn wëll ech och nach zwou Motiounen deponéieren, Här President.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, dass

- d'Doktere fir d'Erstelle vun engem Patienterapport iwwer eventuell Niewewierkungen vun enger Covidimpfung am Abléck net remuneréiert ginn,

ass sech bewusst, dass

- doduercher, dass d'Dokteren aktuell keng Remuneration fir e Rapport iwwer Niewewierkungen kréien, eventuell net all d'Niewewierkungen vu Covid-Impfstoffe enregistriert a gemellt ginn. Et ass jo esou, dass d'Erstelle vun esou engem Rapport kann esouwuel zäit- an aarbechtsintensiv sinn, an et wär dowéinst nëmme richtig, wann en Dokter fir déi Aarbecht och géing remuneréiert ginn,

fuerdert d'Regierung op,

- fir esou séier wéi méiglech am Kader vun enger Quadrupartite eng nei medezinesch Tarifkatioun ze proposéieren, déi et géing erlaben, en Dokter fir e Rapport iwwer Niewewierkungen vun engem Covid-Impfstoff ze remuneréieren.

(s.) Jeff Engelen.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, dass

- sech d'Madamm Justizminister Sam Tanson de 7. Februar 2022 an engem Interview an der gréisster Lëtzeburger Dageszeitung kritesch zu enger Impfflicht geäussert huet: „Ich will nicht partout eine Impfflicht. Sie ist kein Wundermittel und kein Selbstzweck.“ Weider sot si: „Die Impfflicht stellt einen Eingriff in das Recht der körperlichen Unversehrtheit dar.“;

- eng Impfflicht nëmme a ganz wéinege Staaten ageféiert gouf an et éischerter esou ass, dass Pläng fir eng Impfflicht a ville Länner fale gelooss ginn,

ass sech also bewusst, dass

- d'Madamm Justizminister, déi un engem Gesetzestext fir eng Impfflicht schafft, selwer net iwwerzeegt vun enger Impfflicht ass, sief dat am Kader vun enger sektorieller oder allgemenger Impfflicht,

fuerdert d'Regierung op,

- de Projet vun enger Impfflicht zu Lëtzebuerg definitiv fale ze loossen.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, fir d'éischt natierlech e grouse Merci un de Reporter fir säi 27. Gesetz an natierlech och un d'Ministeresch an all hir Mataarbechter fir nach eng Kéier all dës Efforten a kuerzer Zäit.

Dësem Gesetz, dat mer haut stëmmen, läit folgende Constat zugronn, dat krute mer esou gesot: d'Entkopplung tëscht den Infektionszuelen an de Hospitalisatiounen an d'Stabilitéit an de Spideeler. Mir kënnen hei als déi Lénk u sech d'Lackierung vun dese restriktive Moosnamen, déi jo en place waren, gutt-heeschen. Mee mengt net, mir géifen an d'Luucht sprange vu Freed, well dës Moosname waren zum groussen Deel net néideg.

Den 2G gëtt ofgeschafft. Natierlech ass dat gutt, mee dat ass nëmme normal an evident, well dës Moosnam hat keng Daseinsberechtigung fir eis. Si huet et e bësse méi wéi ee Mount gepackt. A wat huet den 2G da bruecht ausser Frustr, Verzweiflung a Roserei? D'Iddi war jo, Drock auszeüben op déi ongeimpfte Leit, fir sech impfen ze loossen. Eng Logik, déi mir denoncieren! A wéi vill Leit hu sech dann doduerjer impfe gelooss? Schwéier erauszefannen, well et ass natierlech e Mix vu Mesuren an et si bekanntlech keng Evaluatioun gemaach ginn, wéi d'Kollege vun der CSV et gefrot haten.

Egal wéi mengt mir, dass een net stolz muss sinn, wann duerch den Drock d'Impfungen an d'Luucht gaange sinn. Ech mengen nach ëmmer, dass dat keng konstruktiv a keng nohalteg Approche ass an dass et aner Weeër ginn hätt. Elo géilt nees den 3G am kulturellen, am sozialen an am Sportslienen. Et ass en Oopotte fir vill Matmënschen a Kulturschaffender a Sportler.

D'Spärstonn vun 23.00 Auer gëtt opgehuewen. A wat huet déi Spärstonn da bruecht - dat géife mer gär wëssen - ausser Frustr a Verzweiflung bei deene Betraffenen aus dem Horeca-Secteur? 23.00 Auer war eng arbiträr Limit an hat - nach eemol - keng wëssenschaftlech Assise a keng Daseinsberechtigung.

Den 3G dann ass elo net méi obligatoresch, no knapp engem Mount en place, woubäi esou vill Efforten hu missen ënnerholl ginn, fir dese Regime ze installéieren. Dozou seet de Staatsrot: « Le projet de loi sous avis opère [...] un revirement de l'approche de la protection contre la Covid-19 au travail, sans pour autant donner les raisons qui motivent ce changement, pourtant fondamental. » A war et wierklech néideg, dat fret och d'CCDH. « Si cette mesure intrusive et contraignante », soe si, « justifiée par le gouvernement et le parlement par une prétendue urgence, devient maintenant facultative au bout de trois semaines, les responsables et les salariés doivent se questionner sur l'opportunité d'exercer tant de pression. »

Firwat brauche mer den 3G dann iwwerhaapt nach? Wann d'Argument dofir, dass et net obligatoresch ass, ass, well et eng Stabilitéit an de Spideeler gëtt, da froen ech mech: Kënne mer déi Mesuren dann net ganz si loossen? Wat bréngt den 3G op der Aarbecht? Och do wësse mer net vill, well, wéi mer scho gesot kruten op Nofro vun de Kollege vun der CSV hin, goufe jo keng Evaluatioun gemaach.

Wat soll deen Hin an Hier an esou kuerzer Zäit? Et besteet de Risiko, dass d'Vertrauen an d'Politik, an d'Regierung, an all d'Institutiounen verluer geet. Dozou d'Mënscherechtskommissioun: « Cela porte atteinte non seulement à la crédibilité des autorités politiques, mais fragilise aussi celle des responsables des employeurs qui ont dû relayer cette mesure, l'expliquer, la justifier et l'imposer. »

Et gëtt och e Risiko, dass kee méi weess, wou mer wierklech dru sinn, dass mer nach méi Leit ënnerwee verléieren, well eebe vill Leit net verstinn, firwat dës spezifesch Moosnamen elo geännert gi sinn no esou kuerzer Zäit a wat se iwwerhaapt bruecht hunn. Wat läit deem zugronn vu wëssenschaftlechen Donnéeën? Och do zitieren ech nach eng Kéier d'Mënscherechtskommissioun: « La CCDH pense que cette façon de procéder, qui fait souffler le chaud et le froid sans que l'on comprenne toujours le pourquoi, fragilise fortement la crédibilité en les autorités politiques. »

Da gëtt et keng Kontaktquarantän méi an och d'Isolatioun ass dann eriwuer, wann ee sech zweemol negativ test mat 24 Stonnen dertëscht. Hei kann ech mer eigentlech just soen, dass dat déi Haaptinstrumenter vun der Pandemiebekämpfung waren an deenen zwee, bal zwee Joer - esou hunn ech et zumindest verstanen. Et ass mer zwar bekannt, dass et ënner anerem drëms geet, d'Ekonomie um Rullen ze halen an essenziell Servicer um Funktionéieren ze halen, wat legitim ass. Mee ech duecht, dass sanitär Consideratiounen ëmmer géifen dominéieren. Elo baséiert alles oder villes op Vertrauen. Wann dës Mesurë während zwee Joer néideg waren, si se et dann net och nach haut, well d'Pandemie ass bekanntlech net eriwuer?

Des Weideren ass dës Mesure sanitär gesi riskant, dat muss ee jo esou soen, well d'Schnelltester de Maillon faible sinn, wéi mer et ëmmer gesot kruten, a manner sécher si wéi PCR-Tester a well d'Schnelltester verschidde- nenen Etüden no beim Omikron nach manner sécher sinn. Ech zitieren den Andreas Bobrowski vum däitsche Berufsverband der Laborärzte: „Man kann mit Sicherheit davon ausgehen, dass bei der Omikron-Variante die vorher schon schlechten Tests noch schlechter sind und insofern noch falschere Ergebnisse zeigen.“ Et ass dann dee selwechte Schnelltest, deen eigentlech gutt ass fir en Infizierten, fir sech negativ erasetzten, mee deen net gutt ass, fir e Kaffi drénken ze goen, fir een, deen ongeimpft ass.

D'CCDH freet dann och no spezifesche Moosname fir d'Protektioun vu vulnerabele Leit, wat d'Kontaktquarantän ugeet. Weider wonnert d'Menscherechtskommission sech dann och, firwat verschidde Populationsgruppen an deem Gesetz dra sinn an anerer net. An dëst ass eng immens pertinent Fro: Firwat sinn zum Beispill d'Awunner vum Prisong a vum Centre de rétention an deem Gesetz an awer nach ëmmer net d'Awunner vum Alters- a Fleegeheemer? Well wéi d'CCDH et schreift: « [...] toute ingérence dans les droits humains nécessite une base légale suffisante. »

Doheem da kann een elo esou vill Leit invitéiere wéi ee wëll, an dat ouni iergendwellech Restriktionen oder Precautionen. An do kann ech dann eigentlech just parallel un eis Kanner denken, déi elo erëm mat Maske bis zu sechs a méi Stonnen den Dag an de Schoule setzen, obwuel si kee Groupe vulnérable sinn a sech dräimol d'Woch teste looszen, an dat obwuel a parallel währenddem déi positiv Getest sech kënne fräiteste ouni Kontroll, Kontaktpersonen och keng weider Oplagen hunn a mir doheem Larifari kënne maachen. Bon, ech weess, d'schoulesch Mesurë sinn net an deem Gesetz dran, mee ech fannen dat mécht weineg Sënn an et ass net ganz fair vis-à-vis vun de Kanner, déi kee Groupe vulnérable duerstellen.

Da Froen zu der wëssenschaftlecher Basis vun deesen Ännerungen, do huet de Staatsrot och Interrogationen, ech zitieren: « Le Conseil d'État note que ces affirmations ne sont pas accompagnées de références à des données scientifiques. » D'Referenz fir dës Ännerung sinn dann déi Mesuren, déi am Ausland geholl goufen, souwäit ech et verstanen hunn. Do constatéiert de Staatsrot eng gewëssen Inkohärenz, well op där enger Säit de Constat gemaach gëtt, dass et zwar eng Stabiliséierung gëtt, an op där anerer Säit awer, dass een net genuch Recul hat an och net genuch Donnée-scientifique, dass déi och nach rar wieren, esou wéi et am Gesetz steet.

Da kommen ech net derlaanscht, mech ze froen, wat dann elo d'Kohärenz tëscht dëse Lackerungen an der Impfflicht ass, déi jo awer iergendwéi hire Wee mécht, sou wéi et sech unhéiert, zumindest via Studien, déi grad ennerwee sinn. D'CCDH stellt sech och Froen zu dem Message, deen d'Regierung ronderëm d'Impfung vermittelt. Ech zitieren nees eng Kéier: « La CCDH a des difficultés à comprendre la position du gouvernement, si à peine un mois après, des mesures qui étaient selon ce dernier supposées contribuer à augmenter le taux de vaccination, sont levées. » Wat ass elo eigentlech virgesinn, froe mir eis. Wéi eng Approche huet dann elo d'Regierung, wa se gläichzäitig eng Impfflicht preparéiert a parallel Mesuren aféiert, déi eigentlech e Messag vermittelen, dass d'Pandemie geschwënn eriwuer ass oder zumindest net méi esou schlëmm ass?

A wat d'Virbereedung vun der Zukunft ugeet a fir eng gewësse Previsibilitéit ze kréien a weiderhin net esou vill an en Hin an Hier ze verfallen, proposéiert d'Mën-

scherechtskommission nach eemol, e Pandemiegesetz ze preparéieren. Nach eng Kéier eng Citatioun: « Elle réitère sa recommandation de préparer une loi "pandémie" afin d'améliorer la qualité des textes votés et d'éviter autant que possible les nombreux changements de direction auxquels le Luxembourg est confronté depuis deux ans. »

Mat all dëse Froen an Inkohärenzen, déi mir gesinn, wäerte mir dergéint stëmmen, obwuel ech, éierlech gesot, laang hin- an hieriwwerleucht hunn, well ech jo awer och positiv Saachen hei dra gesinn, eeben déi Lackerungen, déi jo awer an eisen Aen iwwerhaapt net néideg waren. Dofir wäerte mir dergéint stëmmen, well et eeben och nach ëmmer dës Logik vum 3G ass an deen Drock, dee mir eebe schonn déi ganzen Zäit denoncieren.

Merci fir d'Nolauschteren an eng ganz schéi Vakanz Iech alleguerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, kuerz ier eng nei Gesetzespropos zum Covid soll deposéiert ginn, fänke Frënn a Bekannten ëmmer erëm un ze froen, ob een da schonn eppes wéisst, ob da schonn een eppes gesot hätt, wat an deen neien Text géif drakommen. Dir kennt dat sécher alleguerten. Den Telefon leeft waarm, Facebook, Messenger, Twitter, Instagram an esou weider, iwwerall froen d'Leit Iech: „Wat kënnt dann elo? Wat geschitt?“

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Si froen dee Falschen.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | A well mäin Zougang zu vertraulechem Regierungswëssen, wéi Der da jo awer wësst, méi limitéiert ass, wéi meng Kolleegen dat vläicht mengen, muss ech dann an der Reegel séier zouginn, dass ech et net weess. Ech weess et net, wat am neien Text wäert stoen, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Nach net.

M. Sven Clement (Piraten) | ... bis d'Chamber en da presentéiert kritt. Mee fir awer net komplett anungelos ze wirken a guer näischt op d'Froe vu meng Frënn ze äntweren, soen ech da meeschtens awer emol zumindest, wat ech denken, wat ech mer erwaarde kéint, wat ech héieren hunn, dass gemaach wäert ginn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Dir sidd eebe fein.

M. Sven Clement (Piraten) | Ma ech kann Iech soen: Ech louch nach ni esou falsch wéi dës Kéier. Dëst Covidgesetz huet mech kal erwëscht!

Plusieurs voix | O!

M. Sven Clement (Piraten) | No all deenen Diskussionen iwwer eng Impfflicht, ...

(Interruption)

... iwwert déi Onsécherheeten, déi mat der Omikron-Variant verbonne sinn, an d'Wichtigkeet vun deem nei agefouerten 3G op der Aarbechtsplaz hätt ech mer alles erwaart, mee dach net, dass mer no knapp engem Mount den 3G-System op der Aarbecht nees iwwer Bord werfen, d'Quarantän komplett ofschaffen an och am Fräizäitberäich nach Lockerung maachen, an dat och nach just virun enger Vakanz, wou de Kontakt dann och nach eemol an d'Luucht geet. Hätt ech op déi nei Mesurë misse wetten, hätt ech vill Geld verluer.

Une voix | O méi!

M. Sven Clement (Piraten) | Ech wäert dem obligatoreschen 3G op der Aarbechtsplaz sécher net nokräischen. Mir Piraten hunn dëse sozial ongerechte Pay-to-work-System schliisslech vun Ufank un net ennerstëtzt a fuerderen och weiderhin, dass och de fakultativen 3G op der Aarbechtsplaz muss esou gestalt ginn, dass e Leit mat klengem Portmonni net iwwerproportional belaauscht. Mee dass ech de System net gutt fonnt hunn, dat war bekannt.

Mee dass och d'Regierung an d'Majoritéitspartei selwer esou séier de Glawen an hiren dach esou superen Outil verluer hunn, dat huet mech dann awer iwwerrascht! Op där enger Säit gëtt nach vu sektoriellen Impfflichte geschwat an op där anerer Säit ass alles gutt genuch, fir an alle Berufssecteuren ëmfaassend Labberungen ze maachen. Do stëmmt dach iergend-eppes net.

Ech traue mech bal net, et ze soen, well de Begrëff an der Tëschenzäit esou oft gefall ass, dass een en net méi héiere kann an en d'Potenzial - bal wéi „superfataire“ iwwregens - zum Unwort huet, mee: Do ass dach eppes komplett „inkohärent“, léif Kolleeginnen a Kolleegen! Wéi sollen d'Leit mat esou enger Kommunikatioun d'Vertrauen an d'Regierung a virun allem an d'Mesuren behalen? Wéi solle se novollzéie kënnen, firwat wéi eng Mesuren da wichteg sinn, a sech dann och nach drun halen, wann do wierklech kee roude Fuedem méi ze gesinn ass?

Ech sot et scho méi wéi eng Kéier: An dëser Kris ass et essenziell, dass gutt kommunizéiert gëtt, fir dass d'Leit verstinn, wat ee mécht. Well wa kee versteet, firwat dat, wat d'Politik entscheet, wichteg fir eist Liewen ass, ma da wëll sech och keen drun halen. An da riskéiere mer, zousätzlech ëmmer méi Demonstranten op der Strooss ze hunn. Dat misst dach wierklech net sinn!

Et ass jo net, wéi wann d'Regierung moies géif opstoen an als eenzege Gedanken hätt, wat se dann haut Verrécktes maache kéint, fir d'Leit emol nees e bëssen ze verwirren. Ech menge wierklech net, dass d'Regierung moies opsteet an dat als Zil huet. Ech weess, dass ganz, ganz vill Leit ganz vill Energie an Aarbecht investéiere fir ze evaluéieren, wéi eng Mesuren zu wéi engem Moment vun der Pandemie déi bescht sinn. Mee wann um Enn awer just widderprüchlech Messagen erauskommen, da muss ee sech net wonnen, wann déi ganz vill Aarbecht, déi een investéiert huet, um Enn keng oder weineg Ennerstëtzung fënn.

Amplaz elo hei ze maachen, wéi wann d'Situatioun gutt wär an een duerfir Labberung maache kéint, a gläichzäitig ze soen, dass een awer nach onbedéngt vill impfe misst, well d'Situatioun jo awer nach net gutt ass, sollt d'Regierung einfach éierlech sinn. Si sollt elo einfach éierlech soen, dass hei d'Strategie gewiesselt gëtt an een, nodeems een d'Kontroll iwwert d'Omikron-Well komplett verluer huet, wéi de Claude Wiseler dat virun exponéiert huet, elo op eng Durchseuchungsstrategie setzt. Dat ass nämlech dat, wat hei an deem Text steet.

A wann een et aus dëser Perspektiv kuckt, ass dat Ganzt och direkt manner inkohärent, well da kann ee Labberung maachen, well een d'Ausbreedung vum Virus jo guer net méi komplett stoppe wëll, mee probéiert, dass méiglechst vill Leit eng natierlech Immunität entwéckelen. An da kann een och weider d'Wichtigkeet vun der Impfung betounen, well déi hëlleft jo dobäi, dass nach méi Leit nach méi séier protegéiert sinn. An dat ass och wichteg, fir dass bei deenen héijen Infektiounsuelen, déi mer dann automatesch kréien an déi jo bewosst a Kaf geholl ginn, trotzdem net ze vill Leit stierwen oder de Gesundheitssystem iwwerlaascht gëtt.

D'Duerchseuchungsstrategie, déi mer an de Schoule jo scho méi laang gesinn hunn, kënn mat dësem Gesetz also elo och fir de Rescht vun der Gesellschaft. Mee ass dat de richtige Wee? Ass dat déi richtig Strategie an dëser Pandemie? Ma ech muss ganz éierlech soen, ech hu meng Zweifel dorunner.

Jo, kee vun eis war virdu schonn an enger Situatioun wéi dëser an d'Datelag zu Omikron ass nach ëmmer dënn. Duerfir ass et schwéier soen, wat hei eng richtig a wat eng falsch Decisioun ass. Mee soll esou eng Situatioun mat esou vill Onbekanntem elo wierklech de richtige Moment fir de Strategiewissel sinn? An och nach grad elo am Februar, wou mer dach erfahrungsgeméis wëssen, dass am Fréijoer d'Zuele souwiso gläich nees wäerte falen, an zwar net, well mer manner Tester maachen an doduerjer eis Inzidenzen elo artificiel méi niddreg gi sinn. Well wa mer eis nämlech d'Zuelen a virun allem d'Diminutioun vun der leschter Woch ukucken: Wann een déi nämmecht Unzuel vun Tester wéi virun zwou Woche gemaach hätt, hätte mer och d'lescht Woch quasi déi nämmecht Inzidenz gehat.

Also fir vun engem Erofkommen aus der Well ze schwätzen, ass mengen ech verfréit. Mir hunn einfach manner getest an duerfir manner Fäll fonnt. Dat ass et, zumindest, wann een éierlech mat sech selwer ass an déi Zuele ganz objektiv eng Kéier kuckt an eng Règle de tri maache kann, déi jiddweree vun eis am Primaire oder am Fondamental, wéi dat dann haut heescht, geléiert huet.

(Interruption)

Firwat muss mer also elo, esou kuerz virun deem Punkt, wou d'Situatioun sech souwiso wäert entspannen, nach e riskant Experiment maachen an iwwerstierzt Labberungen huelen? Wisou muss mer elo mat dësen neie Mesurë riskéieren, dass vill méi Leit matenee krank ginn an eist Gesondheetspersonal awer vläicht an Usproch huelen, wann et an e bësse méi wéi engem Mount dach ausgestane kéint sinn? A wisou muss mer elo mat dësen iwwerstierzte Labberungen all déi Leit virun de Kapp stoussen, déi am leschte Mount esou staark ënner Drock gesat gi sinn, dass se sech zum Schluss awer impfe gelooss hunn, an elo gewuer ginn, dass et guer net néideg gewiescht wär?

(Brouhaha)

Wat mengt d'Regierung mat dësem Gesetz an deem domat verbundene Strategiewissel ze gewinnen? Ech weess et net! Ech gesinn hei just en Text, dee vill Leit, déi frësch geimpft sinn, fir kënnen schaffen ze goen, frustréiere wäert. An ech fäerten, dass eng ganz Partie vun hinneen elo och keng zweet Impfung wäert kréie wëllen, wann den 3G op hirer Aarbechtsplatz ewechfällt. Esou gesäit Planungssécherheet net aus!

An ech sot et schonn, ech sot et hei méi wéi eng Kéier: Mir si vum Notze vun der Impfung iwwerzeegt. Ech kann nëmmen den Appell widerhuelen fir déi Leit, déi nach net geimpft sinn: „Loosst Iech impfen, et ass en neien Impfstoff do.“ Mir wäerte jo iergendwann elo och héieren, wat de CSMI zum neien Novavax gesot huet, wéini et deen dann nach gëtt. Vläch iwwerzeegt dat nach eng Kéier deen een oder deen aneren. Mee ganz éierlech, wa mer mat der Campagne, mat deene Milliounen un Euro, déi mer u Kommunikatioun ausginn hunn, fir d'Leit ze iwwerzeegen, se bis elo net iwwerzeegt kruten, se mam Drock vum 3G op der Schaff respektiv vum 2G a quasi allen anere Beräicher net iwwerzeegt kruten, wéi menge mer dann, dass mer elo déi Leit sech fille loosse, déi sech de leschte Mount impfe gelooss hunn, fir elo gewuer ze ginn, dass se nëmmen hätte missen e bësse waarden an dann hätte se et awer oui gepackt?

Jo, ech gleewen un d'Impfung! Jo, ech sinn der Meinung, dass jiddweree sech soll impfe loosse, deen et kann! Mee mir dierfen net vergiessen, dass et nach ëmmer e fräie Choix ass, e Choix, deen ech net deele géif, mee e fräie Choix. An déi Leit komme sech mat esou inkohärente Mesuren dach liicht veraascht vir.

Ech sot et schonn, mir waren och kee Frënd vun der Iddi vum 3G op der Aarbecht, wann net séchergestallt ass, dass dat dem Patron oder dem Employé net finanziell zur Laascht fällt. Mee wann d'Regierung an d'Majoritéitsparteien dann dëse Wee eebe gewielt hunn, ech mengen, da misste se en awer wéinstens esou laang goen, dass een dat duerno evaluéiere kéint, ob et epidemiologesches eppes bruecht huet oder net. Mee mir brieche jo elo alles of, ier et iwwerhaupt richtig ugefaangen huet, an et gëtt emol net richtig erkläert, firwat dat geschitt.

Et gouf ee Mount laang esou vill Drock gemaach an elo op eemol ass alles ok, oui dass sech d'Situatioun an den Zuele manifestement geännert hätt. Dësen Zickzackkurs hale mir Piraten definitiv fir de falsche Wee a mir hunn och duerfir manner laang mat eis selwer gehadert a stëmmen dëse Projet net mat. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt erlaabt mer, och dem Rapport, dem Mars Di Bartolomeo, Merci ze soe fir de Rapport.

Erlaabt mer, just kuerz op dat anzegoen, wat vun Oppositionssäit komm ass, dass déi eng frou wieren, déi aner net frou wieren, déi eng frustréiert, déi aner net frustréiert wieren. Hei geet et weeder ëm Freed nach ëm Frustratioun. Hei geet et ëm Situatiounen. Et geet drëms, Situatiounen ze analyséieren. A mir hunn et fäerdgebruecht, elo a Mëtt ... mee elo, wou mer sinn, awer och eng gewëssen Distanz vis-à-vis vum Developpement vun der Omikron-Variant kënnen ze hunn, déi et erlaabt, elo an där Situatioun, déi mer hunn, och eng méi grouss Normalitéit ze fannen. An ech wäert och zum Schluss op d'Definitioun vun Normalitéit zréckkommen.

Zu den Zuelen: Wann een d'Zuele kuckt, hu mer 6,2 % vun de Leit, déi virdu mat Delta hospitaliséiert gi sinn, 6,2 %. Deen Taux läit beim Omikron mat 1,6 % fënnemol drënner. Mir gesinn: Bei de 50+ louch den Taux d'hospitalisation Delta bei 19,9 %, dat heescht bal 20 %. Mir gesinn: bei Omikron 6 %. Dat ass bal e Véierel, si on arrondit. An de Soen-intensiv gesi mer en Taux vun 0,2 % bei Omikron bei engem Taux vun 1,7 % bei Delta. Dat heescht, mir gesinn, dass et e risegen Ënnerschied ass mat der Situatioun vun Zuele vun Infektiounen an eeben och Repercussiounen an de Spideeler. Mir gesi bei der Populatioun 50+ zum Beispill op den Intensivstatiounen, dass se beim Delta bei 6,3 % louch an elo bei 1 %, dat heescht sechsmol manner.

Déi Zuele weisen, dass d'Omikron-Variant, déi zu Lëtzebuerg och majoritär present ass, en aneren Impakt op d'Spideeler huet wéi deen, dee mer déi lescht Méint zu Lëtzebuerg kann hunn. Dat ass eng Tatsaach.

An der Zäit konnte mer eis och zum Beispill op d'Kläranlage baséieren, andeem een zum Beispill gesinn huet, wann d'Kläranlagen donkelrout waren,

dass dann automatesch an deenen nächsten zéng Deeg och de Risk war, dass eng Hausse vun de positive Fäll an och vun den Hospitalisatiounen kéint sinn. Dat kënn mer haut net méi.

Duerfir ass et wichteg fir eis, wann een dat heite kuckt. An och net ze vergiessen, net nëmmen Omikron, mee och d'Zuele vun de Vaccinatiounen sinn haut anerer wéi déi, déi mer virun zwielef Méint oder viru méi wéi annerhallwem voire zwee Joer haten.

Mir sinn am Moment bei Leit iwwer 50 Joer, déi jo de Risk hunn, dee gréisste Risk hunn, fir an d'Spidol ze kommen, bei iwwer 87,6 %, déi eng zweet Impfung hunn. An d'Chance, déi mer och hei zu Lëtzebuerg hunn, Här President - an duerfir och e grouse Merci un all déi Leit -: 77,5 % vun de Leit iwwer 50 Joer si scho geboostert ginn. Dat sinn Zuelen, déi a villen anere Länner net erreecht gi sinn.

Hei gëtt gesot, d'Impfung géif net esou gutt fonctionéieren. Mir gesinn, dass déi Leit, déi geimpft ginn, gutt matmaachen an och geboostert gi sinn. An och wann dës Woch op eng Kéier d'Gefill komm ass, et misst nach eng véiert Impfung gemaach ginn, nee, dat ass wierklech ganz, ganz limitéiert. Mir bréngen et am Moment fäerdeg, mat deem Booster hei zu Lëtzebuerg och gutt duerchezkommen.

An da gëtt probéiert, ze verméschen hei: Impfflicht mat Omikron, mat Mesuren ... Dat huet näischt mateneen ze dinn! Deen, deen nach ëmmer net verstanen huet, dass eng Impfflicht eng Garantie, eng Assurance supplémentaire soll sinn fir eng nächst Vague an näischt mat Omikron-Varianten oder mat Allegementen elo ze dinn huet, probéiert hei, alles zesummen an en Dëppen ze geheien. Trennt wannechgelift déi Debaten ee vun deem aneren!

A wat sinn ech frou - hei ass nees vum Stufeplang geschwat ginn, Här President -, wat sinn ech frou, dass mer kee Stufeplang hunn! Well mat deenen Zuele vun Infektiounen wiere mer - géif ech scho bal soen - déi lescht aacht Méint an engem Lockdown, mat enger anerer Partei un der Muecht. Wa just d'Zuele gekuckt gi vun Infektiounen! A mir hunn déi Flexibilitéit gefrot an déi Flexibilitéit huet eis am Fong erlaabt, de Leit esou vill Sécherheet, wéi gebraucht ka ginn, fir se, wa se gebraucht gëtt, eeben och ze hunn. An dat war wichteg.

A wann ee vun Normalitéit schwätzt - erlaabt mer just, nach op deen dote Punkt anzegoen -: Mir kënnen net vun Normalitéit schwätzen, wann iwwer 70 Leit an de Spideeler leien - bei enger Gripp hu mer dat net -, wa mer awer all Dag Leit hunn, déi stierwen. Dat heescht, d'Gefill ze ginn, dass de Virus fort wär an dass kee Problem méi do wär, wier falsch. Mee op där anerer Säit kann een net soen, dass et eng Normalitéit wier, dass een ab zéng Leit muss beim Ministère de la Santé eppes deklaréieren, dass d'Caféen um 23.00 Auer mussen zoumaachen, dass d'Restauranten um 23.00 Auer mussen zoumaachen, dass d'Diskoen iwwerhaupt zou sinn, dass ee fir Baler ze organiséieren eng Rëtsch vu Restriktiounen brauch, dass een de Leit am Fong elementar Rechter limitéiert, dass dat op eng Kéier eng Normalitéit géif ginn!

Ech wëll just drun erënneren, dass de But vun der Politik de Kader ass, fir déi Sécherheet ze garantéieren, awer net fir d'Fräiheeten ze limitéieren! A mir gesinn duerfir am Moment, an d'Spidolzele soen et, dass mer an enger anerer Situatioun si wéi déi, déi mer nach am Dezember oder am Januar haten, wéi mer eeben all déi Informatiounen an déi Repercussiounen vun enger Omikron-Variant net kann hunn.

Mir kënnen also net einfach soen, mir géife waarden, mir géifen et kucken. Hei ass vun „intuitivem“ Feeling

geschwat ginn, fir elo kënnen awer ... Nee, ech sinn e bëssen iwwerrascht iwwert déi Position, well mir kréien de Virwurf gemaach, mir hätte keng Zuelen, mir hätte keng Etüden. Ech hu probéiert, Iech déi Zuelen ze weisen - e Fënnfelt, e Véierel, e Sechstel - tëschent Omikron an Delta, déi hu mer schwaarz op wäiss. Dat sinn Zuelen, déi si public. Déi kann ee liesen, mee awer intuitiv d'Gefill hunn, bei de Caféen a bei de fräien Nuechten oder fir d'Restaurante sollt een eppes aneres decidéieren. Fir mech: „intuitiv“, „Intuitioun“, dat ass sécher eppes - mee hei si Fakten, hei sinn Zuelen! Et si Previsiounen vun der Uni, déi do sinn.

Ech wëll net Premier sinn an engem Land, wou mer einfach akzeptéieren, dass Fräiheeten ageschränkt ginn, well mer der Meenung sinn, dass dat vläicht awer da méi Sécherheet kéint ginn, wou mer dann a fënnel oder sechs Méint kéinten de Bilan zéien. Nee! Fir mech muss d'Aschränkung vu Fräiheeten eng Exceptioun bleiwen an dierf net eng Reegel sinn, Här President.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Premierminister.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Just, Här President, wann Der erlaabt, ech wier frou, wann den Här Engel fir d'éischt kéint d'Wuert hu virun der Madamm Ministesch, fir eeben op deen Accord interprofessionnel, dee mer och haten, ganz kuerz dierfen anzegoen, well ech mengen, dass dat och deen een oder deen aneren heibannen interesséiert. An da géif d'Madamm Gesondheitsministesch schwätzen.

M. Fernand Etgen, Président | Jo, Här Premierminister, erlaabt Der nach, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Selbstverständlech!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech wollt eigentlech just ... Den Här Premierminister, wann ech e richtig verstanen hunn, huet elo gesot, mir hätten déi Zuelen net, déi 70, bei enger Gripp. Dat war jo dat, wat den Här Premierminister elo gesot huet: 70 an de Klicken?

Ech wollt just hei un eng Question parlementaire erënneren, déi den Här Halsdorf gestallt hat un d'Madamm Mutsch - si war deemools Gesondheitsministesch - de 25. Januar 2017. Dat ass nämlech ganz interessant: « L'inspection sanitaire de la Direction de la santé suit le nombre hebdomadaire de décès et a constaté que ce nombre est passé d'une moyenne hebdomadaire d'environ 80 décès à environ 120 décès par semaine à la mi-janvier 2017. » Mir haten deemools 120 Doudeger an der Woch! « Ce phénomène est constaté tous les ans lors de l'épisode grippal. Le surplus de décès survient principalement auprès de personnes ayant des problèmes de santé graves et qui se trouvent en fin de vie. Les décès ne sont souvent pas directement dus à la grippe elle-même, mais sont la conséquence de l'infection virale aggravant les problèmes de santé préexistants. » Eppes, wat mer och bei Corona elo ganz gutt kennen.

Ech wollt dat just hei soen, Här Premierminister, fir Iech ze soen, ...

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech hat gemengt, et wier eng Fro!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, mee nee, dann huet et als Parole après ministre.

(Hilarité et brouhaha)

Huet et dann als Parole après ministre. Mee ech wollt Iech just soen: Dat ass 2017.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, jo ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Eng Grippenepidemie huet eng ganz aner Dimensioun, wéi mer et hei an Erinnerung hunn. Am Abléck leie mer bei 3, 4, 5 Doudeger pro Woch - dat ass regrettable -, déi un oder mam Virus stierwen. Ech wollt Iech just soen, datt bei enger Grippenepidemie, wéi mer se all Joer haten - sot d'Madamm Mutsch als Ministesch 2016/2017 -, d'Doudeszuelen nun emol wäit méi héich louchen. Just eeben, well Dir vu „Fakte“ schwätzt. Dat hei si Fakten!

Merçi.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, wann Der just ganz kuerz erlaabt, wéilt ech Iech soen, dass ech mech hei staark distanzéiere vun deene Propose vum Här Kartheiser, deen hei mécht, wéi wann d'Covidsituatioun eng einfach Gripp wier, dat selwecht wier. Dat soll een deenen dausend Leit soen, wourënner ganz vill Leit keng Virerkrankung haten, net al waren, keng Pathologie haten an haut net méi op déser Welt sinn! No all deene Repercussioune weltwäit, déi mer haten! Ech akzeptéieren dat doten net! Mir sinn hei mat eng gemeinsamer, kollektiver Responsabilitéit vis-à-vis vun der Gesondheet vun de Leit. Ech fannen et inakzeptabel, dass een hei d'Gefill gëtt, wéi wa Covid eng einfach Gripp wier: „Kommt, e klenge Sirop, dann ass den Dag drop alles an der Rei.“ Ech distanzéiere mech dovun!

(Brouhaha)

An ech si frou, dass an der Chamber esou Positione minoritär bleiwen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Premierminister.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Fait personnel!

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Kartheiser freet nach eng Kéier d'Wuert fir Fait personnel.

(Exclamations)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also den Här Premierminister soll wannechgelift zur Kenntnis huelen, datt ech net gesot hunn, Corona wär eng einfach Gripp! Et sinn zwou verschidde Krankheeten.

(Brouhaha)

Et sinn zwou verschidde Krankheeten, déi jiddereng hir Geforen hunn an hir Charakteristiken. Mee wat ech wollt soen, wann Der vu Fakte schwätzt, dat ass, datt mer d'historesch Wourecht net sollte vergiessen an d'Envergure vun der Belaaschtung vun de Spideeler an d'Doudesfäll bei der Grippenepidemie eeben elo net sollten negligéieren oder klengschwätzen. Dat heiten ass elo einfach eng historesch Wourecht. An Dir schwätzt vu Fakten, majo, dann huet déi heite wannechgelift och zur Kenntnis! An dat ass eeben eppes ganz anescht.

A wou ass de Problem, Här Staatsminister?! Wann ech hei eng Question parlementaire rappéléieren, déi d'Madamm Mutsch als Ministesch beäntwert huet, an Dir gitt hei den Androck, Dir wäert frou, datt esou eng Position an der Chamber minoritär wär! Ma sidd Dir Iech eigentlech bewosst, datt Der hei zwou Saache vermëscht?

(Brouhaha)

Engersäits eng medezinnesch Wourecht, ...

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... anerersäits eng politesch Rhetorik, eng politesch Rhetorik, déi hei näischt verluer huet!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, erënnert Iech drun, wat ech Iech eréischt gëschter gesot hunn!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Wann Dir esou weidermaacht, dann ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wa si brëllen, da muss ech méi haart schwätzen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, mir sinn hei an der Chamber - Dir vergiesst dat heiansdo - an do ass en ugemossenen Toun ubruucht.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | D'accord.

M. Fernand Etgen, Président | A gëschter nach hutt Der mer Recht ginn ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Fernand Etgen, Président | ... a wann Der dat nach eng Kéier esou maacht an an deem doten Toun hei schwätzt, da muss ech Iech am Fong geholl einfach dat ginn, wat eist Reglement dofir virgesäit.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Maja.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ...

M. Fernand Etgen, Président | An d'Wuert geet elo un den Aarbechtsminister, den Här Georges Engel.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... sot wannechgelift eise Kolleegen heibannen, datt, wann ech schwätzen, se och sollen nolauschteren.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Nee, Här Kartheiser, Dir bréngt et net fäerdeg, fir Iech selwer am Zam ze halen.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech géif da gären op déi Froen äntwären, déi den Här Wiseler hei gestallt huet. Effektiv huet e Froen iwwert deen Accord interprofessionnel gestallt, déi en net konnt wëssen, well deen Accord interprofessionnel eréischt haut de Moien um 9.30 Auer definitiv ënnerschriwwen ginn ass. D'Verhandlung ware laang, waren net ëmmer ganz einfach.

Mir hate schonn en Accord fonnt den 3. Februar. Dunn hate mer den 9. Februar nach eng Kéier diskutéiert. Dunn hu mer nach eng Kéier owes diskutéiert an et ware wierklech länger Verhandlungen. An haut de Moien ass dunn en Accord komm, deen eng Preamble enthält, wou de konstruktive Geescht vun deenen Diskussiounen do ënnerstrach gëtt an och, dass ee keng weider zousätzlech Mesurë ka verhandelen, wann ee sech mat der Delegatioun zesummesetzt, wat den 3G facultatif ugeet.

Et soll just ëm den 3G goen an net nach ëm aner Saachen, déi ee ka verhandelen. An da sinn dräi Artikelen dran. Deen een ass, dass den 3G facultatif muss mat engem Accord écrit vun der Delegatioun zustane kommen. Deen zweete seet, wat soll geschéien, wann en net zustane kënn, dass dann déi normal Reegele vu Mask an Distanz kommen. An deen drëtt Artikel seet, dass eng Période de transition drakënn. Déi Période de transition huet 14 Deeg, maximal 14 Deeg. Wann ee sech virun eens gëtt, dann zielt natierlech deen Accord.

Mir hu 14 Deeg geholl, well mir hunn elo Vakanz an et si vläicht eng Rei Leit, déi an der Delegatioun sinn, net disponibel, soudass mer da bis no der Vakanz freides geholl hunn, fir dass se kënnen en Accord fannen. Wann et éischer ass, wéi gesot, kann een och éischer en Accord fannen, an deen zielt dann. An no deene 14 Deeg ass et automatesch den 3G facultatif, deen dann och am Artikel 1 kloer gereegelt ass.

Da wollt ech och nach e Wuert soen iwwert d'Gemengen. Dir hutt gefrot, wéi et an de Gemengen ass. Ech weess, dass eng ganz Rei vu Gemenge scho mat hiren Delegatiounen geschwat hunn an och do scho gesot hunn, wéi se et gäre wëlle maachen. Dat ass schon alles op deene Plaze gekläert.

Et ass awer och esou, dass d'Inneministesches eng Circulaire preparéiert huet, déi se natierlech eréischt ka fortschécken, wann d'Gesetz bis gestëmmt ass. Déi wäert och nach haut an d'Gemenge goen, soudass d'Gemenge „au moment même“ direkt informéiert sinn, wéi se solle virufueren. Esou wéi d'Inneministesches dat allkéiers gemaach huet, kréien d'Gemengen dann och eng Circulaire bei dësem Gesetz.

Voilà. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools fir déi Prezisioun vum Här Aarbechtsminister Georges Engel. Da Parole après ministre fir den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech soen och dem Aarbechtsminister Merci fir déi Renseignementer iwwert deen Accord, deen haut de Moien da fäerdeg ginn ass. Mee nach hunn ech awer d'Fro: Dat, wat Dir elo an dem Accord ënnerschriwwen hutt, do steet awer eppes anescht elo am Gesetz! Dat heescht, wann ech richteg verstanen hunn, steet am Gesetz ganz kloer, datt, wann net esou en Ofkommen an engem Privatbetrib do ass mat der Delegatioun, dann am Prinzip direkt déi Reegel applikabel ass, datt mer zréck op d'Rassemblementsreegele falen. Elo hutt Dir an Ärem Ofkommen eppes anescht virgesinn.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Nee.

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, da musst Der mer et awer nach eng Kéier erklären. Also ech ginn dovun aus, datt vun de Méinden un do, wou d'Delegatiounen an d'Patronat vun engem Betrib sech net op eppes gëeenegt hunn, d'Rassemblementsreegelen automatesch müssen de Fall sinn, och wa se alleguer gär den 3G hätten, dee bis elo applikabel wier - ansonste steet eppes anescht am Gesetz.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Aarbechtsminister.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Dir hutt ganz Recht. Entweder gëtt et en Accord, an deen Accord kann nëmme zustane kommen, wa mer och en Accord mat den Delegatiounen hunn. Also nëmme da gëtt et en Accord op den 3G. Wann deen Accord net zustane kennt, wann et also keen 3G gëtt, da fale mer zréck op d'Reegel vun de Rassemblementen.

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, mee nach: Den nächste Méinden ass iwwerall Rassemblement, do wou keen Accord ass, och wann dann dräi Deeg duerno en Accord kennt.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Nee, och dat steet an deem Accord dran. Et steet dran ...

M. Claude Wiseler (CSV) | Awer net am Gesetz!

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Jo, et ass en Accord interprofessionnel.

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, mee mir hunn awer hei eng legal Situatioun.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Dat heescht, am Privaten ass et esou, dass si sech eens gi sinn, dass se den 3G bäibehalen, bis se eng nei Reegelung fonnt hunn. An déi ass spëtstens no 14 Deeg ze fannen.

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, mee Här Minister, ech wëll awer da froen: D'Gesetz gesäit awer elo eppes anescht vir wéi Ären Accord interprofessionnel. Ech fannen dat, wat Dir am Accord interprofessionnel elo gemaach hutt, prinzipiell richteg. An dat ass och de richtige Wee. Mee ech soen Iech, deen hätt awer missen am Gesetz zumindest als Méiglechkeet stoen. D'Gesetz gesäit momentan eppes anescht vir.

(Interruptions)

Dir wësst, fakultativ ass den 3G. Soulaang keen Accord do ass, ass et d'Rassemblementsregel. Dat ass dat, wat d'Gesetz virgesäit vum nächste Méinden un, egal wat am Accord interprofessionnel steet.

Une voix | ... ab haut den Owend.

M. Claude Wiseler (CSV) | Ab haut den Owend.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Dir wësst, dass am Gesetz eng Dispositioun virgesi war, déi den 3G facultatif sollt méiglech maachen am Accord mat de Sozialpartner. Dir wësst awer och, dass duerch eng Opposition formelle vum Staatsrot deen Accord net esou méiglech war. A mir sinn eis duerfir eens ginn, souwuel am Secteur public wéi am Secteur privé, dass mer deen heiten Accord esou konnten zustane bréngen, sief dat am Secteur privé mat där Reegelung, déi mer elo hei proposéiert hunn, an am Secteur public, wou den 3G da bleift.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Minister. Da Parole après ministre fir d'Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Jo, am Fong einfach fir ze weisen, wéi einfach a kloer dat ka goen: D'Stad Lëtzebuerg huet de Moien „en accord“ mat hiren Delegatiounen decidéiert, datt bis den 28. Februar den 3G géif gëllen an duerno eeben net méi. Dat hu mer am vollen Accord gemaach. Esou hate mir op alle Fall déi Reegel och verstanen. An ech mengen, dat ass a gréisster Harmonie iwwert d'Bün gaangen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Polfer. Dann nach fir d'éischt den Här Minister Marc Hansen.

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Jo, just kuerz, fir eng Kéier ze erklären, wéi et an der Fonction publique geschitt, well ech mengen, et ass net onwichtig. Ech hat et an der Chamberskommission schon erkläert. Do ass et effektiv esou - wéi den Text et virgesäit -, dass d'Chef-d'administratiounen d'Méiglechkeet hu vun der Fakultéit. Dat ass richteg. A mir sinn eis awer do och mat de Sozialpartner eens ginn, dass den 3G obligatoresch wäert weidergefuert ginn, soudass deen dann och an deenen nächsten Zäiten, bis zum Enn vun dësem Text, bis den 30. Abrëll, esou weidergefuert gëtt, wéi en am Moment am Asaz ass.

Dat ass net deen direkten Accord, deen zwëschent de Privatsecteursorganisatiounen ass. Deen ass getraff gi fir d'Fonction publique an deen ass eebe mat der CGFP zesummen och esou ausgehandelt ginn, soudass et an den Administratiounen e bëssen anescht ass a wäert weiderlafen, esou wéi d'Gesetz et och virgesäit.

M. Fernand Etgen, Président | An och hei merci fir déi Prezisiounen. An da Parole après ministre fir d'Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Jo, ech wollt mech och einfach der Madamm Polfer hire Wierder uschlëssen. Mir hunn dat och bei eis an der Gemeng de Moie scho gereegelt, mat dem Avis vun den zwou Delegatiounen. Dat heescht, dat gezt ganz einfach. Mir hunn och den 3G bäibehale bis auf Weiteres. Voilà!

(Brouhaha)

A jiddwereen, nach anerer, voilà, warscheinlech der nach méi.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. Ech mengen, da kënnen mer elo weiderfueren an der Madamm Gesondheetsministesch, der Madamm Paulette Lenert, d'Wuert ginn.

(Brouhaha)

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Ech wollt eigentlech ufänke selbstverständlech, fir dem Rapport Merci ze soen fir dese 27. Rapport, an ech stelle fest, dass mer et déi 27. Kéier hikritt hunn, och méi expeditiv ze sinn. An dann hate mer awer elo nees e klengen Exkurs, deen awer net onwichtig ass. Dat heite weist och erëm eng Kéier, dass déi vorauselend Angscht, dass mer eppes net ëmgesat kréien, net ëmmer berechtigt ass. Wann ech hei héieren, dass dat op ville Plaze scho gereegelt ass, da sinn ech do manner an der Suerg wéi vläicht aner Leit.

Et ass vill ugeschwat ginn: Eng aner Strategie vun der Regierung, et gëtt net evaluéiert, wat de Sënn war vun deene viregte Mesuren ... D'Strategie an d'Logik dovunner waren eenditeg déi vun der Preventioun!

Wann ech vu Preventioun schwätzen: Wat ass dat? Mir hunn als Basis fir déi Preventiounsmesuren unanime Warnunge vu sämtlechen Experte gehat, dass ee mat där Omikron-Variant misst oppassen, dass déi extreem schnell wär an dass mer gutt berode wäeren als Länner, preventiv ze handelen, Kontakter probéieren ze drosselen, well mer zu deem Zäitpunkt net woussten, wat deen Omikron géif mat sech bréngen um Niveau vun der Pathogenitéit. Dat heescht, wéi krank wäert en d'Leit maachen? Wäerte mer mat méi an de Spideeler ze rechnen hunn oder net?

Mir haten also e ganz grousst Fragezeichen am Raum, wat een am Fong geholl dozou veruloosst, preventiv Moosnamen ze huelen: Preventioun par rapport zu engem potenzielle Risk, dass mer et mat engem Variant ze dinn hunn, deen d'Leit géif extreem krank maachen. Wa mer vun der Preventioun schwätzen, da wësse mer par définition net, ob dat, wat mer fäerten, wäert antrieden oder net.

Elo hu mer déi immens Chance, dass dat net esou komm ass, wéi een et hätt kënnen befäerten. Da kënnen mer forcement och net evaluéieren, ob eis preventiv Mesuren duergaange wäeren. Dat nennt een de Preventiounsparadox an dat ass eng Evidenz, dass, wann de Risiko, deem ee wëllt virbeugen, net antrëtt, een net kann evaluéieren, wat da geschitt wär, wann dat agetruede wär, well et ass jo net agetrueden. Also kënnen mer dat beim allerbeschte Wëllen net evaluéieren! Dat ass eng Evidenz an der Preventioun.

Et hätt ee kënnen, wann et schlëmm komm wär, evaluéieren, ob et duergaangen ass, ob mer méi streng hätte misse sinn, mee wann et nun eeben emol anescht kennt - an et ass zum Gléck anescht komm -, da kann een dat leider par définition net evaluéieren. Dat ass eng ganz normal, inhärent Konsequenz vun der Preventioun, am Fall wou de Risiko eeben net antrëtt.

Dat wat mer festgestallt hunn, ass déi Entkoppelung, déi mer och net just hei zu Lëtzebuerg festgestallt hunn. Et ass eeben net esou schlëmm komm, wéi et hätt kënnen kommen. Mir hu gesinn, dass d'Neiinfektoune ganz staark eropgaange sinn an dass an de Spideeler awer eng Stabilitéit bliwwen ass, déi sech iwwer Woche bestätegt huet, bei eis e bësselchen zäitversat par rapport zu anere Länner, mee och bei eis, soudass dat een dozou veruloosst, dann déi preventiv Mesuren dee Moment, wou een déi doten Assurance huet, dass et net esou komm ass wéi ee gefaart huet, erëm opzehiewen. Dat schéngt mer iergendwéi logesch.

Dat ass eppes, wat mer schonn e puermol gemaach hunn a mir hunn och e Beispill: Dir erënnert Iech, e Joer virdru ware mer genau an esou enger Situatioun, wou gewarnt ginn ass virun de Feiere vun Enn des Joers, wou gesot ginn ass: „Passt op! Macht keng Lockerungen!“ Déi Preventioun deemools ass och net ganz gutt verstane ginn. Mee wann Der d'Beispiller kuckt vun deene Länner, déi net dorobber gelauscht huet, déi net preventiv gehandelt hunn, eh bien, do ass et eebe schifgaangen an do huet ee gesinn, dass déi Preventiounsmesuren, déi mir beispillsweis en place haten, sech bewäert hunn. Déi hu gewierkt gehat, well et ass bei eis net an d'Mauer gaangen dee Moment.

Aleng dat ass schonn eng Erkenntnis, déi mer haut hunn, déi een och deemools net hat. Mee ee Joer méi spéit huet een déi an da kann een iergendwou och dorobber zrëckgräifen a soen, et ass deen dote Genre vu Mesuren, deen ee muss huelen, fir eebe preventiv d'Kontakter erofzesetzen.

Da géif ech och gären ënnersträchen: Et ass déi 27. Kéier. A mir kréien et dës Kéier genau wéi all déi aner Kéieren net hin, op eng Linn ze kommen. Deenen enge geet et net wäit genuch, déi aner fannen, dass et ze vill onvirsichteg ass. Dat wäerte mer och bis zum Schluss vun där Pandemie net hikréien.

Ech hunn awer e Problem domadder, wann een den 3G-Regimm, deen elo generaliséiert en place ass, als Normalitéit dohinnerstellt. Dat ass alles anescht wéi normal! Mir sinn nach an engem ganz virsichtegen Szenario, wou mer quasi sämtlechen Aktivitéite Sécherheetsmoosnamen ënnerleeën. En aleng dat, wann een en zertifizierten Test verlaangt, fir an de Restaurant ze goen, fir egal wéi eng Aktivitéit en gros an där Tëschephas, wou mer sinn, ass dach awer nach ëmmer eng virsichteg Haltung.

Mir sinn och do erëm an eiser Strategie, déi mer vun Ufank un hunn: Mir sprangen net allze vill wäit, mir maache virsichteg Schrëtt, mee hei maache mer e grouse Schrëtt, mee nach ass et just e Schrëtt. Mir sprangen net direkt op de Freedom Day, wéi aner Länner dat vläicht e bësselchen méi waghalseg am Moment maachen. Mir huelen e grouse Schrëtt an da kucke mer, wéi dat evoluéiert, ier mer en nächsten huelen. Och dat ass näischt Neies, sou hu mer vun Ufank un ëmmer gehandelt an där Kris hei.

Mir fléien am Niwwel an där Pandemie a villen Hisiichten. Jo, och nach ëmmer. Mir wëssen eng Rei Saachen, mee viles wësse mer och elo net. Mir wësse beispillsweis net, wat am Hierscht op eis waart. Mir wëssen net, wat déi nächst Variant wäert sinn. Dat bleift Niwwel. Mee mir fléien awer net ouni Kompass an ouni Radar. Mir hunn eis Indicateure vun Ufank un en place hei. Déi si ganz detailléiert: wou mer d'Surveillance maachen, wat sech deet an de Kliniken, souwuel op de Soins normaux wéi op der Intensiv. Vill Länner hunn dat net. Dir schwätzt ëmmer vill vu Stufeplang a vun Däitschland. Däitschland huet haut nach keng Vue op seng Soin-normalen, national

gesinn. Dat ass eisen Indicateur. Dat ass eise Radar, un deem mer eis orientéieren. An dee gétt eis Gréng Luucht, fir deen heite Schrëtt ze vertrieeden. Ouni Risiko ass näischt, och elo net. Mee mir sinn der Meenung, dass mer dee Schrëtt hei elo kënnen maachen.

Dat wat mir monitoren, ass eise Gesondheetssystem. Et ass deen, ëm deen et geet an asoufern ass och Covid selbstverständlech net gläichzestelle mat der normaler Gripp, déi och Doubesfäll mat sech bréngt. Dat ass ganz kloer, dat ass gewosst a gétt absolutt net geleugnet. Mee dee Stau, deen dat heite verursaacht, well d'Leit, wa se matenee krank ginn, eebe mateeneen op der Intensivstatioun landen, dat ass spezifesch fir déi heite Krankheet. An dat ass am Fong dat, wat eis Suerg ass vun Ufank un: dass eise System riskéiert zesammenzebriechen duerch eeben deen Aflux virun allem an den Intensivstatiounen.

Wat mer haut kënnen soen, an dat ass dat Positivt, dat ass, dass mer et mat eiser Strategie fir ze boostereren am Fong fäerdegruecht hunn, gutt duerch d'Kris ze kommen. Mir hu relativ soft Mesurë gehat am Verglach zum Ausland an ech mengen, dass eis Leit séier wuel matkréien, wat och am Ausland esou lass war, wou relativ drastesch Lockdownen hu misse gemaach ginn. Dat hate mir elo net an deem Sënn, mee mir hunn et am Verglach zu anere Länner eebe fäerdegruecht, déi eeler Leit ganz gutt ze schützen. Mir hunn der vill, déi duebel geimpft sinn, a mir hunn der virun allem verhältnisméisseg méi wéi aner Länner, déi och scho ganz geboostert sinn.

Dat erkläert zum Beispill - et ass Dänemark zitéiert ginn, mee ech géif gären Spuenien als Beispill huelen -: Spuenien huet och e remarkabelen, rekordverdächtigen Impftaux vun 98 an eppes Prozent, ech mengen, zimmlech genau gradesou héich wéi Dänemark. Bei hinne waren awer duebel esou vill Leit op der Intensiv. Dat heescht, dat Ausschlaggeebend - an dat wësse mer, wa mer d'Analys maachen -, dat ass wierklech de gudder Schutz an der eelerer Kategorie vu Leit an och de Booster, dee gemaach ginn ass.

Et gesäit een den Ënnerschied. Lëtzebuerg huet mat engem generellen Taux, dee méi niddreg ass, besser Resultater op sengen Intensivbetter, well mer eebe vill Leit geboostert hunn, ëm 10 % vun de Leit méi geboostert beispillsweis wéi a Spuenien, soudass een dat Ganzt alles muss nuancéiert kucken. An dofir géllt et och, bei der Staang ze bleiwen, well wann eppes net geännert huet, dann ass et, dass et déi vulnerabel Leit sinn, déi eeler Leit, déi mat Virerkrankungen, déi och an Zukunft wäerten exposéiert bleiwen.

An en anere Niwwel, dee mer och nach hunn, dat ass dee vun der Nohaltegkeet zum Impfschutz. Do weess een nach net alles. Mir gesinn haut, dass eeben déi am beschten derduerchkomm sinn, déi rezent geimpft sinn, déi geboostert sinn, sou wéi et recommandéiert ass. Wat am September wäert sinn, wësse mer net, mee eent wësse mer: Et ass wichteg, dass mer déi Vulnerabel souwäit wéi méiglech geschützt hunn. An dofir ass et, wéi de Premier sot: Et muss een déi Diskussioun entkoppelen.

D'Impfdiskussioun ass eng Diskussioun en vue vum Hierscht, wou eist Zil muss sinn, déi eeler, déi vulnerabel Leit wierklech maximal geschützt ze hunn, fir och do erëm preventiv preparéiert ze sinn. Mir wëssen net, wat kënn. Dat kann ech Iech och haut net soen. Vlächent kënn et jo emol eng Kéier méi angeneem an et geschitt näischt Schlëmmes am Hierscht, mee et weess een et net a mir mussen ons drop preparéieren, well et vun den Experten hirer Säit och net ausgeschloss ass.

Dann nach just vlächent ganz kuerz e Wuert iwwert d'Loi pandémie. Dat kënn och ëmmer erëm. Ech sinn

der Meenung, dass mer déi ganz opwänneg Evaluatiounen, déi mer wäerte maache vun dëser Kris ... Mir sinn an engem komparativer Studie derbäi vun der OECD, wou gekuckt gétt, wéi d'Länner sech opgestallt hunn. Jiddweree war hei mat enger Situatioun konfrontéiert, wéi e se nach net hat, an ech fannen et extreem wichteg, déi Erkenntnisser ofzawaarden, déi do kommen, dass mer déi Zensur och ofwaarden a gesinn: Wat huet gutt fonctionéiert, wat net? Mir wäerten och do eng Berodung kréien.

Ech fannen et sécherlech méi sënnvoll, no der Pandemie op d'Erkenntnisser, déi net nëmme bei eis hei gemaach gi sinn, mee déi och an anere Länner gemaach gi sinn, op d'Vergläicher, déi gemaach ginn, fir dorop opzebauen an dann e Pandemiegesetz fir d'Zukunft op d'Been ze stellen. Dat schéngt mer méi sënnvoll, wéi dat elo och nach hei niewendrun derduerchzumerksen, ouni dee Recul ze hunn a virun allem ouni déi Erkenntnisser ze hunn, déi mat ganz grossem Opwand am Moment gemaach ginn.

Voilà. Dat ass et vu menger Säit. Ech géif och nach gären Merci soe fir d'Verständnis fir d'Mesuren. Wann zu Lëtzebuerg d'Leit se net géife verstoen, net géife matmaachen, da kéinte mer net an där relativ - relativ - gudder Situatioun sinn, an där mer sinn. An ech betoune „relativ“. Et ass net gutt. Mir hunn nach ëmmer vill Leit am Spidol. Et stierwen nach reegelméisseg Leit. Et géllt nach opzepsassen. Trotzdem si mer verhältnisméisseg, am Verglach zu eisen Nopeschlänner an aneren europäesche Länner, bis elo erëm eng Kéier eenegermoosse gutt derduerchkomm. An ech wënsche mer näischt méi, wéi dass dat och bis zum Schluss esou wäert bleiwen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos der Madamm Gesondheitsministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Et ass vun der CSV-Fraktioun gefrot ginn, den Artikel 48 vum Chambersreglement geltend ze maachen an e Vote séparé ze maachen. Et gétt gefrot, e Vote séparé iwwert den Artikel 3 ze maachen. Mir mussen dann eenzel iwwert dësen Artikel ofstëmmen.

Vote séparé sur l'article 3 du projet de loi 7964

Da stellen ech d'Fro: Wien ass d'accord mam Artikel 3 vum Projet de loi? Dee soll mat Jo stëmmen.

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Den Artikel 3 soll bei 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentione bäibehale ginn.

Résultat définitif après redressement : l'article 3 du projet de loi 7964 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth (par M. Laurent Mosar), Jean-Paul Schaaf (par M. Félix Eischen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Dat nennt ee „gutt intuitiv“!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de gesamte Projet de loi. Den Text steet am Document parlementaire 7964⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7964 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer zum Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7964 ass mat 31 Jo-Stëmme bei 28 Nee-Stëmmen uegholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7964 est adopté par 31 voix pour et 29 voix contre.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth (par M. Laurent Mosar), Jean-Paul Schaaf (par Mme Octavie Modert), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da musse mer nach iwwert déi zwou Motioune befannen, déi vun der ADR deposéiert gi sinn. Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, wou gefrot gëtt, „am Kader vun enger Quadripartite eng nei medezinnesch Tarifikiatioun ze proposéieren, déi et géing erlaben, en Dokter fir e Rapport iwwer Niewewierkunge vun engem Covid-Impfstoff ze remuneréieren.“ Wëllt nach een zu dëser Motiou d'Wuert ergräifen? Den Här Yves Cruchten.

Motion 1

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech froe mech, ob elo duerfir, just fir déi dote Saach sollt séier eng Quadripartite aberuff ginn. Ech fannen dat net onbedéngt. Do sinn ech net onbedéngt der ADR hirer Meenung an ech géif och gär rappeléieren - ech hunn och elo hei mat Kollege geschwat -, dass awer am Moment en Tarif majoré existéiert, deen d'Doktere kënnen kréien, wa se Rapporte maachen. Duerfir sinn ech der Meenung, mir sollten déi Motiou he net stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Da ginn ech d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech mengen, datt d'Quadripartite méi wichteg Dossieren nach hätt, zum Beispill fir iwwert d'mental Gesondheet an iwwert d'Prise en charge dovunner ze schwätzen, wéi iwwer eng Moosnam ze schwätzen, wou d'Dokteren u sech schonn eemol vergitt ginn, wa se impfen. Ech mengen, datt eng Impfniewewierkung ze mellen duerch den Tarif, dee se fir d'Impfung kréien, misst mat ofgegolt sinn, virun allem, well et awer eppes Rares ass, wat virkënt. An deemt-sprechend wäerte mir hei och dergéint stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci och fir d'Wuert. Mir wäerten och dergéint stëmmen, well mer dat och net agesinn. Also ech deele schonn d'Suerg, dass déi Niewewierkunge solle rapportéiert ginn, mee ech mengen awer net, dass een dofir muss eng extra Tarifikiatioun maachen. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Dann nach den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, mir stëmmen och dergéint, aus deene selwechten Argumenter wéi hei déi Virriedner virdrun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. Da komme mer elo zum Vott vun der Motiou Nummer 1.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motiou ass bei 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth (par M. Laurent Mosar), Jean-Paul Schaaf (par M. Paul Galles), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Da komme mer zur Motiou Nummer 2, wou eebe gefrot ...

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, just ganz kuerz, wann Der erlaabt! Ech hunn elo e puermol d'Fro gestallt kritt, den Här Di Bartolomeo sot et och scho virdrun: Den Text wäert haut a Kraaft trieden. De Grand-Duc weess, dass dat haut muss ënnerschriwwen ginn. De Conseil d'État weess, dass d'Dispens vum zweete Vott sollt haut kommen, soss wiere mer an der kokasser Situatioun, wann et eréischt muer a Kraaft géif trieden, dass um 23.00 Auer haut den Owend alles géif zougemaach ginn a se um Mëtternuecht nees dierften opmaachen.

(Hilarité)

Dowéinst: D'Texter sinn haut gestëmmt an haut wäerte se och a Kraaft trieden, dat heescht, de Restaurant an de Café muss net um 23.00 Auer zoumaachen, fir nees um 0.00 Auer opzemaachen. Just déi Prezisioun, well ech schonn zweemol d'Fro gestallt kritt hunn.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Premier-minister. D'Gesetz ass gestëmmt an duerfir ass déi Prezisioun och wichteg.

Motion 2

Mee mir mussen awer elo nach iwwert d'Motioun Nummer 2 ofstëmmen, wou eebe gefrot gëtt, fir d'Impfflicht zu Lëtzebuerg, fir dee Projet definitiv falen ze loossen. Wëllt nach een zu där Motiou d'Wuert ergräifen? Den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz, well mir hate jo eng breet Debatt hei iwwert d'Impfflicht an do konnte jo alleguerten d'Parteie sech positionéieren. An ech mengen och, dass eng Majoritéit vun de Parteien den Optrag ginn huet an d'Regierung fir ze soen: „Schaff emol eppes aus an da kommt Der nach eng Kéier bei eis zrëck!“ Da gëtt et jo an de Kommissiounen diskutéiert an da kënt et och, wann en Text do ass, hei an d'Pleniëre. Duerfir kënnen mir natierlech déi Motiou hei net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. D'Wuert geet un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Jo, mir haten deen Debat. Ech mengen, d'Parteien hu sech positionéiert. Mir hunn eis dergéint ausgeschwat. Mir wäerten duerfir och déi Motiou hei matstëmmen, woubäi ech awer mat engem Punkt an der Motiou e bëssen e klenge Couac hunn, an dat ass, datt d'Chamber mat där Motiou u sech mengt ze wëssen, wat d'Justizministesch denkt oder fillt. Dat géif ech mer elo net zu eege maachen. Mir stëmme mat géint d'Impfflicht, awer mir gesinn dat awer scho méi nuanciéiert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci och fir d'Wuert. Mir wäerten dat hei net matdroen, obwuel ech net fir d'Impfflicht sinn am Moment. Mee ech mengen, et kann een et einfach ni ausschléissen. Et weess een ni, wat kënt an Zukunft. Dofir kënnen mir dat hei net matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An dann ass et um Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Mir wäerten och dergéint stëmmen, well mer enger anerer Meenung si wéi d'ADR op dësem Punkt.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Wiseler. Da kéime mer elo zum Vott vun der Motiou Nummer 2.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motiou Nummer 2 ass bei 6 Jo-Stëmmen, 52 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth (par M. Marc Lies), Jean-Paul Schaaf (par M. Paul Galles), Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si fir den 22., 23. a 24. Februar virgesinn.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 15.34 heures.)

36^e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 29
M. Fernand Etgen, Président	
2. Ordre du jour	p. 29
M. Fernand Etgen, Président	
3. Hommage à la mémoire de M. Jacques F. Poos, Député honoraire	p. 29
M. Fernand Etgen, Président M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État	
4. Déclaration gouvernementale sur la situation en Ukraine, suivie d'un débat	p. 29
Déclaration : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes M. François Bausch, Ministre de la Défense	
Débat : M. Claude Wiseler M. Gusty Graas M. Yves Cruchten (dépôt de la motion 1) Mme Stéphanie Empain M. Fernand Kartheiser Mme Nathalie Oberweis M. Sven Clement	
Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État	
Vote sur la motion 1 (adoptée)	
5. Communications	p. 35
M. Fernand Etgen, Président	
6. Question élargie n° 130 de M. Paul Galles au sujet du budget CO₂ du Luxembourg	p. 36
M. Paul Galles Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable M. Paul Galles Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable	
7. 7874 - Projet de loi concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier et facilitant l'échange transfrontière d'informations relatives au défaut de paiement des redevances routières dans l'Union européenne	p. 38
Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary	
Discussion générale : M. Serge Wilmes M. Max Hahn M. Carlo Weber M. Jeff Engelen Mme Myriam Cecchetti M. Marc Goergen	
Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics	
Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel	
8. 7903 - Projet de loi modifiant la loi du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire	p. 39
Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary	

Discussion générale : M. Serge Wilmes M. Max Hahn M. Carlo Weber M. Jeff Engelen Mme Myriam Cecchetti M. Marc Goergen	
Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics	
Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel	
9. 7969 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail	p. 41
Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch	
Discussion générale : M. Marc Spautz Mme Carole Hartmann M. Charles Margue M. Jeff Engelen Mme Myriam Cecchetti M. Sven Clement	
Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire	
Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel	
10. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la détention et rétention du foncier constructible	p. 42
Exposé : Mme Nathalie Oberweis (dépôt des motions 1, 2, 3 et 4)	
Débat : M. Marc Lies (intervention de M. François Benoy) (dépôt de la motion 5) M. Max Hahn M. Yves Cruchten Mme Semiray Ahmedova (interventions de Mme Nathalie Oberweis et M. Fernand Kartheiser) M. Marc Goergen (intervention de M. Dan Kersch)	
Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance, et M. Marc Lies) Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre) M. le Ministre Henri Kox	
Motion 1 : Mme Semiray Ahmedova Mme Nathalie Oberweis	
Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)	
Motion 2 : Mme Semiray Ahmedova Mme Nathalie Oberweis	
Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission (adopté)	
Motion 3 : Mme Semiray Ahmedova Mme Nathalie Oberweis	
Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission (adopté)	
Motion 4 : Mme Semiray Ahmedova Mme Nathalie Oberweis	
Vote sur le renvoi de la motion 4 en commission (adopté)	
Motion 5 : Mme Semiray Ahmedova Mme Nathalie Oberweis M. Marc Lies M. Henri Kox, Ministre du Logement M. Marc Lies	
Vote sur la motion 5 (rejetée)	
11. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation du secteur de l'Horeca après 2 ans de pandémie	p. 52
Exposé : M. Félix Eischen (dépôt des motions 1 et 2)	

Débat : Mme Carole Hartmann | Mme Tess Burton | Mme Semiray Ahmedova | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen (interventions de M. Gilles Roth) (dépôt de la motion 3)

Prises de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes (intervention de M. Dan Kersch)

Motion 1 : Mme Carole Hartmann | M. Marc Goergen | M. Jeff Engelen | M. Gilles Roth | M. Laurent Mosar | M. Gilles Roth | M. Dan Kersch

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : Mme Carole Hartmann

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : Mme Carole Hartmann | M. Marc Goergen

Vote sur la motion 3 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Jean Asselborn, Mme Carole Dieschbourg, M. Lex Delles, M. Henri Kox, M. Claude Haagen et M. Georges Engel, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

2. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Präsidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Hommage à la mémoire de M. Jacques F. Poos, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Famill vum Här Jacques Poos. De leschte Samschden huet eise fréiere Kolleeg, den Eierendeputéierte Jacques Poos, eis am Alter vu 86 Joer verlooss.

Den LSAP-Politiker ass eis nach all a beschter Erënnerung. Hien hat ee laangen an interessante politesche Parcours: 7 Joer Deputéierten, 18 Joer Minister a 5 Joer Europadeputéierten. No sengem Doktorat an de Wirtschaftswissenschaften op der Universitéit zu Lausanne huet de Jacques Poos am Wirtschaftsministère an am Statec geschafft, war dunn Direkter vun der Imprimerie Coopérative an dem „Tageblatt“.

Seng politesch Karriär huet 1969 ugefaangen, wéi hien an den Escher Gemengerot gewielt ginn ass.

1974 gouf hien eng éischte Kéier Deputéierten a Fraktionschef vun der LSAP an der Chamber. Hie war och President vun der Finanz- a Budgetskommissioun a Vizepräsident vun der aussepolitischer Commissioun.

Seng Passioun fir d'Wirtschaft, mee virun allem fir d'Aussen- an Europapolitik huet säi politesche Wee vun do u gepräägt. Nach virum Enn vu sengem Mandat an der Chamber ass de Jacques Poos 1976 eng éischte Kéier an d'Regierung komm als Finanz- a Wirtschaftsminister ënnert dem Staatsminister Gaston Thorn. An där Funktioun huet hien de Lëtzebuurger Modell fir d'Gestioun vun der Stolkris mat entworf.

Vun 1979 bis 1984 war den LSAP-Politiker erëm Deputéierten, woubäi seng Schwéierpunkte weider bei der Aussepolitik, der Wirtschaft an de Finanze louchen.

Ënnert dem Staatsminister Jacques Santer gouf de Jacques Poos 1984 Vizepremier an Ausseminister, e Posten, op deem hie bis 1999 war. An där Zäit huet hien ënner anerem déi Europäesch Traitée, den Acte unique, den Traité vu Maastricht an den Traité vun Amsterdam mat verhandelt.

No 15 Joer, ouni Ënnerbriechung an der Regierung, huet et de Jacques Poos an d'EU-Parlament op Stroosbuerg gezunn, wou hie seng jorelang Experienz konnt abréngen. Hie gouf Quästor vum Europaparlament a Rapportier fir de Bättréit vun Zypern an déi Europäesch Unioun.

Ganz wichteg fir hie war och d'Verbesserung vun de Relatiounen tëschent Europa an de Länner aus dem Mëttelmierraum, gradesou wéi de Friddensprozess am Noen Osten.

2004 huet de Jacques Poos sech definitiv aus der Politik zrückgezunn.

„Eng markant Figur“, „e grouse Politiker“, „en iwwerzeegten Europäer“: Dat si just e puer vun de ville Reaktiounen vu Politiker nom Doud vum Jacques Poos. Als „Häuptling“ huet mäi Virgänger als Chamberspräsident Mars Di Bartolomeo hie bezeechent.

Kompetent, engagéiert, charismatesch a sympathesch hannerléisst den eleganten Här mat deene groen Hoer an dem frëndleche Laache vill Spuren. Hien huet Lëtzebuerg a seng Aussepolitik an de 70er, 80er an 90er Jore gepräägt. Duerch seng vill Aktivitéiten am Finanzsecteur hat hien och do eng wichteg Roll.

Perséinlech bleift mir och den Tandem Jacques Santer/Jacques Poos, déi sougenannte „Frères Jacques“, an Erënnerung.

De Jacques Poos huet vill Leit markéiert an inspiréiert, war ee Virbild: duerch seng Aart a Weis, duerch säi Wëssen a säi Fläiss, mee och duerch seng Rou. Mam Jacques Poos konnt ee politesch streiden - mat Argumenter! Hien huet léiwer argumentéiert wéi gepriedegt oder vun uewen erof diktéiert. Hien huet probéiert, de Leit hir Suergen a Besoinen ze verstoen an hinnen Äntwerten op hir Froen ze ginn.

Hien hat och eng gutt Fieder an huet a senger Zäit als Direkter a Chefredakter vum „Tageblatt“ mat Freed Leitartikele geschriwwen.

Egal wéi e Posten de Jacques Poos hat, hien huet ëmmer mat Begeeschterung geschafft. Privat war de Jacques Poos e Familjemensch an en interessante Gespräichspartner.

Mir drécken him haut eisen déiwe Respekt aus. Merci, Jacques Poos!

Der Famill vum Verstuerwene gëllt eist opriichteg Bäileed. Mir wäerten de Jacques Poos a beschter Erënnerung behalen.

Ech bieden Iech opzestoen, fir dem Jacques Poos eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

Ech géif dann d'Wuert un de Premier- a Staatsminister Xavier Bettel ginn.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, erlaabt mer, hei als Regierungschef

dem Jacques Poos och an onsem Numm Merci ze soen. De Jacques Poos war vun 1976 bis 1979 Finanzminister. D'Stolkris war eng schwéier Zäit, wou de Jacques Poos d'Geschécker vun der Regierung matgeleet huet, fir do ze kucken, wéi Lëtzebuerg muer kéint ausgesinn. D'SNCI datéiert och aus där Zäit.

De Jacques Poos war en iwwerzeegten Europäer, an dat huet en duerno, vun 1984 bis 1999, während 15 Joer och als Ausseminister bewisen.

Déi, déi de Jacques Poos kannst hunn: Et war eng Persoun, déi roueg war. Hie wouss, wat e wollt. Hie wouss, wat e géif soen. En hat - Dir huet et gesot, Här President - déi spat Fieder. E war à l'écoute, mee et war ëmmer flott, kënne mam Jacques ze echangeieren. En hat ganz vill Posten an der Regierung niewendrun. Ech ginn elo net am Detail drop an, mee säi leschte politesche Poste war dee vum Europaparlament. Do, wou och déi europäesch Oder geschloen huet.

Ech muss Iech soen, Här President, ech erënnere mech u ganz flott Stonnen um Square Emile Mayrisch - bei Dir, Monique, bei Dir, Yasmine, bei Dir, Xavier an Daniel. Et war ëmmer flott, bei Iech ze sinn. Et waren ëmmer flott Stonnen, déi mer zesumme verbruecht hunn. An déi Momenter hu mech als jonke Mënsch markéiert. An ech wäert dat net vergiessen. An ech géif Iech bieden, alle véier, eist déifst Matgefill unzehuelen an och ze wëssen, wéi vill Respekt mir alleguerte virum Jacques hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos dem Premier- a Staatsminister.

4. Déclaration gouvernementale sur la situation en Ukraine, suivie d'un débat

E Mann wéi de Jacques Poos, dee sech jorzéngtelaang fir de Fridden an Europa agesat huet, wär sécherlech, wéi mir et alleguer sinn, déif schockéiert iwwert déi aktuell Situatioun an der Ukrain a géif déi russesch Invasioun och scharf verurteilen!

Well d'Situatioun kritesch ass, mécht d'Regierung elo eng Deklaratioun iwwert d'Situatioun an der Ukrain. Uschléissend féiert d'Chamber eng Debatt, bei där all Fraktioun a Sensibilitéit fënnel Minutten zegutt hunn.

Ech géif dann d'Wuert un de Premier- a Staatsminister Xavier Bettel ginn.

Déclaration

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här Chamberspräsident, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech soen et ganz däitlech: Ech bedauern, haut virun Iech ze stoen! Ech bedauern et, well wann ech haut virun Iech stinn, bedeit et, dass déi europäesch an déi international Beméiungen, en diplomateschen Auswee aus dëser Kris ze fannen, gescheitert sinn. Et bedeit, dass Russland de Wee vun de Waffe gaangen ass. Et bedeit, dass d'Stabilitéit an d'Sécherheet an Europa a Gefor sinn. Et bedeit, dass eng

vun onse gréissten Ängschten elo och zur Realitéit ginn ass: Deeler vun onsem europäesche Kontinent liewen a Krichszäiten.

Déi militäresch Aggressioun vu Russland géint d'Ukrain sinn ouni Precedenten op onsem europäesche Kontinent zanter dem Enn vum Zweete Weltkrich. D'Regierung verurteilt dës militäresch Aggressioun vu Russland op d'Ukrain staark, genau sou wéi mer och d'Entscheidung vun de Méindeg scho verurteilt hunn, den Accord de Minsk unilateralement opzekënnegen, andeems d'Souveraineté territoriale vun der Ukrain a Fro gestallt gouf.

Wann ech et haut bedauern, virun Iech ze stoen, Här President, da besonnesch, well déi Situatioun nees, wéi ze oft, dat selwecht bedeit. Dat bedeit, dass eng Zivillbevölkerung op alle Fronten ass. Bierger wéi Dir a wéi mir, déi den héije Präis vun engem militäreschen Asaz bezuele mussen. Dat sinn onschëlleg Familjen, dat si Kanner, dat sinn ze vill Mënschen!

D'Regierung schafft dofir och am Moment op allen Niveaue mat onsen europäeschen an internationale Partner zesummen, fir déi beschtméiglech Léisunge fir d'Mënschen an der Ukrain, an Europa, zu Lëtzebuerg ze fannen.

Op internationalem Niveau sinn déi lescht Deeg a Stonnen intensiv Gespréicher op NATO-Niveau gefouert ginn an den Defenseminister wäert eis och kënnen op dësem Punkt iwwert dee leschte Stand informéieren.

Déi nächst Deeg wäert och en NATO-Sommet stattfannen, fir eis Positiounen als Partner an Alliéiert op internationalem Niveau och ze koordinéieren.

Och op europäeschem Niveau hu mir ganz séier reagiert, andeems gëschter en éischte Pak vu Sanktiounen ugeholl gouf, deen och dräi Aspekter virgesäit:

Éischstens, geziilt individuell restriktiv Moosname géint russesch Individuen an Entitéiten, déi och an dës militäresch Aggressioun implizéiert sinn. Visa-Verbuert, Verméigen afréieren, zum Beispill.

Zweetens, restriktiv Moosnamen am Finanzsecteur, fir den Zougang vu Russland op d'EU-Kapital an d'Finanzmäert weider ze beschranken. Konkreet wäert et och verbuede sinn, Finanzinstrumenter, déi vu Russland a vu senger Regierung oder vu senger Zentralbank erausgi ginn, ze kafen.

An drëttens, den Import och an d'EU vu Wueren, déi aus deene separatistesche Géigende kommen, vun Donezk a Luhansk, déi eeben och net vun der ukrainischer Regierung kontrolléiert ginn, wäert och verbuede ginn.

Dat ass nëmme deen éischte Package, deen d'EU decidéiert huet. An d'EU ass prett, fir weider Sanktiounen ze huelen. Den Här Asselborn wäert do och méi am Detail kënnen drop agoen.

Haut den Owend sinn d'EU-, Staats- a Regierungschefen zu Bréissel zesummen, fir eis gemeinsam europäesch Äntwert och ze koordinéieren. D'EU verurteilt déi russesch Militär aggressioun op dat Schäerfst, a mir ruffen de President Wladimir Putin derzou op, direkt domadder opzehalen.

Et wäert och wichteg sinn, als EU ze definéieren, wéi mir an Zukunft mat Russland ëmgoe wäerten. Mir wäerten och doriwwer beroden, wéi mir d'Ukrain a seng Bierger weider ënnerstëtze kënnen. Um 15.30 Auer hunn ech och e Gespréich mam ukrainesche President, wat geplangt ass, an deem ech och dës Punkt wäert bei him ënnersträchen.

Här Chamberspresident, et ass eis éischt Prioritéit, en direkte Waffestellstand um Terrain ze errechen an all

néideg Mesuren ze huelen, fir d'Zivillbevölkerung ze schützen an hir och ze hëllefen.

Mir Lëtzebuerg wëssen allze gutt, wéi et ass, wann e grousst Nopeschland sech op d'Recht vum Stärkere berufft an d'Recht op d'Onofhängegkeet a Fro stellt. Dofir kënnen mir als Land just eng Positioun an dëser Kris anhuelen: Mir kënnen d'Aggressioun vu Russland net onkommentéiert hin huelen. Mir kënnen net nokucken, wéi onschëlleg Mënsche wéinst militäreschen Attacke leide mussen. Dat ukrainescht Vollek muss a soll a kann dofir op ons Solidaritéit zielen!

Ech hunn d'Regierung de Moien och fir en ausseruerdentleche Regierungsrot zesummegeruff. Mir hunn an deem Kontext och iwwert d'Energieversuergung vun de Lëtzebuerg Bierger a Betriber geschwat. Mir befannen ons an enger aussergewöhnlecher Situatioun, déi vill Onsécherheet mat sech bréngt.

Mir sinn ons als Regierung och eens, datt mir d'Land an d'Leit och virun enger geopolitescher Energiedieerecht schützen mussen. Dofir hu mir decidéiert, dass mer den nächste Méindchen och en Energiedesch mat de Lëtzebuerg Energiefournisseure wëllen aberufen, fir mat hinnen eeben effikass op déi verschidden Zenarioe virbereet ze sinn a fir déi verschidde Léisungen och kënnen effikass a rapid ëmzesetzen.

Gläichzäiteg, Här President, schafft d'Regierung weider u konkrete Mesuren, fir deene Stéit ënnert d'Äerm ze gräifen, déi och am meeschte mat der aktueller Präisdieerecht ze kämpfen hunn.

Muer de Moien um 10.00 kënt de Regierungsrot erëm beieneen. Da wäerte mir eis och mat aneren Aspekter vun dëser Kris beschäftegen - zum Beispill, wat den humanitäre Volet ugeet, deen esou eng Kris noutgedrongen ëmmer mat sech bréngt.

Ech si mer bewosst, Här Chamberspresident, dass ganz vill Froen haut am Raum stinn. Mir sinn eis och bewosst, dass ganz viles ongewëss ass, mee eent ass sécher - haut, muer an och nach an honnert Joer! -: Dat Eenzegt, wat d'Waffen erhiewe jeemools bréngt, ass ausseruerdentleech an onnëtz ménschlecht Leed!

Dofir, wa mir haut hei sti virun dësem héijen Haus, dann ass et, Här President, fir Solidaritéit: Solidaritéit mat der Ukrain, Solidaritéit mam ukrainesche Vollek.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. Ech ginn dann d'Wuert an den Här Ausseminister Jean Asselborn. Här Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Merci, Här President. De 24. Februar 2022 ass fir d'Ukrain a fir d'Mënschen an der Ukrain dat, wat den 10. Mee 1940 fir eis war: Eng Schan fir Russland, wéi et eng Schan war deemools fir Däitschland, den 10. Mee 1940! En Ugrëff op de Weltfridden, ausgeléist vun engem Politiker, deen - an ech ka mech u viles erënneren - vum Reformer, vum Demokrat aus dem Ufank vun den 2000er-Joren, ëmmer méi an ëmmer méi zu engem Autokrat ginn ass, an elo zu engem onkontrolléierte Krichsdreier.

Et huet keen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Russland ugegraff! Weeder d'NATO nach d'Ukrain, weeder Amerika nach d'Europäesch Unioun. Mir all, mir wollten hirem President, hirem Ausseminister net nëmme nolauschten, mir hunn hinnen ugebueden, mat hinnen ze verhandelen iwwer hir Siichte vun der Sécherheitsarchitektur an Europa. Dës Offer ass radikal vu gëschter un ofgewise gi vum President Putin. A seng Äntwert ass Krich!

D'NATO kann een a soll een natierlech kritiséieren. Mee et ass archi-, archifalsch, der NATO an d'Schung ze schëdden, dass si dës Krich provozéiert hätt! Et huet nach ni een NATO-Zaldot e Fouss a Russland gesat. An d'NATO war bereet, iwwer Ofrüstung, iwwert den NATO-Russland-Rot ze schwätzen an och ze verhandelen.

Och d'Europäesch Unioun muss een natierlech ëmmer kënnen kritiséieren. Mir sinn an enger Demokratie. Mee et ass farfelu ze behaupten, d'Europäesch Unioun géif vun antirussesche Marionetten dirigéiert ginn an d'Ukrain géif teleguidéiert ginn, manipuléiert gi vun esou Leit!

D'EU, bei alle Feeler, déi mer hunn, ass weltwäit ugesinn als e Friddensprojet mat Wäerter, déi et a Russland net méi gëtt, wéi fräi Meenungsbildung, fräi Medien, onofhängeg Geriichter, Respekt vun de Minoritéiten, Trennung vun de Gewalten! Mee dat gëtt et an Europa!

D'Mauer ass 1989 gefall - d'Welt brauch keng Influenzzone méi. Demokratie si keng Gefore fir hir Noperen. Och net fir Noperen, déi keng Demokratie sinn. Si weisen just op d'Wäerter, op d'Mënscherechter, op d'perséinlech Fräiheeten hin, déi eeben der Demokratie eege sinn. Dat sinn ni Krichserklärungen! Mee se stéieren déi, déi all dëst ënnerdrécken, fir ongehënnert, ongenéiert un der Muecht ze bleiwen.

Zënter dem Schlussakt vun Helsinki, Här President, gëtt et keng Aschränkung méi, dass e Land seng Allianzen, seng Souveränitéit, seng Aussepoliticken esou wile kann, wéi et dat wëllt. An der Demokratie huet keen d'Recht, engem Land ze soen, dass et neutral soll sinn, also a kenger multilateraler Organisationsoll sinn. Stelle mer eis eng Sekonn vir hei als Lëtzebuerg, dat wier vun eis verlaangt ginn, nom Krich oder och haut! Et gëtt Länner, déi duerch geschichtlech Entwécklung Neutralitéit, zum Beispill a Saachen Defense, gewielt hunn. Mee och par ordre vun engem anere Land, och net vu Russland, kann dach kee Land zum verteidigungspoliteschen Eunuch deklaréiert ginn!

De President Putin ass um Wierk, fir, wéi en dat selwer seet, d'Ukrain „ze demilitariséieren“. Dat kléngt, besonnesch vun engem Land, wat jo an der Welt mat dat gréisste Potenzial vu Militär huet ... Datt sech eent vun den héchstmilitariséierte Länner, wéi ech gesot hunn, dat leescht, dat ass scho komesch.

An, dat Zweet, „ze denazifizéieren“. De facto wëllt de President Putin aus senger Bulle eraus eng Lex Russia imposéieren an der Ukrain, a Wäissrussland a muer vläicht iwwerall do, wou russesch geschwat gëtt. Attention!

Verréckt! Mee et muss een dem Risiko an d'A kucken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Moment ass et um Terrain an der Ukrain schweier, den Duerchbléck ze hunn. Allerdéngs, déi éischt Doudeg gi gezielt - Militär wéi Zivill. Déi Optioun, déi am meeschten an de Krom vun President Putin schéngt ze passen, ass, bis op Mariupol ze goen, op Odessa, de Lien ze maache mat Transnistrien. Dat ass déi Optioun, déi gefaart gëtt, déi och vu Spezialiste gefaart gëtt - déi natierlech do vläicht méi wësse wéi mir. Mee dat ass eng Optioun, déi wäert immens wéi dinn, wann dat zustane kënn!

Här President, de Premierminister huet et gesot: Mir schaffen haut un engem zweete Paquet vu Sanktiounen. Déi Sanktiounen wäerten immens wéi dinn, mee déi hënneren natierlech elo net, d'Leit an der Ukrain dës Moment ze schützen. Dat si Sanktiounen am Secteur financier, Energie, Transport, Exportkontroll an esou weider.

D'Kommissioun ass amgang, drun ze schaffen. Vlächcht läit déi Lëscht den Owend scho virum Conseil européen vir, oder se gëtt muer definitiv da gebündelt, wann d'Ausseministeren um 3.00 Auer zesummekommen.

Här President, ech wëll mat engem Saz ofschlëissen, wat eis Verantwortung als Europäer an als Demokratie betrëfft. De Moment ass de Putin mat dëser rücksichtsloser Militäroperatioun am Avantage. Mee ganz séier wäert de Wand dréinen! An de Saz vum Frank-Walter Steinmeier, dee jo seet, dass een d'Demokratie net dierf ënnerschätzen, och den Här Putin net, wäert Realitéit ginn. Dat geléngt eis an der Europäescher Unioun virun allem dann, wa mer gëeent sinn, wa mer determinéiert sinn, eis Fräiheet op déi nämmelech Linn ze stelle wéi d'Fräiheet vun den Ukrainer. Fir d'Fräiheet vun den Ukrainer ze kämpfen, heescht och, fir eis Fräiheet ze kämpfen.

Här President, als allerlescht Wuert wëll ech soen, dass de Moment natierlech immens vill Leit op de Grenze wëllen aus der Ukrain eraus - och vill Leit, déi hei zu Lëtzebuerg Famill hunn -, sief et a Rumänien, sief et a Polen, sief et an der Slowakei, sief et a Moldawien. Et si kilometer-, kilometerlaang Stauen. Et gëtt Leit, déi de Moie vu Kiew wollte fortkommen - et gëtt der och, déi mat mer geschwat hunn - an déi dräi, véier Kilometer komm sinn an erëm hu missen zrëckgoen.

Mir kucken als Europäesch Unioun mat deene Länner - natierlech déi, déi Member si vun der Europäescher Unioun; Moldawien ass dat jo net -, fir Couloiren ze kréien. Et sinn och Lëtzebuerger an der Ukrain; mir schätzen d'Zuel, déi net ze fixéieren ass, tëschent 20 an 30. Mir wëssen, dass se an der Ukrain domiciliéiert sinn, mee ob se elo an der Ukrain sinn, dat ass net erauszefannen. Mee hei ass wierklech eppes amgaangen, wou mer och mussen als Immigratioun kucken, dass mer fir déi Leit do, also d'Famill vun deenen, déi wëlle kommen, dann och e Statut hikeréien, fir, op jidde Fall elo an enger éischer Phase - mir weise keen of! -, kënnen op Lëtzebuerg ze kommen, sou wéi och vill anerer an aner europäesch Länner ginn.

Dee Misär, dass d'Leit fort mussen - et gëtt jo geschat, dass eventuell zwou bis dräi Milliounen Leit aus der Ukrain kéinte flüchten! -, ass natierlech och eppes, wat mir musse matdroen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Ausseminister Jean Asselborn. D'Wuert huet elo den Här Vizepremier a Verdedegungsminister François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Merci, Här President, fir d'Wuert. An och merci vu mir fir d'Disponibilitéit vun der Chamber, dass mer de Mëtteg déi Deklaratioun zesummen hei kënnen maachen.

Här President, Dir Dammen an Härën Deputéiert, Russland huet de Moien eng grouss ugeluechte militäresch Offensiv op d'Ukrain gestart. Déi Situatioun an der Ukrain evoluéiert vu Stonn zu Stonn a mir mussen dervun ausgoen, dass et, wéi et och schonn d'lescht Woch op der NATO an och vun den Amerikaner virausgesot gi war, zu enger Tentative kënnt, fir bis an d'ukrainesch Hauptstadt Kiew ze goen, fir déi anzehuelen a fir déi aktuell Regierung ofzesetzen an eng méi Moskau-getrei - ech nennen et emol esou - „Marionetteregierung“ anzesetzen.

Nieft der militärescher Operatioun musse mer natierlech och domadder rechnen, dass et zu gréisserer Purgé vun Ziviliste kënnt, déi als Russland-feindlech

ugesinn. Wann een déi Terminologie kuckt, déi hei benotzt gëtt vun „Endnazifizierung“, dat ass scho wierklech dramatesch.

Wann een esou Wieder héiert, da weess een, op wat et do eraus wäert lafen an där nächster Zäit. Wann een dann och nach weess, dass an deem Land haut scho vill geflüchtet wäissrussesch Oppositioneller sinn an awer och nach vill aner ukrainesch Matbierger, déi a Gefor sinn, da muss ee sech wierklech vill Suerge maachen iwwert d'Zukunft vun deene Leit, well mir kennen entre-temps déi Traditioun, wéi se och scho virdu vum Ausseminister beschriwwen ginn ass, déi leider zur Traditioun ginn ass, wéi mat esou Leit verfuert gëtt. Déi ginn ëmbruecht ouni Gericht. Déi ginn deportéiert a Lageren. Déi ginn agespaart a se gi gefoltert.

Dat heescht, et geet hei drëms, och eeben ze ënnersträichen - niewent dem Fait, dass et inakzeptabel ass nom internationale Recht, dass ee militäresch eng Aggressioun mécht géint e Land -, wat fir eng Methoden hei ugewannt ginn a wat de Risiko ass fir verschidde Leit, déi an deem Land liewen.

Ech hat déi lescht Woch NATO-Conseil. Duerfir huet mech dee Schratt hei, duerch Debriefingen, déi mer do kritt hunn, eigentlech net méi iwwerrascht, well mer do scho relativ däitlech bewise kritt hunn, dass dat doten usteet. Natierlech war op deem NATO-Conseil nach d'Hoffnung, dass déi lescht Initiativen, déi gestart gi sinn, fir en diplomatesche Wee ze fannen, awer nach kéinte gräifen. Mee leider huet dee pessimisteschen Zenario, dee mer d'lescht Woch all beschriwwen kritt hunn, sech bewahrheitet.

An ech muss awer och hei emol eppes ënnersträichen, mengen ech, och als Signal no baussen, un déijéineg, déi mengen, dass wéi de Jean Asselborn gesot huet, d'Demokratie net géif wannen. Ech sinn elo dräi an en halleft Joer an deem NATO-Defense-Conseil an ech hunn nach ni an deenen dräi an en halleft Joer esou eng Eenegkeet erlieft wéi op där leschter Sëtzung - vun den Discourse bis zu deem, wat déi eenzel Memberstaaten do gesot hunn! Déi sinn zesummegegeschweest wéi nach ni virun, fir eeben déi Wäerter ze verteidegen, déi eis wichteg sinn. An dat wëll ech och heimadder ënnersträichen.

Déi russesch Invasioun ass eng zolidd Menace fir d'euroatlantesch Sécherheet an d'NATO. Dat muss een einfach esou soen, wéi et ass, och wa mer de Moment net direkt an dee Konflikt involvéiert sinn. D'Ukrain ass keen NATO-Memberstaat, mee si grenzt un eng ganz Rei NATO-Memberlänner. Wann ech dann nach dobäi weess, dass Wäissrussland, also Belarus, och besat ass vu russeschen Truppen an do och nach vill Grenzgebitt ass mat NATO-Staaten, da muss ee sech einfach verdäitlechen, dass dat schonn e gewëssene Sécherheitsrisiko mat sech bréngt fir d'NATO-Länner, fir d'Europäesch Unioun, virun allem, wann ee mat de Verdedegungsministere vun deene Länner schwätzt.

Ech hu perséinlech ganz gudd Kontakt mat deenen aus de baltische Länner. Mat där Geschicht, déi déi erlieft hu par rapport zu dem groussen Noper Russland, sinn déi richteg an der Angscht an déi maache sech grouss Suergen iwwert dat, wat do geschitt. An duerfir ass et och esou wichteg, dass, par rapport zu deene Länner, déi Member sinn an der NATO an an der Europäescher Unioun, elo déi ganz Gemeinschaft beweist, dass Solidaritéit net nëmmen e Wuert ass, mee dass mer kloer, séier handelen, fir deene gewësse Sécherheitsgarantië ze ginn.

Dat bedeit an éischer Linn natierlech, dass e Renforcement geschitt vun der defensiver Posture vun der NATO, dass also méi Truppen an eng héich

Alarmbereitschaft kommen an och dohinner placéiert ginn, an déi Länner, fir d'Grenzen ofzesécheren.

Ech hunn an der Mëttesstonn elo och d'urgence déi zoustänneg Chamberskommissioun en huis clos zesummeruffe gelooss an d'Deputéiert kruten do och méi Detailler. An ech wëll virun allem och der Chamber e grouse Merci soen, dass mer à l'unanimité decidéiert hunn, dass guttzeheeschen, wat ech den Deputéierten do proposéiert hunn. Ech mengen, dass ass wichteg de Moment, dass mer eng gëeente Positioun anhuelen an där Situatioun, an där mer sinn an dass mer deene Länner kënnen soen, déi elo do a Gefor sinn, deenen hir Grenzen a Gefor sinn, dass mer do elo zesumme sinn.

Stellt Iech nëmmen eng Sekonn vir, dass wär no un eiser Grenz, wéi mer domadder géifen ëmgoen, wéi mer domadder géife liewen. An et gëtt elo eng Rei Länner, och zum Beispill déi baltesch Länner, wat kleng Länner sinn, déi duerchwegs mat eis vergläichbar sinn, da kënnt Der Iech virstellen, wéi et deenen am Moment geet.

Déi geplangten NATO-Mesurë si preventiv, éischters, déi si proportionell a se sinn net eskalatoresch ugeluecht. Dat heescht, et geet net drëms ze provozéieren, mee et geet awer kloer drëms ze soen: „Déi Grenzen hei, déi si protegéiert. Hei ass eng rout Linn an et ass ganz kloer, iwwert déi dierf een net, déi dierf op kee Fall iwwerschratt ginn.“ An duerfir ass et wichteg, dass déi preventiv Posture do opgebaut gëtt an deene Länner, wou mir och dru bedeelegt sinn als Lëtzebuerger.

Mir hunn de Moment véier Zaldoten a Litauen stationéiert. Déi sinn an engem Exercice do gewiescht an déi wäerten och do bleiwen. Mir kucken elo, wat déi nächst Deeg a Stonnen erginn, ob mer der e puer méi musse schécken, mee dat stellt sech nach eréischt eraus. Mee wichteg ass et, wéi gesot, dass mer kloer weisen, dass mer hei eng Linn zéien, bei där op kee Fall wäert akzeptéiert ginn, dass déi iwwerschratt gëtt, an dass mer wëlle garantéieren, dass d'Sécherheet vun deene Länner geséichert bleift.

Mir sinn an enger schwéierer Kris an et muss een et beschreiwen, wéi et ass, mee et soll een awer och net ze vill alarmistesche sinn. Et gëtt de Moment keng Elementer, déi géife beweisen oder beleëen - déi hu mer och net d'lescht Woch kritt um NATO-Conseil - dass Russland och nach géif NATO-Territoire zum Beispill wëllen attackéieren. Et gëtt do de Moment keng Elementer duerfir. Duerfir soll een dat och soen. Ech mengen, et ass och wichteg, dass mer eis eege Bevëlkerung berouegen an net Saachen un d'Wand molen, déi de Moment net ustinn. Mee et ass awer grad esou kloer, dass mer eis Suerge maache fir eis Grenze vun der Europäescher Unioun, an duerfir musse mer déi Schrëtt do maachen. An duerfir, wéi gesot, sinn ech och frou, dass dat hei am Parlament eng Unanimitéit féinnt. Ech mengen, dass gëtt och eis als Regierung déi néideg Stärkt, fir weider kënnen an déi Richtung ze agéieren. An ech hunn der Chamber souwiso versprochen, dass ech, jee nodeem wéi d'Evolutioun ass, reegelméisseg bereet sinn, an d'Kommissioun ze goen, fir iwwer weider Saache mat hinnen ze diskutéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos dem Här François Bausch.

An als éische Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech der Regierung Merci soe

fir hir Deklaratioun. Ech mengen, et war wichteg, déi haut an dësem Moment ze maachen.

Dat hei ass nämlech net nëmmen eng skrupellos Attack op d'Ukrain, net nëmmen déi schëlmmste Krichshandlung an Europa, déi mer zënter dem Zweete Weltkrich kennt hunn. Dat hei ass och net nëmmen en absolute Broch vum internationale Recht, vun der territorialer Integritéit vun engem Land. Dat hei ass och eng Attack op d'Demokratie, op de Wëlle vun engem Vollek, a Fräiheet an a Sécherheet ze liewen, eng Attack op de liberale System.

Gëschter op engem EVP-Sommet, deen am Video-stream stattfonnt huet, huet de Vitali Klitschko, de Buergermeeschter vu Kiev, gesot, dass d'Zil vu Russland net nëmmen d'Ukrain wär, mee och d'Stabilitéit an Europa. A genau esou soll een et gesinn. Et kann een net nokucken. Et kann een net maachen, wéi wann näischt wier. Mat dëser onprovocerter a mat näischt ze justifizierender Attack stellt den Här Putin alles a Fro, wat eis erlaabt huet, an deene leschte 75 Joer hei an Europa am Fridden ze liewen. E bréngt Leed an e Land, Misär bei Leit an e mënschlecht Drama. An hei kann een net nokucken.

Mir stinn - an ech soen dat ganz kloer - hannert der Regierung, hannert der EU an hannert der NATO. Mir droen déi Sanktiounen mat, déi gëschter ausgeschwat gi sinn. Mir droe se voll mat a mir waarden drop, dass nach weider massiv Sanktiounen an den nächste Stonne sollen decidéiert ginn.

Et huet hei kee Wäert, op Detailler dovunner anzegoen. Ech soe just, dass et wënschen, dass déi effikass vun deene Moosnamen do decidéiert ginn. Mir wëssen och, dass dat fir eis als Europäer an och als Lëtzebuurger Konsequenze wäert hunn. E Krich an Europa huet Konsequenze fir jiddweree vun eis, och fir déi Länner, déi net direkt vum Krich concernéiert sinn. Däers si mer eis haut bewusst an ech hoffen, dass mer eis däers alleguer och muer wäerte bewusst sinn, dass dat Konsequenze fir eis huet an dass mer déi mussen, wa mer Sanktiounen aussprechen, och akzeptéieren.

Mee haut geet et drëm, solidaresch ze sinn, solidaresch mat der Ukrain, solidaresch an och géeeent als Europäer, solidaresch an och géeeent mat eise Partner: dem UK, den USA, dem Kanada, Japan, Australien an esou weider, déi all op engem änleche Wee sinn an änlech Decisiounen huele wéi mir als Europäer. Dat hu mer d'ailleurs och an deene leschte Wochen op eng exceptionnel Aart a Weis fäerdegbruecht an dat muss och esou weidergoen.

Den diplomatesche Wee ass gescheitert. Mir werfen dat kengem vir a mir werfe kengem vir, et probéiert ze hunn, en diplomatesche Wee ze goen. Et kéint een iwwert d'Aart a Weis schwätzen, mee dat huet haut, mengen ech, absolutt kee Sënn méi.

Mir stelle fest, dass den Här Putin säit Wochen a Méint déi demokratesch Staats- a Regierungscheffe kalbliddeg virgefouert huet mat Zynismus, mat Arroganz a Ligen a se heiansdo wéi Marionette behandelt huet.

Wann d'Diplomatie op enger Säit net méi gewollt ass, da kennt een och mat Diplomatie net weider. Wann Dialog just mat Ligen a Langue de bois beäntwert gëtt, da mécht e kee Sënn méi, an do si mer leider, leider ukomm.

Wéi kann een nach esou engem Mann an esou engem Regimm trauen, och an Zukunft? An dat ass en Element, wat och leider e feste Bestanddeel vun der europäescher Aussepolitik muss ginn an där nächste Zäit. Wichteg fir eis ass, dass mer d'Alliance mat eise Partner fest bäibehalen - mat den europäesche Partner, mat den NATO-Partner, eis transatlantesch

Allianz, déi méi wéi jee wichteg ass, och Allianze mat aneren Demokratien, déi mer mussen stäerken - an eis Aktiounen koordinéieren, fir eis Zukunft gemeinsam ze gestalten.

Elo gesäit een, wou ee seng Alliéiert a wou ee seng Frënn huet, a wem ee kann an dësem Moment trauen. Mir mussen eis och Gedanke maachen iwwert d'europäesch Energieversuergung, déi nei muss geduecht ginn. Dat ass eng Evidenz fir jiddweree.

Mir mussen eis europäesch Verteidigungspolitik nach eng Kéier iwwerdenken a kucken, wéi mer se op Basis vun deenen Evenementer sécherlech mussen upassen.

Mee mir mussen eis och bewusst sinn, dass déi Ausernanersetzung net nëmme mat Panzeren a Rakéiten an der Ukrain gefouert gëtt, mee och mat Cyberattacken iwwerall op der Welt a mat Tentativë vun Amëschung an demokratesch Prozesser, an notamment Walprozesser.

Haut geet et drëm, solidaresch mat der Ukrain an haaptsächlech mat dem ukrainesche Vollek ze sinn, dat momentan leide muss ënner enger mat näischt ze justifizierender Aggressioun. Déi Solidaritéit muss een och als klengt Land weisen a mir hunn och do als Lëtzebuerg eis Verantwortung ze droen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Claude Wiseler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Mir haten alleguer gehofft an deene leschte Wochen, dass déi diplomatesch Ustrengunge géifen ze enger Léisung am Ukrain-Konflikt féieren. Leider war dat eng Illusioun. Zënter hënt gëtt et erëm Krich op europäeschem Buedem. Dat Onvirstellbaart ass leider Realitéit ginn. Eis Gedanke si jiddefalls de Moment ganz kloer beim ukrainesche Vollek, wat elo zum Spillball vun inakzeptabelen Hegemoniebestriewunge vun engem Land ginn ass, wat sech warscheinlech wëllt zréckversetzen an d'Zäite vum Zareräich oder vun der Sowjetunioun.

Den Zerfall vun der Sowjetunioun am Dezember 1991 a 15 onofhängeg Republicken hat am Endeffekt där Muecht hir Aura geholl. An zënterhier versicht déi Muecht erëm, sech mat eenzele Stécker dat zréckzehuelen, wat hir anscheinend dann ëmmer gehéiert huet, Stéchwieder: Südossetien, Transnistrien, Krim.

Ech wëll awer hei och emol un d'Schlussakte vun Helsinki vun 1975 an d'Paräiser Charta vun 1990 erënneren, déi ganz kloer déi national Souveränitéit ënnersträchen, déi ganz kloer festhalen, dass e Land d'Recht huet, sech engem Bündnis unzeschleissen. Ech mengen, och dat muss dem Här Putin emol eng Kéier ganz kloer als Erënnerung gesot ginn: „Et geet elo duer, Här Putin!“

Dee Konflikt huet natierlech ouni Zweifel och eng Konsequenz fir d'Sécherheetsuerdnung an Europa. Déi kruzial Fro, déi sech natierlech an dësem Moment stellt, dat ass: Wéi soll déi westlech Welt reagéieren? Wéi soll d'Europäesch Unioun reagéieren? Wéi soll d'NATO reagéieren? Eppes ass kloer: Et muss mat alle Mëttele versicht ginn, e Krich, e weidere Krich ze verhënneren, deen onschëlleg Mënsche wäert leider ëm hiert Liewe bréngen.

Wirtschaftlech Sanktiounen sinn ouni Zweifel e wichtege Aspekt, an dowéinst kënne mir als Demokratesch Partei och nëmme begrëssen, wat gëschter vun der europäescher Unioun zréckbehale ginn ass. Mir stinn do voll dohannert. Déi Sanktiounen wäerten ouni Zweifel der russescher Economie wéidoen. Et muss

een och éierlech sinn: Se kënnen och deelweis eis wéidoen, besonnesch wat d'Versuergung mat Energie ubelaangt. Dowéinst ass och ze begrëssen, dass d'Regierung de Moien decidéiert huet, den nächste Méinden e sougenannten Energiedësch anzeberuffen.

Haut soll jo dann och en zweete Mesurëpak decidéiert ginn. Ech mengen, och dat ass e Wee, dee mir als Demokratesch Partei ouni Zweifel wäerte matgoen.

Den Här Putin huet dann och unilateral d'Accorde vu Minsk gekënnegt, andeems hie Lugansk an Donezk als onofhängeg Republicken unerkannt huet. Déi lescht Woche jiddefalls hu bewisen, dass dem Här Putin net méi ze trauen ass. An ech soen dat ganz éierlech hei: Säu Virgoen erënnet een awer e bësselchen u München 1938. Do hat och e gewëssene Mann verschiddene Leit d'Gefill ginn, wéi wann e géif fir de Fridden anrieden. Den Här Chamberlain an den Här Daladier, déi sinn herno nach gefeiert ginn, wéi se heemkomm sinn, an dat, wat mam Här Macron a mam Här Scholz déi lescht Woche geschitt ass, dat weist awer eng gewësse Parallele.

Jiddefalls, mir mussen aus der Geschicht léieren. De ganz grouse Virdeel vis-à-vis vun der Period vu virun 1940 ass: Haut hu mer zwee staark Bündnisser, déi et deemools net gi sinn. Mir hunn d'NATO a mir hunn d'Europäesch Unioun. An ech mengen, dass muss ee grad haut Russland, awer och China - dat soll een och net hei vergiessen - nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, dass dat Kräfte sinn, déi sech fir Fridden, Toleranz, Fräiheet a Selbstbestëmmung asetzen. Grad elo heescht et also, dass de Westen nach méi beienee réckelt, dass selbstverständlech zesummen och mat eisen amerikanesche Frënn.

Trotz allem Asaz muss awer hei natierlech virun allem nach ëmmer d'Diplomatie priméieren. D'Diplomatie muss déi effizient Waff sinn, an net d'militäresch Waffen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat engem awer besonnesch ze denke muss ginn, dass ass awer och d'Wuert vum Här Putin: Hie schwätzt vun engem „Genozid“, hie schwätzt dann och vun engem „Demilitariséierung“ a vun engem „Denazifizéierung“ vun der Ukrain. Do muss ee sech awer wierklech d'Fro stellen: Wéi ass et méiglech, dass grad e Mann, dee jo awer ganz aner Wäerter vertritt, elo op eemol esou dobaussen optrëtt. Ech mengen, mat esou minimalisteschen Argumentatiounen ass op kee Fall e Krich ze justifizéieren, a grad vun engem Persoun, där hiert politesch Vermiechtnes awer éischer aus Ennerdréckung vu Minoritéiten, Trëppele vun elementare Mënscherechter an Eliminatioun vun oppositionelle Stëmme besteet, Stéchwieder: Alexej Nawalny oder MEMORIAL.

Zënter hënt ass leider villes aneschtens. Ech mengen, dass beweisen och déi vill Reaktiounen, déi aus der ganzer Welt komm sinn. Mee leider ass dat doten e Konflikt, ass dat en Zenario, dee mer zwar deelweis komme gesinn hunn, mee wou mer ëmmer gehofft hunn, dass en net géif an d'Realéit ëmgesat ginn.

Mir däerfen natierlech net zuloossen, dass hei nach eng weider Eskalatioun kennt. Wirtschaftlech Sanktiounen sinn natierlech de Moment gefrot, mee et muss een awer och iwwer aner Konsequenzen nodenken. Ech denken zum Beispill un d'Memberschaft vu Russland a verschiddenen internationalen Organisatiounen, déi vläicht gegebenfalls suspendéiert, och souguer annulléiert kéinte ginn, sief dat d'OSZE oder sief dat de Conseil d'Europe, wou iwwerregens déi lescht Stonne scho ganz vill Diskussiounen lafen.

An da muss mer an dese Stonnen awer och un aner ëstlech Länner denken, sief dat Polen, sief dat virun allem déi baltesch Länner oder sief dat och nach

Rumänien. A grad si hu jo elo ugefrot, datt den Artikel 4 vun der NATO soll zur Diskussioun kommen. Dee seet ganz kloer, datt wann e Land menacéiert gëtt, datt dann awer musse Consultatiounen geféiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Demokratesch Partei verurteelt op d'Schäerfst - op d'Schäerfst! - déi russesch Aggressioun a rífft den Här Putin op, direkt d'Waffen niddersleeden!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Erlaabt mir wannechgelíft, och just ee Wuert ze soen iwwert de Kolleeg Jacques Poos, deen eis verlooss huet. Et ass haut ganz vill Luef fir hie komm an ech mengen, dass dee ganz berechtigt war. Iwwer all déi Saachen eraus, déi schéi Saachen, déi haut iwwer hie gesot gi sinn, géif ech nach gäre soen, dass hien och e léiwe Mënsch war, deen aner Leit inspiréiert huet, an ech weess, dass ech do net eleng heibanne sinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Léif Kolleegeinnen a Kolleege, em 4.00 Auer de Moien, wéi mer wëssen, huet Russland e Rakéitenugrëff op d'Ukrain lancéiert. E puer Stonne méi spéit si russesch Truppen an d'Land marschéiert. Hei ass den Aggresseur also ganz kloer bekannt. Déi russesch Attack op d'Ukrain ass duerfir op dat Schäerfst ze verurteelen. Op dëser Plaz ass Haltung gefrot. Hei dierf et kee „Jo, mee ...“ ginn. Dëse brutalen Ugrëff op déi territorial Integritéit vun der Ukrain ass op der ganzer Linn ze condemnéieren, a soss guer näischt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mir schwätzen hei iwwer eng vëlkerrechtswiddreg Attack, déi kategoresch ze condemnéieren ass. Ech sinn och perséinlech schockéiert iwwert d'Decisioun vum russesche President. Dat heiten ass ganz kloer säi Krich, de Krich vum Wladimir Putin.

Deen aktuelle militäresche Konflikt riskéiert, Ausmoossen ze kréien, wéi mer se zanter dem Zweete Weltkrich net méi kann hunn. De Fridde vum ganzen europäesche Kontinent ass duerfir a Gefor. A wa Krich ass, dat wësse mer alleguer, da leit d'Zivillpopulatioun am meeschten. Mir maachen eis Suergen em d'Bierger an der Ukrain.

Ech drécken hinnen op dëser Plaz mäi Matgefill aus an denken och un déi iwwer 1.000 Ukrainer, déi hei zu Lëtzebuerg liewen an un hir Familljen, déi elo bestëmmt vill Angscht hunn.

Eis Prioritéit ass et, esou séier wéi méiglech e Waffestéllstand hierstellen an d'Situatioun ze deeskaléieren. Mir wëlle Fridden. Duerfir appelléiere mer un de President vun der russescher Federatioun, fir erëm un de Verhandlungsdësch zrëckzekommen. Mir waren a sinn ëmmer oppe fir den Dialog. Dës Kris verlaangt awer eng séier Reaktioun. D'Sanktiounen, déi bis elo geholl goufen, ware richteg, mee mir mussen elo e Schratt méi wäit goen.

Mir erwaarden eis vun den EU-Regierungs- a Staatscheffen, déi elo zesumme kommen, eng staark Reaktioun, eng konsequent Reaktioun a virun allem eng eestëmmeg Reaktioun. Hei geet et em d'Verdeedegung vun eise Wäerter an d'Oprechterhale vun der internationaler Rechtsuerdnung. Duerfir mussen d'Sanktiounen konsequent sinn an och haart. Aner Nationalinteressi sinn an dëser Situatioun

zweetrangeg. D'Positioun vun der Europäescher Unioun muss kloer sinn an d'Sanktiounen mussen unanime verhaange ginn. Den Zesammenhalt vun der EU dierf hei net geschwächt ginn. Mir mussen elo méi wéi jee zesummenhalen.

An deem Sënn proposéiere mir och eng Motioun, Här President, déi ech Iech heimadder géif iwwerreechen an déi vun alle Fraktiounen a Sensibilitäten hei aus der Chamber matgedroe gëtt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant les opérations militaires lancées par la Fédération de Russie sur le territoire ukrainien le 24 février 2022 ;

- considérant la reconnaissance de l'indépendance des Républiques de Lougansk et Donetsk par la Fédération de Russie qui met ainsi fin de facto à l'accord de Minsk ;

- considérant le déploiement d'efforts diplomatiques concernant le conflit entre l'Ukraine et la Russie de ces derniers jours et semaines,

invite le Gouvernement

- à condamner fermement l'attaque non-provoquée et injustifiée de l'Ukraine par la Fédération de Russie qui constitue une violation flagrante du droit international ;

- à exiger de la Fédération de Russie de mettre fin immédiatement à ses opérations militaires et de retirer ses forces du territoire ukrainien ;

- à appeler la Fédération de Russie à résoudre ce conflit de manière pacifique ;

- à appeler à la solidarité avec l'Ukraine au niveau de l'Union européenne qui devra parler d'une seule voix face à cette violation éclatante du droit international.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Um Enn wëll ech nach all deenen, déi elo soen, et hätt een iwwerhaupt net duerfen diskutéiere mat Russland a mam Putin an de leschten Deeg a Wochen, dat heite soen: Et ass ni falsch, den Dialog ze sichen. Et ass ni falsch, sech fir de Fridden a fir friddlech Léisungen anzesetzen, net d'lescht Woch, net haut an et ass och sécher muer net falsch!

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, haut de Moien, wéi ech op den Handy gekuckt hunn, hat ech direkt e relativ décke Klooss am Hals. A wärenddeems ech d'Kanner prett gemaach hu fir an d'Schoul ze goen oder an d'Crèche - sou ganz business as usual hei -, hunn ech permanent awer just dru geduecht, wéi Elteren, Mammen a Pappen an der Ukrain haut de Moien hire Moie verbréngen a sou guer kee business as usual bei hinnen ass.

Mir sinn haut quasi an enger neier Welt opgestanen, an esou schockéiert wéi mer alleguerte sinn, froen ech mech, em wéi vill méi verängschtégte haut alleguerten déi Leit dierfte sinn, déi an der Ukrain liewen an em hiert Liewe fäerte mussen.

Ënnerhalb vun e puer Wochen ass eng lodernd Kris, déi awer diplomatesch begleet ginn ass, zu enger

wierklech eminenter Bedroung fir de Fridden an Europa ginn. A quitte dass dat alles enger eenzeger Persoun an d'Schong ze schiben ass, gesi mer awer erëm, dass Fridden eppes ganz Fragilles ass an näischt Selbstverständlech.

Nom Zweete Weltkrich hu sech vill Politiker fir de Fridden an Europa agesat. An elo gesi mer erëm, dass et duergeet, dass een Autokrat fir sech entscheet, d'Geschicht emzeschreiwen, fir dass alles iwwer Bord ka geheit ginn. An enger Zäit, wou mer elo geduecht haten, post-Corona erëm opootmen ze kënnen, gesi mer eis elo um Bord vun engem Drëttes Weltkrich, an dee musse mer verhënnere.

An dofir muss ech mech deem uschléissen, wat meng Virriedner elo scho gesot hunn. Mir verurteelen zuschäerfst, dass Russland de Wee vun der Waffengewalt ageschloen huet a mir sinn traureg doriwwer, dass mer op deem Punkt ukomm sinn. Net just traureg, mee et ass och eng richteg Roserei, déi sech breet mécht, gemëscht mat Onverständnis, wéi et zu esou eppes komme kann.

Wat dat alles fir eis a virun allem fir d'Leit an der Ukrain wäert vu Konsequenzen hunn, dat ass elo nach net kloer ofzegesinn. Mee mir kënnen eis sécher sinn, dass dat ganz vill Leed wäert mat sech bréngen.

An och fir d'Zukunft stelle sech ganz vill Froen: Wat mécht dat dote mat eiser weltwäiter Sécherheetsuerdnung? Riskéiere mer, erëm an eng Well vun nuklearer Oprüstung ze kommen? Komme mer allgemeng erëm an eng Spiral vun der Oprüstung eran? Well hei gëtt d'Vëlkerrecht komplett mat Féiss getrëpelt. Luhansk an Donesk si vëlkerrechtlech keng onofhängeg Staaten, egal, wat de Putin decidéiert. Dofir ass dat do näischt aneschtters wéi eng Invasioun, en Ugrëffskrich.

Russland ass dat gréisst Land vun der Welt a wéi et ausgesäit, geet dat nawell net duer. Déi Invasioun beschränkt sech jo elo en plus net op déi oftrünneg Regioneen, mee se attackéiert déi ganz Ukrain. E souveräne Staat kritt einfach vu Russland ofgeschwat, en Existenzrecht ze hunn, an dat ass ongeheierlech!

Sécher wäert dat do also e risegen Impakt op eis zukünfteg Bezéiunge mat Russland hunn, mee kloer ass op alle Fall - an do benotzen ech d'Wieder vun der däitscher Ausseministesche -, dass dat hei net eng Ukrainkris ass, mee eng Russlandkris. Et ass de President Putin, deen hei ganz eleng d'Verantwortung ze droen huet, an déi ukrainesch Gesellschaft verdéngt eis ganz Solidaritéit!

Dës militäresch Eskalatioun a Geschichtsverdréiung säitens vu Russland ass net ze dulden a se wäert Russland och nach fir eng laang Zäit op der Weltbün isoléieren. Wie virun enger Zäit nach a Russland e Partner wollt gesinn, dee muss haut leider unerkennen, dass mir et do mat engem Mënsch ze dinn hunn, dee bereet ass, alles ze maachen, fir d'Geschicht emzeschreiwen an dee liichtfankeg en Drëttes Weltkrich géif riskéieren.

D'NATO ass hei keng Bedroung gewiescht. An och haut nach ass d'NATO ganz schwéier drëm beméit, alles ze maachen, fir dem President Putin absolutt kee Virwand ze ginn, fir iergendee Move vun der NATO als Provokatioun ze gesinn.

An natierlech sinn net just mir heibannen, mee ech mengen, alleguerten déi, déi elo ganz laang dorunner geschaffert hunn, fir dat do ze evitéieren, decouragéiert, wann ee gesäit, dass sämtlech diplomatesch Moyene keng Friichte gedroen hunn.

Mee bei engem russesche President, dee vun „Nazi-terror“ a „Genozid“ an der Ukrain schwätzt, ass wuel all Hoffnung op demokratesch Mediatioun verluer. An

eis bleibt also näischt aneres iwwreg, wéi drastesch Sanktiounen ze huelen. An dobäi mussen mer kloer soen: Mir wollten dat net a mir wëllen dat u sech och haut net. Mee et féiert elo kee Wee méi derlaanscht. An et féiert och kee Wee derlaanscht, dass d'NATO alles muss drusetzen, fir Russland op Aarmlängt ze halen.

Stell Tech just vir, Dir géift haut am Oste vun Europa un der Grenz zur Ukrain liewen. Dat ass en Onsécherheetsgefill, wat enorm ass, an et ass och eis Missioun als Bündnis, deene Länner zur Säit ze stoen an e kloert Signal u Russland ze ginn: „Bis heihin an net méi wäit!“

Mir sinn eis eens an determinéiert, kloer auszeschwätzen, wat grad geschitt ass. Dat ass keng russesch Friddensmissioun, mee et ass eng Krichsmissioun. An d'Mënschen a Russland mussen sech awer och elo froen, ob se dee Geschichtsrevisiounismus esou matdroe wëllen a bereet sinn, de Wahn vun hirem President mat der Isolatioun vun hirem Land ze bezuelen.

A vläicht nach e lescht Wuert zu engem Sujet, dee staark léiert ass, deen och elo hei ugeschwat ginn ass: Dat ass dee vun der Energiepolitik. Mir gesinn elo op ganz dramatesch Aart a Weis, a wéi eng Sakgaass mer eis manövréiert hunn, andeems mer eis esou ofhängeg vu fossillen Energien an eeben och vu russeschem Gas gemaach hunn.

An elo kräischen dann natierlech déi eng oder déi aner, dass Nord Stream 2 op Äis geluecht ginn ass a maachen, wéi wann dat eng schlecht Entscheidung gewiescht wier, well elo d'Präisser nach méi an d'Luucht géife goen.

Ma sécher kënnen d'Präisser nach an d'Luucht goen. Dat huet awer näischt mat Nord Stream 2 ze dinn, well och ouni Nord Stream 2 klammen d'Präisser. Wann d'Präisser klammen, dann ass et, well de Putin de Krunn zoudréint, an dat kann en, egal ob de Gas duerch d'Ukrain oder direkt iwwer Däitschland erakënn.

Energiepolitik beinhalt natierlech geopolitesch Elementer. Op Wandrieder ze setzen huet also näischt mat Ideologie ze dinn. Si droen en Deel zu eiser Souveränitéitsofsécherung bäi. Hei an haut gesi mir, dass et hei bei Wäitem net just ëm Klimapolitik geet, mee ëm eis Sécherheet. Et geet ëm eis Souveränitéit. Et geet drëm sécherzestellen, dass mer keng russesch Krichsmaschinerie mat eise Gelder finanzéieren an et geet drëm sécherzestellen, dass mir eis net kënnen erpresse loosse, well si sinn en Deel vun eiser nationaler Sécherheet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Empain. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären och, vun eiser Säit aus e Merci un d'Regierung, datt déi Deklaratioun haut ass. Et ass de richtigen Abléck, fir doriwwer ze schwätzen. Mat Trauer a Bestierzung hu mir de Moien héieren, datt Russland eng grouss militäresch Operatioun géint d'Ukrain lancéiert huet. Dëst ass en oppene Broch vum internationale Recht an et gétt eiser Iwwerzeugung no keng Rechtfertegung dofir.

Dowéinst verurteele mir deen Akt vu Gewalt a mir mussen der Regierung zu Moskau weisen, datt mir esou Handlungen net akzeptéieren. Elo géllt et, kuerzfristeg eng Rei vu Moosnamen ze huelen. De Schutz vun den NATO-Staate wéi och vu Finnland, Schweden an aneren neutralen EU-Staaten ass fir eis

net verhandelbar. Mir verstinn déi Nervositéit, déi elo an deene Länner ass, a mir mussen hinne garantéieren, datt mir am Fall vun engem Ugrëff géint si eis Bästansverpflichtungen eescht huelen.

Mir mussen an deem Zesammenhang och iwwert déi weltwäit Implikatiounen vun där Situatioun an der Ukrain nodenken. Wa mir net staark a konsequent reagéieren, kéinten anerer an dëser Attack e Prezedenzfall mengen ze gesinn, deen et hinne géif erlaben, d'Sécherheet vun hiren Noperen a Gefor ze bréngen. Ech denken do och un de Raum vum Pazifik.

Vill Affer vum Krich an der Ukrain sinn Zivilisten. Vill vun hinne wäerten elo déi ëmkämpfte Regiounen wëlle verloossen. D'ADR proposéiert, datt mir do, wou et néideg ass, esou Leit bei eis Schutz ginn. Mir si bereet, an dëser Situatioun och iwwert déi streng Reegele vum Krichs- a vum Asylrecht erauszegoen an eis Dieren opzemaache fir Leit, déi aus Krichsregiounen an der Ukrain zu Lëtzebuerg Hëllef sichen, fir hinne Schutz ze ginn, esoulaang si dee brauchen.

D'ADR proposéiert ausserdeem, datt mir do, wou et néideg ass, eng grousszügig humanitär Hëllef leeschten. Géintiwuer deenen, déi de Broch vum Völkerrecht ze veräntwerten hunn, mussen mir Sanktiounen huelen. D'Sanktiounen mussen awer déi Schëlleg treffen, an net déi Onschëlleg.

Mir wëssen, datt esou Sanktiounen a Géigesanktiounen, déi jo dann och kommen, eng Rei vun negative Konsequenze fir eist eegent Land mat sech bréngen. Déi Situatioun an der Ukrain verlaangt dowéinst och Affer vu Lëtzebuerg. Mir mussen eis dorop astellen. Mir kréien elo verstärkt ekonomesch, finanziell an energiepolitesch Problemer. Déi Problemer mussen mir elo solidaresch ugoen. Mir mussen eist Land an eis Gesellschaft méi kriseresistent maachen an dobäi och eng méi onofhängeg a zouverlässeg Energieversuergung opbauen.

Mat déi éischt Affer vun engem Krich sinn ëmmer d'Mënschlechkeet, d'Veronft an d'Wourecht. Mir plädéieren dowéinst derfir, géintiwuer Russland an der Ukrain, datt d'Krichsrecht agehale gétt, datt et net zu onmënschlechen Aktiounen kënn an datt déi zwou Säite sech esou séier wéi méiglech ëm e Waffestëllstand beméien.

Mir kennen de Risiko fir d'Wourecht. Mir fillen eis der Wourecht verflucht a mir solle keng Propaganda ënnerstëtzen, egal vu wéi enger Säit, mee eis ëmmer drëm beméien, eng méiglechste objektiv Analys vun der Situatioun ze maachen.

Mir wëllen och an dëser Situatioun weeder d'Veronft nach d'Léift zum Fridden afferen. Esou wichteg et och ass, enger Aggressioun entgéintzotrieden - an et ass dat, wat an dëser Situatioun onëmgänglech ass -, esou wichteg ass et awer och, drun ze denken, datt mer diplomatesch Léisunge mussen méiglech loosse an och laangfristeg entwéckelen. Wouhin dee Konflikt eis féiert, wësse mir nach net. Dat hänt och dovun of, wéi laang en dauert a wat d'Ziler vu Russland konkret wäerte sinn.

Komme mir an eng nei Oprëschtungspirale? Wéi eng Implikatiounen huet de Krich an der Ukrain op déi Europäesch Unioun? Wéi staark leit eis Economie ënnert dësen Entwécklungen? A wéi soll eist Verhältnis zu Russland an zu der Ukrain laangfristeg ausgesinn? Wéi eng Sécherheetsarchitektur ass fir eise Kontinent elo nach méiglech?

Haut si mer an enger akuter Kris a mir mussen déi prioritär geréieren. Mir mussen eis solidaresch mat engem Land weisen, dat ugegraff gétt, esouwäit wéi et eeben an dëser Situatioun méiglech ass.

D'Mënschen an der Ukrain brauchen eis Hëllef a mir mussen hinnen Hëllef ginn. Et géllt awer och, fir an deenen nächste Jore grouss Leeschtungen an der Diplomatie ze bréngen. Mir halen als ADR an deem Zäit fest, datt Europa muss e Kontinent ouni Haass a vum Fridde sinn, op deem all Europäer sech ka sécher fillen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et un der honorablen Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, villmools merci, Här President. Mir sinn all bestierzt iwwert d'Situatioun an der Ukrain. Mee zu dësem Zäitpunkt iwwerschloer sech d'Informatiounen all Minutt, all Sekonn bal schon, déi aus der Ukrain kommen, an déi genee Situatioun um Terrain ass nach net richtig kloer. Sécher ass awer, dass déi russesch Arméi säit de fréie Mueresstonnen e grouss ugeluechten Ugrëff op d'Ukrain lancéiert huet. Et gétt Berichter vu russesche Loftattacken op militäresch Ziler an zivill Infrastruktur, Artillerieattacken a Grenziwwerschreidunge vu russeschen Truppen. Et ass aller Warscheinlechkeet no déi gréisst militäresch Offensiv säit der Invasioun vum Irak am Joer 2003.

Egal wéi sech dës militäresch Situatioun entwéckelt, eppes ass elo scho kloer: Et ass e ganz grave Völkerrechtsbroch, dee mat näischt ze rechtfertegen ass. Mir verurteelen dee schaarf, esou wéi mer och an der Vergaangenheet all Broch vum Völkerrecht verurteelt hunn. Hei gétt mutwëlleg mat dem Liewe vu Milliounen Mënsche gespilt an eis Gedanke sinn natierlech dofir an éischer Linn bei der Zivillbevölkerung.

Wat dem russesche President seng militäresch Ziler sinn, ass den Ament nach net ganz kloer. Wëllt hie just eng Muechtdemonstratioun maachen, well e mengt, en hätt domat méi eng staark Verhandlungspositioun? Wëllt e just déi zwou separatistesche Provénze komplett ënner russesch Kontroll kréien oder souguer, wéi een haut bal mengt, e Regierungswissel zu Kiew erzwénge?

Wat och ëmmer seng Ziler sinn, de Wladimir Putin ass bereet, dofir en extreem héijen Asaz op den Dësch ze leeën. An hie vermëttelt ëmmer méi d'Bild vun engem Mann, deen de Besuch zur Realitéit verluer huet. A grad dat mécht eis alleguerten, mengen ech, esou vill Surgen.

Wäitreechend Sanktiounen waren dann ugekënnegt a solle fir de Fall vun enger weiderer Eskalatioun och eropgoen. A mir erwaarden eis dat och, dass haut eeben och eng Decisioun zu Bréssel geholl gétt.

Och wa Russland an de leschte Jore Reserven ugeluecht huet a wirtschaftlech manner ofhängeg vun Europa ass, wäerten déi Sanktiounen, wa se gutt konzipéiert sinn, op Dauer en Effet hunn. D'Zäit spillt also géint de russesche President an dofir géllt et elo, dass mir an Europa d'Nerve behalen an dass mer eis net provozéiere loosse.

Mir ruffen och d'EU an déi europäesch Regierungen op, sech schnellstméiglech vun de russeschen Energie- liwwerungen ofzuebelen. Déi Energieofhängegkeet vun Europa ass eng Waff an der Hand vum Kreml, mat där si déi europäesch Gesellschaft kënnen destabiliséieren. Europa muss sech deemno esou schnell wéi méiglech dëser Ofhängegkeet entzëien, fir net a Gefor ze geroden, erpresst ze ginn.

Wa sech dës Konflikt an d'Längt zitt, wäert et méiglechwerweis zu Flüchtlingsström a Richtung Mëttel- a Westeuropa kommen. Och dorobber mussen mir eis preparéieren. Wann et dozou kënn, mussen mer dës

Mënsche sécher Fluchtweeër opmaachen a se an Dignitéit empfänken, esou wéi dat alle Mënschen zousteet, déi viru Krich an Elend musse flüchten. Dat Trauerspill vun 2015 däerf sech net widerhuelen.

Zum Schluss wëll ech nach drun erënneren, dass een ni däerf e ganz Vollek responsabel maache fir d'Aktioune vun hirer politescher Féierung. Natierlech ginn et a Russland an och a Wäissrussland Mënschen, déi dës Invasioun fir richtig halen. Mee et gëtt mat Sécherheet vill méi Leit, déi sech Suerge maachen an dëse Länner an déi net domadder averstane sinn. Ech hoffen, dass d'Politiker an d'Leit dobaussen och deen Ënnerschied wäerte maachen.

Villmoos merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut de Moie si mer alleguerten an enger anerer Welt erwächt. Et ass eng Welt, wou d'Gewalt an de Konflikt erëm eisen Alldag an eis Gedanke beaflossen. Et ass eng méi ellen, eng méi traureg Welt. Ech stoung de Moie laang um Bett vu menger fënnel Méint aler Duechter an ech hu mer d'Fro gestallt: Wéi erklären ech deem eng Kéier de Grond vun esou engem Konflikt? Wéi soll ech em esou e sënne Krich jeemools erklären?

De Westen huet probéiert, mam Autokrat Putin ze verhandelen, ze diskutieren. Hien huet entscheet, datt d'Zäit vun de Gespréicher eriwuer ass an datt elo Mënsche musse stierwen. Et herrscht Krich an der Ukrain, e Krich, dee Russland ze verantworten huet, e Krich, dee Mënscheliewen an Existenz wäert zerstieren.

Vill Leit hei am Land an op der ganzer Welt fille sech hëlleflos. D'Noriichten iwwerschloe sech, Meldungen iwwerschloe sech. Et wäerten an dësen Zäiten och vill Meldunge kommen, déi net stëmmen. Dat ass Deel vun engem moderne Krich. Dës Meldunge gëllt et als dat ze entlarven, wat se sinn: Fakenews, e Méttel vun der Krichsféierung.

Hei kënn e eis alleguerten elo eng wichteg Roll zou, eise Politikerinnen a Politiker, de Journalistinnen an de Journalisten, fir genau iwwert déi Saachen ze berichten, déi wierklech geschéien, eis alleguer, fir nëmmen déi Informatiounen ze deelen, déi aus vertrauenswierdege Sourcë kommen. Mir dierfen dem Putin senger Propaganda keng Plaz loossen. Et ass elo och un der EU an hire Partnerlänner, fir haart duerchzegräifen an de Putin a säin Ëmfeld spieren ze loossen, datt mir och ouni militäresch Ugrëffer eiser-säits kënnen géint Russland virgoen.

De russeschen Autokrat a säin Entourage hunn decidéiert, datt Russland näischt méi op international Rechter an eege bilateral a multilateral Verflüchtunge gëtt. Si wëllen net méi Deel si vun enger friddlecher internationaler Gesellschaft, an als solch sollte mer se dann och behandelen. Natierlech soll ëmmer eng Linn oppe bleiwe fir den Dialog. Mee d'Zäite vum Appeasement oder, fir Accorde mat Russland ze fannen, sinn duerch d'russesch Akten op en Enn komm.

Als EU musse mer dem Putin elo weisen, datt rout Linnen eng Bedeutung hunn, datt Traitéen net einfach esou kënnen gebrach ginn an datt mer net akzeptéiere kënnen, datt Grenzen duerch Gewalt nei gezecheent ginn.

Mir Piraten stinn hannert de Sanktiounen, déi d'EU bis elo beschloss huet, an et musse weider robust Sanktioune verhaange ginn, genausou wéi d'Ukrain muss materiell Hëllef vun eise Memberstaate kréien.

Et ass och un der EU, fir deene Leit ze hëllef, déi elo aus de Krichsgebieder wäerte flüchten an em hiert Liewen an dat vun hirer Famill musse fäerten. Dat gëllt fir all Ukrainer an Ukrainerin. Et soll kee jonken Ukrainer musse un enger russescher Attack stierwen. Ech soen dat, an ech soen dat genau esou, well am Kader vun der Afghanistankris eenzel Stëmme dobausse gemengt hunn, jonk Männer missten an hirem Heemechtsland bleiwen a fir hiert Land kämpfen a stierwen. Nee, dat musse se net!

Si sollen hiert Land kënnen verdeedegen, wa se dat wënschen. Mee och si hunn d'Recht drop, al ze ginn, eng Famill ze grënnen an a Fridden ze liewen, e Recht drop, hir Famill a Sécherheet ze bréngen, e Recht, wat de President Putin hinne wëllt ofschwätzen, genau-sou wéi d'Existenzrecht vun der Ukrain.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech war well an der Ukrain an ech hu se als weltoppen, frëndlech a virun allem als en demokratescht Land wouergeholl. Dës Zäite si leider bis op Weideres eriwuer. Et ass eng méi traureg Welt haut, eng Welt, an där mir eis neie Realitéite stelle musse, eng Welt, an där mir als Europa awer och musse weisen, fir wat mir stinn. Mir sti fir de Fridden. Mir sti fir Mënsche-rechter. Mir sti fir en Anhale vum internationale Recht. An all Land, dat dës Wäerter net respektéiert, muss Konsequenzen dovunner ze spiere kréien, a mir dierfen d'Ukrain net am Stach loossen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, erlaabt mer fir d'éischt, all den Orateurs Merci ze soen. Et sinn déi Momenter, an deene mer déi Geschlossenheet weisen, déi Wäerter, fir déi mer stinn, egal wéi eng Partei, an - et ass rar, Här President, dass ech dat heibanne soen - an deene mer alleguerte wierklech an déi selwecht Richtung zéien, alleguerte fir déi selwecht Wäerter och hei stinn.

Ech sinn houfreg, als Premier haut virun dëser Chamber ze stoen. Ech hunn Iech gesot, ech géif am léifsten net hei sinn, well déi Situatioun ass eng dramatesch Situatioun. A während mir hei schwätzen, kommen all Stonn nei Noriichten.

Wann een de Moie gesot kritt huet, et wiere militäresch Ziler, déi bombardéiert ginn, sou sinn an der Mëttesstonn och schonn op zivill Ziler Bombe gefall. Et weess keen, wat an den nächste Stonnen, wat an den nächsten Deeg geschitt. Mir hu Moyenen, déi limitéiert sinn. Mir hu virun drüwer diskutéiert. Mir mengen, dass déi Moyenen, déi mer hunn, déi sinn, déi mer och musse benotzen. Et ass och hei - an dat wëll ech och hei schätzen a Merci soen -, dass mer eis bewosst sinn, dass déi Moyene vun de Sanktiounen, déi mer huelen, och e Präis wäerten hunn. Mee mir kënnen net nëmme Wirtschaftsfroe prioritär behandelen, wann et ëm Fridden op onsem Kontinent geet. Duerfir Iech alleguerten e grouse Merci.

Erlaabt mer hei och, dem belschen Ausseministère Merci ze soen, well mir hunn eng Diplomatin dohanne vun de Belsch zu Kiew, déi och de Lien mécht, déi sur place ass, hir Konsulin, fir eeben och mat de Lëtzebuerger, déi nach dohanne sinn, Saachen ze coordonéieren. Hir och e ganz, ganz grouse Merci.

Mee Iech alleguerten e ganz, ganz grouse Merci, well dat hëllef mir, wann ech den Owend zu Bréssel

sinn a muer oder iwwermuer NATO-Sommet hunn, fir ze soen: „Ech schwätzen net am Numm vun der Regierung, ech schwätzen am Numm vun engem Land a vun engem Vollek.“

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Motion 1

Da kéime mer elo zur Ofstëmmung vun der Motioun. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Kënnen mer dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen. Wien ass dergéint? Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

5. Communications

Erlaabt mer nach, eng Rei Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen.

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Esou wéi dat am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech follgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen: Den Arrêté grand-ducal vum 5. Februar 2022 huet der Madamm Nicole Sibenaler, Member vum Collège vum Centre pour l'égalité de traitement, d'Demission vum hirem Mandat zouerkannt. Esou wéi et festgehalen ass an den Artikelen 11 a 14 vum Gesetz vum 28. November 2006 iwwert de Centre pour l'égalité de traitement souwéi an den Artikelen 135 bis 142 vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, e Ramplaçant fir déi verbliwene Amtszäit ze proposéieren.

Déi interesséiert Persounen kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten.

All Deputéierten huet d'Recht, een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäuseleën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist.

Fir datt d'Kandidaturen als recevabel erkläert kënnen ginn, musse se bis spéitstens de 17. Mäerz 2022 erakomm sinn. Den Datum vum Poststempel ass maassgebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzerechen, déi beleëen, datt d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn an datt d'Kandidaten déi néideg Kompetenz um Gebitt vun der Promotioun vun der Gläichbehandlung hunn.

Ausgeschloss vun esou engem Mandat sinn d'Membere vun der Chamber, vum Staatsrot a vun der Regierung.

Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press verëffentlecht.

Communications du Président - séance publique du 24 février 2022

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7967 - Projet de loi portant

1° Création d'un comité de suivi de mesures restrictives en matière financière ; et

2° Modification de la loi du 19 décembre 2020 relative à la mise en œuvre de mesures restrictives en matière financière

Dépôt : Madame Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 14/02/2022

7968 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés et portant modification :

1° du Code civil ;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;

4° de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ; et ayant pour objet la digitalisation du notariat

Dépôt : Madame Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 15/02/2022

7969 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail

Dépôt : Monsieur Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 17/02/2022

3. Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2232 - Demande de pétition publique : Créer un service d'oncologie pédiatrique au Luxembourg : aider nos enfants à gagner le combat contre le cancer

Dépôt : Julia Dauphinee, le 10/02/2022

2233 - Demande de pétition ordinaire : Gewähren von Berufsunfähigkeitsrente mit ärztlichem Attest ohne Nachweis erfolgloser Therapien

Dépôt : Marianne Golenhofen, le 08/02/2022

2234 - Demande de pétition publique : Impfpflicht 2022

Dépôt : Sylvie Schweigen, le 11/02/2022

2235 - Demande de pétition publique : Fir d'Afféiere vum DAB (Digital Audio Broadcast) zu Lëtzebuerg

Dépôt : Serge Cichy, le 11/02/2022

2236 - Demande de pétition publique : Obligation pour les propriétaires de faire établir un diagnostic amiante par un organisme agréé par l'Etat avant la vente d'un immeuble.

Dépôt : Carmen Rivoldini, le 11/02/2022

2237 - Demande de pétition publique : Augmentation excessive des carburants. Nous ne gagnons pas tous des salaires qui dépassent les 2.000 EUR! Donc comment terminer les fins du mois sans être dans le rouge ? C'est inadmissible ! Comment peut-on épargner de l'argent si le carburant prend 300 EUR de notre salaire tout en sachant qu'on gagne moins de 2000 EUR net par mois ? / C'est trop !

Dépôt : Kokou Danou, le 16/02/2022

2238 - Demande de pétition publique : Keng Impfung iwwer 50 Joer

Dépôt : Marcelle Simon, le 16/02/2022

2239 - Demande de pétition publique : Steuererleichterungen für Singles

Dépôt : Jacky Bordin, le 17/02/2022

2240 - Demande de pétition publique : Demande de démission de Monsieur Xavier Bettel (Premier Ministre) et de son interdiction d'occuper des fonctions publiques au sein du Gouvernement ou de la Chambre des Députés jusqu'en 2072.

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 17/02/2022

2241 - Demande de pétition publique : --- soll seng Hoer orange/rout fierwen.

Dépôt : Jérôme Schmitz, le 14/02/2022

2242 - Demande de pétition publique : Une pétition afin d'obtenir des pompes à essence E85 bioéthanol au Luxembourg.

Dépôt : Helder Capinha, le 21/02/2022

2243 - Demande de pétition ordinaire : Stationnement handicapé

Dépôt : Aurélie Hilger, le 21/02/2022

4. Par arrêté grand-ducal du 5 février 2022, démission de son mandat a été accordée à Madame Nicole Sibenaler, membre du collège du Centre pour l'égalité de traitement.

Conformément aux articles 11 et 14 de la loi modifiée du 28 novembre 2006 instituant un Centre pour l'égalité de traitement et aux dispositions des articles 135 à 142 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à proposer à la nomination par le Grand-Duc un remplaçant afin d'achever le mandat de membre du Centre pour l'égalité de traitement. Le mandat viendra à terme le 12 mars 2024.

Les personnes intéressées peuvent adresser leur candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent ajouter une pièce du candidat acceptant la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard le 17 mars 2022, l'estampille de la poste faisant foi.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir disposer de la compétence nécessaire dans le domaine de la promotion de l'égalité de traitement.

Les fonctions de membre du Centre pour l'égalité de traitement sont incompatibles avec les mandats de député, de membre du Conseil d'État et de membre du Gouvernement.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

6. Question élargie n° 130 de M. Paul Galles au sujet du budget CO₂ du Luxembourg

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass d'erweidert Fro Nummer 130 vum Här Paul Galles iwwert den CO₂-Budget vu Lëtzebuerg. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vun der Madamm Ministesch eventuell eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung sinn zéng Minutten zou.

Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmoools, Här President.

Ech hätt jo och léiwer gehat, et wär en Dag mat aneren Ereegnisser, fir déi heite Fro ze stellen. Engersäits, well et eng wichteg Fro ass, wéi ech mengen, anerersäits awer och, well déi Ereegnisser vun haut eis alleguerten natierlech zu Recht nach vill méi beschäftegen.

Déi Fro vum Klimabudget, vum CO₂-Budget geet aus vum Paräisser Klimaabkommens. Mir hunn zu Paräis entscheet, dass mer eis op 1,5 Grad Celsius beziéungswies maximal 2 Grad Celsius Erwiermung par rapport zu de virindustriellen Zäite wëlle limitéieren. D'Hauptinstrument dofir ass d'Reduktioun vun den CO₂-Ausstéiss beziéungswies vun den CO₂-Equivalenten. An d'Ëmsetzung vun deem Zil, wat mer eis ginn hunn a bei deem wëssenschaftlech ouni Weideres beluecht ass, dass dat dee richtege Wee ass, ass mathematesch gesinn op zwou Aart a Weise méiglech.

Et kann een entweeder e Prozentsaz definéieren, op deem ee wëll erofkommen, zum Beispill déi 55 %, déi mir eis zu Lëtzebuerg ginn hu bis 2030, oder et kann een eng aner Method wielen, nämlech en CO₂-Budget definéieren, deem een eigentlech nach ausstoussen dierf, wann ee proportionell a fair kuckt, wéi vill d'Welt insgesamt nach dierf ausstoussen, bis mer op dee Punkt kommen, dass d'Paräisser Klimaziler net méi anzehale sinn an dass d'Kippunkte erreecht ginn.

An déi zweet Method vum CO₂-Budget ass interessant, well engersäits gëtt se am IPCC-Rapport och erwäant a genotz an anerersäits geet et och tatsächlech dorëms: Et geet jo net ëm e Pourcentage, dee mer herno wëllen errechen, mee mat deem Pourcentage wëlle mer jo op dee Punkt kommen, eng gewësse Meng, eng Mass vun CO₂ anzespieren. Dat heescht et geet herno ëm eigentlech absolutt Zuele vun CO₂, déi mer wëllen aspieren, bis d'Kippunkte erreecht ginn.

D'Realitéit ass awer déi, dass d'Länner alleguerte Pourcentagen definéiert hunn - mir zu Lëtzebuerg och - an dass se hir Strategie, de Lëtzebuurger PNEC also och, vun do aus definéiert hunn. An dat ass eeben net d'Klimabudget-Method!

An dat ass tricky, dat ka geféierlech sinn aus e puer verschiddene Grënn. Deen éischten ass deem, dee jo dann theoretesch méiglech wär: Wann ee seet: „Bis 2030 wëlle mer op 55 % kommen“, kéint ee jo theoretesch bis 2029 inklusiv op 100 % bleiwen, 120 % an dann 2030 geet een op 55 % an et seet ee „Mir hunn eis Ambitiounszieler alleguerten erreecht“. Et huet een natierlech an der Tëschenzäit vill méi ausgestouss wéi dat, wat engem zousteet. Dat reng theoretesch.

Den zweete Grond ass awer och deem, dass wa mer d'Trajectoire vum PNEC weider schéi graduell a brav verfollegen a lues a lues op déi 55 % erofkommen, et da kéint sinn, dass mer trotzdeem wäit iwwert deem sinn, wat eis eigentlech als CO₂-Emissiounen nach zousteet als Lëtzebuerg.

An dofir misst ee jo eigentlech zwou Saache berechnen. Nämlech engersäits, wéi vill Lëtzebuerg proportionell a fair iwwerhaapt nach am Verglach mat der ganzer Welt zousteet, wann een zum Beispill dovun ausgeet, dass weltwäit nach ongeféier 400 Gigatonnen CO₂-Equivalenten ausgestouss dierfe ginn, bis mer eis Ziler maximal erreecht hunn. An et misst een och ausrechnen, wéi vill CO₂ dann eigentlech ausgestouss gëtt duerch all déi Ziler, wéi mer se am PNEC definéiert hunn.

An et ass och interessant, dass déi Fro tricky ass, well se elementar ass. Dat huet een an Däitschland gesinn, wéi do de Minister Robert Habeck gefrot ginn ass, wéi e sech da verhält. Do ass en an d'Laborante komm, well en hat sech nämlech un de Pourcentagen orientéiert, amplaz un den absolutten Zuele vun deem Budget, deem Däitschland nach zousteet, an en

huet sech leider dunn och dorop behaupt, bis en dunn agesinn huet, dass e sech tatsächlech geiert hat.

Madamm Minister, mir wëlle jo alleguerten transparent wëssen, wou mer dru sinn. A mir wëllen och net, dass mer eis alleguerten herno - d'Bierger, d'Gemeengen, d'Industrie - immens vill drugginn hunn an dass et herno hannen um Enn awer net duergeet, dass mer also déi 55 % errechen, awer trotzdem vum Klimabudget hier wäit iwwert dat eraus sinn, wat mer dierfen.

Duerfir meng Froen. Déi éischt: Woufir geet Lëtzebuerg net op de Wee vum Calcul vun engem Klimabudget?

Déi zweet Fro: Ass de Klimabudget fir Lëtzebuerg iwwerhaupt errechent ginn? A wéi vill géif eis da proportional iwwerhaupt nach bis wéini zoustoen?

Déi drëtt Fro: Ass errechent ginn, wéi vill Tonnen CO₂ mer iwwerhaupt nach ausstoussen, wa mer d'Trajectoire vum PNEC verfolgegen? A läit déi Zuel iwwert deem oder ënnert deem, wat eis iwwerhaupt nach zousteet?

An déi véiert Fro: Erreeche mer da mam PNEC a mat deem, wat mer nach un CO₂ ausstoussen, iwwerhaupt dann déi Paräisser Klimaziler?

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Galles. D'Regierung huet d'Wuert, Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, Madamm Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Hären, fir d'éischt emol dem Här Galles merci fir déi Fro, well et ass wierklech eng elementar Fro, wa mer vu Klimapoliticken op där enger Säit, vu Resultater, déi mer wëllen errechen, schwätzen, an op där anerer Säit vu Gerechtheit. An dofir loosst mech Är Fro vläicht an zwee grouss Deeler opdeelen.

Déi éischt ass jo, dass hei an dësem Haus, mengen ech, absolutt keen Zweifel besteet: Lëtzebuerg steet 100 % zu den Ziler, dem Paräisser Accord gerecht ze ginn. Mir hu gemeinsam hei an dësem héijen Haus de 15. Dezember 2020 e Klimagesetz op de Wee bruecht, dat eebe genau dat laut sengem éischten Artikel wëllt maachen: d'Ëmsetzung vum Paräisser Accord. Dat heescht, dass mer d'Ärderwärmung op 2 Grad limitéieren an dass mer alles maachen - an dat steet och am Artikel 4 vun dësem Gesetz -, fir bei den 1,5 Grad stoen ze bleiwen, fir dass mer eng sécher Welt kréien. Bon, en Thema, dat eis haut natierlech nach op eng ganz aner Aart a Weis touchéiert.

Dofir huet och Lëtzebuerg sech e Klimagesetz ginn, an deem mer eng Kuerzzeitberechnung maachen. An, Här Galles, do hu mer genau déi Budgetsapproche gewielt iwwert déi sektoriell Ziler, woubäi et jo och en entspreche Règlement grand-ducal gëtt a woubäi doduerch, dass mer esou kloer am Gesetz soen, mir hätte sektoriell Ziler a mir géifen all Joer erofgoen, eeben den Szenario, den Dir elo just hei beschriwwen hutt, net wäert kommen, well mer genau do gesot hunn: Mir maachen elo de Paradigmewissel duerch de Kader, dee mer eis ginn. D'Gesetz, do steet insgesamt de Pourcentage, déi 55 % Reduktioun bis 2030, an och d'Klimaneutralitéit - dat ass nämlech den zweeten Deel och vun der Äntwert -, dat heescht d'Trajectoire, wéi se muss weidergoe bis 2050. De Kader steet also am Gesetz, a wéi dat méi genee ze definéieren ass, zum Beispill vun 2021 bis 2030, dat geet iwwert de Règlement grand-ducal, den eis sektoriell Ziler gëtt.

An do ass et dann de facto och esou, dass am Kader vun deem Opstellen - an dat ass jo a Kohärenz mam PNEC geschitt, well de PNEC jo d'Basis ass fir eis Ziler vun de 55 % Reduktioun - eisen Emissionsbudget iwwert déi zéng Joer laut Klimagesetz 63,7 Milliounen Tonnen CO₂ wieren, déi sech dann op déi fënnf Secteure verdeelen, a pro Sektour hu mer do en Emissionsbudget errechent. Ech soen Iech elo: Industrie de l'énergie et manufacturière, Constructioun, dat wieren 3,5 Milliounen Tonnen CO₂, Transport 41. Dir wësst, den Transport ass eise gréissten Deel. Dat kënnt Der alles noliesen.

An dann zur Erklärung nach: Am Moment ass ... A Lëtzebuerg huet do virgegraff, well mer gesot hunn, mir hätte gare kloer Ziler pro Sektour, souwuel fir d'Landwirtschaft, wéi fir de Bau, wéi och fir, zum Beispill, den Transport, fir dass eeben dat doten net geschitt, fir dass mer graduell erofginn an dass mer eis e Budget ginn an dass mer deen och uerdentlech kënne kontrolléieren.

An déi 63,7 Milliounen Tonnen CO₂, do si mer an der Ambitioun. Well deen zweeten Deel, den Der eis sot, dat ass deen, datt vill ONGen, an och den IPPC a sengem Rapport 2018, gesot hunn: „Mir hunn nach e Reschtbudget vun ...“ An dat wär jo d'Approche, wa mer einfach e globale Budget huelen - an duerno kommen d'Politicke ran -: Wéi gétt dee verdeelt?

Wat mir zu Lëtzebuerg gemaach hunn an dësem Fall, ass, dass mer am Kader vun Klimagesetz gesot hunn: 55 %. Do ware mer méi schnell wéi d'Europäesch Unioun. Dir wësst, Lëtzebuerg ass en Deel vun der Europäescher Unioun an d'Europäesch Unioun gëtt hiert Zil gemeinsam of. Also ass et och eng Verdeelungsfro innerhalb vun der Europäescher Unioun.

Lëtzebuerg, an dat ass dat, wat mer am Moment am Package „Fit for 55“ diskutéieren ... An Europa si mer am Moment amgaangen, tëschent de Staaten ze kucken: Wie mécht wat? Wéi geet eisen Emissionshandel? Wéi een Deel ass dat? Den ITS? Wéi een Deel maache mer iwwert den Effort Sharing? Dat ass eisen eegenen Deel, dee mir heiheem musse maachen. An do hu mir 55 % elo schonn uginn. D'Europäesch Unioun hätt eis do elo mol 50 % an hirem Virschlag operluecht.

Dann hätte mer en Emissionsbudget, dat hunn ech och nogekuckt, vu 66,6 Milliounen Tonnen. Dat heescht, mir sinn e Stéck wäit méi ambitiéis. Mir hunn och d'ailleurs net gewaart, bis dee Klimabudget vun der Europäescher Unioun ënnerwee wier bezéiungswies bis deen elo gestëmmt ass, well d'Klimakris, déi waart net, bis mir alles fäerdeg verhandelt hunn. Mir mussen haut aktiv ginn!

Netdestotz muss ee soen, wann ech dann op den zweeten Deel vun Är Fro aginn: Ass dat esou gerecht? Dat ass schwierig ze soen. A ce stade kënne mer feststellen: Wéi d'Europäesch Unioun hir Propos iwwerschafft huet an en Assessment gemaach huet, hu se gesot: „Dat doten ass eise Bäitrag, fir de Paräisser Accord ze errechen.“ Dee Moment, wou deen Assessment gemaach gouf, gouf säitens engem Thinktank wéi Carbon Tracker gesot, dass d'Europäesch Unioun „almost on track“ wär. Hautzudaags geet ee vläicht éischer dovun aus, dass mer nach mussen e Schrëtt zouleeën an dass mer „insufficient“ wären.

Fakt ass awer, an dat däerfe mer an där ganzer Debat vum Budget oder Netbudget ... Dobäi, Här Galles, hunn ech e ganz grouse Favour, fir eebe ganz kloer ze soen: Mir mussen esou an esou erofgoen. An dat ass genee dat, wat mer hei zu Lëtzebuerg als Regierung an och mat der Chamber beschloss hunn: dass mer eis do net bis zum Schluss alles opspueren a soen, no eis missten d'Leit sech ustengen, mee dass

mer konstant erofginn, dass mer pro Sektour och eng Previsibilitéit hunn. Wat muss wien alles maachen? Dat hu mer elo bis 2030 beschloss.

Ob mer do nach en Héff méi maache mussen, dat ass déi Diskussioun, déi d'Regierung - an de Premier huet dat am État de la nation jo annoncéiert - mam Klimabiergerrot och beschwätzt, well mir haut schonn e Reduktionszil fir 2030 vu 55 % en vigueur hunn zu Lëtzebuerg.

De Règlement grand-ducal zu dem sektoriellen Zil, do hu mer elo en Avis vum Staatsrot. Dat heescht, dee wäert och elo gläich do sinn. Dat heescht, dann hu mer de Kader op jidde Fall prett, fir eebe grad déi budgetär Approche ëmzesetzen.

An déi Fro, déi dohannert kënnt, ass déi: Gi mer eis dann als Gesellschaft domadder zefridden, well mer jo awer pro Kapp och nach héich Emissionen hunn? A genee deen Dialog ... Wat wëlle mer als Gesellschaft méi maachen, fir awer nach der Gerechtheitfro méi no ze kommen? Wéi kréie mer déi Fënnforeszyklen, déi jo am Häerz vum Paräisser Accord sinn? Ech weess nach, wéi mer dee verhandelt hunn, hu mer gesot: „D'Technologien entwéckele sech. Mir wäerten no an no ëmmer méi propper ekonomesch Acteuren, Industrië kréien, méi eng propper Landwirtschaft, wou manner Emissionen sinn. A mir wäerten och no an no ëmmer méi onofhängeg ginn duerch erneierbar Energien.“

An dofir hu mer gesot, fir eeben den Drock héichzhalen: „Majo kommt, mir kucken am Paräisser Accord net nëmmen - mer hu jo och dräi Deeler am Paräisser Accord -, d'Reduktioun vun den Emissionen, d'Upassungen, de Klimawandel an eis Finanzen on track ze bréngen. Mee een Deel ass: Wéi maache mer dat? Majo, mat Fënnforeszyklen!“

An dofir wäerte mer eis och op der nächster Klimakonferenz an och hei zu Lëtzebuerg, wou d'Diskussioun am Klimabiergerrot ass, an deene nächste Joren domat beschäftegen: Ginn déi 55 % Reduktioun duer? Dat ass e politesche Konsens, deen et hei gouf. Oder muss mer nach e Stéck méi maachen? E Stéck méi, fir eebe grad - an dat seet eis ...

(Signal sonore d'un portable)

... d'Wëssenschaft: Mir mussen eis e bësse méi ustengen! - net nëmmen ënnert den 2 Grad ze bleiwen, mee och d'1,5 Grad-Zil ze errechen.

Ech mengen awer selwer, dass an dësem Fall Lëtzebuerg eng gutt Basis virzeschaffen huet. Mir verschléissen eis do op alle Fall kengen Diskussiounen, wann et drëm geet, no an no an iwwert d'Zäit am Kader vun de Fënnforeszyklen nach méi no un eng méi gerecht Verdeelung erunzekommen.

Well eent ass ganz sécher: Si wäerten net waarden. D'Klimakris waart net. Déi gétt am Moment verstärkt, jee méi Emissionen mir maachen. An dofir ass et mir perséinlech och extrem wichteg, dass mer och hei zu Lëtzebuerg weiderfuere mat der Ëmsetzung vu Klimapoliticken, och a méi schwierigen Zäiten.

An domadder wëll ech Iech en häerzleche Merci fir Är Fro soen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Dieschbourg. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zrëck un den Här Paul Galles fir eng Zousazfro.

M. Paul Galles (CSV) | Jo, merci villmools, Här President. Och merci der Madamm Ministesch fir hir Äntwerten. Ech hunn eigentlech nach zwou Froen, déi sech aus deem erginn, wat si elo gesot huet.

Déi éischt ass nämlech: Dir hutt elo dovu geschwat, dass de Moment iergendwann eng Kéier kënnt, an

deem een d'Evaluatioun mécht: Si mer elo wierklech on track? Packe mer déi 55 %? Vlächtt kënn Der mer nach dozou e Wuert soen, wéi dat ongeféier wäert ausgesinn, also wéi, op wat fir engem Niveau déi Entscheedung wäert getraff ginn.

An dann déi aner Fro, déi ech mer gestallt hunn: Wann een tatsächlech elo vun 63 oder vu 67 Milliounen schwätzt, dat sinn nach relativ héich Zuelen, ech hu mech do elo gefrot, wann ... Ech sinn opgrond vun deem, wat ech gelies hat, ëmmer vun deene 400 Gigatonnen ausgang, déi d'gesamt Weltgemeinschaft nach zegutt hätt. Dat ass natierlech elo mathematesch relativ schwéier ze rechnen, mee wa ech mech do elo froen: Wat bedeiten dann déi 63 oder 67 Milliounen Tonnen? Ass dat net awer on track zum 2 Grad-Zil an net zum 1,5 Grad-Zil? Dat ass e bësse meng Fro.

An da géif sech jo déi Fro stellen hannendrun: Wat bedeit dat dann herno fir eng Definitioun vun eisen Ziler?

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Galles. An d'Wuert geet zrëck un d'Madamm Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Jo. Bon, ech hat dofir versicht, och de Bou ze schloen zum europäesche Volet, well d'Europäesch Unioun, déi ass scho méi evaluéiert wéi verschidden eenzel Memberstaaten.

Deemools, wéi déi 55 % gerechent op d'Europäesch Unioun avancéiert goufen, gouf ëmmer gesot: „Dat dote geet bal duer oder mat ganz liichter Verbesserung duer fir d'1,5 Grad-Zil.“ Et wär esou - an dat soen net ech, dat huet an deem Moment de Climate Action Tracker gesot -: Haut wär e vlächtt schonn erëm méi pessimistes, mee dee Moment, wou d'EU hire Virschlag gemaach huet - an dat liesen ech elo vir -, „the new target is rated as 'Almost sufficient'. The 'Almost sufficient' rating indicates that the EU target in 2030 is not yet consistent with the Paris Agreement's 1.5 °C temperature limit but could be, with moderate improvements. If all countries were to follow the EU's approach, warming could be held below - but not well below - 2 °C.“

Dat heescht, dee Moment, wou den Assessment gemaach gouf, gouf gesot - a Lëtzebuerg ass Deel vun der EU -: „Mir hunn elo am Effort Sharing an der EU ...“ Et gouf an der EU gesot: „Voilà, Lëtzebuerg soll 50 % vu sengen Emissiounen reduzéieren.“ Dat gétt gerechent iwwer verschidde Schlüsselen. Mir wëssen allegueren, dass Lëtzebuerg héich Emissiounswärter huet. Lëtzebuerg hat awer net gewaart, bis den Effort Sharing fäerdeg wier a mir hunn eis Ambitioun op 55 % gehéicht.

Dat heescht, et ass eng tricky Fro, Dir hutt dat och gesot. Dat ass dee Budget, dee sech aus där Calculatioun ergëtt - dat hunn ech Iech elo virdru virgerechent -: Laut Klimagesetz si 55 % 63,7 Milliounen Tonnen CO₂ an déi deele mer op déi eenzel Secteuren op. Do hu mer jo och e Pourcentage pro Secteur.

Dofir ass Är Fro „Geet dat duer oder geet dat net duer?“ Warscheinlech wäerte mer méi Efforte musse maachen. An dat ass och ee vun de Grënn, well mer jo wëssen, dass dat mindestens 55 % sinn, fir eebe grad d'1,5 Grad-Zil net ze iwwerschreiden, firwat de Premier am État de la nation de Klimabiergerrot mataberuff huet, well mer einfach soen: Do brauche mer och e gesellschaftleche Konsens hei zu Lëtzebuerg. An an der EU brauche mer natierlech och e Konsens zu deem Zäitpunkt, wou ee géif beschléissen, am Kader vun den nationale Kontributiounen, déi mer am Kader vun de Klimakonferenzen dann och maachen, ob mer dann tatsächlech do nach eropginn.

Ech kann Iech awer soen, dass an deene leschte Joren d'Europäesch Unioun laang Zäit Virreider mat 40 % Reduktioun war. Dat war nach bis viru kuerzer Zäit de Fall. Duerch d'Klimagesetz hu mer eng 55 %, si mer eropgaangen.

Ech selwer sinn der Meenung, dass mer kënne laang iwwer Zuelen a Budget diskutéieren, an ob dat dann elo richteg oder falsch ass. Ech mengen awer, dass et vill, vill méi wichteg ass, dass mer de Leit de Mutt ginn, dass mer gemeinsam e Switch maache Richtung emissionsfräi Mobilitéit, Onofhängegkeet am Beräich vum Hëtzes, am Beräich Wunnen an dass mer ... Mee ech kann Iech awer gären och nach eng Kéier Zuele weisen. Mee d'Chamberskommissioun huet dat doten eigentlech, wéi mer d'sektorieel Ziler virgestallt hunn, laang a breet diskutéiert. Do hu mer a sech déi eenzel Secteure virgestallt.

D'Gerechtgeektsfro bleift, an déi ass immens schwieereg ze beäntweren, well mer do, souguer och, wa mer d'Zuele vun den ONGen a vun allen Acteuren ... Dir kënnst eng absolut Zuel soen an duerno ass et awer eng Saach vu Verhandlung tëscht deenen eenzele Länner a Staaten, déi gemeinsam e Klimazil erreche wëllen. A Lëtzebuerg gehéiert do zu Europa. A mir versichen do ëmmer, op der Säit vun den Ambitiéisen ze bleiwen. An dohier, mengen ech, ass et och net inkonsistent, dass mir eist Zil schonn e bësse méi héich gepusht hu wéi dat, wat d'Europäesch Unioun eis als eist eege Lëtzebuurger Zil operleet, och well mer wëssen, dass mer eng grouss Responsabilitéit hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Umweltministesch.

7. 7874 - Projet de loi concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier et facilitant l'échange transfrontière d'informations relatives au défaut de paiement des redevances routières dans l'Union européenne

Mir kommen elo zum Projet de loi 7874 iwwert d'Interoperabilitéit vun den elektronische Mautsystemer an der EU.

An d'Madamm Rapportrice steet scho prett fir de Rapport. Madamm Chantal Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Här President, léif Kolleegeinnen, Här Minister a Kolleege, beim Projet de loi 7874 geet et ëm d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv 2019/520 iwwert d'Interoperabilitéit vun den Télépéage-Systemer an den europäesche Memberstaaten an d'Veereinfachung vu grenzüwwerschreidendem Informatiounsaustausch beim Netzeuele vu Stroossenotzungskäschten.

Dës EU-Direktiv remplacéiert och d'Virgängerdirektiv vun der Interoperabilitéit vun 2004. Et geet deemno net ëm d'Aféiere vun enger obligatorescher elektronischer Stroosseaut, oder och Peage genannt, mee prioritär, wéi gesot, ëm d'Ausweidung vun den Interoperabilitéitsvirschräfte fir déi eenzel national Mautsystemer, déi et elo scho gétt oder déi an Zukunft nach kënne bäikommen.

Dës Direktiv gräift also net an d'Autonomie vun de Memberstaaten an. D'Memberstaate si weiderhi fräi, fir selwer ze decidéieren, ob se eng Maut aféiere wëllen, a falls jo, fir wéi eng Zonen a mat wéi engem Tariffsystem.

D'Direktiv definéiert awer e generellen EU-System, de sougenannte „Service européen de télépéage“ oder

ofgekierzt SET, dee souzesoen en harmoniséierten, mee complementairé Mautsystem zu den nationale Systemer ass.

En zweete Volet aus dëser Direktiv viséiert d'Anbieter an d'Prestatairé vu Peagesystemer fir zum Beispill verschäerften Informatiouns- a Käschtentransparenz-reegele vis-à-vis vun de Clienten.

An e weidere wichtige Volet, dee mat dëser Direktiv nei derbäi kënn, betrëfft den effikassen Informatiounsaustausch tëscht den EU-Memberstaaten zu de Gefierer an hire Proprietären oder Notzer, wann an engem anere Memberstaat d'Peagegebühren net bezuelt goufen. Dat ass wichteg, fir dass dës Zomme grenzüwwerschreidend agefuert kënne ginn a fir dass identesch Konditiounen fir d'Memberstaaten a fir d'Notzer gëllen, grad och am kommerziellen Transportberäich fir Bus- oder Speditiounsfirmer.

Dës Direktiv gëllt natierlech och fir Länner, déi aktuell keng generell Stroosseaut erhiewen, esou wéi zum Beispill Lëtzebuerg. Ganz onbetreff si mer awer net, well Lëtzebuerg jo eent vu véier Länner ass - niest Dänemark, Holland a Schweden -, déi den Eurovignette-System applizéieren.

An dese Länner mussen all d'Gefierer ab zwielef Tonnen zoulásseggt Gesamtgewicht fir d'Benotzung vun eenzelen Deeler vum Stroosereise eng elektronesch Vignette, also e Forfaitbetrag bezuelen, deen awer en fonction vun der Ofgaspollutioun variéiert. Zu Lëtzebuerg sinn déi betreffen Eurovignette-Stroossen eis Autobunnen.

Mam Vott vum virleiende Projet de loi wäert d'Lëtzebuurger Steierverwaltung deemno an Zukunft och all net zu Lëtzebuerg usässege Spediteur kënnen a sengem EU-Ursprungsland poursuiwéieren, wa seng Eurovignette net bezuelt gouf.

D'Virgängerdirektiv vun 2004 gouf am Joer 2007 per Règlement grand-ducal zu Lëtzebuerg an d'nationaalt Recht ëmgesat. Well d'Regierung bei dëser neier Direktivëmsetzung all Insecurité juridique vermeide wollt, well eenzel nei Dispositiounen laut eiser Verfassung wuel ënnert d'Matière réservée à la loi falen, ass een dës Kéier op de Wee vun enger Ëmsetzung per Gesetz gaangen.

Wichtig ze erwänen ass an dësem Kontext och nach, dass dës Direktiv vun 2019 och virgesäit, dass zousätzlech EU-Texter a Form vun Actes délégués an Actes d'exécution eenzel technesch Normen, Prozeduren a Krittäre kënne preziséieren.

Éischt Texter sinn hei zum Beispill de Règlement d'exécution Nummer 2020/204 an de Règlement délégué Nummer 2020/203, déi awer als EU-Reglementer allebéid net mussen transposéiert ginn, mee direkt an alle Memberstaaten applikabel sinn.

Här President, ech géif mä Rapport mam Resümee vun den Aarbechten ofschléissen. Dese Projet de loi gouf de 25. August 2021 an der Chamber vum Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, dem Här Bausch, deposéiert. Den Avis vum Staatsrot koum den 30. November 2021 an ass den 9. Dezember 2021 an der Sitzung vun der Commissioun fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten analyséiert ginn.

Dësen éischten Avis hat vill Verbesserungsverschléi, mee keng Opposition formelle. Niest dem Staatsrot huet och d'Chambre de Commerce en Avis ofginn, an deem se d'Ëmsetzung begréisst a keng inhaltlech Remark gemaach huet.

Eis Commissioun huet an der Sitzung vum 9. Dezember véier Amendementer ugeholl. An den 3. Februar 2022 huet eis Commissioun dunn en Avis complémentaire vum Staatsrot analyséiert an huet an der

nämmlechter Sitzung de Rapport, esou wéi ech en haut presentéieren, vum Projet de loi 7874 eestëm-meg ugeholl a proposéiert deemno och der Plenièr vum der Chamber, dëse Projet de loi unzehuelen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat dann och den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Rapportrice Chantal Gary.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes (CSV) | Villmools merci. Ech maachen et ganz kuerz. Merci der Madamm Gary fir hire Rapport, an ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wilmes. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn (DP) | Ma ech géif mech de Wieder vum Kolleg Serge Wilmes uschléissen an och der Rapportrice villmools Merci soe fir hir zwee Rapporten a géif dann och heimat den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An da geet d'Wuert weider un den honorabelen Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Jo, ech soen der Rapportrice, der Madamm Gary, och villmools Merci fir dee gudden, detailléierte Rapport. Et handelt sech hei ëm eng EU-Direktiv a mir ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Weber. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech géif dann der Madamm Chantal Gary en häerzleche Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass alles gesot. Et ass näischt méi bäizefügen an ech ginn den Accord vun der ADR zu dësem Projet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, idem wéi déi Riedner vu vir drun. Villmools merci fir dee gudde Rapport. A mir géifen och eis Zoustëmmung gi vun déi Lénk.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och merci dem Chantal Gary fir dee flotte Bericht. Ech sinn haut eropkomm, well et eigentlech ee Punkt an eisem Programm betrëfft, deen eis ganz wichteg ass - an ech mengen, dat hate mer och eng Kéier an enger Motioun virun zwee, dräi Joer hei diskutéiert -, dat ass déi sougenannte Vignette, Maut, Telepeage, wéi mir se als Pirate gären hätten, fir géint de Klimawandel virzegoen. Well mir gesinn an där Basis, déi Dir haut wäert stëmmen - a mir stëmmen och derfir -, eng Méiglechkeet, fir an Zukunft vill méi geziilt Klimaschutzmesuren am Verkéier kënnen ze huelen, sief dat duerch den Telepeage oder duerch eng Maut.

Well am Moment si mer jo an engem Fall, dass esou vill Autoen hei zu Lëtzebuerg sinn - egal wéi een CO₂-Ausstouss se hunn, egal vu wou se aus der Welt kommen - an net kontrolléiert gëtt, wat hiren Ëmweltimpakt ass.

Mat deem Gesetz haut maache mer awer de Wee fräi, dass mer - sollt eng Kéier de politesche Wëllen do sinn, a vun eis Piraten ass e ganz kloer do - higinn a kucken, wat herno den CO₂-Verbrauch ass, wat den Ëmweltimpakt ass, an deem an engem Telepeage oder enger Maut kënnen entgéintwierken, fir esou den Autosverkéier méi ëmweltfrëndlech ze maachen.

Dofir ass dat heiten e ganz wichtege Schrëtt a mir Piraten begréissen natierlech, dass haut och 60 Leit dat wäerte matstëmmen. An ech hoffe jo, dass déi 60 dann och iergendeng Kéier wäerten op de Wee goen, fir esou Telepeagen an eng Maut anzeféieren, fir géint d'Klimakris virzegoen, well soss géif et jo och wéineg bréngen, wa mer d'Gesetz fir d'Basis haut géife stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier a Minister fir Mobilitéit, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. An och merci der Madamm Rapportrice fir hire gudde Rapport an den Deputéierten alleguer fir déi breet Zoustëmmung. An ech wëll dem Här Goergen just soen, dass déi ganz Fro vun de Mautsystemer an Telepeagen eng Diskussioun ass, déi an Europa scho laang leeft an dass Lëtzebuerg do ëmmer zimmlech bei deene war, déi derfir agetruede sinn; ech schonn elo zënter aacht an engem hallwe Joer, mä Virgänger Claude Wiseler och.

An ech kann Iech och soen, dass dat natierlech keng einfach Diskussioun ass an dass se awer iergendwou eng Kéier nëmmen e Sënn mécht, wann ee se europäesch vereenheetlecht kritt, well am Moment gëtt et esou vill ënnerschiddlech Systemer, dass d'Camionneure gläich net méi genuch Kabinn vir hunn, fir d'Automaten dranzehänken, fir all déi Peagen ofrechnen ze loossen.

Et gëtt entre-temps digital schonn nei technesch Méiglechkeeten a mir si ganz staark interesséiert. Mir sinn, ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, awer als Lëtzebuerg am Eurovignettësystem dran. Et ginn och vun de Camionneuren Taxe bezuelt. Dat ass awer net méi den Optimum. Dat ass gewosst. Mee de Moment gëtt et kee Land, wat den Optimum huet. An ech géif mer wënschen, dass mer eng Kéier en europäesche System kriterien, deen dat uerdentlech och digital géif vereinfacht ofrechnen an deen och deementsprechend géif Käschterrechnungen droen, déi verursaacht gi vu Verschiddenen op der Strooss. Dat wär sécherlech am Sënn vun eis alleguer.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7874. Ier mer zum Vott kommen, wollt ech drun erënneren, ...

(Brouhaha)

... dass ee sech op sengem Posten alogge muss, fir kënnen mat ofzestëmmen. Den Text steet am Document parlementaire 7874⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7874 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Da komme mer zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen bei kenger Nee-Stëmma a bei kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7874 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closser, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7903 - Projet de loi modifiant la loi du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun de Mëtteg ass de Projet de loi 7903 iwwert d'Gestioun, den Accès an d'Verwendung vun den Eisebunnsstrukturen.

An d'Rapportrice vun dësem Projet de loi ass nach eng Kéier déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, beim Projet de loi Nummer 7903, e Projet aus dem Beräich vun der Eisebunn, geet et ëm e puer kleng, méi noutwendeg an och dréngend Nobesserung bei der Ëmsetzung vun zwou EU-Direktiven aus dem ferrioviäre Beräich: der Direktiv 2012/34 an der Direktiv 2016/2370, déi déi éischtgenannten Direktiv vun 2012 ëmgeännert huet.

Ech erlabe mer hei, vun e puer klengen Nobesserungen ze schwätzen, well et engersäits just ëm déi korrekt Ëmsetzung vu véier Artikelen a vun enger Annex vun der Direktiv vun 2012 geet an anerersäits ëm den Artikel 1 Punkt 8 vun der Direktiv vun 2016, a well dës Ännerunge majoritär Dispositiounen betreffen,

déi laut Ministère fir Lëtzebuerg keng Roll spillen an dofir bei der initialer Ëmsetzung ewechgelooss goufen.

D'Kommissioun huet dës Argumentatioun och zum gréissten Deel kënnen novollzéien an huet hir Awänn schlussendlech nach just bei véier vun den ursprénglech bemängelte 15 Artikelen plus den Avis motivé oprechterhalen. Noutwendeg an dréngend ass dëse Projet, well mer deemno op zwou lafend EU-Infraktiounsprozedure reagéieren an op en Avis motivé.

Fir dës Drénglechkeet hat d'Regierung de Choix getraff, déi haut virleidend Ännerungen direkt iwwer e separate Projet de loi virzehuelen an net eréischt am Kader vun de Fusiounsaarbechte vun den zwee Gesetzestexten, mat deene mir zu Lëtzebuerg de politeschen an den technesche Volet vum véierte Paquet ferroviaire ëmgesat hunn.

Déi ursprénglech Ëmsetzung vun den zwou EU-Direktiven, déi mer mussen nobesseren, fënnt sech zu Lëtzebuerg am Gesetz vum 6. Juni 2019 iwwert d'Eisebunnsinfrastruktur an den Eisebunnsmaarché erëm. An deemno ass et och dëst Gesetz, dat mer mam Vott vum virleierende Projet ofänneren.

Méi Detailler zu deene vun der EU-Kommissioun bemängelten Dispositiounen an zu de proposéierte Modifikatiounen um Gesetz vum 2019 konnt Dir a mengem schrëftleche Rapport noliesen.

An de grouse Linne geet et virun allem ëm d'Abanne vun Bestëmmungen iwwer Noutfallpläng bei gréisserer Stéierungen am Persouneverkéier an dat nationaalt Recht an ëm d'Tarififikationsdetailler an entsprechend Prozeduren en vue vun enger besserer Wettbewerbsfäegkeet vum Eisebunnsystem an der EU an enger méi effizienter Notzung vum Eisebunnsnetz.

Här President, ech géif mäi Rapport mam Resümee vun dësen Aarbechten ofschléissen. Dëse Projet de loi gouf den 21. Oktober 2021 an der Chamber vum Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten, dem Här Minister Bausch, deposéiert. Den Avis vum Staatsrot koum de 26. November 2021 an ass den 2. Dezember 2021 an eiser Sitzung analyséiert ginn.

Doropshin huet d'Mobilitéitskommissioun den 2. Dezember en Amendement ugeholl, fir de Remarken an der Opposition formelle vum Staatsrot Rechnung ze droen. Den 3. Februar huet d'Mobilitéitskommissioun dunn den Avis complémentaire vum Staatsrot analyséiert a festgestallt, dass d'Opposition formelle opgehewe gouf.

Nieft dem Staatsrot hunn och d'Chambre des Salariés an d'Chambre de Commerce en Avis ofginn. Den 10. Februar 2022 huet eis Kommissioun dunn de Rapport zum virleierende Projet Nummer 7903 eestëmmeg ugeholl a proposéiert deemno och der Pleniéer vun der Chamber, dëse Projet de loi unzehuelen.

Ech soen Iech nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat dann och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Chantal Gary.

An als éischte Riedner ass nach eng Kéier den honorabelen Här Serge Wilmes agedroen.

Discussion générale

M. Serge Wilmes (CSV) | Villmools merci. Ech maachen et wéi virdrun: Ech soen der Madamm Gary Merci fir hire Rapport an ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wilmes. An da wier et um honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn (DP) | Jo, tatsächlech, d'Rapportrice mécht engem et ganz einfach. Villmools merci fir déi zwee Rapporten, an ech géif dann och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hahn. An da geet d'Wuert weider un den honorabelen Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Jo, ech schlësse mech mengem Virriedner un, villmools merci der Madamm Gary fir déi detailléiert Rapporten - et handelt sech ëm eng EU-Direktiv -, a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Weber. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, och vun eiser Säit aus der Madamm Chantal Gary en häerzleche Merci fir dee schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, wéi virdrun, et ass alles gesot, an da brauche mer duerfir nëmmen nach d'Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An da wier et un där honorabelen Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Et muss jo een e bëssen aus der Roll hei falen.

Här President, déi Lénk hunn d'Liberaliséierung vum Schinneverkéier an Europa vun Ufank u kritiséiert an hunn och systematesch géint all d'Gesetzesprojete gestëmmt, déi dës Liberaliséierung hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen.

Et wäert Iech dofir net erstaunen, datt mir och géint dëse Projet de loi wäerte stëmmen, och wann et just ëm kleng Adaptatiounen geet. Mir hu vun Ufank un d'Meenung vertrueden, dass den Zuchverkéier misst e Service public sinn a bleiwen. Nëmme esou kann e konsequenten Ausbau virgedriwwen gi mat héije Qualitéits- a Sécherheetsstandarden. An nëmme esou kënnen héichwäerteg Aarbechtsplazen op der Bunn geséichert ginn.

Et ass kee Geheimnis, dass de Bilan vun der Liberaliséierung bis elo zimmlech ernüchternd ausfällt. D'Offer ass net besser ginn, éischter de Géigendeel, virun allem bei de Fernzich ass et lamentabel. Wie schon eng Kéier probéiert huet, vu Lëtzebuerg aus mam Zuch an eng europäesch Hauptstadt oder och soss eng Stad ze reesen, déi net grad Bréissel - an do och nach, wat d'Zäit an de Confort betrëfft - oder Paräis heescht, dee weess, vu wat e schwätzt.

Och bei den Aarbechtskonditiounen fir d'Eisebunnen huet d'Situatioun sech just verschlechtert. « Un dumping social à la place d'emplois de qualité », esou huet d'CSL dat an hirem Avis formuléiert. Besonnesch absurd ass d'Auslagerung an d'Liberaliséierung vun der Gestiou vun den Infrastrukturen. Ech zitieren hei de Generaldirekter vun der CFL, Marc Wengler, an engem Artikel vum „Lëtzebuurger Wort“ vum 25. Januar vun dësem Joer: „Seit Jahrzehnten gibt es keinen Beweis für die Annahme, dass mehr Konkurrenz und diese forcierte Trennung tatsächlich zu besseren Ergebnissen führen.“

Mir mengen also, datt et elo héich Zäit wär, d'Konsequenzen aus deem Echec ze zéien an déi gesamt Liberaliséierung, zumindest awer emol d'Liberaliséierung vun der Infrastruktur, esou schnell wéi méiglech erëm zrëckzehuelen. Et géif der EU sécher keng Zack aus der Kroun falen, wa se hir Feeler emol eng Kéier géif agestoen an hir Politik géif réckgäנגig maachen.

D'Renaissance vun der Bunn an Zäite vum Klimawandel ass jo mëttlerweil als politesch Prioritéit erkannt ginn. An da muss ee sech och déi néideg Instrumenter an d'Hand ginn. Mir kënnen eis et net méi erlaben, einfach drop ze hoffen, datt privat Acteuren iergendwann Loscht kréien, iergendwéi ze investéieren. Just eng direkt tëschestaatlech Kooperatioun ka beim Ausbau vum europäeschen Netz schnell an nohalteg Resultater bréngen.

Mir wäeren dofir frou, wann d'Regierung sech géif zu Bréissel fir e fundamentale Richtungswissel asetzen am Sënn vun de Passagéier, den Eisebunnen, der europäescher Mobilitéit a virun allem der Bekämpfung vum Klimawandel.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Dat do ass jo elo en Theema, wat eis schon e bësse méi laang begleet, an ech hat et och an der Kommissioun nach e puermol opgeworf. A well déi Lénk et jo elo nach eng Kéier ugefouert hunn, wollt ech et awer e bëssen nach méi anuerdnen.

Lëtzebuerg ass net de selwechte Prinzip an de selwechte Wee gaang bei der Liberalisatioun wéi aner Länner. An dat ass och ee vun de Grënn, firwat mir Piraten gesot hunn: „Ok, mir kënnen deen dote Wee matgoen“, an dass mer et och matstëmmen.

D'CFL huet hei e Sonderrecht kritt, fir dass déi Ausschreiwung direkt un d'CFL gaangen ass, soudass mer eiser CFL net direkt eng Konkurrenz maachen. Well wann dat esou de Fall gewiescht wär, hätte mir Piraten natierlech och direkt ganz kloer gesot: Dat maache mer net mat!

Mee doduerjer, dass awer hei e spezielle Fall ass, dee verhandelt ginn ass, och op europäescher Eebene, ass eis CFL aktuell net an der Riesegefer, fir muer do vun enger privater Entreprise ënner Drock ze kommen. An dat ass och ee vun de Grënn, firwat ee ka soen: Ok, dat dote kann ee matmaachen. Well de Virdeel ass, wa mer e Schinnennetz an Europa hunn, wat zimmlech oppen ass, dat mécht et och, dass nei Firmen eeben déi europäesch Zich kënnen asetzen.

Wa mer wëllen, dass an Europa Zich d'Haaptstied, d'Stied alleguerter matenee verbannen, da musse mer op e Wee goen, fir d'Schinnennetz op d'mannst e bëssen opzemaachen, fir dass déi do kënnen fueren. Dat heescht, dat heiten ass e richtege Schrëtt, mee et ass awer och e Schrëtt, dee mer als Piraten just kënnen ënnerstëtzen, well mer der CFL hei d'speziell Konditioun ginn hunn, dass si kënnen weiderhin hei zu Lëtzebuerg den Operateur sinn, an dat och zu deene Konditiounen - sief et d'Gehälter, sief et sozial Konditiounen -, wéi dat bis elo de Fall war. Well anescht hätt een dat Gesetz hei net kënnen matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier a Minister fir Mobilitéit, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President, der Rapportrice fir de gudden Rapport an och den Deputéierte fir hir Stellungnamen.

An ech muss soen, wéi ech der Madamm Cecchetti elo nogelauschert hunn, do hunn ech geduecht, ech wär an engem falsche Film, ...

(*Interruption*)

... respektiv ech mengen éischter, datt si an engem falsche Film ass an datt se den Text net richteg gelies huet, deen haut zur Ofstëmmung virläit. Well dat, wat se heidran interpretéiert, dat ass net dat, wat an deem Text steet, éischstens.

Zweetens, wéi den Här Goergen et elo richteg erwänt huet, huet Lëtzebuerg eng Situatioun, déi weesentlech anescht ass wéi all déi aner ..., wéi vill europäesch Länner, well mer eng Direktvergab wäerte maachen als Lëtzeburger Regierung un den Exploitant CFL. An dat hu mer an der Lëtzeburger Présidence precisement ausgehandelt, datt mer dat kënne maachen, well dat war virdrun net esou an den Texter virgesinn.

An drëttens ass et och esou: Wann ee Lëtzebuerg kuckt, da muss ee jo feststellen - do kann ech Iech awer genuch Zuele ginn oder ech hunn Iech schonn oft genuch Zuelematerial geliwwert -, datt mir Rekordinvestitiounen maachen an den Ausbau vum Schinnennetz. Mir hunn entre-temps souguer an dem Pro-Kapp-Investissement pro Joer d'Schwäiz iwwerholl. Dat heescht, mir si warscheinlech, wann ech géif emol kucken, souguer weltwäit ... Mir sinn zwar kleng, mir si bescheiden duerfir, mee mir kéinten awer roueg weltwäit vergläichen, da géift Der gesinn, datt keen esou vill investéiert wéi mir.

Duerfir hu mir gesot ... Ech verstinn net esou richteg, wat hei sollt deen Awand gewiescht sinn. Mee dat ass awer elo egal. Ech si frou, datt dat mat breeder Majoritéit gestëmmt gëtt. A fir de Rescht sinn ech gär bereet, eng Kéier méi eng detailléiert a länger Diskussioun iwwert d'CFL an iwwert d'Schinnennetz an Europa ze féieren. Dat ass ganz spannend an do gëtt et vill dozou ze soen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bausch.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7903. Den Text steet am Document parlementaire 7903⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7903 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Da komme mer zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass bei 58 Jo-Stëmme an 2 Nee-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Félix Eischen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc

Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(*Assentiment*)

Et ass also esou decidéiert.

9. 7969 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1^o modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2^o dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail

Mir kommen elo zum Projet de loi 7969 iwwert de Congé pour raisons familiales. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

An de Rapporteur vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci, Här Président. Dir Dammen an Dir Hären, déi meescht vun Iech wëssen, dass dat deen éischte Rapport ass, deen ech hei an der Chamber daerf presentéieren. An ech gesti ganz gären an, dass ech mer ganz gären en aneren Dag erausgesicht hätt; en Dag, wou mer enger-säits engem grouse Friddenskämpfer haut geduecht hunn, dem Jacques Poos, an op deem mer anersäits awer hu mussen zur Kenntnis huelen, dass an Europa erëm d'Waffe stinn. Ëmsou méi schwéier ass et dann, zur Lëtzeburger Dagespolitik zrëckzekommen.

Et hat eng Kéier ee gesot: „Fridden ass net alles, mee ouni Fridden ass alles näischt.“ Vlächcht sollt dee Sproch eis drun erënneren, dass och, wann eis vill Saachen heibannen heiandsdo auserneendividéieren, et awer vill méi Saache gëtt, déi eis verbannen.

De Projet de loi 7969 ass ouni Zweifel esou e Projet an huet als eenzegt Zil, déi grousszügeg Reegelung, déi mer fonnt haten, fir Congé pour raisons familiales zougestoen am Fall vun der Pandemie, ze verlängeren.

Familljepappen oder Familljemammen - oder besser ëmgekiert, well d'Praxis huet gewisen, dass et awer erëm d'Mamme waren, déi am meeschte concernéiert waren -, déi keng aner Méiglechkeet fannen, fir hir Kanner ze betrieen, kënnen also weiderhi vun dëser grousszüeger Reegelung profitéieren, fir doheem hir Kanner kënnen ze betrieen, vun der Aarbecht kënne fräigestallt ze ginn an trotzdem voll bezuelt ze ginn. Ech mengen, dass dat eppes ass, wou mer eis allegueren all Kéiers eens waren, wa mer et hei gestëmmt hunn. An haut gesäit et esou aus, wéi wann et och erëm esou wär. Déi betraffe Reegelung gëtt also hei ëm zwee Méint verlängert.

De Projet de loi ass de 17. Februar vum Aarbechtsminister deposéiert ginn. De Conseil d'État huet säin Avis den 22. Februar ginn. A sengem Avis hat de Staatsrot näischt um Fong aussetzen an huet just e puer geréngfügeg legistesche Ännerunge virgeschloen, déi och allegueren vum der Kommissioun ugeholl ginn.

D'Kommissioun huet trotz dem Wiessel vun der Presidentschaft an deem gewinnte konstruktive Geescht de Projet analyséiert a guttgeheescht an doriwwer eraus hiert Averstännis ginn, fir de Projet a kierzester Zäit ze evakuéieren.

An et war och net onwichtig, dass mer eis fläissen, well déi aktuell Reegelung - d'Sonderreegelung vum Congé pour raisons familiales - den 28. Februar ausleeft. Well dëse Projet den 1. März soll a Kraaft trieden, kënt et esou net zu engem Vide juridique, wat absolutt ze begrëissen ass. D'Lafzäit ass, identesch wéi dat aktuell allgemengt Covidgesetz, op den 30. Abrëll festgesat ginn.

Dëse Projet de loi ass fir eis allegueren an där schwéier Zäit vun der Pandemie eng Selbstverständlechkeet am Interêt vun eise Familljen a vun eise Kanner. Am internationale Kontext ass en dat awer nach laang net, also nach laang net eng Selbstverständlechkeet. Och dat soll een eng Kéier hei soen.

Erlaabt mer nach zum Schluss, all deene Merci ze soen, déi mer bei der Redaktioun vum Rapport geholfen hunn, an den Accord vun der sozialistescher Fraktioun ze ginn. Merci villmools.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Rapporteur Dan Kersch.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här Président. Och merci dem Rapporteur fir seng Erklärungen. Et huet een d'Gefill, en hätt scho fréier mat esou Projeten ze di gehat. Dofir och him nach eng Kéier e grouse Merci fir déi Erklärungen. An d'CSV gëtt d'Zoustëmmung zu dësem Projet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An da gëet d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här Président. Ech soen dem Rapporteur och Merci a ginn d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här Président. Merci och un den neigebuerene Rapporteur vun deene Gesetzer, déi e jo virdu selwer matgeholfen huet ze formuléieren. Ech ginn natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun fir dee Projet, well et ass richteg a gutt, dass mer dat verlängeren. Mee mir sollen awer elo wannechgelift net naiv sinn: Bei zwou Questions parlementaires, déi ech dem Dan Kersch sengerzäit mat mengem Kollege François Benoy scho gestallt hunn an där Saach, hu mer erausfonnt, dass de Congé pour raisons familiales trotzdem weesentlech méi vun de Fraen, vun de Mamme geholl gëtt, wéi vun de Männer, vun de Pappen also. Mir hunn dat an all Richtung héichgerechent an esou weider. Et ass definitiv de Fall. An an engem Secteur, deen zimmlech égalitaire ass, wéi de Finanzsecteur, kënt nach ëmmer kloer eraus, dass dann duebel esou vill Frae wéi Männer de Congé pour raisons familiales huelen.

Mir froen dann och am Dag vun haut nach eng Kéier eng Fortsetzung do ze kréien, well am Ausland ass mëttlerweil erauskomm, dass, wa mer nach am Ufank,

während dem Confinement, eng zimmlech egalitaire Struktur tëscht Mammen a Pappen haten, dat sech awer mat der Zäit erëm, wéi soll ech soen, geluecht huet an d'Schéier auserneegaangen ass an da schlussendlech erëm méi Mammen dorobber zrëckgräifen.

Als Papp erlaben ech mer wierklech, en Appell ze maachen un all Pappen a Männer, wierklech e wéineg a sech ze goen, fir vläicht och an deem Punkt hir Eltereverantwortung méi ze iwwerhuelen a méi eng fair Aarbechtsdeeling mat hirer Partnerin, hirer Fra, mat der Mamm vun hire Kanner ze hunn.

Dann hoffen ech, dass och Patronen an déi grouss an déi kleng Cheffen och vläicht en anere Bléck kréien an net just hire Fraemataarbechter dat dann éischter gonnen, mee se sollen och vläicht d'Pappen encouragéieren an net drop zrëckgräifen: „Hei du kanns heibleiwen, mee bon, d'Mamm, dat versteet sech jo, déi muss méi no beim Kand sinn.“ Neen, och op der Aarbecht geet et drëm, e Klima ze schafen, wou et normal ass, dass e Papp doheem d'Veantwortung iwwerhëlt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Charles Margue. An da geet d'Wuert weider un den honorablen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech wëll dem Här Dan Kersch en häerleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass alles gesot. Et geet ëm eng Verlängerung vun engem bestoende Gesetz ëm zwee Méint. An ech ginn den Accord vun der ADR zu deem Gesetz.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An dann ass et un där honorablen Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci. Vun eis aus och den Accord zu deem Gesetz. An ech kann nëmmen dem Här Charles Margue Recht ginn a senge Bemierkungen. Et ass ganz wichteg, datt mer en A drop hunn an datt mer och jonk Männer a Pappen encouragéieren ze froen an datt d'Betriben och de Courage hunn, dee Congé ze ginn, well nëmmen esou komme mer zesummen als Gesellschaft virun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et muss ongewinnst si fir den Här Kersch, fir eng Kéier als Éischte bei esou engem Projet ze schwätzen an net als Leschten. Dat nämmleche wäert dann herno och fir de Minister de Fall sinn. Gratulatioun fir den éischte Rapport, Dir hutt e mat Bravour gepackt. E war ganz komplett, souwuel schrëftlech wéi mëndlech.

Plusieurs voix | A!

M. Sven Clement (Piraten) | An domadder gi mir och eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert. „Die Letzten werden die Ersten sein.“ Den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Jo, merci. Effektiv ass et ongewinnst. Felicitatioun dem Dan Kersch fir

säin éischte Rapport. Merci och der Flexibilitéit vun der Aarbechtskommissioun, dat ass eng gutt rodéiert, gutt zesummeschaffend Kommissioun, déi den Dan Kersch do konnt esou als President iwwerhuelen.

Effektiv ass et e Gesetzesprojet, dee wichteg ass. Et ass eng Verlängerung, Dir wësst et. Et ass keng Selbstverständlechkeet a ville Länner. Hei zu Lëtzebuerg ass et quasi eng Selbstverständlechkeet, fir de Familien an de Kanner esou ze hëllefen. An effektiv bleift nach vill ze di bei der Gläichstellung, bei der Rolleverdeeling tëschent Mann a Fra. An duerfir kann ech dem Här Margue a senge Proposen och do nëmme Recht ginn, dass mer do nach vill ze dinn hunn. An duerfir muss mer et och upaken.

An ech soen der Chamber Merci fir d'Zoustëmmung vun deem Gesetz.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Aarbechtsminister Georges Engel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7969. Den Text steet am Document parlementaire 7969².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7969 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aedem, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la détention et rétention du foncier constructible

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert de Besëtz an d'Retentioun vum Bauterrain, déi d'Sensibilitéit vun déi Lénk uegefrot huet. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Lies, den Här

Max Hahn, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Semiray Ahmedova, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Marc Goergen.

An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis als Verriederin vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, villmools merci, Här President. Fir d'éischt loosst mech nach eng Kéier e Gedanken äusseren iwwert d'Situatioun an der Ukrain. Et ass eigentlech op esou engem Dag immens schwéier, sech iergendengem anere Sujet ze widmen, fannen ech. Et geet Iech bestëmmt änlech Et ass schwierig, iergendwéi grad un eppes anescht ze denken. Mee bon, mir hunn eis eegen hausgemaachte Krisen, wéi Der wësst, ënner anerem d'Wunnungskris. An do, wou mir gesinn, dass ëmmer méi Stëmmen haart ginn an den Term Kris, Wunnungskris och benotzen, stelle mir awer ëmmer erëm fest an deene leschte Joren, obwuel dësen Term ëmmer méi benotzt gëtt, dass awer déi adequat a konsequent Mëttelen an Instrumenter, déi fir dës Kris néideg wieren, net benotzt ginn.

Säit Joren ass d'Ausmooss vun der Logementskris gewosst, a wäertvoll Recherchen an Analyse confirméieren eis ëmmer erëm dëse Phenomeen, sief et iwwert de Besëtz vu Bauland, Strategië vu groussen Terrainsbesëtzer a Promoteuren, Präisentwicklungen oder elo kierzlech och d'Auswierkung vum der Steieran Aidëpolitik vum Staat.

D'Donnéeë kommen notamment, wéi Der wësst, vum Observatoire de l'habitat, deen am Optrag vum Logementsministère schafft. Mir stellen awer leider fest, dass zu Lëtzebuerg dës Recherche-Aarbecht wéineg an d'politesch Debatt afléisst. Am Logementsberäich ass dat besonnesch frappant. Obwuel d'wëssenschaftlech Erkenntnisser sech duerch all dës Analyse säit Jore verfeinere, ginn dës nëmmen an de seelenste Fäll och als Grondlag an Input fir politesch Debatten hei an der Chamber genotzt.

Dës wëssenschaftlech Aarbechte ginn awer grad dofir gemaach, fir gesellschaftlech Debatten unzekerbelen an ze fiddereen a grad och op Problemer a Léisungen hinzewiesen.

An eiser Aktualitéitsstonn haut geet et eis genee dorëms. Mir wëllen iwwert d'Erkenntnisser vum Observatoire diskutéieren. Mir wëllen dat seriö an am Fong maachen a wëllen och e puer Propose presentéieren.

D'Promoteurs- an d'Patronatsverrieder sinn an de leschte Méint deelweis anescht virgaangen. Si hunn d'Auteure vun dësen Etüden dacks dekredibiliséiert. Dobäi fällt op, dass an dës Kreeser d'Iddi propagéiert gëtt, dass d'Promoteuren eigentlech beschte Wëllens wieren. Et wier de Staat mat senge Prozeduren, dee verhënnere géif, dass méi séier gebaut gëtt oder dass et d'effentlech Hand wier, déi hir Terrainen net géif bebauen.

Béides ass sécherlech net ganz vun der Hand ze weisen, mee an éischter Linn schéngt dat awer eng Taktik ze sinn, fir déi eege Verantwortung auszebilden.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi éischt Ausso vun de Chercheuren ass, datt et zu Lëtzebuerg eng enorm héich Konzentratioun beim Besëtz vu Bauterraine gëtt. Dëst kann ee mat folgenden Zuelen ënnermauern:

Ronn 84 % vun den Terrainen zu Lëtzebuerg fir ze baue sinn a privater Hand. Nach ëmmer sinn et e puer Privatpersounen, déi de Gros vun den Terrainen an der Hand hunn, an zwar 64,2% vum Baupotenzial.

Et ass eng immens kleng Minoritéit, zirka 0,1 % vun de Privatpersounen zu Lëtzebuerg, deene 50 % vun den Terrainen, déi am Besëtzt eebe vun deene Privatpersounen sinn an déi fir residentiell Zwecker benotzt kënnen ginn, gehéieren.

20 % da vun de Bauterraine gehéiere Promoteuren, a bei dëser Grupp ass de gréissten Zouwuess tëscht 2016 an 2021 ze beobachten. D'Konzentratioun ass enorm héich an hält vun 2016 bis 2021 weider zou, besonnesch bei de Promoteuren, wou zéng Entreprisé 50 % vum Terrain vun all de Sociéiteiten hunn. Wat den Terrainsbesëtzt méi héich ass bei engem Acteur, wat en och méi wäertvoll Terrainen huet. Also d'Filesstécker vun engem Bauterrain gehéieren ëmmer enger méi klenger Grupp vun besonnesch finanzstaarken a mächtege Promoteuren.

Staat, Gemengen a Fonge verzechnen dann och e klengen Zouwuess, mee si hu weider mat 13,5 % just e klengen Deel vun den Terrainen, déi bebaubar sinn, respektiv fir residentiell Zwecker ze benotze sinn.

D'Fro, déi sech heizou stellt an déi jo deelweis fir esou grouss Opreegung och an de Medie bei dëser klenger Minoritéit vu groussen Terrainsbesëtzer gesuergt huet, ass: Hu mir et hei mat „Land Banking“ oder mat „Land Hoarding“ ze dinn? Ginn also iwwerméisseg Terrainen ugeheeft? A steet dës Unheefung dann och a Relatioun zu der Zuel vu Logementer, déi um Enn dann och do erauskommen?

Ech denken awer, dass Termen u sech net wichtig sinn. Mee wat wichteg ass, ass, de Phenomeen hannendrun ze erkennen. Et kann een awer soen, dass Promoteuren Land Banking bedriewen, well se e Stock un Terraine brauchen. Alles, wat also iwwer esou e Stock erausgeet, gött als Land Hoarding - englesch Termen, entschëllegt dofir - bezechent. Egal wu méi engem konkrete Fall een elo schwätzt - Land Banking oder Land Hoarding -, fir eis ass et kloer: Béides sinn onverschimmt lukrativ Praktiken.

Well, wéi ass d'Situatioun zu Lëtzebuerg? E Promoteur, deen op 10 Hektar Terrain sëtzt, ass eigentlech mat Zoossiss ugestréckt. En huet en enorm héije Wäert, dee sech all puer Joer verduebelt. Op dësem Wäert opbauend, kann en Terrain bäikafen. Dëst erkläert och déi wuessend Konzentratioun vun dem Terrainsbesëtzt: Grousser ginn ëmmer méi grouss, Klenger hunn e schwéiere Stand a kënnen eigentlech net matbidden. Wat d'Präisser weider klammen, wat och verstärkt d'Promoteuren aus den Nopeschlänner mat nach méi Finanzkraaft an de Marché eraklammen. Dat ass déi Dynamik, déi d'Chercheuren eis confirméieren.

A si mer éierlech: Ob dës Terrainen elo genotzt gi fir de Wunnensbau oder net, e Stéck Terrain, deen een haut keeft an an zéng Joer mat Logementen drop verkeeft, geet zum Marchéspräis fort, deen an zéng Joer eeben do ass. D'Renditt ass also onerhéiert héich an dëst bréngt nei Investoren op de Plang, déi Logementen zu dëse Präisser reng als Spekulationsobjekt kafen. De Leerstand ass och eng Konsequenz vun dëser Entwécklung.

D'Zuele vum Observatoire weisen eis och, dass d'Privatsociéiteiten hiren Terrainsbesëtzt an de leschte sechs Joer carrement verduebelt hunn. Mir wëssen net, wéi et an de Jore virdu war, mee ech gi mol dovunner aus, dass dës Entwécklung net eréischt 2016 ugefaangen huet.

Déi gréisst Privatpromoteure fanne sech am Top 10 vum Klassement vun de gréisste Grondbesëtzer erëm. Dat sinn - Dir wësst et sécherlech - Arend & Fischbach, de Grupp Giorgetti, Tracol an och Stugalux.

D'Zuele vum Statec weisen awer, dass d'Produktioun vu Logementen pro Joer erstaunlech stabel bliwwen ass. Se ass haut ongeféier esou héich wéi an de Jore virun 2008. D'Demande u Logementen huet säit deemools awer weider zougeholl, d'Produktioun awer net, sou dass haut fir zwee nei Menagen am Schnëtt eng Wunneng gebaut gött. D'Produktioun vu Logementen ass net entscheidend eropgaangen, obwuel an dësem Zäitraum gigantesch Fläche Bauterraine vun e puer décke Fësch am Promoteursweier ugeheeft gi sinn. Dat sollt eis ze denke ginn.

D'Chercheuren erklären eis an hirer Etüd aus dem Juli 2021, dass dës Entwécklung an dës Praktiken, egal wéi ee se elo bezechent, d'Konsequenz si vun enger steierlecher e reglementarescher Landschaft, an déi d'ëffentlech Hand bis ewell net konsequent an zillféierend agegraff huet an agräift.

Et ass also d'Passivitéit vun den ëffentlechen Acteuren, déi zouléisst, dass déi Déck ëmmer méi déck ginn, wann een esou wëll soen. Et ass bal, wéi wann eng Loi du plus fort, wann Der wëllt, an eiser Wunnengssituatioun géif herrschen. Et ass des Weidere kloer eng Steierlandschaft, déi den Invest an de Logement, Dir wësst et, encouragéiert, an dat dierft haut net méi esou sinn. Do, wou dës steierlech Mesuren an den 90er Joren dozou do waren, fir dass eebe Privater sollte bauen, wësse mer, dass dat haut Deel vum Problem ginn ass.

D'Chercheure schreiwe vun engem ëffentlechen Desengagement, wat ganz schlëmm ass am Hibleck op d'Kris an am Hibleck op d'Verantwortung vun den ëffentlechen Acteuren. Des Weidere wier hirer Analys no zu Lëtzebuerg de regulatorischen Apparat dem Privatmarché quasi de facto ënnergeuerdent.

Dat ass alles net nei, mee mir mussen et hei soen, mir mussen et ënnersträichen a widerhuelen, well et kann net sinn, dass déi ëffentlech Acteuren hir Verantwortung am Kontext vun esou enger Kris net genuch droen. Déi vill an ëmmer erëm virbruecht Excuse vu Promoteure selwer, mee och vu verschiddene Politiker, dass et administrativ Hürde wieren, déi Projete géife retardéieren, losse mir net gëllen. Se gött och vun de Chercheuren net ugefouert.

Mir gesinn dat als eng Oflenkung vun der politescher Verantwortung. Dat heescht awer net, dass een d'Liewe vun de Maître-d'ouvrages net geziilt vereinfache soll, ouni dobäi awer Prozeduren ze verbesseren. D'Afféierung vun engem Guichet unique gesi mir hei als een interessant Element, fir d'Situatioun ze verbesseren. An ech ginn dann dozou och eng Motioun eran.

Motion 1

La Chambre des Deputes,

- *considérant le nombre important de demandes d'autorisation devant être présentées dans le cadre de projets de construction immobilière a plusieurs autorités étatiques et communales ;*

- *considérant les charges administratives importantes incombant ainsi aux maîtres d'ouvrage dans le cadre de la procédure d'autorisation de projets de construction immobilière ;*

- *considérant qu'une intégration transversale des démarches administratives à entreprendre dans le cadre de projets de construction immobilière au niveau d'une seule entité étatique pourrait fluidifier les procédures et accélérer l'avancement des projets,*

invite le Gouvernement

- *à mettre en place un guichet unique qui centralise l'introduction et le suivi des dossiers en matière d'autorisation de la construction de logements auprès des différentes administrations étatiques et communales ;*

- *à assurer un traitement adéquat des demandes d'autorisation dans les administrations étatiques en renforçant au besoin leur personnel.*

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Den zweete Constat vun de Chercheure bestätegt dëst Bild. Zu Lëtzebuerg gött et en Zesummespill tëscht Groussgrondbesëtzer a Promoteuren, dat drop ausgeriicht ass, d'Offer vun den Terrainen esou ze steieren, dass d'Rendite méiglechst héich bleift. Dat ass méiglech, well d'Propriétaires an d'Promoteuren eng immens héich Autonomie am Planungsprozess hunn a si selwer d'Kontroll doriwuer halen, wat se a wéi se bauen a wéi séier se et kënnen op de Marché bréngen. Anescht gesot: Si kontrolléieren d'Präisser.

Do wou d'Promoteuren dacks bedauern, si hätten net genuch Spillraum, ass et eigentlech genee de Géigendeel: Bal néierens anescht hu Promoteuren esou vill Rechter ewéi bei eis.

Och muss een an dësem Kontext eis Konsenskultur erwänen. Villes leeft zu Lëtzebuerg iwwer kuerz Weeër an iwwer de Konsens. Wéi mer et alleguerte wëssen, gött gären ënnereneen esou verhandelt, dass kee schlecht ewechkënn, also dass jiddwereen och frou ass. Déi Kultur vum Konsens ass eppes, wat een an dësem Kontext awer ka kritiséieren, well kann ee sech dat haut eigentlech nach erlaben?

Déi ëffentlech Acteure missten eigentlech vill méi duerchgräifen, an zwar mat deenen Instrumenter, déi se zum Deel och schonn hunn, respektiv misst ee sech endlech déi Instrumenter ginn, déi ee brauch.

Deem géigeniwwer stinn de Staat an d'Gemengen e wéineg mat der Box erof do a maache sech an der Bekämpfung vun der Logementskris ofhängeg vun de privaten Acteuren, déi an eisen Aen alles, mee keen Interessi um Enn vun dëser Kris hunn.

Wourunner maache mir dat fest? Ben, de Staat an d'Gemengen hunn ze mann Terrainen, wéi mer et alleguer wëssen, fir méiglechst séier genuch abordable Wunnraum ze schafen. Si mussen also méi Terraine kréien. Mir ginn dann och eng Motioun eran, fir zousätzlech Informatiounen iwwer d'Detentioun vum Foncier an de Gemengen ze kréien.

Wannechgelift.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- *vu que le programme Raum+ permet d'élaborer des estimations en matière de surfaces de terrains disponibles à des fins résidentielles ou mixtes en utilisant les données du Plan cadastral numérisé et des Plans d'aménagement général des communes ;*

- *vu que dans le cadre de ce programme des entretiens avec 89 communes ont été menés pour collecter des informations qualitatives sur lesdites surfaces afin de mieux cerner les surfaces constructibles ;*

- *considérant que les informations recueillies sur la disponibilité de terrains constructibles ventilées par commune n'ont pas été annexées à l'étude „Raum+ - Siedlungsflächenreserven in Luxemburg 2020/21“ publiée en 2021 ;*

- *considérant que ce large éventail d'informations précieuses sur le potentiel foncier notamment en ce qui concerne la disponibilité effective des terrains pour la construction relève de l'intérêt général et pourrait contribuer à l'élaboration de mesures en faveur d'une dynamisation de la création de logements abordables dans et par les communes,*

invite le Gouvernement

- à publier pour chaque commune la superficie totale de terrains constructibles dans des zones d'habitation et dans des zones mixtes en indiquant pour chaque commune :

- les types de propriétaires par type de zone ;
- le nombre de logements potentiels sur ces terrains par types de propriétaire et type de zone ;
- le pourcentage de la surface par type de zone détenue par les types de propriétaires sur laquelle un début des travaux est envisageable d'ici cinq ans ainsi que le nombre de logements potentiels sur cette surface ;
- un tableau récapitulatif des dix propriétaires de foncier pour l'habitat les plus importants en 2020/2021.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | D'Terraine vum Fonds du logement a vun der SNHBM sinn donieft méi komplex a laangwierig, wat d'Bebauung ugeet. Staatlech Promoteure mussen och gutt Terraine kréien. Dofir brauch et steierlech Mesuren, Virkafsrecht an awer och eng seriö Prospektioun.

De Staat huet mam Fonds spécial zwar en Outil, fir un Terrainen ze kommen, mee et feelt em u Féierkraaft, fir mat Privatpromoteure matzehalen. Mir hunn och hei eng Motioun bezüglech der Strategie vun dem Fonds, wat de Foncier ubelaangt.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- vu la volonté du gouvernement d'augmenter substantiellement l'offre de logements abordables ;

- vu la création du Fonds spécial de soutien au développement du logement dont une mission principale est l'acquisition de potentiel foncier pour y développer des logements abordables ;

- vu la note n° 29 de l'Observatoire de l'habitat qui met en évidence que les personnes physiques (64,2 %) et personnes morales (20 %) détiennent la grande majorité des terrains en zones d'habitations et mixtes, tandis que l'Etat (1,6 %), les Fonds (4,8 %) et les communes et syndicats de communes (7,1 %) en détiennent nettement moins ;

- considérant que la dynamisation de l'acquisition de potentiel foncier destiné à la construction de logements par les autorités publiques est une condition sine qua non pour accélérer la création de logements abordables à moyen et à long terme ;

- considérant que le gouvernement entend mettre en œuvre des modifications en matière d'imposition du foncier visant à réduire la rétention foncière ;

- considérant que les acteurs privés de la promotion immobilière mettent en œuvre des stratégies poussées en matière de prospection immobilière en y dédiant des ressources importantes ;

- considérant que le Fonds spécial n'est pas doté d'un dispositif comparable en matière de prospection immobilière,

invite le Gouvernement

- à développer la prospection immobilière dans le cadre des missions du Fonds spécial afin de dynamiser l'acquisition de potentiel foncier destiné à la création de logements abordables ;

- à présenter une stratégie d'acquisition de potentiel foncier pour le Fonds spécial.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | An d'Vir-kafsrecht, wéi Der et wësst, ass mat juristeschen Onsécherheete behaaft a waart scho säit Längerem op eng Reform. Wou ass dann déi Aarbechtsgrupp drun, déi hei soll eng Reform ausschaffen? De Baulandvertrag läit am Tirang a riskéiert séier, op Grond ze lafen. De Pacte Logement hänkt den Usprech wäit hannendrun a féiert net onbedéngt dozou, dass genuch éffentlech gebaut gëtt.

Éffentlech Promoteure si bei der Ëmsetzung virun allem beim Bau selwer ofhängeg vu privaten Entrepreneurs, déi kokasserweis och direkt Konkurrente sinn. Hei muss een nei Optiounen präieren, wéi zum Beispill d'Schafung vun enger éffentlecher Baufirma, déi selwer och eng Zill op déi aner setze kann.

Och dozou dann eng Motioun. Wannechgelift.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- saluant la volonté du gouvernement de vouloir accélérer la construction de logements abordables ;

- saluant la volonté du gouvernement d'élargir l'accès à un logement abordable, soit en location, soit à travers la vente, à une plus grande partie de la population résidente ;

- considérant que ces objectifs demandent une augmentation en nombre et/ou en envergure ainsi qu'une accélération des projets de construction immobilière réalisés par les promoteurs publics ;

- considérant que la conception et la gestion des projets de construction immobilière pouvant répondre au besoin croissant de logements abordables nécessitent des ressources importantes en personnel qualifié au niveau des promoteurs publics ;

- considérant que beaucoup de communes ne disposent pas de ressources en personnel qualifié pour réaliser des projets de construction immobilière respectivement pour assurer la gestion et la maintenance des logements achevés ;

- considérant que la loi Pacte Logement 2.0 prévoit l'établissement et la mise en œuvre de programmes d'action locale par les communes ayant conclu une convention initiale et une convention de mise en œuvre avec le Ministère du Logement et que la mise en pratique de ces programmes, notamment en ce qui concerne la création de logements abordables et durables, nécessitera du personnel qualifié ;

- considérant que les promoteurs publics, dont les communes, ne disposent pas des corps de métiers nécessaires à la réalisation de la construction proprement dite de logements et doivent faire appel à des prestataires privés pour réaliser leurs projets,

invite le Gouvernement

- à étudier l'opportunité et la faisabilité de la création d'une société de construction de logements sous gestion publique pouvant intervenir exclusivement dans la réalisation des projets de construction des promoteurs publics ;

- à assurer que les communes puissent se doter des ressources nécessaires en personnel qualifié pour réaliser leurs missions et projets en matière de la création et de la gestion technique et socioéducative d'un parc de logements abordables.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | De Gemenge feelt et un den néidege Ressourcen an deels och un de juristesche Sécherheeten, wéi scho gesot, fir selwer méi aktiv ze ginn. De politesche Wëllen ass a verschiddene Gemengen dann och e Problem.

Den néidege steierleche Revirement gëtt säit Joren diskutéiert, mee ëmmer erëm verdaagt. Bis elo huet dës Regierung keng wirklech Steiermesuren a Kraaft gesat, fir der Logementskris entgéintzewierken. D'Resultat ass, dass sech innerhalb vun der Koalitioun géigesäiteg de Ball zougespillt gëtt. De Logementsministère verweist op de Finanzministère, de Staatsministère wëll dem Interieur net virgräifen, deen erëm op de Finanzministère waart. Do dertéisch kommen dann ëmmer erëm Aussoen iwwert d' Lourdeur administrative, déi Innen- an Ëmweltministère ëmmer erëm an d' Verantwortung zéien an esou virun. An dorunner knäppt de leschte Constat un, deen d' Chercheure maachen: Ouni eng déifgräifend Steierreform an eng däitlech Stärkung vum Staat a vun de Gemenge bei der Planung a beim Bau vu Wunnengen, kréie mir déi Logementskris net an de Grëff. Et brauch also konsequent politesche Aktioun.

Mir hunn hei virun engem hallwe Joer schon op d'Urgence opmierksam gemaach a Propose gemaach, wéi een eidel Bauterraine séier kéint mobiliséieren - besonnesch Baulücken -, a fir op d'Besteuerung vun den eidele Wunnengen hinzewierken. Mir goufen du verträischt op d'Grondsteierreform, wou d'ës alles soll reforméiert ginn. Kéint dës Grondsteierreform dann nach d'ës Joer? Ab wéini wier se da wierksam? Komme wirklech steierlech Reformen, fir méi konsequent an den Immobiliemarké anzegräifen, Stéchwuert: Besteuerung vun der Plus-value?

Mir hunn den Androck, dass hei op Zäit gespilt gëtt an um Enn e faule Kompromëss erauskënnt, dee fundamental näischt un der Situatioun ännere wäert. Mir erhoffen eis dann, dass an der Steierdebat, déi jo hoffentlech da geschwënn kéint, méi handfest Virschléi vun der Regierungssäit op den Dësch kommen. En attendant hu mir haut an d'ës Debatt de Fokus op d'Terrains- an d'Baupolitik vum Staat an de Gemenge geluecht. Mir mengen, dass déi däitlech gestärkt musse ginn, dass Strategien an dat passend Handwierksgeschier gebraucht ginn, fir de privaten Acteuren d'Stir kënnen ze bidden an den éffentlechen abordable Wunnraum ze schafen, deen esou batter néideg ass.

Villmools merci fir d'Nolauschtenen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies agedroen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Lies (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soe virop deene Lénke Merci, datt se dese Punkt op den Ordre du jour vun haut de Mëtteg gesat hunn.

Lëtzebuerg huet eng Energiekris, huet eng sanitär Kris, jo, huet och eng Wunnengsbaukris.

M. François Benoy (déi gréng) | An eng Klimakris.

M. Marc Lies (CSV) | Eng Klimakris, wollt ech effektiv nach ergänzend dozou uféieren, a vläicht an deenen nächsten Deeg a Wochen nach eng ganz aner Kris.

(Interruption par M. François Benoy)

Une voix | Très bien!

Une autre voix | Hoffe mer net.

M. Marc Lies (CSV) | Voilà! Duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, wann den Här Benoy mech elo hei wëllt schwätze loossen, da géif ech och kënnen virukommen. Mir hunn eng Wunnengsbaukris, wou effektiv de Constat ze maachen ass, datt iwwert déi lescht Jore ganz sécherlech net déi richtig Akzenter gesat gi sinn. Dat bewiese ganz kloer d'Präisser, wéi se iwwert déi

lescht Joren an d'Luucht gaange sinn. Den Eurostat, dee seet, datt zanter 2010 d'Präisser bei den Haiser ... An ech mengen, mir gesinn dat och an deene leschte Wochen a Méint, besonnesch elo an der Covidkris, datt d'Leit nees op d'Land ginn, sech en Haus mat e bësse Gaart ronderëm wëlle kafen. Déi Präisser sinn zanter 2010 ëm 117 % an d'Luucht gaangen.

Wa mer dann effektiv kucken, d'Appartementer, wat déi an deene leschte Joren och u Wäert zougeluecht hunn, sou ass et effektiv net vermoossen, datt op ville Plazen am städtesche Raum Präisser vu 14.000 bis 15.000 Euro de Meterkaree bezuelt ginn. Do freet ee sech: Wie soll dat effektiv haut nach bezuelen?

Ech wéilt hei awer e puer Punkte soulevéieren.

Dat ass fir d'éischt dat, ëm wat de Sujet de Mëtten och gaangen ass, wat déi Lénk ugefrot hunn: Dat ass d'Retentioun vun den Terrainen. Wann een awer seet, Retentioun vun den Terrainen, da muss een dat vläicht e bësse méi genau analyséieren. An do geet et dann drëm: Wéi gesäit déi Retentioun vun den Terrainen aus? Et sinn 3.750 Hektar, déi vu Raum+iwwer eng Etüd iwwert déi lescht Joren elo dann detektéiert gi sinn, déi innerhalb vum Perimeter leien. Wann ee seet, Retentioun vun Terrainen: Sinn dat Baulücken? Sinn dat effektiv Terrainen an engem PAP „quartier existant“? Sinn et Terrainen, wou nach keng PAP-Prozedur „nouveau quartier“ entaméiert ginn ass? Duerfir, déi Analys, déi ass ze maachen. Ech hunn och dieswénglech eng Question parlementaire gestallt un den Aménagement du territoire, d'Fro Nummer 5372, wou ech e ganz, ganz grouse Merci soen deene Leit, déi dorop geäntwert hunn, well dat extreem detailléiert war an och extreem opschlossräich, wat dann do geäntwert ginn ass.

Een anere Volet ass awer och deen ... An ech mengen, wa mer vu Wunnengsbaukris schwätzen, da muss mer och iergendwann eng Kéier eng Diskussioun heibanne féieren iwwert de Wuesstum: Wat fir e Wuesstum brauche mer? Wat fir e Wuesstum hätte mer gär an de kommende Joren? An ech mengen, dat ass ganz kruzial och bei dëser Diskussioun, wann et ëm de Wunnengsbau geet.

Fir op en anere Punkt ze kommen: Dat ass dann den erschwéngleche Wunnengsbau. Wéi wëlle mer iwwerhaupt nach erschwéngleche Wunnengsbau realiséieren mat deenen Terrainspräisser, déi momentan am Perimeter bezuelt ginn? An ech mengen, och do: 100.000 Euro, respektiv am städtesche Raum sinn et éischer ëm 200.000 Euro den Ar, mengen ech - mat deene Präisser kréie mer einfach keng erschwénglech Wunnenge méi gebaut, an dat ass e Constat, deen ze maachen ass.

Ech hu virdru gesot, datt ech eng Question parlementaire, Nummer 5372, un de Landesplanungsminister gestallt hunn, déi ganz ausféierlech beäntwert ginn ass, wou ech wollt wëssen: Wou kommen déi 800 Hektar nach zousätzlech hier? Viru Joren ass ëmmer vun 2.950 Hektar geschwat ginn. Elo op eemol si mer bei 3.750 Hektar, dat sinn 800 Hektar weider. Wou kommen déi genau hier?

Ech wëll elo net op d'Analys vu Raum+ agoen. Do ass sech sécherlech mat de Gemenge concertéiert ginn. Do misst een an de kommende Joren vläicht awer och déi Analys nach eng Kéier e bësse méi detailléiert maachen, well do stelle sech awer nach esou munch Froen.

Ech wollt och wëssen: Wéi vill Hektar sinn am Perimeter pro Gemeng, déi relativ séier kënne bebaut ginn? An do ass allerdéngs e Constat, dee bei där Question parlementaire erauskomm ass, deen dach relativ remarkabel ass, wat iwwerhaupt schnellstméiglech ka bebaut ginn: Dat si vun deenen 3.750 Hektar just

1.120 Hektar; 2.635 Hektar, déi sinn nach net emol an enger Prozedur. Dat heescht, do ass nach kee PAP „nouveau quartier“, deen entaméiert ginn ass, ëmgesat ginn ass. An ech mengen, dat ass genau de Problem, dee mer hautzedaags hunn, datt et extreem schwierig ass, eppes ëmzesetzen, wann d'Prozedur nach net declenchéiert ass. An ech mengen, allegueren déi Leit, déi heibanne sëtzen, déi Responsabilitéit an de Gemengen hunn, déi wësse ganz genau, wat dat heescht, wann et drëm geet, e PAP ze erstellen an do ze kucken, och mat deene Leit ronderëm eens ze ginn.

2.436 Hektar, do sinn am Ganze just zwee Proprietären, déi do Afloss drop hunn, fir e PAP kënne ze erstellen. An ech kommen och hei nees eng Kéier op d'Gemengen zrëck, déi wëssen, e PAP ze erstellen, wann ee Remembrement urbain muss gemaach ginn. Bei engem eenzelne Proprietär ass et relativ einfach, relativ evident. Wann der awer schon zwee do sinn, ass et komplizéiert a wann der dann 10, 20, 30 oder 40 sinn, da gëtt et nach vill méi komplizéiert. Vum Effet vum NIMBY, wat d'Noperschaft ugeet, wëll ech guer net schwätzen.

Duerfir mengen ech: Dat sinn déi Problemer, déi mer hunn, prozedural Problemer, fir kënne virunzokommen. A wann ech soen: 70,6 % vun deenen 3.750 Hektar sinn nach net an der Prozedur, ech mengen, da wësse mer ganz genau, ëm wat et geet. Vun deenen 1.120 Hektar, déi effektiv autoriséiert sinn oder iwwer „quartier existant“ als Baulücke kënne bebaut ginn, do sinn 618 Hektar, déi am Besët vu Personnes physiques sinn. Mir wëssen och, wat dat heescht, datt do net jiddweree wëlleng ass, seng Terrainen op de Maart ze bréngen, fir déi ze bebauen. A vun deenen 1.120 Hektar si 500 Hektar, déi PAP „nouveau Quartier“ sinn, déi relativ schnell kéinte bebaut ginn. Mat enger Moyenne vun 38 Wunnengen op den Hektar sinn dat 19.000 Wunnengen, a wann een déi an deenen nächste Jore géif bebaue mat enger Zomm vu 6.000 Euro, wiere mer an dräi Joer fäerdeg.

Also de Constat, deen ze maachen ass: Mir hunn ee Problem momentan mat allem, wat d'Erstellung vun neie PAPen ugeet. An ech wéilt och do eng Motioun erareeche, Här President, wou et dann drëm geet, den Artikel 29bis vum neie Pacte-Logements-Gesetz nach eng Kéier ze analyséieren. Mir wëssen, et war eng Deadline an deene leschten Deeg, den 19. oder den 18. Februar, wou d'PAPe laut där aler Prozedur konnten eragereecht ginn. Ech kann Iech aus eegener Erfahrung soen, datt do PAPen eragereecht gi sinn, déi net fäerdeg waren, déi net prett waren a wou mer als Gemeng elo risegrouss Problemer hunn, fir déi ëmzesetzen. Duerfir, Här President - meng Zäit ass effektiv schonn iwwerschratt, ech hunn dann herno nach e puer Minutten Zäit, fir iwwert dës Motioun hei ze schwätzen -, ech géif Iech déi erareeche a Merci soe fir d'Nolauschteren.

Merci.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- *rappelant le Projet Raum+ qui est un projet commun du Département de l'aménagement du territoire, de l'Observatoire du développement spatial, du Ministère du Logement et de l'Observatoire de l'habitat pour apprécier et répertorier les réserves foncières au Grand-Duché de Luxembourg ;*

- *constatant que la dernière étude de Raum+ relève que la réserve foncière disponible à l'habitat dans 89 communes ou un plan d'aménagement général (PAG) nouvelle mouture a été adopté ou était en voie d'adoption, s'élève à 3.750 ha ;*

- *constatant que seulement 1.120 ha des 3.750 ha peuvent être directement viabilisés via des PAP-NQ (plan d'aménagement particulier « nouveau quartier ») respectivement PAP-QE (plan d'aménagement particulier « existant ») en vigueur ;*

- *constatant que sur 2.630 ha restants aucune procédure d'adoption de PAP n'a été entamée jusqu'à présent ;*

- *considérant la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte logement 2.0 ;*

- *considérant que la loi précitée du 30 juillet 2021 a instauré un nouvel article 29bis dans la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;*

- *rappelant que cet article assure la création d'un nombre plus élevé de logements abordables dans PAP-NQ ;*

- *constatant que l'article 29bis s'applique aux PAP-NQ dont le collège échevinal se voit saisi après le 18 février 2022, c'est-à-dire pour les PAP dont la procédure est entamée après le 18 février 2022 ;*

- *précisant que pour les PAP-NQ, dont le collège échevinal a été saisi jusqu'au 18 février 2022 inclus, les dispositions de l'article 29, paragraphe 2, alinéa 4 de la loi précitée du 19 juillet 2004 continuent à s'appliquer pour des raisons de sécurité juridique ;*

- *rappelant que les ratios et les modalités imposés aux promoteurs pour la réalisation de « logements abordables » (anciennement « logements à coût modéré »), changeront de manière sensible pour les PAP dont la procédure est entamée après le 18 février 2022 ;*

- *précisant que pour chaque plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » qui prévoit un nombre de logements entre 10 et 25 unités, au moins 10 pour cent de la surface construite brute maximale à dédier au logement sont réservés à la réalisation de logements abordables et que pour chaque plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » qui prévoit un nombre de logements supérieur à 25 unités, au moins 15 pour cent de la surface construite brute maximale à dédier au logement sont réservés à la réalisation de logements abordables ;*

- *estimant que le nouvel article 29bis ne va pas accélérer les procédures d'adoption de nouveaux PAP,*

invite le Gouvernement

- *à faire une évaluation des nouveaux mécanismes institués par le Pacte Logement 2.0, en l'occurrence le nouvel article 29bis de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, et ce jusqu'à fin 2022 ;*

- *à modifier le nouvel article 29bis en cas de déclin substantiel du nombre de PAP nouvellement mis en procédure après le 18 février 2022.*

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Max Hengel, Georges Mischo.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lies. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. Mir hunn och déi Notte vum Observatoire de l'habitat a vum LISER mat ganz vill Interessé gelies. Fir eis ass kloer, dass et net ka sinn, dass verschidden Acteuren, verschidde Leit riseg Terrainen am Bauperimeter broochleie loossen, während mer am Rescht vum Land eng Logementskris hunn a ganz vill Leit sech keen Daach méi iwwert dem Kapp kënne leeschten.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP) | Mir ënnerstëtzen dowéinst voll a ganz déi Mesuren, déi de Premier ugekënnegt huet, fir méi Terrainen ze mobiliséieren: Denke mer virop

un d'Reform vun der Grondsteier, fir Besëtzer vu groussen Terrainen méi staark an d'Verantwortung ze huelen, an och nach un d'Schafe vun engem Wunnengsregëster.

An deem Kader ass et fir eis als DP awer ganz wichteg ze betounen, dass et net drëms geet, Leit ze bestrofen, déi en Terrain fir Kanner oder fir Kandskanner hale wëllen. Dat hu mer schonn e puermol gesot, an ech wëilt hei nach eng Kéier dorobber insistéieren. Mir wëllen déi richteg Leit cibléieren, an dat si fir eis déi, déi grouss Terrainen besëtzen, déi wäit iwwert den eegene Bedarf erausginn, déi sougenannte Groussgrondbesëtzer also.

Zu den Etüde selwer gëtt et fir eis als DP e puer Saachen ze soen.

Fir unzefänken hu mer keen Iwwerbléck doriwuer, wéi eng Terrainen sech aktuell an enger Prozedur befannen a wéi eng net. Dat ass awer kee klengen Detail an der ganzer Diskussioun. Nëmmen esou nämlech kann ee soen, wat tatsächlech Bauland ass, dat bewosst broochleie gelooss gëtt. Et kann een nämlech net soen, nëmme well ee vill Terrainen huet, dass een automatesch e Spekulant ass. Wier dat nämlech esou, ma da wieren de Staat, d'Gemengen an déi öffentlech Promoteure mat déi gréisste Spekulanten.

Et ass kloer, dass Promoteuren, öffentlecher wéi privater, méi wäit am Virus plange mussen, grad well d'Prozeduren an eisem Land déi sinn, déi se sinn. Vum Terrain heescht et duerschnëttlech siwe bis aacht Joer. Da brauch een net nëmme e laangen Otem, mee et brauch een natierlech dann och Reserven, et wëllt ee jo och nach an e puer Joer eppes ze schaffen hunn.

E weidere wichtige Punkt, an ech sot et schonn: Och déi öffentlech Hand gehéiert zu de gréisste Proprietäre vu Bauland zu Lëtzebuerg, sief dat de Staat selwer, öffentlech Promoteuren oder d'Gemengen. An dat si jo sécher keng Spekulanten. Dofir muss mer eis d'Fro stellen: Wouru läit et da wierklech, dass déi net méi bauen? Sinn et d'Prozeduren? Ass et d'Manpower, déi hei feelt?

Mee, wéi gesot, mir wëssen och net, wat alles vun dësen Terrainen eventuell schonn an enger Prozedur ass, fir bebaut ze ginn. Firwat ass dat net ënnersicht ginn? Den Här Minister kann eis vläicht do eppes méi dozou soen. Dat, wat schlussendlech zielt, fir de Logement an de Grëff ze kréien, ass, wéi vill Unitéite pro Joer realiséiert ginn.

Och déi öffentlech Hand huet hei ganz kloer eng Verantwortung an eng wichteg Roll ze spillen. An do muss mer feststellen, dass déi öffentlech Hand mat hirer Produktivitéit generell awer dem Privatsektor hannendrunzéhänke schéngt. Beim Fonds du logement si mer alt bei ronn 90 bis 100 Unitéiten d'Joer, während e private Promoteur vun enger änlecher Gréisst awer bis zu - allez hépp! - 340 Stéck konnt liwweren. Bei villen aneren öffentlechen Acteuren feelen eis leider genee Chifferen, fir eeben dee globalen Iwwerbléck ze kréien, dee mer brauche fir méi eng déifgräifend Analys.

Dowéinst nach eng Kéier vläicht d'Fro un de Minister: Firwat gouf dat net ënnersicht? An ass eventuell virgesinn, dat nach nozuhuelen?

Här President, wat eis feelt, ass d'Ënnerscheidung tëschent: Éischtens, wie léisst haaptsächlech bewosst Bauland zu Spekulationszwecker leien? Esou Leit sollen e staarken Ureiz kréien, hiren Terrain ze mobiliséieren. An zweetens, wie wëllt e Projet maachen, mee kann et net oder net esou séier, wéi e wëllt? An an deem Fall, wourunner läit et dann?

Vum Terrain héiert een, wéi gesot, ëmmer erëm, et wieren d'Prozeduren. Dofir ass et bedauerlech, dass dëst an den Notten an an den Etüden net thematiséiert gouf. Dësen Aspekt dierf eiser Meinung no nämlech an der Diskussioun net ausgeklammert ginn, well mir wëlle jo net nëmme Terrainen mobiliséieren, mee mir wëllen déi dann och duerno séier bebauen. A wa mer da 15 Joer brauche fir e PAP, dann ass et normal, dass mer am Logement net virukommen.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP) | Zweek vun de gréisste Promoteuren am Land hu sech iwwerengs bereeterkläert, mam LISER zesummeschaffen, fir a voller Transparenz hir Donnéeën iwwer hir Terrainen a lafend Projeten zur Verfügung ze stellen. Mir géifen et begréissen, wann d'Chercheure vum LISER dëser Propos géifen nokommen. Dat wier extrem interessant a wichteg a géif Informatiounen liwweren, déi sécherlech och an dëser Diskussioun mat afléisse kéinten.

Onofhängeg dovunner ass et fir eis als DP natierlech kloer, dass d'Multiproprietären eng grouss Verantwortung hunn, déi privat an och déi öffentlech. An dofir brauche mer hei déi néideg Mesuren, fir dës méi staark mat an d'Flicht ze huelen.

Dëst gesot, géif ech der Kollegein Nathalie Oberweis villmools Merci dofir soen, dës Heure d'actualité ugefrot ze hunn, an ech géif Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech kann dann och do uknäppen, wou den Här Hahn opgehale huet, andeems ech der Madamm Oberweis Merci dofir soen, déi Debatt hei ugefrot ze hunn. A si huet opmierksam gemaach op de Gebrauch vum Wuert „Kris“. A jo, ech mengen, si huet Recht: Mir schwätzen hei vun enger Kris. D'Wunnungskris, déi betrëfft eis nämlech all. A genee aus deem Grond muss mer d'Wunnungskris och zesummen upaken. „Zesummen“, dat ass net nëmme de Slogan vu menger Partei, mee virun allem moosse mer mam Zesummenhalt och d'Stärkt vun enger Gesellschaft.

D'Madamm Oberweis huet sech och beklot - an ech mengen, do huet se net ganz Onrecht -, dass et laang Zäit, an och elo nach ëmmer zum Deel, un Donnéeën gefeelt huet, fir eng Evaluatioun vu verschiddenen Ursaachen ze maachen. Ech erënnere mech, am Joer 2018 hat ech zesumme mam Deputéierte Franz Fayot déi deemoleg Finanz- a Logementsministere gefrot, ob et méi Informatiounen iwwert d'Konzentratioun vu Bauland géif ginn a wien dann iwwerhaapt d'Proprietäre wieren, ob dat Privatleit sinn oder vläicht och Gesellschaften, a wa jo, wéi eng Gesellschaften.

Déi zweek Ministere konnten eis deemools net wierklech prezis op dës Froen äntwerten, mee, muss ech awer soen, zanterhier goufe vill Efforte gemaach an déi Donnéeën erhuewen an och ausgewäert, notamment och, a méi detailléiert, an där Nott 29 vum LISER, vun där mer elo haut de Mëtteg schwätzen.

An dëser Nott, pardon, vum Observatoire de l'habitat gëtt bestätegt, dass de Gros vun Bauland an den Hänn vun e puer weënege läit. Selbstverständlech ass dat net gesond fir eis Gesellschaft, well dat heescht, dass e groussen Deel vun den Awunner am Land op de gudde Wëlle vun e puer Dose Leit ugewisen ass.

Fir et direkt kloerzestellen: Dat hei ass keng Fro vun Naid an dat därerf et och net ginn! Mee et ass d'Fro, ob d'Konzentratioun vu ganz villen Terrainen an den Hänn vun e puer weënege net awer d'Gefor mat sech bréngt, dass dat sech herno op d'Präisser um Marché auswierkt. Ech mengen, dass ech dat ewell an enger ganzer Partie Interventiounen gesot hunn. Ech soen et dann och einfach emol nach eng Kéier: De Logement därerf net zu engem Finanzprodukt ginn! Eise Wunnengsmaart ass dereguléiert an et brauch e méi groust Agräife vun der öffentlecher Hand, fir dat ze korrigéieren!

Net ech eleng, mee eng ganz Partie vun de Kollegen hunn och schonns op de Prinzip verwisen, dass Eegentum och Verantwortung mat sech bréngt. Am däitsche Grundgesetz steet: „Eigentum verpflichtet. Sein Gebrauch soll zugleich dem Wohle der Allgemeinheit dienen.“ Och an eiser neier Verfassung wäert d'Wunnen zu engem Staatszil erkläert ginn, also zu enger absolutter Prioritéit fir d'Politik. Duerfir muss de Staat agräifen, wann zum Beispill duerch méiglech Zréckhalen, also Retentioun vun Terrainen d'Präisser um Wunnengsmaart géife kënschtlech an d'Luucht gedriwwen ginn.

Fir deem entgéintzewierken, huet d'Regierung och e ganze Pak u Mesuren an d'Weeër geleet. Mam neie Pacte Logement kënt d'öffentlech Hand endlech un déi Terrainen, déi mer brauchen, fir öffentleche Wunraum ze schaffen.

Mam neie Wunnengsbaufong hu mer eng weider Méiglechkeet geschaaft, fir dës an och aner Projeten ze finanzéieren. Fir géint d'Zréckhalen, d'Retentioun virzegoen, huet d'Inneminestesch Taina Bofferding d'Gesetz fir de Baulandvertrag an de Remembrement deposéiert. Dës sollen d'Broochleie vu Bauterraine verhënnere. D'Reform vun der Grondsteier, mee vill méi nach d'Antispekulationssteuer, déi vun der Regierung ugekënnegt gouf, sollen et manner attraktiv maachen, Bauland net ze notzen an ze waarden, dass d'Präisser klammen.

Mee déi Nott, iwwert déi mer haut de Mëtteg schwätzen, déi weist net nëmme déi ongläich Verdeelung vum Besëtz - 0,5 % vun der Populatioun besëtzen iwwert d'Hallschent vun de Bauterrainen -, dës Nott weist och, dass eigentlech e groussen Deel vun den Terrainen kéinte bebaut ginn, wann de Wëllen do wier.

Verschidden Acteuren um Immobiliemaart ginn ze verstoen, dass si gäre géifen hir Terrainen exploitéieren, mee dass déi laang a komplizéiert Prozeduren dat géifen onméiglech maachen.

Ech wëll hei och emol soen, dass mer net sollen de Feeler maachen an allegueren d'Acteuren um Immobiliemarkt an een Dëppe geheien. Net all Acteur ass automatesch e Spekulant. Vill Acteure wëllen developéieren a Wunraum schaffen. Dat ass hire Business, et ass hire Metier. A wa si gebremst ginn, da muss mer hinnen och nolauschteren! Dat Argument kann een nämlech zum Deel novollzéien, well, effektiv, eis Gesetzgebung, national a kommunal, ass dacks komplizéiert. A mir wëssen alleguer, jo, et dauert och heiansdo ganz laang.

Fir dat ze verbessere, hu mer an der leschter Period ënnert der Leedung vum Dan Kersch d'Omnibusgesetz gestëmmt, wou eng Rëtsch Prozedure gestrafft an acceleréiert goufen. Et ass awer do nach Sputt, fir d'Prozeduren ze vereinfachen. Besonnesch d'Digitalisierung misst eis dach hëllefen, verschidde Saache méi séier ofzewéckelen.

Ech denken do konkret un eng digital Baugeneemegung, wou ee säi Projet op engem Portail an enger eenzeger Kéier kann erarechen an déi eenzel Administratiounen kënnen drop zréckgräifen, e Portail, an

deem een zu all Moment gesäit, wou engem säin eegenen Dossier drun ass. Dat géif verhënneren, dass Dossiere verluer ginn, dass ee se muss op zeg Plazen erareechen, an d'Prozedure kéinte souguer parallel ulafen an esou kéint Zäit gespuert ginn.

Mee och déi nei PAGen, déi elo geschwënn an alle Gemengen a Kraaft sinn, wäerten d'Prozedure méi séier maachen. Déi Gemengen, déi hire PAG schonn e puer Joer hunn, déi mierken dat haut schonn. An dësem Kontext muss awer och d'Fro opgeworf gi vum Sënn oder Onsënn vum Opmaache vum Bauperimeter.

Den Här Lies hat virdu vu senger Question parlementaire geschwat. De Kolleeg Mars Di Bartolomeo an ech, mir haten och eng änlech Question parlementaire gestallt. A mir krute geäntwert, dass vun den theoreeteschen 2.719 Hektar Terrain, déi fir de Wunnraum disponibel sinn, just 265 Hektar kënnen direkt bebaut ginn, also knapps 7 %.

An da muss een natierlech wëssen, dass, no de Reegele vun der Economie, wann eppes rar ass oder knapps ass, et dann och deier gétt. Esou ass dat nun eeben och mam Bauland. Duerfir mécht et an eisen Ae kee Sënn, fir mordicus drop ze halen, de Bauperimeter zouzelossen. Mee, an dat hu mer och scho méi dacks gesot: Do, wou et Sënn mécht a wou mer net zu enger Zersiidlung vun der Landschaft bäidroen, do soll dach kënnen de Bauperimeter erweidert ginn!

Bis elo krute mer och ëmmer gesot, dass de Staat an d'Gemenge keng Terrainen hätten, fir deen néidegen effentleche Wunnraum ze schafen. Do ass et dann e bëssen erstaunlech ze liesen, dass eenzel Gemengen an de Staat awer och op engem gudden Deel vun de bebaubaren Terrainen setzen. Do ass d'Fro, ob déi staatlech Wunnungsbaugesellschaften iwwerhaapt kënnen nokommen, fir déi vill Wunnengen ze bauen, déi mer vun hinne verlaangen. A wann d'Antwort hei Neen ass, da muss mer déi Privat mat an d'Boot huelen an u klore Krittären an no engem prezise Cahier des charges fir de Staat baue loossen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Crucchten. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President. Fir d'alleréischt och vun eis aus e grouse Merci un d'Madamm Oberweis, well ech fannen, mir schwätzen net oft genuch iwwert de Problem. An hei ass dann erëm meng Opportunitéit iwwert dës Aktualitéitsstonn, fir driwwer ze schwätzen.

Iwwert d'Sue schwätzt een net a scho guer net doriwwer, wem wéi e Land a Buedem gehéiert. Mee déi aktuell Situatioun an déi aktuell Entwécklung vun de Wunnungspräisser weisen, dass et eeben net reng eng Privatfro ass, wat ee mat sengem Terrain mécht, wem dee gehéiert a wéi vill een dovunner huet.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Et ass e wichtege Verdéngscht vum Observatoire du logement, Fakten an Zuelen an een Debat ze bréngen, deen oft emotional gefouert gétt.

Ee wichtege Rappel awer fir unzefänken: Mir hu genuch Bauland. Laut der leschter Erhiewung iwwert d'Methodologie vu Raum+ hu mir iwwer 5.000 Hektar Land, a méi wéi 3.700 Hektar dovunner fir de Wunnensbau. Jee no Baudichte erlaabt dat eis, Wunnenge fir méi wéi 300.000 zousätzlech Awunner ze schafen.

Mee firwat bréngt mer et net fäerdeg, schnell a bezuelbar ze bauen? Et kann ee sécher verschidde

Reegele vereinfachen, erliichteren, Prozeduren och vereinfachen an erliichteren. An awer komme mir net derlaanscht, eis mat der Fro ze beschäftegen, wem dann all déi Terraine gehéieren a wat den Interêt vun den eenzelne Besëtzer ass.

Une voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Laut der leschter Etüd vu Raum+ läit just eng Minoritéit vun den Terrainen fir de Wunnensbau an der effentlecher Hand. De Staat a seng Fonge maachen nëmme 6 % aus an d'Gemengen nëmme 7 %. D'Majoritéit läit an der privater Hand; ech sinn net dat Éischt, wat et seet, et ass och scho virdu gesot ginn. Ganzer 64 % vum Bauland gehéiert dem Privaten an 20 % de private Gesellschaften. Dobäi ass et wichtig ze betounen, dass dës Besëtzer extrem konzentriert ass. D'Hallschent vum Potentiel foncier, deen ee ka verbauen, fir do Wunnengen ze bauen, ass an der Hand vu knapp 3.500 Persounen!

Jo, den Job vun de Promoteuren ass et, Terrainen ze kafen, ze entwéckelen, ze verbauen an ze verkafen. Bis elo ass et och esou, dass si Terrainen cumuléiert hunn, au fur et à mesure da lassgelooss hunn, am Sënn vun entwéckelt an da verkaaft, awer oni weideren Drock, oni Drock, dass ee misst an engem gewëssenen Zäitspalt eppes maachen an eppes entwéckelen.

Et mierkt een och, dass verschidden auslännesch Promoteuren, déi hei zu Lëtzebuerg méi tätég sinn, awer och vill méi dynamesch an och vill méi kuerzfristeg hir Terrainen entwéckelen. Constat bei de Privaten ass et, dass wann eleng déi privat Hand géif bauen, mer dat meeschte Potenzial hätte fir de Wunnraum. Mee op där anerer Säit ass et awer och natierlech déi Kategorie, déi am mannsten Interessi huet, iwwerhaapt eppes ze entwéckelen.

De Staat a seng Fonge besëtzen nëmme knapps 6 %, wéi ech virdu gesot hunn, vun den Terrainen, déi fir de Logement geduecht sinn. An dës Situatioun kënn am Fong doduerjer, dass mir jorelaang Terrainen verluer hunn duerch de Verkaf un de fréie Marché, well eeben allegueren d'Sozialwunnengen, déi drop gebaut goufen, och verkaaft goufen.

An ech muss op dëser Plaz och nach soen, dass mer leider haut nach ëmmer esou eng Situatioun hunn, dass verschidde Gemengen och Bauterraine verkafen. Ech hat nach extra eng Question parlementaire dozou gestallt, fir déi Situatioun ze verstoen, well beim beschte Wëllen ass dat an där aktueller Situatioun a Kris net ze verstoen!

Déi wichtig Fro ass: Wéi kënnen mir Terrainen mobiliséieren? Jo, de Staat a seng Fonge mussen och hir Reserve mobiliséieren. De Logementsminister huet mat Projete wéi Elmen, „Wunne mat der Woltz“, NeiSchmelz zu Diddeleng och eng richteg Wunnensbauoffensiv lancéiert. Oft handelt et sech awer hei ëm al Industriebrachen, wou et natierlech vill méi laang dauert, fir déi ze sanéieren, ze entwéckelen an ze verbauen. Ouni Mobilisatioun vun den Terrainen, déi an der privater Hand sinn, komme mir net gutt virun.

Duerch en Incentive, eng Grondsteuer anzeféieren, kéint een dozou bäidroen, dass verschidde Projete vill méi séier kéinten entwéckelt ginn. Et ass keng Steuer, duerch déi de Staat soll a ka räich ginn. Et soll net prioritär eng Steuer sinn, fir d'Leit ze besteieren, déi selwer an enger Wunneng sinn oder déi selwer op hirem Terrain wunnen. Et soll eng Méiglechkeet sinn, d'Leit ze encouragéieren an ze motivéieren, eppes mat hiren Terrainen ze maachen, déi meeschtens och broochleien. Et soll eng Steuer sinn also, fir Wunnraum ze mobiliséieren.

Fir ofzeschléissen däerf een awer natierlech och net déi wichtig Outilen an Instrumenter vum Staat vergiessen. Hei hu mer notament de rezente Pacte Logement 2.0 mat sengem Artikel 29bis, deen u sech erlaabt, en Undeel vun den Terrainen a vun de Wunnengen un déi effentlech Hand, sief et un d'Gemengen, sief et un de Ministère, gratis ofzetrieden. Mir hunn de Remembrement ministériel, wat et u sech erlaabt, Terrainen zesummesetzen, fir och méi séier kënnen PAPen ze entwéckelen, awer och, ganz wichtig, déi „obligation de développer et de construire“, de sougenannte Baulandvertrag.

Heimadder stelle mir sécher, dass bei all neiem Terrain, deen u sech an de Bauperimeter kënn, oder bei all neiem PAP, dee vun der Gemeng geneemegt gétt, kuerzfristeg eng Bauobligatioun soll dropkommen. Firwat dat Ganz? Mee ganz einfach, fir dass mer net haut déi Baulücke vu muer schafen, déi u sech just déi Spekulation weiderhin undreiwten.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Ahmedova. Den nächsten ageschriwwene Riedner, dat kënn elo vläicht e bëssen iwwerraschend, ass den Här Marc Goergen.

Jo, ech gesinn do froend Gesichter bei eise Kollegee vun déi Lénk. Kann et sinn, dass nach ee vun hinnen ageschriwwen war?

(Interruption)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Mir hu just spekuléiert, firwat d'Kollegee vun der ADR net schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Al Ma eng ganz gutt Erklärung: ...

Une voix | Si hunn näischt ze soen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | E klenge gesondheetleche Problem, an ech mengen, dat ass eng gutt Erklärung. An dann huet den Här Goergen d'Wuert. Well ech hunn nämlech hei och ... Jo?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wann Der erlaabt, Här President, ech wollt deene Lénke soen, dass et dem Här Reding ganz schlecht ginn ass an dass en dofir huet missen heemgoen, elo kuerzfristeg.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Da wënsche mer em eng gutt Besserung.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dann dem Här Reding eng gutt Besserung. Jo, Här President, ech hat elo d'Sitzung och scho fäerdeg, soudass ech elo net esou iwwerrascht war.

Fir d'éischt emol deene Lénke merci fir d'Ufro. Ech mengen, mir diskutéieren elo scho gefillt fir d'honnestert iwwert d'Theema, mee gefillt kënnen mer net wierklech eppes a Gang setzen. Dat ass e bëssen de Problem, deen engem um Bauch läit. An ech mengen, et ass och dat de Problem, deen de Leit dobaussen e bëssen um Bauch läit, dass et einfach net virugeet, well d'Leit, déi ginn erwuessen, hunn hir 18 depaséiert, wëllen iergendwou wunne goen an et ass nach ëmmer keng Léisung do.

Deene Leit ass et zimlech egal, wie wéi vill Prozent herno huet oder a wéi enge Prozeduren iergendzousch eppes stécht. Déi erwaarde sech eigentlech vun de Parteien, a grad vun den dräi Regierungsparteien, dass se eng Léisung hunn, wann déi Jonk - oder u sech geet et jo an all d'Altersgruppen eran - eng Wunneng sichen, dass eng do ass an dass déi bezuelbar ass. Do kënnen mir esou vill Heure-d'actualitéen hunn oder soss iergendepes maachen: D'Leit hätte

gär eng Léisung! An ech mengen, do hunn déi dräi Regierungsparteien an de leschte Joren nawell kräfteg versot, soss misste mer net ëmmer erëm doriwuer diskutéieren.

Eis Positioun ass och do zimmlech schnell erkläert. Wann d'Gemengen oder de Staat den Terrain hunn, da solle se dee selwer bebauen. Fir eis kéint et net a Fro, dass deen an eng Vente geet. Ech weess, wéi et och ass an der Gemengepolitik; ech streide mech do allkéiers, do ass d'CSV/LSAP, déi verkafen hott an har Terrainen, déi se eigentlech kéinte selwer bebauen. Bon, dann herno bauen d'Promoteuren, da kascht d'Appartement esou vill, dass kee sech et ka leeschten. Dat ass ee vun de Problemer.

Also mir als Piraten soe ganz kloer: D'ëffentlech Hand, wa se schonn Terrainen huet ... Ech kommen herno nach drop zrëck, wéi mer méi Terrainen kréien. Wa mer schonn Terrainen hunn, solle mer se selwer bebauen a fir eis natierlech am Konzept vum Mietkauf, fir dass d'Leit sech och kënnen d'finanziell Moyene ginn, fir dat ze kafen. A wa se esou laang bezuelen, eng Aart Loyer herno bezuelen, dass se dat kënnen vum Staat ofkafen, awer mat der Klausel - an déi Klausel, déi ass ganz wichteg, fir dass mer d'Terrainen net erëm verléieren! -: Se dierfen net zrëck op de private Marché!

Et sinn nämlech nach ëmmer Projeten ënnerwee, wou d'Gemengen eppes gebaut hunn, wat zimmlech bëlleg, zimmlech attraktiv war, an herno geet et fir e puer Milliounen dann op de private Marché. Och dat hate mer elo rezent bei mir an der Gemeng.

Dat ass eigentlech schlëmm! Do baut een iwwer e bëllege System, fir dass d'Leit de bezuelbare Wunnraum kréien - wat mer ganz gutt fannen als Piraten -, awer herno lant et um private Marché. Dat kann net sinn! Do muss een einfach ganz kloer soen: Wann de Staat eppes baut, muss mer vun de Gesetzer hier soen: Dat dierf herno net iergendwéi op engem private Marché landen, egal wéi et geet!

Mir Piraten hu jo och vir, d'Grondsteier ze reforméieren, well do eng Gesetzespropositioun eragi gouf. Bon, mir stinn och do zou. Ech weess, dass et net ëmmer populär ass, mee mir stinn dozou. Et muss kee massiv Terrainen horten. Mir sinn do der Mee- nung, dass een acht Ar fir sech selwer soll kënnen horten an acht Ar fir d'Kanner. Dat geet eiser Mee- nung no locker duer. Do kann een eppes Schéines drop bauen. Do kann een e gutt Liewe féieren.

Alles, wat driwwer geet, all déi grouss Zuelen, wou mer ... Et si jo elo e puer QPs hei betitelt ginn. Mir gëtt et ëmmer schwindeleg, wann ech do matkréien, wat eenzel Privatfirmen oder Privatleit un Terrainen hunn! Also et mengt een, déi kéinte muer en Disneyland hei zu Lëtzebuerg bauen, während anerer net wëssen, wou se solle wunne goen. Also dat ass jo e bësse verréckt, a wéi enge Moosse mer do schwätzen, wann 0,5 % vun de Leit iwwer 50 % vun den Terrainen hei horten. Also ech mengen, do muss een awer och eng Kéier kloer agestoen, dass d'Politik do versot huet.

Wa mer awer gären nei Terrainen hätten, da muss mer op en anere Wee goen, an zwar mat deene Pro- moteuren. Jo, natierlech wëllen déi Gewënn maachen! Mee mir mussen awer kucken, dass mer hinne vläicht eng nei Formule ginn. Mir mussen net direkt, an ech verstinn dat och zum Deel ...

Den Här Kersch wollt mer eng Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Selbstverständlech.

M. Dan Kersch (LSAP) | Däerf ech, Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Selbstverständlech, Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hunn Iech elo gutt nogelauschert. Kéint ee sech drop eenegen, dass, wann déi Situatioun esou ass, wéi Dir se beschriwwen hutt, dass dann de Maart versot huet, dass ee muss an de Maart reglementaresch agräifen? Et ass nämlech dat, wouriwwer mer hei schwätzen. Fir einfach ze soen, „D'Politik huet versot“, an domadder och, „d'Regie- rungspolitik huet versot“, dat kann een zwar soen als Oppositionspolitiker, mee domat huet een awer näischt geännert.

Hei geet et jo emol drëms, fir en éierleche Constat ze maache vun der Situatioun. An et muss ee feststellen, dass de Maart déi do Problematik net ka léisen. Ech mengen, dat ass och vun Ärer Säit aus eng Kéier gesot ginn. Da wär et flott, wann Der dat och géift hei op der Tribün soen.

M. Marc Goergen (Piraten) | De Constat, dass de Maart dat net ka léisen, deen deele mer jo mat Iech. Mir hu jo och deemtsprechend déi Gesetzespro- pos eraginn a mir hunn dat jo och schonn oft gesot. Mir soen awer och ganz kloer, dass d'Politik versot huet, andeems se vill ze vill liberal war iwwer alleguerten déi Joren an de Marché vill ze vill gewärde gelooss huet. Dat ass eise Constat, wou d'Politik versot huet. An do hätt d'Politik misse vill méi fréi agräifen, ier mer an där aktueller Situatioun waren, déi sech ëmmer erëm zouschärft.

Well 10 %, 12 %, Här Kersch, fannen ech net normal. An ech ginn Iech do vollkomme Recht, dass de Marché versot huet. D'Fro ass: Packe mir et hei am Parlament, genuch Stëmmen zesummenzekeréien, fir elo an dee Marché anzegräifen? Oder ass dat net méiglech? An dat ass eeben déi kruzial Fro, déi sech herno och stellt fir d'Leit, déi dobaussen e Wunnraum sichen. Wann hei nach ëmmer majoritär Parteie soen, se wélten net an dee Marché agräifen, hu mer e Pro- blem, hu mer e politesche Problem. An da kënnen mer déi Situatioun net léisen. Dat ... Dir net, dat kann ech mer gutt virstellen, Här Kersch. Ech mengen, mir sinn och do ganz no beieneen. Aner Parteie leider net.

Just nach kuerz zum Constat, deen ech wollt bréngen, dass mer net onbedéngt mussen op de Wee goen, wann déi Promoteuren esou vill Bauland gehort hunn, fir hinnen dat ofzekafen oder ewechzehuelen, well dat ass natierlech och ëmmer méi e kriddlegt Thema, wéi wann een a Verhandlung geif goen.

An do denke mir Piraten un eng nei Formule vun enger Aart Leasing vum Bauterrain. Dat heescht: Wann déi Promoteuren déi Bauterrainen hunn a se kënnen awer aus finanzielle Grënn oder soss iergend- welleche Grënn net higoen an déi bebauen, dass de Staat mat sengen Träger kann higoen an an enger Kooperatioun mat deenen, déi den Terrain hunn ... De Staat géif drop bauen an esou entspreichend déi Wunnenge schafen a kéint déi dann herno an engem Mietkauf verkafen, an engem Mietkauf ubidden.

Well de Problem läit jo doran: Et kann een net ëmmer null oder eent kucken, mee et muss ee kucken, dass ee souwuel déi privat Promoteure wéi de Staat an d'Gemengen zesummekritt. A firwat net op engem gemeinsame Projet? Well et geet jo u sech herno just dorëms, dass de Bierger eng Wunneng kritt, déi en och mat sengem normale Salaire nach ka bezuelen.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Domat wäer mer um Enn vun der Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Här Wunnengsbauminister. O,

den Här Kox, deen net esou behänd ass ewéi soss, mee awer näischt Schlëmmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre du Logement | E bëssen ze vill Sport gemaach. Gutt.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dir musst schwamme goen.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Merci, dass mer haut de Mëtten dës Debatt kënnen maachen. Dat gëtt mer och d'Geleehheet, eng Rei Punkten hei unzeschwätzen, awer virun allem d'Strategie vum Wunnengsbau net nëmme vu mengem Haus, mee vun der gesamter Regierung awer och hei nach eng Kéier duerzeleeën.

Fir d'éischt wéilt ech awer och Merci soen, jo, fir alleguerten déi Suggestiounen, déi komm sinn, och eng Rei Motiounen, wou eng ganz Rei vun deene Motiounen u sech lafend och dauernd gemaach ginn, awer och schonn dauernd ëmgesat ginn.

Ech wëll direkt ufänke mam Potenzial. Ech hu fënnf Punkte geholl an den éischte Punkt ass dee vum Potenzial.

Dat ass emol déi éischt Feststellung: Mir hu Potenzial innerhalb vun eise PAGEN an déi si bekannt. An natierlech gouf hei och vun der Mobiliséierung geschwat an dat ass d'Regierung och amgaang ëmze- setzen. Ech wëll fir d'éischt emol op déi Nott selwer agoen, déi 29. A wann ech 29 soen, dann ass et jo schonn 28 virdrun, an Dir wësst, viru Kuerzem hu mer och eng 30er Nott presentéiert. Dat ass d'Aufgab vum Wunnengsbauministère, fir zesumme mam Observa- toire de l'habitat, an dat a Kooperatioun mam LISER, genau eeben déi Donnéeën endlech ze kréien, fir eng kohärent Politik kënnen ze maachen!

Well ouni déi Donnéeën si mer blann, an dofir ass dat doten eng ganz wichteg Etüd gewiescht niewent all deenen Etüden, déi mer virdu schonn op den Instan- zewee ginn hunn, fir dann d'Politicken och entsprei- chend ze orientéieren.

Derbäi kënnt déi Raum+-Etüd, déi jo domat zesum- menhängt, déi zesumme mat de Gemenge gemaach gouf, wou d'Gemenge selwer Abléck kritt hunn, wat leeft an hire Gemengen, wat leeft mat hiren Terrainen, wie wou a wéi ass. An dofir ass dat ganz wichteg, e ganz wichtige Outil, fir eppes kënnen ze maachen.

(Interruption)

Wat d'Resultat ubelaangt ...

Et ass alles an der Rei dohannen, et ass keen ëmgefall. Et ass just d'Regierung, déi wackelt dohannen.

(Hilarité générale)

Ok, mee mir sinn erëm fest am Suedel. Mir sinn erëm fest am Suedel.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also, Här Kox, soulaang wéi se nëmme wackelt an net fält, ass alles an der Rei.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Mir sinn net gefall. Mir stinn nach all oder mir setzen nach prett.

Jo, dës Etüd ass méi genau ginn an dofir war et esou wichteg, dass mer dat gemaach hunn. An zesumme mat de Gemengen! Mir sinn op d'Gemenge gaangen. Ech mengen, de Moment si mer bei 92 Gemengen, déi am Raum+-Kader matgaange sinn. Et sinn der nach 8 oder 9 vun 102, déi nach mussen erakommen. An et ass eebe méi genau gekuckt ginn. Dofir si mer op déi 2.700 Hektar komm, déi u sech present sinn am Perimeter. A mat den Densitéiten, déi haut virgesi sinn op deenen Terrainen, komme mer op 300.000 Awunner, déi mer hunn.

Et gouf schonn op d'Opdeelung agaangen. Jo, et läit ganz vill a privater Hand an et läit net grad vill an der öffentlecher Hand. An ech kann do och direkt schonn op eng Motioun äntwerten: D'Strategie si mer amgaang a mir kafe jo ..., dat fannt Der jo am Fonds spécial zréck, dass mer Bauland mëttlerweil kafen, ganz bewusst akafe ginn do, wou et sënnvoll ass, an och emol eng Kéier iwwert de Perimeter eraus, wann et längerfristeg eng Plaz ass, déi éischtens de Krittäre vun der Landesplanung, de Krittäre vun der Mobilitéit, de Krittäre vun der Densitéit an esou weider kann entsprechen.

An do mécht de Finanzministère enner eiser Mathëllef déi néideg Demarchen, fir dann och un déi Terrainen ze kommen. Dat ass eng Motioun, déi u sech d'office scho gemaach gëtt. An dat ass jo d'Resultat, wat am Fonds spécial ass, dee mer jo am Mee presentéieren, wat mer och ëmmer hei kunddinn, dass mer ganz aktiv do amgaange sinn, dat ze maachen.

Also mir brauchen net onbedéngt eng Perimetererweiderung. Et huet och kee Sënn vun der längerfristeger Mobiliséierung hier, mee mir müssen innerhalb vum Perimeter ganz kloer d'Mobiliséierung méi séier hikeréien.

Dann dat Zweet: Jo, de Staat iwwerhëlt seng Verantwortung an e mécht dat ganz offensiv! Vlächit fir d'éischt: D'Strategie doranner ass, dass mer an déi Abordabilitéit investéieren - well mir hunn nëmmen 2 % vun de Wunnengen, déi an der öffentlecher Hand sinn -, a wa mer d'Locatioun kucken, ass se nach ganz katastrophal. An do mussen mer e Stack vun öffentleche Wunnengen opbauen an dat am léifsten, an dat ass mäi Wonsch, a Richtung vun deem Seuil, wou haut den Aarmutsrisiko ass.

Mir wëssen, den Aarmutsrisiko ass bei 17 an esou vill Prozent, bei 17 %, 18 %. Mir müssen et eng Kéier fäerdegbréngen, an déi Richtung ze goen, dass mer eise Usprecht vun der Verfassung och gerecht ginn, wunnen dinn a jiddwengem en Daach iwwert dem Kapp kënne garantéieren. Dat brauch Zäit, mee mir si gutt ennerwee a mir maachen och déi ganz gutt Zesummenaarbecht, déi mer och mat de Gemengen ugaange sinn.

Awer ech kommen drop zréck, wat dës Regierung mat Iech zesummen awer hei scho lancéiert huet iwwert déi lescht annerhallef Joer.

Zesummegerechent sinn dat iwwer eng Milliard Projeten, déi mer lancéiert hunn! Ech ziele se op: Dat ass Elmen, et ass Wooltz, et ass Mamer, wou mer amgaang sinn dat ëmzesetzen. An Diddeleng hu mer deposéiert. De Staatsrot huet aviséiert. Mir wäerten deemnächst zréck an d'Chamberskommissioun kommen. Dann ass deen och derbäi. An de Syrdall ass mat derbäi.

Mee hutt Der gekuckt, wéi vill Invest de Staat muss maache fir d'Sanéierung? Hutt Der gekuckt, wien dann elo déi Terrainen do huet fir ze mobiliséieren? Dat ass de Staat! Et ass de Staat, deen déi muss sanéieren, well de Private leider net do ass, an et ass de Staat, deen immens muss investéieren.

Am Syrdall hu misse Renaturéierung gemaach ginn, ginn och gemaach an déi ganz Terraine mussen mer kënne maachen. Dofir ass et schwéier, ëmmer de Fonds du logement dohinnerzestellen, e géif net weiderkommen. Mee dee mécht déi schwierigste Terrainen, mobiliséiert déi schwierigste Terrainen hei am Land! A vill mobiliséiert en, an derbäi huet en de gréisste Park u Locatiounswunnengen, nämlech 2.100. An dofir soll een dat net vergläichen.

Si si complémentaire mat deem anere Promoteur public SNHBM. Jo, op Elmen war et méi einfach. Do

hate mer d'Opportunitéit fir ze bauen, awer do kéinte mer ... an do si mer jo amgaang, och vun der Rationalitéit, och vun de Suen, déi mer investéieren, a méi eng Densitéit wëllen eranzekommen. Dat heescht, mir si ganz gutt ennerwee vum Staat. A wann Der Iech de Fonds spécial ukuckt: Mir sinn iwwert déi lescht Joren ...

(Interruption par M. Marc Lies)

Loosst mech dat nach weidermaachen, Här Lies!

Wann Der de Fonds spécial ukuckt: Wou koum en hier? Virun 2017 ware mer iwwert zéng Joer bei 40 Milliounen an der Moyenne, déi de Staat investéiert huet, 2018: 71, 2019: 84, 2020: 96, 2021: 170 Milliounen, d'Estimatioun fir d'Joer: 300 Milliounen a fir d'nächst Joer: 320 Milliounen. Dës Regierung hält Geld an de Grapp, fir dass d'öffentlech Hand investéiert, fir dass d'Gemenge Subside kréien, fir dass si kënnen investéieren. An et sinn och Suen do fir alleguerten déi, déi an d'Abordabilitéit wëllen investéieren.

Dofir kommen ech bei de ganz wichtege Partner, nämlech d'Gemengen. Mir loosse déi net am Stéch! Et gëtt ëmmer gesot vun der Verantwortung, jo, dass just d'Gemengen d'Veantwortung ... Ech hunn et hei scho gesot: Et ass eng Responsabilité partagée. Et ass net de Staat, deen d'Autorité communale huet! Et ass net de Staat, deen en autoriséiert. Et sinn d'Gemengen! Mir brauche se, d'Gemengen, a mir ennerstëtzen d'Gemengen!

A mir ennerstëtze se éischtens mat Suen, Suen iwwert de Fonds spécial. Ech gräife schonn eng Zuel vir: 44 Projete goufen d'lescht Joer subventionéiert, an dovunner waren et 33 Milliounen. Dat ass dat, wat elo am Fonds spécial steet fir d'Gemengen.

Mir ennerstëtze se och mat deem neie Projet fir de Logement abordable, nämlech iwwert de Bailleur social. Dat ass jo deen, deen herno d'Locatioun soll geréieren, dee soll kucken, dass déi richteg Leit och an déi richteg Wunneng kommen. An dofir kritt en och Geld. Och d'Gemenge wäerten dofir elo honoriéiert ginn, fir dee Bailleur social non richteg Modus, no de richteg Krittären och kënne ze maachen. An dat ass eng ganz wichteg Ennerstëtzung fir d'Gemengen, well dat hu se ëmmer gefuerdert an dat kréie se.

An ech hoffen och, dass déi 40 Milliounen, déi virgesi sinn am Pacte Logement, déi jo elo méi zilorientéiert sinn - déi si jo elo zilorientéiert op d'Kreatioun vun abordabele Wunnengen -, dass déi esou schnell wéi méiglech lassginn aus deem Fonds, dass se un d'Gemenge ginn. An dofir brauche mer déi Kooperatioun.

Dann hu mer d'Berodung erabruucht, d'Berodung, ganz wichteg fir d'Gemengen. Déi war jo ëmmer eng Demande. An dat sinn 320 Stonnen, bis 320 Stonne fir d'Gemengen. Dat si mëttlerweil 30 extern Beroder an 10 intern Beroder, well et gëtt Gemengen, déi dat intern gemaach hunn. Dat heescht, dat kascht jo och Geld! De Staat investéiert an d'öffentlech Berodung, fir dass d'Gemengen och dat Richteg kënne upaken. Si si Facilitateur. Si sollen dat och zesumme mat de Gemengen ëmsetzen. Dofir ass dat ganz wichteg.

An dann, zu den Terraine muss ech soen ... Den Artikel 29 ass genannt ginn, de Marché ass gesot gi vum Här Kersch virdrun, dass mer an de Marché mussen agräifen. Jo, mir hunn eng Formule fonnt, zesummen, op eng ganz konstruktiv Aart a Weis, mam Bausecteur. Mir hu gekuckt: Wéi kënne mer et fäerdegbréngen, dass gebaut gëtt, dass méi rationell gebaut gëtt? An dohannen nickt een, deen och an der Diskussioun mat derbäi war. Wéi kënne mer rational

bauen op deene Plazen, wou et och sënnvoll ass, méi an d'Héicht? A gläichzäiteg awer ..., an dat ass den Terrain neutraliséieren.

Mir hunn den Terrain neutraliséiert. Mir kréien deen u sech gratis zur Verfügung gestallt. An deen, dee baut ... An da kënnt eng Fro. Een huet gesot, ech hat vergiess, mer et opzeschreien, vun der Abannung - ech mengen, den Här Cruchten -, d'Abannung vun der Privatwirtschaft. Ma si sinn et, déi bauen! Mir hunn hei an där Formule mat dragesat, dass si fir d'öffentlech Hand mat kënne bauen, mat deem Cahier des charges, dee mir am Ministère ginn hunn, dass net gëlle Klensche gemaach ginn, mee dass rationell, awer gutt, awer an enger héijer Qualité de vie dat och gemaach gëtt. Dofir ass dat ganz wichteg.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Dat ass e ganz wichteg Instrument, wat mer erabruucht hunn. Natierlech kënne mer do nach driwwer diskutéieren: Ass dat wäit genuch? Geet dat och an den Interieur vum Perimeter? Well do ass jo nach eng Lück, wou mer mussen goen. Ech mengen awer, dass dës Regierung an der Zesummenaarbecht téschent verschiddene Ministère eng ganz Rei vun Instrumenter do niddergeluecht huet, fir dat unzuegoen.

An da kommen ech zu deem Punkt, deen u sech och zur Debatt steet, wéi mer déi Mobiliséierung fäerdegbréngen. An do sinn d'Instrumenter, d'Instrumenter sinn ennerwee. Mir sinn an der Diskussioun a mir hunn d'Zouso ginn als Regierung an de Premierminister hei bei der Debatt vun der Lag vun der Natioun, dass mer un déi Grondsteier ginn, dass mer un eng national Grondsteier, eng Mobiliséierungsgrondsteier ginn, fir grad do anzewierken, dass déi leersteeënd Wunnengen, déi an der Unzuel vlächit vun engem gréisseren Promoteur gehale ginn, successiv, awer och progressiv iwwert d'Zäit besteiert ginn, dass déi och kënne mobiliséiert ginn. An do sti mer dozou. Do sinn dräi Ministeren engagéiert ënnert der Leedung hei vum Taina Bofferding. Wat d'Grondsteier ubelaangt, do sinn de Logementsminister an d'Finanzministesch mat am Boot, fir dat doten ze maachen.

Dann: D'Leerstandssteuer ass och genannt ginn. Do si mir mat am Lead an déi dräi Ministeren wäerten do och eng Léisung fannen, fir dat kënne unzuegoen.

An da wëll ech awer och e Wuert verléieren iwwert de Baulandvertrag, deen ennerwee ass. Ech hoffen, dass en och endlech aviséiert gëtt vum Staatsrot - ech wëll kengem ze no trieden -, well do ass e ganz wichteg Instrument dran: nämlech de Remembrement ministériel. Ech hunn en als Buergermeeschter deemools vermësst. Ech hat en och mat an d'Koalitiounsverträg. Mir hunn doriwwee diskutéiert, vill a laang, well dat ass en Instrument, wat et fäerdegbréngt, Terrainen ze mobiliséieren innerhalb vum Perimeter, wou Dir, déi an de Gemenge sidd, wou d'Terrainen ...

Den Här Lies huet virdu gesot: „Mat engem ass gutt ze verhandelen, mat zwee ass et ok. A wann et der zéng sinn, ass een do, dee seet Nee, da geet et net weider.“ Mee dat Instrument hu mer säit de 60er-Joren - ech mengen, et war 1964 -, op der Musel: Dat nennt sech Remembrement viticole.

Et wär kee Remembrement op der ganzer Musel entstanden, wa mer dat net esou gereegelt hätten, dass eng Majoritéit ... Mir hunn och nach e Punktesystem erausfonnt, wéi dat am beschte kann ëmgesat ginn, mee et ass ëmgesat ginn! Säit 50 Joer gëtt dat Instrument ëmgesat! Mir müssen et och am Logement maachen!

An et ass dat Haaptinstrument fir d'Mobiliséierung am besteende Perimeter, wou d'Gemengen de Lead

kennen iwwerhuelen, wou se duerch d'Berodung Hëllefstellung kréien, wéi se dat uginn. Dir wësst, den Interieur huet d'Cellule d'évaluation ganz opgestockt. Mir hunn eis Berodungsstrukture massiv opgestockt. An dann, mengen ech, kréie mer dat doten an de Grëff.

Ech kommen deemno zum Schluss.

M. Fernand Etgen, Président | Här Kox, erlaabt Der, datt den Här Lies Iech eng Fro stellt?

M. Henri Kox, Ministre du Logement | A jo, pardon! Ech hat e vergiess.

M. Marc Lies (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt dem Här Kox, dem Minister, eng Fro stellen. Ech mengen, d'Regierung beluebt sech ëmmer ëm de Projet zu Elmen, wat, mengen ech, och am Numm vun der CSV natierlech ervirzehiewen ass. E flotte Projet, en interessante Projet, e Projet, wou an deenen nächste Jore ganz vill Wunnenge wäerten ëmgesat ginn.

Ech hat virdrun och a mengem Exposé gesot, datt et hautzudaags natierlech awer ëmmer méi schwéier gëtt, fir innerhalb vum Perimeter, opgrond vun de Baupraxis, iwwerhaupt nach erschwéngleche Wunnengsbau kënnen ze realiséieren.

Duerfir wollt ech dem Här Kox d'Fro stellen, vu datt effektiv fir Elmen viru Joren awer eng Modification ponctuelle vum PAG gemaach ginn ass, dat heescht eng Extensiou vum Perimeter, ob d'Regierung respektiv de Minister dann awer nach ëmmer zu där Praxis steet, datt esou Projeten, déi dës Regierung effektiv ëmmer nees ervirhieft ... - wat och ee flotten, interessanten a gudden Projet ass -, ob d'Regierung an Zukunft nach op dee Wee geet. Merci.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Et ass Jein. Ech hat virdrun, am Ufank vu mengem Exposé, gesot, dass et net ausgeschloss ass. An ech hat virdu gesot: Déi néideg Krittären - Ëmwelt, Transport, ëffentlech Hand an esou weider an d'Opportunitéit vum Präis - mussen stëmmen, fir dass mer op dee Wee ginn.

Wann ech awer elo kucken, wou mer Perimetererweiderunge maachen an Der en plus ..., gëtt dat e schéint Bild aus, wou déi Terraine leien: Ganz vill am Norden, ganz vill. Do, wou d'Konzentratioun ass, hu mer net esou vill Terrain, mee an der ländlecher Region hu mir immens vill Terrain zur Verfügung. A wa mer do erweideren, da kréien ech gär d'Diskussioun iwwert d'Densitéit, wat mer dann do hibauen, well soss ass rationell ..., well soss gëtt et ..., mir kënnen et net bezuelen.

Wa mer kucken zu Elmen, dat ass jo d'Diskussioun, ech si frou, dass mer déi kënnen féieren, ganz oppen a ganz konstruktiv an offensiv souguer, proaktiv mat der Gemeng vun ...

Une voix | Kielen.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | ... Kielen - pardon, ech hunn elo net ..., ech hunn Iech elo dauern gekuckt, ech sinn net drop komm -, dass mer och méi dense mussen bauen. Mir haten d'Diskussioun zu Diddeleng, wou mer gutt, propper Léisunge fonnt hunn, fir an der Rationalitéit ... Do, wou mer Terrainen hunn, mussen mer kënnen eng Densitéit maachen, awer ni op d'Käschte vun der Wunnqualität!

Mir mussen et fäerdegbréngen, déi Rückeroberung vum ëffentlechen Raum. Dat hu mer zu Elmen fäerdegbruecht, zu Wolz maache mer et, zu Diddeleng maache mer et, dass den ëffentlechen Raum net erëm nimm fir den Auto iwwer ass, mee dass mer eng gewësse Masse critique kréie vu Leit, déi zesumme kommen, fir dass do e Commerce ... De Mëttelstandsminister ass do: Fir dass e Commerce kann entstoen,

brauche mer Leit! A wa keng Leit zesumme wunnen an engem Lotissement ... Gitt, fuert all duerch déi Lotissementer, déi mer da jee ... - näischt zu deenen, déi an de 60er-, 70er-, 80er-Jore gebaut gi sinn -: Do ka kee Commerce entstoen! Do ka kee Commerce entstoen, well mer net déi Masse critique hu vu Leit, déi do kënnen akafe kommen!

Mir mussen et awer fäerdegbréngen, déi Mobilitéit, déi ëmmer en Hindernis ass, fir méi eng Densitéit an eng Wunneng oder an e Quartier eranzekréien, an d'Hand ze kréien. Dat hu mer zu Elmen fäerdegbruecht, andeem mer eng Konzentratioun vun den Autoen an d'Parkhaier gemaach hunn. Dat bréngt mer zu Wolz fäerdeg. Dat bréngt mer zu Diddeleng fäerdeg. An dat sinn déi Konzepter, déi mer brauchen, fir dass den ëffentlechen Raum do ass fir eis, fir Iech alleguerten, fir dass Commerce kënnen do entstoen, fir dass e Liewe kann entstoen, fir dass d'Liewensqualität kann erakommen.

An dofir, mengen ech, leie mer op enger Linn. Mee mir mussen awer oppassen do, wou mer erweideren. An iwwert d'Diskussioun vun der Densitéit wëll ech Iech jo gär ... Dir kennt déi Diskussioun an Äre Gemengen, wat et heescht, e Projet an d'Liewen ze ruffen an dann, wann ee mat abordabele Wunnenge kënnt ... Dir kennt eng Diskussioun, wou sechs Wunnenge sollte gebaut ginn, wou 120 Petitiounen do sinn. Ech mengen, déi Diskussioun mussen mer féieren. Mir mussen déi gutt féieren, zesumme féieren. Mee ech si jiddefalls bereet, dat mat Iech zesummen ze maachen.

An zu der Motioun: Ech mengen, et ass d'Presidentin, déi do kuerz Stellung dozou hält. Et sinn eng ganz Rei Punkten, déi maache mer souwisou. Ech hunn awer guer kee Problem, dat an enger Kommissiounssitzung eng Kéier ze diskutéieren. Well et sinn eng Rei Punkten, déi natierlech an de Ressort vun der Innenminister ginn. An à vous le choix. Ech denken awer, dass ech zu där enger oder där anerer Motioun eppes ka soen, wa se herno muss ofgestëmmt ginn.

Merci!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kox.

Dann nach Parole après ministre fir d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech hätt nach zwou, dräi kleng Froen un den Här Minister, wou en, mengen ech - op jidde Fall fir mech, fir mäi Verständnis -, net ganz kloer drop agaangen ass.

Dat Éischt war d'Fro, wéini dann elo genau déi Grondsteierreform géif kommen - well dat ass jo awer dat, wou Der ëmmer erëm drop hiweist -, also wierklech konkret.

Dat anert wär d'Reform vum Virkafsrecht, wou dee GT drun ass.

An dann, dat Drëtt wär de Fonds spécial. Dir sot, Zitat, Dir wiert do amgaange mat enger Strategie, well mir no enger Strategie géife froen. Kënnt Dir eis nach eng Kéier soen, wat genau do virgesinn ass?

Villmools merci!

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Also déi dräi Punkten ... Elo hunn ech den éischte schon erëm vergiess, pardon!

Nee, ech kommen ... Et kënnt doriwwer eraus, also d'Preemptioun ass amgaang. Mir si plus ou moins fäerdeg. Déi éischt war sécher ..., dat war jo déi Wichtegst, wou mer iwwerall drop weisen. Ech hunn hei nach ... Et soll een net dräi Saache matenee maachen. Déi éischt Fro ass d'Grondsteier. Do si mer ganz intensiv um Schaffen. D'Innenminister huet ...

déi Formel ass prett. Mir wäerten eis d'nächst Woch zesummesetzen, och zu dräi Ministeren. De Premier huet hei d'Guideline ginn, a mir halen déi an!

Mir halen déi bei deenen dräi Theemen an, un deene mer amgaang sinn ze schaffen, fir dass dat bis déi nächst Ried vun der Lag vun der Natioun hei wäert kënnen presentéiert ginn, soudass mer dat och anhale bei deenen dräi Elementer, wou mer dru schaffen. Och d'Leerstandssteuer. A mir hunn Diskussioun mam Syvicol, déi ganz positiv verlafen. Dat wäerte mer ganz kloer maachen.

D'Preemptioun: Ech kucken hei op den eminente Member aus dem Stater Schäfferot, wou mer ganz vill driwwer diskutéiert hunn. Mir sinn an der leschter Ligne droite. Mir hunn och Consultatioun mat de Gemengen op deem Punkt, fir dass mer dat Gesetz och kënnen hei deposéieren.

An d'Strategie, déi gëtt et jo schon! Well wann Der kuckt: Am Fonds spécial vum leschte Joer hate mer fir - et ass nach net vill, awer - 21 Milliounen Terrainen akaaft. An déi Strategie maache mer zesummen. Mir hunn e Comité d'acquisition. Dee Comité d'acquisition ass ënnert der Fiederféierung vum Finanzministère. A mir gi geziilt allkéiers un Terrainen erun, wou d'Opportunitéit sech ergëtt, do gi mer aktiv akafen, fir dass mer déi Terraine kréien, fir spéider kënnen eng Kéier bebaut ze ginn.

An déi Strategie gëtt et. Mir kënnen se gären eng Kéier am Detail an enger Chamberskommissioun diskutéieren, wéi mer virginn - ech hunn domat absolutt kee Problem -, wou dann och déijéineg Spezialisten do derbäi sinn. Mir kucken nämlech ëmmer, wéi déi Terrainen orientéiert sinn, wat fir eng Densitéit kann dohinner kommen. Mir kucken, an Ofsprooch mat de Gemengen, wéi sënnavoll dat ass op deene Plazen. An da maache mir déi Demarche natierlech ëmmer, wann de Portmonni dat hiergëtt, fir do dann och den Invest kënnen ze maachen. An dat ass an de leschte Jore jo och scho gemaach ginn an et gëtt ëmmer méi intensiv gemaach. An iwwerens kënnen mer am Mee am Fonds spécial dann och op d'Resultater vun 2021 zrëckkommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Logementsminister Henri Kox.

Motions

Mir kënnen dese Punkt awer net ofschléissen, ouni zu de Motiounen ze kommen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vun deene Lénken deposéiert ginn ass an déi d'Asetzung vun engem Guichet unique freet, fir de Suivi vun de Baugeneemegungen en matière de logement beim Staat a bei de Gemengen ze suivéieren. Wie wëllt nach zu dieser Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech géif einfach virschloen ... Also et kann ee wierklech iwwer alles diskutéieren a mir kënnen dat gären nach eng Kéier an d'Kommissioun huelen, fir doriwwer ze diskutéieren. Mee dat ass effektiv och eng Saach vu Gemengekompetenzen. Mee wéi gesot, ech géif proposéieren, datt mer dat an d'Kommissioun huelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova. D'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, ech begrëssen dat. Also mir géifen dat ganz gär esou maachen. Jo. Villmools merci.

Vote sur la motion 1

M. Fernand Etgen, Président | Wien ass d'accord, dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Domadder muss dann d'Kommissioun sech mat där doter Motioun befaassen.

(La motion n° 1 de Mme Nathalie Oberweis est renvoyée à la Commission du Logement.)

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2, wou eebe gefrot gëtt, dass bei all Gemeng den Terrain, dee constructible ass, soll publizéiert ginn. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Jo, merci nach eng Kéier, Här President. Ech géif och hei proposéieren, dass mer déi Motioun einfach an d'Kommissioun huelen, fir driwwer ze diskutéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova. Dann huet den Här Marc Lies d'Wuert gefrot.

M. Marc Lies (CSV) | Nee.

M. Fernand Etgen, Président | Nee. D'Madamm Nathalie Oberweis als Auteure.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, och dass an der Rei fir eis. Merci.

Vote sur la motion 2

M. Fernand Etgen, Président | Wien ass d'accord, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

Domadder muss d'Kommissioun sech och ëm dës Motioun bekëmmere.

(La motion n° 2 de Mme Nathalie Oberweis est renvoyée à la Commission du Logement.)

Motion 3

Da komme mer zur Motioun Nummer 3, wou gefrot gëtt, fir eng besser Prospektioun ze developpéieren, fir eebe Wunnland, Bauland ze fannen. D'Madamm Ahmedova nach.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Jo, merci nach eng Kéier. Also mir haten dat Thema och schon an der Kommissioun diskutéiert. Mee dat ass effektiv och nëmme mëndlech diskutéiert ginn. Dofir hei och weider déi Propos, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze huelen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Oberweis wénkt och hei jo.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, an och, well de Minister jo elo grad gesot huet, hie géif eis dann och hir Strategie virstellen, déi et scho gëtt. Dat heescht, dat kéint een dann effektiv esou maachen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

Vote sur la motion 3

Wien ass d'accord, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

Dann ass dat och domadder esou decidéiert.

(La motion n° 3 de Mme Nathalie Oberweis est renvoyée à la Commission du Logement.)

Motion 4

Da komme mer zur Motioun Nummer 4. Wie wëllt dann zu där nach d'Wuert ergräifen? D'Madamm Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Jo, merci nach eng Kéier fir d'Wuert. Hei muss een awer dozou soen, dass mer dem Marché public ënnerworf sinn. A mir hunn och scho Promoteur-publicken an deem Sënn, d'SNHBM an de Fonds du logement. Mee wéi gesot: Also et kann een iwwer alles diskutéieren. An och hei, nach eng Kéier, géif ech proposéieren, dass mer dat an d'Kommissioun huelen.

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, fir ze kucken, fir d'Faisabilitéit emol ze studiéieren. Dat heescht, ech begréissen och dat, dass mer dat an der Kommissioun kucken. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Den Här Marc Lies.

Une voix | Nee.

M. Fernand Etgen, Président | Neen.

Vote sur la motion 4

Bon dann, wien ass d'accord, fir och d'Motioun Nummer 4 an d'Kommissioun ze verweisen?

Dann ass och dat esou decidéiert.

(La motion n° 4 de Mme Nathalie Oberweis est renvoyée à la Commission du Logement.)

Motion 5

Da komme mer zur Motioun Nummer 5, wou gefrot gëtt, eng Evaluatioun ze maachen iwwert déi verschidde Mechanismen aus dem Pacte Logement 2.0 a wou et besonnesch ëm den Artikel 29bis vum Gesetz vum 2004 geet. An d'Madamm Ahmedova huet d'Wuert gefrot.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Jo merci, Här President. Hei ass et esou, dass mer effektiv e Suivi gefrot hunn. Dat steet och am Gesetz. Mir haten och dee Moment, wou mer iwwert de Pacte Logement geschwat hunn, eng Motioun deponéiert, wou dat och kloer drasteet. A wéi gesot, nach eng Kéier, dat steet och am Gesetz.

An an deem Sënn, fanne mer, mécht et kee Sënn, dës Motioun och an d'Kommissioun ze huelen. An et kann een effektiv driwwer diskutéieren, mee et brauch een eng gewëssen Zäit, mengen ech, fir eng Evaluatioun iwwer eppes ze maachen. Dat ass elo grad a Kraaft getrueden. Ech mengen, do kann ee vläicht an engem, zwee Joer nach eng Kéier dat Ganzt maachen. Mee wéi gesot, nach eng Kéier, et steet och am Gesetz, dass dat virgesinn ass. An an deem Sënn géif ech proposéieren, dass mer dës Motioun einfach net matdroen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Also deen éischten Tired, deen éischten Invite, domat kënne mer liewen, mat enger Evaluatioun. Dat ass kloer. Mee deen zweeten ass awer fir eis scho problematesch, well mir et awer wierklech gutt fannen, dass déi Unzuel un abordable Wunnenge soll an d'Luucht goen. An dofir: Mir verstinn net wierklech, wat den Hannergedanken ass dowunner. Mir gesinn dat also elo emol net esou favorabel. Mir géifen hei dann och eng Abstentioun maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da geet d'Wuert un den Auteur vum der Motioun, den Här Marc Lies.

M. Marc Lies (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt dat awer erklären, firwat dës

Motioun agereecht ginn ass. Ech hat et virdrun och kuerz an deene fënnf Minutten, wou mer iwwert dës Sujet diskutéiert hunn, enoncéiert.

De Problem mat dem Artikel 29bis mam Aménagement communal ass deen: Et geet net ëm d'Abordabilitéit vun de Wunnengen, déi solle geschaaft ginn - also dat ass net de Sujet vun där ganzer Saach -, mee et ass dee prozedurale Problem, deen do hannendrustécht, dee mer an de Gemengen elo an deene leschten Deeg och manifestement gesinn hunn.

Mat dem Datum vum 18. Februar ass et esou, dass effektiv een Delai do ofgelaf ass, fir nach kënne PAPen eranzerechen opgrond vun deem ale Regimm. An d'Gemengen, respektiv eng Partie Gemengen, hunn do manifestement awer PAPen detektéiert, hallef fäerdeg PAPen, déi wierklech net d'Strooss halen a wou extrem vill Problemer an deenen nächste Wochen a Méint wäerten oprieden.

Bon, ech mengen, do wäerten de Logementsministère respektiv och den Interieursministère nach eng sëlliche Kéieren abordéiert ginn, wat dann dës PAPen ugeet, déi net fäerdeg an d'Prozedur geschéckt gi sinn, fir dat ze evaluéieren.

Et geet net ëm den Taux vun deem, wat effektiv herno soll ëmgesat ginn. Do, am Kader vum Pacte-Logements-Gesetz, hat d'CSV souguer nach méi héich Taux gefrot, wat d'Abordabilitéit ugeet. Dofir geet et net ëm den Taux dowunner, mee et geet einfach emol drëm, dass den Artikel 29bis eis an de Gemengen extrem vill Problemer a Suergen à ce stade mécht an och an deenen nächste Wochen a Méint wäert maachen. A mir sinn der Meenung, dass an deenen nächste Méint sécherlech net allze vill Pape wäerten agereecht ginn, well d'Problematik hannendrun esou grouss ass, fir dat ëmzesetzen.

Soudatt dat de Fin Mot vum dëser Motioun ass, déi mer awer als extrem wichtig an och kruzial ugesinn, wat eeben d'Ëmsetzung vun neie PAPen ugeet an dann awer och de Bau vun neie Wunnengen hannendrun. Wa keng Pape kommen, ginn och keng Wunnenge gebaut. Wa keng Wunnenge gebaut ginn, ginn och keng erschwénglech Wunnenge gebaut. An dat ass de Problem hannert deem Ganzen. An duerfir dës Motioun.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lies. Dir hutt de Ministère ugeschwat, an de Minister huet scho laang d'Wuert gefrot a kritt et och.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Just an dësem ganz spezielle Fall. Mir hate jo eng Question parlementaire dozou. Déi ass viru Kuerzem och nach beäntwert ginn. An ënner anerem ass eng Circulaire derbäi gewiescht, déi vun der Inneministesesch a vu mir mat ënnerschriwwen ginn ass a wou ganz genau op déi Problematik agaange ginn ass a wou d'Inneministesesch ganz kloer drop higewisen huet. Si geet ... Ech mengen, mir sollten och do déi Acteuren ..., an ech kucken op de President, de Syvicol, fir dass mer mat den Acteuren direkt kucken. Ech mengen net, dass et elo Sënn mécht, nach eng Kéier an der Chamberskommissioun driwwer ze diskutéieren, mee et mécht Sënn, dass mat de Gemengen unzegoen.

An dat ass jo awer och de Mot gewiescht oder den Usproch an där Circulaire, wou d'Inneministesesch ganz kloer gesot huet, dass se wëllt offensiv un d'Gemengen erugeen, mat eisem Pas, wat de Cahier des charges ubelaangt. A mir kommen op Iech zrëck, ganz kloer. Dofir mengen ech: D'Acteuren um Terrain sinn déi Wichtigst, fir dat ëmzesetzen.

A wann do aus deenen Diskussiounen, legislativer oder wat och ëmmer ... Du kanns net haut scho legislativ Ännerunge maachen, et ass emol nach net an der Ëmsetzung. An dofir, mengen ech, ass et wichteg, dass mer dat op deem Terrain do loossen, wou et u sech elo schonn ugekënnegt ass a wou d'Leit och déi entsprechend Demarchë maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kox. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Lies.

M. Marc Lies (CSV) | Merci, Här President. Ganz séier. Wann ech den Här Minister elo richteg verstane hunn, da soll jo eng Evaluatioun gemaach ginn. An, bon, ech mengen, dat entsprécht jo genau deem, wat mer hei froen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lies. Ech mengen, da kënnen mer elo zum Vott iwwert déi Motioun kommen.

Vote sur la motion 5

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 25 Jo-Stëmme, 31 Nee-Stëmme an 4 Enthaltungen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert (par M. Jean-Paul Schaaf), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

11. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation du secteur de l'Horeca après 2 ans de pandémie

D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng aner Aktualitéitsstonn iwwert d'Situatioun vum Horeca-Secteur zwee Joer nom Ufank vun der Pandemie, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet.

Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Tess Burton, d'Madamm Semiray Ahmedova, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement.

An d'Wuert huet elo den Här Félix Eischen als Vertrieeder vun der CSV-Fraktioun, déi dës Heure d'actualité ugefrot huet. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Félix Eischen (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, d'Pandemie war fir

ons all eng ganz schwéier Zäit. Besonnesch schwéier war se awer fir all déi, déi wéinst Corona an Existenznout gerode sinn an alles hu missen drusetzen, fir finanziell ze iwwerliewen.

An enger Rëtsch Beräicher war dat de Fall, mee et hat awer ganz massiv den Horeca-Secteur getraff. Vill Cafetieren, Restaurateuren an Hotellieren hei am Land ass et genau esou gaangen. An no zwee Joer Pandemie a Confinement sti se schwéier ugeschloen do a kucke ganz groussen Erausforderungen entgéint.

Et soll ee wëssen: Den Horeca-Secteur, dat ass net iergendeen Secteur, mee ee vun de wichtegsten aus der Lëtzebuurger Economie, dee mat ronn 2.780 Betriber an 20.000 Beschäftegten - dat war de Stand 2019 - järelech iwwer zwou Milliarden Euro Chiffre d'affaires mécht an esou direkt an indirekt 6,8 % zum PIB bäidréit.

Wa mer vum Horeca-Secteur schwätzen, da schwätze mer awer net nëmme vu Caféen, Hotellen a Restaurants, mee mir schwätzen och a virun allem iwwer privat Existenzen, iwwer privat Leit oder souguer ganz Familljen, déi de Courage haten an hunn, sech selbstänneg ze maachen, e Betrib ze grënnen an Aarbechtsplazen ze schafen, dëst trotz héijen Oplagen, Ressourcëproblemer an enger ongewësser Zukunft.

Si iwwerhuele Responsabilitéit fir sech selwer an hir Salariéen a schaffen dacks méi wéi 12, 14 Stonnen den Dag, fir hire Betrib um Lafen ze halen, an dat op enger Rëtsch Plazen - dat muss een och eng Kéier ënnersträichen - fir de Mindestloun.

Dëst kraazt natierlech un der Attraktivitéit vum Beruff, an esou ass et net verwonnerlech, dass de Run op dës Spart, dee souwisou ni ganz héich war, nach ëmmer méi ofhëlt. Net manner wéi 2.000 Leit huet de Secteur an de leschten zwee Joer verluer - 2.000 Leit! -, dat si ronn 10 %, Leit, déi schwéierlech erëmzekeréie sinn, och wann et elo erëm besser geet. Et gëtt ganz einfach e massive Personalproblem am Secteur. Hei misst sécher nach méi an d'Bildung an an d'Weiterbildung investéiert ginn, fir d'Attraktivitéit vum Beruff ze steigere. D'Flexibilitéit vun der Aarbecht kéint de Secteur méi attraktiv maachen. Mat neien Zäitmodeller kéint déi sougenannte Work-Life-Balance verbessert ginn.

E Wuert vläicht nach iwwert den Image de marque: Op ville Plazen am Ausland ass e Maître d'hôtel, e sougenannten Directeur de la restauration oder och ganz einfach e Sommelier quelqu'un. Dës respektabel Vue op de Beruff gëtt et leider hei zu Lëtzebuerg manner an dat ass e ganz grouss Problem.

Den Horeca-Secteur ass awer och e Secteur, deem säin historeschen, kulturellen a soziale Stellewäert net ze ënnerschätzen ass. Well wann déi zwee lescht Joren ons eppes geléiert hunn, dann ass et och dat, dass et esou schéi ka sinn, zesumme mat Frënn a Famill an de Restaurant ze goen, eppes ze iessen oder no der Aarbecht e Patt drénken ze goen. Virun allem dann, wann een dat dann net méi kann, weess een, wéi schéin dat dann ass. Et ass immens wichteg, dass d'Chamber haut emol iwwert d'Situatioun am Horeca-Secteur diskutéiert a sech mat den Doleancen ausernanersetzt.

Déi sanitär Kris, Dir Dammen an Dir Hären, huet gewisen: Fir en Etablissement am Secteur ze féieren, braucht et Flexibilitéit an allen Hिसichten. Dat wëllt an dësen Zäiten och soen, dass ee sech vun haut op muer den neie Gegebenheete muss upassen, dëst, well eng Legislatioun dacks changéiert, d'Personal, wéi gesot, schwéier ze fannen ass an eng Clientèle, ënner anerem wéinst de Mesuren, hir Konsumgewunnechte changéiert huet.

Vill Clientèle ass schlussendlech och ewechbliwwen wéinst dem Teletravail. Elo kann a soll een den Teletravail och gutt fannen, mee et ass ganz einfach en Deel Clientèle, deen net méi do ass. Et ass schonn an normalen Zäiten net einfach, e Betrib ze féieren, well et ënner anerem, wéi gesot, immens schwéier ass, Personal ze fannen, mee d'Pandemie huet vill Etablissementer un de Bord vun der Existenz bruecht.

De Secteur war der Situatioun immens ausgeliiwert, ma wéi et schéngt - sou ass et och aus dem Secteur ze héieren -, gouf et keng ganz glécklech Kommunikatioun mat der Santé. Och bis haut gëtt net verstane, wat Sënn an Zweck vun de Spärstonne sollt gewiescht sinn.

Vun engem Dag op deen anere stoungen also hei am Land ganz vill Betriber, Caféen, Restaurants, och Hotelle stonneweis oder ganz eidel, an dat heescht dann och eidel Keesen. Duerch d'Ëmstellung zum Deel op Livraison à domicile, gouf sech e bësse Loft verschafft. Ënnert dem Stréch awer bleift en zolitten Abroch am Émsaz queesch duerch d'Branche.

Ganz dramatesch ass et fir d'Haiser, déi sech an den Traiteur-Service spezialiséiert hunn an déi och do am Evenementiel schaffen. Hei bloufen d'Kachmaschinnen an der Kiche ganz dacks aus a se si bis haut och nach net vill ugaangen.

Jo, d'Betriber krute generéis Aidë vum Staat. Dat muss een esou soen. Mee déi hu plazeweis och just gehollef, fir déi lafend Käschten ze decken a sech knapps iwwer Waasser ze halen. Mir si Fäll bekannt - an ech hat mat enger Rëtsch Acteuren aus dem Secteur rieds -, do hu Familljebetriber hiert Tafelsëlwer verkaaft, fir finanziell ze iwwerliewen, oder hu sech bei der Famill verschëlt, well se op der Bank näischt méi kruten.

Et ass e Fait, dass et an dësen Zäiten immens schwéier ass fir e Betrib aus dem Horeca-Secteur, Sue vun der Bank ze kréien. Hei gëtt vum Terrain zum Beispill e Fonds de garantie étatique an d'Spill bruecht, fir dass d'Betriber erëm Sue geléint kréien op de Banken. Mee, wéi gesot, et gouf ganz dacks op d'Familljen zréckgegraff an dëst huet déi selwecht mat a Bedrängnis bruecht.

Op ville Plaze gëtt och aus der Reserv geschäft, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Dat geet vun 1.000, 2.000, 3.000 Euro de Mount fir déi méi kleng Haiser bis iwwer 100.000 Euro de Mount fir déi grouss Gruppen. Hei ass virun allem den Hotelsecteur betraff. A wéi ee sech ka virstellen, ass op enger Rëtsch Adressen näischt méi an dëser Reserv dran.

Wéi gesot, ass zemoos an der Hotellerie d'Situatioun ganz prekär, wou de Lëtzebuurger Territoire riskéiert, e ganz aarmt Gebitt ze ginn. D'Betriber schwätzen hei vun 30 % Chiffre d'affaires par rapport zum Joer 2019. Vill Hotelsbetriber si reegelrecht a schlechten Dicher. De Businessclient feelt komplett an d'Geschäft mam Tourist zitt nëmme lues a lues erëm un. Dofir rífft och hei de Secteur no méi laangfristigen Hëlfelefen, ganz speziell och fir d'Hotellerie.

Da muss een - dat ass en Detail, mee en ass net oninteressant - dem Horeca-Secteur awer och zegutthalen, dass vill Aidë geholl goufen, fir d'Scholden zréckzebezuelen. D'Schold bei der CNS ass vu quasi 150 Milliounen op ënner 40 Milliounen zréckgaangen, an dat duerch d'Bank mat 35 % manner Émsaz.

Mech stëmmt, Dir Dammen an Dir Hären, déi ganz Situatioun éierlech gesot e bëssen traureg, well déi Leit aus dem Horeca-Secteur schwéier fir hiert Geld schaf-fen an elo ouni Reserven a mat vill Schold do stinn an an eng ongewëss Zukunft blécken. Well, obwuel et an de Restaurants net méi deementspriedend vill

sanitär Restriktionen wäert ginn, sinn nach esou munch schwaarz Wolleken um Himmel ze gesinn.

Eng méi däischer op dësem Himmel ass déi vun der Inflation a vun der Präisdeierrecht. Duerch de Krich, dee mer elo an Europa hunn, gëtt et haut Stëmmen, déi soen, dass mir mat enger Inflation vu bis zu 6 % ze rechnen hunn. Mee net nëmmen d'privat Stéit si momentan mat héijen Energiekäschten an héije Liewensmëttelpräisser geplot, mee och d'Betribler am Horeca-Secteur. D'Präisser op der Wuer si carrément explodéiert. Och dëst bedeit natierlech eng weider Baisse um Revenu.

Wann een un eng Cafésommatiou denkt, dann denkt een nieft dem gudden Patt vun der Musel och un eise Béier. An unhand vun Béier léisst sech déi Präisexplosioun nawell relativ gutt illustréieren: Bei engem Verkaufspräis vun 2,60 Euro de Mini, mécht de Präis vum Béier elo selwer 78 Cents aus. A wann een d'Käschten dann alleguerten ofgerechent huet, da bleiwen dem Wiert nach - wat mengt Der? - 26 Cent. Dat si ronn 10 %. Da muss dee selwechte scho relativ vill zapen, fir zu sengem ze kommen! Mat 26 Cent Marge bénéficiaire ass et sécherlech net einfach, e Betrib um Lafen ze halen. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens. Oder en hieft seng Präisser, an da si mer erëm alleguerte rosen.

Hei gëtt gefrot, ob et net méiglech wier, d'TVA op dem alkoholesche Gedränk erfzesetzen, well e Konsument ass net méi bereet - och, well e mat Momenter net kann -, déi Haussen ze akzeptéieren, déi néideg si fir d'Iwwerliewe vun de Betribler.

Am Dezember - dat ass och en Detail, mee et ass keen onweesentlechen, dat ass haaptsächlech fir déi Stater Betribler e grouse Problem gewiescht - sinn déi Stater Caféen a Restauranten dunn nach eng Kéier bei d'Lisaette gelooss ginn, wann een esou wëllt. Se hu misse béisse fir eppes, woufir se net konnten: Dat waren déi massiv Manifestatiounen an der Stad. Do si ganz vill Leit einfach ewechbliwwen an hunn natierlech och keen Etablissement opgesicht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass awer och Liicht um Enn vum Tunnel, well ëmmer méi Leit geimpt sinn an elo geschwënn d'Fréijoer kënn an dann och erëm méi Leit op d'Terrass ginn, an dat ass och gutt esou. Ze vill Optimismus ass awer par konter och net ubruecht an ech kann nëmme virdru warnen, d'Aidë fir d'Independanten an d'Betribler ze fréi auslafen ze loosse. Ech sinn dowéinst ganz frou driwwer, dass d'Chamber d'Motioun vu mengem Kollege, dem Marc Spautz, ugeholl huet, fir d'Aidë prinzipiell soulaang ze verlängeren, wéi et néideg ass.

Zousätzlech wëll ech dozou eng Motioun deposéieren, fir d'Echeance vun de Remboursementer vun den Avancen, gradesou wéi d'Bezuele vun de Steieren a vun de Cotisations sociales op den 31. Dezember 2022 ze reportéieren.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Félix Eischen (CSV) | Wannechgelift, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- reconnaissant que beaucoup d'entreprises luxembourgeoises du secteur de l'Horeca souffrent et continuent à souffrir des répercussions financières de la pandémie du Covid-19 et des mesures sanitaires y afférentes ;

- craignant que la pandémie ne se poursuive au-delà du premier semestre de 2022 ;

- soucieuse de la précarité de nombreux restaurants, cafés et hôtels sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg,

invite le Gouvernement à

- reporter jusqu'au 31 décembre 2022 les échéances pour le remboursement de toute avance perçue par l'État luxembourgeois ainsi que pour le paiement des impôts et des cotisations sociales.

(s.) Félix Eischen, Nancy Arendt épouse Kemp, Emile Eicher, Max Hengel, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Eischen.

M. Félix Eischen (CSV) | Mir als Chamber an als Politik mussen awer och eng Kéier kucken, wat mer maache kënnen, fir den Horeca-Secteur iwwert den Zäitraum vun der Pandemie eraus ze stäerken, an dofir bräichte mer e gutt Bild vun der Realitéit. Dowéinst wëll ech dann och an deem Sënn nach eng weider Motioun deposéieren, fir d'Regierung opzefueren, eng representativ Émfro bei den Acteure vum Horeca-Secteur duerchzeféieren, mam Zil, ons a konkrete Zuelen ze weisen, wou de Schong dréckt a wat hei déi Haapt-doleancë sinn.

Voilà! Här President, wannechgelift.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- consciente de la précarité de nombreux restaurants, cafés et hôtels au Luxembourg ;

- déterminée à soutenir la relance économique du secteur de l'Horeca ;

invite le Gouvernement

- à mettre en oeuvre un sondage représentatif auprès des cafetiers, restaurateurs et hôteliers du Luxembourg sur la situation du secteur de l'Horeca avec le but de déboucher dans une étude approfondie sur ledit secteur.

(s.) Félix Eischen, Nancy Arendt épouse Kemp, Emile Eicher, Max Hengel, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Félix Eischen (CSV) | Dir Dammen an Dir Hären, loosst ons als Politik d'Betribler vum Horeca-Secteur net am Ree stoe loosse a loosst ons driwwer nodenken, wéi mer dee Secteur gestärkt kréien, dëst, fir datt mer net nach méi Dierfer kréien, déi just nach aus Dortoirë bestinn a wou et schwéier ass, en Duerfliewen opkommen ze loosse. Well wa mer et fäerdegbréngen, den Horeca-Secteur ze stäerken, da stärke mer och onse Mëttelstand an ons Wirtschaft.

Merci fir d'Noluschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Eischen.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Carole Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Kollegeinnen a Kollegen, als Éischt de Kollege vun der CSV, an dem Kollege Félix Eischen virun allem, Merci, fir déi Aktualitéitsstonn hei ugefrot ze hunn.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens heibanen, dass den Horeca-Secteur et déi lescht zwee Joer wirklech net einfach hat. Vill Restriktionen, déi beschloss goufen, fir d'Coronapandemie an de Grëff ze kréien, hu grad hire Secteur getraff. Jo, Caféen, Restauranten, Hoteller an Discoe si geselleg Plazen, wou een zesummen eppes ésst an dréinkt an, jo, sech och gären heiansdo mol e bësse méi nokënn. Leider sinn dat och dowéinst Plazen, wou de Virus et méi einfach hat, fir sech ze verbreden. Dowéinst hu si och misse phaseweis ganz zoubliwwen, éischer

zoumaachen, Tester ubidden oder och de CovidCheck maachen. Dat alles war net einfach fir dese Secteur. Mee - an dat muss een hinnen héichhalen - si hunn awer matgemaach a ware permanent och en Deel vun der Léisung, fir d'Verbredung vun dem Virus anzedämmen.

Dat Schlëmmst fir en Horeca-Betrib ass natierlech, wann e guer net ka schaffen. Dofir sinn ech frou, datt eis Regierung probéiert huet, déi Phasen, wou de Secteur ganz zou war, esou kuerz wéi méiglech ze halen. Wann ee Lëtzebuerg mat eisen Nopeschlänner vergläicht, da mierkt een och, datt eis Restauranten a Cafée während der leschter Well net méi ganz zougemaach goufen, esou wéi dat awer an anere Länner de Fall war. Mam CovidCheck hu mir en Instrument, dat et erlaabt, ënner bestëmmte Konditiounen d'Clienten trotzdem weider ze empfänken.

Donieft hu mir Hëllefsmesuren op d'Bee gestallt, déi sengesgläichen an Europa sichen: de Chômage partiel, Indemnitéite fir Independanten, Microentreprises a PMEen, Avances remboursables, Garanties étatiques, d'Kompensatioun vun der Augmentatioun vum Mindestloun an, besonnesch wichteg fir den Horeca-Secteur, d'Aide de relance an d'Aide coûts non-couverts. Wat eis dobäi wichteg war, ass, datt mer des Hëllef ganz flexibel gestalt hunn a se reegelméisseg un d'Situatioun vun der Pandemie ugepasst hunn.

Et si während deene leschten zwee Joer immens vill Suen, notamment vum Mëttelstandsministère, deblockéiert ginn. Wéi vill et der entre-temps sinn, dat kann de Lex Delles eis bestëmmt herno och méi genau soen. Ech woen och ze behaupten, datt des Hëlfe eise Betribler enorm gehollef hunn. Dem Staat war et wichteg, datt mer déi Betribler, déi besonnesch schwéier vun der Kris betraff waren an absolutt näischt dofir konnten, net géifen am Ree stoe loosse.

Eng ganz innovativ Hëllef war och déi vum Lex Delles initiéiert Bongenaktioun, wou mat 50 Euro d'Vakanz doheem gefërdert ginn ass an déi och e grouse Succès, notamment fir eis Hotelieren a Campingbedreier, war. An dach hate vill Horeca-Betribler déi lescht zwee Joer och emol Existenzängscht. Si haten Angscht, datt dee Betrib, dee si opgebaut hunn iwwer Joren, vläicht misst zoumaachen, obwuel se dat an der x-ter Generatioun alles opgebaut haten.

An der Restauratioun huet och den Teletravail - et ass schonn ugeschwat ginn - fir manner Frequentatioun gesuergt. An der Stad an och besonnesch um Kierchbiërg hu vill Restauranten dee Phenomeen gespuert. Am ländleche Raum, par konter - dat war awer och interessant ze gesinn -, si vill Restauranten trotzdem vill frequentéiert ginn, wat en aneren Effekt war wéi deen, dee mer hei an der Hauptstadt gesinn hunn.

Generell ass mir perséinlech opgefoll, wéi upassungsfäeg de ganze Secteur awer während der Kris war. Vill Betribler hu während der Pandemie souguer d'Opportunitéit gesinn, fir hire Businessmodell unzepassen a si hu während dem Lockdown ugefaangen, nei Modeler ze entwéckelen, op de Liwwerservice iwwerzegoen oder och den Takeaway unzebidden. Och a schwierigen Zäite sinn deemno nei Weeër ageschloe ginn an den Entrepreneursgescht ass héichgehal. Dat muss mer dese Betribler och héich urrechnen!

Well d'Ekonomie lues awer sécher nees dréit, komme mir elo an eng Phasing-out-Phas, wou d'Hëlfe iwwert déi nächst Méint lues a lues erfoginn an duerno auslafen. Ech sinn awer iwwerzeegt, datt e Betrib, dee virun der Kris gutt gefouert gouf, et och wäert packen, fir no der Kris erëm duerchzestarten.

Här President, wéi d'Restauranten an d'Cafée bis zou waren, huet ee gemierkt, datt awer eppes feelt. Et ass elo un eis alleguerten an u jidderengem dobaussen,

fir erëm vun der Geleeënheet ze profitéieren, an eis Restaurants ze goen, an eis Caféen e Patt drénken ze goen an och weiderhi Vakanz doheem ze maachen, sou wéi dat de leschte Summer ganz vill gemaach ginn ass. Dofir ass déi beschte Hëllef, déi mer kënnen ginn, mengen ech, selwer vun dem Secteur ze profitéieren an en och weiderhin ze ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. An da wier et un der honorabeler Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng Fermeture obligatoire, eng Spärstonn ab 18.00 oder 23.00 Auer, Distanz tëschent den Dëscher, limitéiert Unzuel vu Leit op den Dëscher, CovidCheck - jo, sou loosse sech déi lescht zwee Joer am Horeca-Secteur wuel leider vun engem negative Point de vue resüméieren.

Liwwerdéngscht, Takeaway, innovativ Konzepter, Vakanz doheem: Dat sinn awer déi positiv Punkten, déi een ervirsträiche kann. Mee ganz kloer muss ee soen, dass et keng einfach Zäit war fir all Cafés-, Club-, Bar-, Restaurants-, Hotel- oder Campingbesëtzer. Dat selwecht gëllt fir hiert Personal, wat an deem Beräich schafft. Et ass wuel dee Secteur, deem an härteste vun de Covidrestriktionen getraff war an deelweis nach ass.

D'Regierung hat d'Situatioun permanent am An an huet hir Aiden ëmmer erëm un d'Situatioun ugepasst. Ech schwätzen hei vun der Aide de relance an der Aide pour coûts non-couverts, déi mer schonn eeflemlou heibannen ugepasst hunn. Mee ech schwätzen awer och vum Chômage partiel an allen aneren Aktiounen, wéi zum Beispill d'Iwweruechtungsbonnen, déi d'Regierung ënnerholl huet, fir dese Secteur sou gutt wéi méiglech duerch dës Kris ze bréngen.

Wann ee sech d'Zuele vum Chômage partiel méi genau ukuckt, dann ass et den Horeca-Beräich, deem hei am meeschte vun der Regierung ënnerstëtzt gouf. 255 Milliounen Euro si säit der Pandemie vun der Regierung a Form vum Chômage partiel fir 20.000 Leit, déi an deem Beräich schaffen, ausbezuelte ginn. Dëst entsprécht méi wéi 20 % vum ganze Chômage partiel, deem an der Pandemie bis elo vum Staat un d'Betriber ausbezuelte ginn ass.

Interessant ass et och, e Bléck op d'Faillitten an deem Secteur ze werfen, wou mer bis elo verschount bliwwen sinn. Während der Pandemie gouf et an deem Beräich souguer manner Faillitten ewéi virun der Pandemie. Déi lescht Zuelen, déi de Statec verëffentlecht huet, weisen do 68 Faillitte fir d'Joer 2021 op, am Verglach mam Joer 2019, wou et der nach 129 an deem Secteur waren.

Här President, et ass wichteg, dass een um Enn vun dëser Pandemie eng Evaluatioun mécht. Am Verglach mam Ausland war d'Regierung mam Horeca-Beräich ganz generéis. Do wär et interessant, eng Kéier méi genau op dës Zuelen anzugehen. Mee och eis Gemengen hunn an der Pandemie gehollef, den Horeca-Beräich ze ënnerstëtzen. Ech denken hei u Loyerer oder un Taxen, déi net verrechent gi sinn. Och hei wär et interessant, genau Zuelen ze hunn, wéi vill d'Gemengen hei de Secteur ënnerstëtzt hunn. A wann een d'Loyerer uschwätzt, wär et och interessant ze wëssen, wéi déi privat Proprietäre reagéiert hunn, ob si och den Horeca-Beräich ënnerstëtzt hunn an op en Deel vun hirem Loyer verzichten hunn.

Här President, wann an dëser Aktualitéitsstonn gefrot gëtt, d'Situatioun am Horeca-Beräich no zwee Joer

Pandemie ze hannerfroen, wéll ech awer net nëmmen no hannen, mee haaptsächlech no vir kucken, an dat mat e puer Froen un den zoustännegen Minister:

Wat fir Konsequenzen zitt de Secteur aus dëser Zäit? Op där enger Säit ass do wuel e Changement vun der Clientèle ze vermieren, wat d'Iwweruechtungen betrëfft. De Business-tourismus ass a bleift wichteg fir Lëtzebuerg - mee grad fir d'Betriber am Zentrum vum Land ass et schwiereg ginn -, dese wäert awer wéinst der Digitalisatioun, déi duerch de Covid eng nei Bedeutung kritt huet, dee Secteur laangfristeg verännere. Dofir ass et wichteg, dass d'Regierung dës Betriber dobäi ënnerstëtzt, sech unzepassen, an och all Effort mécht, fir dass Lëtzebuerg weiderhin eng attraktiv Destinatioun fir de MICE-Tourismus bleift.

Am Géigenzuch kënn awer d'Vakanz doheem méi op. Duerch d'Aktioun mat de Vakanzbonnen krut de Lëtzeburger e richtegen Incentive, fir och emol säin eegent Land ze entdecken. Natierlech net jiddereen, mee vill Leit profitéieren säitdeem och ouni Bong weider, a vill méi wéi virun, vun der touristescher Offer hei zu Lëtzebuerg.

Mat engem Bléck op eis Campinger, beispillsweis am Mëllerdall, déi immens gutt lafen, stellt een och fest, dass vill Leit aus den Nopeschlänner manner op wäit Distanze setzen, mee Lëtzebuerg nees nei entdeckt hunn an hir Vakanz erëm ëmmer méi hei zu Lëtzebuerg verbréngen. Dat ass e wichtige Constat, dee weider ënnerstëtzt an ausgebaut muss ginn.

An deem Kontext wollt ech de Minister froen, wéi hien an Zukunft de MICE-Tourismus ënnerstëtzen an ausbaue wëllt a wéi de Minister weiderhi Lëtzebuerg als eng attraktiv Destinatioun fir d'Touriste weiderentwéckele wëllt. Wéi gesäit et aus mam Plan quinquennal fir den Tourismus? Kann dësen trotz Pandemie dëst Joer wéi virgesinn ofgeschloss ginn, respektiv wéi lafen d'Preparatiounen fir den nächste Fënnfjoresplang fir den Tourismus?

Här President, d'LSAP steet hannert dem Horeca-Secteur, well wat wier grad Lëtzebuerg ouni seng vill flott Caféen, Restaurants, Hotellen, Wäistuffen a Campingen? À court terme muss mer dofir d'Hëllef weider sou einfach wéi méiglech zougänglech maachen an den Horeca-Beräich weider duerch dës Pandemie begleeden. Mëttel- a laangfristeg muss mer awer investéieren an en innovativen, modernen an nohaltegen Tourismus, deem trotzdeem traditionsbewusst fonctionéiert. Lëtzebuerg braucht e staarken Horeca-Secteur.

An domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Burton. An da wier et un där honorabeler Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President. Déi zwee Covidjore waren eng ganz schwéier Zäit, fir net ze soen, eng ganz schwaarz Zäit fir den Horeca-Beräich. Et ass dee Secteur, deem an meeschten ënnert de Covidmesurë gelidden huet. Engersäits huet e misse ganz laang zoumaachen. An dunn, wou en erëm opgoung, hat en net genuch Leit, déi dohinner gaange sinn, well déi Leit eeben - legitim - och Angscht haten, sech ze infizéieren. Den Tourismus a Geschäftszesenen, dovunner mol guer net ze schwätzen, well déi sinn zäitweis och ganz ausgefall.

D'Zuele vum Statec weisen, dass am Joer 2020 d'Consommation vun de Menagen fir d'Restauratioun ëm 40 % a fir d'Caféen am Ganzen ëm 62 %

erofgaangen ass. Gläichzäitig ass d'Consommation vun Takeaway a Livraisons ëm 24 % geklommen.

An d'Restaurants hu sech och do mat neien Iddien an neien Offeren un déi ganz nei Situatioun ugepasst. Dat huet ville Restaurants gehollef, aus der Kris oder duerch d'Kris ze kommen, mee natierlech huet et net de ganze Verloscht ofgedeckt.

Trotzdeem gesi mir bis elo keng gréisser Faillitten am Horeca-Beräich. Et ass souguer ganz interessant ze beobachten, dass virun der Pandemie u sech méi Faillitten do waren an deem Beräich wéi während der Pandemie selwer. Dat ass wuel de Verdénkscht vum Staat mat de generéisene Hëlfe, déi a Milliounenhéicht ausgedeelt goufen.

Den Horeca-Secteur huet also zwee schwaarz Joren hanner sech, mee et kéint ee mat Virsicht awer scho bal soen, dass déi momentan Perspektiv eng ganz positiv ass.

De Constat ass, dass am drëtten Trimester 2021 d'Chiffre-d'affaire bei de Restauratiounen just ëm 5 % manner ware wéi am Joer 2019, dat heescht virun der Pandemie. Par contre, bei de Kantinen an den Hotel-ler si mer awer leider nach ëmmer bei 35 % gewiescht.

Duerch déi besser sanitär Situatioun an d'Ewechfale vu ville Mesurë kënnen d'Cafetieren, d'Restaurateuren an d'Hotelieren optimistesche op d'Fréijoer an op den nächste Summer kucken.

Trotz dësem virsichtegen Optimismus ass de Secteur mat enger Rei Defie konfrontéiert. Wa mer kuerzfristeg kucken, besteet de Risiko, dass d'Pandemie an nächste Hierscht vläicht nees méi schlëmm gëtt, d'Infectionszuele vläicht erëm klammen an doduerjer vläicht erëm nei restriktiv Mesurë mussen geholl ginn, an doduerjer natierlech och d'Consommation erëm ofhëlt, wat mer natierlech net hoffen a wou mer net oft genuch soe kënnen: D'Impfung ass awer nach ëmmer do an d'Impfung ass och wichteg!

Am Fall vun enger neier Restriktion ass et fir eis och kloer, dass de Staat dem Horeca-Secteur erëm ënnert d'Äerm gräifen an hëlfe muss.

De Risiko vun der klammender Inflation kéint och zu manner Kafkraaft fir d'Stéit féieren an doduerjer och indirekt den Horeca-Beräich impaktéieren. D'Mesuren, fir d'Kafkraaft ze stäerken, sinn indirekt Mesuren, déi dann och dem Horeca-Beräich zegutt géife kommen. Sou hu mer zum Beispill d'Erhéijung vun der Allocation de vie chère ëm 200 Euro ab dem 1. Januar an d'Reindexatioun vum Kannergeld gehat, fir der just e puer ze nennen. Doriwwer eraus hu mir als Chamber d'Regierung opgefuerdert, weider geziilt Mesuren ze ergräifen, fir d'Kafkraaft am Kontext vun der aktueller Inflation ze stäerken.

E weideren Aspekt, deem och mat der Kafkraaft ze dinn huet, sinn d'Chèque-repasen, déi vill Salariéer vum Patron kréien an déi steierlech begënschtet sinn. Dës Chèque-repase goufen awer zënter 2017 net méi ugepasst a wëssend, dass de maximale Montant bei 10,80 Euro läit, ass et och schwéier, sech e Menu du jour domadder bezuelen ze kënnen, zemoos wann een hei an der Stad schafft.

Dofir begrëssen ech u sech, dass d'Finanzministesch dat lo souzesoen um Radar huet a gesot huet, dass dat Ganz mat enger nächster Reform wäert ugepasst ginn. Och dat kéim natierlech der Restauratioun zegutt.

Mëttel- a laangfristeg besteet awer och de Risiko vun engem Réckgang vun der Demande am Horeca-Beräich duerch den Teletravail. Den Teletravail huet onser serviceorientierter Economie gehollef, an der Pandemie ze fonctionéieren, mee fir den Horeca war

den Impakt u sech negativ, well d'Demande doduerjer zrëckgaangen ass. Den Teletravail wäert och no der Pandemie weider eng Realitéit bleiwen, wann och sécherlech net esou staark wéi während dem Héichpunkt vun der Pandemie, wou ganzer 52 % vun de Leit vun doheem aus geschafft hunn.

Dat ass insgesamt awer positiv, well engersäits erlabe mer ville Leit, also ville Salariéen, eng gewësse Flexibilitéit. Mir hu manner Trafick op eise Stroossen, doduerjer natierlech och manner Käschten, déi domadder verbonne sinn, an natierlech och de positiven Impakt op d'Ëmwelt.

Dëst ass sécher en Defi, mee et kéint een dat Ganzt awer och als eng Opportunitéit gesinn. Wann d'Leit méi vun doheem aus schaffen, besteet d'Méiglechkeet, datt den Duerfkär och méi belieft gëtt an den Horeca-Beräich kéint sech méi ausbreeden an der Peripherie an och am ländleche Raum.

Dann, fir zum Schluss ze kommen: D'Betriber aus dem Horeca souwéi déi ganz Economie hunn och e Rôle ze spillen an der Transition hin zur Klimaneutralitéit, déi mer alleguerten zesummen als Gesellschaft mussen hëkriéieren. D'Konsumentinnen an d'Konsumente fuerderen ëmmer méi lokal, nohalteg, saisonal Liewensmëttel, awer och vegan a vegetaresch Optioune. Och hei muss sech de Secteur upassen an nei Konzepter ausschaffen, fir och weiderhi kompetitiv ze bleiwen. Mee ech sinn do ganz zouversichtlech, well de Wandel gesi mer awer och elo schonn, deen ass amgaangen.

Fir eis ass et kloer, datt mer als Politik dëse wichtege Secteur bei all dësen Defie mussen ënnerstëtzen. An dat net just am Fall, wou déi sanitär Kris erëm sollt méi schlëmm ginn, mee och iwwert d'Pandemie eraus.

Merci villmools fir d'Nolaschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci villmools.

(Brouhaha)

Ma da misste mer jo alleguer elo séier een drénke goen, fir dem Secteur ganz schnell ënnert d'Äerm ze gräifen. Dat wier jo dann dat Besch, wat mer hei kéinte maachen.

(Interruptions)

Här President, den Horeca-Secteur huet et a viller Hisiicht schwéier. Dat ass net aleng duerch d'Coronapandemie daitlech ginn, mee och scho virduer wat dat de Fall. Déi wuel stäerkste Belaaschtung fir Restaurants, Imbissen a Bistroe sinn déi héich Immobiliepräisser an déi domat verbonnen héich Loyerer. Besonnesch déi kleng Betriber, Restaurants a Bistroe, déi just e klengt Lokal bedriewen - an dat ass d'Majoritéit - sinn dovunner betraff. A well se aner Fixkäschten, wéi zum Beispill d'Kontabilitéit, aleng iwwer ee Betrib ofdecke mussen, ass dat net esou einfach.

Déi héich Präisser gi vollkommen zu Recht an éischer Linn am Logement thematiséiert. Mee si treffen eeben och d'Commerçanten, virewech eeben d'Restaurants an d'Caféen, déi personalintensiv sinn an zugläch net onbedéngt déi héchste Margen on hire Servicer a Produkter hunn - wéi dat och hei scho gesot ginn ass -, déi se verkafen.

Dëse Präisrock spieren a gesi mir all Dag an eise Stied, wou d'Präisser am héchste sinn: oft wiesselend Betriber, kleng Lokaler, déi verschwannen an ersat ginn duerch eng weider grouss Chaîne. Mir gesinn et

hei an der Stad, mee och an neie Quartieren, wéi um Belval, wou gréisstendeels genee déi selwecht Geschäfte, Restaurants a Caféschäinen opmaachen an d'Geschäftsflächen anhuelen. D'Resultat ass e langweiligen Eenheitsbräi, dee just nach wéineg mat lokaler Wirtschaft a Kultur ze dinn huet.

Dëser Entwécklung kéint kuerzfristeg entgéintgewierkt ginn, andeems d'Gemenge méi Lokaler selwer géifen ze verstännege Loyerer u Commerçante weiderginn, mat sénnvolle wirtschaftleche Projeten, besonnesch och, wat d'Restauratioun ugeet. Verschidde Gemengen hunn zwar esou Flächen a maachen dat och esou, mee et ass keng kritesch Mass, déi et erméigleche géif, eng nohalteg a villfältig Offer am Horeca-Beräich ze bidden. Do musse méi Efforte gemaach ginn. D'Gemeng Suessem huet e puer flott Projeten, ganz flott Projeten, ...

(Interruptions)

... déi et derwäert sinn, datt aner ...

(Interruption)

Gemenge sech inspiréieren, wat zum Deel och scho geschitt.

Do, wou d'Präisser an d'Loyerer immens héich sinn, ass den Drock op dat aldeeglecht Geschäft natierlech eenorm héich. E Loyer kann an de seelenste Fäll erfogehandelt ginn. Wéi och, vu dass de Bail commercial esou eng Reglementatioun guer net virgesäit? D'Wirtschaftlechkeet vum Betrib kann also just iwwert d'Reduzierung vun anere Käschten - Paien, Liewensmëttelen, Gedréns - assuréiert ginn.

D'Coronapandemie huet den Horeca-Secteur zweemol getraff: Eng éischte Kéier duerch d'Schléissungen an déi reduzéiert Aktivitéit an de Réckgang vun de Clientszuelen, ënner anerem och doduerjer, datt den Teletravail war an deene leschten zwee Joer, an eng zweete Kéier elo mam Ofklänge vun der Pandemie, zwar der Relance vun der Wirtschaft, dem phaséierten Auslafe vun den Aiden, mee dann awer duerch d'Präisexplosioun bei den Energie- a Liewensmëttelpräisser.

Nieft den Immobiliepräisser kommen also elo weider Käschtesteigerungen op den Horeca duer, deene sech d'Betriber onméiglech entzéie kënnen an déi och net einfach esou un d'Clientë kënnen iwwerdroe ginn, déi jo och ganz oft ënnert dëse Präishaussen ze leiden hunn. Et ass dowéinst dovunner auszegoen, dass d'Gewënnmargen a ville Betriber - an hei sinn och éischer déi kleng Restaurants a Cafée betraff - éischer méi déif, ëmmer méi zum Nulltariff tendéiere wäerten. Mir wëssen awer, dass vill Betriber scho fragiliséiert sinn an un hir Erspuernisser hu musse knabbere goen, wa se der dann iwwerhaapt hatten, fir duerch déi lescht zwee Joer Pandemie ze kommen, an deene wéineg bis bal näischt konnt erwirtschaft ginn.

Sou feelt et de Betriber un den néidege Mëttelen, fir iwwerfällig Investitiounen ze finanzéieren, respektiv se ware scho verscholt virun der Kris a geroden elo bei der Bank verstärkt ënner Drock, och wann deemächst d'Zënsen erëm sollte klammen. D'Aiden, déi d'Regierung während der Pandemie ausbezuelt huet, hu fir d'Horeca-Betriber, déi vun de méintelaange Fermeturë betraff waren, sécherlech kuerzfristeg dat Schlëmmst kënnen verhënnen. Mee méi kleng Betriber waren opgrond vu verschiddene komplizéierte Prozeduren a Waardezäiten - notamment de Fonds pour l'emploi - benodelegt an hunn och Plomme gelooss. Den Här Minister Delles widderpricht deem zwar, mee dat entsprécht net deem, wat mir vun de Restaurateuren eeben héieren hunn an och vun de Wiertleit. Dat heescht net, datt d'Aiden u sech schlecht sinn, absolut net, mee de Feintuning huet awer heiansdo ze wënschen iwwreg gelooss.

Mir mengen op alle Fall, dass de Verdikt eréischt wäert an deenen nächste Méint a Jore falen, wann d'Aiden auslafen an d'Betriber hire Postcovid-kassensturze musse maachen. Et ass ze hoffen, dass dëse Verdikt wäert besser ausfallen, wéi et ze fäerten ass, well um Enn bezuelen ëmmer déi Kleng d'Rechnung, déi kleng Commerçanten an och d'Salariéen an dëse Betriber.

Si schaffen an engem Secteur, deen usprochsvoll ass, vill Stonne mat oft Coupuré bedingt an onsécher Aarbechtsbedéngungen huet, déi sech um Enn vum Mount awer net am Portmonni erëmispigelen. Si hunn zwar während der Pandemie Chômage partiel kritt. Et muss een awer och bedenken, datt si während där Zäit och keen Drénggeld kritt hunn. An dëst ass ganz oft an hire Paie fest matagerechent. Anerer, déi eventuell an engem CDD geschafft hunn, hunn deen einfach net verlängert kritt an et koum och ganz sécherlech zu Entloossungen.

Während där Zäit sinn och vill Liwwerdéngschter an d'Liewe geruff ginn, mat ganz prekären Aarbechtskontrakter a -bedéngungen. Zweek Joer, zwee ganz schwéier Joer an ongewëss Zäite fir all dës Salariéen hu sécherlech mental déif Spueren hannerlooss bei hinne wéi och bei de Patronen a Gerante vun dëse Betriber. Mir wënschen hinne vun hei op alle Fall nach ganz, ganz vill Courage an hoffen, datt se eis erhalte bleiwen, schonn aleng wéinst der Diversitéit vun all deene Betriber.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och merci der CSV, dass se déi Heure d'actualité ugefrot huet. Obwuel ee sech hätt kënnen iwwerleeën, wéinst der Situatioun haut, wou awer elo Krich an Europa ausgebrach ass, ob nach ëmmer Plaz ass, dass mir hei iwwer Etablissementer schwätzen, wou et em de Spaass geet, ob een et net hätt kënnen zrëckzéien op en aneren Dag. Mee da fuere mer haut emol duerch déi Etablissementer, obwuel jo haut eng schwéierig Situatioun fir ganz Europa ass.

An der Pandemie hu ganz Horeca-Betriber immens vill gelidden a mir Piraten si bestëmmt net déi, déi do der Regierung eng schlecht Nott wëllen ausstellen. Am Contraire, mir soen: D'Regierung huet a sech, mat deene Mëttelen, déi se hat, mat deenen Hëlfe, déi de Minister Lex Delles iwwert d'Chamber agefouert huet an herno ausbezuelt huet ..., dass déi eigentlech de richtegen Usaz waren, och wann heiansdo d'Kommunikatioun schlecht war, ze schnell war. Do kann een iwwerall am Detail driwwer streiden, mee se ware gutt, a mir froen dofir och, dass se als Planungssécherheet fir d'Betriber awer och weiderginn, well mir gesinn elo net direkt, dass d'Enn vum Tunnel elo géif kommen a mir soe kéinten, et wär scho fäerdeg. Well am Contraire: Wa mer elo Problemer mat den Energiepräisser kréien, dann hu mer op där enger Säit d'Betriber, déi Problemer mat den Energiepräisser hunn, mir hunn awer och d'Leit, déi vläicht manner Suen hunn, fir kënnen an de Restaurant oder an de Café oder an en Hotel ze goen. Dat heescht, déi Betriber wäerten och weiderhin deementspreechend Problemer hunn.

Mir hunn als Piraten vun Ufank u verstanen, dass déi Gesetzer, déi d'Regierung huet mussen huelen während der Pandemie, net waren, fir d'Restaurateuren e bësse rosen ze maachen oder hinne Problemer ze maachen. Nee, mir hu verstanen, dass dat och zum Schutz war, souwuel vun de Mataarbechter, wéi dem

Patron, wéi och de Clienten, déi an déi Etablissements, an d'Caïféen, an d'Hoteller iwwerall gaange sinn. Dat war zu hirem Schutz. Och wa mer net mat all eenzeler Mesure averstane waren, war awer de globale Package net dee schlechtesten a ganz Europa.

Une voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Et ass fir eis och immens wichteg, dass am Duerfkär déi Bistroe bestoe bleiwen. Ech mengen, et ass virdrun eng Kéier ugeklongen, an ech komme jo aus engem Duerf. An dat ass genau déi Beobachtung, déi ech och gemaach hunn. D'Duerfbistroe kréien erëm méi Valeur: Wou ee virdu vläicht éischter an eng Grousstad gaangen ass oder op e grouse Site, ass et elo den Duerfkär, an dat féiert och zu méi Veräinsliewen - paradoxerweis. D'Veräiner si virdrun e bësse méi um Ausstierwe gewiescht. Elo kommen erëm méi Veräiner, well een da jo och déi Leit trëfft, déi an engem sengem Quartier sinn, déi een da vläicht mat an de Veräin, an d'Musek oder soss enzousch hëlt, déi ee virdu vläicht guer net ze pake kritt hätt. Dat ass e grouse Virdeel.

An Teletravail, et kann een iwwert deen och vläicht schlecht schwätzen, mee ech sinn awer éischter der Meenung, dass déi Leit, déi souwisou an de Restaurant gaange sinn ... firwat bestelle se dann net zum Beispill och bei hire lokale Restauranten oder si ginn an hir lokal Restauranten iesen? Sécherlech, déi an der Hauptstadt hunn e puer Cliente verluer, mee duerch d'Land hu mer et awer anescht verdeelt.

A wou mer bei de Liwwerservicer sinn, do ass awer ee Punkt, dee mer och schonn e puermol als Piraten ugeschwat hunn, deen eis kräfteg um Mo läit, dat ass dee mat deenen neie Liwwerservicer - ech wëll elo keng Nimm nennen - mat internationalen Domänen, wou e bësse Wilderei ass an déi Leit eigentlech méi ausgenutzt ginn, wéi dass se verdéngen, wa se engem eppes ausliwweren. Dat ass eppes, wou mer e ganz kloer gesetzleche Kader brauchen an dem Horeca-Secteur.

De Problem ass jo och: Wann dem Horeca Clienten ausbleiwen, da bleiwen zur gläicher Zäit och de Baueren, Wénzer an de Brauereien - do ass eng ganz Liwwerketten hannendrun - Clienten aus. An dofir ass et och gutt, dass de Mëttelstandsminister och do déi eenzel Hëllef virgesinn hat, well et därf een och déi Leit net vergiessen. Et sinn net nëmmen déi éischt, déi d'Fläsch zerwéieren, mee et ass déi ganz Liwwerketten hannendrun.

A fir dem ganzen Horeca e positiven Image ze ginn, hunn ech haut eng Motioun matbruecht, wou mir Pirate froen - mir sinn e bësse méi spuksam, wéi d'Regierung dat deemools war -, dass een en 20-Euro-Bong sollt kréien, wann een an en Horeca-Betrieb geet, fir erëm e positiven Image ze ginn. D'Regierung huet elo laang Zäit gesot: „Bleift éischter doheim, fir dass ...“, mat den Infektionszuelen an esou weider, et ass elo, fir e positiven Impakt ze ginn an ze soen: „Kommt, mir ginn de Leit en 20-Euro-Bong.“ A fir nach méi spuksam ze sinn, hu mer gesot: Fir déi Leit, déi ënnert dem Revenu médian leien, dat heescht déi Leit, déi net elo dee ganz grouse Verdéngsch hunn, mee ënnert dem Revenu médian leien, erëm dohinner ze bréngen, dem Horeca e positiven Image ze ginn, dass dann déi ganz Regierung, net just den Här Delles, e Bong géif erausginn, fir dass d'Leit erëm positiven Image dovunner kënnen kréien.

Dat selwecht géllt am Tourismus. Do ass et esou, dass mer e ganz groussen Impakt hu vu Geschäftsleit, déi einfach net méi heihinner kommen, mee awer och vun Touristen, déi net op Lëtzebuerg kommen, also den Inbound. Net elo déi Lokal, déi hei an hirem Land wëlle Vakanz maachen, mee den Inbound feelt e

bëssen. An do wollt mir froen, ob d'Regierung gedenkt, méi Publicitéitscampagnen am Ausland ze maachen. Ech gesinn, d'Luxair mécht et scho fir sech selwer, dat ass natierlech och schonn ze luewen, dass si gäre méi Inbound-Passagéier hätten, déi op Lëtzebuerg kommen an dann hei d'Ekonomie ënnerstëtzen, mee wat de Staat do an Zukunft wëll huet, ob de Staat vläicht nach méi drop ageet, fir Leit aus dem Ausland heihinner ze kréien an esou eis Betriber do kënnen weider ze stäerken.

Wou ech mam CSV-Riedner net averstane sinn, dat ass elo mat de Brauereien a mat der TVA. Also ech si jo e bëssen an deem Dossier mat de Brauereien dran, well dat mech an der Gemengepolitik immens vill interesséiert huet, ...

(Hilarité)

... an ech muss soen, dat si fir mech - a mir hunn déi jo elo gesinn och bei eis am Gemengerot - éischter esou Knebelverträg, déi déi Brauereien hunn. Dat muss ee ganz kloer soen. An et ass éischter dee klenge Patron, deen e Problem huet, an do misste mer vläicht als Gesetz eng Kéier iwwerleeën, ob iwwerhaapt déi ganz Exklusivitéiten, alles wat an deene Knebelverträg vun de Brauereie steet, ob dat wierklech esou muss sinn, ob een do net vläicht deene Betriber an der Horeca vill méi Fräiheet léisst, wéi dass se alles muss bei engem kafen an dass déi Brauereien net iwwer allem stinn an dann herno nach d'Gemengen higinn an déi Gebaier, déi se hunn, net un de Private verlounen, mee un d'Brauerei verlounen, déi dann deem Privaten d'Konditiounen diktiert.

M. Gilles Roth (CSV) | De Projet de loi iwwert d'Reform vum Cabarettagésgesetz, dee läit scho 15 Joer um Dësch!

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo.

M. Gilles Roth (CSV) | Invitéiert d'Madamm Backes, dass se eis zäitno ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo. Da misste mer deen nach eng Kéier drophuelen.

M. Gilles Roth (CSV) | ... eng nei Versioun virleet, déi equilibriert ass zwëschent de Concessionnairen an de Brauereien.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo. Dat ass gutt ze wëssen.

M. Fernand Etgen, Président | Här Roth, den Här Goergen ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech wouss et net.

M. Fernand Etgen, Président | ... huet d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Et war awer eng interessant, ...

M. Fernand Etgen, Président | Dir hat et net gefrot.

M. Marc Goergen (Piraten) | ... et war awer eng interessant Informatioun. Viru 15 Joer hätt ech och nach net geduecht, dass ech eng Kéier kéint doriwuer schwätzen hei.

(Hilarité)

Mee ech mengen, dat ...

M. Gilles Roth (CSV) | Awer gutt, dass et gesot ginn ass!

M. Marc Goergen (Piraten) | ... kéint een dann awer nach eng Kéier aus dem Tirang huelen, wann et ...

M. Fernand Etgen, Président | An Här Goergen, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo. Ech hat awer elo e puermol ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech sinn awer och bal fäerdeg.

M. Fernand Etgen, Président | En hat keng Fro gestallt, well en hat d'Wuert emol net, fir eng Fro ze stellen.

Une voix | Et war den Här Roth, deen dotëscht geschwat huet!

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, ech sinn och schonn um leschte Punkt, deen ech mer notéiert hat, also keng Suerg! Ech war nämlech bei de Brauereien, dass mer mat deene Knebelverträg musse kucken. An d'Madamm Tess Burton hat dat och nach erwäänt mat de Loyere vun de Gemengen, wou ech och heianso Problemer hat an dat jo och schonn e bëssen opgeworf hat. De Problem, dee mir Piraten gesinn, ass nämlech, dass wann eng Gemeng oder e staatlecht Etablissement de Loyer noléisst, déi dat vläicht finanziell kënnen, awer privat Proprietären dat net maachen, dann entsteet an eiser Vue ...

(Interruption par la présidence)

... do en deloyale Marché, well dann huet d'Gemeng mat engem Steiergeld agegraff, fir kënnen deem engen e Virdeel ze ginn, während deen aneren an der Strooss säi Loyer muss weiderbezuelen.

Do hätte mer léiwer eng Léisung, déi net onbedéngt gemengen- oder staatabaséiert ass, well jo net jiddereng d'Chance huet, e Café ze hunn oder e Bistro ze hunn, vun deem d'Gemeng Proprietär ass. An dann ass et e bëssen onfair: Dann huet een deem enge seng 1.500 Euro an der Strooss nogelooss, deem aneren am Privaten net. An dat ass e bëssen eng quokeleg Affär. Dofir, wann een op dee Wee geet, fir déi Loyerer nozeloossen, dass een awer do op eng fair Formule geet, an net just do, wou d'Gemengen oder de Staat Proprietär sinn, well een dann awer e bëssen eng Konkurrenzsituatioun huet.

Merci.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest,

- dass d'Betriber aus dem Horeca-Secteur, trotz dem Ophiewe vun der Späerstonn vun 23.00 Auer duerch d'Covid-Gesetz vum 11. Februar 2022, ëmmer nach manner Émsaz a manner Clientèle verzeechne wéi virun der Covid-19-Kris ;

- dass d'Chambre des Métiers an hirem Rapport „Artisanat - situation conjoncturelle au 4^e trimestre 2021“ festhält: « Jusqu'au 3^e trimestre 2021, l'activité de ce secteur était en train de reprendre, notamment à cause de l'assouplissement des mesures sanitaires lors de l'été/l'automne 2021 (événement CovidCheck etc.). Cependant, les résultats pour le 4^e trimestre et surtout la prévision pour le 1^{er} trimestre reflètent une baisse de l'activité. En effet, l'indicateur diminue de 6 points au 4^e trimestre et devrait, selon les prévisions, même baisser de 46 points au 1^{er} trimestre 2022 » ;

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

1. all Persoun ab 16 Joer, déi 2021 de Revenu médian oder manner verdéngt huet, ee Bong vun 20 € zoukommen ze loossen, dee kann a Betriber vum Horeca-Secteur ageléist ginn.

(s.) Marc Goergen, Sven Clement.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert: den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Prises de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här

President, merci och all de Virriedner an och dem Félix Eischen fir dës Heure d'actualité.

Jo, dee Secteur, vun deem mer haut schwätzen, huet ganz staark Sacrificé musse maachen. Et ass och ee ganz wichtege Secteur. En huet an dëser Kris ganz staark gelidden. Et ass och effektiv deen een oder anere Betrib un de Bord vun der Existenz gedriwwen ginn.

Ech si mam Félix Eischen d'accord, wann e seet: „Mir dierfen déi Betriber do net am Ree stoe loossen.“ An de Félix Eischen huet et selwer a senger Demande fir dës Heure d'actualité geschriwwen: « Mème si l'État a pu soutenir le secteur de l'Horeca avec des aides étatiques généreuses et bien ciblées », huet e jo gesot, dass mer effektiv als Regierung dëse Secteur ganz vill ënnerstëtzt hunn an dass mer se net am Ree stoe gelooss hunn.

Fir datt den Horeca-Secteur konnt iwverliewen, huet de Fonds pour l'emploi, niewent deenen aneren Aiden, déi ausbezuelt gi sinn, bis elo 255 Milliounen Euro u Chômage partiel ausbezuelt. 255 Milliounen Euro! Eng Klammer op: Am ganze Chômage partiel sinn 1,2 Milliarden ausbezuelt ginn. Déi 255 Milliounen sinn un 2.000 verschidde Betriber ausbezuelt ginn, fir de Salaire vun 20.700 Salariéen ze assuréieren.

Ech wëll och ënnersträichen, dass déi Suen hei - an de Lex Delles geet sécher nach eng kéier drop an - ganz séier gefloss sinn. Ab deem Moment, wou den Dossier komplett war - an dat kann dacks de Problem gewiescht sinn -, sinn déi Suen, maximal eng Woch, nodeems den Dossier dann dobanne war, komplett war, um Kont vum Betrib gelant.

Dir Dammen an Dir Hären, zum Gléck gesi mer awer en Enn vum Tunnel. E groussen Deel vun der Bevëlkerung ass geimpft. An dat mécht et méiglech, datt eng Rei vun Ouverturë kommen. Am Gesetz vum 11. Februar sinn eng ganz Rei vu Mesuren opgehuewe ginn: och fir den Horeca-Secteur keng Spärstonn méi; den 3G amplaz vum 2G.

D'Zuele ginn och ganz kloer an eng positiv Richtung. Wa mer Zäite wärend dëser Pandemie haten, wou 1.766 Betriber am Horeca-Beräich Chômage partiel kritt hunn - dat war fir 15.700 Salariéen -, esou waren et am Mount November - dat sinn déi lescht Zuelen, op déi mer eis kënnen baséieren - nach just 237 Betriber. Also vu 1.766 si mer erof op 237 Betriber gaangen. An dann nach just fir 1.317 amplaz vu 15.700 Salariéen, ass dann do de Chômage partiel ausbezuelt ginn.

Mir gesinn dann och, datt déi oppe Poste bei der ADEM, déi gemellt sinn, och an d'Luucht ginn. Am Joer 2020 waren et en moyenne 351 Posten, am Joer 2021 sinn et 560 Poste gewiescht, wat u sech den Niveau vu virun der Kris vun 2019 war. Also de Secteur stellt erëm Leit an. An dat geet jo och nëmme, wa se Leit brauchen, déi do solle schaffen, wann erëm en Opschwung ass.

D'Unzuel vun den Aarbechtssichenden am Horeca-Secteur ass och erofgaangen. Do sinn ech net ganz d'accord mat deem, wat de Félix Eischen gesot huet; wat och vläicht éischer e Gefill war. Hei sinn op alle Fall Zuelen, déi ganz kloer sinn: En moyenne pro Mount am Joer 2020 waren ongeféier 2.190 Leit op der Sich no enger Aarbecht am Horeca-Secteur - 2020: 2.190 Leit - an am Joer 2021 waren et der nach 1.890; also ronn 300 Leit manner. Do si mer erëm no bei den Zuele vun 2018 an 2019.

Mir hunn dofir och decidéiert - well mer wëssen, datt dee Secteur hei awer Schwierigkeeten hat -, déi Hëllef, déi mer bis elo am Chômage partiel haten, net direkt scho fir de Februar 2022 auslafen ze loosse, mee se ze zéie bis de Juni. An do hu mer och dem

Secteur nogelauschert, a grad och deenen, wou et am schwierigsten ass, an der Hotellerie an och am Evenementiel, am Catering, fir deene méi Hëllef zougestoen, fir deenen natierlech och - an deenen anere Betriber och - eng Previsibilitéit, eng Perspektiv ze ginn iwwert déi nächst Méint.

Bon, ech paken Holz un, datt et och weider nach ëmmer biergop geet. Mir hunn iwvermuer eng grouss Manifestatioun: d'Ouverture vun Esch2022. Och dat wäert eng ganz Rei vun Horeca-Betriber erëm hëllef, méi an d'Gäng ze kommen, well dat awer vill Leit heihinner wäert unzéien. Mir wëssen awer och, dass et fir verschidde Betriber awer net esou einfach wäert ginn. Ech huelen do och d'Hotellerie nach eng kéier speziell eraus. Dat wësse mer. Deem ass d'Regierung sech och bewosst. Dofir sinn d'Hëllef an deem Secteur jo och méi héich, wéi an deenen anere Secteuren.

Voilà! Dann, ech wëll hei d'Zäit elo emol pauséieren, well mäi Kolleg, de Lex Delles, huet Tech och nach eng ganz Rei vu Saachen ze zieleen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, dem Här Georges Engel. An de Relais fir d'Regierung iwverhëlt elo de Mëtzelstandsminister Lex Delles.

M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes | Merci villmools, Här President. Loosst mech natierlech och dem Här Eischen Merci soe fir dës Heure d'actualité, well et ass ganz wichteg, dass mer hei den Horeca-Secteur uschwätzen - an natierlech déi Diskussioun vun der Horesca als Patronatsverband, par rapport zum Secteur vum Horeca, deen natierlech, wéi ganz vill aner Secteuren, eng schwéier Zäit duerchgemaach huet. An et war ëmmer erëm wichteg - an et ass schonn ugeschwat ginn -, dass souwuel d'Aidë wéi de Chômage partiel do waren, fir déi verschidde Secteuren ze stäipen.

De Minister Engel ass grad drop agaangen, wéi d'Zuele ware mat den Aiden, déi iwwert de Chômage partiel ausbezuelt gi sinn, just iwwert déi verschidde Aidë-Regimenter, déi ausbezuelt gi sinn un de Secteur vum Horeca - déi nämlech awer och un aner Secteuren, déi Fermeturen haten ... -: Da si mer bei ronn 550 Milliounen Euro, déi iwwert d'Classes moyennes ausbezuelt gi sinn, fir kënnen do ze stäipen.

Datt dat och eppes bruecht huet, gesäit een dorun - an Dir hutt et och selwer am Ufank gesot -, dass d'Failliten net an d'Luucht gaange sinn, dass also keng signifikativ Augmentatioun vu Faillitte war. Nee, au contraire! Et goufe souguer deelweis manner Failliten am Verglach zu 2019.

Wann ech dann awer nach ..., an dat ass déi Inconnue, déi ech awer hei nach eng kéier wëll trotzdeem soen. Et gëtt ëmmer gesot: „Jo, firwat keng Failliten, mee et hu vläicht ganz vill Leit hir Autorisatiounen zrëckgeschéckt, déi einfach opgehaleen.“ Och do hunn ech Zuelen hei. Just eng kéier am Verglach: Nei Autorisatiounen sinn der 2018 fir Caféen a Restaurante 512 erausgaangen, par rapport zu 668, déi annulléiert gi sinn. 2019 waren et 703 neier, par rapport zu 776, déi annulléiert gi sinn. 2020: 506 neier, par rapport zu enger Annulatioun vu 636. 2021: 508 nei Autorisatiounen - also matzen an der Kris 508 nei Autorisatiounen, déi ugefrot gi sinn -, par rapport zu 555 Autorisatiounen, déi annulléiert gi sinn.

Wa mer do da just eng kéier den Netto kucken, da gesi mer, dass mer am Joer 2018 netto minus 156 Autorisatiounen haten. 2019: netto minus 73. An da komme mer an d'Krisjoren. 2020: minus 130; wat nach ëmmer manner ass wéi 2018. An dann 2021: minus 4, netto. Minus 4! Do gesäit een also, dass do souwuel déi Aiden, déi ausbezuelt gi sinn, wéi awer och de Chômage partiel ganz wichteg waren, fir dee

ganze Secteur kënnen ze stäipen. Mir gesinn also manner Failliten, manner Annulatiounen. Dat ass de Meritt vun all deene Saachen, déi gemaach gi sinn, fir de Secteur kënnen ze stäipen.

Et ass och ganz vill vum Bong geschwat ginn. Et huet een à court terme natierlech gesinn, dass 7,3 Milliounen an de Secteur erakomm sinn. 7,3 Milliounen, déi direkt dem Secteur zegutt komm sinn. Op där anerer Säit war awer d'Iddi de moyen terme, och méi Inlandstourismus kënnen ze hunn. Wat jo och mat sech bruecht huet, an dat beleeën d'Zuele vun 2021 schonn, dass mer méi Nüitë vu Residenten hei zu Lëtzebuerg hate wéi 2018 oder wéi 2019, zum Beispill.

Och dat huet also funktionéiert. Elo ass dat, an et ass vun e puer Riedner ugeschwat ginn, de Long Terme. Ma, elo gëllt et eebe grad, déi Clienten och kënnen ze halen, ze fideliséieren, fir dass déi och kënnen déi nächst Joren dohinnerkommen.

Et gesäit een awer schonn nämlech erëm - an do gesinn ech et net grad esou mat schwaarze Wolleke wéi den Här Eischen -, dass d'Zuelen, déi an den Etüden, déi vum LFT gemaach ginn, relativ positiv sinn. Et gesäit een nämlech, dass mer eng Occupation an der Hotellerie haten, déi am Januar zwar nach ëmmer ganz déif war, jo, awer scho besser wéi am Januar 2021. Dat heescht, d'Occupatioun an der Hotellerie 2022 Januar par rapport zu 2021 war scho besser. Op där anerer Säit awer natierlech och de Februar, wou een och do schonn eng Augmentatioun gesäit an der Occupation vun de Better an der Hotellerie par rapport zum Januar.

Dat heescht, och do gesäit een awer, dass et lues a lues erëm d'Tendenz ass, fir erëm eropzegaen. Dat gesäit een natierlech och bei de Recherchen, déi iwwer Internet gemaach ginn, iwwert d'touristesche Destinatioun Lëtzebuerg. Och do gesäit een, dass ëmmer erëm méi no Lëtzebuerg gekuckt gëtt, wéi dat déi lescht Méint eebe war.

Wann een dat och nach kräizt mat der Volontéit vu ganz ville Leit aus Europa, fir an d'Vekanz ze goen, gesäit een dann och do, dass Lëtzebuerg eng Destinatioun ass, déi awer ukënn. Soudass ech mer do ... Natierlech, et muss een et ëmmer suivéieren, mee et gesäit een awer, dass et e bëssen an eng positiv Richtung geet.

Dann hunn d'Madamm Burton an awer och den Här Goergen ugeschwat, fir méi Reklam ze maachen. Ma dat ass d'Kärmissioun vum LFT! D'Kärmissioun vu Luxembourg fir Tourism ass, d'Promotioun ze maache vu Lëtzebuerg am Ausland, dat iwwer ganz vill verschidde Kanäl. Wann ech elo géif an den Detail goen, da géife mer nach eng Stonn hei setzen. Mee ech mengen, dass et fir ganz vill Leit wichteg ass, dass mer den Horeca geschwënn ënnerstëtzen, ...

Une voix | Très bien!

M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes | ... soudass mer dann net ze laang hei schwätzen. Mee dat gëtt ganz vill gemaach, sief et iwwer Social Media, sief et geziilt iwwer Campagnen, sief et Promotiounsjournalisten, déi op Lëtzebuerg kommen. Also, et gëtt eng Panoplie un Aktivitéiten, déi do gemaach ginn. Ech komme ganz gären an der Kommissioun ... D'Madamm Presidentin vun der Kommissioun hat scho gefrot, fir eng kéier an der Kommissioun vläicht do an den Detail ze goen. Dat kënnen mer ganz gäre maachen. Mee dat sprengt, mengen ech, de Kader hei.

Dat nämmlech awer och beim Business-Tourismus, deen nach vill méi staark impaktéiert war, well contrairement zum Leisure-Tourismus huet een am

Business-Tourismus net deen Effet, dass ganz kuerzfristeg gebucht gëtt. Dat ass jo e Phenomeen, dat während der Kris komm ass, dass Vakanze ganz kuerzfristeg gebucht gi sinn. E puer Deeg virdrun, e puer Woche virdrun, an dann ass een dohinnergaangen. Dat ass beim Business-Tourismus net, well et eng ganz Organisatioun ass, fir Eventer unzezéien.

Do gesäit een awer, dass et ëmmer méi gefrot gëtt, fir erëm op Lëtzebuerg op Kongresser ze kommen. Et gesäit een och, dass déi éischt Kongresser elo schonn am Mee ... Zum Beispill wäert am Mee e grouse Kongress si vun 1.300 Participanten hei zu Lëtzebuerg. Et gesäit een also, dass awer och eng gewësse Reprise do ass. Dofir ass et ganz wichteg, dass och matzäit gesot gëtt, wat déi aktuell Covidrestriktiounen sinn, fir dass een och kann déi ganz Preparatiounen maachen, fir d'Kongresser erëm unzezéien.

Lëtzebuerg huet sech mam LCB - Luxembourg Convention Bureau - en Organ ginn, deen och eebe grad Kongresser a verschiddene Marché-ciblen unzéie soll. A grad dat, mengen ech, wäert och elo nach ganz vill derzou bäidroen, dass mer nach méi Kongresser wäerten - och schonn dëst Joer! - unzéien.

An et mierkt een awer och am Secteur selwer, dass ganz vill gefrot gëtt, fir sech erëm physesch ze gesinn, fir eng Taass Kaffi zesummen ze drénken op engem Kongress, an net nëmmen iwwer Webex. An ech mengen, mir hunn nach alleguerten d'Flemm vun Ecran an ëmmer nëmmen déi Saachen ze gesinn.

(Interruption)

Ma a genau sou geet et awer och am Geschäftsmilieu. Déi wëlle sech och all erëmgesinn! An déi wëllen natierlech och erëm eng Kéier hir Kongresser op Lëtzebuerg maache kommen.

Da muss een awer och soen, dass de Secteur vum Horeca e Secteur ass, dee sech ganz vill konnt a Fro stellen: Mat Fermeturë si vill méi Livraisons komm, mat Restriktiounen sinn direkt Äntwerten drop komm. Mir erënneren eis nach alleguerten: Am Abrëll, wou d'Terrassen erëm opgaange sinn, wou ganz séier Heizchampionnen do stoungen, wou ganz séier Decken do lounen, wou dann awer jiddweree schonn erëm konnt säi gutt Gedréns drénke goen, fir dann do och kënnen e flotte Moment ze verbréngen. Dat heescht, et ass e Secteur, dee sech ëmmer erëm kann a Fro stellen. An ech mengen, dat ass grad d'Stärkt vum Horeca-Secteur.

Dann, den Image ass ugeschwat ginn. Ech weess net, ech mengen, et war vum Här Eischen. Den Image vum Kach ass vläicht haut en aneren, wéi e fréier war, oder ass zu Lëtzebuerg en aneren, wéi e war. Do huet d'Horesca ganz flott Initiativen, fir eeben och grad do iwwert dee Wee erëm Promotiounen ze maachen an och de Beruff erëm anescht dohinnerstellen, dat iwwer hire Programm Dream Ambassadors (veuillez lire: Dreamjobs Ambassadors), zum Beispill, oder anerer, wou se ganz flott Programmer hunn, fir de Beruff och erëm anescht dohinnerstellen, fir och ronderëm ze weisen, wéi e wierklech ass. Well et ass e flotte Beruff! Et ass en interessante Beruff, deen natierlech Contrainten huet. Mee all Beruff huet Contrainten. Mee et ass e ganz interessante Beruff.

Dann zu deem, wat d'Madamm Cecchetti gesot huet zu de Retarde bei den Aiden. Ech muss Iech ganz éierlech soen, Madamm Cecchetti: Mir haten elo - an d'Madamm Burton huet et gesot - eelef Projet-deloien, fir d'Gesetzer unzepasse mat den Aiden. Eeefmol hutt Der Iech beim Gesetz enthalten oder Dir waart dergéint. Eeefmol hutt Der kritiséiert, dass Retarde waren. Eeefmol hunn ech Iech gesot: „Nee, et ass net wouer, mir bezuele bannent enger Woch aus.“ D'leschte Kéier nach virun dräi Wochen.

Ech muss Iech soen: Ech si kee Mënsch, deen esou séier opgëtt. Mee ech muss Iech soen: Ech halen elo op! Ech soen et net nach zwielf-, dräizéng-, véierzéngmol.

(Interruption par Mme Myriam Cecchetti)

Dat hutt Der schonn d'leschte Kéier gesot - Dir hutt et awer ni gemaach. Ech muss Iech soen, ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Mir gleewen Iech, Här Delles.

M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes | ... mir hunn ... Ech weess net, ob Der Congé hat ...

(Hilarité)

Et ass ... Jo, wann Der Congé hat ... Et sinn awer elo scho véier Wochen! Ech weess net, wéi laang Der am Congé waart. Et ass jo och egal.

(Brouhaha)

Ech menge just, dass mer wierklech um Ministère hei all Méiglechkeeten maachen, fir d'Aiden esou séier wéi méiglech auszebezuolen. D'Zuele vun haut sinn, dass d'Aidë bannent zwee Deeg - bannent zwee Deeg! - ausbezuelt sinn. Dat ass awer d'Realitéit!

Une voix | Très bien!

M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes | Méi séier, mengen ech, geet et net, well et ass nach ëmmer e geneeë Contrôle ze maachen.

An och do ginn ech awer dem Här Engel Recht. Den Här Engel huet gesot: „Wann en Dossier net komplett ass, da kann et méi laang daueren.“ Dat kann et vläicht sinn! Da kann et sinn, wann en Dossier bei eis net komplett ass, dass en dann net kann ausbezuelt ginn, dass et da vläicht e bësse méi laang dauert.

Mee en tout cas mengen ech, dass mer awer alleguerten - an dofir nach eng Kéier merci fir dës Heure d'actualité - zesummestinn, fir dem Secteur ze hëllefen.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, dem Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

Motions

Da komme mer elo nach zum Vott iwwert déi verschidde Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, wou et drëm geet, d'Echeancen, wat d'Zréckbezuolen vun den Avancen ubelaangt, déi ee vum Staat kritt huet, bis no dem 31. Dezember ze reportéieren, respektiv d'Bezuele vu Steieren a soziale Bätträg. Wëllt nach een zu dëser Motioun d'Wuert ergreifen?

D'Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. An der éischter Motioun, déi de Félix Eischen presentéiert huet, geet et ëm de Report vun de Remboursementen vun den Avancé respektiv d'Paieementen vun de Steieren a Cotisatiounen. Do ass et esou, dass déi Avances remboursables, déi vum Staat ausbezuelt goufen, am Fong fir de Moment nach guer net zréckgefrot ginn. Dat heescht, fir dee Punkt muss een u sech och kee Report virgesinn.

Wat elo d'Steierverwaltung ugeet, do hunn ech mer soe gelooss, dass d'Steierverwaltung au cas par cas ganz pragmatesch virgeet. Dat heescht, wann een ufreet an een et ka justifiéieren, firwat een elo dee Moment keng Avancé wëllt bezuelen, da kann een do och e Report kréien. Soudass de facto op deem Punkt och schonn d'Méiglechkeet besteet.

A generell si mer jo och an engem Phasing-out um Niveau vun den Aiden. A mir probéiere jo och, dass d'Betribler nees an eng gewëssen Normalitéit zréckkommen. An zu där Normalitéit gehéiert dann och, dass een erëm ufänkt, reegelméisseg seng Bätträg och ze bezuelen. An ech mengen, dass dat, well elo d'Relance awer do ass, och méiglech ass.

Dat heescht, mat deene Méiglechkeeten, déi bestinn, géif ech proposéieren, dass mer dës Motioun hei net géifen unhuelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann huet den Här Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, se ass mir ganz sympathesch. Virun allem wëll ech awer och nach eng Kéier drop agoen, wat d'Madamm Hartmann gesot huet zur Steierverwaltung. Ech mengen, et war den honorabelen Här Laurent Mosar, dee viru Méint do scho Froen derzou gestallt huet, grad bei Entreprisé mat der Steierverwaltung. An do krute mer och scho versprach, dass se ganz tolerant wäeren an esou weider. Et sinn awer Betribler bei mech komm, déi mer gesot hunn, dass dat net esou ass!

An dofir wär et jo emol interessant, wann dat jo elo haut nach eng Kéier hei ugeklongen ass ...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la présidence)

Ech hunn elo net matkritt, akustesch, wat Der gesot hutt.

(Interruption par M. Gilles Baum et coups de cloche de la présidence)

Här Baum, ech nennen Iech dach elo hei keng Betribler!

(Interruptions)

Ech wollt Iech elo proposéieren, dass mer vläicht eng Kéier an enger Kommissioun géife mat der Steierverwaltung ganz seriö kucken, ob déi Problemer wierklech bestinn. Also, wann e puer Entreprisé bei mech, bei aner Kollegee komm sinn, bei de Sven komm sinn, firwat soll ech Iech hei op der Place publique deenen hir Steierpolitik erklären?! Dat verstinn ech elo net.

(Brouhaha)

Also ganz éierlech! Mir sollen an enger Kommissioun eng Kéier seriö doriwuer diskutéieren. Den Här Mosar hat déi Diskussioun schonn eng Kéier ugefouert, virun iwwer engem Joer. An dee Problem ass nun emol an der Branche! An ech ka mer virstellen, dass e grad an der Horeca-Branche ass, déi wierklech op- an ofgaangen ass. An ech mengen, do ass et jo awer net d'Steierverwaltung oder anerer, déi sollen e Spillverwierwer sinn. Dofir géife mir déi Motioun haut matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Dann huet den Här Jeff Engelen d'Wuert gefrot.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo. Merci, Här President. Ech mengen, mir kënnen déi Motioun hei matstëmmen. Et ass dat, wat mir och schonn emol beim Covidgesetz gesot hunn.

Ech hätt awer just nach eng Ureegung, an zwar: Déi éischte Rei, dat misst jo bal „Horeca“ sinn. Et ka jo net „Horesca“ sinn, well d'Horesca ass eng Gewerkschaft an den Horeca ass de Secteur u sech. An ech ka mer net virstellen, datt d'Gewerkschaften dat solle kréien, mee et ass den Horeca, de ganze Secteur. Wa mer scho mat Jo stëmmen, wollt ech dorobber opmierksam maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. Dann huet den Här Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth (CSV) | Den Här Mosar wollt vir schwätzen. Duerfir huet hien d'Wuert.

M. Fernand Etgen, Président | Ech soen dem Här Roth Merci, datt en d'Prioritéit un den Här Mosar gétt.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo. Merci, Här President. Well ech awer hei och direkt ugeschwat gi sinn, verstitt Der, datt ech awer muss Position bezéien.

Ech mengen och, datt d'Madamm Hartmann d'Motioun vu mengem Kollege Félix Eischen net ganz gelies huet. Et geet nämlech hei och ëm d'Cotisation-socialen. Et geet also en fait souwuel ëm d'Steiere wéi ëm d'Cotisation-socialen. An do hate mer mëtten an der Pandemie eigentlech eng ganz flott Reeglung, déi och deemools do e Report vun den Echeancé vun de Cotisation-socialen decidéiert hat. A mir fannen, datt dat eigentlech och elo e Moyen wär, fir deenen awer staark gebeutelte Betriber aus dem Horesca-Secteur ënnert d'Äerm ze gräifen. Duerfir, dat hutt Der net gesot, an ech mengen, do gétt et am Moment guer keng Méiglechkeeten, fir déi e bëssen ausgesat ze kréien. Dat ass deen éischte Punkt.

An deen zweete Punkt, muss ech Iech soen, an do kann ech awer nëmmen dat widerhuelen, wat den Här Goergen hei gesot huet: Mir gétt och permanent vu Betriber gesot - d'ailleurs net nëmmen aus dem Horesca-Secteur -, datt d'Steierverwaltung awer relativ resolut hei géif virgoen. Duerfir géif ech awer scho fannen, et wär zumindest interessant, Här President, wann een déi Motioun do eng Kéier géif an der Finanzkommission oder an der Wirtschaftskommission, vläicht och eng Kéier mam zoustännege Minister oder deenen zwee zoustännege Ministeren, kucken. Well, wéi gesot, dat, wat mir gesot kréien, ass manifestement net dat, wat Dir elo hei widerholl hutt. A wéi gesot, mir hunn doriwwer eraus de Problem vun de Cotisation-socialen. Duerfir géif ech awer wierklech drëm bieden, datt een zumindest déi Motioun eng Kéier an der zoustännege Kommission diskutéiert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An da wier et um honorabelen Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Ech géif och dat vum Här Goergen ënnerstëtzen, ech soen Iech och ganz kloer firwat. Trotz allen Explikationen, déi d'Madamm Hartmann virbruecht huet ... Hei kënnen jo déi eenzel Betriber queesch duerch d'Land net nach Gutdünke vun dem jeeweilege Preposé vun der Recette traitéiert ginn! Deen een ass vläicht méi flexibel wéi deen aneren. Duerfir ass dat, wou mir - an ech mengen, och den Här Goergen - derfir plädéieren: Dass een eng uniform Reegel huet, fir déi Ausstänn ze gewären.

Firwat? Et geet jo net nëmmen ëm de Montant principal vun enger Avance. Mee wann Der d'Avancen net bezuelt, ob dat e Betrib ass, souwuel bei der Sécurité sociale wéi bei de Steieren, oder eng Privatpersoun, da fällt direkt no engem Mount en zousätzlechen Zënssaz vun 0,6 % de Mount drop. Wësst Der, wat dat ass? Dat si 7,2 % d'Joer.

Dat heescht am Kloertext: D'Leit, ob dat elo d'Betriber sinn, ob dat elo individuell Persoun sinn, déi bezuelen net nëmmen d'Basis vun den Avancen niewent deem, wat se nach als Steierscholden hunn, mee se bezuelen, trotz den héijen Energiepräisser, och nach dem Staat zousätzlech Zënse, déi acunement a Relatioun mat den übleche Maartzënse sinn. Ech mengen, de Staat kann d'Leit natierlech mat Akzisen, mat CO₂-Steieren, mat TVA op deem Ganzen, mat Zënse belaauchten, da kënnst Der soen: Kuckt

emol, wat hu mir vill Keessen hei! Mee d'Leit, déi kënnen dat do net méi bezuelen! A virun allem déi Betriber net! A wat hutt Der dann dervun, wann e Betrib, dee Leit beschäftegt huet, wann Der dee mat esou Moosnamen, wéi déi do, ofwiergt an en dann einfach seet: „Mee dann halen ech op mat deem Ganzen, setze meng Bud a Faillite a kucken, dass ech mat enger anerer ...“? Loosse mer éierlech soen, wéi et an der Praxis oft vir sech geet: Dann hu se eng aner Gesellschaft gegrënnt, sief dat d'Fra oder iergendeen aus der Famill, a se fuere mat där virun. Ech fannen, dass dat, oder mir fannen, dass dat keng rasonabel Approche ass an Zäite wéi dat elo hei ass. Hei muss ee mat Pragmatismus virgoen. Dat heescht net, vum Gutdünke vun deem engen oder anere Beamten ofzehänken, mee hei muss d'Regierung de Courage hunn ze soen: Mir setzen eng Reegel en place, dass mer d'Leit net ofwiergen. An da muss een och de Courage hunn, fir iwwer säi Schiet ze sprangen an net schonn ze soen ... Mir hunn zënter zwee Joer gefuerdert, de Montant bei de Verzuhszënse erofzesetzen. Et ass net normal, dass de Staat an Zäite wéi deenen heite vun de Leit oder vun den Entrepreneuren nach weiderhi 7,2 % Zënse freet fir Echeancen, déi ausstinn. Dat ass op jidde Fall net déi Politik, déi mir als CSV géife maachen. A mir géifen och d'Regierung, trotz eise bescheidenen 21 Deputéierten, invitéieren, mat op dee Wee ze goen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. An dann huet den Här Dan Kersch d'Wuert gefrot.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo. Merci, Här President. Ech wollt dem Här Mosar soen, dass mir op eiser Säit déi Motioun do ganz genau gelies hunn. An dat Éischt, wat eis opfällt, dat ass, dass en préambule ganz vill iwwert den Horesca-Secteur geschwat gétt, mee dass, wann et drëms geet, fir de Gouvernement ze invitéieren, eppes ze ënnerhuelen, den Horesca-Secteur guer net méi gemengt ass, mee dass et eng allgemeng Fuerderung ass, dass alleguerten déi Suen, déi dem Staat am Beräich vun de Steieren a vun der Sécurité sociale geschëlt sinn, bis den 31. Dezember 2024 sollten ausgesat ginn.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, dass dat onméiglech ass an dass mer ëmmer an der ganzer Diskussioun mussen differenzéieren tëschent deenen engen an deenen anere Betriber. Dat kënnst an Ärer Motioun op jidde Fall emol net eraus.

Da wëll ech och nach soen, wat d'Steieren ugeet: Ech mengen, et ass evident, dass net all Betrib, dee sech elo bei de Steiere mell, d'office seng Steierscholde gestundet kritt. Natierlech sinn et nëmmen déi Betriber, déi effektiv Problemer wéinst der Covidkris hunn. An déi aner kënnen net automatesch alleguerten, sou wéi Dir et hei frot, hir Scholde gestundet kréien. Soss komme mer jo an en onméigleche System eran.

An dann, deen zweete Punkt, deen ech nach wollt soen, well Der och nach d'Sécurité sociale ugeschwat hutt: Ech hat elo viru Kuerzem nach mam Minister vun der Sécurité sociale iwwert déi Problematik do rieds. Do ass et schonn haut esou, dass all Betrib, deen am Kader vun der Covidkris belaaucht ass a freet, e Plan d'apurement kritt, deen dräi Joer laang gezu gétt. An dann ass et och kloer, dass, wann dee Plan d'apurement zesumme mam Betrib opgestallt gétt, en do keng Scholdzënse brauch ze bezuelen.

An deem Sënn, mengen ech, ass déi Motioun, déi Der hei virbruecht hutt, einfach net richtig. An dofir ass se ofzeleenen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoools, Här Kersch.

(Brouhaha)

Ech mengen, da kënnen mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 1 kommen.

(Brouhaha)

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 28 Jo-Stëmme géint 31 Neestëmme a kenger Enthaltung ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 29 voix pour et 31 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert (par Mme Diane Adehm), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Max Hengel), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Emile Eicher), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par M. Gilles Roth) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2, wou am Fong geholl e Sondage représentatif beim Secteur iwwert d'Situatioun am Horesca-Secteur gefrot gétt, fir eeben ze kucken, wat an eng Étude approfondie vum Secteur kann afléissen.

(Brouhaha)

Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? D'Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Zu dëser Motioun ass ze soen, dass de Mëttelstandsmistère an och generell d'Regierung u sech permanent mat dem Secteur a mat der Horesca-Federatioun a Kontakt ass an och permanent a Kontakt war, fir dee Secteur - am Fong déi Situatioun vum Secteur - permanent ze suivéieren.

An de Lex Delles huet eis och gewisen, datt si och de Suivi maache vun den Autorisations d'établissements, soudass dee Suivi och souwisou vum Mëttelstandsmistère gemaach gétt.

An dann hu mer nach de Statec, deen och de Suivi mécht vun de Failliten, soudass mir der Meenung

sinn, dass et hei net néideg ass, e Sondage représentatif ze maachen, well de Secteur am Fong permanent gescreent gëtt vum Ministère, och iwwert d'Fédération, soudass ech hei och géif proposéieren, dës Motiou net unzehuelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. Wa keng weider Wuertmeldung méi do ass, kënnen mer och zum Vott iwwert dës Motiou kommen.

(Interruption)

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motiou ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Neestëmme ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf) , MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Félix Eischen), Léon Gloden (par M. Max Hengel), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert (par M. Marc Spautz), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Marc Lies), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Emile Eicher), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par M. Gilles Roth) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Motion 3

Da komme mer zur Motiou Nummer 3, déi vun de Piraten deposéiert ginn ass, wou gefrot gëtt, all de Leit iwwer 16 Joer, déi e Revenu médian hunn oder manner verdéngen, ...

(Brouhaha)

... e Bong vun 20 Euro auszebezuelen.

D'Madamm Hartmann freet direkt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo. Merci, Här President. De Piraten schéngt d'Bongen-Aktioun vun der Regierung gutt gefall ze hunn, fir déi 50 Euro ze ginn, fir och effektiv eis Hoteller ze ënnerstëtzen. Et ass awer elo net virgesinn, fir eng änlech Aide nach eng Kéier weider ze envisagéieren. Ech mengen, mir sinn an dem Phasing-out vun den Aiden. An duerfir géif ech och proposéieren, dass mer dës Motiou net géifen unhuelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. Da freet den Här Goergen nach eng Kéier d'Wuert.

(Brouhaha)

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, merci. Also effektiv huet se eis gutt gefall. Dat hu mer dem Minister Lex Delles och oft gesot an déi Positioun och ënnerstëtzt, dass een heiansdo muss eng Publicitéit maachen, eebe fir dass d'Leit en Ureiz kréien. Mat deene 50 Euro deemools huet jo och kee säin Zëmmer bezuelt, mee et war en Ureiz.

Sou hu mer och dat heite verstanen. Mir waren eebe méi spuersam. Mir hu gesot: 20 Euro, e bësse sozial gestaffelt, fir eeben elo de positiven Image ..., wou mer virduer de Leit gesot hunn, se sollen éischter net an de Restaurant goen, fir hinnen elo ...

(Brouhaha)

... d'Méiglechkeet ze ginn, an de Restaurant ze goen.

(Brouhaha)

Ech verstinn, dass Der déi Propos elo net unhuel, mee et wär awer e schéine Gest gewiescht, fir d'Horeca nach eng Kéier ze ënnerstëtzen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Ech mengen, da kënnen mer zum Vott iwwert d'Motiou Nummer 3 kommen.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motiou ass bei 28 Jo-Stëmme géint 31 Neestëmme ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert (par M. Max Hengel), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Marc Lies), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par M. Gilles Roth) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

M. Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. François Benoy), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Domat ass dës Punkt ofgeschloss.

(Brouhaha)

Domadder si mer och um Enn vun der Sitzung vun haut ...

(Brouhaha)

... ukomm. Déi nächst Sitzung ass fir den 1. Mäerz virgesinn.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 18.42 heures.)

37^e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Marc Spautz, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique p. 61
M. Fernand Etgen, Président

2. Communications p. 61
M. Fernand Etgen, Président

3. Ordre du jour p. 61
M. Fernand Etgen, Président

4. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la situation actuelle en Ukraine p. 61
Exposé : M. Yves Cruchten
Débat : M. Claude Wiseler (interventions de M. Dan Kersch et M. Laurent Mosar) | M. Gusty Graas | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

5. 7962 - Débat d'orientation - Quel avenir pour l'Europe ? Résultats de la campagne de consultation des résidents du Luxembourg par la Chambre des Députés dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe p. 69
Rapport de la Sous-Commission « Avenir de l'Europe » de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten (dépôt de la résolution 1)
Débat : M. Claude Wiseler (interventions de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. François Benoy et M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Simone Beissel | M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Yves Cruchten) |

Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Mme Nathalie Oberweis (interventions de Mme Octavie Modert) | M. Sven Clement (intervention de Mme Simone Beissel) | M. Gusti Graas

Résolution 1 : M. Yves Cruchten

Vote sur la résolution 1 (adoptée)

6. Résolution relative à l'adoption du rapport « Quel avenir pour l'Europe ? Résultats de la campagne de consultation des résidents

du Luxembourg par la Chambre des Députés dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe » sous forme d'avis politique - Article 179 du Règlement de la Chambre des Députés p. 91

M. Fernand Etgen, Président

Vote sur la résolution (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouve : M. Jean Asselborn, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Communications

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 1^{er} mars 2022

1) *La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) *Le projet de loi suivant a été déposé à l'Administration parlementaire :*

7970 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements du projet « An der Schmëtt »

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 24/02/2022

3) *Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

2244 - Demande de pétition publique : Pour que l'index ne profite plus aux gros salaires

Dépôt : Judicaële Bodet, le 24/02/2022

2245 - Demande de pétition publique : Sanctionner le Gouvernement russe suite à l'invasion de l'Ukraine en déclarant l'ambassadeur de la Fédération de Russie persona non grata au Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt : Philippe Nowak, le 26/02/2022

2246 - Demande de pétition publique : Renvoi de l'ambassadeur russe dans son pays suite à l'invasion de l'Ukraine

Dépôt : Alexandre Holzem, le 27/02/2022

2247 - Demande de pétition publique : Lëtzebuergesch Politiker a Politikerinne mussen mindestens fënnef Joer no hirer Amtszäit waarden, éier se an enger internationaler/multinationaler Entreprise schaffen däerfen

Dépôt : Bob Picard, le 27/02/2022

2248 - Demande de pétition ordinaire : Crise en Ukraine et mesures à prendre par la Chambre des Députés pour venir en aide aux défenseurs de la liberté

Dépôt : Guillaume Kayser, le 27/02/2022

2249 - Demande de pétition ordinaire : Gratis Gedrénks an der Kantin vum Athénée

Dépôt : Lisa Schwartz, le 28/02/2022

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Präsidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la situation actuelle en Ukraine

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert déi aktuell Situatioun an der Ukrain. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Claude Wiseler, den Här Gusti Graas, d'Madamm Stéphanie Empain an d'Madamm Nathalie Oberweis. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Yves Cruchten als Vertrieeder vun der LSAP-Fraktioun. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci villmoos, Här Président. A merci besonnesch och Tech, de Kollege vun all de Parteien, Fraktiounen, Sensibilitäten a wat mer net nach alles hunn, fir Är Flexibilitéit, dass mer de Mëtten déi Debatt hei kënnen féieren. Ech mengen, et wär net ubruecht gewiescht, haut de Mëtten iwwert d'Zukunft vun Europa ze schwätzen an d'Aen zouzemaachen an näischt ze soe vis-à-vis vun deem, wat e puer Dausend Kilometer, net wäit ewech vun eis, op dësem selwechte Kontinent am Moment amgaangen ass ze geschéien. Dir wësst, vu wat ech schwätzen: vun der Ukrain.

Här President, léif Kollegeginnen a Kollegeen, Lëtzebuerg ass e klengt Land, mee dat heescht net, dass eist Verhalen an dëser internationaler Kris keng Roll géif spillen oder net vu Bedeitung wier.

Lëtzebuerg dréit eng Verantwortung an eis Entscheidungen hunn och en Impakt. De Kampf géint dem Putin säi Krich an der Ukrain a géint säi Versuch, d'Weltuerdnung ze änneren, gétt op villen Niveaue gefouert. Déi international Gemeinschaft weist, dass si bereet ass, all d'Mëttelen anzesetzen, déi duerfir néideg sinn. Lëtzebuerg huet Méiglechkeeten, dës Efforte konkret ze ënnerstëtzen, déi wäit iwwer eng Symbolpolitik erausginn.

Ech si frou, jo, an och houfreg op eist Land, wann ech gesinn, wéi Lëtzebuerg an deene leschten Deeg reagéiert huet. Lëtzebuerg weist sech solidaresch a leescht säi Bäitrag, fir der Ukrain bäizestoen.

Mir hunn eis kloer positionéiert an ënnerstëtzen d'Ukrain aktiv. Ech begréissen och, dass d'Regierung

iwwert déi lescht sechs Deeg op verschiddenen Niveaue schonn entspriechend Decisioune geholl huet a verschidde Schrëtt ageleet huet. Mir hunn op méi wéi engem Wee eisen Deel bäigedroen, sief dat politesch, ekonomesch, symbolesch, humanitär oder och militäresch.

An éischer Linn huet déi international Communautéit Russland mat enger Partie historesch eemolege Sanktioune konfrontéiert. Nach ni an eiser Zäitgeschicht hu sech esou vill Länner zesummedoen, fir esou haart Sanktioune géint een Aggresseur auszeschwätzen. An direkt e puer Päck, déi no an no decidéiert gi sinn, si virun allem Privatpersounen a Finanzservicer vun der russescher Economie cibléiert ginn. Et ass wichteg, dass d'Sanktioune geziilt agesat ginn an déi russesch Economie op der richteger Plaz getraff gétt!

Zu de viséierte Privatpersounen gehéieren ënner anerem de Wladimir Putin an de russeschen Ausseminister Sergej Lawrow souwéi aner russesch Oligarchen, déi hinnen nostinn.

Gëschter ass confirméiert ginn, dass d'russesch Banken och aus dem Kommunikatiounssystem SWIFT ausgeschloss ginn.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Nodeems verschidde Memberstaate souwéi och Lëtzebuerg hire Loftraum fir russesch Maschinnen zougemaach hunn, huet d'Europäesch Unioun den europäesche Loftraum fir all d'russesch Filgere gespaart. Dës Mesure sanktionéiert net nëmme Russland, mee dréckt an engems och eis Ënnerstëtzung fir d'Ukrain aus.

Fir Desinformatioun a Propaganda vum Kreml ze ënnerbannen, ginn déi russesch Staatsmedie Sputnik a Russia Today esouwéi hir Duechterfirmen vun der Europäescher Unioun gespaart. Op dëser Plaz spillt Lëtzebuerg als Mediastanduert och eng Roll. D'Entscheidung vun der EU, dës Fernseesenderen ze spären, kann d'SES hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen.

D'LSAP-Fraktioun steet hanner all dës Sanktioune, déi d'Europäesch Unioun an déi lëtzebuergesch Regierung an a deschten Deeg ausgesprach hunn. Mir hunn en Donneschdeg hei an der Chamber haart a konsequent Sanktioune gefuerdert a mir sinn och frou, dass dat elo geschitt.

Et deet och gutt ze gesinn, dass d'Unioun anescht wéi an der Vergaangenheet fir eng Kéier eng grouss Eenegkeet weist. Mir sinn alleguerte begeeschtert iwwert den Elan vu Solidaritéit, deen an der Welt, an Europa an och eeben zu Lëtzebuerg ze gesinn an ze spieren ass. Bei de Manifestatiounen huet sech net nëmme déi ukrainesch Diaspora versammelt, mee och Lëtzebuerg, Bierger vu sëllegen aneren Nationalitéiten an och vill Russen, déi drop gehalen hunn, ëffentlech ze weisen, dass si zesumme mat der Ukrain stinn.

Ech drécken hei och gär mäi Respekt a meng Bewonnerung aus fir all déi daper russesch Bierger, déi sech

a Russland géint dem Wladimir Putin säi Krich ausschwätzen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | D'Solidaritéit huet an de leschten Deeg vill Formen ugehall. Gebaier wéi eis Chamber oder Gemengegebaier si blo a giel beliicht ginn an den ukrainesche Fändel ass dacks erausgehaange ginn. Vum symbolesche Point de vue hunn ech mir soe gelooss, dass d'Ukrainer hir Haaptstad „Kyiv“ nennen. „Kiew“ wéi mir dacks soen, ass déi russesch Bezeichnung. Well et ubruecht ass, eng Stad och esou ze nennen, wéi et vun hirem Vollek gewünscht a gewollt ass, sollte mir alleguerten an Zukunft probéieren, „Kyiv“ ze soen, esou wéi d'Ukrainer dat och maachen.

Hei zu Lëtzebuerg ass d'Solidaritéit awer och wäit iwwert d'Symbolik erausgaangen. Lëtzebuerg huet grondsätzlech e ganz staarken Engagement an der Entwécklungszusammenaarbecht an och an der humanitärer Hëllef. Dësen Engagement fousst op enger ganz breeder Akzeptanz bei eiser Bevëlkerung. Ënner anerem weist sech dat an der grousser Zuel vu Benevollen, déi an Hëlleforganisatiounen aktiv sinn, an deene villen Donen, déi vu Privatleit fir humanitär Zwecker erakommen, oder un de ville Leit, déi sech perséinlech engagéieren fir ze hëllefen.

Och an dëser Kris gëtt et ganz vill Initiative vun Organisatiounen a Privatleit, fir Solidaritéit mat de Leit an der Ukrain ze weisen an hir Hëllef unzëbieden. Ech wëll bei dëser Geleeënheet all deene Leit mäi Respekt ausdrécken an e ganz grousser Merci soen.

De Lëtzebuurger Staat wäert ganz sécher och am Beräich vun der humanitärer Hëllef säi Bäitrag leeschten. Eise Minister Franz Fayot huet matgedeelt, dass an engem éischten Ament eng Millioun Euro deblockéiert ginn. Soubal d'Koordinatioun um internationale Plang gereegelt ass, ass de Ministère bereet, fir weider Schrëtt anzuleeden, fir deem Leed, dat dëse Krich erbäiféiert entgéintzewierken.

Och vun der Santé an dem Inneministère gouf op de Wonsch no Zivillschutz a medezinneschem Material reagiert. Dat alles gëtt eng laangfristeg Aufgab. Mir hoffen natierlech, dass déi resolutt Reaktioun vun der internationaler Gemeinschaft e séiert Enn vum militäresche Konflikt kéint erbäiféieren. Mee och am beschte Fall wäert d'Ukrain iwwer Joren Ënnerstëtzung brauchen, net nëmmen, fir zerstéiert Stied erëm opzebauen, mee virum allem, fir eng schwach Economie, déi ëmmer vu Russland ofhängeg war, ze stabiliséieren. Dës Hëllef muss egal wéi gutt koordinéiert ginn. Dat géllt net nëmmen elo an der Urgence: Solidaritéit mat der Ukrain wäert besonnesch da gebraucht ginn, wann d'Opmierksamkeet vun de Medien net méi op dësem Konflikt an op senger Konsequenz läit. Lëtzebuerg ass an där Hëllecht ëmmer e verlässleche Partner gewiescht.

Här President, ier mer vun enger Stabiliséierung an der Ukrain kënne schwätzen, muss mer hëllefen, déi ukrainesch Bevëlkerung virum den Attacken ze schützen an déi Betreffen och ausserhalb vun der Ukrain a Sécherheet bréngen. De Krich forcéiert d'Leit, hiert Doheem an hir Heemecht ze verloossen. Si mussen flüchten, fir sech a Sécherheet ze bréngen. D'UNO geet aktuell dervun aus, dass ronn 4 Milliounen Mënschen opgrond vum Krich wäerten d'Ukrain verloossen. De Gros vun dëse Mënsche kënnt an d'Europäesch Unioun.

D'EU-Memberstaaten, déi eng Grenz mat der Ukrain deelen, sinn amgaangen, dës Mënschen opzehuelen. Et ass evident, dass déi baltesch Staate Polen, Ungarn, Slowakei a Rumänien net dierfe mat dëser Aufgab eleng gelooss ginn. Mir mussen eis mat de

Staaten am Oste vun der Europäescher Unioun solidarisch weisen, esou wéi Lëtzebuerg mat de Länner am Süde vun Europa solidaresch war, wéi vill Mënschen iwwert d'Mëttelmier an Europa geflücht sinn.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mir mussen och elo mat de Länner an Ost- an Zentraleuropa zesammenhalen. Et mussen op europäeschem Niveau Korridoren assuréiert ginn, déi et de Mënschen erlaben, a Sécherheet ze kommen a mat Dignitéit opgeholl ze ginn.

Op dëser Plaz géif ech den Här Minister froen, wat ënnerholl gëtt, fir eng koordinéiert europäesch Approche un den Dag ze leeën an d'Mënschen, déi aus der Ukrain flüchten, an der Europäescher Unioun sécher opzehuelen. Vu dass eng komplett Visa-Liberaliséierung mat der Ukrain virläit, kënnen Ukrainer legal an de Schenge-Raum areesen an dierfe sech hei fir 90 Deeg ophalen. Fir hire Status an hire sécheren Openthalt iwwert dësen Zäitraum vun dräi Méint eraus ze garantéieren, muss mer awer elo handelen.

Wéi eng Mesuren huet d'Europäesch Unioun wëllen en place ze setzen, fir d'Prozeduren ze vereinfachen an d'Situatioun vun de Mënschen, déi virum Krich fortlafen, ze verbessern? Eist Zil muss et jo sinn, esou kuerz an esou mann wéi méiglech bürokratesch ze sinn!

Här President, d'Erfahrungen aus den zwee Weltkrieger am leschte Joerhonnert hunn Europa déif markéiert. „Ni méi Krich!“, dat ass e Leitmotiv vun der Europäescher Unioun. Staark Handelsbeziehungen, Kooperatioun, Austausch an diplomatesch Léisunge vu Konflikter gehéieren zu dem Fundament vun eiser Unioun.

Entspreechend zréckhalend war d'EU ëmmer um militäresche Plang. Grad fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ass dat déi Grondhaltung, déi ëmmer ganz wichteg war. Dës Zréckhaltung ass awer keng Schwächt, déi vu skrupellose Krichsdreier kann ausgenutzt ginn. Elo, wou et drop ukënn, huet d'EU bewisen, dass si bereet ass, hir Wäerter noutfalls och mat militäresche Mëttelen ze verteidegen.

Wann d'Ukrain soll eng Chance hunn, fir hir Bierger virum den Attacken vun der russescher Federatioun ze schützen, brauch se och militäresch Ënnerstëtzung. D'EU huet duerfir en Tabu gebrach a liwwert Waffen an anert Material. Als LSAP si mir net frou doriwwer, dass dës Schratt noutwendeg ass. Mir halen et awer fir richtig an dëser Situatioun.

Gëschter Moien huet eise Verdeedegungsminister bekannt ginn, dass Lëtzebuerg och militäresch Ënnerstëtzung wäert leeschten. Mir begrëssen dem Minister Bausch seng Decisioun, Material un d'ukrainesch Arméi ze liwweren, esou wéi aner europäesch Länner dat eeben och maachen. Et ass an eisen Ae gutt, dass d'Regierung séier reagiert, fir der Degradatioun vun der Situatioun an der Ukrain entgéintzewierken.

Här President, ech hunn ugangs vu menger Ried gesot, dass mir och als klengt Land eis Roll hei ze spillen hunn. Ob politesch, ekonomesch, militäresch oder am Humanitären, Lëtzebuerg hält seng Verantwortung. An et ass och ergräifend ze gesinn, wéi sech weltwäit d'Solidaritéit mat der Ukrain weist, op Manifestatiounen a quasi all den Haaptstied, an der UNO, wou souguer China sech bei der Russland-Resolutioun enthalen huet, awer net dergéint gestëmmt huet, an de grousser Sportsverbänn vu FIFA iwwer UEFA, IOC bis zu allen anere Sportarten, iwwerall gëtt unisono Russland aus de Kompetitioune gestrach. Dat war nach ni do!

Russland steet ganz eleng do. D'Welt verurteilt den Här Putin a säi Regimm. D'Welt verurteilt dës Krich an d'Verbrieche, déi den Ament an der Ukrain geschéien. D'Welt wëllt, dass Konflikter friddlech geléist ginn an net militäresch. An dat ass vläicht de groussen Ënnerschied tëscht haut an der Zäit vum Kale Krich. Mir wënschen eis alleguerten, dass d'Waffen erëm séier agepaakt ginn an d'Leed fir d'Leit an der Ukrain ganz séier en Enn fénn! Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Cruchten.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Claude Wiseler (CSV) | Villmoos merci, Här President. Bei deem, wat mer an deene leschten Deeg erlieft hunn, bei deem onprovocéierten, mat näischt ze justifizéierenden Alafen an d'Ukrain gëtt et e Virdrun an et gëtt en Duerno. Villes, wat mer an Europa gegleeft a gehofft hunn, ass brutal a Fro gestallt. Iwwert d'Prinzipien a Reegelen, déi mer eis an Europa ginn hunn an déi eis 75 Joer Fridde bruecht hunn, ass e brutalen Diktator einfach mat senger Panzere gefuer. Dat konnt net ouni Konsequenze bleiwen.

Am Ufank wollt ech just e Gedanken un d'Ukrainer hunn, déi kämpfen, awer och déi, déi op der Strooss sinn an déi virum Krich flüchten. Si sinn Affer, si leiden a si hu Courage. Mir bewonnere se a mir mussen a mir wëllen hinnen hëllefen.

Ech soen awer och gären hei mäin déiwe Respekt virum President Selenskyj, well ech muss éierlech soen: Hien ass fräi gewielt vum ukrainesche Vollek an en erfëllt säi Mandat, seng Missioun mat engem Asaz a mat engem Courage, deen déi gréissten Unerkennung fuerdert!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Dofir muss mer him an dem ukrainesche Vollek iwwerall do hëllefen, wou mer et kënnen.

D'Europäesch Unioun huet e grousser Pak u Sanktioune geholl. D'Lëtzebuurger Regierung huet déi Sanktioune ënnerstëtzt. An ech soe gär ganz kloer hei: Dat waren déi richtig Decisiounen! Mir als CSV sti voll do hannendrun, ohne wenn und aber. Mir hu se gefrot, mir ënnerstëtze se, Här Minister!

Dës Sanktioune hu schonn éischt Konsequenzen a Russland, eleng schonn, wann een d'Schwiergekeete vun der russescher Währung haut gesäit. Esou war et geduecht: Den Drock geet an d'Luucht.

Dës Sanktioune - dat muss een awer och gesinn - wäerten an deenen nächste Wochen, an där nächster Zäit och Konsequenzen op d'EU an op Lëtzebuerg hunn. Mee och do wëll ech kloer soen: Mir stinn haut hannendrun, mir stinn och muer hannendrun, och wann d'Konsequenze Schwiergekeete wäerte bréngen. Dat ass e Minimum.

Mir begrëssen och dem Minister Bausch seng Decisioun, fir Lëtzebuurger Waffen an d'Ukrain ze schécken. Dat ass an eisen Aen eng fundamental richtig Decisioun. Et kéint een elo de Regret ausdrécken, datt verschidden EU-Decisiounen, verschidden däitsch Decisiounen, verschidden Lëtzebuurger Decisiounen, net éischter geholl gi sinn, mee ech soe ganz kloer: Et ass net d'Zäit fir ze meckeren, an ech hunn och keng Loscht, fir hei ze meckeren!

An ech gesinn och - ech soen dat och gär -, wat fir e grouse Wee verschidde Parteien a verschidde Regierungen hu misse goen, fir zu esou Decisiounen ze kommen, déi wäit ewech ware vun deem, wat se elo jorelaang gegleef hunn. An ech respektéieren och, dass se dee Wee gaange sinn. Dat war wichteg an dësem Moment.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat gëllt jo och fir Iech!

M. Claude Wiseler (CSV) | Dat zielt och fir eis. Et war och e Wee ze goen, evidenterweis, Här Kersch. Et schéngt mer evident.

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler (CSV) | Mee ech wëll net elo hei Diskussiounen declenchéieren. Mir sinn e Wee gaangen, jiddweree vun eis, fir déi eng war et méi wäit wéi fir déi aner, mee et ass hei e Kippunkt an der europäescher Geschicht, an der Lëtzebuurger Geschicht gewiescht, dee mer elo gemeinsam geholl hunn, an och dat Gemeinsamt war wichteg.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dir hutt ganz Recht!

Une voix | Voilà!

M. Claude Wiseler (CSV) | An ech muss och soen, dass dat, wat an dräi Deeg als Wee vun eis all gemaach ginn ass, dee Pak, deen elo Realitéit ass, d'Wiss, mat där mer en decidéiert hunn, déi Unanimitéit, déi mer an Europa hunn, déi Solidaritéit och mat aneren demokratesche Länner, dat hätt ech virun zwou Wochen net fir méiglech gehalen, wierklech net fir méiglech gehalen!

An ech wëll et einfach soen: Ech sinn am Fong houfreg, Europäer ze sinn, mat deem, wat mer haut fäerdegbruecht hunn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Et wäert eng Flüchtlingswell op eis zoukommen. Mir hu schrecklech Biller gesinn, schrecklech Biller vu Leidensgeschichte vu Leit, déi d'selwecht si wéi mir. Polen, d'Slowakei, Ungarn a Rumänien sinn als Éischt betraff. Dës Länner maachen hiren Job - an och dat muss ee soen - op eng groussaarteg Aart a Weis an dësem Moment. Si maachen dat, wat se kënnen. A si mussen kënnen op europäesch Solidaritéit zielen. Mir ënnerstëtzen all d'Gemengen, déi Gebaier zur Verfügung stellen, déi elo schonns den Accueil virbereeden, dee mer mussen maachen. Mir begrëssen all déi Plazen, wou elo scho gekuckt gëtt, fir Kannerbetreuung ze organiséieren an alles, wat ee braucht.

Mir fuerderen och vun der Regierung - an ech weess, dass d'Regierung och amgaangen ass, dass ze maachen -, d'Organisatioun vun der Logistik, déi muss preparéiert ginn, fir och staatlech Gebaier zur Verfügung ze stellen. Ech hu mer schonn d'Fro gestallt - och Portugal ass amgaangen, dass ze kucken -, wou um Aarbechtmarché nach Besoine sinn, fir och do kënnen Integratioun ze maachen. Alles dat si Pisten, déi elo scho mussen gaange ginn a wou ech wollt soen, dass mir als Oppositioun do hëllef, wou mer kënnen hëllef.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Dës Kris huet och gewisen, dass mer militäresch net gutt opgestallt waren. Mir soen, dass mer hei an der Chamber eng Diskussioun brauchen iwwert d'Ausrichtung, iwwert de Finanzement an iwwert d'Ékipement vun der Lëtzebuurger Arméi. Et ass fir eis ganz kloer, dass mer mussen eisen Defensebudget un déi europäesch Besoinen an an Zukunft och un d'NATO-Besoinen

upassen. Vun 0,6 % haut denke mir, dass mer e gutt Stéck iwwert déi 0,74 % mussen erausgoen, déi d'Regierung bis 2040 virun e puer Woche geplangt hat.

Mir mengen, dass mer eng Zilsetzung vun 1 % ustriewe kënnen, mee doriwver hätte mer gär mat Iech alleguer gemeinsam zesummen eng Diskussioun heibannen. Mir mengen, dass mer dat kënnen finanziell packen. Mir mussen och kucken, ob mer et ëmgesat kréien, an ob mer et sënnvoll ëmgesat kréien um Terrain, an dat ass déi Diskussioun, déi mer heibanne gär hätten.

A schlussendlech brauche mer - an dat ass eis Iwwerzeugung - och eng Debatt iwwert d'Energiepolitik heibannen. Mir brauchen an Europa, an och zu Lëtzebuerg, manner Dependenz, méi europäesch Autonomie, fir net Erpressungen ausgesat ze sinn, andeem mer eis Klimaziler hei zu Lëtzebuerg berücksichtigen. A mir wëssen all, dass dat e schwieregen Exercice wäert ginn.

Dofir brauche mer eng technologesch oppen Diskussioun ouni Tabuen, wéi mer d'Transitiounsphas zur erneierbarer Energie wäerten an den nächste Jore gestalten. A wann ech soen „ouni Tabu“, dann heescht dat, dass mir och iwwert d'Plaz vun Nukleare mussen kënnen oppen heibanne schwätzen. Ech gesinn, dass och an Däitschland doriwver eng oppen Diskussioun, notamment vun Här Habeck, ugefaange ginn ass.

Ech géif mer wënschen - an ech weess, dass dat eng ganz schwiereg Diskussioun ass, mee mir mengen, dass se noutwendeg ass -, ech géif mer just wënschen, dass mer déi Diskussioun an aller Sobrietéit kënnen mateneen heibanne féieren, well mer mengen, dass se noutwendeg ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Zum Schluss wëll ech soen, dass haut awer d'Zäit vun der Solidaritéit ass, dass haut d'Zäit vun der Unitéit ass, dass haut d'Zäit ass, fir do ze hëllef, wou Misär a Leed ass. An d'Zäit, fir all deenen, déi Mënscherechter mat Féiss rennen, all deenen, déi d'Fräiheet wëllen ënnerdrécken, all deenen, déi d'Liewe vun anere ganz einfach veruechten, ze weisen, dass Europa staark ka sinn an dass Europa all seng Moyenen unwennt, fir Krichsverbriecher net gewäerden ze loossen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Här Wiseler, erlaabt Der nach, dass den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

M. Claude Wiseler (CSV) | Wann den Här Kersch wëllt.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här Wiseler, ech wollt Iech fir d'Éischt, éier ech d'Fro stellen, Merci soe fir déi Wieder, déi Der elo gesot hutt, virun allem fir déi gemeinsam Solidaritéit, déi mer gewisen hu vis-à-vis vun ukrainesche Vollek, an och fir eng Rei vun interessante Voleten, déi Der an Ärer Ried ugeschwat hutt, ënner anerem d'Entwécklung vun der Arméi. Wat ech e bëssen als onprezis empfonnt hunn, dat war dat, wat Der gesot hutt, dass mer eng Diskussioun mussen féieren iwwert d'Atomnotzung, wat d'Energie ugeet.

M. Claude Wiseler (CSV) | Nee, nee. Ech hunn, Här Kersch, ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hat dat esou verstanen. Duerfir wär ech frou, wann Der géift Är Präzisioun dozou ginn.

(Brouhaha)

Wann Dir der Meenung sidd, dass mer an Zukunft sollen Atomkraaft gebrauchen, fir Energie ze produzéieren, da sot et wannechgelift an där Form.

(Brouhaha)

Wann Der der Meenung sidd, dass dat net soll de Fall sinn, da sot et och an där Form. Ech mengen, dass Der Recht hutt, ...

M. Claude Wiseler (CSV) | Här Kersch ...

M. Dan Kersch (LSAP) | ... ech mengen, dass Der Recht hutt, dass ee muss iwwer alles diskutéieren.

M. Claude Wiseler (CSV) | Voilà!

M. Dan Kersch (LSAP) | Do ginn ech Iech honnertprozenteg Recht. Mee fir einfach ze soen, et soll een et diskutéieren, ouni awer dann emol eng Undeutung vu Richtung ze ginn, an déi ee wëllt zéien, ass e bëssen einfach. An duerfir wollt ech froen, ob Der do kennt Präzisiounen ginn.

M. Claude Wiseler (CSV) | Här Kersch, ech hu schonn direkt probéiert - well ech wouss, wat fir eng Reaktiounen dat haaptsächlech bei Iech géif sollicitéieren -, déi Diskussioun ouni Polemik ze maachen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech sinn och haut net bereet, eng Polemik unzefänken.

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar | Voilà!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Här Mosar, wannechgelift, loosst den Här Wiseler schwätzen.

M. Claude Wiseler (CSV) | Dat, wat ech gesot hunn, ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hunn Iech eng Fro gestallt, ech hunn net vu Polemik geschwat.

M. Claude Wiseler (CSV) | An ech äntwerten Iech och op déi Fro. Dat, wat ech gesot hunn - an dohannert sti mer honnertprozenteg -, dat ass, dass mer wierklech hei an Europa an zu Lëtzebuerg eng Energiedebatt mussen féieren, well mer iwwerzeugt sinn, dass déi Froen haut anerer si wéi déi, déi sech viru 14 Deeg oder virun dräi, véier Woche gestallt hunn.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Dat heescht fir eis, dass mer eis mussen decidéieren, wéi mer déi Transitiounsphas packen, déi eis dohinner féiert, wou mer mat alternativen Energien, mat gréngen Energien, eisen Approvisionnement, eis Autonomie kënnen geréieren. Iwwert déi Transitiounsphas waren haut an de Gedanke vun der Regierung a vu sämtlechen europäesche Regierungen eng Rei Prinzipie relativ kloer. Mat dem Fait, dass mer elo manner Gas a manner aner Energiestoffer aus Länner wéi Russland kréien, muss déi Fro frësch gestallt ginn a mer mussen kucken, wéi mer dat gemeinsam packen.

Dat kënnen mir net nëmmen als Lëtzebuerg eleng maachen, dass mussen all d'europäesch Länner maachen. Déi aner europäesch Länner maachen dat, andeem se alleguer déi potenziell méiglech Energiesourcë consideréieren an da kucken, wat méiglech ass a wat net méiglech ass. Déi Diskussioun hätt ech och gär zu Lëtzebuerg an ech sinn der Iwwerzeugung, dass mer déi kënnen ouni Tabu féieren an dass mer da kënnen Léisunge fannen.

(Interruption)

Dat ass dat, wat mer gesot hunn, net méi an net manner!

An ech hoffen, dass ech mat de Kolleegen ... Déi Decisioun fällt eis och schwéier, ganz, ganz schwéier. Mee ech mengen, dass et awer derwäert ass an ech hoffen, dass mer et fäerdegbréngen, hei am Parlament a mat

der Zivilgesellschaft se esou ze féieren, datt mer der Realitéit kënnen an d'A kucken. An d'Realiteit ass haut, ech hunn et am Ufank vu menger Ried gesot, eng aner wéi d'lescht Woch.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas agedroen. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Zënter sechs Deeg ass Krich an der Ukrain. Dat heescht, zënter sechs Deeg ass vill Leed iwwert d'ukrainesch Populatioun komm. D'Ausmoosse vum materiellen a vum mënschleche Schued sinn net genee bekannt, mee Estimatiounen no ass allerdéngs ganz vill Misär entstanen.

D'Virgoe vu Russland a virun allem vun hirem President, vum Här Putin, ass inakzeptabel an et muss eemol méi hei op d'Schäerfst zréckgewise ginn. D'Violatioun vun elementare Mënscherechter an d'Selbstbestëmmung vun enger Natioun a Fro ze stelle ka fir eis jiddefalls net esou akzeptéiert ginn. An d'Fro muss gestallt ginn: Wat stellt Russland sech vir?

Wëllt Russland d'Weltuerdnung änneren? An ech mengen, grad vun esou engem Regimm hu mir eis jiddefalls hei keng Lektouneen erdeelen ze loosse, well all déi fräiheetlech gesënnte Länner - an et mierkt een, et sinn der ganz vill op der Welt -, déi sollen elo méi wéi jee fest zesummestoen an de Russe wierklech weisen, wat de Wee soll sinn, fir datt een an Harmonie kann op dëser Welt liewen.

Wa jiddefalls dës kuerz Kris bis elo eppes gewisen huet, dann ass et déi enorm Solidaritéit, déi an deene leschten Deeg hei entstanen ass, an datt d'Europäesch Unioun an och d'NATO sech kënnen doriwuer eraus op ganz vill Partner verlossen. Ech denken do virun allem un déi transatlantesch Partner. Et sinn nëmmen e puer Regimmer, an dat ass keng Iwwerrassung, déi de Russen am Moment de Réck stäipen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'NATO ass ganz kloer eng Verdeidigungsgemeinschaft. An dëser Problematik spillt den Artikel 5 natierlech net, mee dës Kris beweist awer eemol méi, wéi wichteg, wéi noutwendeg et ass, datt mer eng Verdeidigungsgemeinschaft wéi d'NATO hunn. An d'Russe sinn ouni Zweifel iwwerrascht iwwert d'Virgoen an och iwwert d'Effizienz vun der NATO. Dat, wat emol d'Leit gesot hunn, se wier obsoleet, se wier gehierdout, dat ass jiddefalls elo awer ganz kloer bewise ginn, datt dat net de Fall ass. An et kann ee scho bal soen: D'NATO ass amgaangen, eng Renaissance ze erliewen!

Beispillhaft ass awer ouni Zweifel och d'Reaktioun vun der Europäescher Unioun. An ech gehéieren och zu deenen, déi positiv iwwerrascht sinn, wat an deene leschten Deeg hei um Niveau vun der Europäescher Unioun passéiert ass. Et war richtig, fir schnell zwee Paqueten ze ficeléieren, fir Sanktiounen ze erloossen. An et kann een elo scho soen, datt d'russesch Ekonomie hei am Häerz getraff ginn ass. Sécher, och eis huet et wéigedoen, mee ech mengen, dat muss eis awer den Asaz wäert sinn.

Wann een nëmme kuckt, wéi d'russesch Aviatioun hei getraff ginn ass, oder wann ee virun allem kuckt, wéi d'russesch Banken oder d'Zentralbank hei getraff ginn, virun allem och duerch d'Suspendéierung vum SWIFT-System, wat jo am Ufank net onbedéngt esou virgesi war, da muss een awer gesinn, datt dat heiten ouni Zweifel dee richtige Wee war.

An duerfir begrësse mir als Demokratesch Partei och all déi Moossenamen, a mir begrëssen och doriwuer eraus, datt och um medialen Niveau verschidden Televisiounschäinelen elo zougemaach gi sinn, sief dat de Sputnik, sief dat RT.

Eis Solidaritéit gëllt natierlech de Moment ganz kloer dem ukrainesche Vollek. Déi Biller, déi eriwuerkommen, sinn extreem schockant an et ass fir eis als Demokratesch Partei och ganz kloer, datt mer extreem flexibel elo mussen handelen, wat d'Ophuele vun ukrainesche Flüchtlingen ubelaangt.

Op där anerer Säit ass et awer och wichteg, datt mer déi néideg militäresch a logistesche Ënnerstëtzung an dësem Moment deem Land zoukomme loosse. An ech wëll hei virun allem Däitschland ernimmen. Virun dräi Deeg hätt een net geduecht, datt op eemol esou e Revirement kéim an der Approche zu där ganzer Problematik, an et ass och richtig an och gutt esou.

Op där anerer Säit huet d'Europäesch Unioun elo 500 Milliounen aus dem Friddensfacilitéitsfong zur Verfügung gestallt, fir eben, wéi gesot, dem Land déi néideg militäresch Ënnerstëtzung ze ginn. An och d'Lëtzebuurger Arméi huet sech hire Moyenen no solidaresch gewisen, an et ass och dat, wat mir als Demokratesch Partei hei besonnesch ënnersträiche wëllen. Ech mengen, de Loftraum ass fir russesch Flieger zougemaach ginn. Dann hu mer eng Rei Materialien zur Verfügung gestallt, sief dat Jeepen, sief dat Zelter oder, virun allem, sief dat awer och déi Panzerofwieraffen.

Eppes ass jiddefalls kloer: Mir si mat viséiert hei, och als Lëtzebuerg. De Fridden ass hei net nëmmen um Niveau vun der Ukrain a Fro gestallt, mee ech géif esouguer esou wäit goen ze soen, en ass net nëmmen um Niveau vun Europa a Fro gestallt, mee doriwuer eraus. Also ass et och evident, datt e Land wéi Lëtzebuerg hei seng Responsabilitéit iwwerhëlt. An et muss een och hei drun erënneren: Mir si keen neutraalt Land méi. A gottseidank, datt mer net méi am Zenario vun 1867 sinn!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, natierlech muss awer d'Diplomatie nach wie vor aktivéiert ginn. D'Diplomatie muss nach ëmmer déi beschte Waff bleiwen. Mee dem Här Putin ass net méi ze traue. Ech mengen, spéitstens zënter enger Woch muss een dat kloer an däitlech hei soen. Egal, wat den Här Putin seet, et muss een et ëmmer erëm hannerfroen. Et kann een deem Mann einfach kee Vertraue méi schenken!

Ech hunn et als eng satiresch Nott emfonnt, datt e Friddensgesprécher proposéiert huet, an dat um belarussesche Buedem. Dat war jiddefalls typesch, wéi deen Här wëllt virgoen!

Mir mussen jiddefalls och hei am Westen all Effortemaachen, fir datt de System a Russland geschwächt gëtt. Mir müssen also och deenen oppositionelle Bewegungen eis Ënnerstëtzung ginn. An et sinn der do. Mir sollen dat net ënnerschätzen! Et soll een net an der Illusioun liewen, wéi wa muer de Regimm Putin géif zesummebrechen. Mee mat Sécherheet gëtt et eng gewëssen Oppositioun, déi amgaang ass, sech ëmmer méi breet ze maachen, och a Russland, an déi muss och de maximalen Appui vun eise Länner hei kréien.

An et huet ee jo och ëmmer méi d'Gefill, wéi wann d'Invasionsvirstellung vum Här Putin awer bis elo hannert sengen Erwaardunge bliwwen sinn, dank virun allem och dem enorme Courage vum ukrainesche Vollek. An ëmsou méi ass dat eng Urssaach, fir d'Ukrain och an Zukunft nach massiv um militäresche Plang ze ënnerstëtzen. Jiddefalls, eppes ass fir eis als

Demokratesch Partei ganz kloer: De Weste muss nach ëmmer ganz kloer fest zesummestoen! D'Mesuré muss weidergoen. Moskau muss an d'Knie gedréckt ginn, soulaang jiddefalls, bis datt dee Krich hei en Enn kritt.

An eppes ass sécher, an dat soll och mä Schlusswuert sinn: Fir eis ass déi Kris hei eréischt eriwuer, wann dräi Konditiounen erfëllt sinn.

Déi éischt ass, datt dee leschte russeschen Zaldot ukraineschen Terrain verloosst huet.

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Déi zweet ass, datt d'Ukrain hir total Selbstbestëmmung erëmkrutt an och behält an datt se ka selwer decidéieren, a wat fir eng Allianz se wëllt an Zukunft goen a sech net nach vu Moskau muss soe loosse, wat se d'äerf a wat se net d'äerf.

An dann eng drëtt Saach, wat, mengen ech, evident ass: Et muss d'Fro gestallt ginn, ob net den Här Putin respektiv seng Mataarbechter solle fréier oder spéider virun den Europäeschen oder den Internationale Geriichtshaff gestallt ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An da wier et un där honorabelen Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir erliewe grad eng ganz dramatesch Situatioun, déi déi ganz Welt an Otem hält. An der Ukrain selwer ass d'Situatioun relativ oniwiersiichtlech, op d'mannst emol vu baussen. Mee wat evident ass, dat ass, dass dës Invasioun net esou leeft, wéi de Putin sech et virgestallt huet.

Seng Truppe kommen net gutt virun, well d'Ukrainer sech mat allem wieren, wat se hunn. Elo kann een natierlech vill driwwer spekuléieren, wisou dat esou ass, ob et ass, well de Putin d'Saach falsch ageschat huet oder well dat russescht Militär sech net richtig preparéiert huet. Deen een oder deen anere freet sech mëttlerweil och, ob déi russesch Truppe sech effektiv immens vill Méi ginn, fir an deem Krich weiderzekerommen, e Krich, deen net hiren ass.

Wat mir an deem Kader awer elo relativ vill Suerge mécht, dat ass, dass déi Frustratioun iwwer mangelnd Erfolger beim Putin eventuell kéint derzou féieren, d'Attacken op d'Ukrain massiv ze verstärken an eng nächst Eskalatiounsstuf ze declenchéieren. Domadder wärend d'Zivilisten dann nach méi a Gefor. Elo scho sinn Honnerttausende Mënschen aus der Ukrain geflücht. Den UNHCR rechent potenziell mat bis zu véier Milliounen Flüchtlingen.

An Europa reagéiert: Et ass eng Risewell vu Solidaritéit, déi sech op all Niveau weist. Vun den Honnerttausende Leit, déi un Demoen deelhuele, iwwert den Accueil vun de Flüchtlingen hannert der ukrainescher Grenz bis hin zu de ganz substantielle Mesuren, déi vum Westen a besonnesch och vun der EU getraff gi sinn an déi hiresgläiche sichen. SWIFT, Waffeliwwerungen, Sanktioune géint Oligarchen, déi dem System Putin nostinn, jo souguer d'Schwäiz huet sech den EU-Sanktiounen ugeschloss.

An effektiv ass d'EU wéi verwandelt. Wann et dem Putin säin Zil war, d'EU ze schwächen, dann huet en elo genau de Géigendeel erreecht. Et war elo am Endeffekt hien an hie ganz eleng, deen derfir gesuergt huet, dass d'EU ganz no beieneegerékelt ass an zu engem seriösem aussepolitischen Acteur ginn ass, dee couragéiert mat enger Stëmm schwätzt.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Et ass och hien eleng, deen den däitsche Pazifismus begruween huet a Schweden a Finnland derzou verleet huet, vill méi no a Richtung NATO ze réckelen. Ma een, dee mat engem Atomkrich dreet, well e sech selwer därmoossen an d'Abseits manövréiert huet, dee muss a Kaf huelen, dass d'Welt sech vun em ofdréit.

Fir et an de Wiederer vum Jens Stoltenberg ze soen: „This is the new normal.“ D'Welt ass haut eng aner, wéi se et nach virun zwou Woche war. A wann d'Welt eng aner ass, da muss d'Politik och eng aner ginn.

Mir hunn Diplomatie bedriwwen quasi bis zum batteren Enn. Mir hunn den Dialog vergeeblech gesicht. D'Konsequenz vun all deem ass, dass duerch déi jëtzege Sanktiounen Russland isoléiert ass an och wirtschaftlech an de Ruin gedriwwen gëtt. A mäin Häerz blutt natierlech och fir déi russesche Zivilbevölkerung, déi enorm ënnert dese Mesurë leide wäert, eng Bevëlkerung, an där vill couragéiert Leit sech traumen, op d'Strooss ze goen an auszedrécken, dass dee Krich do net an hirem Numm gefouert gëtt. Dee mäin Häerz blutt och a virun allem fir déi daper Ukrainer, déi sech dat dote mat Sécherheet och net konnte virstellen a sech et och net erausgesicht hunn. Hire Courage verléngt eise volle Respekt an eis ganz Ënnerstëtzung!

Dofir féiert leider och elo kee Wee laanscht all déi Sanktiounen an et ass impressionnant ze gesinn, wéi de Westen erkannt huet, dass „business as usual“ elo net méi de Mot d'ordre ka sinn. An och Lëtzebuerg bedeelegt sech um internationalen Effort a schéckt militärescht Material an d'Ukrain. Als Zeeche vun eiser Solidaritéit a fir d'Ukrain an der Lutte géint déi russesche Invasioun ze ënnerstëtzen, ass gëschter vum Minister Bausch annoncéiert ginn, dass Lëtzebuerg der Ukrain ënner anerem 100 Panzerofwieraffen, Jeepen an Zelter wäert liwweren an dass eis Presenz a Litauen vu véier op sechs Leit verstärkt wäert ginn, an dat begrëisse mir ausdrécklech.

(Brouhaha)

Moiën, Här Wolter.

(Brouhaha)

Mee och eis Zivilgesellschaft weist sech solidaresch mat alle Mëttele, déi se huet, och wann et just symbolesch ass, mee déi Biller, déi stralen duerch d'ganz Welt. An och de Syvicol weist sech méi wéi solidaresch.

Mir stinn natierlech voll a ganz hannert deene Sanktiounen, déi en place sinn an déi natierlech och eis treffe wäerten. Do brauche mer eis näischt virzemaachen. Mee hei geet et em alles an do ass kee Präis ze héich, fir eis Valeuren ze verdeedegen. A grad elo gesi mer och méi wéi däitlech, wéi wichteg international Bündnisser sinn. Kee Land kann an enger Situatioun wéi där heiten eleng bestoen, an all Land soll och seng Allianz kënne selwer eraussichen. A mir kënnen nëmmen hoffen, dass d'est sech och nohalteg an d'Käpp vun eisen Entscheidungsdräger wäert agraverieren.

Eis Aussepolitik wäert vun elo un eng aner sinn. Handelsbeziéung wäerten zum Deel a Fro gestallt ginn. Eis Energiepolitik muss konsequent weidergedriwwen ginn a Richtung vun den erneierbaren Energien. An ech muss soen, Här Wiseler, dass Är Wiederer vun d'ënescht mer ganz gutt gefall hunn an dass ech déi och ausdrécklech begrëissen.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Den Här Wiseler versteet et, mee mir hate gesot, mir géifen haut keng Polemik maachen.

(Interruption)

Näischt, et war onwichtig.

Mir si ganz derfir - ech mengen, dat läit an eiser DNA -, fir och fir méi resilient Liwwerketten ze sueren, fir eis net méi esou ofhängeg ze maache vu fossillen Energien, mat deene mer eis erpressbar maachen. Mee elo geet et an eng eisichter Phas mol drëm, nach wie vor ganz vill Fingerspëtzegefill ze weisen an diplomatesche Geschéck, well d'Zil muss et weiderhi sinn, op de Verhandlungsdësch zrëckzekommen an dem Putin eng Voie de sortie ze bidden, wou en net komplett d'Gesicht verléiert. Well nëmmen esou ka verhënnert ginn, dass nach vill méi Mënschen hei zu Schued kommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Empain. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. An och fir unzefänken dem Här Cruchten an der LSAP e Merci, dass se d'Geleehheet geholl hunn, fir dass mer haut nees kënnen iwwert d'Ukrain schwätzen.

Här President, zënter elo scho bal enger Woch hu mer Krich op europäeschem Buedem. De militäreschen Ugrëff géint d'Ukrain hu mir verurteelt. Als Äntwert op dës Situatioun huet d'NATO preventiv an dissuasiv Moosname geholl, déi d'ADR ënnerstëtzt. D'EU a vill Staaten, och Lëtzebuerg, hu sech op bilateralem Niveau solidaresch gewisen an eng Rei vun Hëllefsmoosname fir d'Ukrain decidéiert.

D'ADR begrëisst ausdrécklech all humanitär an ekonomesch Hëllef, déi de Leit an de Konfliktregionen zeguttkennt. Si ass och bereet, wéi si et ugekënnegt hat, fir Leit aus der Ukrain zu Lëtzebuerg Schutz ze bidden, soulaang se dee brauchen. D'ADR denkt, dass eis Hëllef soll séier, generéis an onbürokratesch sinn.

Mir bedauern an deem Zesammenhang, dass de Projet vun engem Militärspidol nach net virukomm ass. Esou e Spidol hätt elo kënne wäertvoll Déngschter leeschten. D'ADR ënnerstëtzt d'Liwwerung vun net déidlechem militäresche Material un d'Ukrain. Iwwert d'Liwwerung vu Waffe gouf d'Chamber informéiert, awer net consultéiert.

Här President, mir begrëissen, dass Russland an d'Ukrain mat Verhandlungen iwwer e Waffestëllstand ugefaangen hunn a mir hoffen, dass dës Gespréicher zu séieren a positive Resultater kommen. Am Fall, wou mir zu der Ëmsetzung vun engem Waffestëllstand kéinte konstruktiv bäidroen, zum Beispill duerch Fridenstruppen, sollte mer dat maachen. Och sollte mir alles maachen, fir e Fridensvertrag tëschent der Ukrain a Russland ze begënschtegen.

An Zäite vu Krichsstëmmung a massiver Propaganda ass et schwéier, roueg ze argumentéieren a moderéiert ze bleiwen. D'ADR probéiert dat trotzdem. Loosst mech dowéinst betounen, dass mir d'Ukrain wëllen engagéiert ënnerstëtzen, awer dass Lëtzebuerg net am Krich géint Russland ass! Et gëtt kee Krichszoustand, et gëtt keng Krichserklärung! A mir sollten och net deen Androck ginn.

Och wa mir den Ugrëff op d'Ukrain kloer verurteelen, sollte mir awer net aus den Ae verléieren, dass eng europäesch Fridensuerdnung nëmme mat Russland an net géint Russland méiglech ass.

Mir sollte bei de Sanktiounen dowéinst op d'mannst véier Krittären ëmmer am A behalen.

Deen éischten ass: Déng si dem Zil, fir am aktuelle Konflikt Friden ze begënschtegen, oder enger anerer Agenda? D'ADR ënnerstëtzt d'Sanktiounen, déi am direkte Kontext vum Konflikt an der Ukrain friddensstëftende Sënn maachen.

Deen zweete Krittär ass: Sinn d'Konditiounen kloer festgeluecht, ënner wéi enge Konditiounen déi Sanktiounen nees opgehuewe ginn? D'ADR wëllt net an eng Situatioun vun éiwege Sanktiounen geroden, just well dat kéint am strateegeschen oder ekonomeschen Interessi vun anere Staate leien. Mir deelen den europäesche Kontinent mat der Ukrain a mat Russland a mir brauchen dowéinst eng Politik mat Aemooss a Verstand.

Deen drëtten Krittär ass deen, dass d'Sanktiounen net d'äerfe géint eis eege Wäerter verstoussen. Zu deene gehéiere Meenungsvillfalt a Meenungsppluralismus. D'ADR ass géint Zensur an dowéinst och dergéint, fir Medien ze verbidden. Esou eng Demarche ass e geféierleche Prezedenzfall an enger fräiheetlecher Demokratie. Wa mir ufänken, Medien ze verbidden, wou hält dat op? Verdeedeg mir dann net méi e Gesellschaftsmodell, deem seng zentral Iddi d'Fräiheet ass?

Dee véierte Krittär ass: D'Sanktiounen d'äerfen d'Situatioun net verschlëmmen, zum Beispill doduerch, dass Russland sech fir laang Zäit strateegesch Partner géif eraussichen, déi a ville Beräicher aner Wäerter vertriebe wéi mir.

Här President, den Här President Selenskyi huet eng séier Memberschaft vun der Ukrain an der EU an d'Gespréich bruecht. D'ADR denkt, dass d'Ukrain prinzipiell kéint e Member ginn, wa si d'Kopenhagener Krittären all erfëllt. Mir wëllen d'Ukrain op deem Wee ënnerstëtzen, awer mir wëllen och keng Naivitéit. Déi Zoustänn an der Ukrain - och scho virum Konflikt - waren a sinn net rechtstaatlech.

D'Mënschrechtssituatioun war schlecht, Strukture wéi den Azow-Bataillon absolutt intolerabel. Och muss d'Ukrain all d'Garantië fir hir Minoritéite ginn, inklusiv der russophoner Minoritéit. Et ass bedauerlech, dass déi Minsker Accorden ni ëmgesat goufen, wat jo bekanntlech eng vun de Konfliktsaachen ass. Dat rechtfertegt sécher kee Krich, mee d'EU dierf och keng ongeléist Problemer importéieren.

Deen éischte Kopenhagener Krittär, dee politeschen, ass dësen: institutionell Stabilitéit, demokratesch a rechtstaatlech Uerdnung, Respekt virun de Mënscherechter, Schutz a Respekt vun de Minoritéiten. Dat erwaarde mir och vun der Ukrain.

Här President, nach ee Wuert zu der europäescher Arméi, déi och elo nees vu verschiddene Leit virgeschloen gëtt. D'ADR ass d'accord, fir d'Zesummenarbecht tëschent den europäeschen Arméien ze verstärken an Ekipementen ze harmoniséieren. Mir wëllen awer keng gemeinsam Arméi a mir wëllen déi komplett Kontroll iwwer eis eege Bausen - a Sécherheitspolitik, souwäit mir dat als klenge Land kënnen, behalen. E Verzicht op d'Eestëmmegkeet an der EU an deene Froe kënn fir eis dowéinst net a Fro.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et un der honorabeler Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Krich an der Ukrain ass vun der russescher Féierung ausgeléist ginn. An et ass déi russesche Féierung, déi d'Responsabilitéit

dréit fir dat, wat am Moment geschitt. Et ass en imperialisteschen Ugrëffskrich géint e souveräänt Land, deen e grave Broch vum Völkerrecht duerstellt an dee mat näischt ze rechtfertigen ass!

Une voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | D'Bevëlkerung an der Ukrain leit am Moment fuerchtbar ënnert de Kampfhandlungen, déi vum russesche President an enger Clique vun Oligarchen a Krichsdreiwier provoziert goufen.

Als Lénk geet eis ganz Solidaritéit un d'Zivillbevëlkerung an d'Ukrain, mee och un d'Zivillbevëlkerung a Russland. Nees eemol sinn et déi einfach Leit, déi kleng Leit, déi tëscht de Krichshandlung gefaange sinn, déi vläicht net fortkommen an déi de fierchterleche Choix mussen huelen: „Bleiw en ech a kämpfen ech oder desertéieren ech, flüchen ech?“ An déi wäerte bludden.

Ech kann net anescht, wéi u mäi Grousspapp denken, dee vun der Nazi-Arméi agezu gi war an als klengen Aarbechter huet missen un der Front géint d'Russe kämpfen. Säi Liewe laang war hien traumatiséiert. Hien huet misse géint aner normal Leit, kleng Leit, Aarbechter a Bauere kämpfen, mat deenen hie wuel méi gedeelt huet wéi mat deenen, déi si un d'Front geschéckt hunn.

Europa ass elo gefuerdert, fir deene Betreffene schnell an effektiv humanitär Hëllef zoukommen ze loossen an och fir all déi Mënschen opzehuelen, déi musse flüchten - an dat iwwregens ouni Differenzéierung vun Hautfaarf, Relioun oder Nationalitéit.

Mir fuerderen en direkte Waffestëllstand an en direkte Réckzuch vun alle russeschen Truppen. Mir fuerderen och, dass Moskau d'Unerkennung vun den zwou Deelrepubliken erëm zréckhëlt an dass den diplomatesche Prozess opgeholl gëtt. Doriwwer eraus musse méi grondleeënd Gespréicher an d'Weeër geleet ginn, mat dem Zil, eng allgemeng akzeptéiert Sécherheitsarchitektur fir ganz Europa ze erreechen.

Et ass um Verhandlungsdësch, wou mer Fridden erreechen. Diplomatie ass deen eenzege Wee, fir Konflikter dauerhaft ze léisen. Mir si géint all Form vu militärescher Eskalatioun a géint eng weider Militariséierung vun Konflikt. An dofir hu mir och ganz staark Bedenken, wat déi massiv Waffeliwwerunge vu westleche Staaten un d'Ukrain ugeet.

Mir stinn dofir och der Lëtzebuurger Regierung hire Waffeliwwerunge kritesch géint iwwer, virun allem zu engem Zäitpunkt, wou déi éischt Gespréicher tëscht der ukrainescher an der russescher Säit stattfannen. Et kann ee sech elo froen, ob dat wierklech ubruecht ass an ob dat net awer nach weider Ueleg op d'Feier geheit.

Gleef mer, et ass net einfach, Positioun ze ergräifen! Ech denken, Iech ass et awer och esou gaangen. Et ass en Dilemma. Ech kommen aus der Mënschenrechts- a Friddensbewegung, an an deem Sënn kënnen ech dat internationaalt Recht op bewaffnete Widderstand an enger besater Situatioun.

Jo, e militäresch besatend Land huet d'Recht op bewaffnete Widderstand. An dat gëllt fir jiddereen, fir all Land, an net just fir déi, déi vu Russland besat sinn. Mee vun deem Constat bis dohin, Waffen ze liwweren, ass et nach e grouse Schrëtt. Duerch Waffeliwwerungen huele mir indirekt Deel um Krich.

Ech si mer bewosst, dass et eng Demande vun der Ukrain gëtt, an awer droe mir zur Oprüstung bäi an zu der militärescher Eskalatioun. A mir bezweifelen, ob dat de richtige Wee ass, well mer net wëssen, ob dat de Konflikt an d'Längt zéit oder méi kuerz mécht.

Als Lénk si mir géint e binäert Denken. Et ass net einfach Demokratie versus Autokratie. Nee, dem Putin säi Regimm gedeit op engem wëllen a gieregen Oligarchiekapitalismus, deen enk mam neoliberalen Finanzkapitalismus zesumme geschafft huet! Europa muss sech elo aktiv asetze fir e Waffestëllstand um Verhandlungsweg. Virun allem dierfen elo an der NATO keng zynesch Calculer gemaach ginn, wéi een aus der aktueller Krichssituatioun ka politesche Profitt schloen. Dat ass e Spill mam Feier, dat néierewou hiféiert.

Lëtzebuerg huet ganz aner a vill méi sënnavoll Méiglechkeeten, fir op dee Konflikt anzewierken, wéi Waffen dohinner ze schécken. Mir wëssen alleguer, dass eis Finanzplaz eng Dréischeif ass fir d'Sue vun de russeschen Oligarchen an de russeschen Entrepreneuren, déi enk mat der politescher Klass verbonne sinn. Mir mussen déi Sue fannen a blockéieren, och wann dat iwwer déi aktuell EU-Sanktiounen erausgeet a wann dat eis eppes kascht.

Wéi gesot, et handelt sech bei der russescher Offensiv ëm e grave Völkerrechtsbroch. An och Lëtzebuerg dierf net einfach nokucken. Déi Lénk erkennen d'Necessitéit vu Sanktiounen un, déi gezilt déi russesch Féierung an d'Viséier huelen. Mee geneesou kloer soe mir och, datt d'Sanktiounen net zu enger kollektiver Bestrofung vum russesche Vollek dierfe féieren.

Vill Leit sinn a Russland géint de Krich op d'Strooss gaangen, an ouni déi massiv Repressioun géife warscheinlech nach méi Leit op d'Strooss goen. Et dierf een déi einfach Biergerinnen a Bierger a Russland oder och a Belarus net mat hirer krimineller Féierung gläichsetzen!

An der aktueller Situatioun hu vill Leit d'Gefill, och hei zu Lëtzebuerg, datt Russland elo muss bestrooft a gedeemüteg ginn an an d'Knéie gezwonge ginn. Mee Roserei, esou berechtigt se och ass, ass keng Grondlag fir eng vernünfteg Aussepolitik. D'russescht Vollek wäert et och nach ginn, wann de Wladimir Putin eng Kéier net méi do ass. Europa a Russland hunn eng gemeinsam Zukunft, an déi muss net zwangsleefeg gepräägt si vun Opposition, Konfrontatioun a militärescher Oprüstung. An déi Zukunft gëllt et ze preparéieren.

Merci fir d'Nolasschteren.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madam Oberweis. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, et ass e Mix aus Trauregkeet a Roserei a bei ville Leit sécherlech och Angscht, déi dese Krich ausgeléist huet. Jo, déi Invasioun an der Ukrain huet ganz vill Emotiounen an Europa an och weltwäit ausgeléist. Jo, och bei den Awunner hei am Land.

Laang war een net méi gewinnt, Zuelen ze héieren, wéi Kanner musse stierwen, net duerch iergendeng Pandemie, en Ongléck oder eng Naturkatastroph, mee gewollt duerch Waffen aus engem anere Land, duerch Zaldoten, déi bewosst dohinner geschéckt gi sinn.

Ech mengen, déi Biller, wou mer gesinn hunn, dass ganz normal Awunner quasi mat engem Reech sech virun de Panzer stellen, fir dass deen net an d'Ukrain erakënn, dat si Biller, déi ee vun dem europäesche Kontinent net méi kennt huet an déi op d'Schlëmmst ze verurteele sinn. An do gëtt et och keng Nuance oder Excuse, déi ee kéint fanne fir d'Verhale vun der aktueller russescher Regierung.

Elo musse ganz kloer d'Limitten opgewise gi fir de President Putin, well mir mussen eis jo näischt virmaachen: Wann en d'Ukrain sollt kréien - wat mir als Piraten net hoffen, mee sollt kréien! -, da wäert déi Persoun, mat deem psychologesche Schema, mat deem se am Moment fiert, net an der Ukrain ophalen.

Mir Piraten ënnerstëtzen d'Material- an och d'Waffeliwwerungen un d'Ukrain, déi d'Lëtzebuurger Regierung beschloss huet. Dat sinn defensiv Waffen, 100 Panzerofwierrakéiten, déi sécherlech méi derzou wäerte bäidroen wéi de symbolesche Reech, deen déi eenzel Leit kënnen hunn, fir de Panzer ze stoppen. Jo, mir sinn eis och bewosst: Et ass en Tabubroch an der Lëtzebuurger Politik, an der europäescher Politik, mee et war net d'Demande vun der EU, déi dohinner gefouert huet, et ass eng Reaktioun op eng Politik vu Russland.

Wat d'Sanktiounen ugeet, déi ënnerstëtze mir. Do muss een natierlech éierlech soen, dass dat éischer en EU-Dossier ass. Mir als Lëtzebuerg kënnen soen, dass mer se gutt fannen, mee mir mussen awer éierlech sinn a soen: Et ass d'EU, déi do d'Gewicht huet. An do kënnen mer och houfreg sinn, dass Lëtzebuerg sech iwwerall bedeelegt huet bei den eenzelne Sanktiounen an Europa.

D'Energiepolitik, jo, déi musse mer iwwerdenken. Mir sinn awer nun emol elo an der Situatioun, dass mer et net vun haut op muer iwwerduecht kréien, dass mer et net einfach geännert kréien. Dat heescht, mir mussen elo an deser Situatioun kucken, dass mer eng Energiesécherheet hunn, dass mer net herno um Dréchnen setzen, dass mer elo nach duerch déi kal Zäit kommen.

Ech war selwer iwwerrascht, dass mir iwwerhaupt hei en RT-Sender hunn - ech sinn och Client bei där Lëtzebuurger Kommunikatiounsfirma -, dass mir iwwerhaupt esou eppes hei am Fernsee hunn. Ech sinn och frou doriwwer, dass mer elo gesot hunn, dass all déi Senderen an Europa net méi sollen ausgestraalt ginn. Well et huet näischt mat Meenungsfräiheet ze dinn, wann e Regierungssender, dee reng do ass, fir Propaganda ze sende fir de President, weider hei ausgestraalt gëtt. Dat wär keng Meenungsfräiheet - genau am Contraire!

Eng kleng Kritik bréngen ech awer dann och un un d'Lëtzebuurger Regierung, wou mer mussen e kleng Schrëtt nobesseren. Ech mengen och, do op oppen Oueren ze stoussen. Dat sinn d'Lëtzebuurger Fligere, déi am Moment nach vu russeschen Oligarchen benotzt ginn, fir Sanktiounen ze ëmgoen, well déi leider eng LX-Kennung hunn. Soumat dierfen déi an Europa fléien. Mee d'Lëtzebuurger Regierung huet awer Moyenen, fir déi trotzdem op de Buedem ze bréngen. An ech mengen, do stoussen ech op oppen Oueren, fir dass net mir herno als Land do stinn, wat dat Lach opgeloos huet.

Et muss een och ganz kloer soen: Et dierf een elo net all eenzelne russesche Bierger verdamen - am Contraire! Ech kenne russesch Matbierger, déi hei liewen, déi eng ganz kloer Kontra-Putin-, Kontra-hir-Regierung-Positioun ageholl hunn. An et sinn och vill Leit a Russland selwer, déi des Positioun ageholl hunn, se awer bekanntlech net ausliewe kënnen.

Ech mengen, Dir hutt alleguer matkritt, dass de President déi éischer Demonstratiounen vun der Bevëlkerung - a mäi Respekt gëllt all de Leit, déi de Courage iwwerhaupt hunn, fir zu Moskau oder zu Sankt Petersburg op d'Strooss ze goe fir ze demonstréieren -, jo, mat aller Gewalt erëm agedämmt huet, dass och nëmmen net iergendeng Demonstratioun ka stattfannen. Mee ech si fest dervun iwwerzeegt, dass e groussen Deel vun deene Leit, déi a Russland

liewen, net averstane si mat deem, wat hire President gemaach huet.

Zu der Demande fir den EU-Bäitritt vun der Ukrain, do si mir Piraten ganz favorabel, fir dat Verfairen opzehuelen. An dat ass och en Dossier, deen e bësse leie bliwwen ass, well, bekanntlech, 2014 bei der oranger Revolutioun waren déi Diskussiounen schonn. Mee egal wéi mer d'Verfahren elo géifen dréien a kéieren, wäert dat an der aktueller Situatioun leider net schnell genuch sinn, fir der Ukrain ze hëllefen.

D'Solidaritéit an Europa ass immens wichteg. Ech ka se och bal nëmme luewen. Haut koum e klenge Bemoll derbäi, wéi Ungarn gesot huet, si géife keng Waffeliwwerunge vun europäesche Länner duerchloossen. Ech huelen dat emol einfach als: „Naja!“ Mir kennen den Orbán. Mee déi grouss Solidaritéit an Europa steet awer. An ech mengen, mir wäerten och nach um diplomatesche Wee Ungarn iwwerzeegen, fir déi Waffeliwwerung och un hirer Grenz duerchzeloossen.

Wa mer allegueren zesammenhalen als Europa, als NATO, weltwäit - ech mengen, Dir musst Iech bewosst sinn, och Australie mécht elo mat, ganz wäit ewech, fir Waffen ze liwweren -, fir der Ukrain ze hëllefen, da kënne mer där Situatioun entgéintgoen. Et ass elo de Moment, fir der russescher Regierung d'Limitten opzeweisen, fir dass net nach méi Leed wäert entstoen! Dofir merci un all déi Bierger op der ganzer Welt, déi sech géint de russesche President stellen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aussen- an Europaminister, de Minister fir Immigratioun an Asyl, den Här Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischte wëll ech dem Yves Cruchten Merci soen, dass en déi Initiativ hei geholl huet. Ech mengen, en huet och a senger Ried zimmlech kloer duergestallt, wou mer a ville Punkten dru sinn, och an de Sanktiounen. Ech hat d'Geleechenheet, an der Éffentlechkeet doriwwer ze schwätzen. Ech mengen, dat kënne mer eis spueren - also, vu menger Säit.

De Widderstand ass effektiv vill méi staark, wéi Russland an de Putin dat erwaart hunn. A wéi gesäit et aus um Terrain an der Ukrain? Ech hu virun enger hallwer Stonn nach mat eisem Ambassadeur geschwat a mer hu versicht, de Punkt ze maachen an der Ukrain - et ass jo eis Ambassade zu Prag, déi d'Ukrain ofdeckt -, wéi do d'Stëmmung ass.

Bon, dat Éischt, dat ass: Mir wëssen, dass mer um Ufank sti vun där Militäroffensiv. D'Zil ass et, fir Kiew komplett anzekreesen. Dir wësst, dass vun de Mueren un eng méi wéi 60 Kilometer laang Panzerkolonn sech op d'Hauptstad zoubeweegt, fir dann eng Buedemoffensiv ze starten an dann och mat Rakéitebeschoss Kiew Quartier fir Quartier anzehuelen.

Dat wäert dann zwou Konsequenzen hunn. D'Flüchtlingswell gétt an den nächsten Deeg verstärkt, d'Populatioun wëllt a Richtung Westen, awer mir wësse vun Zeien, dass d'Stroosse praktesch total blockéiert sinn, dass een och net méi aus Kiew erauskënnt. An dass natierlech awer och an der Ukrain net opgi gétt, dat heescht, dass d'Ukrainer zu Kiew, wéi och an anere Stied, mat deene Mëttelen, déi se zur Verfügung hunn - dat sinn heiansdo Molotow-Cocktails, et si Sportsflënten - sech wieren. Et ass also net esou, dass an deenen nächsten Deeg elo keng Géigewier par rapport zum Putin sengen Truppe besteet.

D'Zil vun de Russen ass et, wéi Der wësst, déi ukrainesch Regierung total ausser Gefecht ze setzen. Virum Krich, viru sechs Deeg, si schonn Doudeslëschten zirkuléiert. De President Selenskyj steet dorop ganz uewen, an och allegueren déi, déi d'Politik elo matgedroen hunn elo, dat muss ee wëssen.

Dobäi kënnt, an dat ass extreem, extreem grav, dass d'Wagner-Miliz, Dir kennt déi, och elo scho sur place ass, och zu Kiew, dass d'Kadyrowen aus Tschetschenien do sinn, dass d'Speznas - dat ass déi Spezialunitéit, de Killertrupp vum Kreml - an de Grousstied sinn an natierlech och schonn zu Kiew.

Souwuel d'Regierung ëm de Selenskyj wéi och d'Stadverwaltung vu „Kyiv“ an den Här Klitschko hu jo gesot, dass se d'Stellung wëilten halen an d'Vollek ëmmer erëm drun erënneren, Courage a Motivatioun ze behalen.

Et ass iwwerengs keng Stad an der Ukrain, déi sech erginn huet. Déi zweetgréisste Stad an der Ukrain ass Charkiw. Do ass zënter Deeg schwéiere Beschoss op d'Wunnquartieren. Dir wësst, dass et e Krichsverbriechen ass, wann een eng Stad bombardéiert, wou ee weess, dass keng militäresch Resistenz do ass, dass just Zivilleit do wunnen, et ass also e Fall fir den Internationale Geriichtshaff, wou de Putin sech misst verantworten, eleng wéinst deem Fakt do, wat e Krichsverbriechen ass.

Zu Charkiw - wéi gesot, dat ass déi zweetgréisste Stad - si Russe bis an den Zentrum virgedrongen, mee se sinn einstweilen elo zréckgeschloe ginn. Mee natierlech sinn d'Chance grouss, dass dat nach eng Kéier abrécht.

Des Weideren ass et och wichteg ze wëssen, dass an der Géigend vun Dnipro, also am Süden, an den Hafestied um Schwaarze Mier, Mariupol, Cherson an Odessa, ganz staark Kämpf sinn, ganz vill Asaz vun de Russen, fir déi Stied ze huelen. Et ass bis elo just eng kleng Stad, dat ass Berdjansk, déi gefall ass. All déi aner resistéieren nach.

Mee natierlech, déi russesch Militärmuecht, mat Hëllef - an dat ass jo vläicht nach net esou betount ginn hei - vum Lukaschenko, also mat Hëllef vu Wäissrussland, schéisst nach ëmmer Missillen aus Wäissrussland op d'Ukrain, fir eeben dat Land total ze zerstéieren.

Och am Süden, also op der Krim, gétt vun deenen zwou Säite versicht, alles ze besetzen, alles ënnert d'Kontroll ze kréie vun de Russen. An dat ass natierlech immens, immens geféierlech, well Dir wësst, zum Beispill den Hafe Mariupol ass e risegen Hafen, a wann deen an d'Hänn vun de Russe fält, da wier natierlech d'Ukrain, wéi se bis elo bestanen huet, eigentlech erwiergt.

Ob Russland elo déi ganz Ukrain wëllt ënner Kontroll kréien an och elo am Westen amarschéiert? Et si scho Bombardementer am Weste geschitt, zu Lwiw, an och zu Iwano-Frankiwsk. Och do ass scho bombardéiert ginn. Mee et muss een elo kucken, wat d'Russe wëllen hunn, entweeder an Dnjepr d'Ukrain ze splécken an Ost an a West, oder da carrement déi ganz Ukrain ënner Kontroll ze huelen.

D'Ukrainer wëssen, dass et militäresch gesinn aussichtslos ass, dat wësse se, trotz der militärescher Ënnerstëtzung, déi jo och elo indirekt gi gouf vu Verschiddenen, mee natierlech och vun der Europäescher Unioun. Ech war e Sonnden derbäi, wéi mer déi Decisioun geholl hunn, a gleeft mer, ech si mat der Madamm Nathalie Oberweis d'accord, dass een dat muss kënne diskutéieren. Mee ech soen Iech awer och, Dir hutt net de President Selenskyj praktesch ouni Kleeder gesinn, och net den Ausseminister, dee gefleet huet: „Dir kënnt net ëmmer soe ‚Solidaritéit mat der

Ukrain, Solidaritéit mat der Ukrain‘, an Dir loosst eis hei an de Kellere setzen an Dir gitt eis emol net déi elementaarsten Ekipementer, fir eis ze wieren!“

Déi 500 Milliounen, do si jo 50 Milliounen derbäi fir Medikamenter an Non-lethal-Ekipementer. Mee dat sinn einfach, wann ech dat richtig verstanen hunn, an esou ass et och vu jidderengem verstanen ginn, Antimissilekipementer an ein sinn Antitankekipementer, fir sech kënne nach iergendwéi ze wieren. Stellt ee sech vir hei a Lëtzebuerg mir wieren esou besat! Do gétt et jo och grad wéi hei Frae mat Kanner, al Leit, déi awer nach iergendeng Hoffnung mussen hunn, dass een hinnen hëllef, fir sech do dergéint kënne ze wieren. Oder si ginn alles op, an ech mengen, dat ass net dat, wat d'ukrainesch Vollek decidéiert huet. An de Selenskyj ass deen, deen d'Resistenz verkierpert. An ech mengen, dass mer déi Hëllef ginn hunn. Ech hätt och virun dräi Wochen, souguer nach virun zwou Wochen, net geduecht, dass mer eng Kéier op dee Wee géife goen. Mee ech fannen dat richtig!

An ech fannen och richtig, , wat mer hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn - de François Bausch -, dass mer kucken, wat mir hei zur Verfügung hunn, fir de Leit kënne ze hëllefen. Dat ass dee richtege Wee.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Ech wëll och soen - wat meng Informatiounen sinn -, dass mer net sollen allze vill Hoffnungen hunn an déi Gespréicher do op der Grenz tëscht der Ukrain a Wäissrussland. Ech mengen, den Här Kartheiser hat dat ugeschwat. Wat meng Informatiounen sinn, dat ass éischtens emol, dass eng zimmlech héichkaratéeg Ekip do war vun der Ukrain, mee dass et zimmlech Bëtonskäpp aus der drëtter Rei waren, déi fir d'Russen do souzen. An Dir hutt gesinn, och dat Wuert vum Lukaschenko, dass keng Missillen aus Wäissrussland op d'Ukrain géife geschoss ginn, dat huet en net agehalen. A soubal wéi déi Gespréicher eriwuer waren, ass et erëm weidergegaangen. Bon, et ass e Rendez-vous do, fir weiderzeschwätzen, mee ech mengen, et wier e Feeler, wann ee sech do vill ze vill Hoffnungen géif maachen.

Wat och ass: D'Zuele si ganz schwéier op en Nenner ze bréngen. Offiziell - dat sinn d'Zuele vun der UNO - wieren 352 Affer elo an der Zivilbevëlkerung, dovunner 16 Kanner, an eng 2.000 Blesséierter. Iwwer Militäraffer ass wéineg gewuer ze ginn, dat ass richtig. Dir wësst awer, dass d'Ukrainer vu 5.000 gefalene russeschen Zaldote geschwat hunn.

Wat elo Moskau ugeet: Dir wësst, et gétt héchstwahrscheinlech kee méi perfekte Polizeistaat de Moment wéi Russland. An et ass definitiv richtig, dass dat, wat de Kreml virgesinn hat, sech absolutt net zougedroen huet.

Fir d'alleréischte muss ee soen, dass zu Moskau een net weess, wat an der Ukrain lass ass. Dat gétt op der Televisioun an an de Medie carrement ausgeschloss. D'Leit wëssen net, wat sech an der Ukrain zoudréit!

Mee wat een awer gesinn huet, dat ass, dass zu Moskau d'Leit iergendwéi och net nëmme ee Signe ginn hunn, dass se hannert dem Putin géife stoen, offiziell op jidde Fall. Et ass och net esou wéi deemools bei der Krim, dass d'Russen als Libérateur empfaange gi sinn, op kenger Plaz an der Ukrain. An och zu Moskau ware keng Feieren, fir d'Helden, déi do an der Ukrain operéieren, ze éieren oder ze feieren.

Mir hunn och elo gesinn, dass an deene leschten Deeg Leit ufänken, Geschäftsleit wéi Fridman an Tinkof,

wichtig Geschäftsleit, sech géint de Krich auszeschwätzen. Allerdéngs geet een Tweet géint de Krich duer, fir dass een am Prisong sätzt. An d'Leit fäerten effektiv, fir hir Meenung do ze soen. Schätzungen, wien domadder d'accord ass a wien net, soll een, mengen ech, si loossen, well dat bréngt näischt.

Wat een zu Moskau weess, dat ass, dass d'Filé virun de Bancomaten extrem laang sinn, dass een nème méi ganz kleng Montante kann ophiewen a praktesch keng Devisé méi, dass hiert Geld, also de Rubel, 50% u Wäert verluer hutt? An d'Entreprises, déi mussen 80 % vun den Avoiren, déi se hunn, a Rubele setzen.

Wat vläicht nach net esou diskutéiert ginn ass a wat een net esou weess, dat ass, dass grouss Firme wéi Shell a BP amgaange sinn, sech total aus Russland zrëckzezéien. An Dir wësst, wat fir e Maart Russland fir déi grouss Firme war! D'Aktie vun deene groussen Entreprises, déi sinn amgaangen zesammenzubrechen. An et muss ee wëssen, de Procureur général, wat natierlech och een ass, dee ganz no bei dem Putin unzesidelen ass, dee seet, dass all Assistance financière, matérielle ou consultative, also alles, wat ee géint d'russesch Politik seet, „haute trahision“ ass an dass ee ka bis zu 20 Joer Prisong kréien.

Déi Contestatioun géint de Krich besteet a Russland, an duerfir muss ee soen: Chapeau fir déi Leit, déi hir Fräiheet op d'Spill setzen, dass se dat maachen! Mee et sinn de Moment - dat sinn d'Chiffere vun de Mueren - 6.500 Leit arrétiert oder an Detentioun.

Et ass elo op russescher Säit net méiglech fir erauszefannen, wat fir Informatiounen genee passen, wat déi militäresch Operatiounen an der Ukrain ugeet. Do gëtt et keng, a wann ee schonn nème freet, ass ee scho verdächtig.

Et muss een och soen, dass d'Russen trotzdeem gëschter fir d'éischt zouginn hunn, dass russesch Zaldoten hiert Liewe an der Ukrain verluer hunn. Anerersäits huet den Defenseminister Schoigu dem Putin bericht, dass alleguerten déi strategesch Missillen, d'Flott am Norden, am Pazifik, an och d'Fliegeren à longue portée, prett sinn. Dir wësst, dass de Putin jo gëschter oder virgëschter gesot huet, e misst e Schratt méi wäit goen an alleguerten déi strategesch Waffe misste prett stoen.

Nach vläicht ee Wuert. An de Banken ass den Zënssaz eropgesat ginn op 20 %. Dat muss Der Iech virstellen, dass d'Leit mat 20 % gelackelt ginn, fir hiert Geld op d'Bank ze setzen! An et kritt een natierlech, ech hunn et gesot, keng Devisé méi eraus. D'Aktien op der d'Bourse sinn ëm 50 % an de leschten aacht Deeg gefall.

Här President, ech géif nach vläicht op Lëtzebuergesch hei e puer Wuert soen. Et hu 700.000 Ukrainer - dat sinn och d'Zuele vun de Mueren - d'Ukrain elo verlooss, meeschtens Ukrainer selbstverständlech. Dovunner sinn zwee Drëttel a Polen, wéi d'UNHCR seet. Dës Zuel wiest vu Minutt zu Minutt. Gëschter waren et 400.000 Leit. Et geet also exponentiell an d'Luucht. An d'Waardeschlaangen op de Grenzwergäng sinn dramatesch. Et gëtt gesot, dass d'Leit bis zu 80 Stonne mussen waarden, bis se eng Chance hu fir eriwierzekommen. Dir wësst, dass d'Männer net méi aus der Ukrain erauskommen, et sinn also virun allem Fraen a Kanner.

Moldawien ass dat Land, wat am schlechtesten drun ass. Et ass e klengt Land. Och do si scho 50.000 Leit ukomm. Een, deen eng Kéier a Moldawie war, dee weess, wéi aarm dat Land drun ass. A wann ech Moldawie soen, muss een oppassen, dass dat nächst Land, wat drun ass, net Moldawien ass! Well wann Der kuckt: Transnistrien ass net allze wäit ewech vun deem, wat sech ënnen op der Krim ofspillt. Dat ass

also net onméiglech. An d'Presidentin huet schonn aner Presidenten an Europa de Mueren alertéiert, dass se sech immens Suerge mécht.

Bon. Ech soe „bon“, mee et ass esou, dass dat d'Realitéit ass, mat där mer eis elo ausernanerzesetzen hunn an där Welt, déi mer elo zënter aacht Deeg gesinn. Et gëtt geschat - geschat, ech wëll elo kengem Angscht maachen, mee dat si Chiffere vun UNHCR -, dass bis zu véier Milliounen Leit kéinte flüchten, also d'Ukrain verloossen.

Mir zu Lëtzebuerg weisen eis solidaresch. Mir hu selbstverständlech scho virun zwee, dräi Deeg ugefaangen nozedenken, woumat mer elo konfrontéiert sinn. Déi, déi kommen, dat si praktesch lauter Leit, déi hei Famill hunn, déi hei Frënn hunn. Dat geet och ganz gutt iwwert d'Bün. Mir hunn och d'Zuelen net genee vun deene Leit, déi ukomm sinn. Ongeféier wësse mer et natierlech. Mee mir wëssen och, dass alleguerten déi Leit, déi elo a Polen sinn, a Rumänien an an anere Länner, och Weeër sichen an Europa.

An Europa ass jo elo solidaresch. Dat ass e gutt Zeechen, dass een dat agesinn huet. Ech hoffe just, dass an Europa eng Kéier agesi gëtt, dass et eigentlech keng Differenz gëtt tëscht Leit, déi virum Krich an der Ukrain fortlafe par rapport zu Leit, wat och Mënsche sinn, déi virum Krich a Syrie fortlafen, oder och op anere Plazen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Ech wëll och soen, dass mer héieren hunn de Mueren, dass Busser sollen ënnerwee sinn op Lëtzebuerg. Dat muss awer alles confirméiert ginn. Mir si selbstverständlech amgaang, eis do um Courant ze halen. Mir mussen wëssen, dass et dann, wa Busse géifen ukommen, ëm Verfleegung geet, ëm Encadrement an esou weider an esou weider. D'Kanner, déi matkommen, mussen selbstverständlech kënne an d'Schoul goen.

Bon, wat elo d'Immigratioun méi technesch ugeet, do ass et esou, dass mer jo wëssen - ech mengen, den Här Cruchten huet dat och gutt gesot -, dass déi Leit kee Visa brauchen, fir aus der Ukrain heihinner ze kommen. Si sinn also fräi, fir op Lëtzebuerg ze kommen a si kënne dräi Méint heibleiwen. Mir hunn och elo e Sonndeg déi Restriktiounen opgehewen, déi mer nach op eiser Bauseganz am Kontext Covid haten, fir dass d'Leit aus der Ukrain kënne an d'Land erakommen a selbstverständlech dann och wéi all Mënsch hei dem 3G ënnerleien.

Ech wëll och soen, dass mer e Sonndeg nieft den Ausseministerechen och e JAI-Conseil haten, wou mer geschwat hunn iwwert déi Direktiv „protection temporaire“, déi mer am Kosovo-Krich haten, wou mer fir d'Leit, déi an engem massiven Aflux erakommen - an dat hei riskéiert e massiven Aflux ze ginn -, kënne eng Dispositioun treffen, dass ee kuerz, onkomplizéiert an onbürokratesch deene Leit kann e legale Statut op Zäit ginn. Wuerverstaneen op Zäit! Ech hoffe jo, dass dat och nëmmen op Zäit ass an dass déi Leit erëm kënne zrëck an hir Heemecht goen. Dat ass jo och d'Hoffnung, déi déi Leit hunn. An do si mer derbäi, soubal dat zu Bréssel och elo a Form ass.

Dir wësst, Bréssel ass heiansdo ganz schnell, wéi dës Woch a verschiddene Saachen, mee heiansdo och extrem lues! Mir hunn nach keen totalen Accord, mee wann deen Accord kéim, wier dat gutt, da wieren och d'Dispositiounen an der ganzer Europäescher Union déi selwecht. Wéi gesot, dat ass eng Prozedur, déi einfach ass a wou d'Leit dann hei och eng Attestatioun kréien, dass se kënne hei liewen, dass se och ënnert d'ONA-Kompetenz kommen, dass se versuergt ginn, dass se kënne schaffe goen an dass

d'Kanner kënne an d'Schoul goen. Dat alles ass elo virgesinn.

Da wollt ech nach soen: Jo, den ONA ass do zoustänneg. Mir sinn do amgaang. Bon, héchstwahrscheinlech muss mer och erëm op de Wee goen, fir Halen ze loune fir déi Leit, wann effektiv den Aflux esou grouss gëtt. Mir hunn och elo nach eng Circulaire un d'Gemenge gemaach. An ech soen och vun hei aus, wann Der wëllt: Hei sätze ganz couragéiert Buergermeeschteren heibannen an och Deputéiertkolleegen, déi dee Schratt gemaach hunn. Et wiere vläicht, wann een d'Realitéit kuckt, och nach aner Mengeng, déi kéinten do een Hoff maachen an hëllef.

Ech wëll vläicht nach dräi Saachen zum Schluss soen dozou, wat gesot ginn ass iwwert d'Medien, dass mer hei géifen Zensur op Medien aféieren. Also, Russia Today an deen aneren, de Sputnik, dat si keng Medien, wéi mir dat verstinn, déi als Medie fräi schaffen. Dat si Medien, déi vun Putin bezuelt ginn, fir Ligen a Fakenews an Europa ze verbreden. Dat huet näischt mat Meenungsfräiheet ze dinn! Dat ass eppes ganz aneres an duerfir ass dat absolutt richtig, wat mer do an Europa gemaach hunn, och hei zu Lëtzebuerg, dass mer déi Mësch do ewechkréien.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass, dass mer an aneren Zäiten, jo, a fréieren Zäiten, versicht hunn, fir a Russland Honorarkonsulen anzustellen. An do si bestëmmt och immens gudder a valabeller derbäi. Mee ech wëll Iech just soen: Ech maachen an den nächsten Deeg der Regierung eng Proposition an ech soen hinnen och, wat meng Meenung ass zu verschiddene vun deene Leit, déi mer hunn.

An der Chamber géif ech och elo direkt soen, dass vun haut un d'Mandat vun Dirigent Gergiev zu Enn kënt.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Ech wëll zum Schluss och nach soen, Här President, dass et mer leed deet, dass mer eefel Ressortissants luxembourgeois, also Lëtzebuurger, a siwen Ukrainer hunn, déi op der Lëscht stinn, fir aus der Ukrain erausgeholl ze ginn, wat eis nach ëmmer net gelongen ass. A mir hu 95 Persounen, déi mer elo kennen, déi sech bei eis gemellt hunn, déi aus der Ukrain wëllen erauskommen.

Et gëtt geschat vun eise Leit vun konsularesche Service an och vun deene Servicer, déi mer hei hunn, dass elo ongeféier 30 Persoune komm sinn. Déi hunn d'Land verlooss an déi sinn zu Lëtzebuerg ukomm. 30. Mee do gëtt et eng Donkelziffer, well net jiddereen, dee kënt, dee mellt sech hei.

Ech wollt och soen, dass et vill Leit gëtt bei eis am Haus, déi Dag an Nuecht déi Telefonen an och dat, wat ech kréien, verschaffen. Et geet esou wäit, dass mer ganz, ganz vill Leit elo hunn, déi Hëllef ubidden, déi soen: „Mir hunn e grousst Haus, mir sinn zu dräi Generatiounen, mir wëlle Kanner ophuelen, oder mir wëlle Frae mat Kanner ophuelen.“ Mir hunn déi alleguerten notéiert. Ech kréie souguer Demanden - ech soen Iech dat - vu Russen, déi net wëlle géint d'Ukrainer kämpfen an déi wëllen hei de Statut vun Refugé kréien.

Also, et ass alles kompakt, wat sech do presentéiert. An ech hoffen, an Geescht, wéi Dir alleguerten elo hei diskutéiert hutt, dass mer als Regierung an als Chamber op der Héicht sinn, fir déi Leit, déi virum Krich mussen fortlafen, hei ophuelen ze kënne an hinnen eng nei Chance ze ginn. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Ausseminister Jean Asselborn. Dës Diskussioun ass elo ofgeschloss.

5. 7962 - Débat d'orientation - Quel avenir pour l'Europe? Résultats de la campagne de consultation des résidents du Luxembourg par la Chambre des Députés dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe

D'Chamber féiert de Mëtten eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Zukunft vun Europa. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Claude Wiseler, d'Madamm Simone Beissel, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Nathalie Oberweis, den Här Marc Goergen an den Här Gusty Graas.

An d'Wuert geet elo un de Rapporteur, den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Sous-Commission « Avenir de l'Europe » de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Ech mengen, ech schwätzen hei fir jiddwereen, wann ech soen, dass et eis allegueren elo ganz, ganz schwéierfällt, nodeems mer iwwert de Krich an Europa geschwat hunn, fir einfach esou bei en anert Thema iwwerzegoen.

An dach ass och hei eng Relatioun ze maachen tëscht deenen zwee. Wa mer haut iwwer Europa schwätzen, dann denke mer, mengen ech, allegueren drun, dass d'Europäesch Unioun un éischter Plaz e Friddensprojet ass an dass dës Europäesch Unioun eis genee dee Fridden elo schonns iwwer 70 Joer garantéiert.

Här President, den 9. Mee zejoert huet d'Europäesch Unioun sech op en eemolegen demokrateschen Exercice agelooss: Ronn 70 Joer no der Schuman-Deklaratioun hunn de Conseil, d'Kommissioun an d'Europäesch Parlament d'Konferenz fir d'Zukunft vun Europa lancéiert, an zwar op den Europadag, den 9. Mee, dee jo zanter dräi Joer hei zu Lëtzebuerg en nationale Feierdag ass, op deem mir un déi europäesch Errungenschaften erënnere.

Wat dës Konferenz esou besonnesch mécht, ass, dass d'Bierger hei d'Wuert kréien. Énnert dem Slogan „D'Zukunft läit an Ären Hänn“ hunn d'europäesch Institutiounen sech verpflichtet, den EU-Bierger nozelauschteren an hir Recommandatiounen eescht ze huelen.

Lëtzebuerg huet des europäesch Initiativ ausdrécklech begréisst a voll a ganz ënnerstëtzt. Dësen Exercice kënnt och keen Ablack ze spéit, well d'EU brauch en neien Otem. Am Laf vun de Joren huet d'EU eng Partie Krisen an Erausforderungen iwwerwonnen. Déi rezent Krisen - ënner anerem d'Finanzkris vum 2008, d'Pandemie elo just oder d'Klimakris, an där mir nach ëmmer mattendra sinn -, weisen, dass a verschiddene Beräicher Reformen einfach néideg sinn.

Krise sinn eeben och ëmmer eng Geleeeënheet, fir Verschiddenes ze hannerfroen a Verbesserungen oder Léisungen ze fannen. Mir wëssen allegueren, dass de Fonctionnement vun der EU dacks komplex an och net ëmmer einfach ze verstoen ass. Et ass net ëmmer einfach nozevollzéien, wéi eng Entscheidung zustane komm ass oder wat eng nei EU-Direktiv ënnert dem Stréch fir de Bierger bedeit.

Dobäi kënnt och nach, dass d'Bierger am Normalfall nëmmen all fénnef Joer opgeruff ginn, d'Europaparlament ze wielen. Déi héich Participatioun bei de leschten Europawalen huet gewisen, dass d'Bierger sech fir hiert Europa interesséieren. Duerfir ass elo och dee richtegen Ament, fir déi ganz europäesch Populatioun an dee politesche Prozess matanzebannen, dee richtegen Ablack och, fir de System méi transparent ze maachen, eng europäesch Éffentlechkeet an Identitéit ze promovéieren a géint den demokrateschen Defizit virzegoen.

Op Basis vun den europäesche Wäerter a mat enger oppener, inklusiver an transparenter Approche sinn d'Bierger an de Mëttelpunkt vun dëser Konferenz gesat ginn. D'Konferenz huet sech ausdrécklech un all d'Awunner vun der EU geriicht, aus alle Memberstaaten, mat allen Horizonter, vun all Alter, vun all Geschlecht an aus allen Deeler vun dëser Gesellschaft. Dobäi hunn déi Jonk eng speziell Roll an der Gestaltung vun europäesche Projet kritt. Énner anerem ass jo 2022 och d'europäesch Joer vun der Jugend.

An dësem Sënn gouf eng Plenièr mat Verrieder vun de verschiddenen Organer opgestallt. Dës Plenièr huet zéng Sujete predefiniéiert, fir der Konferenz en Ausgangspunkt ze ginn. Et ass awer ënnerstrach ginn, dass d'Haaptufgab vun der Plenièr ass, sécherzestellen, dass den Debat, deen d'Bierger féieren, fräi an onbegrenzt ass. Et ass also kee virdefiniéiert Resultat gewiescht.

Déi europäesch Institutiounen hunn och Wäert drop geluecht, dass d'Konferenz fir jiddereen zougänglech ass. Duerfir ass een zentrale Piliere vun dësem Exercice eng méisproocheg digital Plattform - Dir kënnt se nokucken op futureu.europa.eu -, op där d'Bierger op 24 europäesche Sproochen hir Iddie kënnen deelen, iwwerengs och op Lëtzebuergesch.

Hei kënnen si och mat anere Bierger zesumme konkret Sujeten diskutéieren oder hir Zoustëmmung fir anere Bierger hir Proposen ausdrécken. D'Bierger vum Grand-Duché hu sech och un der digitaler Plattform bedeelegt an hate bis November zejoert 31 Iddien a 50 Kommentare publizéiert. Si hu sech am meeschte mat Klimawandel, europäescher Demokratie an der Roll vun der EU an der Welt beschäftegt.

Dës digital Plattform regroupéiert och all déi verschidden Evenementer, déi dezentral an allen Ecker vun der Unioun online, offline oder hybrid organiséiert goufen. Dobäi handelt et sech ëm Biergerno Aktiounen, déi op Social Media, a Schoulen oder och um Maart konnte stattfannen - eeben do, wou d'Bierger sech iwwerall ophalen.

D'Bierger hunn also an de verschiddene Formater d'Méiglechkeet kritt, hir Wënsch, Erwaardungen, och Visiounen, awer och Erausforderungen a Problemer matzedeelen. Zu Lëtzebuerg sinn iwwerengs am Ganze 35 Evenementer organiséiert ginn, déi op der digitaler Plattform verëffentlecht goufen.

Bei den Evenementer hei zu Lëtzebuerg stoungen dacks d'Digitaliséierung oder d'europäesch Wäerter am Virdergrond. Et ass eng breet Palett vu Formater ugebuede ginn: en Echange tëscht eisem Kommissär Nicolas Schmit a Bierger zu Schengen, Webinare vun der Uni Lëtzebuerg, den Hackathon fir jonk Entrepreneure vun der Chambre de Commerce oder d'Panelen vun der Chambre des Saliés an dem gemeinsamen europäesche Sekretariat vum OGB-L an LCGB, fir hei nëmmen e puer bekannt Beispiller ze nennen.

Op dëser Plaz géif ech gären all den Organisateuren fir hir grouss Efforte felicitéieren an hinne fir hir wäertvoll Kontributiounen Merci soen.

E weidere Piliere vun der Konferenz si véier Biergerfore vu jee 200 Persounen aus alle Memberstaaten. D'Membere vun dëse Biergerfore si geloust ginn, woubäi eng Rei demografesch Krittären a Consideratioun geholl goufen. Et ass zum Beispill séchergestallt ginn, dass aus all Memberstaat op d'mannst eng Fra an ee Mann deelhuefen. En Drëttel vun alle Participante si Jonker, dat heescht Bierger am Alter tëscht 16 a 25 Joer.

All Biergerforum huet jee weils intensiv op engem bestëmmte Sujet geschafft. Fir genee ze sinn, waren d'Theemen éischters d'Ekonomie, sozial Gerechtegkeet, Aarbecht an Educatioun, Jugend, Kultur, Sport an digital Transformatioun. En zweete Forum war d'Demokratie, Wäerter, Rechtsstaatlechkeet a Sécherheet. En drëtten: Klimawandel, Ëmwelt a Gesondheet. An e véierten: d'Europäesch Unioun an der Welt an d'Migratioun.

Nieft all den Evenementer, déi d'Bierger, d'Zivilgesellschaft an d'EU-Institutiounen organiséiert hunn, sinn och national Parlamentar abezu ginn.

Här President, d'Chamber huet dësen demokrateschen Exercice vun Ufank u ganz eescht geholl. Mir gesinn eis als Chamber och als e wichtege Deel vun der europäescher Demokratie. Mir si vläicht méi no un de Bierger wéi Bréssel oder Stroosbuerg a kënnen esou eisen eegene Bäitrag leeschten.

Aus deem Grond hu mir eng Souskommissioun an d'Liewe geruff, an där all Partei vertrueden ass. Mir waren eis zimmlech séier eens, dass mer eppes Neits géife probéieren. Amplaz wéi gewinnt d'Bierger an eenzel Centre-culturellen ze invitéieren an hinne do ze zielen, wat si vun der EU ze halen hunn, wollte mir dës Kéier de Spiiss ëmdréieren.

Op Basis vun der Bottom-up-Approche, also vun ënnen erop, hu mer op eng oppen, transparent a participativ Approche gesat. Mir wollten de Bierger nolauschteren, fir ze héieren, wat si ze soen hunn. Als Alleréisch hunn net mir, d'Politiker, d'Theemen definiéiert, iwwert déi mer sollten diskutéieren, mee mir hunn e Meenungsfueschungsinstitut erugezunn, fir déi Sujeten ze identifzéieren, déi d'Lëtzebuerg Residenten am meeschte beschäftegen.

Duerch verschidden Ateliere sinn hei véier Sujeten ermëttelt ginn: Dat waren éischters Inegalitéiten, zweetens ekonomesch Kompetitivitéit, drëttens Migratioun a véiertens - wéi kéint et och anescht sinn? - de Klimawandel.

Dës Sujeten hu mir och als Ausgangspunkt geholl, fir eis Panelen ze organiséieren. Hei ass et haaptsächlech drëms gaang, Echange tëscht eis Deputéierten, institutionellen Acteuren an der organisierter Zivilgesellschaft ze erméiglechen. Si sinn d'Experten, déi wëssen, wéi eng Erausforderungen et an engem bestëmmte Beräich gëtt, a kënnen dacks och scho Léisungsméiglechkeeten oder Propose formuléieren.

Jee no Sujet sinn déi relevant Organisatiounen invitéiert ginn, an d'Chamber ze kommen, fir sech mat eis an der Souskommissioun auszetauschen. Dat ware fir de Panel iwwert d'Inegalitéiten zum Beispill d'Chambre de Commerce, den OGB-L, d'Banque alimentaire an d'Caritas. Um Panel iwwert d'ekonomesch Kompetitivitéit hunn d'UEL, d'ABBL, d'FEDIL souwéi och Luxembourg for Finance deelgeholl. Fir de Panel „Migratioun“ ware Verrieder vun Cercle des ONG dobäi, esouwéi Verrieder der RYSE, dem Lëtzebuerg Flüchtlingsrot, vun CLAE, vun der Associatioun Passerelle an och vun der ASTI. Beim leschte Panel iwwert de Klimawandel hu Membere vun Biergerkomitee 2050 a vu Votum Klima matgemaach.

Ech géif op dëser Plaz gär all deenen e grouse Merci soen, déi sech un de Panele bedeelegt hunn an eis hir Kontributiounen zoukomme gelooss hunn.

Mir hunn hir Iddien, Mësstänn, op déi si eis higewisen hunn, hir Wënsch a Visioun fir d'Zukunft vun Europa wouergeholl an an eise finale Rapport aflësse gelooss.

Doriwwer eraus huet d'Souskommissioun Bistrosgesprécher organiséiert. Fir gewéinlech ass et jo esou, dass d'Bierger bei d'Politiker invitéiert ginn, fir eise Rieden dann nozelauschteren, ouni wierklech eng eege Meenung matdeelen ze kënnen. Dat wollte mir hei verhënnere. Eis war et wichteg, no bei d'Bierger ze goen, fir gewuer ze ginn, wat si a Bezuch op Europa beschäftegt. Och hei hu mir den Akzent op eng oppen Diskussioun gesat, bei där d'Bierger decidéieren, wat op der Dagesuerdnung steet.

Mir waren zu Gréiwemaacher, zu Dikrech, an der Stad Lëtzebuerg an och zu Esch. D'Beitrag vun de Bierger sinn iwwerengs och alleguerte bildlech festgehale ginn. Am Laf vun de Bistrosgesprécher an och vun allen aneren Organisatiounen, huet d'Madamm Yolande Koster déi wichtegst Aussoen duerch sougenannte „Graphic Recording“ festgehalten. Dat ass eng kënschtlersch, grafesch Aart a Weis, fir Gesprécher net nëmme schrëftlech festzehalen, mee se gläichzäiteg och ze visualiséieren. Déi Tableaue gehéiere fest zum Rapport a sinn dësem och annexéiert. Ech fannen, dat ass immens gutt gelongen an ech soen der Madamm Koster och e grouse Merci duerfir.

Nom europäesche Virbild hu mir och der Jugend eng speziell Plaz an der Ëmsetzung vun der Konferenz hei zu Lëtzebuerg geschenkt. Ech begrëissen op dëser Plaz, dass d'Jugendparlament eng speziell Kommissioun an d'Liewe geruff huet, déi sech mat der Konferenz fir d'Zukunft vun Europa ausernanergesat huet.

Mir hannen dës Kommissioun an der Chamber empfaangen an hu selbstverständlech och d'Meenungen, d'Iddien an d'Suerge vun den engagéierte Jonken eescht geholl. Déi Jonk hunn eis do impressiounéiert mat hire kloer Virstellungen an Erwaardungen. Ech géif och hinnen am Numm vun der ganzer Chamber hei e spezielle Merci soe fir hir interessant Kontributioun.

Mir haten am September zejoert och e Vëlostour am Dräilännereck organiséiert. Dësen Tour, bei deem d'Membere vun der Souskommissioun, Deputéiert vun der Chamber, Europadeputéiert a Bierger zesammen iwwert d'Grenz vu Schenge gefuer sinn, huet symbolesch op d'Wichtigkeet vun den oppene Grenzen higewisen, Grenzen, déi leider an der Pandemie erëm eesäiteg zougemaach goufen, eppes, wat vu ville Leit kritiséiert gouf.

Bei deene verschiddenen Arrête konnten d'Politiker sech mat de Bierger an och mat de Lokalpolitiker austauschen. Mir haten eigentlech wëlles, eng ganz Partie méi esou Veranstaltungen ze organiséieren. Mir wollten zum Beispill op grouss Evenementer goe wéi Festivaller oder Foiren. Mir wollten an d'Lyceë goen, fir Jonker ze begéinen oder mir wollten nach en Dissertationsconcours starten iwwert d'Zukunft vun Europa. Dëst war allerdéngs net méiglech, well d'Dauer vun der Konferenz gekierzt gouf.

Et ass bedauerlech, dass eis virun e puer Woche matgedeelt ginn ass, dass just d'Rapporten, déi bis Enn Februar eragereecht ginn, vun den EU-Institutiounen kënnen consideréiert ginn. Amplaz zwee Joer, wéi ufangs ugeduecht, dauert d'Konferenz offiziell just nach ee Joer. Mee wa mer éierlech sinn, da sinn et a Wierklechkeet awer just nach sechs bis siwe Méint. De Startdatum huet, wéi gesot, misse wéinst Corona verreckelt ginn an d'Dauer ass leider net bäibehale ginn.

Et ass immens schued, dass dëse flotten an esou wichtigen Exercice elo bal eriwuer ass, wou e grad eréischt richteg an d'Rulle kënn.

Ech mengen am Numm vun alle Parteien kënnen ze soen, dass mer iwwert dëse Mësstand ganz onzefridde sinn an dass dëse wichtigen Exercice et verdéngt gehat hätt, dass mer méi Zäit duerfir kritt hätten. Mir ginn awer d'Hoffnung net op, dass et nom offiziellen Ofschluss dësen 9. Mee déi Diskussioun mat de Bierger virugefouert ginn.

Wa mer d'Leit wëllen eescht huelen, dann ass et hei, wou et géllt, en Zeechen ze setzen. An ech weess, dass och eis sechs Kollegen a Kolleginnen aus dem Europaparlament dat d'selwecht gesinn.

Ech soen och hinne Merci fir hir Kollaboratiounen déi lescht Méint a sécheren hinnen eis Ënnerstützung zou fir all Initiativen, déi drop ofzilen, d'Diskussiounen iwwer Europa nom 9. Mee virunzeféieren.

Här President, nodeems ech elo laang a breet erkläert hunn, wat d'Konferenz ass a wéi mir als Chamber dës begleet hunn, kommen ech elo op déi verschidde Prioritéiten a Virschléi, déi mer vun de Bierger gesammelt hunn. Ech géif gären direkt am Ufank kloerstellen, dass dëst déi ongefiltet Meenunge sinn, déi mer erakritt hunn. Et sinn also net d'Konklusiounen vun der Souskommissioun an et ass selbstverständlech, dass bei deenen eenzelne Proposen déi eng oder aner Partei, deen een oder aneren Deputéierte vläicht eng komplett aner oder eng vill méi nuanciéiert Positioun huet.

Aus all deene verschiddenen Echangë mat de Bierger hu mir véier zentral Sujeten zréckbehalen, déi sech ëmmer erëm widderholl hunn an déi mir an eise schrëftleche Rapport dem Conseil exécutif als Prioritéite vun de Bierger vu Lëtzebuerg presentéiert hunn.

Déi éischt Prioritéit - ech hat et scho gesot - sinn d'oppe Grenzen. D'Accorde vu Schengen an d'Reesfräiheet sinn ee vun de gréissten a wichtigsten Acquis vun der EU, zemools fir déi jonk Generatiounen vun Europäer, déi keng eegen Erënnerungen un déi Zäiten hunn, wou een huet missen e Pass dobäi hunn, fir iwwert d'Grenz ze goen. Fir déi Jonk waren d'oppe Grenze bis viru Kuerzem eng Selbstverständlechkeet. Dës grouss Errongenschaft ass a Fro gestallt ginn duerch d'Grenzkontrollen, déi am Kontext vun der Coronapandemie eesäiteg vun eisen Nopeschlänner en place gesat goufen.

Alleguerten d'Bierger, mat deene mir geschwat hunn, ware sech eens: Fir si ass et ondenkbar, d'Reesfräiheet komplett anzëschränken. Si hu sech gewënscht, dass d'Grenzen opbleiwen, esou wéi et an den Accorde vu Schengen och virgesinn ass.

Fir d'Bierger war d'Aféiere vun de Grenzkontrollen e Symptom vun engem Dysfonctionnement vun der Unioun. Eppes, wat fir si esou grondleeënd war, huet net méi bestanen. Besonnesch fir d'Grenzregiounen wéi d'Groussregioun, an där mir liewen, sinn d'Konsequenzen enorm, wann dës Errongenschaft net erhale gëtt. D'Auswierkung fir d'Grenzgänger, déi an anere Länner schaffen, fir d'Ekonomie, den Transport vu Wueren an dat allgemengt gesellschaftlecht Zesummeliewe sinn onmosseg grouss.

Grad an der Pandemie hu mir jo gesinn, wéi wichteg déi Mënschen, déi all Dag aus dem Ausland op Lëtzebuerg schaffe kommen, fir de Fonctionnement vun eiser Gesellschaft sinn. Do denken ech natierlech besonnesch un eis Klinicken an och un eis Fleegeheemer.

Déi oppe Grenze gehéieren zum Alldag vu ville Mënschen an eiser Géigend. Dëst ass zu Paräis oder zu Berlin leider net ëmmer esou gewosst.

Déi zweet Prioritéit ass e soziaalt Europa mat manner Ongläichheeten. D'Inegalitéiten tëscht de Memberstaaten, awer och d'Inegalitéite bannent engem Memberstaat hunn d'Bierger immens beschäftegt. Et mécht hinne Suergen, dass d'Schéier tëscht Arm a Räich ëmmer méi grouss gëtt. Wéi Dir wësst, huet d'Pandemie dës alarmant Entwécklung nëmme nach verstärkt. Virun allem d'Ongläichheeten tëscht Memberstaaten ass eng Gefor fir de sozialen Zesummenhalt vun der Unioun.

D'Bierger wënsche sech, dass d'Inegalitéite reduzéiert ginn, dëst andeems een de sozialen Dialog férdert an d'Roll vun de Sozialpartner stäerkt. Aus den Echang, déi mir gefouert hunn, war däitlech ze héieren, dass dat Soziaalt muss eng Prioritéit vun der EU ginn. D'EU muss de Kampf géint d'Ongläichheeten esou séier wéi méiglech upaken.

An dësem Sënn hunn d'Bierger un eis erugedroen, dass déi sozial Dimensioun an de Statute vun der EU, spréich an den Traitéeen, sollt verankert ginn. Dat Soziaalt soll genee esou e grousst Gewicht hu wéi déi véier Fräiheeten a soll deementspriedend och vum Europäesche Gerichtshaff esou consideréiert ginn.

Déi drëtt Prioritéit ass eng gemeinsam europäesch Aussepolitik. E groussen Deel vun de Bierger war der Meenung, dass d'EU net méi mat enger Stëmm schwätzt. Déi national Interessie stinn enger reeller gemeinsamer Aussepolitik géigeniwwer an déi grouss Memberstaaten hunn deemno d'Soen doriwwer, wéi sech d'EU an der Welt positionéiert.

Am grouse Ganzen hunn d'Bierger duerfir plädéiert, dass d'qualifizéiert Majoritéit d'Unanimitéit ersetzt, wann et ëm d'Aussepolitik geet. An de Gesprécher huet sech och erausgeschielt, dass d'Bierger sech méi Autonomie wënschen.

D'EU soll aussepolitesch, energieetesch a medezinesch manner vun anere Weltmuechten ofhängeg sinn. Dëst géllt och fir d'Verdeedegungspolitik: Dacks hunn d'Bierger matgedeelt, dass si sech eng konsequent gemeinsam europäesch Verdeedegungspolitik wënschen, déi et der EU erlabt géif, méi resilient ze sinn, bei Krise méi séier kënnen ze handelen an net nëmme op d'Entscheidung vum anere Muechte mussen ze reagéieren.

Wien hätt geduecht, dass dëst esou séier esou wouer géif ginn?

Am selwechte Sënn hunn d'Bierger fonnt, d'Roll vum Héije Vertrieeder vun der EU fir Aussen- a Sécherheetspolitik sollt gestärkt ginn, fir dass dëst Mandat engem erlaabt, méi séier Decisiounen kënnen ze huelen.

Eng aner Iddi, déi dacks diskutéiert ginn ass, war eng gemeinsam europäesch Arméi. Jiddefalls war de Message vun de Bierger kloer, dass d'EU hir gemeinsam Stëmm misst erëmfannen.

Déi véiert a lescht Prioritéit ass d'Energiepolitik. Mat Bezuch op d'Aktualitéit vun där neier Taxonomie vun der EU, déi Gas an Nuklea als gréng Energien definiert, hunn d'Bierger sech dacks géint dee sougenannte „Greenwashing“ ausgeschwat. Och hei hunn d'Bierger kloer Wieder fonnt: Gas an Nuklear si keng nohalteg Energiequellen! Gasressourcë si limitéiert.

Den Uranium an d'Gestioun vun de radioaktiven Offäll si geféierlech fir d'Mënschheit. Duerfir huet d'Majoritéit vun de Bierger, mat deene mir geschwat hunn, gefuerdert, dass dës Energiequelle weeder als nohalteg sollen ugesi ginn nach als Iwwergangsléiwung fir den Energiewissel.

Nieft dëse fréiere Prioritéiten, déi sech aus den Echangingen erausgeschield hunn, huet d'Souskommission den Input vun de Bierger an der organisierter Zivillgesellschaft zu allen zéng Sujete vun der Konferenz zesummededroen an an de jeeeweilige Kategorie festgehale.

D'Méssstänn an d'Problemer wéi och d'Léisungsvirschléi sinn ausféierlech festgehale ginn a maachen e groussen Deel vum schrëftleche Rapport aus, dee mir der EU virleed wäerten. Well ech hei net kann op all déi pertinent Iddien agoen, erlabe ech mir, der eng Partie ervirzesträichen, fir d'Meenungsbild vun de Bierger erëmzeginn.

Beim Thema Klimawandel hu vill Bierger ënnerstrach, datt mir eis an enger ekologescher Noutsituatioun befannen. Fir géint de Klimawandel unzuzoen, muss an eiser Gesellschaft en Émdenke stattfannen. Dëse Prozess muss vun der europäescher Politik ënnerstëtzt ginn.

Mir wëssen, datt den Overshoot Day, den Dag, op deem all d'Ressourcë vun der Äerd verbraucht sinn, all Joer méi fréi kënn. Lëtzebuerg ass do kee Räiskär, keng Ausnam, grad am Contraire.

Op europäeschem Niveau kënnen dofir Ureizer geschaaft ginn, fir zum Beispill CO₂-Emissiounen vun der Landwirtschaft ze reduzéieren, am Transport Alternativen zu de fossile Kraaftstoffmotoren ze promovéieren oder e gemeinsame Marché fir de Schinneverkéier no vir ze dreiwien.

Am Allgemenge waren d'Bierger der Meenung, dass ee beim Thema Klimawandel sollt mat positiven Incitatiounen schaffen an esou mann wéi méiglech mat Verbueter. Eng Suerg, déi fir d'Populatioun besteet, ass, dass d'Mesuren, déi géint de Klimawandel en place gesat ginn, net jiddereen d'selwecht geroden a sozial Ongläichheete bannent de Memberstaaten, awer och tëschen de Länner weider géife verstärken.

Fir dëser Perceptioun entgéintzewierken, sollt d'EU Uecht ginn, dass eng adaptéiert Fiskaliteit derfir suergt, dass Taxen oder Steieren en place sinn, fir dass de Kampf géint de Klimawandel de Gerechtegkeetsprinzipien entsprecheend stattfënnt. Fir all Privatpersounen wéi och Betriber soll de Prinzip vum Pollueur-payeur gëllen a virbildlecht Verhale sollt och belount ginn.

E weidere vun deenen zéng Sujete waren d'Wärter vun der Europäescher Unioun. Ënner dëse Volet falen d'Mënscherechter, déi och bannent der EU weider musse verdeedegt ginn. D'Applikatioun vun der allgemenger Konditionéierungsregelung, d'Stärke vun der europäescher Identitéit, d'Verdeedegung vun den europäesche Valeure géintwuer populistesche Bewegungen, d'Virgoe géint Desinformatioun an d'Stärke vun de fräie Medien. An dësem Zesammenhang ass aus den Echangingen och ervirgaang, dass et favorabel wier, wann, mat Bezuch op d'Migratioun, de Sproochgebrauch géif demilitariséiert ginn an de betraffene Persounen hiren Accès op hir Mënscherechter besser géif assuréieren.

Et dierf net vergiess ginn, dass d'EU och eng Wäertunioun ass. E grouse Sujet, deen ech schonn ernimmt hunn, dee ganz dacks vun de Bierger ugeschwat ginn ass, war dat Soziaalt. Fir genee ze sinn, huet d'EU dem Sujet den Titel ginn „Eng méi staark Economie, sozial Gerechtegkeet an Aarbecht“.

Ënner dëse breede Sujet fällt eng Villfalt vun Ënnerkategorien a Mesuren, zum Beispill sinn d'Europäesch Kompetenzen am Hibleck op Sozialeschtungen hannerfrot ginn, den europäesche Mindestloun, Moosnamen, fir d'Beschäftegung an d'Luucht ze hiewen, d'Stärkung vun den europäesche Banken an

d'Verdeiwung vun europäesche Bannemaart sinn all diskutéiert ginn. Ënner dem Stréch soll de Mënsch am Mëttelpunkt vun der Economie stoen, well d'EU ass haut wäit méi wéi just nach en ekonomesch Bündnis.

Dëse Volet ass esou wichteg, well doduerch, dass d'Schéier tëschen Aarm a Räich ëmmer méi auserneegeet, de Risiko ëmmer méi grouss gëtt, dass d'Leit d'Vetrauen an d'Institutiounen verléieren. Dëst geet Hand an Hand mam Stärke vun der europäescher Demokratie.

D'Bierger hu sech ausgeschwat fir e Gläichgewicht tëschen de verschiddenen europäeschen Institutiounen souwéi fir eng besser Kooperatioun tëschen de Memberstaaten. Si hu méi Transparenz an Informatiounen iwwer déi europäesch Entscheidungsprozess gefuerdert. Duerfir wier méi Educatioun iwwer d'politesch Institutiounen, awer och Informatiounscampagnë wichteg. An dësem Sënn ass d'Konferenz fir d'Zukunft vun Europa jiddefalls e Schrëtt an déi richteg Richtung. Et kéint een och soen, dass méi Biergerbedeelegung en Deel vun der Léisung ass. Et ass awer nach laang keng Wonnerléisung.

Här President, elo ass déi zentral Fro, wat mat all dëse pertinenten Iwwerleeungen a wichtige Kontributiounen geschitt. D'Bierger an d'Zivillgesellschaft hunn e groussen Effort gemaach, andeem si eisem Opruff nokomm sinn oder souguer selwer op Eegeninitiiv Evenementer organiséiert hunn. Mir als national Volleksvertrieeder hunn och eist Bescht ginn, fir den Exercice esou gutt wéi méiglech ëmzesetzen.

Mee wat geschitt elo? Wat ass d'Resultat vun der Biergerbedeelegung? A wat geschitt mat de Léisungssätz, déi vun de Bierger proposéiert goufen? Elo ass et jo esou, dass d'Haaptzil vun dësem participativen Exercice war, d'Bierger ze froen: Wat sollen d'Prioritéiten vun Europa sinn? Alleguerten d'Rapporten, déi europawäit erschafft gi sinn, och déi vun der Chamber, ginn dem Conseil exécutif vun der Konferenz iwwerrecht. An et steet nach net ganz fest, wéi et elo konkret virugeet.

Den 10. Februar, um éischten Treffen tëschen de Vertrieeder vun den nationale Parlamenten zu Bréissel, huet den Här Karas, Vizepräsident vum Europaparlament, selwer seng Onzefriddenheet mam Prozess vun der Konferenz ausgedréckt. Hien huet de Mangel u Kommunikatioun kritiséiert, wat den Ofschlossdatum vun der Konferenz, nämlech den 9. Mee betrëfft. Den Othmar Karas fënnt, wéi mir och, dass d'Aarbecht den 9. Mee net eriwuer ass, mee dann eréischt richteg lassgeet. Hien huet proposéiert, dass alleguerten d'Recommandatiounen, déi agereecht ginn, an enger éischer Etapp kategoriséiert ginn, jee nodeem, ob hir Ëmsetzung séier an einfach méiglech ass oder méi schwierig ass an en Iwwerschaaf vum den Traitée géif erfuere.

Iwwerregens huet de President vun der Agence vun der EU fir d'Grondrechter, de Michael O'Flaherty, d'Relatioun mam Lëtzeburger Parlament besonnesch ervirgetrach a gelueft, wat eis natierlech immens freet.

D'Madam Šuica, Vizepräsidentin vun der Kommission fir Demokratie an Demografie, huet an engem Interview ernimmt, dass deliberativ a participativ Demokratie sollt als feste Prozess e Bestanddeel vum europäeschen Entscheidungsprozess ginn. Och d'parlamentaresch Delegatioun vun der Konferenz huet sech an hirer éischer gemeinsamer Debatt den 9. Februar mam Aféiere vun engem permanenten EU-Mechanismus fir d'Biergerbedeelegung befaasst. Den Ofaf an d'Strukture vun der Konferenz sinn am Debat evaluéiert ginn.

D'Volleksvertrieeder hunn ënner anerem d'Iddi vun enger permanenter digitaler Agora, engem permanente Consultatiounsmechanismus an engem obligatoreschen Conseil, an deem d'Bierger temporaire aberuff ginn, diskutéiert.

Mir géifen och begrëssen, wa laangfristeg e participative Mechanismus géif en place gesat ginn. Et dierf net sinn, dass den Exercice eemoleg bleift. Et ass och immens wichteg, dass d'Bierger den Impakt vun hire Kontributiounen kënnen suivéieren, fir dass d'Vetrauen an d'Institutiounen erëm an d'Luucht geet. Wéi schonns gesot, huet d'Chamber dës Konferenz, a virun allem den Dialog, den Austausch mat de Bierger ganz eescht geholl. Duerfir erwaarde mir, dass d'europäesch Institutiounen dat och maachen. Mir halen drop ze kucken, wat elo konkret geschitt. Bis d'Fréijoer sollen éischt Konklusioone gezu ginn.

Well d'Nationalparlamenten eng grouss Roll spillen, fir den Ecart tëschen Bierger an den europäeschen Institutiounen méi kleng ze maachen, hu mir an der Souskommission eng Resolutioun ausgeschafft, Här President, déi ech Iech heimadder géif iwwerrechen.

Résolution 1

La Chambre des Députés, considérant

- que la tenue de la Conférence sur l'avenir de l'Europe a ouvert un nouvel espace de débat avec les citoyens européens ;

- que la Chambre des Députés a tenu à soutenir cette initiative et à simplifier directement dans cet exercice démocratique de portée européenne ;

- que l'objectif de l'initiative consiste à donner la parole aux citoyens ;

- que conformément à l'approche ascendante, ouverte, transparente, inclusive, participative et équilibrée préconisée par les institutions européennes, la Chambre des Députés a organisé sa propre campagne qui s'articule autour de différents types d'événements ;

- que des groupes de discussion ont été constitués sous le parrainage de la Chambre des Députés afin d'identifier les sujets relatifs à l'avenir de l'Europe qui préoccupent les résidents du Grand-Duché de Luxembourg ;

- que quatre panels thématiques ont été organisés à la Chambre des Députés (le creusement des inégalités, la compétitivité économique de l'Union européenne, la gestion des flux migratoires et le changement climatique) ;

- que les députés ont rencontré les citoyens dans le cadre de discussions dans les cafés dans les quatre circonscriptions électorales (à Grevenmacher, Diekirch, Luxembourg et Esch-sur-Alzette) ;

- l'organisation d'un échange de vues entre représentants du Parlement des Jeunes et de la Chambre des Députés sur l'avenir de l'Europe ;

- le rôle des parlements nationaux dans l'UE tel que formulé par le Traité sur l'Union européenne et notamment leur contribution active au bon fonctionnement de l'Union européenne ;

- qu'en 2006, la Chambre des Députés a adopté une nouvelle stratégie en matière de traitement des dossiers européens et qu'en 2017, elle s'est engagée à revoir cette procédure à la suite du débat d'orientation sur l'avenir de l'Europe, débat n° 6944 ;

- que le pouvoir législatif doit disposer de moyens supplémentaires pour pouvoir travailler de manière plus efficace dans le domaine des affaires européennes, surtout dans les matières très complexes ;

- que les parlements nationaux ont leur rôle à jouer dans la démocratisation du projet européen en y associant de manière plus large les espaces publics nationaux ;

- que la Chambre des Députés peut contribuer à combler l'écart entre les citoyens et les institutions européennes, s'engage à tenir compte des résultats de la consultation citoyenne à travers :

- la communication des résultats de la campagne de consultation de la Chambre au Gouvernement et aux institutions européennes ;

- la tenue d'un débat à la Chambre des Députés sur les propositions concrètes formulées par les citoyens dans le cadre des événements prémentionnés ;

- un espace de débat public ouvert avec les citoyens encore plus large traitant des questions législatives européennes,

et s'engage d'autre part à procéder à :

- l'identification de dossiers européens absolument prioritaires permettant à la Chambre des Députés de prendre position en séance publique ;

- la continuation des travaux de suivi des résultats et conclusions de la Conférence sur l'avenir de l'Europe au sein de la sous-commission de l'AECCIA, après le 9 mai 2022 ;

- la promotion du dialogue politique et de la participation active des parlements nationaux à travers la procédure dite du carton vert en complément de la procédure dite de subsidiarité ;

- la nomination, en commission parlementaire, d'un rapporteur pour chaque dossier européen prioritaire ;

- une coopération plus étroite avec le Gouvernement pour discuter en amont la position luxembourgeoise sur l'ensemble des dossiers politiques et législatifs européens et à inviter les membres du Gouvernement lors des sessions du Conseil dans les commissions ;

- l'invitation, selon sujets, des membres luxembourgeois du Parlement européen dans les commissions spécialisées ;

- l'augmentation de sa propre expertise en affaires européennes ;

- le renouvellement de la demande exprimée dans la lettre du 22 septembre 2010, et réitérée dans les lettres du 10 octobre 2011 et du 8 octobre 2012, adressées au Premier Ministre afin d'obtenir communication des fiches d'impact sur les propositions législatives européennes préparées par les ministères compétents ;

- l'organisation d'un débat public, dans la mesure du possible, lors de l'adoption d'un avis motivé ou politique ;

- l'organisation plus systématique d'auditions de la société civile sur des sujets européens prioritaires ;

- une meilleure concertation avec les autres parlements nationaux au sujet des papiers de consultation de la Commission européenne ;

- la promotion de la participation des membres de la Chambre des Députés à la coopération interparlementaire dans le cadre de l'Union européenne ;

- l'organisation d'échanges réguliers entre les commissions compétentes de la Chambre des Députés et la Commission européenne et le Parlement européen ;

- la promotion des échanges entre l'administration parlementaire et l'administration du Parlement européen ;

- une meilleure collaboration avec les chambres professionnelles sur les dossiers européens ;

- un échange régulier avec le Parlement des jeunes sur les grandes questions européennes ;

- l'organisation d'assises au sujet de la politique européenne.

(s.) Yves Cruchten, Simone Beissel, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, Nathalie Oberweis, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Domat engagé d'Chamber sech, d'Souskommissioun bis op Weideres bestoen ze loosser, fir de Suivi op EU-Niveau kënnen ze maachen. Doriwuer eraus engagéiere mer eis mat dëser Resoloutioun, méi dacks europäesch Sujeten, déi prioritär sinn, och hei an der Plenièr ze traitéieren, weider reegelméisseg Auditioune vun der Zivillgesellschaft ze organiséieren, nach méi enk mat de Kolleegen aus dem Europaparlament zesummenzeschaffen an eis och reegelméisseg mam Jugendparlament iwwert déi grouss europäesch Froen auszetauschen.

Här President, et läit mer um Häerz, fir all de Leit, déi zum Gelänge vun dësem Exercice bäigedroen hunn, ...

(Interruption)

... e grouss Merci ze soen. Un éischter Plaz natierlech de Bierger an der Zivillgesellschaft, déi sech mat eis ausgetosch hunn, awer och dem Personal vun der Chamber. Virop den Hären Yves Carl a Cédric Scarpellini an der Madamm Ines Luna sief Merci gesot fir hir gutt Aarbecht ronderëm dësen Dossier.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Speziell Merci wéilt ech eiser neier Verriederin vun der EU-Kommissioun, der Madamm Anne Calteux soen, déi eis bei all eisen Aktivitéite begleet a gehollef huet, vum Ufank bis zum Enn.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Ganz zum Schluss wéilt ech awer och de Kolleegen aus eiser Souskommissioun Merci soen. Ech wéilt hinne soen, dass et e Pleséier ass, mat hinnen zesummenzeschaffen.

Erlaabt mer, dass ech kuerz d'Memberen alleguerten ernimmen: d'Madamm Beissel, d'Madamm Empain, d'Madamm Oberweis, den Här Wiseler, den Här Kartheiser an den Här Clement.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Mir hu vlächicht bei eenzele politesche Sujeten aner Iddien, heiansdo aner Léisungsvirschléi. Mee mir hunn déi ganzen Zäit nawell an engem gudden a konstruktive Geescht zesummegegeschafft, well - bei allen Differenzen, déi mer kënnen hunn - eppes eent eis awer alleguerten, an zwar, dass mer alleguerte wëllen, dass Europa weiderhin e Succès bleift fir d'Wuel vun eisem Land, vun eisen Awunner a vun all den Europäer.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Yves Cruchten.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci. Merci, Här President. Ech sinn Europäer an ech sinn houfreg, Europäer ze sinn. Ech liewe wéi en Europäer. Den europäesche „way of life“. Meng Ambitioun ass Europa, an deem wat Europa ass als Fundament an och an deem, wat Europa ass an all senger Diversitéit, déi et huet.

Mir hunn eng laang Zäit am Fridde gelieft, un dem Fridde geschafft, wou dem Faschismus, dem Kommunismus hir Regimier näischt ze soen haten. Elo ass dat e weineg a Fro gestallt. Net nëmmen e weineg, mee richtig a Fro gestallt. Mee d'Reaktioun vun den Europäer - mir hu virdrun driwwer geschwat -, déi ass staark.

Mir hunn eng Sécurité sociale an Europa. Mir sinn un der Spëtzt vun den Ëmweltstandarden, un der Spëtzt vun dem Kampf géint d'Klimakris. Mir hunn demokratesch Regimier, Rechtsstaaten, Fräiheeten. Mir hunn e Wuesstum, eng Liewensqualität, an alles dat, wat mer maachen, eis Politicken, dréine sech ronderëm déi mënschlech Dignitéit.

Ech wéilt néierens anescht liewe wéi op dësem Kontinent!

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | An dee Kontinent ass och fir vill Leit e ganz attraktive Modell, wat och vill vun deene Flüchtlingen, déi an Europa kommen, erkläert a verständlech mécht. An trotzdeem hu mer eng grouss Kompetitioun vun anere Modeller. Déi Kompetitioun vun anere Gesellschaftsmodeller weist och deelweis heiansdo d'Schwächte vun der EU op, weist och heiansdo déi Zweifelen, déi mer un eis selwer hunn, op. An dat ass och heiansdo e Risiko. An déi Reaktionsfäegkeet, déi mer hunn, ass net ëmmer déi, déi mer am Fong missten hunn, fir esou schnell wéi méiglech op verschidde Situatiounen ze reagéieren.

Heiansdo hunn ech och d'Impressioun, dass déi extreem Komplexitéit vun deem System, dee mer opgebaut hunn, well d'Geschicht et esou gewollt huet, dass mer en esou géifen opbauen, e Mangel un Transparenz mat sech bréngt, fir dee kee kann, mee deen einfach geschichtlech gewuess ass an domat och net onbedéngt participativ ass, well d'Leit spieren, dass Bréissel wäit ewech ass vun deem, wat hiren Alldag ass.

Europa kritt sech net ëmmer explizéiert, well Europa och an deenen eenzelen Nationalstaaten net ëmmer de Kontakt, den direkte Kontakt, mat de Bierger huet a well déi national Regierungen d'Explikatiounsgewalt an Hoheit heiansdo hunn an dofir déi Explikatioun vun Europa net esou eriwerginn, wéi se se missten eriwerginn, a well mer och verschiddelech Schwierigkeeten hunn, schnell Decisiounen ze huelen. Dat war elo an der Lescht net de Fall. Mee mir hunn awer guch Beispiller an deene Jore virdrun, bei deenen ee gesäit, dass Länner wéi Russland, China, d'Veereenegt Staate weesentlech méi schnell sinn an hiren Decisiounen.

Dozou kënnst e Gefill, dass d'Geschicht vun haut och méi schnell dréit. Ech soen: China an Indien hunn an deene leschten 10, 15 Joer jo eng onwarscheinlech Evolutioun kannt an d'Gewichtung vun deenen eenzele Polen an der Weltgeschichte gëtt anescht. Mir sinn net onbedéngt den Zentrum vun der Welt, obwuel mer dat heiansdo nach mengen an eis deelweis och esou behuelen. Mir sinn net ëmmer déi, déi d'Welt nach gestalten a mir subisséieren heiansdo d'Geschicht, well mer et net anescht kënnen.

Mir wëllen nach, mee mir kënnen net ëmmer méi. An dat ass e Bild, wat mer no baussen ofginn an e Bild och, wat d'Europäer heiansdo spieren a wéinst deem se e gewëssene Malaise hunn. Doraus ass dann och deelweis, muss ech soen, dës Konferenz entstanen, eng Konferenz, an där mer de Bierger wëllen nolauschteren an an där mer de Bierger méi no solle kommen an eis och unhéieren, wou hir Suerge sinn.

De President Macron huet gesot, wéi en am Ufank vun dëser Konferenz stoung: « Jamais depuis la Seconde

Guerre mondiale, l'Europe n'a été aussi nécessaire. Et pourtant, jamais l'Europe n'a été autant en danger. » Ech fannen dat fundamental richtig, a sengerzäit, wéi en dat gesot huet, war hie mat Krisen - mat der Brexitkris, der Refugiéskris a Griicheland oder der ekonomescher Kris - befaasst. Haut sinn nach aner Krisen derbäikomm, zwee Joer duerno: déi ganz Covidkris a schlussendlech déi dramatesch Kris an der Ukrain.

An et waren a sech Frankräich an Däitschland, déi déi ganz Konferenz do un d'Rulle bruecht hunn. Duerno ass dat vun der Kommissioun opgegraff ginn als e grousse Exercice vu participativer Demokratie.

Ech sinn haut net hei, fir just iwwert deen Exercice ze jubelen oder fir en total schéin a rosa ze molen, well et sinn och eng ganz Rei Saachen dran, déi schwierig waren, déi awer och typesch waren an hirer Schwieeregkeet.

Den Yves Cruchten, eise President vun der Kommissioun, huet se schonn ugeschwat, déi dramatesch Startschwierigkeeten, déi mer haten. Den Yves Cruchten ass ganz léif a ganz gentil a ganz diplomatesch. En huet dat zu engem Deel op de Covid zréckgefouert, wat jo och richtig ass. Mee et war awer och nach en aneren Aspekt derbäi - den Yves weess et och -, dat ass deen, dass mer schonn emol am Ufank eng fuerchtbar an typesch Diskussioun iwwert d'Governance vun där Konferenz haten.

D'Parlament, den Här Verhofstadt wollt dat ganz ënnert säin Hutt kréien. Déi aner Institutioune wollten dat dann awer och net, an dann ass hin an hier a rechts a lénks an uewen an ënnen diskutéiert ginn, bis mer dann e Modell mat dräi Presidenten haten. Dat ass och alles schéin a gutt, et stéiert mech jo och net, mee et huet extreem vill Zäit kascht. An op där anerer Säit huet et awer och erëm déi ganz Komplexitéit an déi Schwierigkeet vun Europa bewisen: dass mer Zäit verléieren op engem Punkt, deen am Fong misst kloer si vun Ufank un.

An dat sinn déi Saachen, déi mer mussen an de Grëff kréien an dat sinn och déi Saachen, déi d'Leit nerven en fin de compte. An dat muss een och kloer an däitlech als Message eriwuerbréngen.

Do hate mer den 10. Mee 2021 déi éischt Sëtzung. Dat huet, wéi den Yves Cruchten et richtig gesot huet, bedeit, dass mer eng Zäitreduktioun vun zwee Joer op ee Joer haten, well mer mussen am Fréijoer fäerdeg sinn. D'Fro ass just: Firwat muss mer am Fréijoer fäerdeg sinn? Dat hunn ech nach ëmmer net richtig verstan, ausser dass ech mer soen: Well et elo franséisch Presidence ass, well et eng franséisch Iddi ass, well a Frankräich wale sinn a well mer dofir mussen deen Exercice ofschléissen, well mer e mussen ofschléissen.

Ech schwätzen elo hei vläicht e wéineg fräi, mee ech mengen, et ass awer och Zäit, fir déi Saachen ze soen. Och dat ass typesch fir d'Europäesch Unioun an net onproblematesch fir déi Aart a Weis ze handelen. A mir mussen ophalen, national Exercicer aus europawäiten Übungen ze maachen, well dat net nëtzlech ass. Deen Zäitrock ass net nëtzlech fir eis Diskussioun, net nëtzlech fir d'Aart a Weis, wéi mer virginn.

Mee bon, mir hunn et awer gemaach. Par contre schéngt déi Initiativ gutt opgeholl ze ginn. Wann een d'Sondagé vu März 2021 kuckt, da waren 78 % vun de Leit positiv fir déi demokratesch Übung do an 51 % vun de Leit an Europa hu gesot, si kéinten och selwer matmaachen. Déizäit ass och europawäit - ech schwätzen net vu Lëtzebuerg - gesot ginn, déi wichtigst Sujete wäeren d'Santé, den Terrorismus, d'Migratioun an d'forcéiert Deplacementer an d'Ëmwelt an de Klimachangement.

Bei eis ass et ongeféier - mat lichte Modifikatiounen, déi zwar interessant sinn, mee mat lichte Modifikatiounen trotzdem - dat selwecht. An ech muss och soen, dass d'EU-Kommissioun an d'EU-Parlament en extreem grousse logisteschen Apparat en place gesat hunn, fir dat Ganzt do ofwéckelen ze loosenen.

An do och vläicht eng perséinlech Impressioun: Ech hat awer och d'Impressioun, dass et an deenen Diskussiounen - an ech weess net, ob déi, déi do waren, déi selwecht Meinung hunn - an all Richtunge gaangen ass. Dat war interessant, mee heiansdo kontradiktorsch. Dat war par ailleurs och vill Nationales an net ëmmer Europäesch. Dat war och vill Wonschdenken an net ëmmer Realistesches.

An et ass viles vun der EU gefrot ginn, wat manifestement net EU-Kompetenz ass, mee wat national Kompetenz ass. Ech mengen, dass ass normal bei esou Reuniounen, bei esou Manifestatiounen, mee et war awer hei ganz besonnesch.

An och hei zu Lëtzebuerg huet d'Chamber viles organiséiert. An ech wëll och do eisem President, dem Yves Cruchten, Merci soen. Hien huet déi ganz Band, déi e virdru beschriwwen huet an nominell ernimmt huet, zesummegehalen iwwert déi ganz Méint. Dat war net ëmmer einfach, mee et war och flott fir ze schaffen. Ech muss dat schonn esou soen. Dofir villmools merci dir an all deene Kolleegen, déi do matgemaach hunn.

Et war och en interessante Retour, dee mer haten. Mee och do - ech dierf jo e wéineg méi kritesch si wéi de President -, och do ware ganz interessant Leit, déi mat eis geschwat hunn. Mee et muss een awer soen: D'Zuel vun deene Leit, déi op déi Manifestatiounen komm sinn, dat war net déi ganz grousse Foulen, wann ech et elo dierf extreem diplomatesch ëmschreiwen. Ech maache wierklech kee Reproche. An et waren och flott Diskussiounen. Mir haten och eng Rei Rencontré beim Vëlostour, mee och do net déi gréisste Participatioun. An d'Rencontré mat Partner, déi mer hei an der Chamber haten, waren och interessant, mee et ware ganz oft awer och Saachen, déi mer scho wousste vun anere Reaktiounen, well se net ëmmer op Europa konzentréiert waren, mee op hir Iddi konzentréiert waren.

Ech soen et wierklech net als Reproche, ech soen et als Beschreibung. An ech wëll domadder soen, dass mech am Fong vill un déi Referendumscampagne vun 2005 erënnert huet, wou mer de Leit d'Geleeënheet ginn hunn, eis hir Suergen auszedeckelen, a si hunn dann och all déi Suergen ausgedréckt, déi se haten. Et hat just net ëmmer eppes mam Sujet ze dinn, mee et war awer noutwendig. An ech hunn och déi Diskussiounen gär gefouert, well s de eng Geleeënheet has, iwwer alles ze schwätzen an haaptsächlech iwwer Problemer, déi d'Leit am Dagdeeglechen haten.

Ech wollt déi Beschreibung vum Exercice maachen, well et am Fong net eng negativ, mee eng sympathesch Beschreibung ass. Ech wëll domadder soen, dass dat, wat mir hei schreiwen, zwar gutt ass, ech géif et just net ëmmer als representativ fir d'ganz Bevëlkerung consideréieren. An ech mengen dierfen ze soen, dass, wa mer haut dee selwechten Exercice géife maachen, nodeem, wat an deene leschte 14 Deeg geschitt war, mer schonn erëm eng ganz aner Prioritéitelëscht géifen opstellen. Dat ass awer net schémm. Dat ass einfach esou. A wa mer et an dräi Méint géife maachen, wär et warscheinlech erëm eppes anescht. Wichtig ass, deen Exercice eng Kéier gemaach ze hunn.

Eng aner Reflexioun, déi ech wëll dobäi soen, dass: Mir maachen elo deen Exercice, deen ass och gutt

gemaach. Just, mir sinn awer elo an enger Zäit, an Deeg a Wochen, wou sech jo total aner Problemer stellen, wou Europa Stellung muss huelen a Konflikter, déi et bis elo net kannt huet. An ech hoffen, dass mer och déi Positionen, déi mer doranner huelen, dass ... Also, wat ech am Fong wëll soen: Ech hoffen, dass déi Konferenz eis elo net esou vill Energie hält, an deem wat kënnt, dass mer eis net uerdentlech kënnen deene Sujeten, déi awer direkt mussen geléist ginn, zouwenden. Ech weess, dass hannendrun, am Opschaffe vun där Konferenz a vun all deenen Iddien, onwarscheinlech Energie, onwarscheinlech Diskussiounen kënnen drastiechen. A mir si momentan awer an enger Zäit, wou mer effizient an direkt mussen reagéieren. An do muss d'Unioun nach kucken, wéi se mat deem Dilemma ëmgeet.

Wa mer iwwert d'Zukunft vun Europa nodenken, wëll ech e puer fundamental Prinzipien ..., an ech kommen dann op d'Inhalter zréck, déi fir mech wichtig sinn, wann ech un d'Zukunft vun Europa denken. Ech soe fir d'éischt: Mir hunn eng europäesch Identitéit. Mir si stolz, Europäer ze sinn, a mir si gär Europäer, op jidde Fall déi meescht, wann net alleguer vun eis. Well dat, wéi mer sinn, dat, wat mer sinn, definiert sech mat enger Identitéit, déi sech op viles baséiert: op d'griichesche Philosophie, op d'rimescht Recht, op d'chrëschtliche Traditionen, déi eis Basis ausmaachen. Mee iwwert déi Basis eraus sinn awer och nach eng ganz Rei regional Spezifitéiten - verschidde Sproochen, eng Diversitéit, eng Räichheet -, déi sech do ofzeechnen. An eng aner Definitioun ass, dass mer eng Gesellschaft sinn, déi accueillant ass an déi sech och fir extern Kulturen interesséiert a bereet ass, extern Kulture bei eis eranzuhuelen a mat eis liewen ze loosenen. Eng Gesellschaft, wou de perséinlechen Developpement am Mëttelpunkt steet an déi sech, niewent dem perséinlechen Developpement, awer als Solidargemeinschaft entwéckelt. Dat fannen ech weesentlech als Definitioun.

Zweete Punkt, dass ass, dass mer als Europa eng demokratesch Gesellschaft sinn: Demokratie, Fräiheet, Mënscherechter, Separatioun vun de Pouvoiren, parlamentaresch Demokratie, déi ëmmer méi grousst muss sinn, Participation citoyenne kennzeechen eis. Och dat wëlle mer bäibehalen.

Drëtte Prinzip, dass ass, dass mer en Europa kloer Grenzen hunn, wou nëmme Länner solle sinn, déi d'politesch an d'ekonomesch an d'institutionell Krittäre vu Kopenhage respektéieren. Och dat ass a mengen Ae kloer. An dat huet och Konsequenzen, wa mer duerno diskutéieren. Ech kommen duerno nach eng Kéier gär drop zréck.

Véiertens: Mir brauchen en Europa, dat effizient ass. Dat ass Europa haut net ëmmer genuch. Et ass awer ëmmer esou, dass d'Effizienz dat ass, wat d'Veutraue vun de Bierger mat sech zitt. D'Bierger vertrauen Institutiounen, wa se effikass an effizient sinn. An do si mer deelweis an engem Däiwelskrees, well d'Leit traue Europa net ëmmer, well et net ëmmer esou effizient ass, wéi se et wëllen. Fir dat et awer soll méi effizient ginn, misste mer Europa ganz aner Pouvoiren ginn. Mee mir ginn Europa net aner Pouvoiren, well mer mengen, et wär net effizient. An dat ass en Däiwelskrees, deen een awer muss eng Kéier opbriechen. An dat ass vläicht eng Diskussioun, bei där et weesentlech ass, se no där Konferenz hei ze féieren. Mir brauche Kloeerheet an eisen Decisionsstrukturen, an eise Prozesser.

Mäi fënnefte Punkt, dass ass en Europa mat Zukunftsvisionen. Mir haten eng Kris vun der Eurozon, eng Migratiounskris, e Brexit, eng Covidkris, eng Ukrainkris. An dat, wat déi Krise charakteriséiert, ass am

Fong, dass allkéiers bei all Kris Europa iwwerrascht ginn ass an an der Iwwerraschung huet missen extreem schnell reagéieren. An Europa war ni honnertprozenteg virbereet, dass kanns de vläicht net ëmmer, mee Europa huet ëmmer missen an der Schnelllegkeet, an der Hetz reagéieren.

D'Ambitioun vun Europa misst am Fong sinn - an a mengen Aen ass dat kloer -, dass mer kënnen anticipativ sinn, dass mer Krise virbereeden an der Aussepolitik, an der Ëmweltpolitik an dass mer Problemsolver ginn, schon esou schnell wéi méiglech, deelweis éier d'Krise kommen, respektiv wa se kommen, fir dass mer op déi verschidde Krise virbereet sinn. Dass beeinträchtigt eist Iwwerleeën an eist Denke ganz an dass ass och eng Necessitéit, fir verschidde Politicken ze verstärken, preventiv Politicken, zum Beispill an der Defense, déi muss verstärkt ginn, fir dass mer méi reaktiounsfäeg op esou Krise ginn.

Ech kommen dann zu deene Prioritéiten, déi fir eis am wichtegste sinn, déi sech deelweis, awer nëmmen deelweis, mat deem iwwerschniden, wat d'Leit gesot hunn. Mee dass, wat kloer an däitlech an eisen Diskussiounen, déi mer mat de Leit haten, war, dass ass, dass mer eng gemeinsam Aussepolitik brauchen. Dass war eng Suerg, déi sech iwwerall ausgedréckt huet, all Owend ausgedréckt huet. An et ass am Fong erstaunlech, well d'Aussepolitik - an dass ass elo wierklech näischt géint den Ausseminister - am Fong net en typescht Thema vu Lëtzebuurger Politik ass. An dass krute mer ëmmer gesot: „Mir brauchen eng europäesch Aussepolitik, well mer gesinn, wat an Europa geschitt.“ Wann een elo gesinn huet, wéi schonn erëm virum dem Ausbruch vun dem Ukrain-Krich dee ganzen Defilé vu Presidenten, Premieren an esou weider beim Här Putin war, wat jo awer komplett desordonnéiert war, an en fin de compte den Aussebeoptragten, den Här Borrell, guer net do opgedaucht ass an den Här Michel och net, da war dass schonn e Problem.

Wat ass dann d'europäesch Aussepolitik gewiescht? Bon, mir waren elo solidaresch, tant mieux. Mee do huet sech awer eng Riseschwächt gewisen, déi d'Leit och gemierkt hunn. An dass, wat mer gesot kritt hu vun de Leit, dass war, dass et weesentlech ass, dass jiddwereen dee Wonsch, staark no bausse opzetrieden, respektéiert ze ginn, nogelauschtert ze kréien als Europäer, als Prioritéit consideréiert huet.

Dofir ass et fir eis kloer, dass d'Aussepolitik eng qualifizéiert Majoritéit muss hunn am Europäesche Conseil. Et stellt sech och d'Fro - obwuel een déi net därff stellen, wann ee politesch korrekt ass - vun engem permanente Sëtz vun der EU am Conseil vun der Sécurité vun der UNO, niewent Frankräich, wat och ëmmer, mee Europa huet seng Plaz do.

Doriwwer eraus stellt sech och d'Fro vum internationale Commerce, well dass ass och ëmmer en aussepolitescht Instrument, wat net ëmmer genügend consideréiert gëtt, an d'Fro vun den noutwendegen Accord-commercialen. An ech soen do, dass mir evidenteweis fir esou Accord-commercialen sinn, well se eis erlaben, kloer, ambitiéis an ëmsatzer Ëmweltstandarden ze setzen, Innovatiounsstandarden ze setzen, sozial Standarden ze setzen, zum Beispill géint Kannerarbecht.

An dass ass eppes, wat jiddweree géif weiderbréngen a wat eis zum Beispill och elo géif hëllefen an all deene Froen, déi sech stellen an der Ukrain-Kris, wéi mer dann déi Approvisionnementsschäin, déi elo duerch d'Ukrain-Kris ënnerbrach ginn a wou mer Schwierigkeeten hunn, hei an Europa déi Approvisionnementner ze kréien, ... fir aner Weeër ze sichen esou schnell wéi méiglech, fir dass mer kënnen erëm nei Approvisionnementsschäin opstellen.

Also internationale Commerce als Element vun der Aussepolitik, Här Minister. An dofir war ech nach ëmmer der Meenung, dass de Commerce extérieur an den Ausseministère gehéiert. Mee dass awer just als Klammer dobäi.

Eng kloer Politik vis-à-vis vu China ...

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Mee, Här Wiseler, deen ass jo do.

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Nee, alles wat mat Europa ze dinn huet, alles wat mat Trade ze dinn huet, mam Conseil, ass jo beim Ausseministère.

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, dass ass an der Rei. Mee mir hunn awer nach ëmmer ...

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Bilateral net.

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, mee Dir ... Här Asselborn, ech sinn amgaangen, Iech ze ënnerstëtzen, an Dir hutt genau verstanen, wou meng Ënnerstëtzung higeet. An ech fannen, dass zum Beispill déi zwee Reseauen, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn, wou mer duerch d'ganz Welt op där enger Säit Ambassaden hunn an op där anerer Säit ekonomesch Representatiounen, verlueren Energie ass. Ech fannen, Dir sollt dass alles maachen, Här Asselborn.

(Hilarité)

Sou, elo kënnt Der mer bal net méi äntweren, gesitt Der. Bon! An ech fannen och, dass mer niewent enger klorer Politik vis-à-vis vu China och en ambitiéis Partenariat mat Afrika brauchen, an ech soen do net eng ambitiéis Kooperatiounspolitik, ech soe wierklech en ambitiéis Partenariat mat afrikanesche Länner, well et ass am Partenariat, wou mer kënnen schaffen.

An ech froe mech och, awéiwäit europäesch net awer zu engem Deel e Pooling vu Kooperatiounspolitike kéint gemaach ginn, déi europawäit subventionéiert ginn a soumat d'Kooperatiounspoliticken, déi déi eenzel Länner maachen, zumindest deelweis nach méi effikass maachen, wéi se elo scho sinn. Eng Aussepolitik also, déi a) effizient, uerdentlech organiséiert a b) mat präzisen Zilsetzungen ass, ass déi éischt absolutt Noutwendegkeet.

Déi zweet, dass ass, d'Sécherheet ze garantéieren. Dovuun hunn d'Leit net esou vill geschwat an eisen Diskussiounen, déi mer mat hinnen haten. Mee géife mer haut nach eng Kéier dohigoen, wär dass absolutt de Sujet Nummer 1. Europa muss Fräiheet a Sécherheet garantéieren. Dofir ass Europa geschaaft ginn an dass ass haut méi wéi jee wouer.

Dass bedeit awer, dass mer eis op ganz verschidde Punkten asetzen - Frontex ass fir mech eng Evidenz, dass muss ausgebaut ginn - an dass déi eenzel Länner müssen op de Grenze gehollef kréien, wa se et net selwer packen.

Europol muss eng operationell Polizeiagence si mat grouse Pouvoire fir d'Terrorismusbekämpfung. Et kann ee sech souguer iwwerleeën, ob een net higeet an eng méi grouse Unioun vun de Protection-civillen mécht. Net, dass déi national net sollen hir eege behalen - dass ass jo evident -, mee et kéint een trotzdem kucken, dass zum Beispill eng Rei Saachen, wéi d'Virbereedung op Krisenasätz iwwerall an der EU, wou Reserve vun Iessen, Medikamenter, medezineschen Apparater an Urgencematerial mussen gemaach ginn, zu engem Deel gemeinsam koordinéiert ginn am Fall vun engem Desaster an engem EU-Staat.

Dass selwecht gëllt fir d'Zesummenaarbecht mat den Enseignementssewicer, déi jiddwerengem eng Evidenz ass, mee déi nach ëmmer Schwierigkeeten huet, esou ze klappen, wéi mer et am Idealfall géife wëllen.

A mir brauchen och - an ech hunn dass schonn an der Diskussioun virdu gesot - eng grouss Diskussioun iwwert d'Ausrüchtung, de Finanzement an d'Ekipeement vun eiser Arméi iwwert de Militärbudget. Dee muss einfach fir eis Defensepolitik eropgesat ginn. Och mir als Lëtzebuerg müssen eisen Deel vun der Responsabilitéit droen.

Et ass ëmmer méi kloer ginn, dass d'NATO fir eis weesentlech ass. Si ass net „gehierdout“, wéi den Här Macron et gesot huet. Dass hätte mer se haut net. Da wäre mer richtig, richtig schlecht drun! Ech si frou, dass mer an der NATO sinn an dofir muss mer eis Presenz och esou maachen, dass se deem entsprécht, wat d'NATO laangfristeg braucht. Dass geet net kuerzfristeg, mee laangfristeg mussen mer dohinner goen.

Mir haten déi grouss Chance - an ech soen dass och als Europäer -, dass mer haut en transatlantesche President hunn: Gottseidank ass den Här Biden e President, deen Interêt fir Europa huet an dee sech och formidabel agesat huet an där Kris, an där mer haut sinn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Mee mir wëssen net, ob deen aneren net erëm eng Kéier zréckkënn an ob mer net erëm eng Kéier déi selwecht Problemer kréien, déi mer déi véier Joer virrun haten. An dofir soen ech, dass mir als Europa zu engem groussen Deel och fir eis eege Sécherheet mussen responsabel sinn: déi europäesch Verteidigung, d'Kooperatioun vun eisen Arméien, déi europäesch Defensecapacitéiten, och d'Iwwerleeungen ronderëm e conseil de défense, dee sollt gemaach ginn, wou ëmmer an ëmmer méi Schrëtt op Gemeinsamkeeten zou gemaach ginn.

Dass selwecht gëllt natierlech fir déi industriell Verteidigungscapacitéit. Déi europäesch Industrie muss och eng gewëssen Autonomie hunn, fir dass ze produzéieren, wat mer an der Defensepolitik brauchen, soudatt mer net ofhängeg si vun anere Länner, wou mer net wëssen, wéi laang mer zerwéiert ginn a wéi laang mer dat Material, wat mer awer strateegesch brauchen, och kënnen kréien. Och dass ass e gemeinsamen Effort, dee muss gemaach ginn. Dass schéngt eis absolutt evident ze sinn.

An zum Schluss nach eng Kéier den Appell, deen ech ëmmer maachen: Déi Gesetzgebung, déi mer absolutt brauche fir d'Protektioun vun eisen Entreprisé vis-à-vis vu strateegesch an feindlechen Iwwernamen aus anere Länner, ass méi wéi jee haut wichtig. Dass muss elo jiddwerengem bewosst sinn. D'Regierung huet do en Text deposéiert. Ech hat virrun eng Proposition de loi gemaach. Et ass mer am Fong komplett egal, wat kënnt. Kommt, mir maachen et just, fir dass mer dat Instrument hunn!

Mäin drëtter Punkt ass de Bien-être, d'sozial Fairness an d'Kohäsioun vun eiser Gesellschaft. Selbstverständlech ass dass ee vun de grouse Prinzippe vun der Europäescher Unioun. A wann d'Leit, déi mer an der leschter Zäit besicht hunn, eis gesot hunn: „Wat hu mir da vun Europa? Europa ass wäit ewech a mir hunn et ze di mat engem technokrateschen Europa, wat am Fong net an eist deeglecht Liwwen iergendwéi mat agräift“, dann ass dass ganz kloer eppes, wat an hirem Gefill richtig ass. An da muss een explizéieren an et muss een och an der Praxis eppes maachen.

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

Niewent dem ekonomeschen Deplouement, wat fir d'éischt emol eng Explikatioun ass, dem Approfondissement vum Marché unique oder dem Fäerdegmaache vun der Bankenunioun an der Kapitalmaartunioun muss een och erklären, datt déi ganz technesch Saachen, déi do gemaach ginn, am Fong gemaach ginn, fir de Bierger virun Abusen ze schützen, an datt dat och eppes ass, wat an d'dagdeeglecht Liewen agräift vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg an Europa wunnen.

Mee da kommen natierlech eng ganz Rei prezis Punkten dobäi, déi d'Leit verstinn: Den europäesche Mindestloun ass een dovun, en neie Pakt mat de Sozialpartner, fir Jugendarbeitslosigkeit ze vermeiden, zum Beispill en anereren. All déi Echangeprogrammer fir Jugendlecher - den Erasmus an anereren, déi Interrail-Initiativen - an alles dat, wat an d'praktescht Liewen agräift, ass eppes, wat mer musse weiderdreien an an d'Fenster stellen. Dat ass och vill gefrot gi vun de Leit, bei deene mer waren: déi praktescht Punkten, déi si all Dag an hirem dagdeegleche Liewe betreffen.

An d'selwecht war et, wa mer am Norde vum Land waren, fir e Wuert iwwert d'Agrarpolitik ze soen, well sech do ganz vill Suerge gemaach ginn, well déi Budgete vun der Agrarpolitik jo ganz vill contestéiert gi sinn. Och do musse mer kloer an däitlech soen: Agrarpolitik ass fir eis systeemesch relevant! A well et systeemesch relevant ass, musse mer et och an Zukunft weider esou ënnerstëtzen. Well et ass gradesou wichteg, datt mer autonom sinn an dem Approvisionnement vun eisen Iesswueren an datt mer do eng Produktioun hunn, déi eis weiderhëlleft, och a Krisenzäiten. Och dat ass en Deel vun eiser Autonomie an dofir musse mer eis och engagéieren fir d'Ënnerstëtzung vun de Familljebeträiber.

(Interruption)

Iwwert d'Produktiounsart a -weis kënnen mer jo ëmmer diskutéieren, esou vill Der wëllt. Ech wëll just soen, datt mer musse kucken, datt d'Agrikultur och an Europa ka weiderliewen. An dat ass net einfach.

M. François Benoy (déi gréng) | Wéi soll dat goen?

M. Claude Wiseler (CSV) | Är Fro ass, wéi dat soll goen. Mee ech verwiere mech hei dogéint, datt Subside gestrach ginn an datt d'Budgete vun der Agrikultur erofgesat ginn. Dat ass déi eenzeg Aart a Weis, fir der Agrikultur eng Zukunft hei an Europa ze ginn. A wat fir eng Richtung et soll goen, ass, mengen ech, wierklech elo net haut d'Diskussioun.

(Interruption par M. François Benoy)

Une voix | O ma ...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler (CSV) | O wësst Der, Här Benoy, ech kann haut och en Discours iwwert d'Agrikulturpolitik maachen, wann Der dat wëllt maachen. Mee domat hunn ech absolutt kee Problem. Mir hunn där scho méi wéi ee gefouert.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech wëll just soen, datt ech mech hei asetze géint verschidden Tendenzen, fir Agrarbudgeten ze kierzen, datt ech dogéint sinn, datt se gekierzt ginn! Dat ass dat Eenzegt, wat ech gesot hunn, an do hannendru stinn ech.

M. François Benoy (déi gréng) | Op deem Punkt si mer op alle Fall d'accord.

M. Claude Wiseler (CSV) | Ma très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Den Här Wiseler huet d'Wuert a soss kee wéi den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Nee, ech hunn awer gär, wann ... Här Spautz, ...

(Brouhaha)

... Dir sidd léif, datt Der mech verteidegt.

(Hilarité)

An de Santésberäich ass och eppes, wat mer allkéiers bei all Owend gesot kritt hunn. D'Leit fannen, datt en Deel vun der Krisekompetenz bei der EU muss leien. Et ass keen, deen eis gesot huet: „Mir hätte gär, datt mer eng europäesch Gesondheetspolitik solle maachen.“

Une voix | Tatsaach.

M. Claude Wiseler (CSV) | Si sinn zefridde mat enger Gesondheetspolitik, déi national gemaach gëtt.

Mee par contre, wat mer ëmmer an iwwerall gesot kréien: Wann eng international Kris ass, da muss d'EU eng Kompetenz hunn, well esou Krise wéi déi vum Covid an anereren, déi mer kannt hunn, kënnen nëmmen international geléist ginn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ganz richtig!

M. Claude Wiseler (CSV) | An dofir muss een och do d'Instrumenter ginn, fir dat méiglech ze maachen. Fir mech ass et, fir eis ass et ganz kloer, datt mer eng vergréissert Koordinatiounskompetenz a Krisenzäite mussen hunn. Fir mech ass et, fir eis ass et ganz kloer, datt d'EMA a verschiddene Punkte méi eng staark Roll muss spillen, datt mer eng europäesch Medikamentechaïne besser organiséieren mussen, fir de medezinneschen Approvisionnement an d'Autonomie garantéieren ze kënnen dann, wann et noutwendeg ass, an net vu China ofzehänken, wann esou Krise kommen. Datt mer eng gemeinsam europäesch Pandemieplanung musse maachen, ass absolutt evident. Datt mer en Accord hunn, och fir gemeinsam Medikamenter am Noutfall ze kafen, ass fir mech och absolutt evident. Datt mer d'Méiglechkeet hu vu medezinnescher Zesummenaarbecht, zum Beispill a grenzwwerschredende Spideeler, och dat ass un eis erugedroe ginn.

A mir zween, Här Di Bartolomeo, hunn och déi Experienz mat Diskussiounen, wann et drëm geet, fir am Süde vum Land e grenzwwergräifend Spidol opzemaachen, wat eng Iddi war, wou mer probéiert hunn, deelweis gemeinsam Schrëtt ze maachen, wat eis awer net gelongen ass.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... gescheitert.

M. Claude Wiseler (CSV) | Genau. Et ass net gelongen, well esou vill Differenze waren an esou vill Schwierigkeeten, administrativer, gesetzlecher a wat och ëmmer, datt mer net weiderkomm sinn, wat mer Leed deet! Wat mer Leed deet a wou ech soen, dat wier awer eng grouss Iddi, fir och déi transregional medezinnesch Versuergung anescht ze organiséieren. Da géife mer vill Sue spüren, wa mer fäerdeg wäeren, a mir kéinten och bei der Qualitéit vun der Medezinn vläicht nach e Schrëtt méi wäit goen, wéi mer elo souwisou scho sinn.

Den eHealth mat de Patientendaten, deen och europawäit misst brauchbar sinn, all déi Systemer, déi déi eenzel Länner mat Patientendossieren an Änlechem maachen, do muss absolutt garantéiert sinn, datt dat europawäit relevant ass. A bei grousser Santésprojeten an der Recherche, wéi zum Beispill Kriibs, wéi zum Beispill Alzheimer-Recherche, ass et absolutt eng Evidenz, datt mer do nëmmen, nëmmen, nëmme kënnen weiderkommen, wa mer all eis Recherche-moyenen zesummeleeën, wann eis Universitëten, Recherchezentere gemeinsam schaffen, soss packe mer dat net. Dat wär zum Beispill e risegen

europäesche Projet, dee vun de Leit géif appreciéiert ginn, wa mer do kéinten eppes zesumme maachen, well do ass jiddwereen a senger Famill, a sengem dagdeegleche Liewe concernéiert dovun.

Fënnefte Punkt: Ëmwelt- a Klimapolitik. Mir kennen d'Erausforderungen, déi ambitiéis Ziler fir 2030, déi Karbonneutralitéit bis 2050. Dat ass och eng absolutt Demande, déi mer all Owend kritt hunn. D'Leit wëllen, datt Europa Leader hei soll sinn, a mir soen, datt mer en enorme Creneau fir eis Economie an där doter Ëmwelt- a Klimaekonomie kënnen hunn, datt et och un eis ass, déi international Standards ze setzen, ze dreien an ze kucken, datt se esou wäit wéi méiglech weltwäit respektéiert ginn.

Dat ass eng Tâche, vun där d'Bierger gär hätten, datt Europa se soll iwwerhuelen, Upgraden och vun eiser Energieunioun, alternativ Energien, eng Hydrogène-strategie, déi mir kënnen zu Lëtzebuerg zum Beispill projézieren a prioritär, als Projet pilote hei ëmsetzen.

E grouss Programm fir Hydrogène wär zum Beispill och eppes, wat ee kéint mat afrikanesche Länner zesumme maachen. Dat géif eis och als Europäer, mee och op dem afrikanesche Kontinent weiderbréngen.

E lauter esou Iddien, mat deene mir honnertprozenteg kënnen d'accord sinn, sinn déi, déi mer vun de Leit héieren hunn.

An ech hunn et virdu scho gesot: Mir brauchen eng Diskussioun iwwer eis zukünfteg Energiepolitik. Ech ginn net nach eng Kéier drop an. Den Här Kersch ass net heibannen, dann huet et kee Wäert, datt ech drop aginn, mee soss wär ech awer nach eng Kéier mat Pleséier drop agaang.

(Interruptions et hilarité)

Jo, mee dat maache mer an enger Debatt separat. An ech soen nach eng Kéier, ech géif - ech hunn et elo e wéineg ironesch gesot - déi Debatt gären an aller Seriositéit féieren, well et ass eng seriö Debatt, wou ee muss zesummen driwwer schwätzen, wéi een dat do an de Grëff kritt, well et si vill kontradiktöresch Erausforderungen, wou mer Equilibere musse schafen. Dat war am Fong meng Ausso.

Mäi sechste Punkt, dat ass e kompetitiivt Europa, en Europa vun der Innovatioun, vum Wëssen a vun der Digitalisatioun. Mir hunn Innovatioun an Digitalisatioun, déi mer an Europa maachen. Contrairement zu anere Länner maache mer se net, fir d'Leit ze kontrolléieren, esou wéi dat a China de Fall ass. D'Digitalisatioun gëtt net als Kontrollmethod agesat. Mir maachen Digitalisatioun, wou de Bierger am Mëttelpunkt steet, a mir stellen haut fest, datt Europa do e Retard huet.

Do, wou d'Zukunft spillt, musse mer also eis gebündelt Energien an eis Ressourcen zesummesetzen, fir d'Recherche weiderdreien am europawäite 5G a fir spéider e Champion an engem eventuelle 6G ze ginn. Dat heescht, Developpementer vun artificieller Intelligenz, Internet of Things, Cybersecurity an Änleches, déi Efforte musse absolutt gemaach ginn. Och dat ass eng vun deenen absolutt groussen Erausforderungen. Och déi sinn de Leit dobusse bewosst, déi op déi do Saache reagéieren, déi gesinn, wat an anere Länner geschitt, déi gesinn och a spieren, wellech Retarde mir hunn.

A mir brauchen - an dat krute mer och iwwerall owes gesot an déi Diskussioun si souguer wäit gaangen - eng regulatoresch Initiativ, fir zukünfteg Artificiell-Intelligenz-Froen ze encadréieren, soudatt mer net duerch déi artificiell Intelligenz an e Kontrollsystem geroden, mee datt mer et am Fong an den Dëngscht

vum Mënsch setzen an net, fir de Mënsch ze kontrolléieren. Dofir muss et gesetzlech encadréiert ginn. An dat selwecht, wat mer gesot kréien, dat ass déi Kompetitivitéit, déi mer heiansdo duerch eng schwéierfällg Legislatioun ..., déi extreem héich administrativ Hürde fir eis Entreprises opbaut an déi mer an Europa ganz gutt musse beobachten, well do riskéiere mer, duerch eng schwéierfällg Legislatioun, eis awer Hürden ze schafen, déi net ëmmer noutwendeg sinn.

Den Här Juncker huet vill probéiert, a senger Period dorunner ze schaffen an drun ze änneren, an dee manner am Fong reguléiert ginn ass während där Period. An an deene leschte Wochen hate mer nach Beispiller vun am Fong onnéidegen a kontraproduktiven europäeschen Initiative wéi zum Beispill déi Unshell-Direktiv, déi elo erauskomm ass, déi am Fong quasiment als Resultat wäert hunn, wa se esou géif ëmgesat ginn, wéi se et elo wäert sinn, fir SOPARFIen aus Europa erauszdrécken an domat eng generell Attraktivitéit fir d'EU-Entreprises méi kleng ze maachen hei an Europa. Dat ass onnéideg, dat ass kontraproduktiv, dat verstinn d'Leit och net dobaussen an do musse mer ophale mat deem Blödsinn en fin de compte!

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Autonomie ze kréie fir Medikamenter, fir Energie ass eng Evidenz. Ech ginn net weider drop an.

An dann ass awer nach en anere Punkt, dee fir eis wichteg ass, dat ass, dass mer och ophale mat där Geschicht, fir grouss europäesch Entreprises, déi sugenannt EU-Champions, duerch Gesetzgebungen am Fong ze ënnerbannen, net liewen ze loossen, net weiderkommen ze loossen. Ech verstinn déi Logik ganz gutt, wann s de se an eng europäescher Logik denks. Mee mir sinn net méi an enger europäescher Logik, mir sinn an enger weltwäiter Logik hei! A wa mer dann empêcheieren duerch Gesetzgebunge fir a sech grouss EU-Beriber, déi weltwäit kéinte konkurrenzfähig sinn, well mer déi empêcheiere mat enger europäescher Logik, da si mer absolut an total kontraproduktiv par rapport zu enger weltwäiter Kompetitivitéit, déi mer awer mussen an Europa kréien. A mat deene Saache musse mer och absolut ophalen, soss komme mer an Europa net weider!

Och dat si komescherweis Saachen, déi d'Leit eis gesot hunn. Dat ass jo elo scho ganz spezifesch als Sujet, mee mir kruten et trotzdem als Suerg ausgedréckt. Ech hunn et ganz besonnesch fonnt, dass d'Leit mat eis op esou Sujeten agaange sinn, an ech war erstaunt, dass et ugeschwat gouf, mee et ass ugeschwat ginn. Et ass also och eng Suerg vun de Leit, net nëmme vu Politiker, déi sech fir Industrie a Wirtschaft interesséieren.

Déi siwent Fro, dat ass eng gemeinsam Äntwert op Migratiounsfroen, eent vun deene grouss Fragezeche vun der europäescher Politik an am Fong den Ausdrock - an dat krute mer och allkéiers gesot - vun där Hëlleflosegkeet an där Incapacitéit, an där d'EU heiansdo ass, fir esou weesentlech Problemer ze léisen, well hei egoisteschen national Reaktiounen solidarresch, gemeinschaftlech Léisungen einfach empêcheiert hunn an dat total inakzeptabel, total inakzeptabel ass, an et gëtt och vun de Leit esou gesinn.

Wat mer brauchen, ass eng gemeinsam europäesch Asylpolitik, eng effektiv Reform vun den Dublin-Prozesser, eng regulär Migratiounspolitik an Europa, déi muss organiséiert ginn, en Deele vun der Responsabilitéit zwëschen Memberstaaten am Prinzip vun der Solidaritéit, der Capacitéit, der Subsidiaritéit. An dofir musse mer déi Diskussioun iwwert de Migratiounspak

oder den Asylpak, deen d'Kommissioun ausgeschafft huet, och weiderdreiwien.

Mir hate virun e puer Deeg hei an der Chamber op dëser Plaz - ech mengen, et ass do, wou Dir sëtzt, Här Cruchten - de Margaritis Schinas sëtzen, fir eis am Fong ze erklären, wéi hie wëllt déi Migratiounspolitik an Europa gestalten. An dat gëtt ganz komplizéiert. Mee dat Eenzegt, wat déi Ukrainkris vläicht kéint als Positiivt hunn - an ech wëll do wierklech net falsch verstane ginn -, dat ass, dass am Fong déi Länner, déi ëmmer Nee gesot hunn, fir gemeinsam Solidaritéit ze weisen, wéi Polen, wéi Ungarn, wéi Rumänien, d'Slowakei, dass déi elo op der éischter Front si bei der Ukrain an elo Solidaritéit froen a selbstverständlech musse kréie vun eis, mee dass dat awer vläicht, vläicht, vläicht en Ëmdenke kéint bréngen.

Ech sinn eeben extreem virsiichteg, well ech och net ganz dru gleewen, mee d'Logik, wann s de Solidaritéit frees, do misst de heiansdo soen: „Mee ech kréie se, also muss ech der och heiansdo ginn!“

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo.

M. Claude Wiseler (CSV) | Mee enfin, et ass an der Welt haut net méi alles logesch. Dofir ass dat vläicht eng Illusioun an en Dram, wat ech do hunn.

An den Här Schinas huet eis do vun dräi Stufe geschwat, déi mir och fundamental schéngen. Fir d'éischt den Accord mat de Länner, wou Departé sinn, respektiv wou a sech Transit vu Flüchtlingen ass, dass een do evidenteweis muss kucken, dass een Accorde mat deene Länner kritt, awer net Accorden, wou just Kooperatiounspolitik a Sue gewieselt gi géint Flüchtlingen, déi se hei halen, mee nu wierklech Accords de collaboration, de partenariat mat de Länner, wou dat do och abegraff ass, mee wou mer seriö Politicke mat hinne maachen.

Déi zweet Etapp ass d'Organisatioun vun eise Grenze mat Frontex an déi drëtt déi Solidaritéitsmechanismen, déi mer innerhalb vun Europa wierklech nach eng Kéier mussen weiderbréngen. Déi Iddien, déi um Dësch leien, sinn Iddien, déi net satisfaisant sinn, mee awer trotzdem e groussen éischte Schrëtt kënnen bedeuten, fir do weiderzecommen.

Mäin aachte Punkt, dat ass en Europa, wat fonctionéiert. Et gëtt emol gesot, mir wäere momentan keng perfekt Unioun, mee mir mussen a mir wäerten och ni eng perfekt Unioun ginn, mee mir mussen awer eng effizient Unioun kréien an eng, déi der haiteger Welt ugepasst gëtt.

Dat heescht, mir brauche staark Institutionen. Europa ass eng parlamentaresch Demokratie an d'Europaparlament ass d'Häerzstéck vun der europäescher Demokratie. A mir mussen dem Europaparlament déi noutwendeg Pouvoire ginn, fir och dat Häerzstéck kënnen ze sinn. D'selwecht wéi d'Lëtzebuurger Parlament d'Häerzstéck vun der Lëtzebuurger Demokratie ass, sou brauch a sech d'Europaparlament déi voll legislativ a budgetär Pouvoiren an och an eisen Aen en Initiativrecht. Sou muss d'Europaparlament och kënnen de Contrôle vun der Kommissioun maachen. E richteg geupgradet Enquêterecht - dat ass jo och eng Diskussioun zu Lëtzebuerg -, menge mir, misst och beim Europaparlament sinn. Eng Impeachmentprozedur bei eenzelne Kommissäre schéngt mer einfach och logesch ënnert den normale Pouvoiren, déi e Parlament an enger Demokratie muss hunn.

Mir sinn och der Meenung, dass de Geriichtshaff - selbstverständlech do, wou mer et kënnen - soll verstärkt ginn, a mir sinn, wat d'europäesch Demokratie ugeet, der Meenung, dass de Spätzekandidatesystem, dee bäigaangen ass bei deene leschte

Walen, awer e sënnevolle System ass. E muss selbstverständlech anescht gestallt ginn an en därer net méi esou lächerlech gehandhaabt ginn, wéi dat déi leschte Kéier de Fall war. Mee de Spätzekandidatesystem huet awer ee grouss Virdeel, dat ass, dass d'Leit an Europa hir Wale mat enger Persoun identifizéieren kënnen a sech dee Moment dann och personifizéieren kënnen a sech vläicht méi no spiere mat de Leit, déi se do wielen.

Och bei de Kommissären ass eng Fro, déi ee sech ka stellen, ob se sech net sollte wierklech hei zu Lëtzebuerg an an anere Länner wiele loosse, dass se eventuell och eng Légitimité démocratique kënnen hunn. Wéi, wat, wou ass nach eng ganz aner Fro. Zu Lëtzebuerg ass dat déi leschte Kéier gemaach ginn. Dat, mengen ech, war och sënnevoll, à moins, wéi gesot, dass deejéinegen als Spätzekandidat matgeet, dann ass et jo nach eng aner Fro, da léisst e sech jo och indirekt wielen. Mee ech mengen, do muss een d'Mechanismen ...

Mir sinn der Meenung, dass déi transnational Lëschten eng falsch-gutt Iddi sinn, well et weesentlech an eisen Aen ass, dass d'Leit sech representéiert spiere vun hiren individuellen Deputéierten, d'Proximitéit vun Deputéierte spiieren. Och wann en am Europaparlament sëtzt, muss e fir d'Leit erreechbar sinn, vun de Leit kann ginn, mussen d'Leit och wëssen, mat wem se ze dinn hunn. An dofir ass et fir eis wichteg, dass dee System, wou territorial gewielt gëtt am Europaparlament, och bäibehale gëtt. An ausserdeem: A Lëschten, déi transnational wäeren, wäere kleng Memberstaate sécherlech desavantagéiert. Fir eis soll déi territorial Representativitéit och weiderhi spillen.

Et ass an eisen Aen net d'Europaparlament, wat e Légitimitéitsproblem huet, mee wann een an der legislativer Prozedur e Légitimitéitsproblem huet, dann ass et sécher d'Kommissioun, net d'Parlament.

Néngstens, an dat ass mäi leschte Punkt virun der Konklusioun, dat ass d'Erweiderung. Och op déi si mer oft ugeschwat ginn. Mir krute vu ganz ville Leit gesot, dass déi lescht Erweiderung, déi geschitt ass, ze wäit gaange wär an a sech viles vun der Kohärenz vun Europa ewechgeholl hätt an dofir problematesch wär. Dat gëtt dobausse vill geduecht, krute mer vill un eis zrëckbruecht.

An da muss een - an dat hu mer ëmmer gemaach - en historescht Developpement maachen, fir de Leit ze erklären, firwat dass déi Ouverture gemaach ginn ass, firwat dass déi Erweiderung sengerzäit gemaach ginn ass. A wann een dat bis mécht, verstinn d'Leit dat och ganz schnell, wann ee seet: „Mee wat ass dann déi aner Optioun? Mir hu se erageholl, éischtens, well se wollten, mee zweetens awer och, well se zu Europa gehéieren. A wat wär d'Alternativ gewiescht?“ An elo, dat, wat elo amgang ass ze geschéien an der Ukrain, ass jo dat beschte Beispill, wat kéint geschéien, well wéi géif et elo a Polen ausgesinn, an Ungarn ausgesinn, wa se net an der Unioun wäeren, a Litauen, an de baltische Länner?

D'Explikatioun, firwat et wichteg war, ass elo am Fong nach méi einfach ginn, malgré all déi Schwierigkeeten, déi mer domadder hunn, a mir sinn déi lescht, déi se am Fong verneenen, déi Schwierigkeeten. Mee den historesche Wee huet iwwert déi do Etapp an eisen Ae gefouert an dat muss een de Leit och explizéieren. An ech mengen, dass d'Leit dat haut verstinn, méi wéi d'lescht Woch verstinn, och wa se et scho verstanen hunn, wann een d'Explikatiounen ginn huet.

An da mengen ech och, dass mer kloer Pespektive musse setzen, wouhin mer ginn a wéi mer wëlle ginn. Mir sinn der Meenung, dass deen ugefaangene

Prozess an der Türkei néierens hiféiert an datt een dat och soll kloer an däitlech zum Ausdrock bréngen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Par contre si mer awer der Meenung, datt déi Diskussioun am Balkan, déi och amgang ass, datt déi zu eppes muss féieren, well mer der Meenung sinn, datt de Balkan zu Europa gehéiert an datt et e risegé strateegesche Feeler wär, fir deen erauszdrécken, erauszehalen. Natierlech muss se alle Krittäre gerecht sinn, natierlech hélt dat nach enorm Zäit ewech, mee d'Perspektiv muss awer kloer, kloer an däitlech sinn. Et ass e laange Wee, mee maache mer et net, dann hu mer aner Influenze mäten an Europa, Influenze vu Russland, Influenze vu China oder vu wiem och ëmmer, vun der Türkei, déi mer net wëllen. Dofir ass et eis absolutt Responsabilitéit. Ech mengen, dat muss een och kloer a senge Messagé soen, datt d'Leit wëssen, wou et an eisen Ae muss higoen.

Konklusioun: Wéi geet et weider? Mat aller Kritik um Exercice, déi ech am Ufank gemaach hunn, fannen ech, datt et e wäertvollen Exercice war. Wat net dierf geschéien - dat ass dann en Appell un den Här Minister -, dat ass, datt dat hei e Pabeier ass, dee wéi esou vill Honnerte Pabeieren am Tirang wäert verstëbse mat all deene Wäiss- a Gréngbicher, déi mer scho kannst hunn.

D'EU-Parlament, déi national Parlamenter, de Conseil, d'Kommissioun muss Konklusiounen draus zéien, mussen d'Besoinen identifizéieren, Pisten ofsécheren an et sinn der genuch do, mat all deem, wat mir soen, mee haaptsächlech, wat d'Bierger gesot hunn.

Fir mech ass et esou, datt een, Här Minister, alles muss kucken, wat een an enger éischer Etapp ouni Traitésännerung ka maachen, elo an direkt. An déi Traitéen, déi mer momentan hunn, do kann ee viles, viles domadder maachen. Mir maachen heiansdo net alles domadder, well op eng noutwendig Traitésëmännerung hinzewiesen ganz oft eng Excuse ass, fir näischt ze maachen, well een et net wëllt maachen a well een dann dat Argument do virschibbt.

D'Realitéit ass awer, datt ee mat deenen Traitéen, déi mer haut hunn, ganz viles ka maachen. Dofir soen ech kloer: Eise grouse Wonsch ass emol an där éischer Etapp, deen Traité voll auszenotzen fir weiderzokommen. Duerno, wann een eng Traitésännerung mécht, da muss ee jo wëssen ... Meng grouse Apprehensioun, eis grouse Apprehensioun ass, datt mer da fénnef bis zéng Joer mindestens amgang sinn ze diskutéieren an datt da viles blockéiert gëtt, well viles erëm no hanne geschobe gëtt, an enger Welt, wou awer d'Weichen haut gestallt ginn an net muer an net iwwermuer gestallt ginn, wou mer haut mussen Decisiounen huelen, well mir kucken, wéi schnell et amgang ass ze lafen, mir kucken, wéi schnell op anere Kontinenter Decisiounen falen. Kënne mir eis elo esou e Prozess erlaben, wou mer fénnef, zéng Joer emol erëm diskutéieren, wéi mer par rapport där enger, par rapport zu där anerer Institutioun eis sollen opstellen a wien een hei muss wielen an do muss gewielt ginn? Kënne mer eis et erlaben?

Dat heescht, ech hunn do ... Ech erënnere mech ze vill un déi Diskussioun, déi mer zwëscht 2000 an 2005 iwwert déi lescht Konventioun do haten.

Här Asselborn, mir ware jo deelweis do zesammen an der Regierung a mir wëssen, wéi schwierig déi Diskussioun war. Mir kënnen eis och un déi Owender erënnere, déi mer mat de Leit do an Diskussiounen verbruecht hunn, déi net ëmmer eppes mat Europa, mee vill mat anere Problemer ze dinn haten. An dee Prozess war bal derniewentgaangen. An dee Lëtzebuerger Referendum, dee jo schwierig och fir eis

war, mee deen huet de Prozess en fin de compte gerett, datt e konnt weidergoen, soss hätt dat liicht, liicht kënnen derniewentgoen. Dat heescht, et ass eng grouse Gefor, esou e Prozess erëm unzefänken.

A wann een en dann erëm muss ufänken, well et net anescht geet a well den Drock ze grouse ass, dann ass eis kloer Recommandatioun: Dann huet just déi dräi oder véier Punkten, déi muss gemaach ginn, ...

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | ... mee maacht net erëm e Risenexercice, wou esou vill Energie verluer geet a wou mer op den zentralen Erausforderungen, déi d'Welt eis stellt an déi net ëmmer frou mat eis sinn - déi net ëmmer frou mat eis sinn! -, wou mer do déi Energie verléieren, anstatt déi aner Problemer unzegeen ... Wann et muss gemaach ginn, da konzentréiere mer eis op déi Saachen, déi muss gemaach ginn, a mir kucken, datt mer dat hannert eis kréien.

Vill Leit, muss ech soen, sinn haut géint Europa a schaffe géint déi europäesch Iddi. An den Här Putin ass ee vun hinnen an et ginn awer ganz vill anerer. Et gi ganz vill anerer, deenen d'Fräiheet an d'Demokratie kënne geféierlech ginn an déi dofir net frou mat eis sinn. An där ginn et der dobaussen, mee et ginn der awer och dobannen an Europa.

An ech soen zum Schluss, datt Europa muss de Courage opréngen, sech géint déi Géigner, géint seng Géigner ze wieren, sech ze behaupten, sech duerchzusetzen. Am Fong ass et dat, wat mer mat dëser Konferenz schnellstens muss féierdebréngen, an zwar Europa erëm Vertrauen a sech selwer ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem honorabelen Här Wiseler. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP) | Här President, Kolléeginnen a Kolléegen, Här Minister, virop och mäin häerzleche Merci un eise President a Rapporteur Yves Cruchten fir säin exzellente a breet gefächerte mëndleche Rapport. An ech wëll him och Merci soen, mäi Virriedner huet dat och scho gesot, fir déi ganz flott Manéier, wéi en eis Grupp all déi lescht Méint geféiert huet.

Ech hänke mech awer hannendrun, well si hunn esou eng wichteg Roll gespilt, fir och meng Mercien un den Yves Carl, de Cédric Scarpellini, d'Ines Luna an natierlech och d'Madamm Calteux ze riichten, well si hunn eis déi lescht Méint iwwerall begleet an informéiert an natierlech si se maassgeblech hei zoustänneg fir dee risegende exzellente Rapport, dee mer elo haut kënne kommentéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Simone Beissel (DP) | Här President, d'Présidence vun der COFE huet eis u sech ënner Zäitdrock gesat, well am Prinzip sollte mer jo den 9. Mee 2020 ufänken, mir hunn awer eréischt den 9. Mee 2021 ugefaang an do hu mer eis natierlech direkt zesummegegerappt an hunn direkt intensiv ugefaang ze schaffen, well mir wollten awer eiser Missioun jo gerecht ginn.

D'Prise de conscience vun den europäeschen Decideuren, vun den Institutiounen, dass leider entretemps an Europa d'Vetrauen an Europa op ganz ville Plazen emol net méi wotlech war an derniewent e richtegen Euroskeptizismus sech breetgemaach huet, war ee vun de groussen Incentivé fir dës COFE.

Derniewent koum natierlech d'Pandemie Covid-19. An dann nach eppes, wat all Mënsch immens

gestéiert huet, dat waren déi egoistesche unilateral Schléissunge vun de Grenze vu verschiddene Länner, déi eis alleguerte ganz sauer eropgestouss hunn.

Dofir ass gesot ginn: „Elo kënt e radikale Paradigmewissel, elo kritt de Bierger d'Wuert!“ De Bierger soll - an et ass scho gesot ginn - an enger Bottom-up-Strategie matrieden, e soll seng Wësch, seng Ängscht, seng Perspektive bréngen, an et gëtt keen Diktat méi vu Bréssel. Well dat ass jo virdrun hei erausgeklongen, dass ganz oft Leit soen: „Bréssel ass wäit a mir kréie vun uewe gesot, wat mir solle maachen, a mir kënnen net selwer decidéieren.“

Dunn ass also direkt Kontakt opgeholl ginn. Mir hunn eis organiséiert. Et ass schon ugeschwat ginn, wat mer alles gemaach hunn zwësche Panellen, Hearings, Hearing mam Jugendparlament, ganz agreabel Stammineeën oder Kaffisdëschgespréicher an natierlech déi ganz wichteg digital Plattform, wou d'Bierger konnten alleguerte matmaachen.

Als Haaptzil Dialog a geliefte Demokratie. De Bierger soll aktiv mat iwwert déi zukünfteg Konstruktiv vum Europa kënne schwätzen, dëst am Respekt vun de Prinzipien vu Proportionalitéit a Subsidiaritéit.

Une voix | Très bien!

Mme Simone Beissel (DP) | Vu dass eis Chamber frou ass a gär bereet war, sech all dës Froen ze stellen, hu mer dat natierlech och intensiv an direkt mat grousser Freed gemaach.

D'grouse Erausforderung war natierlech, wéi oft an deene Geschichten - a mir hunn natierlech mat ..., Dir hutt matgehéiert, dass mat Mometer owes an de Cafésgespréicher net d'grouse Foule war -, d'Erausforderung vun der Kommunikatioun: Wat maachen, wéi kréie mer eis Bierger sensibiliséiert, motivéiert, fir an dësem Exercice vu participativer Demokratie matzemaachen?

Trotz Zäitdrock léisst d'Resultat sech weisen. Et ass hei scho beschriwwen ginn. Mir hate véier Prioritéiten, national, déi sech erausgeschield hunn an den arbeitsgruppen. An dann déi zéng grouse Themen, déi generell belicht gi sinn, wou Iddie gesammelt gi sinn a wierklech Propositionen gemaach gi sinn.

Mäi Kolléeg Gusty Graas wäert verschidde wichteg Theeme belichten. Ech wollt elo véier Punkten hei mat Iech duerchhuelen.

Dat Éischt ass Energie a Klima, oder Klima an Energie éischer, Wirtschaft a Soziales, dann de Rechtsstaat a véiertens d'Coopération territoriale transfrontalière, wat jo fir Lëtzebuerg extreem wichteg ass.

De Klimawissel, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass e konstant Suergekand vun eise Bierger. Dat hu mer duerch déi ganz lescht Méint dauernd gehéiert. Déi meescht vun de Bierger, dat ass och schonn hei ugeklongen, si radikal géint Greenwashing oder Ecoblanchiment, wéi dat elo am Kader vun der grénger Taxonomie vun der EU-Kommissioun beschloss ginn ass.

Dass Gas an haaptsächlech Atomenergie elo op eemol erëm sollen e gréng Mäntelchen ukréien a Fërdergelder kréien, dat assougutt fir eis Bierger, mee jo, och fir eis Regierung, en No-Go. An et soll jo zesumme mat der éisträichescher Regierung elo eng Klo an där do Hisiicht um Europäesche Geriichtshaff eragereecht ginn.

An ech erënnere drun, dass mer hei an dësem Haus am Dezember, den 8. Dezember 2021, à l'unanimité eng Motioun an där do Richtung ugeholl hunn.

E kloert Leitmotiv war awer och bei de Bierger, dass d'Klima an Inegalitéiten, Nohaltegkeet, Klimaschutz

net dierfen um Bockel vun de mannerbemëttelte Matbierger ausgedroe ginn, well dat géif an déi falsch Richtung goen.

Här President, a Saache Klimaschutz soll d'EU incitéieren, motivéieren, encouragéieren a wierklech positiv Alternative setzen a wa méiglech net bestrofen. Et solle Primmen a Subside gi fir déi Bierger, déi Entreprises, fir all Mënsch, deen et richtig mécht. Et soll eng Politik sinn, fir d'Leit mat op de Wee ze huelen, fir ekologesch an naturgerecht ze liewen no dem Prinzip „do not harm“. Et soll och onbedéngt versicht ginn, d'Industrië mat op dee Wee ze huelen, hinnen Ureizer ze ginn, fir eebe just, dass se d'Limite vun den Emissiounswärter respektéieren an déi ekologesch Transitivoun mathëllefen esou schnell wéi méiglech ze errechen.

Anerersäits ass awer och streng gekuckt gi vun eise Bierger. De Principe vum Pollueur-payeur soll agesat gi fir déi Leit, déi d'Emissiounen net respektéieren. Dir wësst, mir hunn als Lëtzebuurger Land eng Decisioun geholl, fir dem CO₂ e Präis ze ginn: Wie verknascht, soll bezuelen!

Well d'CO₂-Bepreisung awer och erëm eng Kéier déi mannerbemëttelt Leit voll kann treffen, ass jo ugeduecht ginn, dass et selektiv Hëllef gëtt, an notament d'Allocation de vie chère an och de Crédit d'impôt, dat ass jo schon ugeduecht, dass dat leeft, fir do anzegräifen. An ech begreissen awer och d'Madamm Familjeminister, well de Moien hu mer ganz positiv Nouvellé krit, dass elo nach verbessert gëtt, fir eebe just deene Leit, déi Risiken hunn, duerch déi ganz Energiepräisser an de Besoin ze kommen, ënner d'Äerm ze gräifen.

E weidere Punkt: D'administrativ Chargé sollen onbedéngt reduzéiert ginn an d'Prioritéit soll op den Invest gesat ginn, fir dass déi Transitions écologiques fir d'Entreprises ëmmer méi no kënnen réckelen.

E groussen Interventionssecteur, deen eis Matbierger natierlech ganz vill interesséiert huet, ass den Transport. All Mënsch ass dofir, fir déi nohaltig Mobilitéit ze fërderen. Do sti mir jo als Lëtzebuerg gutt do mat eise Primmen a Subside fir Vëloen, Pedelecken, E-Autoen, Elektroborne fir Privatleit an Entreprises. Da soll den Ausbau vun dem Vëlospistnetz net nëmmen um Lëtzebuurger Territoire virugefouert ginn, mee och souguer an der Groussregioun, wou ganz schéi Vëlospiste sinn, wou een dat gutt kéint verbannen. Dir wësst jo och, dass bis 2030 ugeduecht gëtt, dass just nach emissionsneutral RGTR-Busse sollen dorëmmer fueren.

Als DP ënnerstëtze mir all Zort vu Fërderung vu Foto-voltaik an natierlech och Wandenergie, sief dat am Land oder elo an deem neie Projet vun den Energieinsele virun der Küst vun Dänemark, wou Lëtzebuerg jo soll Partner a Beneficiaire ginn.

Mir begreissen och de Biergerklimarot, wou soll diskutéiert ginn a wou zesummen nei Iddien entwéckelt solle ginn. Eng Iddi vun eise Bierger war och, fir en Transeuropa-Expresszuch op de groussen internationalen Achse fueren ze loosse mat nëmmen e puer Halten, déi wierklech attraktiv wäeren, wou d'Leit sech da ganz schnell kéinte beweegen.

An dann den Transport public transfrontalier: Mir hunn effektiv e Problem, well mir hu 204.000 Frontalieren - leschte Stand elo virun e puer Deeg - an et erweist sech, dass se ëmmer méi Tendenz hunn, fir mam Auto op Lëtzebuerg schaffen ze kommen, well de Bussystem iergendwéi schlecht fonctionéiert. Dofir si jo elo grouss Efforte gemaach ginn an där Hisiicht, fir déi Kommunikatioun do ze verbesseren. Dat heescht, et solle groussflächeg Park & Ride-Anlagen ugeluecht ginn, an der Groussregioun wéi och

am Land. A mir hunn och héieren, dass elo e Pilotprojet soll starte fir e gratis Transport „beyond border“ op Roussy-le-Village. Et ass awer nëmme „petit beyond border“, well et läit just déi aner Säit op der franséischer Grenz, mee et ass awer a Frankräich. An Dir wësst, wa Paräis decidéiert, dann ass et ëmmer schwierig, an dat ass elo schon e gudden Incentive.

Eng weider Hëllef, fir d'CO₂-Emissiounen ze reduzéieren - an dat krute mer och vun eise Matbierger gesot -, dat ass, dass mer eis emol alleguerten erëm besënnen op eis gutt lokal Produkter, dass mer wierklech vill hei vu Lëtzebuerg, wann et nëmme méiglech ass, an och aus der Groussregioun kafen an esou eise Baueren an all de Maartleit och kënnen ënner d'Äerm gräifen.

Da si Leit, déi soen, et missten onbedéngt verstärkten Taxen op den Net-EU-Produite kommen, déi hei an Europa erakommen, eebe just fir d'europäesch Wirtschaft ze schützen. Dat ass natierlech eng delikat Geschicht. Mee et ass jo elo e Mechanismus amgaangen ausgeschafft ze ginn op den EU-Bausse-Grenzen, fir de sougenannte Carbon Leakage ze verhënnern, wou net wirtschaftlech Aktivitéiten heemlech a Länner solle verluecht ginn, wou net esou streng Oplage sinn, fir dann eebe d'Ustrengung vun der EU-Kommissioun ze ënnergruuen.

Här President, wann een e kuerze State-of-Play mécht, wéi mer hei zu Lëtzebuerg stinn, da sti mer gutt do. Mir gesinn, wa mer zrëckkucken, dass mer eis Klimaziler 2020 erreecht hunn. Mir hunn 20 % manner CO₂-Emissiounen par rapport zu 2005. D'Produktioun vun erneierbaren Energien ass säit 2013 verdreifacht ginn. Mee mir wëssen alleguerten: Et geet net duer, fir eist Land energieetesch genuch ofzesécheren.

Am Iwwerbléck: Mir hunn e Klimagesetz vum 15. Dezember 2020. Mir hunn eng Klimaplattform mat der Zivillgesellschaft. Mir hunn e Klimaobservatoire fir d'Wëssenschaft. Mir hu fënnf Plans sectoriels an, wéi gesot, déi interessant Kooperatioun mat Dänemark fir de groussen neie Wandpark.

Mee leider mécht de Klimawandel net virun de geopolitische Grenzen halt. Dofir muss onbedéngt op EU-Niveau massiv zesummege schafft ginn, fir dat ze verbesseren. Mee Dir wësst, et ass net esou einfach: Do ginn et schon Oneenegkeeten. Jiddefalls ass de Fazit, dass all Land soll matmaachen, seng Mesuren huelen, kucke wat machbar ass, kucken, wat et senge Bierger kann zomudden, och puncto Präisser, fir d'Iwwerbelaschtung eebe just ze evitéieren.

Eise grouse Problem ass natierlech: Wat maache mer dann elo notament aktuell an där Kris, fir dass mer genuch Energie kréien? Mir sinn nämlech relativ schnell gefuer, wann Der mer e bësselche pickeg Iwwerleeungen awer elo erlaabt. Mir wëllen d'Araber lassgi mat hirem Pëtrol, mir wëllen och de Putin lassgi mat sengem Pëtrol, wou mer awer kee kafen, wou d'Amerikaner awer bis dato massiv akaf hunn. Mee mir hänken total um Putin sengem Gas, well mir iwwer Europa verstreet - an och indirekt, well mer an engem belsch-hollännesche System dra sinn - awer nach 10 % vu russeschem Gas kréien. An déi Däitsch hänke mat 50 % an enger immenser Ofhängegkeet vum russesche Gas.

Dann duerf ee sech u sech net wonneren, wann d'Presidentin Ursula von der Leyen richtig rosen ass, dass de Putin elo scho säit Summer net nëmme seng Gasliwwerungen op den absolute Minimum beschränkt huet, mee et och nach färdigbruecht huet, fir d'Gasreserve just iwwer dem konventionelle Minimum ze halen. An dofir huet et esou ausgesinn, wéi wann e schon alles geplangt hätt. An et gëtt

natierlech gefaart, vu dass en eebe nëmmen de Minimum geliwwert huet, dass en dann awer staark driwwer nodenkt, jee nodeem, wat elo kënn, fir de Krunn zouzedréien. An da riskéiere mer, vu dass et jo awer nach kal dobaussen ass, awer och hei an d'Laberenten ze kommen.

Dofir d'Ustrengung säit enger Zäit vun der EU-Kommissioun. An et gëtt héich Zäit - d'Presidentin von der Leyen huet et elo e puer Mol gesot -, dass mer massiv ufänken, Flësseggas LNG erbäizekréie vun anere Produzenten, wou mer déi Dependenz vu Russland erofkréien. Mir hunn elo schon den Hafe vu Zeebrugge: Do si schon déi néideg Installatiounen. De groussen Hafe vu Rotterdam ass och elo säit leschter Woch am Eiltempo amgaangen ze kucken, fir och do Flësseggasinstallatiounen hinzekréien. Da wär et an där Hisiicht och eng Iddi, well mir hunn extreem vill Gasleitungen, déi dorëmmer lafen, wéi gesot, vu Russland eriwuer, an d'Iddi ass och méiglech - well dat ass jo just eng aner Dimensioun an da muss ee kucken, fir och eng aner Dimensioun vun de Leitungen ze kréien -, dass mer en Deel vun eisem besteeënde Gasnetz direkt ëmfungéieren, fir de grénge Waasserstoff do doduerchzekéieren, well dat nämlech eis Zukunft ass. Waasserstoff ass wierklech dat, wat en Thema ass, fir dass mer eis an der Zukunft ofsécheren an dass mer net méi esou d'Dependenz hu vu Leit, déi eis à tout moment mat verréckten Decisiounen kënnen an den Eck drécken!

Här President, d'Energiepräisser klamme jo konstant. Mir wëssen dat. Momentan, wann ech mech erënnere, hänke mir zwar mam Bensinpräis nach wäit vun deem vun 2014 ewech, mir sinn och nach wäit ewech vun den Engpäss an der Liwwerung vun der grousser Kris vun 1976, wou sech Verschiddener vun Iech drun erënnere, an dach ass et esou, dass eis d'Bierger alleguerte soen, an zu Recht: „Eis Portmonie ginn awer momentan immens strapazéiert.“

Dofir ass et extreem wichteg, dass mer eng sozial, selektiv Hëllef applizéieren, an déi ass jo ugeduecht, dass déi richtig Hëllef bei déi richtig Leit kommen. A wéi de Claude Wiseler et virdru scho gesot huet, a mir ënnerstëtzen dat voll, ass et akut, wa mer elo an e bësse méi roueg Gewässer kommen, dass mer hei och an deem Haus eng grouss Energiedebatt féieren, fir dass mer déi richtig Jalonen a Prioritéite kënnen setze fir eist Land.

D'Bierger hunn den Imperativ vun der Kompetitivitéit an der Produktivitéit vun eisem System verstanen. Si hätte gär eng staark Economie, mee si hätten och gär eng gerecht Gesellschaft an e gerechten Accès zu der Aarbecht.

Also de Modell ass an der Rei. Nach ass d'Suerg vun eise Bierger, dass de Mënsch weiderhin am Mëttelpunkt steet, well mir erausfonnt hu mat all deem, wat mer héieren, dass d'Inegalitéite leider ëmmer méi klammen. Dir hutt de berühmten Indice vun Gini vu Privation matérielle oder pauvreté. Dee fänkt un, a wierklech besuergniserreend Paragen ze kommen. Dofir muss géigereagéiert ginn. An déi Inegalitéiten sinn amgaangen, ëmmer méi grouss ze ginn, net nëmmen intern an eise Staaten, mee och tëschent de Memberstaaten an haaptsächlech am Nordsüdgefälle an am Nordsüdostgefälle.

Dofir muss gehandelt ginn, well eng Suerg ass, dass d'Cohésion sociale erofgeet a souguer verluer geet, a mir wëssen alleguerten, wat da kënn. Da komme Streiken, da komme Manifestatiounen mat ëmmer méi grousser Gewaltbereitschaft. Dir gesitt e bësselchen, wéi et war a Frankräich mat de Gilets jaunes. A Covid-19 huet dat jo och iwwerall verstärkt.

Et missten also - et gëtt vun eise Bierger gefrot, mee dat ass leider net esou einfach - op EU-Niveau d'Inegalitéiten an de Chômage bekämpft ginn. Mir wëssen awer, wéi d'Kompetenzen opgedeelt sinn. Da misst een e Kompetenz- a Moyaentransfert operéieren, an Dir wësst jo, mat der Oneenegheet vun eise Memberen - quitte dass se de Moment besteet - ass dat net esou einfach.

Här President, wat awer den Accès op den Aarbechtsrechtsmarché ugeet, sti mir hei zu Lëtzebuerg gutt do mat eise Seculaire Conventions collectives, déi an eise performanten Aarbechtsrecht säit ganz laange Joren hei fir soziale Fridde suergen. Nach muss mer ëmmer oppassen, dass mer de sozialen Dialog suivéieren.

D'Bierger hätten och gär op EU-Niveau Krittären - an dofir sinn ech immens frou, dass eise Lëtzeburger Kommissär Nicolas Schmit do amgaangen ass drun ze schaffen -, fir dass an all EU-Memberstaat mol e soziale Mindestloun kann op d'Bee gesat ginn.

Dann ass eng generell Ufro do, dass d'Sécurité sociale soll verbessert ginn. Et gi jo verschidde Leit, déi soen, hei zu Lëtzebuerg hätte mer eng vun deene beschten op der ganzer Welt. Si ass jo och schon al. Erënnert Iech, den däitsche Reichskanzler Otto von Bismarck huet se 1883 gegrennt a mir krute se 1901 an 1911 als Member vum däitschen Zollveräin a mir hu se esou verbessert, dass mir eng vun deene beschte Sécurité-socialen hunn. Nach kämpft de Comité des régions vu Bréssel scho säit Joren dofir, dass déi Sécurité sociale am Interêt vun de Frontaliere soll verbessert ginn, dat heescht, méi gerecht ginn.

Ech hunn Iech elo grad gesot: Mir hunn 204.000 Frontalieren hei zu Lëtzebuerg, déi op d'mannst aus dräi verschiddene Länner kommen. Wann een da Lëtzebuerg derbäihëlt, ass dat eng Risenaufgab, well da muss vërl Systemer mateneen harmoniséiert ginn.

Fairtrade ass och e groust Thema bei eise Bierger. Mee wa mer elo wëssen, dass mer Problemer hu mat deenen ënnerbrachene Liwwerketten, fir eis Matière-premiären an och eis Semi-conducteurs erbaiekréien, dann ass dat en Thema, mee et ass de Moment e bësselche schwierig.

Et wëllt kee Mënsch en anere Wirtschaftsmodell, mee et wëllt awer all Mënsch oppe Grenzen. Ech hunn et scho gesot: D'Libre circulation ass ee vun den Haaptwënsch vun eise Bierger. Si wëllen näischt méi esou, wéi mer et elo haten an der Covidzäit, mee si wëllen awer och keen europäesche Protektionismus. Dat geet hinnen u sech ze wäit.

D'EU bräicht erëm eng Kéier Championsprojeten. Erënnert Iech: den Airbus, Galileo ... Mir bräichten erëm eppes, wou mer immens kéinte punkten. Fir dat hinzekréien, misste mer dann awer vläicht massiv vun der Bréisseler Säit an d'Recherche, an den Developpement investéieren, wat leider net genuch de Fall ass. An dat iergert mech ëmmer esou, well wa mer esou virufere wéi bis elo, da fuere mer och virun, dass mer andauernd 20 Joer hannert den Amerikaner hinken, vun de Chinesen iwwerhaupt net ze schwätzen. Iwwerleet Iech just, dass si schon um 7G sinn, wou mir emol de 5G nach net richtig op d'Bee kréien!

Dann - an de Claude Wiseler hat dat schon ugeschwat - ass et d'Ufro vun eise Bierger, fir eis Entrepreneuren an eis Banken ze schützen, dass d'EU-Kommissioun esou schnell wéi méiglech soll hir Reglementatioun op de Metier huelen, wat d'Fusion vun den Entrepreneuren ugeet. Et gëtt gesot: „Firwat kënnen mir net eng riseg europäesch Bank kréie wéi déi grouss amerikanesch?“, an esou weider an esou virun. An dat ass, wéi gesot, en Thema, wou ee muss kucken.

Dann ass och gesot ginn - wat och hei schon en Thema war -, dass eis Core-Businessen, déi mer am Kader vun der Globalisatioun ausgelagert hunn, erëm eng Kéier missten zrëckkommen op den europäesche Kontinent, denke mer nëmmen un d'Pharmazeutik, denke mer un d'medezinescht a paramedezinescht Material, fir dass net erëm eng Kéier e Kniefall muss kommen am Kader vun esou enger Kris, wéi mer se haten, e Kniefall viru China oder virun Indien. Mir brauchen déi wichteg Saachen zrëck!

Dann eppes, wat mech geiergert huet, wat ech regrettéiert hunn, an do hate mer och mat de Bierger eng Diskussioun driwwer: Dir wësst, dass jo dee riseg Plang vun NextGenerationEU, e Maxi-Opbau vun iwwer 750 Milliarden, proposéiert ginn ass, fir eeben eise Memberstaate virunzehëlfen. An da kënn direkt d'Resistenz vu véier Länner: Holland, Éisträich, Dänemark a Schweden. Déi hunn direkt gesot, si géifen ze vill abezuelen. Dat erënnert mech - déi e bësse méi Eeler vun Iech kënnen sech vläicht nach drun erënnere - un d'Margareth Thatcher, wat ëmmer gesot huet: "I want my money back!"

Eise Premier Xavier Bettel huet awer am Kader vun den Debatten iwwert de Budget 2021-2027 ganz kloer gesot, ech zitieren, awer op Lëtzeburgeresch iwwersat: „Mir si bereet, als Nettozueler méi ze bezuelen, fir eebe just den europäesche Projet virunzekeréien.“ Fin de citation.

A wéi ech dann och nach de 16. Februar Follgendes héieren hunn, sinn ech awer bal vum Stull gefall, en hollännesche Ex-Finanzminister huet du vu sech ginn: „Wir müssen darüber nachdenken, den Euro zu verlassen.“ Fin de citation. Also, Dir Hären allegueren, Dir Dammen, wannechgelift, erëm eng Kéier zrëck zu der europäescher Solidaritéit!

Une voix | Très bien!

Mme Simone Beissel (DP) | Elo zum Rechtsstaat. Dir wësst, dass de Rechtsstaat ee vun de Grondpfeiler vun dem europäesche System ass. Et ass d'Akzeptanz, de Respekt an d'Soumissioun vun all den Autoritéiten, all de Pouvoiren zu der Rechtsnorm, dem Droit, den Traitéeen, Direktiven, Reglementer an natierlech der europäescher Mënscherechtskonventioun. Eng fräi Press, en total independente Justizsystem sinn d'Basiskonditiounen vun engem Rechtsstaat.

Mir hunn awer elo matkritt, dass et entre-temps e puer États dits „illibéraux“ gëtt an dass leider och de Rechtsextremismus an de Populismus amgaange sinn, massiv ze klammen. Dofir ass et ganz gutt fir de Rechtsstaat, dass d'Klo vun Ungarn a vu Polen - si hu jo gesot, d'EU-Kommissioun, déi jo haaptsächlech hir intern Machtpolitik kritiséiert huet, géif hir Kompetenzen iwwerschneiden an dat géif se näischt ugoen - vum Europäesche Geriichtshaff um Kierchberg zrëckgewise ginn ass.

Si hätte gär alles: Si hätte gär d'EU-Gelder a si hätte gär intern total Fräiheit, fir voll momentan an d'20. Joerhonnert zrëckzefalen: limogéiert Press, politiséierte Justizapparat, d'Ernidregunge vu Minderheeten, vu Mënsche aus der LGBTQ+-Communautéit. Dat ass jo entre-temps esou schlëmm ginn, dass déi Thematik an de Schoulen iwwerhaupt emol net méi dierf behandelt ginn an am léifsten emol net méi erwäänt ginn. Wou si mer?

An doniewent ass och e verschäerft Avortementsgesetz géint d'Roserei vu ganz ville polnesche Fraen erëm eng Kéier a Kraaft gesat ginn. Dat huet d'Fräiheeten immens beschneiden an et ass schon op d'mannst eng Damm gestuerwen opgrond vun deem Gesetz.

Glécklecherweis huet elo de Geriichtshaff um Kierchberg do en Halt gemaach. Et ass och fäerdeg mam Cherry Picking. Si hätten nämlech gär alles. Dat ass déi berühmten englesch Maxime, déi Der bestëmmt kennt: "You can't have your cake and eat it, too."

Une voix | Très bien!

Mme Simone Beissel (DP) | Hoffentlech versti se et, well d'Presidentin von der Leyen huet an deem ganze Kontext gesot, och fir sech ze wieren: „Auch der europäische Haushalt muss geschützt werden“, an da geet et virun, an dann Enn vum Saz: „gegen das Aushebeln der Demokratie.“ Ech mengen, dat war e ganz kloer Message a Richtung vun deenen zwee Länner. Et kann een an der haiteger Stëmmung just hoffen, dass se sech elo hoffentlech wäerte packen.

Elo nach just e puer Wierder zu der Coopération territoriale transfrontalière. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn zu bal 450 Milliounen hei an Europa an dodran hu mer 18 grenziwwerschreidend Groupements européens de coopération territoriale ënner Form vun Euregioen oder Interreg-Systemer, déi zesumme wëllen déi grenziwwerschreidend Problemer ugoen, eebe well se gespiert hunn, dass dat méi effikass ass.

Bon, ech hu jo Jore matgeholf, drun ze schaffen: Et ass schwierig. Wéi virdu gesot ginn ass hei vum Claude Wiseler a vum Mars Di Bartolomeo: Paräis ass mat Momenter zéngmol méi wäit wéi Bréissel, wa mussen Decisiounen geholl ginn. Mir hunn awer op Lëtzeburger Säit mat grousem Ach a Krach de GECT, de Groupement économique de coopération territoriale Uelzecht, also Alzette-Belval, op d'Bee kritt, wou véier Lëtzeburger Lokalitéiten an aacht franséischer dra sinn. Et ass op d'mannst emol en Ufank, well effektiv, déi Saach vun der Santé publique an engem transfrontalière Spidol géif absolutt Sënn maachen.

D'Verfechter vun deene GECTen, vun deene Gruppementen hätte gär fir virunzekeréien, dass endlech - an dat gëtt scho jorelaang gefrot - déi ganz Gruppéierungen do e reelle rechtlichen europäesche Statut géife kréien. An notament hätte se gär Plans d'urgence et de crise, notament a Saachen Iwwerschweemmungen, Rettungsdéngschter, Santé publique, bon, och am Sport an am Transport, an dat géif alles Sënn maachen, awer ënnert där grousser Konditioun, Här Ausseminister, dat mécht Iech bestëmmt Freed, allegueren déi Gruppementen soen dat, Conditio sine qua non, datt d'Grenzen op bleiwen zwëschent eis, egal, wat geschitt. Also, affaire à suivre!

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu Fiduz an d'EU, elo an och an Zukunft. D'Zäite sinn zwar schwierig, an ech mengen, mir héieren et hei vun alle Bänken haut de Mëtt, dass mer mussen zesammenhalen an zesummeschaffen. Dofir war et fir mech eng Éier an e grouse Pleséier, fir an dëser Grupp matzehëlfen, onse Matbierger dee grouse Friddens-, Fräiheets- a Liewensqualitätsprojet méi no ze bréngen. Dofir soen ech Iech Merci fir Äert Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der honorabeler Madamm Beissel. Den nächsten geschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Fräi nom Claude Wiseler wëilt ech als iwwerzeegt Diddelenger, Lëtzeburger an Europäer dem Yves Cruchten en hærzleche Merci soen an der ganzer Ekipp, ob Deputéierten oder Mataarbechter vun der Chamber, an de Bierger, déi mat un deem

heiten Dialog deelgeholl hunn, fir hir exzellent, weeweisend Aarbecht op engem Wee, dee mer weider musse goen, well et e vertrauensbildende Wee ass. An dat brauche mer! Dat brauche mer am Moment, well dësen Debat, dee féint zu engem Zäitpunkt statt, wou d'EU wéinst deene Krisen, déi mer de Moment erliewen, méi wéi jee erwaart gëtt.

Dat gëllt fir d'Klimakris, dat gëllt fir d'Gesondheetskrisen, fir déi jëtzeg an déi, déi sécher nach komme wäerten. Dat gëllt och fir déi Katastroph, déi mer am Moment an der Ukrain erliewen, eng Katastroph, wéi mer se zënter 80 Joer net méi erlieft hunn an déi derzou féiert, dass mer déi geféierlechste Situatioun zënter dem Zweete Weltkrich hei an Europa erliewen. An et erënnert munches, wat d'Haaptrollen ugeet, un dat, wat mer virun 80 Joer erlieft hunn, fir net méi doriwuer ze soen, a fir kënne Parallele festzehalen, wat ee Mënsch mat senger Getreie ka fir onsäglech Onheer bewierken.

Grad an där Situatioun ass et wichteg, dass mer zesummezéckelen. An ech muss soen, dass déi Diskussioun vum de Mëtten en Exempel dofir sinn, wéi mer a schwéieren Zäite kënne zesummestoen, iwwer parteipolitesch Grenzen eraus. Dat deet gutt, an et ass och gutt, dass deen éischte grad ewéi deen zweeten Debat dat ënnermaueren.

Nun ass et schwéier, fir vun där schwieriger Situatioun, déi mer am Moment erliewen, eriwuerze-switchen op méi eng mëttel- a laangfristeg Vue, wéi eist Europa sech soll entwéckelen. Nach ass et wichteg, dass mer dat maachen, well d'Problemer, déi mer kennen, ginn och weider während Gesondheetskrisen an anere Krisen.

Mir mussen eis also zesumme mat eise Bierger Gedanke maachen, wéi mer dee formidabele Projet Europa kënne weiderentwéckelen, wéi mer kënne derzou bäidroen, fir e weider ze verbesseren, well do gëtt et sécherlech nach Loft no uewen.

D'Europäesch Gemeinschaft, dat wësse mer, dat héiere mer ganz oft, steet oft an der Kritik fir Saachen, déi se net bréngt oder déi eis net gefalen, well se net eng, mee widdersprécklech Meinungen huet oder net do handelt, wou mer et erwaarden. Bei all deem därfer mer awer net vergiessen, dass d'EU eis jo bis elo Fridde bruecht huet, Fridden, dee gehalen huet, mat Krisen, déi mer och scho virdrun am Balkan kann hunn, mee déi awer net déi Explosivitéit haten, déi mer elo gesinn.

D'EU huet eis méi oder manner grouse Wuelstand, Stabilitéit a Prosperitéit bruecht. D'Accorde vu Schengen erlaben eis et, fräi ze reesen. Mir hunn d'Fräiheet ze decidéieren, wou mer liewen, schaffen oder studéiere wëllen. Mir hunn eng sozial Maartwirtschaft mat vill Loft no uewe fir dat Soziaalt. An d'Errungenschaften vum der EU sinn der sëlleg, mee et bleibt e „work in progress“. An dee „work in progress“, dee wënnit dodrun, wa mer déi Erausforderungen zesummen uginn.

Wa mer also wëlle virukommen, brauche mer d'Bierger an deem europäesche Boot. Mir mussen se mat abannen a mir därfer hinnen net den Androck hannerloossen, dass uewe schonn alles decidéiert ass, wann et bis ënnen ukënn. Dat ass net gutt fir dee Projet, deen e gemeinschaftlechen, e gemeinsame Projet muss sinn!

D'Institutiounen brauchen d'Vertraue vun de Leit an dofir därfer mer och der Desinformatioun keng Chance loossen. Mir hu gesinn, wéi eng Konsequenze falsch Informatiounen kënne hunn. Et féiert zu engem Opschwung vum Populismus, Euroskeptizismus, Eurogéignertum, Brexit a ganz geféierlechen Evolutiounen an der Coronakris. An deem stellt ee sech am beschten

entgéint am Dialog, am direkten Dialog, net duerch déi véiereckeg Këschen, mee am direkten Dialog mat de Bierger. An ech muss soen, dass dat, wat an deene leschte Méint ënnert der Regie vun der Chamber geschitt ass, absolutt dee richtige Wee ass.

Deen een oder anere Mondwénkel huet sech verzunn, wéi vu Bistrosgesprécher geschwat ginn ass. Mee jo, mir sollen d'Leit do ofhuelen, wou se sinn! An et ass wichteg, dass mer bei d'Leit ginn an net duerch d'véiereckeg Këscht, interposé, mat hinnen dialogéieren. Ech géif mer wënschen, dass mer insgesamt mat de Bierger iwwert déi national Problemer, mee awer och iwwert déi europäesch Problemer nëmmen hallef esou laang géife kommunikéieren, wéi mer all Dag mat de soziale Medie kommunikéieren. Da wäere mer vill besser gestallt, wéi wa mer just op Knäppercher, op „liken“ an op „disliken“ drécken.

Et ass also vun essenzieller Bedeitung, dass mer d'Bierger mat an d'Entscheidungsprozesser kënne abannen, dass se novollzéie kënne, wat hir Vertrieeder hei am Land an och an Europa preparéieren an decidéieren. Et geet net duer, dass d'Leit all fënnel Joer hir Nationalvertrieeder an hir Europavertrieeder wielen. Et ass wichteg, dass dat e permanente Prozess ass, e permanenten Dialog, fir dass mer gewuer ginn, wat d'Leit sech wënsche vun deem europäesche Projet, dass mer de Bols kënne fillen an dass mer net nëmmen nolauscheren, mee och héieren - ganz wichtig! -, fir de Leit och ze weisen, dass mer se net nëmme gesinn hunn, dass mer net soen, dass et gutt ass, dass mer driwwer geschwat hunn, mee dass mer soen, dass et wichteg ass, dass mer och d'Konklusiounen doraus zéien an dat maachen, wat sech opdrängt.

Ouni Iwwerraschung ass aus där Biergerbefroung erauskomm, wéi wichteg de Leit am Alldag déi oppe Grenze sinn, eng vun deenen Haapterrungenschaften vum eisem gemeinsamen Europa. An déi Wichtigkeet vun deenen oppene Grenzen, déi mer vläicht net méi esou gesinn hunn, well et eng Selbstverständlechkeet war, ass erëm voll zum Virschäi komm duerch, dass d'Covidkris, d'Viruskris, d'Gesondheetskris eist eeglecht Liewen op d'Kopp geheet hunn, ënnert dem Virwand vun där sanitärer Kris. D'Kris war kee Virwand, mee huet awer als Argumentatioun gedéngt, fir streckeweis an Europa eng Rei vu Grenze während enger gewëssener Zäit zouzemaachen. Déi fräi Zirkulatioun war op eemol net méi garantéiert.

D'Zoumaache vun de Grenzen huet de Bierger an der Groussregioun signaliséiert, datt op europäeschem Niveau en Dysfonctionnement besteet. Wéi kann et sinn, dass esou eng wichteg Errungenschaft vum der EU esou séier kann eesäiteg vu Memberstaate gekippt ginn? Wat ass d'EU nach, wa grondleeënd Acquisen net méi gëllen? Et goufen also zäitweilig Grenzen zougemaach, mee, mee, an dat muss een awer och soen, et si während der Viruskris an elo während der Ukrain-Kris aner Grenzen ofgebaut ginn oder si wäerten ofgebaut ginn. Op eemol gouf et erëm dat Mateneen, dat mer eis esou oft gewënscht hunn, an op eemol sinn d'Membere vun der EU - vläicht nach net genuch - méi no zesummegeréckelt.

D'Gesondheetskris liwwert eng ganz Rei vu Beispiller fir dat zesummezéckelen, d'Simone Beissel duet drop higewisen, ech brauch net am Detail dorop zrëckzegen: Echanges tëschent Klinicken, Hëllef beim Material. An deem Kontext wëll ech och ausdrécklech begrëssen, dass eisen Ausseminister sech weider fir dee sougenannte „Crossborder-Mechanismus“ setzt. D'Iddi vun deem Mechanismus ass et, Gesetzer vun engem anere Memberstaat punktuell kënne unzewenden, fir grenzwwerschreidend Operatiounen administrativ a juristesch ze erméiglechen oder ze

vereinfachen. De Jean Asselborn hat déi doten Iddi schonn 2015 während der Lëtzeburgerger Presidence lancéiert an déi gouf elo erëm opgegraff.

Et ass wënschenswäert, dass de Schock vun deenen zouene Grenzen zu enger Verstärkung vun der europäescher Integratioun an zu bessere Reegelen an deem Beräich féiert. Aus dem Eurobarometer, deen am Mee zejoert verëffentlecht ginn ass, deen also d'Meenungsbild vum der EU gezeecht huet, just ier d'Konferenz lassgaangen ass, geet ervir, datt aacht vun zéng Europäer - 81 % - fannen, dass d'Konferenz sech misst dermat beschäftegen, wéi d'EU Krise geréiert.

An da sinn ech schonn direkt bei deem zweeten Punkt, der Santé, déi bis elo net zu de Prioritéite gehéiert huet a bis elo an der exklusiver, quasi exklusiver, Verantwortung vun deenen eenzelne Länner läit.

Besonnenesch am Kontext vun der Pandemie, enger internationaler Gesondheetskris, ass et immens problematesch fir d'Bierger, dass all Land seng eege Reegelen aféiert, ouni dass se op europäeschem Niveau anstänneg koordinéiert ginn. Dëst suergt dacks fir Onkloerheeten. Fir op zukünfteg Krise besser virbereet ze sinn, fir méi effikass ze sinn a méi séier kënne ze reagéieren, mussen elo déi néideg Dispositiounen en place gesat ginn.

Erlaabt mer, just e puer Iwwerleeungen zu deem ze maachen, wat ech zudéifst bedauern, wat d'Gestioun vu Gesondheetskrisen ugeet.

D'Decisioun ass gefall, fir d'Chafea, déi fréier europäesch Gesondheetsagence, hei zu Lëtzebuerg ofzézéien. An där Chafea sätzen a souze Pionéier vun der éischer Zäit an der Gestioun vu Gesondheetskrisen. Déi Leit hunn eng formidabel Aarbecht geleescht. Elo, wou d'EU massiv Mëttele gëtt, wierklech massiv Mëttele, fir d'Gesondheetskrisen ze geréieren an d'Gesondheet an der Europäescher Union weider ze verbesseren, gëtt eng nei Agence geschaaft, d'HERA, déi hire Siège zu Bréissel huet. Dat ass e Schlag an d'Gesicht vun deene Leit, souwuel an der Chafea wéi och an deem Gremium, deem mer Senneng zur Verfügung gestallt hunn, fir d'Krisgestioun ze maachen. Et ass e Schlag an d'Gesicht vun deene Leit! Et ass och e Schlag an d'Gesicht vun deene Leit, déi sech un alles gehalen hunn, fir Lëtzebuerg als staarke Siège vun der Europäescher Union ze festegen.

Mir sollen also vun där Gesondheetsdiskussioun, déi mer elo an Europa hunn, profitéieren, fir och do „enfonce le clou“ an ze soen, dass et net esou ass, dass „der Mohr seine Schuldigkeit getan hat“ - entschëllegt mer de „Mohr“, ech kann och soen, d'Chafea an hir Leit hir Schëllegkeet gemaach hunn. Mee elo, wou et gutt geet, kënne se goen, an déi, déi kommen, kréie ganz aner Mëttele wéi déi, déi sech hei wierklech extreem Méi ginn hunn, fir a schwierigen Zäiten dat Boot an der Riicht ze halen!

Ech sinn extreem enttäuscht doriwuer, well ech déi Leit do och alleguer kennen, well ech stellvertriedend den John Ryan wëll nennen, deen Direkter ass vun der DG Santé hei zu Lëtzebuerg, deen eng formidabel Aarbecht gemaach huet hei zu Lëtzebuerg fir Europa. Et ass ee vun de Pionéier an en huet dat dote mat senger Leit absolutt net verdéngt! A wann et sollt Ursache ginn, firwat dass eenzel Agencen net méi wëllen oder sollen zu Lëtzebuerg fonctionéieren, da mussen mer op déi doten Ursache reagéieren!

Eng vun deenen Ursachen ass, dass an de Käpp vu munche Leit nach d'Meenung ass, dass déi Leit vun den europäeschen Institutiounen, déi hei schaffen, onméisseg Privileegien hunn an déck bezuelt ginn.

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Dat ass net wouer!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat ass net wouer! Et gëtt eng ganz Rei vun europäesche Mataarbechter, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, déi ënner méi schlechte Konditiounen hei schaffe wéi eis eege Leit. An do musse mer zesummen dru schaffen.

Am Ufank vun där Gesondheetskris huet sech gewisen, dass d'EU net gerüst war, fir déi noutwendeg Versuergung, ënner anerem mat esou banale Saachen - virun zwee Joer huet een dat nach gemengt! - wéi Masken oder, och do hu mer iwwerhaupt net dru geduecht, Tester, ze garantéieren.

Fir ze verhënneren, dass d'EU an Zukunft am medezinnesche Beräich vun aneren ze staark ofhängeg ass - an do sinn ech där selwechter Meenung wéi d'Simone Beissel -, musse mer en Deel vun de Liwwerkette vu medezinneschem Material an d'EU, an Europa zrëckféieren.

D'Autonomie vun der EU am Allgemenge muss thematiséiert ginn, well d'EU muss aussepolitisch an energiegesch op eegene Féiss kënnen stoen, fir hire Bierger Stabilitéit bidden ze kënnen.

Duerch d'Pandemie ass och den Zoustand vum Gesondheetssektor europawäit beliicht ginn an eng Partie Defiziter, ënner anerem opgrond vu Budgetkierzungen, déi a verschidde Länner an deene leschte Jore gemaach gi sinn, Privatiséierungen, déi gemaach gi sinn, d'Ofwendung vum Solidaritéitsprinzip, déi gemaach ginn ass - glécklecherweis net hei zu Lëtzebuerg, hei ass de Solidaritéitsprinzip intakt -, ganz grouss Lacunnen, sinn do opgedeckt ginn.

D'Wichtigkeet vun der Aarbecht, déi d'Gesondheetsan d'Fleegepersonal leescht, ass eis verdäitlecht ginn an et ass kloer ginn, dass dës Aarbecht muss méi valoriséiert ginn, hei zu Lëtzebuerg, mee awer och an deenen aneren europäesche Länner, wou d'Leit aus deene Secteuren heiansdo en masse fortlafen, well hir Aarbechtskonditiounen net zoumutbar sinn an hir Bezuelung net ugepasst ass zu deem, wat se leeschten.

Wa mir haut vun engem Europa vun der Gesondheet schwätzen - an do musse mer Kloertext schwätzen -, da kann dat net méi Merkantilismus am Beräich vun der Santé heeschen, méi, jo, Gewënndenke vun einzelnen Acteuren an der Santé, mee méi Solidaritéit, méi universellen Zougang. Wéi gesot, mir hunn deen, mee dat ass nach laang net an alle Länner garantéiert.

Aus de Gespréicher mat de Bierger am Kader vun der Konferenz huet sech erausgeschield, dass de Kaf vu Vaccinen duerch d'Kommissioun als europäesch Reussite wougerholl ginn ass. Am Zesummenhang mat de Vaccine kann een och soen, dass de COVAX-Mechanismus eng bedeitend Solidaritéit mat anere Regiounen vun der Welt, déi méi schlecht dru si wéi mir, gewisen huet. Dëst ass dee richtige Wee, well nëmme mat enger ganzheetlecher Approche kënnen mir géint Gesondheetskris kämpfen, déi definitiv keng Grenze kennen. Souguer wann d'Balken erofginn, d'Gesondheetskris kennen déi Balken net. An dofir musse mer zesummen dogéint virgoen.

Leider huet d'Pandemie déi bestoend sozial Inegalitéiten an alarmant Entwécklungen, wat d'Schéier tëschent Aarm a Räich ueget, nëmme nach weider verstärkt. Dat géllt weltwäit, europawäit an och op nationalem Niveau. Aarm Leit, Leit, déi a sozial benodelegte Regiounen liewen, an ethnesch Minoritéiten waren iwwerproportionell vu Covid-19 betraff.

An hei, wéi an anere Beräicher, muss Europa säi soziaalt Gesiicht erëm weisen. Dat soziaalt Gesiicht

war vill ze laang vun engem Austeritéitsgesiicht verdeckt, verstoppt. Glécklecherweis sinn an deene leschten, géif ech soen, bal zéng Joer - och ënnert dem Impuls vum Kommissiounspräsident Jean-Claude Juncker, an elo fortgesat ënnert dem Lëtzebuurger Kommissär fir Soziales, dem Nicolas Schmit - wichteg Akzenter a Saache méi e soziaalt Europa gesat ginn.

D'Bierger an d'Zivillgesellschaft, déi un de Panele vun der Chamber deelgeholl hunn, hu gesot, dass et hinne Suerge mécht, dass déi sozial Ongläichheeten tëschent Aarm a Räich, tëschent de Memberstaaten an innerhalb deenen eenzelne Länner ëmmer méi grouss ginn. D'Inegalitéit mussen op allen Niveaue reduzéiert ginn. Och aus dem rezenten Eurobarometer vun der Kommissioun a vum Europaparlament vum Januar 2022 geet ervir, dass 36 % vun den EU-Bierger an 38 % vun de Lëtzebuurger Residenten d'Inegalitéiten als déi gréisst Erausforderung fir d'EU wouerhuelen, selbsterständlech niewent deem aneren enorm groussen Defi, deen de Klimawandel duerstellt. Den Yves Cruchten ass méi laang dorop agaang, dofir wëll ech mech express op dee méi soziale Volet beschränken.

An deem Zesummenhang hunn och 40 % vun de befroete Persounen EU-wäit uginn, dass d'Konferenz fir d'Zukunft vun Europa sech prioritär misst mat de Sujete méi staark Economie, sozial Gerechtegkeet an Aarbecht ausernanersetzen, wat mir hei zu Lëtzebuerg och gemaach hunn. De Message ass fir mech ganz kloer: D'Bierger wënsche sech méi e soziaalt Europa, dat se schützt, dat se net nëmme virun Aggressiounen vu baussen, mee och an hirer Existenzsicherheit schützt a se och schützt viru Klimakatastrophen, well dat Ganzt hänkt alles zesummen. Solidaritéit beschränkt sech net nëmme op dat Soziaalt, Solidaritéit huet och Verästelungen an d'Klima eran an an d'Sécherheetspolitik am groussen Ganzen eran.

Konkreet fuerderen d'Bierger hei zu Lëtzebuerg, mee och an der EU méi sozialen Zesummenhalt, adequat Salairen, besser Aarbechtskonditiounen, besser Kollektivverträge, manner Ongläichheeten tëscht Männer a Fraen souwéi den allgemenge Kampf géint d'Aarmut, awer insbesondere och de Kampf géint d'Working Poor an de Kampf géint d'Aarmut bei de Kanner.

D'Kommissioun, muss ee soen, ënnerehelt jo och eng Partie Mesuren, déi an d'Richtung vun de Fuerderung vun de Bierger ginn.

Als Éischt géif ech gär op de Plan d'action du socle des droits sociaux hiweisen. Ech hu virdu schonn op d'Originen higewisen, wou d'Kommissioun ënner portugisescher Presidence 2021 dräi Haaptziler fir 2030 presentéiert huet.

Dat éischt Zil betrëfft d'Beschäftegung. Bis 2030 sollen 78 % vun der Populatioun tëschent 20 a 64 Joer eng Aarbecht hunn. Am drëtten Trimester 2020 louch d'Beschäftegungsquot bei 72,4 %. No enger konstanter Entwécklung an deene leschte Joren huet d'Pandemie eis hei zrëckgeworf, net iwwerall, mee awer an enger Rei vu Länner.

Dat zweet Zil gesäit vir, dass wéinstens 60 % vun den Erwuessenen all Joer un enger Formatioun deelhuele kënnen. 2016 waren et just 37 %. Lifelong Learning ass net nëmme virdeelhaft fir den Einzelnen, mee bekämpft och d'Ongläichheeten tëscht Männer a Fraen un Aarbechtsmaart a féiert zu enger besserer Inklusioun duerch d'Aarbecht.

Dat drëtt Zil wëllt d'Zuel vu Mënschen, déi an Europa dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn oder riskéieren, sozial ausgeschloss ze ginn, ëm 15 Milliounen reduzéieren - ëm 15 Milliounen reduzéieren! Da gesitt

Der, wéi vill der dorënner leiden, well déi 15 Milliounen, dat ass nëmme en Deel do dervun. Dat ass eng Zilsatzung, eng Zilsatzung mëttelfristeg. Duerno bleift nach enorm vill ze maachen. 2019 waren 91 Milliounen an der EU engem héije Risiko fir Aarmut oder sozial Exklusivitéit ausgesat, dovu knapp 18 Milliounen Mannerjäreger. Et ass dat, wat ee kéint e Skandal nennen, en europawäite Skandal!

De Lëtzebuurger Kommissär fir Aarbecht a sozial Rechter, den Nicolas Schmit, leescht hei eng beispillhaft Aarbecht. Am Vierdergrond steet fir hien d'Aféierung vun engem adequate Mindestloun an der EU, selbsterständlech ofgestëmmt mat de Moyenen, déi déi eenzel Länner hunn. „One size fits all“ geet net, well d'ekonomesch Situatiounen verschidde sinn.

Am November 2021 ass eng éischt Propos fir eng entsprechend Direktiv deponéiert ginn. D'Direktiv verfolgegt véier konkret Ziler: d'Förderung vun den Tarifverhandlungen, d'Verpflichtung vun de Membere, fir eng Partie vu Prozeduren ze respektéieren, déi bestëmmen, wéini a wéi d'Memberstaaten de Mindestloun festleeën. Dat drëtt Zil ass, dass d'Memberstaate sech verpflichten, Mesuren ze ergreifen, fir den effektiven Accès zum Mindestloun fir d'Salariéen ze verbesseren. An dat lescht Zil ass ze assuréieren, dass der Kommissioun déi noutwendeg Donnéeën iwwermëttelt ginn, fir datt se kann iwwerwaachen, ob de Schutz, deen duerch de Mindestloun gewäert gëtt, och gewäert ass.

Wichtig bleift an deem Zesummenhang och d'Weiderféierung vun der Garantie jeunesse, well déi Jonk ganz oft déi éischt sinn, déi vun der Aarbechtslosegkeet bedrot sinn, well se keng Erfahrung hunn. Mee wéi solle se Erfahrung kréien, wa se keng Aarbechtsplaz kréien?

Am Kader vum Socle européen vun de soziale Rechter huet d'EU 20 Grondsätz ausgeschafft, déi de Wee fir e staarkt soziaalt Europa guidéieren. Op dëser Basis schafft d'Kommissioun un e sëllege Mesuren, dorënner zum Beispill d'Direktiv zu den digitale Plattformen, déi envisagéiert, d'Aarbechtskonditiounen fir déi Leit, déi iwwer digital Plattformen schaffen, ze verbesseren. Do stellt sech selbsterständlech och d'Fro vun der Teleaarbecht, vum Recht op Deconnexion. Well, jo, Dir wësst, et gëtt Leit, déi mengen, dass ee vill besser drun ass, wann een doheem schafft, wéi wann een op der Aarbecht, op der Aarbechtsplaz ass. Dat ass awer net ëmmer de Fall, well do geduecht gëtt ... Déi Leit sinn net nëmme aacht Stonnen, mee déi si siwen Deeg op siwen an ëmmer dann, wann et engem afält, disponibel. Dofir, d'Recht op Deconnexion ass och extreem, extreem wichtig!

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, vun dem Dialog mat de Bierger geet och eng kloer Fuerderung no méi Demokratie an der EU aus. Och wann d'Efforte vun der EU an d'Richtung vun deem ginn, wat d'Bierger sech erwaarden, ass dat net ëmmer de Fall an handelt d'EU - jiddefalls d'Institutiounen oder eng vun den Institutiounen, ma „Institutioun“ ass dat falscht Wuert, d'Kommissioun - net ëmmer deement-sprechend.

Eent vun deene flagrantste Beispiller vun enger Decisioun vun uewen no ënnen, wou ënnen net gefrot ginn ass, dat ass de Greenwashing vun der Atomenergie, vu Gas, déi sougenannten Taxonomie. Ech fannen, dass een déi Diskussioun hätt kënnen féieren, awer mat de Leit, an net schonn eng Decisioun preparéieren an da soen: „Jo, elo schwätze mer mol vläicht doriwier.“ An ech mengen, et kann een iwwer alles diskutéieren, mee awer net d'Diere schonn zouklaken, ier ee se iwwerhaupt opgemaach huet.

Zur Konklusioun, déi mer aus deem Dialog mat de Bierger zéien: Dat Soziaalt, dat Ökologesch soll op dee selwechten Niveau gesat gi wéi d'Kompetitivitéit an dem Marché unique. D'Bierger verlaangen en Europa, dat se schützt. Wann dat Europa se schützen soll, da brauche mer keen Europa vun der Kakofonie. Mee mir brauchen en Europa, dat zesumme streit, am nobelen Term, am nobele Sënn vum Wuert, mee dann awer zu gemeinsamen Decisioune fäeg ass. Si erwaarden, dass dat Soziaalt op dee selwechten Niveau gesat gëtt wéi d'Kompetitivitéit an de Marché unique. Déi 20 Grondsätz vun de soziale Rechter müssen d'selwecht am EU-Recht verankert ginn ewéi déi véier Grundfräiheete vun der EU.

Am grouse Ganze begrëssen ech, zesumme mat menger Fraktioun, datt d'Konferenz fir d'Zukunft vun Europa organiséiert ginn ass. An ech begrësse virun allem dee groussen Effort, dee gemaach ginn ass. An och wann et eenzel Reunioune gouf, wou elo net e Massenoplaf war: Et ass derwäert, dass mer op deem dote Wee weiderfueren an dass et net bei enger One-Shot-Aktioun däerf bleiwen. Et ass wichteg, datt d'Contributioune vun de Bierger eescht geholl ginn an datt hinne gewisse gëtt, datt hiren Effort zesumme mat hiren Interlocuteurs keng verlueren Zäit war.

Et soll net déi leschte Kéier sinn, wou de Bierger zu EU-Sujete consultéiert gëtt. Et kéint ee sech zum Beispill virstellen, dass een an enger allegéierter Form bei punktuell grouse Chantieren och d'Leit geziilt consultéiert. Dat ass vertrauensbildend. An dat Vertraue brauch d'EU an deenen haitege Krisenzäite méi wéi jee!

Dem gesot, soen ech Iech, virun allem deenen, déi un deem Dialog hei matgeschafft hunn, e ganz hærzeleche Merci.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, dem honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Europa an d'Welt befanne sech aktuell an enger Situatioun, déi keen esou virausgesot hätt. A mat all de berechtigte Suergen, déi mer eis maachen a mam Fait, dass aktuell all Aemierk an all d'Efforte Richtung Ukrain ginn, fällt et engem effektiv schwéier, sech elo aneren Dossieren ze widmen. Villes kënn engem och e bësse vir, wéi wann et net dee richtege Moment derfir wier, mee d'Aarbechte ginn iwwerall weider. An ech mengen, mir müssen och elo fir eis festhalen, dass et elo grad inevitabel ass, mat enger Multitude vu Gefiller konfrontéiert ze sinn: Angscht, Hoffnung, Trauer fir deen Zoustand, an deem mer eis grad befannen, deels och e schlecht Gewëssen, dass een hei Business as usual ka maachen, an Dankbarkeet fir dat, wat mer hei hunn. Dankbarkeet och, dass mir heibannen esou privilegiéiert sinn, eis haut an hei kënnen zu wichtige Themen auszedrücken, a quasi vläicht och e Gefill vu Schëllegkeet, wann ee sech dann elo deenen aneren Theeme widmet.

Op d'mannst kann een awer hei bei deem Sujet heiansdo de Lien maachen tëscht där Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa an der Situatioun an der Ukrain, wéi mer se elo erliewen, well mat Sécherheet huet dat alles e risegen Impakt op d'Zukunft vun der Unioun.

Mir schwätzen also haut iwwer d'Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa a wéi gesot si mer eis bewusst, wéi schwéier et ass, deen Exercice hei ze maachen, ouni permanent Verweiser op déi aktuell Situatioun

an der Ukrain matafléissen ze loosser. Ech wäert awer versichen, mech gréisstendeels op dee ganze Prozess vun der Konferenz ze fokusséieren, well déi ganz Aarbechten, déi hei gemaach gi sinn, hunn et verdéngt, gewürdegt ze ginn an an hirem eegenen Numm ervirgehewen ze ginn.

Allerdéngs komme mer net derlaanscht festzehalen, dass et eeben där ganz aschneidender Evenementer gëtt, déi ganz viles op d'Kopp geheien, déi viles a Fro stellen oder déi, wéi haut, maachen, dass Mënschen oder Strukturen iwwer sech erauswuessen.

A wa mir haut iwwert d'Zukunft vun Europa schwätzen, da maache mer dat ënner Ramebedéngungen, wéi dat virun enger kuerzer Zäit net de Fall war. Mir maachen dat virun allem virun engem Hannergrond, wou d'EU selwer en Optrieden un den Dag leet, dat kaum ee fir méiglech gehalen hätt. Géif déi Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa elo eréischt ulafen a géife mir d'Leit haut eréischt ufänken ze froen, wéi si dës Zukunft gesinn, da sinn ech mer ganz sécher, dass dat Resultat haut e bëssen aneschters géif ausgesinn. Den Accent wier warscheinlech zum Deel méi staark op aner Elementer gefall, ma virun allem hätt wuel déi eng oder déi aner Perceptioun vun der EU aneschters duerchgeschimmert.

Loosst mech also ufänken, andeems ech explizitt dem Här Yves Cruchten Merci soe fir säi Rapport vun haut. Ma och allgemeng e Merci fir seng Aart a Weis, wéi en d'Aarbechten an dëser Souskommissioun geleet huet, a fir säi Wëllen, alles drunzesetzen, dass d'Chamber sech aktiv matabréngt an dass mir ganz aktiv den Echange mat der Bevëlkerung siche gaange sinn. Merci och fir seng Flexibilitéit, well ech muss scho soen, dass d'Aart a Weis, wéi dat alles op EU-Niveau gehandhaabt ginn ass, mat Momenter schwierig war - an och hei drécken ech mech relativ diplomatesch aus -, mat groussen Onkloerheeten, déi am Ufank bestanen hunn an déi zum Deel och elo nach bestinn, an Echeancen, déi ëmmer erëm verréckelt gi sinn.

Ech wéilt awer och e Merci soen dem Chambers-personal, wat dësén Dossier ganz no suivéiert huet an all eis Iddie versicht huet, a Musek ëmzesetzen. A merci schlussendlech och virun allem all deene Leit, déi matgemaach hunn, sech fir Europa interesséieren an derbäi ware bei deene verschiddenen Atelierien, de Panelen oder bei allen aneren Aktivitéiten, déi mer organiséiert hunn.

Wat ass elo d'Zil vun där Konferenz? Europa huet sech e Rendez-vous gi mat de Bierger, fir iwwert d'Zukunft vun Europa ze schwätzen. D'EU muss elo kuerz innehalen an zrëckkucken op déi lescht Joerzénkten, déi lescht Méint an op all seng sëllege Krisen, déi mer duerchlaf hunn. Mir Lektionen doraus zéien, grad wa mer och erëm d'Vertraue vun de Bierger an eis Institutionen an an d'EU-Politik zrëckgewanne wëllen. A mir begrëssen et ausdrécklech, dass bei deem Exercice och d'EU-Bierger en Deel vun deem Prozess konnte sinn.

Andeems mir de Bierger d'Méiglechkeet ginn hunn, iwwert d'Erausforderungen ze schwätzen an zukünfteg Prioritéite mat ze definéieren, hu mir versicht, eise Zil gerecht ze ginn, d'Biergerbedeegung héichzehalen an dem Demokratiedefizit, dee vu villen an der EU verspuert gëtt, entgéintzewierken. Domadder ass déi representativ a participativ Demokratie an der EU gestärkt ginn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

D'Zil war et dann och, dass et eng Bottom-up-Approach sollt sinn, wou d'Prioritéiten net scho vun der Politik gestach gi sinn a virun allem, wou d'Konklusioune net schon am Virus gezu gi sinn. Dëst sollt wierklech keen Exercice fir d'Galerie sinn.

D'Bierger hunn aktiv matgeschafft an déi Aarbecht soll gewürdegt ginn, andeems se mat an d'Konklusioune afléisst.

Ech sinn och besonnesch frou, dass eis Chamber deen Exercice ganz seriö geholl huet a sech selwer ganz staark an dese Prozess matagebonnen huet a verschidden Iddie konnt ëmsetzen, fir den Echange mat der Bevëlkerung ze sichen.

Wat ass elo bei deene Consultatioune erauskomm? Bon, mir hunn et scho gesinn: Mir hunn dat ongefiltert mat opgehall. Dat war relativ ..., do waren divers Aussoen derbäi, déi och net ëmmer mateneen ze vereinbare sinn. Et gouf awer op verschiddenen Theeme Punkten, wou och Konsens war.

Also als Alleréischt wéilt ech emol festhalen, dass ech deen Exercice an déi reegelméisseg Echangé mat de Leit wierklech och immens positiv fonnt hunn, quitte dass mer awer vill hu missen - an och hei drécken ech mech ganz virsiichteg aus - vill hu misse struwelen oder rudder, fir d'Leit ze mobiliséieren, fir bei eis ze kommen. An trotzdeem hate mir eng ganz Partie vu ganz interessante Renconter.

Natierlech sinn do d'Meenungen, wéi gesot, vu bis gaangen. An erfreescherweis, muss ech soen, huet sech bestätegt, dass op d'mannst bei de Leit, déi bei eis komm sinn, europapolitesch e relative Konsens war a Richtung vun enger progressiver EU, déi wäertgerecht muss ginn an déi de Courage muss hunn, déi grouss Erausforderungen vun eiser Zäit gemeinsam unzegoen. An och wa Kritik un der EU, un hire Strukturen an den Entscheidungsprozesser geäussert ginn ass, sou war et awer och meeschtens eng Demande no méi EU an net no manner EU. Un d'EU ginn immens vill Hoffnungen geriicht, à tel point, an do deelen ech och dem Här Wiseler säi Constat, dass net onbedéngt ënnerscheet ginn ass, wat national Kompetenz sinn a wat europäesch Kompetenzen. Vill Leit schénge ganz bereet ze sinn, méi Kompetenzen un d'EU ze ginn, fir national Problemer ze léisen.

Encourageant fir eis Gréng ass op alle Fall och, dass engersäits d'Leit vu sech aus de Fokus op Theeme geluecht hunn, déi och eis ganz uewe leien. A mir kënnen just hoffen, dass déi Prioriséierung och an anere Länner vun Europa änlech ausgefall ass, well et eis natierlech en Uleies wier, dass e staarke Message aus der europäescher Zivillbevölkerung kënt fir méi Ëmwelt- a Klimaschutz, fir méi sozial Gerechtegkeet oder och, fir d'Rechtsstaatlechkeet an der Unioun ze schützen.

Ech wéilt dann och op e puer vun de Punkten agoen, déi an eise Consultatiounsprozess erauskomm sinn an déi mech besonnesch interpelléiert hunn.

Als Alleréischt koom ëmmer erëm de Sujet vun den zouene Grenze während der Pandemie op. Dat war effektiv ee Punkt, deen, mengen ech, bei all Aktivitéit beschwat ginn ass. An dat kënt och net vun näisch. Oppe Grenze sinn de groussen Acquis vun der Europäescher Unioun - eppes, wat een am Alldag lieft a selbstverständlech fënt. An op eemol stellt ee fest, dass et awer net esou selbstverständlech ass. An da gesäit ee schon eleng op deem konkrete Punkt, wat d'EU eis alles u Positivem bréngt.

E weidere Punkt, deen och opkomm ass, ass dee vun der EU op der Weltbün. De Wunsch no enger EU, déi gemeinsam mat enger staarker Stëmm no baussen optrëtt, deen ass ganz kloer artikuléiert ginn. D'Konklusioun ass deemno, dass d'Unanimitéit an aussepolitesche Froen d'EU blockéiert.

Dat selwecht gëllt fir d'Verdeedegungspolitik. Och hei waren d'Bierger sech méiheetlech eens, dass de

Conseil eng Brems duerstellt, an de Gros vun de Leit huet fir eng méi staark EU-Defense bis hin zu enger europäescher Arméi plädéiert.

Dat trëfft natierlech vum Standpunkt vun haut komplett den Zäitgeescht an natierlech renne se do och bei eis oppen Dieren an. Grad de Beräich vun der Defense, do schwätze mer vu gemeinsame Capacitéiten, gemeinsamer Research and Development an esou weider. Hei géif ech awer och derfir plädéieren, elo net onbedéngt alles aus der Urgence eraus ze gesinn a fir eng europäesch Arméi just fir sech ze plädéieren. Well wichteg ass et, dass mer dat alles awer och am Kader vun der NATO gesinn. Mir brauche keng zweet NATO, mee mir brauchen eng EU, déi hir Engagementer an der NATO iwwerhaupt emol erfëlle kann. Do si mer haut nach net, an do musse mer hikommen.

Hei war et also ganz kloer de Wonsch säitens de Bierger no méi EU, no méi Poids fir den High Representative an no méi Poids fir d'Presidence vun der Commissioun. An de Frust doriwwer, dass d'Memberstaate sech domadder ganz schwéierdinn, en Deel vun hirer Souveränitéit opzeginn, dee war och gréisstendeels net ze iwwerhéieren. Et ass wéi wann d'Bierger schonn eng Etapp méi wäit gewiescht wieren, wou d'Entscheidungsträger et nach net fäerdegbruecht hunn, iwwer hiren eegene Schiet ze sprangen.

An ech mengen, hei ass et dann awer och de Moment, wou mir op déi aktuell Situatioun an der Ukrain musse kucken, well mer jo elo musse festhalen, wat d'EU a kierzter Zäit awer fir e Wandel duerchgemaach huet. Mir hunn et virdu schonn ugeschwat an der Heure d'actualité zur Ukrain: Wann et ëmmer dem Putin säin Zil war, d'EU ze splécken a Mësstrauen ze streeën, dann huet en elo effektiv de Géigendeel domadder fäerdegbruecht. D'EU steet géeeent do wéi ni virdrun an ass kapabel, a kuerzer Zäit ze weisen, wat méiglech ass, wann eng Urgence besteet a wa Solidaritéit spillt.

Kee weess elo, wat d'Zukunft genee bréngt, mee fir mech ass et evident, dass d'EU an Zukunft en anere Stand wäert hunn. Si huet bewisen, dass se mobiliséiere kann, dass se muss op der Weltbün eescht geholl ginn an dass se bereet ass, hir Wäerter ze verdeedegen. An elo bleift ze hoffen, dass déi Unitéit an dee Wëllen, zesumme virunzkommen, eis nach laang wäerten erhale bleiwen.

An et dierf een och dervun ausgoen, dass dës Kris bei sou munchen e Sënnswandel ausgeléist huet, well et fir jiddereen evident ass, dass een an esou enger Situatioun ganz eleng ganz domm dosteet. Do weess een op eemol, wat een enger EU huet. An et ass ee vläicht och bereet, e puer eege Grondsätz iwwer Bord ze geheien, fir an esou engem Bündnis kënnen ze fonctionéieren.

Ech wëll och elo net schonn ze vill optimisteschen sinn, mee kloer ass, dass et eng Erwaardungshaltung un d'Politik gétt, Lektionen aus dëser Kris ze zéien a gemeinsam als staark Unioun virunzkommen. A wie weess, vläicht fällt et deem engen oder deem aneren an Zukunft dann och e bësse méi lücht, fir zum Beispill iwwert d'Majoritéit qualifiéen a aussepolitische Froen ze schwätzen. Viraussetzung ass natierlech, dass eng Partie Länner hir Egoismen ewechkieren. Mee wann net elo, wéini dann?

D'Fro vun der Erweiterung ass och déi eng oder déi aner Kéier opkomm, an do virun allem mat der Fro, ob d'EU sech net iwwerholl huet, wéi se sech a kuerzer Zäit no Osten erweidert huet. Dorunner uschléissend war et dann och d'Suergen vun enger Partie Participanten, dass d'EU sech weider vergréssere wäert an dass dat eventuell zu weidere Problemer géif féieren.

Ech wëll déi Suergen och op kee Fall klengrieden a mir hunn dofir och laang iwwert de Pro a Kontra vun der Erweiterung mat de Leit geschwat. Vum Gefill hier géif ech soen, dass bei deene meeschten, déi de Sujet opbruecht hunn, d'Skepsis nach iwwerwien huet.

(Brouhaha)

Ech froe mech awer elo, grad an der jëtzegeger Situatioun, wou d'Solidaritéit mat der Ukrain riseg ass an d'Ukrain selwer d'Demande gemaach huet, fir der EU bäizetrieden, ob dëst déi Aschätzung net eventuell relativéiert.

Ech plädéiere jiddefalls derfir, elo net iwwerstierzt ze handeln an eis Prozeduren net aus der jëtzegeger Situatioun eraus einfach iwwer Bord ze geheien.

(Brouhaha)

Virun allem musse mer eis bewusst sinn, dass mer nach aner Länner hunn, déi an der Pipeline sinn, déi waarden, deene mir als EU Hoffnung gemaach hunn a wou mir als EU absolutt keen zouverlässege Partner waren, well mir si, obwuel si grouss Efforte gemaach hunn, nach net opgeholl hunn.

(Interruption)

An deem Sënn ginn ech staark dervun aus, dass dat nach interessant Debatte wäerte ginn, grad am Conseil vun der Unioun, wou sech elo schonn ubaant, dass déi eng, wuel gedriwwen vun der jëtzegeger Situatioun, drécken an déi aner sech dann awer nach e puer méi grondsätzlech Froe stellen.

Wat awer kloer ass: D'EU huet eng enorm Unzéiungskraaft, net just fir d'Ukrain, mee och fir d'Leit a Moldawien oder a Belarus. A mir gesi jo haut och kloer - bei allem, wat mir sou un der EU aussetzen hunn -, dass d'Attraktivitéit vum EU-Modell esou grouss ass, dass se anerer genuch stéiert, fir e Krich auszeléisen.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Wou anerer just mat Waffen argumentéiere kënnen, bitt d'EU de ganze Rescht. An dat ass eng Chance, déi mir unerkenne sollten.

Wa mir vun der EU un internationale Plang schwätzen, da musse mer och de Volet Migratioun uschwätzen. Och dat war e Sujet, dee ganz oft ugeschwat ginn ass an deen, mengen ech, europawäit d'Leit beweegt, woubäi do d'Meenunge wäit auserneeginn a besonnesch och grouss Ënnerscheeder tëscht de Memberstaate bestinn.

De Constat war hei virun allem, dass d'EU leider net kapabel ass, mat enger Stëmm ze schwätzen, an dass et um Dossier Migratioun a Flüchtlingen nach keng Solidaritéit gétt. Mënscherechtsverletzungen un eisen EU-Aussegrenze sinn eppes, wat de Leit am Allgemenge ganz schwéier um Mo läit. An och hei musse mer kuerz op déi aktuell Situatioun verweisen. Mir stinn als EU virun enger massiver Erausforderung, fir déi vill ukrainesch Flüchtlingen opzehuelen. Anescht awer wéi a bisheerige Krisen erkenne mir grad an der ganzer Unioun, a besonnesch an de Grenzländer zu der Ukrain, eng Solidaritéit, déi hiresgläiche sicht, an dat ass gutt!

Ech wëll do och net manner Solidaritéit, mee sou vill ech mech iwwert déi grouss Solidaritéit a Mënschlechkeet hei freeën, esou vill muss ech awer regretéieren, dass dat bis elo net ëmmer de Fall war. Ech hunn iergendwou och e bëssen d'Hoffnung, dass dëst kéint zu engem Paradigmewissel féieren an dass grad a Länner wéi Ungarn a Polen, déi bis elo eng ganz haart Linn géint d'Migrante gefuer sinn, e Sënnswandel stattfonnt huet.

Allerdéngs dierfe mer eis och keng Wonner erwaarden, well et dono ausgesäit, wéi wann deen Niveau u Solidaritéit nëmme dann erreecht gétt, wann et net ëm Leit mat anerer Hautfaarf oder engem anere reliése Background geet. Dat fanne mir enorm bedauerlech an obwuel sech dat och elo haut ze bestätege schéngt - Dir hutt vläicht matkritt, dass un der Grenz zu Pole Leit aus Afrika, Bierger oder Studenten, déi dem Krichsgebitt wollten entkommen, Schwieregkeeten haten, iwwert d'Grenz ze kommen -, ginn ech d'Hoffnung awer net op, dass mer hei iergendwéi awer zu engem Sënnswandel an der EU wäerte kommen.

Da komme mer zu engem anere grouse Sujet, nämlech zu deem vum Klima an dem Naturschutz: e kloert Bekenntnis zum Prinzip vum Pollueur-payeur, fir méi Infrastruktur fir déi duuss Mobilitéit an de grenziwwerschreidenden Zuchverkéier, ressourcëschonend Wirtschaften an esou weider. Allgemeng huet sech erausgeschield, dass de Leit den Niveau d'Ambition, dee mer de Moment um Niveau vun der EU fueren, net héich genuch ass. Dann ass och dës Ëfteren d'Ausso komm, dass d'Leit bereet wieren, hire Mode de vie unzepassen, wann d'Politik déi richteg Jalonen och géif setzen.

An hei wënsche sech d'Bierger also ganz kloer eng méi grouss a schwéier Roll fir d'EU. An dat och zu Recht, well engersäits ass et natierlech esou, dass d'Naturschutz- a Klimaschutzmesuren nëmme da richteg gräife kënnen, wa se konsequent länneriwwergräifend ugewannt ginn. Anersäits ass et awer och esou, dass et grad d'EU ass, déi derfir suerge kann, dass mer héich Standarden iwwert d'Grenzen eraus hunn.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dofir muss awer och d'Volontéit do sinn, engersäits bei der Commissioun, déi d'Propositionen op den Dësch leet, an anersäits awer och bei de Memberstaaten, fir ganz ambitiéis ze sinn a virun allem kee Greenwashing ze bedreiwen.

Fakt ass, dass et Erfollegsbeispiller gétt, déi weisen, dass d'EU kann e Motor sinn: Huele mer d'Beispill vun den Natura-2000-Gebidder. D'Europäesch Ëmweltagence huet nämlech festgestallt, dass d'Natura-2000-Netzwerk positiv Effekter op vill Spezies an Habitater huet. Habitater, déi méi vum Netzwerk couvréiert sinn, hunn e besseren Zoustand wéi déi, déi manner couvréiert sinn. Studien hunn och gewisen, dass et méi positiv Tendenze gétt fir Aarte vu Villercher, fir déi d'Direktiv ganz besonnesch Schutzmoosname virgesäit, wéi fir Aarte vu Villercher, déi net deene selwechte strenge Schutzmoosnamen ënnerleien. An den Impakt vun där EU-Legislatioun an deem Beräich gétt ëmmer méi offensichtlech, wat d'Länner méi laang Deel si vun der EU, also wat se méi laang Zäit haten, fir Direktiven ëmzesetzen.

Dëst weist also, dass eng méi streng EU-Legislatioun oder eng méi staark Legislatioun, déi konsequent och vun de Memberstaaten ëmgesat gétt, duerchhaus Verbesserungen um Terrain bewierke kann. Mee natierlech musse mer dann och staark EU-Legislatiounen hunn, an do sinn dann awer och d'Memberstaate gefrot, fir net all Propositionen vun der Commissioun esou laang ze verbesseren, bis dass et manifest gétt, dass se hir Ziler net méi erreche kann.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dat gétt zum Beispill kloer bei der GAP, wou d'Memberstaate sech géint eng méi ambitiéis Politik gestäipt hunn, mam Risk, dass de Konsens zu méi Greenwashing féiert an dass d'Mënschen hire Frust da virun allem op d'EU projézieren, wou se an éischer Linn awer och hir

eege Regierungen an hir Positioun am Conseil missten hannerfroen.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Kloer ass op alle Fall, dass d'Bierger an d'Biergerinnen am Allgemengen héich Erwaardungen hunn un d'EU, och am Beräich Klima- an Naturschutz. An déi positiv Beispiller weisen, dass d'EU kann, wa se déi richtig Tools krit, e groussen Ennerscheid maachen. Do ass et och wichtig, dass dat méi kommunizéiert gëtt, dass esou Erfolger och der EU zougerechent ginn.

Da komme mer och bei d'Energiepolitik, wou effektiv eng Partie Froe vun de Participanten opkomm sinn. An de Gespréicher gouf et allgemeng kloer Bekenntnisse fir eng schnell Transitioun hin zu erneierbaren Energien. Wichtig war de Leit awer och, dass d'Energie bezuelbar bleift a keng weider sozial Ongläichheete geschafte ginn.

Kloer ass och de Lëtzebuerger Konsens bestätegt ginn, dass Atom a Gas näischt an der Taxonomie verluer hunn. D'Participanten hu sech hei ganz däitlech géint Greenwashing positionéiert, deen doranner besteet, Atom a Gas als nohaltig anzestufen. An do muss ech leider soen, dass et genee déi Approach sinn, mat deenen d'EU riskéiert, bei de Bierger hir Kreditibilitéit ze verspillen!

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Elo si mer tatsächlech an der Situatioun, wou d'EU-Kommission nach virun e puer Woche Gas an Atom als nohaltig agestuuff huet, trotz allen Argumenter, déi dergéint schwätzen: sief dat de Volet Klima, sief et de Volet Sécherheet, sief et de Volet Ofhängegkeet vu Russland. An dee Bumerang do, dee koom elo leider bal méi schnell zréck, wéi mir konnte géint déi Entscheidung virgoen.

Innerhalb vun e puer Deeg huet déi Aschätzung sech mengen ech, dramatesch geännert: Russland erpresst eis mat Gas. An der Ukrain ginn Endlager vun Atommüll bombardéiert. Zu Tschernobyl si se och an d'Schweesse geroden. An ech weess wierklech net, wéi d'Kommission elo nach wëll argumentéieren, dass Investissementer a Gas oder Atom nohaltig si respektiv dass Atomenergie ongeféierlech wier.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | An do muss ech soen, dass ech hei ganz gespaant sinn, wéi dës Entscheidung an de kommende Wochen a Méint wäert standhalen oder ob et do net awer zu engem Revirement kënn.

Da wollt ech nach op e leschte Punkt kommen, deen zwar vläicht e bësse manner oft ugeschwat ginn ass, deen awer duerchaus esou munch Leit Suerge bereet, an dat ass dee vum Respekt vun der Rechtsstaatlechkeet an der EU. D'Bierger di sech effektiv schwéier domadder, dass EU-Gelder u Länner ginn, déi sech net u Grundwäerter halen, Minoritéiten ausgrenzen, d'Pressefräiheet net ëmmer respektéieren an och d'Onofhängegkeet vun der Justiz net méi garantéieren.

An deem Kader war de Respekt vun de Mënscherechter uechtert d'Welt och ëmmer erëm en Thema. An de Mënsche läit et um Häerz, dass mer och an eise Liwwerkette keng Mënscherechtsverletzunge méi zouloossen. Dozou ass jo elo ze soen, dass d'Kommission eng Proposition op den Dësch geluecht huet, déi d'Beriber ab enger bestëmmter Gréisst géif forcéieren, d'Mënscherechter an hire Liwwerketten anzehalen. Bon, et ass elo net onbedéngt de Moment, fir op déi ganz Propositionen anzegoen, mee just esou vill à ce stade: Déi Proposition, déi

kéint duerchaus e bësse méi ambitiéis sinn. Do ass nach Sputt no uewen, grad och am Finanzsektor.

An nawell muss mer fäerten, dass, wann elo déi Proposition verhandelt gëtt, et net no uewe geet, mee dass se nach wäert verwässert ginn, wann eeben elo d'Staats- a Regierungschef sech dermat ausenanesetzen. An hei ass et awer wichtig eiser Meenung no, dass d'EU dee Rendez-vous do net verpasst, fir den Erwaardunge vun der Bevölkerung gerecht ze ginn, well eis Bierger erwaarde sech, dass hir EU hir Wäerter och anhält.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Wat d'Rechtsstaatlechkeet ubelaangt, si mir natierlech och ganz frou iwwert dat rezent Urteel vum Europäesche Gerichtshaff, dat d'Legalitéit vum Rechtsstaatsmechanismus vun der EU och elo confirméiert huet. D'EU kann also an Zukunft vill méi wirkungsvoll géint Verstéiss géint eis gemeinsam Grundwäerter reagieren.

Dat Urteel war en enorm wichtegt Urteel, wat sécherlech a Polen an Ungarn net op Zoustëmmung gestouss ass. Allerdéngs sinn ech och hei gespaant, wéi déi Diskussionen an Zukunft wäerte verlafen. Ech ka mer nämlech elo - Stand haut - net virstellen, dass polnesch an ungaresch Entscheidungsträger an Zukunft nach därmoossen eng EU-kritesch Haltung wäerten anhuelen, well ech mengen, dass d'Leit elo awer ganz däitlech gesinn, wat se un der EU hunn. An deem Sënn erwaarden och erhoffen ech mer op deem Niveau och eng nei Dynamik, déi hoffentlech dann och am Sënn vun der EU ass an eis all erëm och e bësse méi no beienebréngt.

Bon, ech muss mech widderhuelen, dee ganze Prozess ronderëm d'Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa hunn ech immens begréisst. Dat ware flott Echangingen. Et war och eng flott Erfahrung, mol e bësselchen ausserhalb vum Alldag vun der Chamber. Eleng de Fait, dass d'Biergerbedeelegung och ganz grouss geschriwwen ginn ass, ass ganz positiv ervirzehiewen. Natierlech war et fir eis och net onbedéngt einfach, mat de verkierzte Prozeduren ze schaffen, mee ech mengen, dorunner muss mer eis elo net méi onbedéngt festkrallen, dat ass passé.

Elo muss mer no vir kucken a wa mer dat maachen, do ass et eis dann awer elo par contre ganz wichtig, dass de Suivi vun dëser ganzer Prozedur konsequent gemaach gëtt. Et ass elo u sech de wichtige Moment, well de Board, also den EU-Conseil, d'Kommission an d'EU-Parlament, déi mussen elo lassleeën a weisen, dass se hir Engagement anhalen. Et kënn elo drop un, dass dee Suivi och weiderhi bottom-up gemaach gëtt an dass deen Input, deen eis vun ennen erop geliiwert ginn ass, och respektéiert gëtt.

Leider ass fir mäi Verständnis déi weider Virgeeënweis nach net wierklech ganz kloer an dat fannen ech enorm schued. Dee gréisste Feeler, deen een elo hei kéint maachen, dat wier, elo awer just predefinéiert Konklusionen do ze zéien an alles, wat vun de Bierger geliiwert ginn ass a wat vläicht och en europawäite Konsens gemaach huet, net ze respektéieren. Dat ass schued, well nach ëmmer iergendwou déi däischer Wollek iwwer eis schwieft, dass dat Ganzt awer da just en Exercice fir d'Galerie wier. An deem Sënn kënn mer nëmmen hoffen, dass deen Executive Board do och kann iwwer säi Schiet sprange fir ze beweisen, dass déi partizipativ Demokratie an der EU bis zum Schluss gelieft gëtt.

Op alle Fall ass eis wichtig, dass d'Handschrëft vun der Zivilgesellschaft am Endresultat muss kloer erkennbar sinn, an dat och bei méi heikelen Theeme wéi deem vun den transnationale Lëschten, dem

Spätzekandidatprinzip an, jo, och bei der Fro vun der Ouverture vun den Traitéen, déi, wann dat sollt eng Konklusion sinn, och keen Tabu soll sinn.

(Brouhaha)

Wa mer der EU méi Kompetenzen am Beräich vun der Santé zum Beispill wëlle ginn oder am Beräich vun der Defense ...

(Coups de cloche de la présidence)

... oder am Beräich vun der Aussepolitik, da komme mer do net derlaanscht. An ech weess och, dass dat immens opwänneg ass, dass dat Zäit hëlt. A mir sollten dat och net maache mam Zil, fir elo kuerzfristeg Léisungen ze fannen, mee et geet drëm, d'EU fir d'Zukunft strukturell esou opzustellen, dass se d'Problemer och an zéng Joer da léise kann.

An ech géif dann zum Schluss op dat zréckkommen, wat ech schon am Februar 2020 am Kader vum Här Wiseler senger Interpellatioun iwwert d'Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa gesot hunn: „D'EU mat hiren Institutione muss erëm méi no un d'Zivilbevölkerung réckelen an Äntwerte liwweren, déi de grouse Froe vun eiser Zäit gerecht ginn. D'EU ass net just en technokrateschen Apparat, mee eng Institution, ...

(Brouhaha)

... déi op enger gemeinsamer Visioun, op gemeinsame Wäerter berout, an déi aus der Iwwerzeugung gewuess ass, dass eng aner Welt méiglech ass, eng Welt, an där Konflikter anescht geléist kënnen ginn an an där ee méi erreicht, wann een zesummeschafft a Brécke baut.“

(Brouhaha)

A grad haut wéilt ech dee Message ganz gäre widderhuelen, well dat ass déi EU, an där ech weiderhi wëll liewe kënnen.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Loosst mech just zum Schluss nach op déi Resolutioun ze schwätze kommen, déi den Här Cruchten deposéiert huet. Mir begreifen dës Resolutioun natierlech, net just wat de Volet Conférence sur l'avenir de l'Europe ubelaangt a wat déi partizipativ Prozesser ubelaangt, mee virun allem, wat d'Visibilitéit an de Suivi vun den europäeschen Dossieren hei an der Chamber ubelaangt. Dëst wäert derzou bäidroen, dass d'Demokratie an d'Transparenz och an aussepolitischen Dossierer gelieft ginn an och d'EU-Politik eng vill méi grouss Visibilitéit krit, eng Visibilitéit, déi se menger Meenung no absolutt verdéngt huet. An deem Sënn schwätzen ech elo net méi weider a soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Empain. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren, ech wéilt och ufänke mat engem ganz häerzleche Merci un den Här Cruchten fir e ganz liewegen an interessante Rapport, deen en eis gemaach huet, an och fir déi Aarbecht vun eise Mataarbechter an der Chamber, déi ganz, ganz intensiv geschafft hu während ville Méint, fir eis dat hei ze erméiglechen. An natierlech muss een an dee Merci och all déi Leit matabezéien, déi mat eis an deene leschte Méint diskutéiert, geschwat hunn an heihinnerkomm sinn, fir hir Vuen iwwer Europa virzedroen.

Déi Europäesch Unioun huet dës Konferenz, wann ee se dann esou kann nennen, iwwert d'Zukunft vun

Europa aberuff, iwwert déi mir haut diskutéieren. De President Macron wëll ganz séier zu Resultater kommen - et si jo a Frankräich Walen - an als gutt Nopereen a feine Nopereen a francophill Nopere maache mer dat dann och. Et ass awer schued, datt et net méi laang gedauert huet.

Déi Europäesch Unioun huet vill Problemer a si brauch Reformen. Doriwwer besteet Konsensus. Déi Diskussiounen doriwwer gehéieren eiser Meenung no awer an eng formell Regierungskonferenz. Dowéinst kann ee sech froen: Firwat gouf elo grad dës Wee, den iwwer eng Biergerbedelegung, gewielt? Ass et, well vill Politiker an Europa einfach selwer keng Visiounen méi entwéckelen iwwert d'Zukunft vun dëser Unioun oder kee Courage méi hunn, fir grouss Reformen ze proposéieren, oder awer wëssen, datt eng Regierungskonferenz et am Abléck ganz schwéier hätt, well et déif Grief tëschent den europäesche Memberstaate gouf, vläicht am Abléck manner duerch d'Ukrain-Kris, mee awer op jidde Fall ganz schwéier, fir op en neie Vertragstext ze kommen?

De „Versuch“ - soe mer emol -, fir iwwert d'Resultater vu Consultatiounen vum enger organisierter an dacks och polarisierter Zivillgesellschaft Staaten ënner Drock ze setzen, ass sécher net de Wee vun der ADR. De Fonctionnement vun den Institutionen dierf net a Fro gestallt ginn. Iwwert d'Zukunft vun Europa solle mandatéiert Regierungsvertrieder verhandelen, déi jo all duerch demokratesch Wale legitiméiert sinn. Et sinn dann och déi national Parlamenter oder nach besser national Referenda, déi iwwert d'Verhandlungsergebnisser solle bestëmmen, esou wéi et sech fir demokratesch Staate gehéiert. Mir wëlle keng Schläichweeër fir ze probéieren, esou Verhandlungen an esou demokratesch Prozesser ze ëmgoen an domat politeschen Drock opzebauen.

Am Liewen wéi an der Politik ass et awer natierlech ëmmer richteg, op d'Leit ze lauschten. D'ADR mécht dat leidenschaftlech gär. Déi aner Parteien heibanne jo och, wann een hinnen nolauschert. Firwat refuséiere si dann de Referendum iwwert d'Verfassungsreform, ...

(Brouhaha)

... dee si de Leit versprach haten? E Referendum ass jo bekanntlech déi héchste Form vu Biergerbedelegung.

(Brouhaha)

Awer wann et ëm eist Land geet, wëlle si vun där näischt wëssen oder besser gesot näischt méi wëssen. Europa soll iwwer Biergerbedelegung reforméiert ginn, Lëtzebuerg awer net. Mir nennen dat beschtefalls „Inkonsequenz“, schlëmmstefalls „Hypokrisie“.

Datt iwwert d'Zukunft vun Europa muss diskutéiert ginn, mécht, wéi gesot, absolut Sënn. Mir féieren dës Diskussioun allerdéngs vill ze spéit. Mir hätte se misse virum Brexit féieren. De Brexit wor dee bis elo dramateschste Réckschlag an der Geschicht vun der Europäescher Unioun. D'ADR hat virum Brexit gesot, datt mir musse Konzessiounen maachen, fir d'Britten an der EU ze halen. Leider gouf net op eis gelauschert. Fir d'ADR ass a bleift et e strateegesch Zil, fir staark Brécken tëschent der EU an dem Vereenegte Kinnekräich ze bauen, fir d'Konsequenzen vum Brexit esou wäit wéi nëmme méiglech ze miniméieren. Mir wëlle politesch, ekonomesch a sécherheetspolitesch Instrumenter schafen, déi et eis wéi och eise brittesch Frënn erlaben, nees zesummen un Europa ze bauen. De Brexit huet op en Neits däitlech gewisen, datt de Federalismus Géift fir Europa ass. Eise Kontinent ass esou divers, datt een

Europa nëmme ka bauen, andeem ee senger Diversitéit gerecht gétt an net probéiert, e Federalismus oder en Zentralismus no amerikaneschem Virbild heihinner ze importéieren.

Als ADR wëlle mir e méiglechste eeneg a staarkt Europa, an dat geet eiser Iwwerzeegung no nëmme mat engem Europa vun den Natiounen. Do, wou et Sënn mécht zesummeschaffen, sollen a musse mir dat maachen. Vill Problemer kann een nëmme zesummen ugoen, awer do, wou d'Nationalstaate ganz gutt eleng eens ginn, brauche mir keng Amëschung vun europäeschen Institutionen. D'ADR bekennt sech domat voll zum Subsidiaritätsprinzip.

Här President, wéi eng Reforme brauch Europa wierklech an am allerdréngendsten? Mir wëllen der haut hei sechs proposéieren: éischtens, en Zeréck an déi finanziell Orthodoxie an der Eurozon, zweetens, eng laangfristeg energiepolitesch Ofsécherung, déi eis Economie kompetitiv hält, drëtzens, Toleranz a Respekt fir aner Memberstaaten an aner Gesellschaftsmodeller, véiertens, en Enn vun der aktueller Migrationspolitik an eng Ofsécherung vum Schenge-Raum. Ech soen derbäi, aus Aktualitéitsgrënn: mat der Ausnam vun der Ukrain. Fënneftens, eng konsequent Reindustrialiséierung, a sechstens, eng Reform vun den Institutionen an eng Réckverlagerung vu Kompetenzen an d'Memberstaaten.

Loosst mech bei der Geldpolitik ufänken. Lëtzebuerg ass op eng Währungsunioun ugewisen an eis Finanzplatz ass op den Euro ugewisen. Mir sollten dowéinst als Land eng staark Stëmm sinn, déi zesumme mat Holland, Däitschland an anere méi stabilitéitsorientéierte Staaten derfir suergt, datt den Euro laangfristeg ofgeséichert ass.

D'Europäesch Zentralbank huet mat hire villen Hëllefprogrammer zënter 2007 d'Geldmass esou an d'Lucht gedriwwen, datt si wäit iwwert deenen aktuelle Besoine vun der Economie läit. Dëst ass eng vun den Haaptinflationseffekten an Europa. Mir brauchen dowéinst eng Reduzéierung vun der Geldmass, déi am Émlaf ass. Mir brauchen an Inflationssäiten Zënserhéijungen, fir dee primären Optrag vun der EZB, d'Präisstabilitéit, ze garantéieren. Mir brauchen eng Reform vum TARGET2-System, fir e järelechen Ausgleich tëschent den Zentralbanken ze kréien, änlech wéi dat an den USA funktionéiert. A mir mussen d'Bonitéitskriterien fir Wäertpabeieren an d'Lucht setzen, fir datt mer Schrottpabeiere progressiv aus de Bilanze vun de Banke kënnen eliminéieren.

D'Europäesch Zentralbank muss domat ophalen, Staatspabeieren ze kafen an domat bal onbegrenzt d'Schuldepolitik vu verschiddene Memberstaaten ze finanzéieren. D'EU dierf net zu enger Transfertioun ginn. Et dierfe keng gemeinsam Scholde ginn, bei deenen d'EU-Institutionen oder d'Memberstaate fir d'Scholde vun anere musse riichtstoen, an d'Stabilitéitskriterien vu Maastricht musse respektéiert ginn. Temporär Austrätter aus der Eurozon musse méiglech sinn, woubäi awer dann de Remboursement vun TARGET-Scholde muss garantéiert sinn.

Also: Stabilitéit, Eegeverantwortung vun de Staaten, keng national Scholdepolitik a keng Haftung fir aner, keng Transferten un anerer iwwert d'Geldpolitik, dat ass de Credo vun der ADR fir d'Zukunft vum Euro. Dat ass déi reng klassesch ekonomesch Vernunft an et ass och konform zu den Traitéen, notamant zu der „no bailout clause“, Artikel 125 TFUE. Schued, datt mir eleng am Abléck, sou schéngt et, nach dat verdeedegen, wat am Maastrichter Vertrag steet.

Sollte mir eis net duerno riichten, maache mir den Euro laangfristeg futti. Elo schonn hu mer e permanenten Offloss vu Rächtrum vum Norden an de Süde

vun Europa a grouss Wäertverloschter fir déi Leit, déi spueren, duerch d'Incapacitéit vun der EZB, fir d'Zënse un d'Inflation unzepassen. Scho gétt gefuerdert, d'EZB institutionell esou ëmzënnern, datt den Norde soll méi Stëmmgewicht kréien. Mir brauchen onbedéngt eng volontaristesche Stabilitéitspolitik an Europa an dës Regierung muss dozou bäidroen.

Mir brauchen zweetens eng Energiepolitik, déi kredibel an zouverlässeg ass an déi fir d'Privatstéit wéi och fir eis Entrepreneuren zu engem méiglechste gënschtege Präis genuch Energie liwwert. Déi Echangen, déi mir elo mat der Zivillgesellschaft haten, hu gewisen, datt sech vill vun deene Klimabewegungen ëmmer méi radikaliséieren. Déi ganz staark Angscht, vläicht souguer iwwerdriwwen Angscht viru méigleche Klimaverännerung féiert dozou, datt aner Consideratiounen wéi eis ekonomesch Zukunft, déi awer fir déi jonk Leit vun zentraler Wichtigkeet ass, a virun allem och eis individuell Fräiheet fir déi Organisatiounen praktesch keng Roll méi spillen. Léisst ee si gewäerden, geet de Wee riicht an eng Ökodiktatur. Mir warnen dowéinst nach eemol virun totalitärer Verschungen a mir warnen och nach eemol virun Dispositionen an där neier Verfassung, déi dat géife méi liicht maachen.

Fir d'ADR heescht et, engersäits d'Economie ekologesch denken an anerersäits d'Ökologie ekonomesch opstellen an ni dat eent unni dat anert ze gesinn. Mir wëssen, datt mir eng staark Economie brauchen, a mir wëllen, datt d'Leit d'Energie kënnen bezuelen - de Brennes an och hiren Auto. Mir verlaangen elo, datt d'Steieren op d'Energie erofgesat ginn an datt d'Kuelendioxidsteuer ganz gestrach gétt.

Alternativ Energie kënnen an engem breede Stroummix e Bäitrag leeschten, awer verlosse kann ee sech op si net. Gréng Energie kënnen ganz liicht de Wee an de Blackout sinn. An och deier europäesch Versuerungsnetzer kënnen d'Nodeeler vu volatillem alternativen Energien net ausgläichen. Alternativ Energien als exklusiven energiepolitesche Versuerungsmodell si Fakenews, geneesou wéi dat Märche vun der Regierung, datt d'Elektromobilitéit besonnesch ëmweltfrëndlech wär. Mécht een dee ganze Bilan, ass et éischer de Géigendeel!

Europa wéi och Lëtzebuerg sollen elo mol konsequent am Energieberäich fuerschen, fir optimal Léisungen ze fannen. Dobäi dierf et keng politesch Tabue ginn.

Här President, wann ee wëll Europa auserneendreiwe, da soll een déi sougenannt Rechtsstaatsmechanisme spille loossen. Hei gétt en ideologesche Krich géint e puer Memberstaate geféiert, déi sech net engem Mainstream wëlle fügen. Bei der ADR gesi mir dat kritisches. Mir verdeedegen d'Souveränitéit vun de Staaten a mir denken net, datt déi europäesch Kommissioun oder dat Europäescht Parlament sech dierfen an déi intern politesch Prozesser vun de Memberstaaten amëschen. All d'Memberstaate sinn Demokratien an hir Regierung si just géintiwwer hire Bierger verantwortlech. Europäesch Strukturfonnen sinn do, fir europäesch Solidaritéit mat defavoriséierte Leit och finanziell ze liewen an net, fir Memberstaate politesch ze erpressen.

Déi Kriticken, déi géint eenzel Staate virbruecht ginn, sinn dacks net kredibel. Wie sech d'Justizsystemer an Däitschland an och zum Beispill a Spuenien ukuckt an op anere Plazen, gesäit do heiansdo praktesch genee déi selwecht Reegelung wéi déi, déi verschiddenen osteuropäesche Staaten esou gär virgeworf ginn. An och hei zu Lëtzebuerg schafe mir am Kader vun der Verfassungsreform en Nationale Justizrot, deen zum Deel politesch besat gétt. Mir gesinn d'Splënter am A vun deenen aneren an net d'Dunn an eisem eegenen!

Här President, déi Echangë mat der Zivillgesellschaft iwwert d'Asyl- an d'Migrationspolitik hunn och gewisen, wéi realitéitsfrem esou Diskussioune kënnen sinn. Vereenzelt gouf souguer d'Ofschaffung vun alle Grenze gefuerdert. D'ADR ass fir eng realistesch an humanistesche Politik an dowéinst och kloer fir e Recht op Asyl, awer genesou kloer ass si géint e Mëssbrauch vun deem Recht am Sënn vun enger massiver illegaler Immigratioun an Europa aus haaptsächlech ekonomesche Grënn.

Eis Gesellschaften packen esou eng Zort vun Immigratioun net. D'Konsequenz gesi mer iwwerall a West- an Nordeuropa: keng oder weineg Integratioun, Drock op den Aarbechtsmaart, Drock op d'Sozialsystemer, Drock op d'Sozialwunnengen, alles dat haaptsächlech natierlech zulaaschte vun deene sozial Schwaachen.

Fir d'ADR ass kloer, datt déi illegal Immigratioun muss gestoppt ginn an datt Asyl en temporäre Schutz ass. Een, dee kee Schutz brauch oder net méi brauch, muss zrëck a säi Land goen.

Eng Verdeelung vu Migranten no Quoten an Europa kennt fir eis net a Fro. D'Asylrecht muss virun allem eng national Kompetenz sinn. Eng komplementär gemeinsam Sécherung vun de Baussegrenzen a vollem Respekt virun der Souveränitéit vun all Memberstaat ass awer virstellbar.

Eng vernënfteg Migrationspolitik ass och absolut néideg, fir de fräie Persouneverkéier am Schengen-Raum kënnen ze erhalen. Mir hunn an der Pandemie gesinn, wéi fragill déi oppe Grenze kënnen sinn a wéi séier se nees kënnen zougemaach ginn. D'ADR wëll de Prinzip vu méiglechst oppene Grenze verdeedegen. Dofir brauch et niewent enger anerer, méi vernënfteger Migrationspolitik an enger enker Zesummenaarbecht tëschent Nopeschlänner och cibléiert a limitéiert Grenzkontrollen. D'ADR huet dat scho laang gefuerdert. Virun allem brauche mir esou Kontrolle géint déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit a géint déi illegal Immigratioun.

Mir wëllen als ADR oppe Grenze fir déi éierlech Leit, awer net fir déi aner. Mir hu gesinn, datt och aner Parteien elo an der Pandemie viru Kuerzem Grenzkontrollen an den Zich gefuerdert hunn, fir franséisch Anarchisten vun den Demonstratiounen zu Lëtzebuerg ewechzehalen. Et huet eis als ADR gefall, datt Parteien, déi scho laang näischt méi vu Grenzkontrolle wollte wëssen an deenen anere Staaten an der Pandemie am léifsten dat Recht ofgeschwat hätten, fir hir eege Grenzen ze kontrolléieren, elo ganz séier d'Virdeeler vu Grenzkontrollen nees fir sech entdeckt hunn. Déi eegen Haut ass engem dach ëmmer besonnesch no!

Wien an Europa wëll oppe Grenzen hunn, an dat wëlle mir als ADR, muss dobäi déi eege Sécherheet an déi vun deenen anere Staate fest am An hunn, soss ass dat politesch net duerchzehalen.

Här President, d'Pandemie huet eis och gewisen, wéi wichteg d'Konkurrenzpolitik an Europa ass an d'Reindustrialiséierung vun Europa. Déi Europäesch Kommissioun huet elo mol eng Initiativ am Beräich vun den elektronesche Chippen geholl, déi mir begrëssen, mee mir brauche cheemesch Industrie, pharmazeutesch Industrie an nach villen méi, wa mir eis Ofhängegkeet, virun allem géintiwuer dem asiatesche Raum, wëlle reduzéieren. Déi, déi esou gär vun enger europäescher Souveränitéit schwätzen, missten dobäi vläicht prioritär un Domänen denke wéi d'Industrie, wéi d'Agrikultur, wéi d'Energieversuergung, wéi d'Digitaliséierung, wéi d'Ofsécherung vun eise maritime Versuergungsweeër a Kommunikatiounen, ier mer iwwer Baussepolitik a Verdeedegung schwätzen.

Lëtzebuerg sollt bei all deenen Efforte matmaachen. Dofir brauch et enner anerem eng dynamesch Industriepolitik an en Ausbau vu Fuerschung a Léier. Mir gesi fir d'Universitéit Lëtzebuerg eng Prioritéit beim Ausbau vun der Mathematik, der Informatik, den naturwëssenschaftleche Fächer an den Ingenieurswissenschaften. Beim Gender kënnen mir awer gär spueren.

(Exclamation)

Europa muss méi autark ginn, ouni awer protektionistesche ze ginn. Mir wëlle keng nei Douanetariffer aféieren, well dat reduzéiert eis Kompetitivitéit, verdeiert d'Importer a reduzéiert eis Innovatiounskapacités. Mir wëllen oppe Mäert. Wa mir esou Tariffer aféieren, maachen eis Konkurrenten dat natierlech och, dat si Retorsioune an dat ass eng schif Bunn, op déi mir net wëlle geroden.

Här President, wien d'Debatten am Europäesche Parlament verfollegt, mierkt, wat geplangt ass. D'Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa soll dozou gebraucht oder och mësbrauch ginn, fir nees méi Federalismus anzeféieren an dat Europäescht Parlament ze stäerken. Sämtlech bekannt Fuerderunge ginn nees ausgepaakt: europäesch Spëtzekandidaten - déi lescht Kéier e flagrante Echech -, transnational Lëschten, eng europäesch Walautoritéit, eng europäesch Walprozedur, en Initiativrecht fir d'Parlament, europäesch Steieren a méi eege Ressourcë fir d'Unioen an esou weider. D'ADR seet dozou: „Neel!“

Am Europäesche Rot an am Ministerrot soll op d'Unanimitéit verzicht ginn, virun allem och bei der Bausen- a Sécherheitspolitik. Och hei seet d'ADR: „Neel!“ Mir hate virun an der Ukrain op d'Gefore vun esou enger Entwécklung higewisen. Mir wëllen net, datt eis Sécherheitsinteressen ignoréiert ginn. Lëtzeburger si kee Kanounefudder, dat anerer kënnen fir hir Zwecker mësbrauchen. D'ADR seet kloer: „Mir wëlle matdecidéieren!“

Warscheinlech soll och bei de Finanzministern an Zukunft d'Majoritéit qualifizéiert gëllen. Och där Fuerderunge huet een oft souguer hei an der Chamber schonn héieren.

Dann ass déi gutt Neiegkeet jiddefalls déi, datt mir zu Lëtzebuerg ganz séier kënnen klimaneutral liewen. Scho virun der Konferenz hunn eng ganz Rei Staate gesot, datt dës Konferenz net däréi déi normal Prozeduren ausser Kraaft setzen an datt si sech a verschidde Kompetenzberäicher vun de Memberstaaten net däréi amësch, zum Beispill net an d'Sozialpolitik. Genannt goufen enner anerem d'Aarbechtsrecht, d'Pensioenssystemer, d'Familljepolitik, d'Kannererzëiung, an déi Meenung ass och eis.

Déi Iddi, eng Gesondheitsunioen ze schafen, muss ee kritesch gesinn. Et wor net alles gutt. D'Europäesch Kommissioun huet zum Beispill laang op de franséischen Impfstoff vu Sanofi gewaart, deen dunn awer net koom. Dat huet eis dräi Méint kascht an der Acquisitiounspolitik vun Impfstoffen. Och hei gesi mir éischer eng enk Zesummenaarbecht tëschent Staaten als dee richtege Wee, mat natierlech enger Ennerstëtzungsfunktioun fir d'Kommissioun.

Här President, déi Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa huet dee Virdeel, datt mir net méi nëmme bei den Europawalen iwwer Europa diskutéieren. De Sujet ass wichteg a mir si frou, datt mer dofir haut hei déi Geleeënheet hunn. Der ADR hir Europapolitik ass realistesch, si ass konstruktiv an och anescht wéi déi vun anere Parteien a si ass volontaristesche.

D'ADR ass fir Europa an och fir e staarkt Europa, awer eebe fir en Europa vun den Natiounen. En Europa, an deem Lëtzebuerg ka matbestëmmen. Mir wëlle keng

„Ever Closer Union“ an engem federalistesche Sënn, mee eng ëmmer méi staark Frëndschaft a Solidaritéit tëschent souveräne Staaten an Europa. Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Kartheiser. Den Här Ausseminister freet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo, Här President, entschëllegt, vläicht verstitt Der, dass ech op enger anerer Plaz elo méi gebraucht ginn, well mir musse jo all Dispositiounen treffen, fir deen Accueil, deen elo virun eis steet, gutt ze organiséieren. An ech géif Iech wierklech bidden, mer elo fräizégin hee an der Chamber fir ze kucken, dass ech mat menge Leit kann alles hierriichten, fir dass, wa mer musse mar op Zack sinn, dat och klappert. Verstitt Der dat? Da géif ech Iech Merci soen.

M. Fernand Etgen, Président | Mir verstinn dat, Här Ausseminister, datt d'Aktualitéit aner Prioritéit vun Iech de Moment verlaangt, a soen Iech Merci. Mir géifen awer d'Debatt viruféieren an déi dann och zu Enn bréngen. Merci villmoos a Courage an Ärer Missioun!

Da géif ech d'Wuert weiderginn un déi nächst ageschriwwen Riednerin an dat ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Octavie Modert (CSV) | Mee d'Regierungsbänk ass dann net besat!

Une voix | Jo, do ass keen.

Mme Octavie Modert (CSV) | Jo, d'Regierungsbänk ass net besat. Egal wien, mee weinstens ee Minister muss do sinn.

M. Fernand Etgen, Président | Et ass d'Debatt vun der Chamber. Mir sinn hei an der Chamber, Madamm Modert!

(Brouhaha)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Mir verstinn ...

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Une voix | ...bänk ass gutt besat.

(Hilarité)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President.

(Interruptions et brouhaha)

Mir verstinn, datt den Ausseminister elo nach aner dréngend Saachen ze dinn huet.

„Mir géife gären, wierklech ganz gären eng basisdemokratesch Diskussioun gesinn iwwert de Fonctionnement an d'Politik vun der EU. Eleng, eis feelt de Glawen, datt et sech heibäi ëm eppes anescht handelt wéi ëm e bësse méi e sophistiquéierte PR-Exercice.“ Dës Wieder hat mäi Virgänger, den Deputéierte vun déi Lénk Marc Baum, am Februar 2020 op dëser Tribün gesot, also éier dee ganze Prozess un d'Rulle koom. Wéi meeschtens huet hien d'Kaz vun Ufank un eng Kaz genannt.

D'Madamm von der Leyen hat déi Iddi 2019 opbruecht an duerno dorun erënnert, obwuel d'Begeescherung vun deenen enzelnen EU-Institutiounen zimmlech limitéiert war. Et war déi e bëssen idealistesche a romantesche Virstellung, datt een op déi Aart a Weis kéint d'EU erëm méi no bei d'Leit bréngen a sech e basisdemokrateschen Ustrach ginn, oder wéi de Marc Baum sech virun zwee Joer ausgedréckt huet: „Den [...] naive Versuch vun der Madamm von der Leyen, d'Leit erëm fir d'EU ze interesséieren, andeems een den Uschäi gëtt, et géif een op se lauschteren.“

Ech wëll direkt aganks betounen, dass ech all deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg dorunner matgeschafft hunn an deene leschte Méint a Joren, kee Virworf maachen. Ech wëll virun allem och de Mataarbechter vun der Chamber hei Merci soe fir hiren Engagement, dem President vun der Souskommissioun, de Membere vun der Chambersverwaltung an allen anere Bedeelegten, déi sech vill investéiert hunn - warscheinlech vill méi wéi an aneren EU-Länner - a probéiert hunn, dat Beschd draus ze maachen. Mee et muss ee sech awer schlussendlech agestoen, dass dat Ganzt elo net dee groussen Erfolleg war.

Mir hate jo am Ganze véier Panelsitzungen hei an der Chamber: iwwert d'Sozialpolitik, d'Migratioun, d'Wirtschaft an de Klimawandel. Mir hunn dobäi Organisatiounen héieren, déi hir Positiounen a Fuerderungen duergestallt hunn, awer eebe Positiounen, déi scho bekannt woren an déi si säit Laangem soen a wou si net op eis gewaart hunn, fir dat ze soen, an déi och net dëst Format gebraucht hunn, fir sech bemierkbar ze maachen. An et ass do, wou dës Prozess zum Deel eeben en double Emploi war an och Hoffnungen geniert huet, déi awer héchstwahrscheinlech zu net ganz vill wäerte féieren.

Mir haten dann och véier Cafésgesprécher, wou jeeeweils fénnef bis zéng Leit komm sinn, souwéi och e Vëlostour an dann och nach eng Sitzung mam Jugendarlament. Ech muss och éierlecherweis soen, dass ech, ausser bei deene véier Panelen, net iwwerall konnt ëmmer derbäi sinn. Héichgerechent hu mer e puer Dose Leit begéint. Dorauser awer elo de Wëlle vun de Lëtzebuurger Biergerinnen a Bierger a Saachen Europa ofzeleeden, ass e bësse vermessen. An ech mengen, et muss een dofir och éierlech sinn an zouginn, dass déi Aussoen am Rapport net onbedéngt representativ sinn, zemoos wou och bei deenen eenzelen Aussoen net derbäisteed, vu wem an a wéi engem Kontext se onbedéngt gesot goufen.

Dës Propose sollen awer elo als Contributioun vun de Lëtzebuurger Biergerinnen a Bierger an déi weider Diskussiounen um europäeschen Niveau matafléisen. Mir fannen dat relativ problematesch.

De Marc Baum hat deemools och d'Fro opgeworf, wat dann duerno wäert mat de Resultater geschéien - falls et da Resultater wäerte ginn. En huet prophezeit, dass um Schluss déi onerwënscht Propose klammhemlech vum Dësch verschwanne wäerten, während déi Saachen, déi op enger Linn si mat der offizieller EU-Politik, wäerten als direkte Biergeroptrag gefeiert ginn. Haut, zwee Joer drop, schéngt dat eis nach ëmmer eng ganz plausibel Aschätzung ze sinn.

Här President, och wa mir dee ganze Prozess grondsätzlech problematesch gesinn an d'Resultater vun dëser Consultatioun net als representativ unerkennen, wëlle mir awer trotzdem kuerz dorobber agoen. Dat si mir och all deene Leit schëlleg, déi sech esou vill engagéiert hunn an och do matgemaach hunn.

Fir et direkt ze soen: Mat deene meeschten Aussoen an dësem Katalog kënnen mir liewen. Dat betrëfft besonnesch déi Fuerderungen am Ëmwelt- an am soziale Beräich. Ech nennen der e puer: de Greenwashing bekämpfen an de Principe pollueur-payeur uwenden; eng Klimapolitik maachen, déi déi sozial Inegalitéit berücksichtegt; den effentlechen Transport an d'Mobilitéé douce ausbauen; eng méi inklusiv Sozialpolitik no contraingnante Krittären an en europäesche Mindestloun; der sozialer Dimensioun generell op EU-Niveau méi Rechnung droen an eng Prioritéit draus maachen natierlech; d'Aarbechtsrecht verbesseren an de soziale Logement ausbauen, oder och d'Asylrecht stäerker an natierlech de Rietspopulismus bekämpfen. Alles dat si Fuerderungen, déi mir am Prinzip géifen ënnerstëtzen.

Anerersäits gëtt et aner Aspekter, déi mir anescht gesinn oder zumindest staark géife relativéieren, dorënner zum Beispill, dass d'Bankeregulatioun erëm soll zrëckgeholl ginn, dass mer an eng europäesch Arméi mussen investéieren oder och, dass mer méi aktiv musse ginn um afrikanesche Kontinent.

Et gëtt och plazeweis Inkohärenzen a Kontradiktiounen, wou dat eent a säi Contraire gefuerdert gëtt. Zemoos feelen och ganz vill Theemen a kontrovers Aspekter - ech denken zum Beispill u Saache wéi Steierevasioun oder och d'Finanztransaktionssteuer - an natierlech gëtt keng méi déifgräifend Analys a Kritik un den EU-Verträge gemaach. Do gesäit een: Villes gouf gesot, dass eent an dat anert. Et goung e wéineg an all Richtungen. Et war sécherlech net oninteressant - am Géigendeel! -, mee d'Fro bleift, wat ee mat all dësen Iddie mécht. Ma dat weist och d'Limitt vun dësem Prozess.

Wéi gesot, déi Virschléi, déi hei als Lëtzebuurger Biergerwëlle festgehal goufen, si keng gréisser Katastroph. Den Haaptproblem besteet virun allem doranner, dass se net representativ sinn an net vun de Biergerinnen a Bierger kommen, well déi meescht Proposen, déi festgehal goufen, si jo och vun deenen Organisatiounen komm, déi mer hei an d'Chamber - a Form vum Panelen - invitéiert haten.

Här President, ech wëll dann awer och nach op d'Resolutioun agoen. Wéi ech déi éischte Kéier vun enger eventueller Resolutioun am Kader vun dëser Debat héieren hunn, ware meng Erwaardungen relativ geréng. Ech hat mer eigentlech erwaart, dass een do deen übleche konsensuellen EU-Sonndesdiscours géif ermännern, ouni konkret Elementer. Mee ech muss soen, dass ech ganz positiv iwwerrascht gi sinn, an dofir wëll ech och dem Yves Cruchten Merci soen.

Déi Analys, déi dëser Resolutioun zugronn läit, kënnen mir absolutt deelen. Mir hunn als Chamber net genuch um Radar, wat op EU-Niveau verhandelt an decidéiert gëtt. Mir als Deputéiert - ech huelen un, dass et deene méi grouse Fraktiounen och esou geet - ginn oft eréischt vun EU-Direktive gewuer, wann hei op nationalem Niveau eng Transpositioun usteet. Dass natierlech an éischer Linn dowéinst problematesch, well déi meescht legislativ Akten op EU-Niveau vun den nationale Regierung gemaach oder zumindest staark beaflosst ginn. Eis Regierung, entweeder iwwert d'Ministren oder iwwert d'Représentation permanente, vertritt zu Bréssel ganz oft Positiounen, déi net onbedéngt mat eisem Parlament ofgeschwat sinn an déi sech dofir och der Kontrollfunktioen vum Parlament entzéien. Dass, aus demokratescher Siicht zumindest, ganz problematesch.

Déi Proposen, déi hei gemaach ginn, zilen drop of, fir de legislative Prozess op EU-Niveau méi fréi ze erfaassen a méi en enke Suivi ze maachen, an och, fir méi oft d'Regierung op deenen Dossieren ze interpelléieren. Et geet ausserdem drëms, dass d'Parlament méi oft Stellung hält zu europapoliteschen Dossieren an dass sech méi oft mat den Europadeputéierten an der Zivillgesellschaft ausgetosch gëtt.

Mir begréissen déi Proposen a si bereet, déi Resolutioun matzestëmmen.

Ech wëll awer och direkt nach op zwou Saachen opmierksam maachen. Dass éischt ass, dass eigentlech net just déi aussepolitisch Kommissioun misst e Suivi maache vu wichtige EU-Dossieren, mee dass all Kommissioun misst den EU-Niveau an hirem Beräich am A behalen. Déi aussepolitisch Kommissioun ka warscheinlech just schwéier aschätzen, wat elo zum Beispill am Ëmweltberäich „absolument prioritaire“ - wéi et dosteed - ass. Do misst sech schon all

Kommissioun selwer d'Moyene ginn, fir dat och ze suivéieren.

Dat Zweet ass natierlech d'Fro vun de Ressourcen. Wann een dat seriö wëllt maachen, dann ass dat mat grousem Aarbechts- an Zäitopwand verbonden, dass souwuel um Niveau vun der Chambersadministratioun wéi um Niveau vun de Fraktiounen, mee natierlech och vun den Deputéierten. An och wann ee bei der Chambersadministratioun d'Effektiver an deem Sënn verstärkt a souguer, wann een d'Fraktiounen nach eng Kéier géif weider verstärken, muss schlussendlech awer d'Deputéiert d'Aarbecht droen. An do froe mir eis, ob mer net esou lues um Limitt ukomm sinn.

Ech schwätze mol net just fir eng kleng Fraktioun, esou wéi eis. Mir si souwisou vir bäl an hanne widder, wat den Aarbechtspowand ubelaangt. Mee ech mengen, dass et och bei méi grouse Fraktiounen mat néng, zéng oder eelef Deputéierten duerchaus eng Erausforderung ass, wann een dat konsequent wëllt maachen. Fréier oder spéider muss ee sech d'Fro stellen, ob déi 60 Hallefzäit-Deputéiert nach duerginn, fir der Responsabilitéit vun dësem Haus a vollem Ëmfang gerecht ze ginn.

Mee, wéi gesot, mir ënnerstëtze prinzipiell dës Initiativ a wäerten d'Resolutioun och matdroen. Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, wéi ech dës Ried de leschte Méindeg schonn ugefaangen hat ze preparéieren, war d'Welt nach e bëssen eng aner an ech hat mer och lichts aner Punkten opgeschriwwen wéi déi, iwwert déi mer haut de Mëtteg scho geschwat hunn, an och déi, déi d'Zukunft vun Europa u sech betreffen.

Mee ier ech awer op d'Aussen- a Verdeedegungspolitik nach eng Kéier aginn, e puer Wieder als Éischt emol iwwert d'Form vun der Konferenz. D'Kollegeinnen an d'Kollegen hunn et jo scho gesot, am Mee 2021 war de grouse Startschoss a mir haten en Zil: d'EU de Mënsche méi no ze bréngen, d'Leit méi no un d'EU erunzebréngen. An deem Kader gouf eng digital Plattform lancéiert an an all de Memberlänner hu méi kleng a méi grouse Evenementer iergendwéi stattfonnt, an dat eeben och zu Lëtzebuerg.

An natierlech huet d'Pandemie dës Projet dann och e bëssen ausgebremst. Am Wanter 2021 ware keng Evenementer sur place méiglech. Dass Digitalt ass erëm an de Vierdergong geréckelt. An trotzdem, dass muss ee soen, trotz dem Drock, iwwert dee mer scho geschwat hunn, deen op eis gelaascht huet, hu mer et fäerdegbruecht als Chamber, als Souskommissioun, fir eisen Agenda awer nach duerchezekréien. Ech mengen, dass verdéngt e grouse Merci, virun allem un déi bedeelegt Beamten a Beamten, déi do Heroesche deelweis geleescht hunn, fir den Ordre du jour, dee mer eis selwer gesat haten, an eng ëmmer méi kuerz Zäit ze drécken.

An och dass mer haut hei driwwer schwätzen, ass jo u sech net d'Volontéit vun der Ënnerkommissioun gewiescht, et war d'Volontéit vun der Présidence, déi gesot huet: „Mir brauchen dat elo!“ Mir haten u sech geduecht, mir hätten nach bis an de Mee oder bis kuerz virum Mee. A mir hunn also an deem leschte Joer probéiert, d'Leit hei am Land an an der noer Grenzregioun op dës Konferenz opmierksam ze maachen an eis hir Meenungen zur Zukunft vun Europa unzehéieren.

Bei dësen Diskussiounen koumen, an dat huet jiddweree vun eis ugeschwat, vill Suergen a Wënsch op, an ech mengen, all Partei huet esou hiert fonnt, an domadder mir Piraten, mir hunn Theeme fonnt, déi eis um Häerz leien. D'Leit hunn eis vu Suergen iwwert d'Follge vun der steigender sozialer Ongerechtheet, vun der Klimakris, awer och vun nationalen Alenggäng geschwat.

Eng vun de Fuerderunge vun de Leit war et, an ausserpolitische Froen op europäeschem Niveau net weiderhin d'Unanimitätsregel gëllen ze loosseren. Als Politiker seet een do direkt: „O, do muss een oppassen, Unanimitéit, dat schützt jo awer eis national Interessi.“ A wann een dann awer dobaussen um Terrain schwätzt, dann héiert ee ganz séier, datt d'Leit, d'Mënschen, dat net onbedéngt verstinn. A vläicht si se eis do einfach e Schrott virus an hu verstanen, datt ëmmer nëmmen Unanimitéit net fonctionéiert, well eeben domadder och Kompromësser heiansdo vu vieren ausgeschloss sinn. Mir sinn nun emol zu 27. A wann een zu 27 weiderkomme wëllt, da muss ee kënnen Decisiounen huelen, och wann dann eng Kéier deen een oder aneren domadder net ganz zefridden ass.

An dëst soen ech wëssend, datt an deene leschten Deeg - elo maachen ech erëm d'Bréck zum Ufank - eng enorm Eenheet a Solidaritéit an der EU war. Ech mengen, mir hate laang keng Kris, wou d'EU esou séier, esou konsequent a virun allem och mat enger Stëmm reagéiert huet. D'Fro ass: Wéi laang hält et un? Do sinn ech ganz éierlech: Ech weess et net! A mir dierfen och net vergiessen, datt d'Welt nach virun enger Woch anescht ausgesinn huet wéi haut! Virun enger Woch huet nämlech den Europäesche Gerichtshaff nach muss verschiddene Memberlänner an Erënnerung ruffen, datt et e Rechtsstaatlechkeetsmechanismus gëtt.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | An deem Sënn hu sech awer och verschidde Biergerinnen a Bierger, mat deene mer geschwat hunn, fir eng europäesch Arméi ausgeschwat. Och dat ass en Theema, dat mer an de leschte Wale schonn am Programm stoen haten. Elo wou awer ënner anerem Däitschland ugekënnegt huet, seng Depensen immens an d'Luucht ze setzen, muss ee sech awer d'Fro stellen, ob et nëmmen d'Depensen an d'Militär sinn, déi zur Defense zielen. Mir hu grad elo erëm gesinn, datt zur Onofhängegkeet, zur strateegescher Autonomie vun Europa och gehéiert, onofhängeg vun Energiequellen aus dem Ausland ze sinn.

Ech war e bëssen erschreckt, wéi ech virun d'Madamm Beissel héieren hunn, déi elo hei e Loblied op den LNG gesongen huet, wat eis u sech aus deem enge Camp an deen anere Camp drängt.

(Interruption)

Well datt mer Gas mat Schëffer iwwert d'hallef Welt kutschéieren, deelweis Gaz de schiste, also da muss een dann awer d'Kand och beim Numm nennen a soen: „LNG gëtt haut net gewonnen, andeem mer bei de Kéi en Trichter un den Hënner halen.“ Dat ass net gréng! An dat muss een och esou soen. Wa mer eng gréng Transitioun wëllen, da muss Europa a gréng erneierbar Energien investéieren. A wa mer dat wëlle maachen, da mussen déi Suen u sech och zu eisen Defenseausgaben ziele kënnen.

Mme Simone Beissel (DP) | Här President, erlaabt Der, dass ech dem Här Clement eng Fro stellen? Ech mengen, en huet net richtig gelauschert.

(Interruption)

Ech hunn d'Madamm von der Leyen zitéiert, déi voll amgang ass, den LNG ze promovéieren, net ech!

Une voix | Jo.

M. Sven Clement (Piraten) | Mir kënnen dat gären ... Dat war keng Fro, well dat muss een och esou soen, et war eng Richtegstellung. Ech mengen, wa mer de Verbatim herno liesen iwwert dësen Debat, da gesäit een, datt Der e Loblied op genau dat gesongen hutt. Dir hutt gesot: „Mir mussen nach méi bauen, well dat ass ...“

(Interruption due à des bruits venant d'un portable)

Okay, ech mengen, mir lauschten hei grad iergendwou e Fussballmatch heibannen oder ...? Här President?

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

(Brouhaha)

Huet wannechgelift Ären Apparat a gitt virun d'Dier!

(Brouhaha)

Voilà! Dat schéngt awer elo geklappt ze hunn. De Match ass ofgepaff.

(Hilarité et interruption)

Okay, Här Clement, Dir kënn weiderfuere.

M. Sven Clement (Piraten) | Also, ech mengen, et ass wierklech un der Zäit, ...

(Hilarité et brouhaha)

Pardon, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, datt et wierklech un der Zäit ass, fir all Ausgaben an d'strateegesch Autonomie vum Kontinent och kënnen als dat ze betruechten. An do gehéiert eeben och d'Energieonofhängegkeet derzou. Dat heescht, wa mer Depensen an d'Energieinfrastruktur maachen, déi eis vun Drëtten onofhängeg maachen, da solle mer déi och kënnen consideréieren.

E weidere Punkt, dee sech ganz vill Leit gewünscht hunn ass, datt eis Grenzen ni méi mussen zougemaach ginn. Och do huet d'Covidkris, mengen ech, jiddwerengem an Erënnerung geruff, wéi séier dat geschéie kann. An net nëmmen hat Däitschland d'Grenzen zougemaach, nee, eis Douane huet och nach mussen an illegaler Aart a Weis d'Grenze kontrolléieren!

Och dat, mengen ech, war e Problem an och do brauche mer an Zukunft méi robust europäesch Mechanismen. Esou eppes dierf net méi virkommen! An dat hu mer awer op all Owend, dee mer mat de Leit haten, gesot kritt: d'Libre circulation, datt u sech Schengen net nëmmen en Duerf un der Musel ass, wou et schéin ass, mee tatsächlech en Term ass fir e Raum, an deem sech d'Leit kënnen begéien, beweegen, an dat, ouni mussen u Grenzen Halt ze maachen. Dëst muss also och eng Prioritéit fir Lëtzebuerg sinn. Beim Theema Grenze waren d'Meenungen nämlech ganz kloer.

Vun den europäesche Sécherheetsfroen dann awer erëm zréck bei d'Émweltpolitik, och dat en Theema, wat ëmmer erëm ugeschwat gouf. A mir Piraten stinn och do hannert der Regierung, fir, esou wéi se et ugekënnegt huet, géint der EU-Kommissioun hir Taxonomie virzegoen. Ech mengen, och dat ass wichteg, well, an ech sot et virun, weeder Gas nach Atom sinn nohaltegréng Energieressourcen! Dat muss een och esou soen.

Ech erënnere mech e bëssen un déi Pub, déi fréier an der däitscher Tëlee komm ass, Stroum wär giel. Ech weess net, ob sech nach een un déi Pub erënnert. Et war ëmmer esou: De Stroum ass giel. Dat war, fir datt ee bei iergendwou e Bëllgubidder, dee warscheinlech mëttlerweile verschwonne ass, sollt wiesselen. Mee mir brauche Stroum, deen net giel ass, mir brauche Stroum, dee gréng ass. Mir brauche Stroum, mat deem mer onofhängeg si vun Drëtten, fir dee

mer net mussen iergendwou Uran kafen, fir dee mer net mussen iergendwou Thorium kafen oder fir dee mer net iergendwou musse Gas oder Pétrol kafen.

Mir hu vill ze vill Zäit verluer, well mer eis net éischerter vu russeschem Gas an OPEC-Pétrol getrennt hunn. Mir sollten also net weider Zäit verléieren. A mir sollten eis net an nei Ofhängegkeete beginn. Mir maachen et eis als Staaten also just selwer ëmmer méi schwéier, fir eis Ziler 2030 an 2050 ze errechen.

Da sinn d'Leit och der Meenung, datt mer méi kloer musse soen, datt mer an enger Klimakris sinn. Och dat ass kloer erauskomm an et ass e Fakt. Eis Resolutioun vun 2019, déi kloer vun enger Klimakris geschwat huet an déi gefuerdert huet, eng Kommissioun dofir op d'Been ze setzen, gouf leider rejetéiert, mee mir sinn awer frou, datt mer eis do awer och ëmmer méi an déi richteg Richtung beweegen.

Här President, och a puncto Mobilitéit hunn d'Leit dobaussen eng kloer Sprooch geschwat: Si wënsche sech méi en effektiv europäesch Schinnennetz, wat d'Reesen iwwert d'Landesgrenzen eraus soll vereinfachen. Wann ech héieren, datt Bréissel anscheinend zéngmol méi no wéi Paräis läit! Deen huet nach ni den Zuch fir op Bréissel geholl, well, léif Kolleeginnen a Kolleegen, vu Lëtzebuerg op Paräis, datt sinn zwou Stonnen a fënnf Minutten.

(Interruption)

Fir vu Lëtzebuerg aus op Bréissel dauert et haut méi laang mam Zuch wéi deemools, wéi déi Schinnen ageweit goufen, an dat war am Zäitalter vun de Postkutschen. Et kann also net sinn, datt den Zuch mat der Zäit méi lues gouf, an dat, obwuel dräi Regierungen, déi franséisch, déi belsch an déi lëtzebuergesch, ëmmer erëm soen, mir missten endlech den Zuch zwëschen den europäeschen Haaptstied Stroossbuerg, Bréissel a Lëtzebuerg méi séier kréien. Et geschitt einfach näischt!

Ab 2023, also dem nächste Joer - vläicht - soll d'Zuchrees bis op Bréissel u sech nëmmen nach zwou Stonnen daueren. Dat war 2016 versprach ginn. Dat gesi mer dann d'nächst Joer, ob d'Vesprieche vun 2016 dann nach iergendwéi zielt. Mee ech ka mech erënneren, datt scho virun 2016 dervu geschwat gouf, datt Bréissel soll méi no kommen.

Bon, d'Geografie kënn mer net änneren, mee mir kënnen awer eis Zich méi séier maachen. Mir kënnen méi séier Schinnereseaue bauen. A säit Januar 2020 ass zum Beispill Bréissel och Deel vum europäeschen Nuetszucheseau. Lëtzebuerg ass do e bëssen ofgehaange ginn. Mir si Lëtzeburger. Mir sinn hei zu Lëtzebuerg am Kär vun Europa, am Kär vu Westeuropa, muss een u sech soen, a mir sinn nach ëmmer net anstänneg u verschidde Reseaue ugebonden. D'Verbindunge Richtung Däitschland muss ech guer net uschwätzen, dat ass eng eenzeg Katastroph! Och do misste kloer Investitiounen kommen.

D'Leit wëlte jo op den Zuch zréckgräifen, si wëlte manner hiren Auto oder de Fliger huelen op Strecken, wou et Sënn mécht, respektiv op Strecken, wou dann en Zuch fiert, mee dofir muss eeben och en Zuch op deene Strecke fuere! An dovu si mer awer ganz, ganz wäit ewech. A wa mer heibanne Kuerzstreckefflich wëlle verbidde - mir haten et hei an enger Motioun eng Kéier gefuerdert -, ass deen eenzegen, dee mer haut kënnen verbidde, well et eng Alternativ gëtt, Lëtzebuerg-Paräis. Alles anescht mécht kee Sënn, well weeder op Frankfurt nach op Bréissel nach op Zürich nach op Amsterdam kënn een an enger räsonabler Zäit mam Zuch. Ech mengen, däers muss ee sech einfach bewosst sinn. Och do verlaangen d'Leit vun der europäescher Politik, vun der nationaler Politik, datt se hir Jalone setzen an datt se sech engagéieren.

Wa mer kucken, wien tatsächlech mam Zuch fuere wëllt, da sinn et natierlech och vill Jonker. Jonker, déi natierlech deelweis wëlle Geld spueren, mee déi awer och eng Conscience écologique hunn. Mee Jonker hunn awer och immens Schwieeregkeeten an Europa, an zwar, fir sech um Aarbechtsmaart ze etabléieren. Mir schwätze vun EU-Länner, déi e Jugendchômage-taux vu 50 % oder méi hunn. Dat ass desastréis! Och do hu mer eng ganz Generatioun, déi mer hänkeloosen, an och do brauch et méi. An do géif ech elo wierklech iergendwann eng Kéier gäre vum lëtzebuergesche Kommissär gesinn, wou seng Pläng aboutéieren, well bis elo ass do vill gesot ginn, mee wéineg Konkreetes um Terrain ukomm. D'Jugendgarantie war eemol als grouss Versprieche versprach ginn. Dat gräift a verschidde Länner, an anere Länner gräift et manner. Ech si frou, dass mer zu Lëtzebuerg do en Deel opgefaange kréien, mee et ass sécherlech net déi eenzeg Léisung.

(Interruption)

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zukunft vun Europa soll eng lieweg Zukunft sinn: interkulturell, friddlech an iwwert den digitalen an den analoge Wee matenee verbonnen. Fir dës lieweg Zukunft ze sécheren, muss d'EU an Zukunft méi oft op d'Leit dobaussen duergoen, muss se sech méi oft eens ginn. Wéi sech an deene leschten Deeg gewisen huet, ka se sech eens ginn! Dës Konferenz war e gudden Start. Mee wann all d'Remarken an d'Proposen, déi d'Leit an deenen zwielef Méint gemaach hunn, am Sand verlafen, dann ass am Endeffekt genau dat erreicht ginn, wat mer net wëllen: D'Leit gi frustréiert. Et muss e konstanten Effort vun den nationalen an den europäeschen Institutione sinn, fir d'Europäesch Unioun méi un d'Leit erunzebréngen. An da mussen och d'Proposen ëmgesat ginn.

Et muss ee konstant op d'Mënschen an de Memberstaaten duergoen, net nëmmen all fénnef Joer eng Kéier, net ëmmer nëmmen dann, wann eng Présidence grad loscht huet, eng Année européenne de citoyenneté auseruffen, mee en permanence. Virun allem déi Länner, déi schonn e Stéck méi wäit ewech vun den dräi europäeschen Haaptstied leien, mussen méi agebonne ginn. Et muss een och bei Projete wéi bei dëser Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa op d'Leit duergoen, déi EU-skeptesch sinn, well och Biergerinnen a Bierger, déi skeptesch zum Projet vun gemeinsamen Europa sinn, sinn Deel vun dësem gemeinsamen Europa! Dat heescht, mir mussen och op déi lauschteren a mir mussen se mat an d'Boot huelen.

Et gëtt Zäit, dass d'EU sech hei méi staark abréngt an den Narrativ net deenen iwwerléisst, déi Bréssel ëmmer fir alles d'Schold wëlle ginn, sech gläichzäiteg awer d'Täsche vollstiechen. Mir hunn ze vill Staats- a Regierungschefen an der Geschicht vun der EU gehat, déi u sech an der EU haaptsächlech e Selbstbedienungsladen gesinn hunn, wou se sech konnte mat Fond-structurellen d'Täsche vollstiechen, an déi gläichzäiteg doheem Anti-EU-Lobbying gemaach hunn.

Et ass dach kokass, dass de Leader vun Brexit-Mouvement a Groussbritannien sech net ze schued war, bis zur leschter Sekonn am Europaparlament sëtzen ze bleiwen, fir och nach de leschten Euro vun europäesche Sue mat heem ze huelen, obwuel e géint dës EU an d'Feld gezunn ass. Et ass dach e bësse kokass, wann en tschechesche Premierminister iwwer gewësse Strukture sech do Milliarden an Akommes aus Strukturfonnen hëlt. Och do muss d'EU de Leit dobaussen weisen, dass se esou eppes eescht hëlt an dass se konsequent dogéint agéiert.

Mir brauche Vertrauen an d'EU. An dat muss d'EU sech virun allem erkämpfen. Et gëtt Zäit, dass d'EU weist, wéi staark een och als friddlech Natioun kann zesumme sinn, dass mer net müssen eng aggressiv Posture anhuelen, fir kënnen eis Ziler ze errechen, dass mer u sech kënnen friddlech dës Kontinent weiderguidéieren. D'Politik muss d'Wuert méi oft un d'Biergerinnen an d'Bierger ginn, un déi Jonk an un déi manner Jonk. Fir ee lieweg an innovatiiv Europa brauche mer nämlech d'Ënnerstützung an och d'Iddie vu jidderengem! Net vun uewen erof, mee all zesummen!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Gusty Graas.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech kann Iech och direkt berouegen, ech wäert dat relativ kuerz maachen. Meng Kolleegin, d'Simone Beissel, huet jo schonn op eng ganz Rei wichteg Punkten higewisen, déi eis als Demokratesch Partei an deem Debat hei vu grousser Wichtigkeet sinn. Ech wollt awer nach op e puer aner Punkten trotzdem kuerz agoen.

Wéi gesot, de 25. März 1957 war jo e ganz wichtigen Dag, dunn ass d'EWG gegrënnt ginn - haut schwätze mer jo vun der Europäescher Unioun. Et ass normal, wann een e gewëssenen Alter huet - dat kann ee mat engem Haus vergläichen -, da fänken déi éischt Rëss un ze kommen an da muss och mol heiansdo e bësse sanéiert ginn. Duerfir mussen och elo ouni Zweifel gewësse um Haus Europäesch Unioun gemaach ginn.

A wat awer un deem Exercice hei ganz flott ass, dat ass, dass et eebe mol eng Kéier net de Politiker war, deen hei den Haaptacteur gespillt huet, mee virun allem de Bierger. Dowéinst ass dat nëmmen ze begreissen, wat an deene leschte Méint hei stattfonnt huet. An ech wëll och direkt dem Yves Cruchten a senger ganzer Ekip félicitéiere fir déi gutt Aarbecht, déi gemaach ginn ass, och fir deen Asaz, dee se um Terrain gewisen hunn, wou se versicht hunn, mat alle Mëttelen dem Bierger Europa méi no ze bréngen. Dat ass en nobelen Exercice gewiescht an dass dat net ëmmer einfach ass, ech mengen, dat wësse mer.

Ech wollt nach kuerz op e puer Punkten agoen, haaptsächlech Aussepolitik, Sécherheet, Migratioun, Santé, d'Erweiterung an d'Gemeinsam Agrarpolitik. Deen Debat haut huet ouni Zweifel eng aner Ausrichtung kritt, wéi wa mer e viru 14 Deeg gefouert hätten, wéi et jo och ursprüngelech eng Kéier virgesi war. A spéitstens elo, mengen ech, dierft awer och dee leschte Kritiker erkannt hunn, wéi wichteg dass et ass, wann ee Bündnisser um internationalen Niveau huet, sief dat d'NATO oder sief dat virun allem natierlech d'Europäesch Unioun.

Wa mer bei der Europäescher Unioun sinn: Wat vill bemängelt ginn ass a wat een och aus dem Rapport konnt erausliesen a wat och d'Bierger dobaussen, zu Recht, méi oft schonn ënnerstrach hunn, ass, dass et eeben un enger eenzegere Stëmm a gewëssene Sujeten op europäeschem Niveau feelt. An do denkt een natierlech an éischer Linn un d'Aussepolitik, et denkt een natierlech awer och un d'Sécherheetspolitik.

Leider bréngt d'Europäesch Unioun et net fäerdeg, eng Stëmm opzebauen, opzerichten, déi dann och dobaussen gehéiert gëtt. A mir hunn zwar en Héije Kommissär fir aussepolitisch Ugeleeënheeten, den Här Borrell, mee dat huet elo näischt mat der Persoun vun Här Borrell ze dinn, et huet dermat ze dinn, dass awer och hien et net esou richteg fäerdegbréngt, fir wierklech dobaussen d'Stëmm vun Europa an der Aussepolitik duerstellen. Dowéinst ass et wichteg, dass an Zukunft méi gemeinsam Aktioun gebündelt ginn, déi dann och an deem Sënn besser eriwuerbruecht ginn.

Da si mer natierlech och ganz séier bei der Verteidigungspolitik. Do mussen sech natierlech nei Ziler gesat ginn, kloer Ziler gesat ginn. A spéitstens zënter sechs Deeg si mer eis jo och bewosst, wat dat heescht, fir um Niveau vun Europa méi eng gemeinsamen Sécherheetspolitik opzebauen.

Natierlech ass een do beim Stéchwuert europäesch Arméi. Ech gi ganz gären zou, och wann ee perséinlech do gewësse Virdeeler kann opweisen, fir esou eng Struktur opzebauen, dass dat awer zu dësem Zäitpunkt nach - nach! - illusoresch ass. Ech soen „nach“, well zënter deene leschten Deeg, mengen ech, gëtt dass awer schonn aneschters duerdiskutiert. Et mierkt ee jo och, dass awer elo zwëschen deenen eenzelne Staaten an der Europäescher Unioun méi eng zesummeschaff gëtt. Ech wëll drop hiweisen, dass Frankräich, Italien, Däitschland a Spuenien elo zum Beispill zesumme 60 Drone fir 7,1 Milliard kaaft hunn. Dann huet een och elo bei Däitschland e Reviement gesinn. Si selwer soen, e wier historiesch - en ass och historiesch. An do huet een och gesinn, wéi séier dass eng Rei Länner awer kënnen zesummeschaffen, fir d'Ukrain militäresch ze ënnerstützen, soudatt do, kann ee scho bal soen, en Embryo geluecht gëtt, wéi an Zukunft eng méi gebündelt Sécherheetspolitik kann ausgesinn.

Ëmsou méi dierft ee jo och net vergiessen, dass d'Vereenegt Staate vun Amerika schonn ënnert dem Här Trump kloer gesot hunn, si wëilten net méi de Gendaarm vun der Welt spillen. Dat heescht och eppes ganz Klores fir Europa: Dass heescht, dass Europa sech muss méi ëm seng eege Sécherheet këmmern.

Et spiert een allerdéngs, dass mer op deem Gebitt do nëmmen an engem gewëssene Schleekentempo virukommen. An et gëtt jo och Leit, déi net zécken, dass se soen. Een dovun ass de President Emmanuel Macron, dee jo och de Moment de Virsätz huet. Duerfir ass ee mol gespaant, ob den Här Macron nach elo virun de Wale vläicht seng méi kloer Virstellungen ënnerbreet, wat zum Beispill eng Sécherheetspolitik op europäeschem Niveau an Zukunft soll bedeiten.

Dann huet den Här Biden jo ganz kloer gesot, dass e sech méi eng enkl Relatioun mat Europa ka virstellen.

Et dierft een och net vergiessen: Wann et eng Kéier sollt zur Kreatioun vun enger europäescher Arméi kommen, da brauch een och net de Lissabonner Vertrag ëmzënnern. Mir hunn nämlech do den Artikel 42 Paragraph 2, deen u sech d'Grundlag duerfir géif ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en anere weesentlechen, wichtige Punkt ass natierlech d'Migratiounspolitik, dass ass ganz kloer, an hei maachen ech mech zum Interpret vun dem Vizepräsident vun der EU-Kommissioun, dem Här Magaritis Schinäs, dee jo elo d'lescht Woch hei op Besuch war an deen eng ganz kloer Ausso gemaach huet. En huet einfach gesot: „Et gëtt keng EU-Migratiounspolitik.“ Da kann een direkt hannendrusoen: „Also huet se och net echouéiert, wann et keng gëtt“, an dat ass natierlech

e Constat, dee ganz schlëmm ass. A grad do, mengen ech, ass awer ganz vill Nohuelbedarf. Leider hat ech net d'Chance, bei deene Gespräicher derbäi ze sinn, mee op Basis vun deem ganz exhaustive Rapport, dee gemaach ginn ass vun der Kommissioun, konnt ee jo awer feststellen - an doriwwer eraus mierkt een dat ëmmer erëm -, datt d'Migratiounspolitik awer eppes ass, wat d'Leit dobausse beweegt, an dat ass och gutt esou.

Et däerf een net vergiessen, datt zum Beispill ronn 472.000 Asylanträge aus 150 Länner 2020 an der EU gestallt goufen. An dovunner sinn der 106.000 als Flüchtlingen unerkannt. Dat waren der zwar 32 % manner wéi 2019, mee ech mengen, mir kennen alleguer d'Ursach, dat ass natierlech coronabedéngt. Déi meescht kounen aus Syrien, Venezuela, Afghanistan. Déi Zuele si vun Eurostat.

Da gouf et 2021 bis den Oktober ronn 161.600 irregulär Grenziwwerschreidungen. Dat ass natierlech e ganz seriöse Problem vun der Migratioun, ouni Zweifel. Déi meescht Leit kommen elo iwwert déi zentral an déi westlech Mëttelmeerroute. Leider muss een awer och soen, datt bis den November d'lescht Joer do 2.598 Leit erdrong waren. Ech mengen, dat ass e Chiffer, deen engem méi wéi ze denke gëtt a wou mer och wëssen, datt mer awer onbedéngt mussen den Hiewel ëmleeden.

Wat sinn elo d'Léisungen? Wéi kënne mer do op deem Punkt weiderkommen? Virun allem muss een d'Rechter vun all deene Mënsche mol respektéieren, déi versichen, bei eis ze kommen. Dat ass eng weesentlech Virussetzung. Dat wëllt jo net heeschen, datt een automatesch d'Diere grouss opmécht, mee datt een awer zumindest déi Persounen als Mënschen unerkennt an hinnen déi Dignitéit zouerkennt, déi se och verdéngt hunn.

Dann natierlech ass et evident, datt d'Ausgrenze muss verschäerft kontrolléiert ginn. Mir hunn do en Instrument, wat Frontex heescht. Mee Frontex muss ouni Zweifel awer nach ugepasst ginn. An an Ungarn huet Frontex jo leider awer kapituléiert.

D'Kommissioun huet jo 2020 e Flüchtlingsspak presentéiert. Dat ass och gutt esou. Deen ass zwar net perfekt, mee et sinn awer zumindest eng Rei gutt Pisten, déi sech do erausgeschield hunn. Sécher brauche mer och an Zukunft duerfir méi en effikas Reegelwierk. An ech denken natierlech och direkt elo erëm un d'Ukrain. Ech mengen, et ass ganz kloer, mir mussen eis drop astellen, datt aus deem Land an Zukunft och nach vill méi Flüchtlinge wäerten an d'Europäesch Unioun kommen. Mir brauchen also vill méi eng Flexibilitéit, fir esou Situatiounen och kënne gerecht ze ginn. Dat heescht eeben, wéi gesot, méi schnell Prozeduren.

Da si mer natierlech och beim Stéchwuert Quoten. Do konnt ee sech bis elo net duerchsetzen, obwuel awer e gewëssene Mechanismus do agesat ginn ass. Wa mer scho bei Quote sinn - och do eng kleng Statistik -, déi differenzéiere staark vun engem Land zum aneren. E Beispill: 2020 huet d'Unerkennungsquot fir Afghanen zwëschen 1 % a Bulgarien a 94 % an Italie geschwankt. Do gesäit een also déi enorm Diskrepanz zwëschen deenen zwee Länner, eleng nëmmen, wat deen doten Aspekt ubelaangt.

Natierlech ass et awer och esou, datt mer illegale Migrante muss kloermaachen, datt een net einfach esou kann hei an d'Europäesch Unioun kommen.

Mee d'Solidaritéit - an déi vermest ee virun allem, wéi gesot, um Niveau vun der Migratiounspolitik - muss ouni Zweifel gesteigert ginn. Et gëtt keng absolut Léisung, déi Saach ass an der Rei. Mee wéi esou oft wäert dann awer d'Solutioun an der Mëtt leien.

Engersäits kënne mer natierlech net de Rietspopulisten nolauschten, anerersäits kënne mer awer och net extremistesche Fuerderunge vu verschiddenen ONGE Recht ginn. Mir sinn nach ëmmer an engem rechtsstaatleche Raum an dee muss dann natierlech och respektéiert ginn.

Da muss ouni Zweifel och den Eurodac reforméiert ginn. A schlussendlech si mer dann natierlech och bei Dublin. Dublin ass eppes, wat scho jorelaang an der Diskussioun ass, wou ëmmer erëm versicht gëtt, Adaptatiounen ze maachen. Mee bis elo ass dat leider och ouni deen néidege Succès bliwwen. Den Här Schinäs huet zwar ugekënnegt, datt op deem Dossier do géif geschafft ginn. 2020 goufen zum Beispill no den Dubliner Virschreite 94.600 Demandé vun EU-Staaten un aner Länner weidergerech, vun deene bei 85.200 Stéck Entscheedunge geholl goufen. An dovunner waren der 50.100, dat sinn 59 %, als positiv ugesi ginn.

Ech bleiwen dann och der Meenung, datt eng verbessert Vernetzung vun allen Informatiounssystemer muss kommen, fir datt déi Leit, déi op de Grenze Kontrolle maachen, awer informéiert sinn, wien hinnen am Fong geholl dann als Migrant vis-à-vis steet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi d'Covidkris ausgebrach ass, ass ganz séier monéiert ginn, datt op europäischem Niveau keng eenheetlech Gesondheetspolitik géif bestoen. Jo, d'EU huet keng Kompetenzen an der Gesondheetspolitik. Ech mengen, dat soll natierlech nach ëmmer d'Souveränitéit vun deenen eenzelne Staate bleiwen, wat awer net ausschléisst, datt eng vill méi grouss Koordination do soll geschéien. An et huet sech awer och erausgestallt, datt déi Europäesch Unioun och op deem Gebitt ka ganz séier reagéieren a gutt reagéieren. Ech wëll just hiweisen op d'Vaccinsstrategie, déi dunn awer lues a lues gegruff huet. Zum Beispill huet d'Europäesch Unioun 300 Milliounen Impfstoffdosen akaaft, an 0,14 % dovu war ënner anerem fir eist Land. An da war de sougenannte „Coronaneesopbau-fong“ vu 750 Milliarde jo och relativ séier ficeliert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht nach e kuerzt Wuert iwwert d'Landwirtschaft. Ech mengen, mir sinn hei zu Lëtzebuerg de Moment an engem wichtege Prozess, wou mer eis Gedanke maachen iwwert d'GAP, iwwert d'Gemeinsam Agrarpolitik. Den Nationale Strategieplang ass jo elo fäerdeg an ass op Bréissel gaangen. Ech mengen, dat ass och d'Basis fir en neit Agrargesetz. Et ass d'GAP, déi u sech awer och eis national Landwirtschaftspolitik matdefiniert.

Sécher, och do ginn d'Meenunge vu riets no lénks a vu lénks no riets. Déi eng mengen, déi nei GAP wier net ekologesch genuch, anerer soen, si géing ze wäit. Wéi esou oft wäert dann de Kompromëss alt erëm eng Kéier an der Mëtt leien. Ech mengen, zumindest muss een awer op een Aspekt hiweisen, an dat sinn déi sougenannt „eco-schemes“ vun der éischter Sail: datt also elo d'Méiglechkeet fir den eenzelne Bauer besteet, datt e kann zousätzlech, op fräiwëlleger Basis, Efforte maachen, fir eebe méi ekologesch ze landwirtschaften, an datt en dann och kann zousätzlech an de Genoss komme vun Ënnerstëtzen. 25 % vun deene Kreditter, déi an der éischter Sail virgesi sinn, sollen dann och dofir kënne gebraucht ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro, déi sech natierlech zu deem Zäitpunkt stellt an déi och ëmmer erëm an de Gespräicher mat de Leit, zu Recht, opkomm ass, ass: Soll d'Europäesch Unioun zu deem Zäitpunkt nach nei Memberen ophuelen? Mir hunn ee Member verluer duerch de Brexit. Elo kann ee soen:

„Dat ass Schnéi vu gëschter.“ Mee dat war eng mëttler Katastroph, dat kann een awer ouni Zweifel esou soen. An duerfir ass eeben elo d'Fro ze stellen, ob et richtig ass, nach op d'Sich no neie Memberen ze goen.

Mir soen a priori net Nee. Natierlech muss ganz kloer d'Krittäre vu Kopenhage respektéiert ginn. Mir hunn eng Rei Leit, déi op der Touche stinn, fir an d'Europäesch Unioun eranzekommen. Ech denken do natierlech un d'Länner vum Westbalkan: Albanien, Montenegro, Nordmazedonien. Nordmazedonien ass virun allem e potenzielle Kandidat.

An da si mer natierlech och bei der Diskussioun, déi spëtstens virgëschter lassgetrëppelt ginn ass vun der Madamm vun der Leyen, datt mer der Ukrain och ollen zumindest d'Perspektiv ginn, relativ séier an d'Europäesch Unioun ze kommen. An ech maachen hei awer ..., jo, ech ënnersträichen dat, wat d'Madamm Empain virdrun hei gesot huet: A priori soll een natierlech en oppenen Esprit hunn, fir d'Ukrain gegebenefalls an d'Europäesch Unioun opzehuelen, mee et soll een awer och elo net ze vill aus Emotiounen eraus reagéieren. Ech mengen, och d'Ukrain muss awer op allen Niveaue d'Krittären erfëllen. Mee wat wichteg ass, ass, datt een esou engem Land zu deem Zäitpunkt awer eng gewësse Perspektiv gëtt, wat hinnen och grad an deser Period dierft zousätzlech Courage ginn.

Ech mengen, wat d'Tierkei ubelaangt, do ass d'Positioun vun der Demokratescher Partei nach wie vor ganz kloer: Dat ass fir eis keen Theema. Soulaang de Regimm Erdoğan do herrscht, ass et inakzeptabel, datt eng Tierkei iwwerhaupt emol d'Chance nach kritt, fir engem méi seriöse Monitoring ënnerzunn ze ginn, fir eventuell eng Kéier Member vun der Europäescher Unioun ze ginn!

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll domadder och ofschléissen, net ouni awer nach eng Kéier dee wichtege Reflexiounsprozess, deen hei an deene leschte Wochen a Méint gemaach ginn ass, ervirzesträichen. Ech mengen, d'Demokratesch Partei, wat eng ganz kloer proeuropäesch gesënnte Partei ass a mat Sécherheet och wäert bleiwen, wäert sech nach wie vor derfir asetzen, datt Europa staark gëtt, nach méi staark gëtt, well - et kann een et net oft genuch widerhuelen - déi lescht Deeg hu bewisen, datt mer méi wéi jee och eng staark Europäesch Unioun an Zukunft brauchen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Graas. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Résolution 1

Mir kommen zur Resolutioun, déi bei deser Debatt ofgi ginn ass. Den Här Cruchten freet d'Wuert nach.

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Als Rapportier wollt ech just all den Intervenanten, déi hei de Mëtte ...

(Brouhaha)

... geschwat hunn, e grouse Merci soe fir hir Bäitrag. Ech weess, dat heiten ass en ermiddenden Exercice, wat och e bëssen un eise laange Riedezäiten hänt. Mee vläicht ass et och symbolesch, well fir Europa an déi europäesch Konstruktioon brauch een dacks e laangen Otem. Mee ech mengen, dass mer am Endeffekt kënne ganz houfreg sinn, dass mir als Chamber déi Debatt hei gefouert hunn, deen Exercice mat de Bierger eescht geholl hunn, och wann een am Nachhinein ëmmer kann Enseignement zéien a soen:

„Dat ass gutt gelaf“, „Dat ass manner gutt gelaf“. Mee dat hëlleft eis dann, all zukünfteg Debatt nach besser ze preparéieren. Op alle Fall sinn ech frou, dass mir deen Exercice hei zesumme gemaach hunn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. Ech mengen, deene Wieder kann een nëmmen zoustëmmen.

Da kënnen mer elo iwwert d'Resolutioun ofstëmmen. Kënnen mer à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution 1

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Resolutioun eestëmmeg ugeholl.

Une voix | Très bien!

6. Résolution relative à l'adoption du rapport « Quel avenir pour l'Europe ? Résultats de la campagne de consultation des résidents du Luxembourg par la Chambre des Députés dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe » sous forme d'avis politique

- Article 179 du Règlement de la Chambre des Députés

M. Fernand Etgen, Président | D'Souskommissioun « Avenir de l'Europe » vun der aussepolitischer Kommissioun proposéiert, en Avis politique un d'europäesch Instanzen, déi d'Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa matorganiséiert hunn, ze riichten an hinnen de Rapport vun der zoustänneger Kommissioun zoukommen ze looschen. Den Avis politique vun der zoustänneger Souskommissioun « Avenir de l'Europe » vun der aussepolitischer Kommissioun ass un Iech a Form vun enger Resolutioun verdeelt ginn.

(Brouhaha)

D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass gereegelt am Artikel 179 vum Chambersreglement. Laut dësem Artikel gëtt ouni Diskussioun iwwert den Avis politique ofgestëmmt.

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Resolutioun ass also och eestëmmeg ugeholl.

Ech soen Iech Merci. Ech leeden deen Avis dann un déi zoustänneg europäesch Instanze weider.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si fir den 8., 9. an 10. Mäerz virgesinn.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 19.47 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Mesures sanitaires dans les écoles	5844	Martine Hansen	91	eMobilité	6086	Fred Keup	95
Pénurie de chauffeurs de bus	5875	Jeff Engelen	91	Construction d'un pont dans le Centre nature et forêt Burfelt	6140	André Bauler	95
Ressortissants luxembourgeois en Ukraine	5892	Laurent Mosar	92	Marquage des pistes cyclables	6156	Carlo Weber	96
Crédit d'impôt monoparental	5905	Diane Adehm	92	Raton laveur	6159	André Bauler, Max Hahn	
Agressions envers des citoyens russes	5912	Fernand Kartheiser	93	Embargo sur l'énergie russe	6185	Fred Keup	97
Déclaration d'impôts	5922	Dan Biancalana	93	Infrastructure sportive pour les écoles à Echternach	6196	Fred Keup	97
Octroi de l'allocation de vie chère et de la prime énergie aux personnes vivant en colocation	5970	Djuna Bernard, Jessie Thill	93	Communauté bahá'ie	6205	Fernand Kartheiser	98
Prise en charge conseil en énergie	5975	Fred Keup	94	Sécurité à l'Aéroport de Luxembourg	6216	Mars Di Bartolomeo	98
Élevage en masse des animaux	6001	Marc Goergen	94	Éclairage des bâtiments publics	7051	Gilles Roth	98
Réforme des études de santé	6021	Martine Hansen, Claude Wiseler	94			urgente	

Mesures sanitaires dans les écoles | Question 5844 (01/03/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

A senger Äntwert vum 1. Mäerz 2022 op déi parlamentaresch Fro Nummer 5601 zu der Entwécklung vun de Covid-19-Fäll bei de Kanner a Jugendlechen an zu eventuellen zousätzleche Moosname schreift den Här Educatiounsminister ënner anerem, dass „opgrond vun der favorabeler Evolutioun vun den Infektiounszuelen [...] eng Rei vu Lackerunge vun de sanitäre Mesuren agefouert“ goufen. Hie verweist op d'Ofschafe vun der Quarantaine an déi nei Dispositioun ronderëm d'Sortie aus dem Isolement. Dës Mesurë wieren och an de Schoulen ëmgësat ginn, heescht et weider.

Doriwwer eraus schreift den Här Minister: „Parallèll zu der Entwécklung an eisen Nopeschlänner wäerten d'Moosnamen an de Schoulen nach eng Kéier virsiichteg adaptéiert ginn, dëst nodeems am Laf vun der leschter Woch sämtlech Schoulpartner consultéiert goufen.“

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Wat sinn d'Conclusiounen vun de Consultatiounen vun de Schoulpartner?

2. Wéi eng Upassunge sinn an de Schoule geplangt?

Réponse (26/04/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. + 2. Déi favorabel Evolutioun vun den Infektiounszuelen huet effektiv eng Lackerung vun de sanitäre Mesuren erlaabt: Esou goufen duerch d'Gesetz vum 11. Februar d'Quarantänen ofgeschafft an nei Dispositiounen ronderëm d'Sortie aus dem Isolement agefouert.

D'Unzuel vun de Schnelltester gouf ab dem 7. Mäerz op een Test pro Woch limitéiert.

Mam Gesetz vum 11. Mäerz 2022 gouf d'Maskepflicht an de Schoulen opgehewen, an déi peri-

paraschoulesch Aktivitéite konnten erëm ouni Restriktiounen organiséiert ginn.

Zanter dem Enn vun der Ouschtervakanz fënnt keen Testing méi an de Schoule statt.

Wéi an der Vergaangenheet goufe sämtlech Schoulpartner virum Akraafttriede vun dëse Mesurë consultéiert.

Pénurie de chauffeurs de bus | Question 5875 (04/03/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Artikel „In Luxemburg werden die Busfahrer knapp“, deen den 18. Februar am „Lëtzebuurger Wort“ publizéiert gouf, heescht et, datt mir zu Lëtzebuerg op ëmmer méi e staarke Mangel u Buschauffereuren duersteieren an datt dës Problematik bei Chauffeuren, déi op d'mannst Basiskenntnisser am Lëtzebuergeschen opweisen, besonnesch staark ausgepräägt ass. Als Ursache ginn nieft der feelender

Attraktivité vum Beruff ënner anerem den héije Mindestausbildungsalter vun 21 Joer an déi laang Waardezäite bei der Formation zu Suessem genannt. Et ass op där anerer Säit awer och esou, datt Lëtzebuerg an der Mobilitéit op eng ganz grouss Selbstännegkeet vu senger Bierger zeréckgräife kann, well d'Zuel vun Erwuessene mat engem Führerschäin an oft souguer mat engem eegenen Auto immens héich läit.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gären dës Fro stellen:

1. Wéi ass déi Decisioun motivéiert, datt jonk Leit de Busführerschäin zu Lëtzebuerg réischt mat 21 Joer kënnen maachen? Gëtt eng zäitno Gesetzesännerung envisagéiert, fir datt besonnesch jonk Leit, déi d'Schoul entweeder scho virum Alter vun 18 Joer verloossen hunn oder se kuerz duerno verloossen, direkt mam Erreeche vun der Groussjäregkeet eng Perspektiv an deem Beruff kënnen fannen?

2. Gesäit den Här Verkéiersminister eng zäitno Erhéijung vun der Kapazitéit vum CFC zu Suessem vir? Kéint hie sech eng Gesetzesännerung virstellen, déi et neie Chaufferen erméiglecht, hire Beruff nees auszeüben, während si op eng Plaz an dëser Formation waarden, an esou och éischt Erfarunge kënnen sammelen?

3. Kann den Här Minister matdeelen, wéi wäit hien déi individuell Mobilitéit och an Zukunft wëllt ënnerstëtzen, fir déi uewe genannt mobil Selbstännegkeet vun der Gesellschaft am Fall vun engem Enkpass beim öffentlichen Transport méiglechst effizient nutzen ze kënnen?

Réponse (08/04/2022) de **M. François Bausch**,
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Alterslimmitten, déi de Code de la route virgesäit (21 Joer fir d'Kategorie D1 an D1E a 24 Joer fir d'Kategorie D an DE) kommen aus der europäescher Führerschäinsdirektiv a sinn deemno an all Memberstaat déi selwecht. Et kann een awer och scho mat 21 Joer de Busführerschäin (D) maachen, dofir muss een dann awer d'Berufsausbildung vun 280 Stonnen beim Centre de formation pour conducteurs zu Suessem (CFC) maachen. Et kann een och scho mat 23 an enger Formation vun 140 Stonnen als Buschauffer (D) schaffen oder mat 21 op enger Linn, déi dann awer net méi laang wéi 50 km däerf sinn (D) oder ouni Limit mat engem Gefier vun der Kategorie D1.

ad 2. Fir déi zweet Fro erlaben ech mir, fir op meng Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 5508 och vum honorabelen Deputéierte Jeff Engelen zu dem selwechte Sujet ze verweisen. Wat d'Fueren zu Berufszwecker op engem Bus ugeet, ier een déi néideg Formation gemaach huet, esou léisst déi europäesch Direktiv dat net zou.

ad 3. De Moment ass et zwar net einfach, fir zousätzlech Chauffere fir den öffentlichen Transport ze rekrutéieren, mee d'Buslinne kënnen awer all um gewinnten héijen Niveau assuréiert ginn.

Ressortissants luxembourgeois en Ukraine |
Question **5892** (07/03/2022) de **M. Laurent Mosar**
(CSV)

Alors que la guerre en Ukraine se poursuit et que la situation sécuritaire s'y dégrade tous les jours, l'insécurité se fait aussi ressentir en Russie où de plus en plus de compagnies aériennes décident de suspendre leurs liaisons vers la Russie.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Combien de citoyens et résidents luxembourgeois se trouvent actuellement en Ukraine et en Russie ?

2) Qu'en est-il de leur sécurité ?

3) Quels efforts sont déployés pour rapatrier des citoyens et résidents luxembourgeois de l'Ukraine et de la Russie qui veulent quitter le pays, respectivement d'assurer leur sécurité sur place ?

Réponse (08/04/2022) de **M. Jean Asselborn**,
Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Le Ministère des Affaires étrangères et européennes a connaissance d'une personne de nationalité luxembourgeoise, qui est actuellement encore en Ukraine, et qui a indiqué vouloir y rester pour le moment.

En ce qui concerne la Russie, selon le Registre national des personnes physiques, 31 ressortissants luxembourgeois y avaient une adresse enregistrée au 31 décembre 2021. 7 citoyens ou résidents luxembourgeois ont annoncé leur séjour en Russie sur la plateforme « Lëtzebuurger am Ausland (LamA) ». En l'absence de d'obligation de s'inscrire auprès de l'ambassade, le Ministère des Affaires étrangères et européennes ne dispose toutefois pas de moyens de savoir de manière déterminée combien de ressortissants et résidents luxembourgeois se trouvent actuellement en Russie.

ad 2) L'Ambassade du Luxembourg accréditée en Ukraine est en contact régulier avec la personne susmentionnée.

Notre Ambassade à Moscou entretient pour sa part des contacts réguliers avec les ressortissants et résidents luxembourgeois dont la présence est connue. Chaque ressortissant ou résident luxembourgeois est libre de quitter le territoire russe à tout moment.

ad 3) L'agression militaire de la Russie a rendu des rapatriements de l'intérieur de l'Ukraine impossible. Tous les citoyens et résidents luxembourgeois présents en Ukraine, à l'exception de la personne susmentionnée, ont pu quitter le pays. L'Ambassade du Luxembourg accréditée en Ukraine a maintenu un contact régulier avec les concernés afin de leur apporter conseil et assistance. Tout citoyen ou résident luxembourgeois, qui le souhaite, peut quitter la Russie grâce aux moyens de transports commerciaux, même si l'offre est devenue plus limitée.

Crédit d'impôt monoparental | Question **5905**
(09/03/2022) de **Mme Diane Aehm** (CSV)

Le crédit d'impôt monoparental (CIM) a été introduit en 2008 en remplacement, avec effet à partir de l'année 2009, de l'abattement monoparental. Via une loi du 23 décembre 2016 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017, le montant du CIM a été doublé (de 750 euros à 1.500 euros) pour les monoparentaux disposant de revenus imposables ajustés inférieurs à 35.000 euros. Il a, à cette occasion, été décidé de baisser ledit CIM progressivement à 750 euros pour les revenus imposables ajustés situés entre 35.000 euros et 105.000 euros.

Le CIM est accordé, sur demande, en principe sur base d'une (i) fiche de retenue d'impôt, ou (ii) déclaration d'impôt sur le revenu.

Au regard de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre des Finances :

1) Madame le Ministre peut-elle m'informer sur le nombre de personnes disposant de revenus imposables ajustés en dessous de 35.000 euros et ayant

bénéficié de l'intégralité du CIM de 1.500 euros pour les années 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021 ?

- Quel est le pourcentage de ces personnes par rapport au total de monoparentaux disposant de tels revenus et ayant demandé de bénéficier du CIM ?

- Quelles sont les allocations (pensions alimentaires et autres) qui ont diminué le plus le montant du CIM à allouer aux différents bénéficiaires ?

2) Madame le Ministre peut-elle me fournir les informations demandées sub 1) pour les monoparentaux disposant de revenus de plus de 105.000 euros ?

3) Madame le Ministre peut-elle m'informer sur (i) le nombre de personnes ayant demandé l'attribution du CIM via leurs déclarations d'impôt et (ii) le nombre de personnes n'en ayant pas bénéficié par la suite pour les années 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021 ?

4) Combien de personnes ayant fait la demande décrite sub 3)

(i) ont su bénéficier du CIM après réclamation, (ii) auraient pu en bénéficier, si elles avaient réclamé pour les années 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021 ?

Réponse (08/04/2022) de **Mme Yuriko Backes**,
Ministre des Finances

Le CIM est, depuis la réforme fiscale 2017, lié au revenu imposable du contribuable. Ainsi, pour des revenus imposables inférieurs à 35.000 euros, le CIM s'élève à 1.500 euros, et il diminue progressivement à 750 euros lorsque le revenu imposable augmente à 105.000 euros.

Le CIM est à diminuer de 50 % du montant des allocations de toute nature dont bénéficie l'enfant, dans la mesure où elles dépassent respectivement le montant annuel de 2.208 euros ou le montant mensuel de 184 euros. Par allocations il y a lieu d'entendre les rentes alimentaires, le paiement des frais d'entretien, de garde, d'éducation et de formation professionnelle, etc.

Vu que fin février 2022, uniquement environ 70 % des déclarations relatives à l'année d'imposition 2020 ont été traitées, et moins de 2 % des déclarations relatives à l'année d'imposition 2021, les chiffres présentés ci-après se limitent aux années d'imposition 2017 à 2019.

Le nombre de contribuables à revenu imposable inférieur à 35.000 euros et touchant l'intégralité du CIM, donc 1.500 euros, respectivement à revenu imposable supérieur à 105.000 euros et touchant 750 euros, s'élève à :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le pourcentage des personnes à revenu imposable inférieur à 35.000 euros et touchant le CIM intégral de 1.500 euros, par rapport à l'ensemble des monoparentaux à revenu imposable inférieur à 35.000 euros et touchant le CIM, est constant et s'élève à 35 % sur l'ensemble de la période analysée. Pour les personnes à revenu imposable supérieur à 105.000 euros, ce pourcentage s'élève à approximativement 45 % sur l'ensemble de la période visée.

L'Administration des contributions directes (ACD) ne saisit pas de détail sur la nature de l'allocation versée, uniquement un montant global par contribuable étant renseigné. Par conséquent, l'ACD ne dispose pas d'informations exploitables sur le type d'allocation venant en déduction du crédit d'impôt.

Le CIM est accordé, sur demande, soit sur base d'une fiche de retenue d'impôt, soit sur base d'une déclaration fiscale. En date de février 2022, le nombre de personnes ayant obtenu le CIM s'élève à :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Compte tenu de la différence de définition d'un ménage au sens démographique et d'un ménage au sens fiscal, l'ACD ne dispose pas d'un recensement des familles monoparentales en tant que telles et ce recensement ne rentre pas dans les prérogatives de ses missions.

Agressions envers des citoyens russes | Question 5912 (10/03/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

De Krich an der Ukrain léist och an der Lëtzebuurger Gesellschaft déif Emotiounen aus, deelweis och ganz negativer. Verschidde russesch Matbierger soen, datt si Affer vu politesch motivéierten Ugrëff gi sinn, andeems si zum Beispill Haassmessages an d'Bréifboîte geheit kruten. Et soll och schonn Tëscheffäll gi sinn, bei deene Leit kierperlech aggresséiert goufen, z. B. well si e russesche Virnumm hunn oder russesch geschwat hunn.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng Informatiounen huet d'Regierung zu Akte vu Russophobie an eiser Populatioun? Wéi steet d'Regierung zu dëse Virgäng? Gesäit si an dëser ugespaanter Situatioun e besonneschen Handlungsbedarf, fir eis russesch Matbierger besser ze protegéieren, zum Beispill ënner Form vun enger Sensibiliséierungs-campagne?

2. U wéi eng zoustänneg Instanze kënnen déi betraffe Bierger sech adresséieren?

3. Verschiddentlech gëtt och rapportéiert, datt russesch Kanner an de Schoule speziell Problemer hunn, déi mat der Krichssituatioun zesammenhänken? Gëtt d'Léierpersonal op de Problem sensibiliséiert?

Réponse commune (08/04/2022) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. D'Regierung huet Kenntnis vu vereenzelten Akte vu Russophobie zu Lëtzebuerg, déi hir zougedroeg goufen, respektiv an der Press zitéiert goufen. Op Basis vun dësen Informatiounen kann d'Regierung allerdéngs net drop schléissen, datt Russophobie e generelle Problem an der Populatioun duerstellt, mee vu ganz wéinege Persounen ausgeet.

All Bierger, deen Affer vun enger Strofdot ass, oder berechtigt Hiwaiser huet, dass en et kéint ginn, kann a soll sech dann och un d'Police adresséieren. Dowéinst bitt d'Police op hirer Internetsäit ënnert de Rubricke „Prévention“ an „Aide aux victimes“ an dräi Sproochen (FR/EN/DE) Preventiounsmaassnamen a Verhalensmesuren un.

D'Regierung verurteilt all Form vun Haass an Diskriminatioun opgrond vun der ethnescher Zougehéierregkeet. De Staatsminister huet de 4. Mäerz op enger Pressekonferenz seng Solidaritéit mat deene ville russesche Bierger ausgedréckt, déi sech a Russland an zu Lëtzebuerg géint de Krich an der Ukrain ausgeschwat hunn. De Staatsminister huet op der nämmelecher Pressekonferenz och en Appell géint Russophobie zu Lëtzebuerg gemaach.

Dem Parquet vu Lëtzebuerg an dem Parquet vun Dikrech ass momentan eng (1) Affär vu Russophobie bekannt. An deem Kontext ass et wichteg ze erwänen, dass et ëmmer e gewëssen Delai gëtt tëscht dem

Moment vun der Plainte an der Kommunikatioun vun der Plainte un de Parquet. Et sief awer och bemierkt, dass den informatesche System vun de Justizautoritéiten et net erlaabt, fir eng Recherche a Funktioun vun der Nationalitéit ze maachen.

ad 2. De Centre pour l'égalité de traitement (CET) ass eng Ulafstell an dësem Kontext. Bei Strofdoten oder Fäll, wou d'Sécherheet oder d'physisch Intégréitéit vun de Bierger kompromettéiert ass, sollen d'Bierger sech un d'Police adresséieren.

ad 3. Fir d'Enseignanten am objektiven Thematiséiere vun Krichsgeschéien an der Ukrain am Allgemengen ze ënnerstëtzen, stellt den Zentrum fir politesch Bildung de Schoulen op sengem Internetsite ënnerschiddlech Tools an zousätzlech Informatiounsquellen zur Verfügung, déi während dem Unterrecht an enger transversaler Approche kënnen genotzt ginn. Spezi-fesch fir d'Schüler aus de Grondschoole kënnen d'Enseignantë weidert pedagogesch Material zum Thema Krich an der Ukrain an engem aktuellen Dossier vun „Zentrum Polis“ aus Éisträich notzen.

Zousätzlech huet de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend an Zesammenaarbecht mat Kannerpsychologen een Depliant an dräi Sproochen erstellt, deen d'Elteren doranner soll ënnerstëtzen, de Krich mat hire Kanner doheem ze beschwätzen.

Iwwert déi eenzel Offeren huet de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend sämtlech Partner vun de jeeweilege Schoulcommunitéite via Newsletter de 4. Mäerz 2022 informéiert an heibäi dorop higewisen, datt et a Krisenzäite wichteg ass, fir de Kanner Sécherheet an Orientéierung ze ginn. Des Weidere soll am scholesche Kontext mat de Kanner iwwer hiert Empfannen, hir Besoinen an hir Ängscht geschwat ginn, an d'Enseignanten esouwéi och dat sozioedukatiiv Personal sollen hinne ganz objektiv Informatiounen zum Krich ginn. Dank der Oplklärung an dem Dialog iwwert d'Theema Krich an der Ukrain soll séchergestallt ginn, dass déi vun honorabelen Deputéierten ugeschwate Situatiounen an de Schoulen net opkommen.

Déclaration d'impôts | Question 5922 (11/03/2022) de M. Dan Biancalana (LSAP)

An de leschte Wochen huet d'Steierverwaltung nees Bréiwer u privat Stéit verschéckt, an deenen d'Leit drop higewise ginn, dass si bis den 31. Mäerz 2022 hir Steiererklärung fir d'Joer 2021 mussen ofginn. Bei ville Leit ass et awer esou, dass si nach keng Ofrechnung vun hirer Steiererklärung fir d'Joer 2020 kritt hunn.

Ech wéilt dofir follgend Froen un d'Madamm Finanzminister stellen:

1. Kann d'Madamm Finanzminister mir soen, wéi vill Steiererklärunge fir d'Joer 2020 nach net traitéiert goufen?

2. Wéi hunn d'Retarde sech iwwert déi lescht Joren entwéckelt?

3. Ginn et Statistiken driwwer, ob dës Retarde jee no zoustännegem Steierbüro variéieren?

4. Huet dës Variatioun eppes domat ze dinn, dass verschidde Büroen ënnerbesat sinn an dofir der Aarbecht net méi Meeschter ginn?

5. Ass d'Madamm Minister net der Meenung, dass dee Bréif, deen alljoers verschéckt gëtt, an Zäite vun der Digitalisatioun absolut net méi zäitgeméiss ass an och kéint duerch Online-Avise resp. Annoncen an Zeitunge kéint ersat ginn.

Réponse (08/04/2022) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Bis Enn vum Mount Februar 2022 sinn ongeféier 70 % vun den 314.500 immatrikuléierten Dossiere fir d'Steierjoer 2020 besteiert ginn. Déi restlech 30 % befanne sech gréisstendeels an der Instruktionsphas um jeeweilege Steierbüro. Ee klengen Deel dovunner, ronn 3 %, si bis haut nach net eragereecht gi vum Steierzueler.

Obwuel d'Steierverwaltung ee stännege Wuesstem un Dossieren ze verzechnen huet, sinn d'Retarde progressiv erofgaangen iwwert déi lescht Joren. Dëse positiven Aspekt ass ënner anerem doduerch bedéngt, well d'Steierverwaltung kontinuéierlech opgestockt ginn ass mat Personal.

Ausserdem gi sämtlech Steierbüro reegelméisseg op Basis vun den immatrikuléierten Dossieren iwwerpréift an d'Personalkapazitéiten esou zäitno wéi méiglech adaptéiert, fir eventuelle Retarden entgéintzewirken.

Aus dem Paragraf 166 vun der „Abgabenordnung“ geet ervir, datt de Bierger verpflichtet ass, eng Steiererklärung ofzeginn, wann d'Steierverwaltung hien dozou opfuerdert. Dës Opfuerderung muss doduerch perséinlech geschéckt ginn a kann net duerch ee globalen Online-Avis ersat ginn.

Octroi de l'allocation de vie chère et de la prime énergie aux personnes vivant en colocation | Question 5970 (22/03/2022) de Mme Djuna Bernard | Mme Jessie Thill (déi gréng)

Complémentairement à l'allocation de vie chère, qui a connu une augmentation en début d'année, le Gouvernement a décidé d'introduire une prime énergie pour les ménages les plus vulnérables à cause de la hausse exceptionnelle des prix de l'énergie. Cette prime unique po urra davantage être demandée par les ménages dont le revenu est jusqu'au seuil de 25 % supérieur au revenu éligible pour l'allocation de vie chère.

Une des conditions ancrées dans le règlement du Gouvernement en conseil modifiant le règlement du Gouvernement en conseil du 19 novembre 2021 relatif à l'octroi d'une allocation de vie chère pour pouvoir profiter de cette aide financière et accordées par le Fonds national de solidarité, est celle de vivre dans une communauté domestique. Selon la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale « sont présumées former une communauté domestique toutes les personnes qui vivent dans le cadre d'un foyer commun, dont il faut admettre qu'elles disposent d'un budget commun et qui ne peuvent fournir les preuves matérielles qu'elles résident ailleurs ».

Dans ce contexte, nous aimerions savoir de la part de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Madame la Ministre peut-elle préciser les conditions sous lesquelles les personnes vivant en colocation au Luxembourg sont considérées comme « communauté domestique » pouvant bénéficier de l'allocation de vie chère et de la prime énergie ?

Réponse (08/04/2022) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Pour l'analyse de la communauté domestique, le Fonds national de solidarité (FNS) se base sur les informations que les personnes indiquent dans le formulaire de demande et sur les informations fournies par le Registre national des personnes physiques. Comme la loi du 29 mars 2016 modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques

a abrogé le certificat de composition de ménage, les unités de logement gérées par les communes membres du Syndicat intercommunal de gestion informatique (SIGI) constituent un repère-clé pour déterminer la communauté domestique. Le FNS se réfère aussi aux données relatives à la propriété du logement ou aux indications du contrat de bail pour connaître les personnes vivant en communauté domestique, conformément à la définition donnée par la législation relative au Revenu d'inclusion sociale (REVIS). Lorsque la détermination de la communauté domestique pose problème ou si une vérification plus détaillée est nécessaire, le FNS procède à une vérification moyennant une visite à domicile. L'appréciation d'une communauté domestique peut donc aussi se faire sur base d'une situation de fait.

Quant à la colocation, le FNS considère les colocataires comme des communautés domestiques à part si chaque personne concernée possède un contrat de bail séparé faisant état des dépenses que la personne doit prendre en charge et de la précision des locaux occupés seul et en commun. Il est nécessaire aussi que les parties concernées versent chacune sa part de loyer au bailleur, qui ne doit pas habiter dans ce logement. Cette manière de procéder permet de différencier quant au principe du budget et du foyer commun afin de pouvoir considérer, le cas échéant, une personne vivant en colocation comme un ménage à part. Le FNS est aussi de plus en plus saisi de contrats de bail établis par des agences immobilières spécialisées dans les colocations.

Le FNS prend donc en compte la colocation en vue d'attribuer l'allocation de vie chère et la prime énergie, par analogie aux critères retenus dans le cadre de l'attribution du REVIS.

Prise en charge conseil en énergie | Question 5975 (23/03/2022) de M. Fred Keup (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 5766 schreift d'Regierung zu der Méiglechkeet, e Klimaprêt fir d'energeetesche Sanéierung vun engem private Logement unzefroen, ënner anerem dat hei: „Dës Zuele weisen, datt de Klimaprêt net den erhofften an néidegen Erfolg kennt, wéi et néideg wier, fir engersäits déi energieetesche Renovatiounen vun eelerer Bausubstanz virunzedreiwen an anerersäits grad deene Stéit mat méi niddregen Akommes ze hëllefen.“ Weider schreift d'Regierung och: „Nieft anere Mesurë wéi zum Beispill de Subside vun der PRIME House, soll de Klimaprêt et erméiglechen, bei enger Renovatioun den Energieverbrauch ze reduzéieren an d'Nohaltegkeet vum Gebai ze verbessern. Fir dass dat geléngt, ass bei dëse Renovatiounen eng Energieberodung virgesinn. Dës Berodung mat Projetsbegleedung duerch een agreéierten Energieberoder [...]. Zu dëser u sech begréissenswäerter Moosnam gouf mir zougedroen, datt Bierger oft mat an engem héije véierstellege Betrag müssen a Virleeschtung goen, ouni awer ze wëssen, ob si d'Ënnerstützung zougesot kréien, wat grad fir Leit, déi net vill verdéngen, e grouse finanziellen Zousazrisiko duerstellt, dee lücht kann ofschrecken.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

- Kann d'Regierung dës Virgäנג bestätegen? Falls jo, kann d'Regierung elaboréieren, firwat d'Leit net och am Fall vun engem negativen Avis, e Remboursement vun dëse Berodungskäschte kënnen ufroen, besonnesch well jo d'Zil, „grad deene Stéit mat méi niddregen Akommes ze hëllefen“, bis ewell net erreecht gouf?

Réponse commune (26/04/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Henri Kox**, Ministère du Logement

Laut dem Paragraf 5 vum Artikel 8 vum Gesetz vum 23. Dezember 2016¹ gëtt d'Energieberodung just subventionéiert, wann op d'mannst eng Moosnam ëmgesat gëtt, déi och geförderet gëtt, an d'Gesetz gesäit keng Ausnam vir fir Stéit mat nidderegem Akommes.

Allerdéngs kann all Bierger am Virfeld vun der Energieberodung bei der Klima-Agence (Ex-MyEnergy) eng Grondberodung kréien, déi gratis ass. Déi Berodung soll dem Bierger hëllefen, e Besuch ze kréien, wéi eng energieetesche Sanéierung a sengem Fall sënnavoll kënnen sinn, an och, wéi eng Subsidie et heifir gëtt. Dës Grondberodung geet allerdéngs generell net duer, fir e konkret Konzept auszuschaffen a fir d'Subsidie ze berechnen.

Fir dem Bierger weiderzuhëllefen, gesäit d'Gesetz doriwier eraus säit dem 1. Januar 2017 engersäits vir, datt virun den Aarbechte muss en „accord de principe“ ugefrot ginn a andersäits och, datt de Beroder muss bei der Ëmweltverwaltung agreéiert sinn. Hei geet et drëm ze vermeiden, datt Leit Mesuren ëmsetzen a bezuelen, déi herno net eligibel sinn, an dem Bierger och vun Ufank un eng Planungssécherheet ze ginn.

Den Accord de principe gëtt virun den Aarbechte vun der Ëmweltverwaltung kontrolléiert a garantéiert soumat dem Bierger, datt wann hien d'Aarbechten esou mécht ewéi ugefrot, hien och d'Hëllefe kritt. Natierlech zielt dat just, wann d'Aarbechten och esou ausgefouert ginn, ewéi se vun der Verwaltung accordéiert gi sinn. Fir all Ännerung während dem Projet ka vun der Verwaltung hir keng Garantie iwwerholl ginn, datt een d'Subsidie och ausbezuelt kritt.

Den agreéierte Beroder, deen de Bierger während der ganzer Sanéierung begleet, kennt d'Gesetz gutt an hëlleft dem Bierger dobäi, déi richteg Decisiounen am Kader vu senger Sanéierung ze huelen.

Élevage en masse des animaux | Question 6001 (30/03/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

E groussen Deel vun eiser Gesellschaft erniert sech bal all Dag vu Fleeschprodukter. Dëst setzt virus, dass fir d'Fleesch fir d'Konsumenten hierzustellen, massenhaft Déiere müssen ëmbruecht ginn. A villen Dokumentarfilmer, Reportagen an Zeitungsartikelen ass schonn iwwert dës Masseproduktioun bericht ginn, déi op Déierentransporter, Schluechthaiser a vill Déiereleed baséiert. Des Weideren ass d'Fleeschproduktioun immens ressourcenintensiv a verursaacht vill Offallprodukter an eiser Loft (CO₂), am Buedem oder am Waasser.

Fir vun der Masseproduktioun a senger Konsequenzen ewechzekommen, muss dee ganze System ëmgekrempeelt ginn: D'Déierenzucht an d'Fleeschhierstellung kënnen méi nohalte ginn.

Et existéiere schonn Alternativen zur Massendéierenzucht. Esou hale verschidde Leit a kleng Gesellschaften hei am Land hir Déieren op fräier Fläch dobaussen. Dës Form vun Haltung eegent sech souwuel fir Déiererefrënn, mee och fir Produzente vun héchster Qualitéit vu Fleesch. Grad bei Schwéngfleesch, wou d'Bauern ënner héijem Präisdruck

schaffe müssen, stellt d'Haltung vu Schwäin um Fräiland eng respektvoll Alternativ zur Masseproduktioun duer.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Fro stellen:

1. Wéi vill Betriber a Privatpersounen halen hir Schwäin zu Lëtzebuerg an der Fräilandhaltung?

2. Wéi ass d'Haltung vu Schwäin am Fräiland zu Lëtzebuerg gesetzlech gereegelt?

3. Wéi eng Geneemegung sinn erfuerderlech, fir Schwäin am Fräiland dierfen ze halen a wie stellt déi Geneemegungen aus?

4. Wéi steet de Landwirtschaftsminister zu der Promotioun vun der Fräilandhaltung vu Schwäin? Wéi eng Aktiounen vum Ministère promouvieren d'Fräilandhaltung?

Réponse (29/04/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Hei zu Lëtzebuerg hu mir siwe professionell Schwéngshalter an zéng Hobby-Schwéngshalter, déi Schwäin an der Fräilandhaltung hunn.

ad 2. Fir Fräilandhaltung vu Schwäin muss eng Geneemegung beim Direkter vun der Veterinärsinspektioun ugefrot ginn.

ad 3. Follgend Konditiounen sinn ze erfëllen:

- Parzelle müssen eng duebel Clôture hunn, fir all Kontakt mat de Wëllschwäin ze vermeiden, d'Fudder muss esou gelagert sinn, dass keng Wëllschwäin druckommen, an et muss een Ënnerstand zur Verfügung stoen.

- All Betrib muss d'Méiglechkeet kritt, seng Schwäin am Fall vum Ausbruch vun enger Seuch an een zouene Stall ze huelen.

- All Ausgäנג si sou ze sécheren, dass keng friem Persounen Zougang hunn.

ad 4. Prinzipiell ass de Landwirtschaftsminister averstane mat der Fräilandhaltung vu Schwäin ënner der Bedingung, dass souwuel d'Konditiounen vun der Déieregesondheet wéi och déi vum Déiereschutz respektéiert sinn.

Réforme des études de santé | Question 6021 (04/04/2022) de Mme Martine Hansen | M. Claude Wiseler (CSV)

De 5. Mee 2021 huet d'Regierung eng gréisser Reform vun de Gesondheetsberufformatiounen ugekënnegt mam Zil, fir d'Rentrée 2023/2024 e Bachelorstudiegang fir „infirmier de soins généraux“ op der Universitéit vu Lëtzebuerg unzebidden. Déi follgend Jore sollen dann nach véier Bachelorstudiegäng fir spezialiséiert Infirmieren an zwee Bachelorstudiegäng fir d'Hiewammsformatioun nokommen.

Gläichzäiteg gesäit d'Gesetz vum 11. Januar 1995 iwwert d'Reorganisation vun den Infirmiërschoule vir, dass fir all Froen oder Reglementer betreffend d'Formatioun vum Gesondheetspersonal e Comité interministériel säin Avis kann ofginn, respektiv sollicitéiert ka ginn, deen niewent dem Direkter vum LTPS, aus zwee Delegéierte vum Gesondheetsministère an dräi Delegéierte vum Héichschulministère zesummegeesat ass.

An dësem Kontext géife mir gär follgend Froen un d'Madame Gesondheetsministesch an un den Här Minister fir Héichschoul a Fuerschung stellen:

¹ Loi du 23 décembre 2016

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

1. Ass den uewe genannte Comité interministériel schonn eng Kéier zesummekomm, fir iwwert déi geplangte Reform vun de Gesondheitsberuffsformatiounen ze diskutéieren?

2. Am Fall, wou de Comité interministériel schonn eng Kéier zu dësem Sujet zesummekomm ass, wéi eng Conclusioun goufen zeréckbehalen, respektiv wat war den Avis vum Comité interministériel zu der geplangter Reform vun de Gesondheitsberuffsformatiounen?

3. Ass e méiglechen Avis zu der Reform vun de Gesondheitsberuffsformatiounen op eng Demande vum Gesondheitsministère oder dem Héichschoulministère zeréckzeféieren, oder ass deen aus enger eegener Initiativ vum Comité interministériel ervirgaangen?

4. Wéi ass déi aktuell Zesummesetzung vum Comité interministériel?

5. Wien assuréiert de Moment d'Presidence vum Comité interministériel?

Réponse commune (17/05/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den uewe genannte Comité interministériel ass aktuell nach net zesummekomm, fir iwwert déi geplangte Reform vun de Gesondheitsberuffsformatiounen ze diskutéieren an zwar aus follgende Grënn: D'Reform vun de Gesondheitsberuffsformatiounen, déi d'Regierung envisagéiert, betrëfft net nëmmen d'Ministèren, déi am Comité interministériel vertruede sinn, mee och aner Ministèren. Dofir gouf d'Decisioun geholl, fir d'Aarbechten net an de besteende Comité interministériel ze ginn, an deem de Gesondheitsministère an den Educatiounsministère vertruede sinn, mee en Aarbechtsgrupp anzusetzen, an deem och den Héichschoulministère, de Familljeministère an de Ministère fir sozial Sécherheet vertruede sinn; dëst, fir all concernéiert Ministère mat un engem Dësch ze hunn.

ad 2. N.A.

ad 3. N.A.

ad 4. D'Zesummesetzung, d'Organisatioun an de Fonctionnement vun dësem Comité sinn duerch e Règlement grand-ducal vum 15. Mee 1995 fixéiert. D'Membere vun dësem Comité gi vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend an dem Gesondheitsministère genannt fir eng Dauer vun dräi Joer a setzt sech aus sechs Membres effectifs zesummen:

- 3 Verrieder aus dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend, dorënner den Direkter vum Lycée technique fir d'Gesondheitsberuffer (LTPS);

- 3 Verrieder vum Gesondheitsministère. Fir all Membre effectif gëtt ee Membre suppléant genannt.

ad 5. D'Presidence vum Comité interministériel gëtt laut dem Règlement grand-ducal vum 15. Mee 1995 vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend assuréiert an ass an deene vergaangene Joren ëmmer vun dem Directeur adjoint vum Service vun der Formation professionnelle vum Educatiounsministère assuréiert ginn.

eMobilité | Question **6086** (21/04/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Lëtzebuerg subventionéiert d'E-Mobilitéit mat Primmen, déi dacks iwwert deenen aus dem Ausland leien. Esou en elektresch Gefier, dat zum Deel mat

Steiersue finanziéiert gëtt, muss de Proprietär siwe Méint halen, ier hien et dierf weiderverkafen. Da gëllt et och als Occasioun, bei där hirem Verkaf keng TVA méi ufält.

An deem Kontext hätt ech dës Froen:

1. Wéi vill Autoe si bis elo vum Staat subventionéiert ginn? Wéi vill Autoen dovun sinn u Betriber gaangen? Wéi vill verschidde privat Proprietären hu vun deem Programm profitéiert?

2. Wat sinn d'Subventiounen fir E-Mobilitéit an d'TVA-Sätz fir esou Gefierer an deenen aneren EU-Länner? Gëtt et eng Limit, wat Gefierer ugeet, déi eng privat Persoun dierf mat Ënnerstëtzung vum Staat kafen? Gëtt et eng Limit oder eng Héchstzomm beim Verkaf vun Occasiounen?

3. Wéi vill vun deenen Autoe fueren zur Zäit nach op de Lëtzebuerg Stroossen?

4. Wéi vill sinn der ofgemellt an exportéiert ginn?

5. Wat sinn d'Länner, wou déi meeschten E-Autoen higaange sinn, a gëtt et en Zesammenhang mat relativ niddrege Subventiounen fir E-Autoen respektiv mat héijen TVA-Sätz bei Neigefierer an deene Länner?

6. Wéi nohalteg fannen d'Madamm Ëmweltminister an den Här Transportminister et, wa mat Elektroautoen Exportgeschäfte a Profitter gemaach gi wären, déi vum Steierzueler zu engem groussen Deel finanziéiert gi sinn?

Réponse commune (27/06/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Am Ganze goufe bis elo 7.056 Primme fir Elektroautoe (reng elektresch a plug-in hybrid) ausbezuel. A ronn 43 % vun de Fäll konnte privat Besëtzer vum Programm profitéieren, bei 57 % sinn d'Primmen u Betriber gaangen. Dëse Prozentsaz ëmfaasst och de Volet vum „leasing opérationnel a financier“.

ad 2. Eng Oplëschtung vun all de finanziellen Ureizer, déi et an den eenzelen EU-Memberstaate fir elektresch Stroossegefierer gëtt, fënnt een op der Säit vum „European Alternative Fuels Observatory“ (<https://alternative-fuels-observatory.ec.europa.eu/>) vun der Europäescher Kommissioun. D'Form vun de finanziellen Ureizer variéiert deelweis staark vun engem Land zum aneren a sinn domadder net ëmmer einfach vergläichbar. Et sief awer drop higewisen, datt eenzel Länner, wéi zum Beispill Däitschland, Primme fir 100 % Elektroautoen an Aussicht stellen, déi deelweis méi héich wéi hei zu Lëtzebuerg sinn.

Dat modifizéiert groussherzoglecht Règlement vum 17. Mäerz 2019 gesäit keng Limit vir, wat d'Unzuel vu subventionéierte Gefierer ugeet, déi vun enger privater Persoun (oder engem Betrib) kënnen ugefrot ginn. Fir datt een immatrikuléiert Gefier eligibel fir eng Primme ass, muss dëst ënner anere op d'mannst siwe Méint op de Requérant ugemellt sinn. De Projet vun dem groussherzogleche Règlement, fir d'Primmen ze verlängeren, gesäit awer vir, datt fir nei Demanden dës Mindestdelai vun der Detention vum Gefier op zwoelf Méint erhéicht gëtt.

Wat d'TVA ubelaangt, soll nach präziséiert ginn, datt net eleng den Delai vu sechs Méint ausschlaggebend ass, fir datt ee Gefier als nei ugesi gëtt, mee datt een zweete Facteur hei spillt an dat ass de maximale Kilometrage vu 6.000 km. Deemo gëtt ee Gefier esou laang als nei ugesinn, an ënnerläit der TVA zum jeeweilegen TVA-Saz vum Land, wou d'Gefier agefouert gëtt, wéi eng vun den zwou Konditiounen erfëllt ass.

ad 3. Vun de 7.056 Elektroautoen, fir déi säit 2019 eng Primme ausbezuel gouf, sinn der aktuell nach 6.219 zu Lëtzebuerg immatrikuléiert.

ad 4. Laut der SNCA goufe vun deenen 837 Elektroautoen, déi net méi zu Lëtzebuerg ugemellt sinn, der 26 temporär ofgemellt a kënnen zu all Moment nees ugemellt ginn. An zwoelf Fäll gouf den Auto verkaf an d'Immatrikulationskaart an d'SNCA zrëckginn, soudatt hei net ersichtlech ass, ob d'Gefier hei am Land oder an d'Ausland verkaf gouf. Sechs Gefierer goufe säitdeem entsuergt, wat héchstwahrscheinlech op een Accident mat engem Vollsched schlësse léisst. Bei zwoe Gefierer ass déi temporär Umeldung ofgelaf.

791 Elektroautoen, déi eng Primme vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung accordéiert kruten, goufe laut den Informatiounen vun der SNCA exportéiert. Dës Gefierer waren an der Moyenne 17 Méint zu Lëtzebuerg ugemellt.

Et sief awer bemierkt, datt laut den Zuele vun der SNCA iwwert de selwechten Zäitraum, also säit Ufank 2019, parallel 815 Elektroautoen aus dem Ausland op Lëtzebuerg importéiert goufen. Well dës Autoen net hir éischt Immatrikulatioun zu Lëtzebuerg haten, sinn dës Gefierer net eligibel fir d'Primme vum Staat. Et kann awer sinn, datt d'Acquisitioun vun de Gefierer an de jeeweilege Länner finanziell ënnerstëtzt gouf.

Vergläicht een d'Importzuele vun 815 Autoen mat den Exportzuelen (791 Autoen), wou ee Subsid bezuel gouf, esou gläicht sech dëst zimlech aus, an et stellt prinzipiell den normalen Handel vun Autoen duer.

ad 5. D'SNCA stellt fir Autoen, déi an den Export ginn, nëmmen eng Attestatioun fir den Export aus. Et leie keng Informatiounen driwwer vir, wou dës Gefierer nees ugemellt ginn.

ad 6. Primme vum Staat si geduecht, fir de Präisënnerschied zu engem equivalente Gefier mat Verbrennungsmotor zum Deel auszegläichen an doduercher d'Dekarboniséierung vum Fierpark zu Lëtzebuerg ze acceleréieren. Dës staatlech Primme sinn net geduecht, fir domadder Profitter ze maachen, an dowéinst goufe vun Ufank un och kloer Reegelunge geholl, fir een eventuelle Mëssbrauch ze verhënnern, wéi zum Beispill den Delai vu mindestens siwe Méint, während deem den Auto muss op de Requérant ugemellt sinn. Wéi uewen ugekënnegt, soll den Delai op 12 Méint erhéicht ginn. Een Export vu Gefierer, ob elektresch oder net, ass een normale Virgang op engem fräie Marché.

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 3452 präziséiert, wäert d'Regierung d'Situatioun weiderhi genee analyséieren a bei Bedarf entsprechend Moosname virgesinn, fir een Export vun de staatleche Primmen ze erschwéieren.

Construction d'un pont dans le Centre nature et forêt Burfelt | Question **6140** (04/05/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Schonn zanter Joren ass de Bau vun enger sougenannter Hängebréck iwwer de Stauséi an der Héicht vum Burfelt am Gespréich. Dës Bréck géif sécherlech dozou bäidroen, fir d'Géigend ronderëm de Stau aus touristescher Siicht ze valoriséieren, well se ënner anere erlabe géif, d'Spadsierweeër nei ze organiséieren. Donieft wier déi Bréck och u sech schonn eng weider Attraktioun fir d'Regioun.

Op kommunalem Niveau goufen dann och scho Pläng skizzéiert an een Argumentationsdossier zesummegestallt. No mengen Informatiounen ass den Tourismusministère dësem Projet prinzipiell gutt gesénnt.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Ass den Ëmweltministère scho mat dësem méigleche Projet befaasst ginn? Wa jo, wéi bewäert de Ministère dëse Projet?

2. Huet den Här Minister d'Méiglechkeet, fir dëse Projet, deen och ënner bestëmmte Bedéngungen an den Déngscht vun der duusser Mobilitéit gestallt kéint ginn, ze subventionéieren - och wann en net direkt un den nationale Vëlosreseau ugeschloss ka ginn?

3. Gouf et do schon am Virfeld Kontakter mam Naturpark, de Gemengen an dem Tourismusministère? Wa jo, wat ass d'Resultat dovunner?

Réponse commune (21/06/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. François Bausch**, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Et gouf eng éischt Entrevue tëscht dem Buergermeeschter vun der Gemeng Bauschelt an de lokalen a regionale Verrieder vun der Naturverwaltung (ANF) ufanks 2021, an där sech een éischten Iwwerbléck verschafft gouf, wat d'Geneemegungsprozeduren ueget.

Am Hierscht 2021 war dunn eng Entrevue mat de Gemengeresponsablen, der deemoleger Madamm Ministesch Carole Dieschbourg an de Beamte vun der ANF, Verrieder vun der Waasserverwaltung a Conseilleren aus dem Ministère. An der Reunioen huet d'Madamm Ministesch der Gemeng gesot, si kéinten um Projet weiderschaffen a sech mat de regionale Beamten um Terrain austauschen, woubäi de Projet einfach gehale sollt ginn a sech diskreet an d'Landschaft sollt upassen. Déi néideg Etüde missten natierlech den Impakt op d'Natur bewäerten.

ad 2. Fir kënnen e Subsid fir de Bau vun engem Vëlositineraire beim Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten ze kréien, musse gewësse Konditiounen erfëllt sinn. Den Artikel 7 vum modifizéierte Gesetz vum 28. Abrëll 2015 iwwert den nationale Vëlosreseau leet hei de Kader fest, a wéi enge Fäll d'Gemengen e Subsid an Usproch kënnen huelen.

Dee vun de Gemenge proposéierten Itineraire muss gewëssen technesche Konditiounen entsprechen, déi am Artikel 3 vum genannte modifizéierte Gesetz festgeluecht sinn. Den Itineraire muss e Raccord/eng Ubannung un den nationale Vëlosreseau virgesinn (dat heescht, de Vëlositineraire soll eng Agglomeratioun oder een Deel vun enger Agglomeratioun un den nationale Vëlosreseau ubannen). D'Kohärenz vum nationale Vëlosreseau muss duerch dësen Itineraire gestärkt ginn.

D'Uschlëss, déi d'Gemenge kreéieren, fir den nationale Vëlosreseau un een auslännesche Vëlosreseau unzubannen, kënnen och e Subsid kréien. Dëst géllt fir den Deel vum Itineraire, deen um lëtzebuergeschen Territoire läit.

Am Sënn vum modifizéierte Gesetz vum 28. Abrëll 2015 erfëllt déi vum honorabelen Deputéierten thematiséiert Hängebréck iwwer de Stauséi an der Héicht vum Buerfelt déi hei opgezielte Konditiounen fir eng staatlech Subventioun säitens dem Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten net.

ad 3. De 27. Januar 2022 gouf et eng Entrevue tëscht dem Schäfferot vun der Gemeng Bauschelt, Verrieder vum Naturpark Uewersauer an der Generaldirektioun fir Tourismus. An dësem Kader gouf den Avant-projet vun der Passerell virgestallt. Et gouf sech dorop geeenegt, datt d'Generaldirektioun fir

Tourismus an enger éischer Phas am Kader vum 10. „plan quinquennal“ eng preliminär Etüd vun der Gemeng Bauschelt kofinanziert.

Marquage des pistes cyclables | Question 6156 (06/05/2022) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

Iwwert déi lescht Deeg gouf enger Dageszeitung eng Serie zum Thema Vëlofuere publizéiert. Als Fazit gëtt ënner anerem gezunn, dass d'Sécherheet bei de Vëlosweeër eng weesentlech Roll spillt. Déi Sécherheet entsteet engersäits duerch eng gutt Infrastruktur, anerersäits duerch d'Sichtbarkeet vum Vëlo op der Strooss. Eng Méiglechkeet, fir méi op de Vëlo opmierksam ze maachen, ass eng kloer Kennzeichnung vu Vëlospueren. Dofir wier et wichteg, wann ee plazeweis op flächendeckend rout markéiert Vëlospueren zeréckgräife kéint. Duerchgängeg rout Vëlosspueren op der Strooss sinn awer net am Code de la route virgesinn. Aktuell ass dat just bei Kräizunge méiglech.

An deem Zesammenhang wëll ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

- Ass geplangt, de Code la route deementspriedend ze änneren, fir dass Vëlosspueren an Zukunft kënnen rout markéiert ginn?

- Wann net, wat sprécht dogéint?

- Wa jo, bis wéini wier mat dëser Upassung ze rechnen?

Réponse (28/06/2022) de **M. François Bausch**, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt sech Froen iwwert de roude Marquage op Vëlosweeër a -spueren.

De Code de la route erlaabt a senger aktueller Fassung net, fir de Belag vu Vëlosweeër oder -spuere rout ze marquieren.

Et ass awer e Projet um Instanzewee, fir dës Dispositioun am Code de la route unzupassen. Dëse Projet gesäit vir, datt an Zukunft déi sougenannte „Konfliktberäicher“, also Plazen, wou sech den Auto an de Vëlo eng Infrastruktur deele mussen an et doduerch zu geféierleche Situatiounen komme kann, zum Beispill op Kräizungen, duerch e roude Marquage kënnen ervirgehuewe ginn, fir besonnesch de Vëlosfuere als vulnerabelen Usager besser ze schützen. Dëse Marquage bedeit, dass den ëffentleche Raum do fir Vëlosfuere geduecht ass, mee beseet awer net, dass de Vëlosfuere do d'Prioritéit huet.

De Staatsrot ass den 29. Mäerz 2022 mat dem Projet, fir de Code la route deementspriedend ofzënnere, befaasst ginn.

Et sief an dësem Zesammenhang nach erwänt, dass d'Infrastrukture wéi Vëlosspueren oder Zebrasträife fir Vëloen, wou de Vëlosfuere d'Prioritéit par rapport zum anere Verkéier huet, ëmmer duerch spezifesch Schëlde an och duerch en duerchgezunnene wäisse Marquage gekennzeechent sinn.

Effektiv ass et aus méi Hisiichte wichteg, fir zousätzlech zu de Schëlde, och um Buedem op eng Vëlosinfrastruktur opmierksam ze maachen. Engersäits weist dat dem Cyclist intuitiv, wou seng Plaz ass a wouhinnersäi Wee weidergeet. Anerersäits weist et gradesou intuitiv deene Leit, déi anescht ewéi mam Vëlo ënnerwee sinn, also zum Beispill ze Fouss, mam Auto oder mam Camion, wou mat Cyclisten ze rechnen ass. Den uewe beschriwwene Marquage op de Konfliktberäicher ass ee Moyen, fir dat ze errechen. Och tëscht dëse Konfliktberäicher ass et

awer nëtzlech, dem Cyclist an dem Netcyclist duerchgängeg dem Vëlo seng Plaz ze weisen. Do kann amplaz mat Marquage mat engem spezifesche Revêtement geschafft ginn, deen eng erkennbar Faarf huet. Esou ass jo an Holland all Vëlosinfrastruktur roudelzeg - séif et mat rout teintéiertem Stroossebelag oder mat rout teintéierte Steng. Dëse Wiedererkennungswert ass ee vun de Grënn, firwat een an Holland och op Plazen, wou een nach ni woer, säi Wee mam Vëlo awer immens liicht fënnt, anerersäits d'Automobilisten ëmmer wëssen, wou mat Cyclisten ze rechnen ass.

Raton laveur | Question 6159 (06/05/2022) de **M. André Bauler** | **M. Max Hahn** (DP)

De Wäschbier ass zu Lëtzebuerg scho laang keng Seelenheet méi. D'Populatioun vun dëser invasiver Spezies ass enorm gewuess, zënter si an den 1970er-Joren zu Lëtzebuerg opgetaucht ass. D'Upassungsfähigkeit vun dëser Spezies huet dozou gefouert, dass si sech ëmmer méi an urbane Gebidder usidelt, wouduerch et och ëmmer méi zu Kontakter mat Mënsche kënn.

An deem Kader wollt mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi héich gëtt d'Populatioun de Moment geschat?

2. Gëtt et verschidden Zorte Wäschbieren zu Lëtzebuerg? Wa jo, wéi eng Zorte wieren dat?

3. Op wéi eng Manéier suivéiert den Ëmweltministère d'Populatioun vun de Wäschbieren?

4. Wéi effikass waren d'Efforten, d'Populatioun ze reguléieren, bis elo? Wéi vill Wäschbieren sinn an de leschte fënnf Joer pro Joer geschoss ginn?

5. Hält d'Madamm Ministesch et fir noutwendeg, d'Efforten ze verstärken? Wa jo, wat genee ass virgesinn, fir déi invasiv Aart Meeschter ze ginn?

6. Ass virgesinn, d'Bevëlkerung ze sensibiliséieren, wéi ee sech verhalte soll, wann een engem Wäschbier, engem Déier dat net ganz ongeféierlech ass, begéint?

Réponse (21/06/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Et gëtt keng Schätzungen zu der Populatioun vum Wäschbier. Wëll Déieren zielen oder schätzen ass extrem schwiereg.

ad 2. Et gëtt eng Aart hei zu Lëtzebuerg, de Procyon lotor.

ad 3. Den Trend vun der Populatioun gëtt via d'Ofschosszuelen duerch d'Jeeër suivéiert. D'Verbreedung vum Wäschbier gëtt ausserdeem och mam Reseau vu Fotofalen am Land suivéiert. Generell kann ee constatieren, dass d'Aart sech kontinuierlech no Süden ausbreit.

ad 4. De Wäschbier ass eréischt säit dem Juegdjoer 2011/2012 bejorbar. Hei sinn d'Ofschosszuele bis 2020, aus dem Bulletin technique de l'Administration de la nature et des forêts en matière de gestion de la faune sauvage et de chasse (BT), Nr. 8:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

An hei déi geografesch Verbreedung vum Ofschoss aus de Juegdjoren 2013/2014 (Quell: BT Nr. 3) an 2019/20 (Quell: BT Nr. 8):

(graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Aus deenen Zuele gesäit een, dass d'Juegd weeder d'Augmentatioun vun der Densitéit nach d'Ausbredung no Süde konnt stoppen, soudass se mat grousser Wahrscheinlechkeet relativ wéineg regulatorischen Impakt op d'Populatioun huet.

ad 5. Den Dr. Ulf Hohmann, ee renomméierte Wäschbierexpert an Europa, sot an der Conclusioun vu sengem Virtrag, deen hien den 22. Oktober 2021 zu Esch gehalen huet, zum Thema Wäschbier: „Gekommen, um zu bleiben.“ De Wäschbier wäert opgrond vu senger Liewensweis, sengem Ausbreedungs- a Fortplantungsverhalen net méi aus Europa an domadder och net aus Lëtzebuerg verschwannen.

Fir den Émgank mat där Aart zu Lëtzebuerg gouf extra en Aktiounsplang ausgeschafft an 2020 publizéiert. Zil vun deem Aktiounsplang ass eng kontrolléiert Gestiou vun der Wäschbierpopulatioun, fir hiren Impakt op déi eenheemesch Aarten ze verréngeren an ze verhënnern, dass si sech en urbaniséierte Beräicher ausbreeden (<https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur/plan-d'action-eee/2020/PA-EEE-Procyonlotor.pdf>). Dozou gehéiere punktuell Faangaktiounen a sensibelen Naturschutzgebitter, fir d'Biodiversitéit an deene Gebitter virun där invasiver Aart ze schützen. Am meeschte betraff sinn d'Vigel, virun allem déi, déi um Buedem bréien, well d'Wäschbier ganz einfach un d'Eeër oder déi kleng Vigel kommen an des friessen. Awer och op bedroten Aarte vun Amphibien a Séisswaassermuschelen huet de Wäschbier en negativen Impakt. Zousätzlech zu de Regulatiounsmaassname beinhalt den Aktiounsplang och Sensibiliséierungs- an Iwwerwaachungsmaassname vun där Aart.

ad 6. De Wäschbier gehéiert der Famill vun de Klengbieren un an huet näischt mat der Famill vun de Bieren ze dinn. Et ass ee Marderverwandte wéi och de Marder an den Dachs an ass net méi geféierlech wie déi Déieren. D'Natur- a Beschwerwaltung (ANF) huet eng Broschür „Waschbären und Marderhunde in Luxemburg“ (1. Oplag 2021) entwéckelt, déi iwwert de Wäschbier an d'Problemer mat där Aart opkläert. Déi Broschür gouf am Mäerz 2022 verëffentlecht an ass gratis bei der ANF ze bezéien an och online ofrufbar: https://environnement.public.lu/dam-assets/fr/conserv_nature/publications/2022/ANF-MARDE-RHUNDWASCHBAER-2022-web.pdf.

Embargo sur l'énergie russe | Question 6185 (12/05/2022) de M. Fred Keup (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 6042 schreift den Här Energieminister zu dem potenziellen Impakt vun engem Embargo vu russeschem Gas a Pétrol ënner anerem dat hei: „Falls et an Europa den nächste Wanter dann awer zu Liwwerschwieregkeeten am Gas sollt kommen, da mussen effektiv gegebenefalls déi grouss Betriber als éischt ofgeschalt ginn, fir dass Haushaltsclienten, déi als geschützt gëllen, weider kënne beliwwert ginn. Hei gëtt et genee Pläng, déi vun den Netzbedreier ausgefouert ginn a wou, ofhängeg vun de Volummen, déi feelen, festgeluecht ass, wéi eng Kategorie vu Betriber ofgeschalt musse ginn.“

Dozou géif ech dem Här Energieminister gär des Nofroe stellen:

1. Huet den Här Minister déi betreffen Entreprisë vertraulech doriwwer ënnerriicht, dass si fir den Eeschtfall op enger entsprecherender Lëscht gefouert ginn an ënnert wéi enge Viraussetzungen dësen Szenario gräift, fir datt si dat an hirem Betribsplang mat kalkuléiere kënne?

2. Kann den Här Minister matdeelen, a wéi engem Delai déi betreffen Entreprises iwwert den Antritt zum Eeschtfall informéiert ginn, fir datt si de Betribsoflaf a besonnesch och komplex techneschen Anlage kontrolléiert kënnen eroffueren?

3. Kann den Här Minister matdeelen, ob a Kooperatioun mat de betreffenen Entreprisë scho Sozialpläng ausgeschafft goufen, wéi d'Mataarbechter iwwert den entsprecherenden Zäitraum kënnen opgefaange ginn?

Réponse commune (20/06/2022) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

Den Artikel 18 vum ofgeännerte Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Gasmarché gesäit vir, dass d'Gasnetzbedreier an aussergewöhnleche Situatiounen déi d'Sécherheet, d'Zouverlässigkeet oder d'Effikasitéit vun de Gasnetzer a Fro stellen, all Moosname mussen huelen, fir deem entgéintzewirken. Zu deene Moosname kann och d'Ënnerbriechung vun der Versuergung gehéieren.

An deem Kontext haten d'Bedreier vun de Gasnetzer sech schonns 2009 zesummegesat, fir een éischte sougenannte Plan de délestage auszuschaffen. Dëse Plan de délestage beschreift, wéi, de Fall gesat, de Gasverbrauch duerch Ofschalte vu verschiddene Kategorien vu Verbraucher kann der Situatioun ugepasst ginn, woubäi d'Haushaltsclienten sou laang wéi méiglech solle versuergt kënne ginn. Dee Plan de délestage ass eng leschte Kéier am Februar 2022 vun de Gasnetzbedreier ugepasst ginn. D'Netzbedreier hunn doropshin déi potenziell betraff Verbraucher ugeschriwwen an si iwwert hire Rôle am Kader vum Plan de délestage higewisen.

Am Fall wou d'Netzbedreier dee Plan de délestage missten zur Uwennung komme loossen, hânt et vun der Urgence vun der Situatioun of, wéi laang am Virus déi betraff Verbraucher informéiert kënne ginn, woubäi et een Uleies ass, fir déi Ukënnegung sou laang am Virus ze maachen wéi nëmme méiglech.

Et ass net auszuschléissen, dass, wa verschidden Entreprises duerch d'Uwennung vum Plan de délestage hir Produktioun oder hir Aktivitéit mussen aschränken oder aussetzen, dat och Auswirkungen op d'Beschäftegung vun de Mataarbechter vun där Entreprise kann hunn. De Comité de conjoncture befaasst sech an enger vu sengen nächste Reunione mam Zenario vun esou engem méiglechen Ausfall a beréit iwwert wéi en Instrument fir déi betraffe Mataarbechter gegebenefalls kënne Léisunge fonnt ginn.

Infrastructure sportive pour les écoles à Echternach | Question 6196 (16/05/2022) de M. Fred Keup (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 5018 vum 27. September 2021, huet d'Regierung zu der Reorganisatioun vum Schoulsport, déi opgrond vun der Zerstückung vun der Gemengesportshal duerch d'Héichwaasser am Juli 2021, souwuel um Niveau vun der Primärschoul wéi vum Iechternacher Lycée, néideg gouf, dat hei geschriwwen: „Duerch déi exemplaresch Zesummenaarbecht vu sämtleche concernéierte Partner vun der Schoulcommunautéit konnt unhand vun enger Émorganisatioun vun de Stonnepläng a Verbindung mat Kooperatiounen mat den Nopeschgemenge kuerzfristeg eng Léisung fonnt ginn, fir de Schüler och weiderhin ee flotten an ofwiesslungsgräiche Sportunterricht ze erméiglechen.“

Zum Volet vum Schwammunterrecht war dat heiten ze liesen: „Aktuell ass et leider fir d'Iechternacher

Grondschoul net méiglech, de Schwammunterrecht ofzehalen, mee och heifir gëtt aktuell intensiv no Léisunge gesicht, soudatt och dee viraussichtlech am Wanter stattfanne kann.“ Zu der Fro vun der weiderer Kooperatioun tëschent Lycée a Gemeng an deem Dossier huet d'Regierung dunn nach dat hei geäntwert: „Den Iechternacher Lycée huet direkt no der Iwwerschwemmung, an de Reunione mat der Gemeng an deenen anere staatlechen Instanzen, säin Averständnes signaléiert, fir datt d'Gemeng eng provisoresch Sportshal op deem Terrain kann opriichten [...] De Projet vun der provisorescher Sportshal ass nach an der Ufanksphas an dowéinst sinn d'Diskussiounen iwwert d'Ënnerhaltskäschten nach net ofgeschloss.“

Am Artikel „Ich bin maßlos enttäuscht“, deen den 12. Mee am „Lëtzeburger Wort“ publizéiert gouf, huet et awer geheescht, datt de Projet vun enger provisorescher Gemengesportshal, deen a Zesummenaarbecht mam Iechternacher Lycée um Terrain vun deem selwechte sollt realiséiert ginn, opgrond vun engem Eclat tëschent der Gemeng an der Direktioun vum Lycée elo annulléiert gouf. D'Containere, déi zu engem Käschtpunkt vun 8 Milliounen Euro vun der Gemeng fir dese Projet bestallt goufen an am Juni geliwwert ginn, sollen elo op der Wiss tëschent der Gare an dem Fussballterrain opgeriicht ginn. Dëst gouf méiglech, well d'Gemeng deen entsprecherenden Terrain scho viru Jore fir de potenziellen Ausbau vun der Iechternacher Gare opkaf hat.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Schoulminister gär des Froe stellen:

1. Wéi reagéiert den Här Schoulminister dorop, datt d'Kooperatioun tëschent der Iechternacher Gemeng an dem Lycée elo nach a sou enger spéider Phas geplazt ass?

2. Op wéi eng Manéier gouf de Schwammunterrecht an der Primärschoul an dem Lycée mëttlerweil reorganiséiert?

3. Falls déi provisoresch Sportinfrastruktur vun der Iechternacher Primärschoul effektiv hannert der Gare opgeriicht gëtt, wier des nëmme iwwert de Passage vun den Haaptverkéiersachse vun der Stad Iechternach ze erreechen. Ginn hei zukünfteg Bussen agesat, fir d'Sécherheet vun de Schüler um Wee fir bei d'Sportshal ze garantéieren an och fir d'Zäitverloschter ze limitéieren?

4. Beim elo just genannte Site, stellt sech änlech wéi bei der Lokalitéit vun der aler Sportshal, op d'mannst am Fall vun extreeme Wiederereegnesser, sou wéi mir se zum Beispill am Juli 2021 erlieft hunn, d'Fro vum Héichwaasser. Et lafen zu zwou Säite Baache laanscht den envisagéierten Terrain an am Fall vu staarke Reefäll gëtt e reegelméisseg iwwerschwemmt. Dat war bis elo net dramatesch, well d'Waasser an der Wiss gutt konnt ofzéien. Op wéi enger Manéier gëtt dës Problematik an de Pläng zum Amenagement vum Terrain Rechnung gedroen?

5. Am Oktober gëtt déi nei Sportshal vum Iechternacher Lycée fäerdeg gestallt. Wéi wäit kann dëst Gebai, wat opgrond vu senger zentraler Positioun tëschent dem Lycée an der Primärschoul fir béid Parteie liicht accessibel ass, vun der Primärschoul matbenotzt ginn?

6. An deem zitéierten Artikel heescht et och, datt d'Direktioun vum Iechternacher Lycée gäre bereet gewiescht wier, de lokale Sportsveräiner déi nei Sportshal vum Iechternacher Lycée mat unzibidden. Kann den Här Minister matdeelen, wéi eng Ursachen opgrond vun där neier Entwécklung, esou wéi vum „Lëtzeburger Wort“ ugedeit, elo géint esou eng Kooperatioun schwätzen?

Réponse (28/06/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Ech bedauern, datt déi staatlech Servicer an d'Stad Iechternach sech net eens gi sinn, wat d'Opriichte vun enger Gemengesportshal op staatlechem Terrain ugeet.

ad 2. D'Schülerinnen a Schüler vum Lycée ginn net schwammen, bis d'Stad Iechternach eng nei Schwämm opgeriicht huet. An dësem Projet, grad wéi a sëllegen aneren, schaffe Staat a Gemeng weiderhi gutt zesammen. Besonnesch ervirhiewe wëll ech d'Bevreeschaft vun der Stad Iechternach, d'Klasse vum Centre de compétences du développement intellectuel an hirer neier Grondschoul opzehuelen. Dat selwecht gëllt fir déi onkomplizéiert Aart, Raum fir ukrainesch Flüchtlingkanner zur Verfügung ze stellen.

ad 3. + 4. Dës zwou Froe falen eenzeg an eleng an d'Kompetenz vun den Iechternacher Gemengenautoritéiten.

ad 5. + 6. Den Iechternacher Lycée ënnersträicht weiderhin säi Wëllen, all seng Sportsinfrastrukturen, sief et bannen oder baussen, während deenen Zäitfënsteren, wou en se selwer net brauch, deenen anere Schoulen zu Iechternach, den Iechternacher Sportsveräiner an dem Loisir zur Verfügung ze stellen.

.....
Communauté bahá'ie | Question **6205** (17/05/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'IRFBA (International Religious Freedom or Belief Alliance) setzt sech dofir an, datt Unhänger vun de verschiddenste Reliounen a Glawensgemeinschaften op der ganzer Welt hir reliéis Iwwerzeegungen ouni all Zort vun Ennerdréckung an Diskriminéierung kënnen ausüben. Si bezitt sech an éischter Linn op den Artikel 18 vun der universeller Mënscherechtsdeklaratioun, déi dat fräit Ausüben vum Glawe virgesäit. An deem Kontext huet d'IRFBA zesumme mat 12 Staaten - dorënner z. B. d'USA, England, Holland an Dänemark - eng offiziell Stellungnam publizéiert, wou et ëm d'Glawensgemeinschaft vun de Bahai geet, déi iwwerdeems och zu Lëtzebuerg aktiv sinn a sech ënnert dem Numm vun „bahá'is du Luxembourg“ regroupéieren. An där genannter Stellungnam geet rieds dovun, datt d'Ennerdréckung an d'Diskriminatioun vun de Bahai weltwäit an engem beonrouegende Mooss an d'Luucht geet.

An der Stellungnam heescht et ë. a., datt a verschiddene Länner Faiten oprieden, wou z. B. Studenten, déi dem Bahai-Glawen ugehéieren, vun Universitétéiten expulsiéiert ginn, wou Bahai-Unhänger hire Besëtze ewechgeholl kréien a wou d'Bahai hire Glawen - dozou gehéieren och déi bahai-spezifesch Traditiounen a Riten, z. B. bei Hochzäiten oder Begräfnisse - net fräi kënnen ausüben.

Aktuell hu sech weltwäit scho 35 Staaten der IRFBA ugeschloss, dorënner och vill westlech Staaten.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Kultusminister:

1. Gouf et an der rezenter Vergaangenheet en Dialog tëscht der Regierung an der Glawensgemeinschaft vun de Bahai?

2. Ass d'Regierung iwwert eventuell Mësstänn an/oder Diskriminatiounen, mat deenen d'Bahai-Unhänger zu Lëtzebuerg konfrontéiert sinn, informéiert ginn, respektiv, huet d'Regierung Kenntnisser vun eventuelle Mësstänn an/oder Diskriminatiounen vu Bahai-Unhänger hei am Land? Wa jo, ëm wéi eng Zort Mësstänn an/oder Diskriminatiounen handelt et sech hei a wat

gedenkt d'Regierung, an deem Kontext ze ënnerhuelen?

3. War d'Regierung iwwert déi uewe genannte Stellungnam, déi d'IRFBA zesumme mat 12 anere Staaten publizéiert huet, am Bild?

4. Firwat ass Lëtzebuerg bis dato nach net Member bei der IRFBA, déi sech am Sënn vun den universelle Mënscherechter fir dat fräit Ausüben vum Glawen asetzt?

Réponse commune (20/06/2022) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Cultes | **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. D'Regierung ass ëmmer oppen fir en Dialog mat de Reliounsgemeinschaften, och mat der Lëtzebuurger Bahá'í-Communautéit. Déi zoustänneg Ministèren hu regelméisseg Kontakter mat Vertrieeder vun der Bahá'í-Communautéit, notament fir iwwer d'Situatioun vun de Bahá'í a Länner wéi dem Iran, dem Jemen oder dem Katar ze diskutéieren oder generell iwwert d'Situatioun vun de Bahá'í zu Lëtzebuerg, wéi zum Beispill am September 2021.

ad 2. D'Regierung huet keng Kenntnisse, dass d'Bahá'í-Unhänger zu Lëtzebuerg mat Diskriminatioun konfrontéiert wieren.

ad 3. D'Regierung hat keng Kenntnis vun dëser Stellungnam vun der IRFBA, a gouf an deem Kader och net approchéiert.

ad 4. Bei der IRFBA handelt et sech ëm eng Initiativ vun der viregter amerikanescher Regierung aus dem Joer 2020. Lëtzebuerg gouf dee Moment net gefrot, fir sech dëser Allianz unzeschleissen. Lëtzebuerg setzt sech zanter Laangem konsequent fir d'Reliouns- a Glawensfräiheet an, notament am Kader vun de Vereente Natiounen, a wäert dëst natierlech och weiderhi maachen.

.....
Sécurité à l'Aéroport de Luxembourg | Question **6216** (18/05/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Juste avant le début de la deuxième phase de rénovation de la piste de décollage et d'atterrissage au Findel, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics a prévu de transférer la responsabilité des inspections de piste de l'Administration de la navigation aérienne vers la société de droit privé lux-Airport.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics quelles sont les raisons de cette décision et quel est son impact sur l'accord de médiation du 6 novembre 2017 devant la Cour supérieure de justice fixant clairement la séparation des compétences.

- Pour quelles raisons le ministère a-t-il concédé en décembre 2021 le droit d'emphytéose d'une grande partie de l'aire de manœuvre, notamment la piste de décollage et d'atterrissage de l'Aéroport de Luxembourg, à la société lux-Airport pour les 30 années à venir ?

Réponse (28/06/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Le règlement (UE) n° 139/2014 du 12 février 2014 établissant des exigences et des procédures administratives relatives aux aéroports dispose que la responsabilité ultime du produit ou du service fourni par les organisations sous contrat doit toujours rester avec l'exploitant de l'aéroport. Parmi les services opérationnels d'aéroport que l'exploitant doit fournir, le règlement susmentionné cite notamment la surveillance et l'inspection des aires de mouvement et des installations associées.

Dans le cadre de la certification de l'Aéroport de Luxembourg en 2017, lux-Airport a été nommé

comme exploitant d'aéroport. En conséquence, la responsabilité finale pour les inspections ainsi qu'une bonne partie des « activités connexes » incombe en dernier lieu à lux-Airport, qui doit détenir un pouvoir de contrôle sur ces activités.

Il est vrai que certaines inspections sont exécutées aujourd'hui par l'ANA pour le compte de l'exploitant d'aéroport. La délégation de cette activité se fait au moyen d'un « Service Level Agreement » (SLA) conclu entre lux-Airport et l'ANA en 2017 dans le cadre de cette certification de l'aéroport, et qui fait partie intégrante de l'accord de médiation conclu devant la Cour supérieure de justice.

Cet SLA prévoit également la mise en place d'équipes conjointes de lux-Airport et de l'ANA pour les inspections de piste. Il n'y a donc pas eu de transfert de responsabilité en ce qui concerne ces inspections, mais il s'agit d'une mise en œuvre des décisions retenues dans le cadre de la certification en 2017. Au bout d'une période de transition de cinq années, il faut maintenant agir en ce sens notamment en vue des audits qui sont menés par la Direction de l'aviation civile et l'EASA sur ces points.

S'agissant de la concession d'un droit d'emphytéose à lux-Airport en décembre 2021, cette décision s'inscrit dans le même ordre d'idées. La responsabilité de l'exploitant de l'aéroport sur les activités qui se déroulent sur l'aéroport a pour corollaire qu'il doit détenir un pouvoir de contrôle sur cette aire de manœuvre.

.....
Éclairage des bâtiments publics | Question urgente **7051** (24/10/2022) de **M. Gilles Roth** (CSV)

Dans le cadre de la campagne « Zesumme spueren - zesammenhalen » le Gouvernement entend inciter l'ensemble de la société à économiser l'énergie, dont notamment l'État et les communes.

Suivant la circulaire du Gouvernement n° 4168 du 5 août 2022 intitulée « Vigilance sur la consommation d'énergie - économies d'énergie » il est, dans ce contexte, recommandé aux communes de limiter e. a. l'éclairage des bâtiments publics au strict minimum en tenant compte des consignes de sécurité.

Il s'avère cependant que le Gouvernement lui-même n'entend pas respecter ses propres consignes alors qu'en outre le campus scolaire Tossebié, regroupant le Lycée Josy Barthel, la deuxième École européenne, tout comme ses alentours, parkings, voies d'accès, piste cyclable, halte CFL Mamer-Lycée, est pleinement illuminé tant en soirée que durant la nuit.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes au Ministre de l'Énergie et au Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quelles sont les raisons pour ne pas se conformer aux propres consignes de la circulaire gouvernementale 4168 ?

• S'agit-il d'un choix délibéré du Gouvernement ?
- Quelle est la consommation journalière de l'éclairage public du campus Tossebié et de ses alentours ?
• Quel est le coût journalier de l'éclairage ?

- Est-ce que le Gouvernement envisage de se conformer dans un futur proche à la circulaire ? Ou est-ce qu'il entend tout simplement abroger sa propre circulaire ?

Réponse commune (25/10/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

La circulaire 4168 mentionnée par le député lance en effet un appel à toutes les communes de renforcer

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

davantage leurs efforts d'économies d'énergie et de « limiter l'éclairage extérieur des bâtiments et l'éclairage public au minimum nécessaire (dans le respect des consignes de sécurité) ».

Par ailleurs, une circulaire additionnelle, envoyée le 6 octobre, permet aux communes intéressées de procéder sur demande à une extinction temporaire de l'éclairage de la voirie publique, entre 01.00 heures et 05.00 heures dans la nuit. Actuellement, les PCh accusent 19 demandes de communes dans le sens de la circulaire gouvernementale, dont 15 ont déjà pu être traitées favorablement et ont été transmises à l'opérateur réseau respectif afin d'entamer les opérations techniques nécessaires. Ceci montre que cette recommandation rencontre un succès considérable.

Tous les services concernés font bien entendu au mieux pour répondre aux demandes, dont les détails techniques s'avèrent souvent complexes, vu que bon nombre de tableaux électriques doivent subir des transformations ou doivent être équipés de smart-meters et de dispositifs de déclenchement/d'enclenchement afin de pouvoir activer un horaire spécifique. Ceci concerne aussi bien les services des ponts et chaussées que ceux de Creos/des opérateurs réseaux et des communes concernées.

Il est évident que le Gouvernement participe activement à l'effort collectif d'économies d'énergie. Les responsables techniques, qui gèrent le parc immobilier de l'État ont également été sollicités par une note d'instruction de limiter l'éclairage intérieur et extérieur de leurs établissements dans le respect des consignes de sécurité.

Afin de sensibiliser davantage les acteurs concernés et d'accompagner les responsables dans la mise en

œuvre de mesures d'économies d'énergie du parc immobilier de l'État dans le cadre de la campagne nationale « Zesumme spueren - zesammenhalen », le Gouvernement propose une séance d'information et un support technique aux équipes techniques qui se tiendra ce jeudi au bâtiment « Alcide de Gasperi ». Dans ce cadre, les services techniques des bâtiments recevront des informations et guidances détaillées dans le domaine du diagnostic, de l'assistance de la mise en œuvre et du « reporting » des mesures d'économies d'énergie.

Il faut préciser que les compétences du Gouvernement en matière d'éclairage sont limitées par l'autonomie communale et qu'une démarche du côté des communes peut être nécessaire afin de mettre en place des mesures d'économies d'énergie et une concertation intercommunale utile.

- Il y a lieu de constater que la commune de Mamer fut la première à avoir introduit une demande, et c'est également la première où le dispositif d'extinction nocturne a été mis en place, ce qui n'est pas le cas pour les communes adjacentes. En effet, tous les tableaux étatiques gérés par les PCh situés sur le territoire de Mamer, à l'exception de l'illumination des points dangereux (tunnels et échangeurs d'autoroutes), sont actuellement en mode d'extinction nocturne.

- En ce qui concerne plus précisément le Lycée Josy Barthel Mamer, l'éclairage du bâtiment et des alentours directs a déjà été réduit au strict minimum en respectant des consignes de prévention et de sécurité.

- L'École européenne gère l'éclairage de ses alentours (parking visiteurs, quai de bus, cours de récréation,

etc.). Il y a deux semaines, les responsables de l'École européenne ont décidé d'éteindre l'éclairage extérieur entre 23.00 heures du soir et 06.00 heures du matin. L'accès à l'École européenne II/FlyOver qui se situe sur le territoire de la commune de Bertrange est actuellement illuminé vu que de l'administration communale de Bertrange n'a pas demandé à l'Administration des ponts et chaussées de procéder à des coupures d'éclairage.

- Pour les pistes cyclables, il y a lieu de constater qu'actuellement leur éclairage se fait par les communes. En l'occurrence, la PC13 située sur le territoire de la commune de Mamer à l'approche du site est gérée par cette commune et est illuminée, tandis que la PC13 sur le territoire de la commune de Bertrange n'est pas illuminée. Le tronçon de voirie communale sur le territoire de Bertrange (à l'instar de chaque voirie communale) n'incombe pas à la compétence étatique.

En termes de réduction d'énergie et de pollution lumineuse, il y a lieu de noter que depuis des années, les PCh poursuivent un programme de démontage de poteaux lampadaires sur le réseau autoroutier et le remplacement de luminaires classiques par des nouvelles installations LED.

- En ce qui concerne la halte CFL Mamer, il faut préciser qu'actuellement l'éclairage sur l'arrêt de Mamer-Lycée, et de manière plus générale sur les arrêts du pays, n'est pas encore coupé entre le dernier et le premier train voyageurs. Par contre, il s'agit là d'une mesure envisagée dans le cadre de la stratégie qui vient d'être élaborée par les CFL en vue de réduire la consommation d'énergie.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

- iwwer eisen Internetsite www.chd.lu
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu | [f](#) [t](#) [@](#)

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799